



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-04

Nouvelles lois

p. 05-06

Séances publiques

p. 07-70

Questions au Gouvernement

p. 71-99

2021-2022

NO 17

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-04
Nouvelles lois	p. 05-06
Séances	p. 07-70
49 ^e séance du jeudi 28 avril 2022	p. 07-30
50 ^e séance du jeudi 28 avril 2022	p. 30-50
51 ^e séance du mardi 3 mai 2022	p. 51-70
Questions au Gouvernement	p. 71-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
22/12/2022

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite du Premier Ministre du Vietnam à la Chambre

Échange de vues sur l'approche diplomatique du Vietnam

Le Premier Ministre du Vietnam, M. Phạm Minh Chính, a rencontré le 9 décembre 2022 le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Les relations entre la Russie et le Vietnam ont notamment été abordées. Vu son passé, au cours duquel le Vietnam a été confronté à de nombreux conflits, le pays condamne la guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine, a expliqué le Premier Ministre vietnamien pendant son entrevue avec les députés luxembourgeois. Le Président de la Chambre a exprimé son souhait d'aborder la question de l'approche diplomatique du Vietnam quant à la Russie et à la Chine. Les

parlementaires luxembourgeois seraient, selon M. Etgen, conscients des liens étroits entre le Vietnam et la Russie et de son importante coopération économique avec la Chine.

Le Premier Ministre vietnamien a saisi l'occasion pour exposer la position de son pays. Selon les explications de M. Phạm Minh Chính, les liens diplomatiques entretenus par le Vietnam reposent sur trois composantes, à savoir si l'autre pays est un ami (« traditional friend »), une puissance importante et un État voisin. Dans le cas de la Chine, ces trois critères s'appliqueraient, tandis que pour la Russie, deux des trois conditions seraient remplies. Le Vietnam plaiderait cependant pour la fin de la guerre en Ukraine qui aurait, selon M. Phạm Minh Chính, « déjà causé trop de dégâts et de pertes ».

Pendant l'échange de vues, le Premier Ministre vietnamien a mis l'accent sur la stabilité économique de son pays face à l'inflation causée par le conflit en Ukraine et sur l'impact de la crise sanitaire due à la Covid-19. Le Vietnam d'aujourd'hui serait un partenaire fiable au niveau mondial. Les Vietnamiens souhaiteraient développer certains secteurs tels que la finance verte et la place financière vietnamienne. Vu son savoir-faire dans ces domaines, le Grand-Duché pourrait être un partenaire très important pour son pays, a souligné le Premier Ministre.

M. Phạm Minh Chính a également exprimé son souhait de pouvoir inviter une délégation parlementaire luxembourgeoise au Vietnam.



La délégation vietnamienne a été accueillie par les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

68^e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional

« Se rapprocher de ses voisins » – coopération entre quatre assemblées parlementaires



M. Charles Margue lors de l'allocution par message vidéo du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen

Le 9 décembre 2022 s'est tenue à Metz la dernière séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) sous la présidence de la Région Grand Est.

Lors de la 68^e séance plénière, les membres du CPI ont exprimé la volonté de « se rapprocher de leurs voisins » et de renforcer la coopération avec le Conseil

rhénan, l'Assemblée interparlementaire Benelux et l'Assemblée parlementaire franco-allemande. En effet, les membres du CPI ont constaté que les sujets discutés au sein de ces quatre assemblées parlementaires étaient similaires et transversaux. Dans ce contexte, M. Charles Margue, en sa qualité de membre de la délégation luxembourgeoise, a mis en évidence qu'un quart de la population européenne effectue des déplacements transfrontaliers, d'où l'importance de la question récurrente du statut du travailleur transfrontalier.

Message vidéo du Président de la Chambre des Députés

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, n'ayant pas pu faire le déplacement à Metz, a félicité dans un message vidéo la Région Grand Est pour le travail effectué sous sa présidence. Lors de son message, M. Etgen a mis l'accent sur le contexte complexe et turbulent dans lequel s'est déroulée la présidence de la Région Grand Est, marquée notamment par les phénomènes météorologiques extrêmes ayant brutalement frappé la Grande Région, l'inflation massive ainsi qu'une flambée des prix de l'énergie causée par le retour de la guerre sur le continent européen.

Le Président du Parlement luxembourgeois a tenu à souligner que le CPI, en tant qu'assemblée parlementaire d'un espace transfrontalier unique, est capable d'apporter des solutions concrètes aux nombreux défis auxquels les citoyens sont actuellement confrontés. Il a rappelé que « peu de régions européennes sont aussi interconnectées et interdépendantes » que la Grande Région.

Le travail de mémoire et l'éducation à la citoyenneté : priorités de la présidence rhénane

La 68^e séance plénière du CPI étant la dernière organisée sous la présidence de la Région Grand Est, la Présidente sortante, Mme Brigitte Torloting, a symboliquement passé le flambeau au Président du Parlement du Land de Rhénanie-Palatinat, M. Hendrik Hering. Ce dernier a annoncé les deux grandes priorités de la présidence rhénane du CPI : le travail de mémoire et l'éducation à la citoyenneté. Il a saisi l'occasion pour inviter les membres du CPI à une séance plénière consacrée à la « Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste » qui se tiendra le 27 janvier 2023 à Trèves.

Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

#EnRoutePourReykjavik



Mme Octavie Modert, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, devant la bannière de la présidence islandaise du Conseil de l'Europe

L'Islande, qui reprend la présidence du Conseil de l'Europe, a organisé sa première réunion parlementaire en convoquant les membres de la Commission permanente de l'APCE le 25 novembre 2022 à Reykjavik. Se réunissant entre deux parties de session, la Commission permanente est habilitée à agir au nom de l'Assemblée lorsque celle-ci ne siège pas. Une déclaration en amont du 4^e Sommet, un débat d'actualité sur la guerre en Ukraine ainsi qu'un événement sur la violence numérique à l'égard des femmes ont marqué cette édition.

4^e Sommet : un renouveau

Saluant la décision du Comité des Ministres d'organiser un 4^e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe à Reykjavik en mai 2023, les parlementaires ont adopté à l'unanimité une déclaration #EnRoutePourReykjavik. Ce texte souligne l'opportunité unique à saisir par l'organisation afin de jeter de nouvelles bases pour un Conseil de l'Europe résilient, tourné vers l'avenir et répondant aux attentes des citoyens. Les chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe doivent sauvegarder et renforcer le système de la Convention, en veillant notamment à ce que l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme dans tous les États membres soit une priorité. Les moyens politiques et financiers des organes statutaires ont été mentionnés, une question qui ressurgit régulièrement depuis l'expulsion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe. Un autre rapport à l'ordre du jour vise à ce que l'organisation devienne « une pierre angulaire de l'architecture politique européenne ».

Violence numérique envers les femmes

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la présidence islandaise a consacré un événement aux nouvelles formes de violence en ligne, tels que le cyberharcèlement ou encore le chantage électronique. L'Islande, pionnière en matière de féminisme, est sans aucun doute un exemple à suivre en ce qui concerne la place des femmes dans la société. Pour

lutter contre le phénomène de la violence faite aux femmes, le Gouvernement islandais a choisi une approche reposant sur la prévention, l'éducation, le soutien aux victimes et une adaptation du système pénal. Une campagne de sensibilisation via les réseaux sociaux a été lancée avec la participation de 16 États membres. À cet effet, le Luxembourg a mis en place un site Internet (stopsexism.lu) et des spots vidéo sont projetés dans les salles de cinéma.

Lutte contre l'impunité des responsables de la guerre

Le Président de la Commission des questions juridiques, le parlementaire suisse M. Damien Cottier, a ouvert le débat d'actualité sur l'escalade de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Il a fait le point sur les dernières atrocités dévoilées en revenant sur la découverte de centres de torture et la destruction d'infrastructures civiles vitales, cibles névralgiques touchant l'électricité, le chauffage et l'eau potable. Dans la foulée, il a jugé ces exemples de crimes contre l'humanité et a soulevé la question du caractère génocidaire de ceux-ci, qui en est au moins au stade de la tentative de génocide. Les autres intervenants ont continué à faire pression pour contribuer à la création d'un tribunal spécial et de penser d'ores et déjà à la reconstruction de l'Ukraine. Ces éléments serviront de base à la préparation d'un rapport qui devrait être débattu d'urgence lors de la première partie de session en janvier 2023 au Palais de l'Europe à Strasbourg.

Visite de travail à la Chambre



Une délégation du Groupe de travail des Nations Unies (ONU) sur les entreprises et les droits de l'homme a été reçue le 7 décembre 2022 à la Chambre des Députés. Lors de cette visite de travail, l'échange avec des députés présidents de commissions parlementaires a porté sur les entreprises et les droits de l'homme, tant au niveau national qu'international. La délégation de l'ONU avait plusieurs réunions au Grand-Duché en vue de la rédaction d'un rapport sur le sujet.

L'Administration parlementaire recrute :

- un juriste (m/f/d) pour les besoins du service juridique, titulaire d'un diplôme de niveau master, sous le régime du fonctionnaire-stagiaire
- un technicien en informatique (m/f/d) pour les besoins du service des technologies de l'information, titulaire d'un diplôme de niveau baccalauréat, sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration)
- un chercheur (m/f/d) spécialisé en sciences juridiques pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en droit, sous le régime du fonctionnaire (stagiaire ou par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé
- un chercheur (m/f/d) spécialisé en sciences humaines et sociales pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en sociologie, en anthropologie ou en histoire contemporaine, sous le régime du fonctionnaire (stagiaire ou par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Système de qualité ou de certification des produits agricoles

7672 – Projet de loi relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles

Le projet de loi sous rubrique prévoit l'introduction d'un agrément pour les systèmes de qualité ou de certification de produits agricoles.

De nombreux labels luxembourgeois ou étrangers existent actuellement déjà sur le marché, mais les exigences d'obtention de ces labels sont très variables. Face à une multitude de labels, le consommateur est souvent dépassé et il est difficile pour lui de faire un choix éclairé lors de l'achat de ces produits.

L'objectif de ce projet de loi est de protéger la bonne foi des consommateurs et de fournir aux producteurs des outils concrets permettant d'identifier et de mieux promouvoir les produits ayant des caractéristiques spécifiques. Il importe de souligner que la participation au système de qualité ou de certification est volontaire.

Afin d'obtenir un agrément en tant que système de qualité pour un produit agricole, les groupements de producteurs doivent respecter au niveau de leur cahier des charges un critère obligatoire défini pour chacun des trois piliers « Qualité – Saveur », « Régional – Solidaire » et « Environnement – Bien-être animal » et au moins deux critères par pilier parmi les critères facultatifs énumérés dans le texte de la future loi.

La loi en projet entend aussi substituer l'agrément de systèmes de qualité ou de certification des produits agricoles à la pluralité de marques nationales, par l'abrogation de la loi qui leur sert de base, la loi du 2 juillet 1932 concernant la standardisation des produits agricoles et horticoles et la création d'une marque nationale.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 17/09/2020

Rapporteuse : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Présidente : Mme Tess Burton) :

- 18/09/2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 24/06/2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 20/07/2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 25/11/2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption de deux amendements
- 24/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2022

Loi du 3 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 330, page 1

Participation de l'État au financement de CLT-UFA et RTL Group

7914 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la mission de service public en matière de télévision, radio et activités digitales confiée à CLT-UFA et RTL Group pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Le projet de loi 7914 vise à autoriser le financement de la mission de service public en matière de télévision, radio et activités digitales confiée à CLT-UFA et RTL Group pour les années 2024 à 2030. Contrairement aux mécanismes préconisés jadis, il est dorénavant opté pour un financement ex post d'au moins une partie des déficits encourus par CLT-UFA et RTL Group dans l'exercice de la mission de service public susmentionnée ; ce financement annuel est assorti d'un double plafond, c'est-à-dire que ce dernier ne peut nullement dépasser les découverts maximums annuels précisés par le présent projet de loi et en aucun cas d'espèce ce financement ne saura dépasser 15.000.000 euros par année. La contribution financière totale à autoriser par le présent projet de loi s'élève à 97.561.251 euros.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 23/11/2021

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

- 04/01/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
- 19/04/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2022

Loi du 23 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 251, page 1

Prolongation de l'aide aux coûts non couverts et de l'aide de relance

7976 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger l'aide aux coûts non couverts et l'aide de relance, avec quelques ajustements, pour une durée supplémentaire de quatre mois. Ainsi, la fin des aides coïncide avec l'expiration de l'encadrement temporaire des aides d'État de la Commission européenne. À cette fin, le projet de loi apporte des modifications à deux projets de loi, à savoir (1) la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et (2) la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance.

L'aide de relance sera prolongée en faveur de tous les secteurs d'activités qui y sont actuellement éligibles et sera étendue aux gestionnaires d'organismes de formation professionnelle dont les activités ont été fortement impactées par la vague Omicron. Le montant de l'aide accordée à une entreprise par travailleur salarié ou indépendant diminuera progressivement. Le montant sera fixé à 1.000 euros par travailleur salarié ou indépendant pour les mois de mars et avril 2022 et à 500 euros pour les mois de mai et juin 2022. Il est par ailleurs proposé de supprimer les 250 euros qui sont alloués actuellement par travailleur au chômage partiel.

L'aide aux coûts non couverts est prolongée en faveur des seuls hôtels et les campings. Les charges d'exploitation de ces entreprises seront prises en compte à hauteur de 75 % pour la détermination des coûts non couverts servant de base pour le calcul de l'aide mensuelle. Les plafonds mensuels ainsi que les taux d'intensité des aides fixés à 70 %, respectivement 90 % des coûts non couverts, selon la taille de l'entreprise, resteront inchangés.

Les dépenses engendrées par les aides du présent projet de loi sont estimées à 14 millions d'euros.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 10/03/2022

Rapporteuse : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

- 24/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 20/04/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/04/2022

Loi du 10 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 227, page 1

Sécurité sociale : régime de protection temporaire

7982 – Projet de loi portant modification des articles 1^{er} et 32 du Code de la sécurité sociale



En date du 4 mars 2022, le régime de protection temporaire fut déclenché par la décision d'exécution 2022/382 du Conseil de l'Union européenne sur base de l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées en provenance d'Ukraine.

Le statut de protection temporaire est un statut de protection spécifique qui se base sur la Directive 2001/55/CE du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tenant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil.

Actuellement, la législation ne prévoit pas qu'un bénéficiaire d'une protection temporaire soit obligatoirement affilié à l'assurance maladie, l'affiliation n'étant aujourd'hui possible que sur base volontaire, ce qui implique un délai de carence pour l'obtention des prestations. Par ailleurs, les bénéficiaires de la protection temporaire ne bénéficient pas actuellement d'un revenu de substitution cotisable, auquel cas ils seraient obligatoirement affiliés en vertu des dispositions de l'article 1^{er} du Code de la sécurité sociale (CSS), mais ont accès au marché de l'emploi et aux mesures d'insertion professionnelles aussi longtemps que le statut est maintenu (durée de l'attestation).

Le présent projet de loi vise à modifier l'article 1^{er} du Code de la Sécurité sociale en incluant les bénéficiaires de la protection temporaire (ajout d'un nouvel point dans la liste de l'alinéa 1^{er}) et de préciser dans l'article 32, alinéa 1^{er}, du même code que la charge des cotisations revient à l'État, à l'instar d'autres bénéficiaires déjà repris dans le même tiret à modifier (8^e tiret).

Outre la simplification administrative apportée par une telle modification, cette dernière a pour but d'aligner le dispositif de l'assurance obligatoire (art. 1^{er} du CSS) sur les mêmes droits en matière d'emploi et travail conférés par les dispositions actuellement en vigueur.

Dans ce contexte il y a lieu de noter que l'accès au marché de l'emploi et à l'affiliation obligatoire est limité à la fois dans le temps, par la durée de l'attestation émise, qu'au niveau des bénéficiaires de la protection temporaire en application des dispositions régissant ce dispositif.

Finalement, comme le dispositif de la protection temporaire a été déclenché en date du 4 mars 2022, il est également proposé que les modifications apportées par le présent projet produisent leurs effets à la même date pour les bénéficiaires de la protection temporaire dont l'affiliation commence au plus tôt à la date de la demande de la protection temporaire une fois l'attestation émise.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 23/03/2022

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

26/04/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/04/2022

Loi du 10 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 226, page 1

Réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

7988 – Projet de loi instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Le projet de loi met en œuvre une des mesures de l'accord signé le 31 mars 2022 dans le cadre du Comité de coordination tripartite. Il prévoit une réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers compte tenu de la hausse considérable des prix de ceux-ci depuis quelques mois.

Une compensation financière est instaurée pour les opérateurs économiques ayant mis à la consommation ces produits pétroliers afin de réduire le prix de vente de ces produits au bénéfice des consommateurs finaux.

La réduction du prix de vente d'un montant de 7,5 centimes d'euro par litre pour le gasoil utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales et le gasoil utilisé exclusivement pour des travaux agricoles et horticoles, dans la

Pisciculture et la sylviculture sera d'application jusqu'au 31 juillet 2022. La réduction du prix de vente d'un montant de 7,5 centimes d'euro par litre pour le gasoil utilisé comme combustible (« mazout ») sera d'application jusqu'au 31 décembre 2022.

Les dépenses engendrées par la mesure de compensation permettant la réduction temporaire du prix de vente de ces produits pétroliers sont estimées à 12 millions d'euros.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 08/04/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

20/04/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

28/04/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/04/2022

Loi du 12 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 230, page 1

Covid-19 : Prolongation du congé pour raisons familiales

7990 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1^o modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2^o dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à prolonger les dispositions introduites par la loi du 22 janvier 2021 en ce qui concerne les articles 4 à 7 de la même loi jusqu'au 23 juillet 2022 inclus.

De même, il est proposé que la présente loi entre en vigueur le lendemain de la fin de la disposition actuellement en vigueur pour éviter un quelconque vide juridique, c'est-à-dire le 1^{er} mai 2022.

Face à une forte augmentation des infections de Covid-19 et face au risque de fermetures des établissements d'enseignement et d'accueil par décision du Gouvernement, une dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail a été introduite. L'objectif était de créer la possibilité d'un droit au congé pour raisons familiales pour les parents dont les enfants ne peuvent pas être pris en charge à l'école, dans un service d'accueil ou d'éducation pour enfants ou dans une autre structure d'accueil, parce que ceux-ci ont été partiellement ou totalement fermés ou encore parce qu'il a été décidé de mettre en place un système d'enseignement à distance partiel. Cette dérogation temporaire a depuis été prolongée à plusieurs reprises. La dernière prolongation en date a été introduite par la loi du 28 février 2022 et reste applicable jusqu'au 30 avril 2022. Au vu du nombre élevé actuel d'infections avec le variant Omicron, la nécessité de prolonger les dispositions au-delà du 30 avril 2022 s'impose.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11/04/2022

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

26/04/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/04/2022

Loi du 17 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 234, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 07
M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et le programme national de réforme (PNR)** p. 07
Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gilles Baum, M. Dan Kersch, M. Laurent Mosar et M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie) | M. André Bauler (interventions de M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gilles Baum) | Mme Francine Closener | M. François Benoy (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Claude Wiseler, M. Mars Di Bartolomeo et M. Dan Kersch) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Laurent Mosar | M. Marc Spautz (interventions de M. André Bauler, M. Gilles Baum et M. Mars Di Bartolomeo)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et le programme national de réforme (PNR)

D'Chamber féiert haut de Moien d'Debatt iwwert de Stabilitéts- a Wuesstumsprogramm PSC an iwwert den nationale Reformprogramm PNR. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. An et hu sech schon ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här André Bauler, d'Madamm Francine Closener, den Här François Benoy, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Sven Clement, den Här Laurent Mosar an den Här Marc Spautz. Et ass awer den Här Fernand Kartheiser, deen amplaz vum Här Roy Reding fir d'ADR intervenéiert.

Ech géif elo d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Roth ginn, den éischten ageschriwwene Riedner. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

Une voix | En huet nach näischt gesot!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Är Ried war kuerz.

(Hilarité et brouhaha)

Débat

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Madamm Minister, gudd Moien allegueren. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, am Ufank vu menger Ried e Merci ze soen: e Merci ze soen der Finanzministeschen an och e Merci ze soen dem Wirtschaftsminister fir hir Presentatioun gëschter vum dem Stabilitétspak an och dem Plan national de réforme.

Ech wëll awer och de Beamte Merci soen, déi Iech – an dat steet Iech zou! – gehollef hunn, déi Dokumenter allegueren zesummenstellen. Dat ass eng intellektuell Aarbecht, et ass eng materiell Aarbecht, mee et ass virun allem eng Heedenaarbecht, fir alljoers deem Rendez-vous vu Bréissel gerecht ze ginn.

Et ass och – an ech soen dat ganz kloer – keng einfach statistesch Waasserstandsmeldung, déi mer am Kontext

vun dem europäesche Semester op Bréissel schécken. Et ass eng Hellewull un Dokumenter. Mee déi Dokumenter, dat ass eng Weichstellung, déi erlaben eis, och iwwert déi zukünfteg politesch Ausriichtung wirtschaftlecher, finanzieller an och sozialer Aart ze diskutéieren.

Déi Dokumenter wäerten och, egal wien an den nächste Joren hei am Land d'Verantwortung dréit, déi politesch Ausriichtung matsteieren. Ech muss och dofir gradesou däitlech soen, dass ech et bedauerlech fannen, Madamm Finanzminister, als Verrieder vun der Regierung, dass d'Regierung eigentlech dovun ofgesinn huet, an dëser Zäit en Débat de la nation ofzehalen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech fannen dat net normal! Ech fannen et net normal, dass en Debat iwwert den État de la nation – den Zoustand vun der Natioun! –, dee grad déi wirtschaftlech, sozial an och déi finanziell Eckrumm vun der ganzer politescher Féierung soll duerstellen, dass dee grad an dësem Joer 2022 net stattfénnt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Well wa mer net dëst Joer iwwert den Zoustand, iwwert den État de la nation diskutéieren, wou mer aus enger Pandemiekrise erauskommen, wou mer an enger Energiekrise sinn, wou mer a geopoliteschen Tensiounen sinn a wou mer riskéieren – an d'Madamm Finanzminister huet dat gëschter ennerstrach –, an eng weltwäit Wirtschaftskris ze kommen, jo, wéini diskutéiere mer dann doriwuer?!

Une voix | Am Hierscht.

M. Gilles Roth (CSV) | An ech mengen, ...

(Interruption)

... dass hei wierklech vun dem Premier, mat der ganzer Regierung, deen demokrateschen Debat, deen eng Natioun, och d'Lëtzebuurger Natioun, verdéngt, ganz einfach esquivéiert gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well d'Zäit vun der Schéi-Wieder-Politik, déi ass definitiv eriwuer!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An d'Konscht vun der Politik, jo, d'Konscht vun der Politik, dat ass et, dat Schéff Lëtzebuerg och a méi stiermesche Gewässer ze féieren. D'Konscht vun der Politik ass et, grad an dësen Zäiten, sech ëm d'Suerge vun de Leit dobaussen ze bekëmmere.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An Dir sidd jo Volleksverrieder, grad wéi ech och, Dir kommt jo ronderëm – mir brauche jo elo net méi ëmmer mat de Maske ronderëmzelaufen –, mee Dir wësst, dass d'Leit queesch duerch d'Land, vu Mondorf bis op d'Wemperhaart, vum Oste bis an den déiere Süden, reell Problemer hunn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | De wëlle Westen.

M. Gilles Roth (CSV) | An dat geet duerch sämtlech Bevölkerungsschichten, duerch sämtlech Akommeschichten.

Duerfir fanne mir et net normal, dass mer hei net op dëser Plaz d'Zäit vun dem demokrateschen Debat gesicht hunn – d'Regierung an d'Parlament, mat sécherlech ënnerschiddleche Meenungen –, fir driwwer ze diskutéieren, wéi d'Leit mat hire Suergen eens ginn an, virun allem, wéi d'Leit eens ginn, fir d'Enner um Enn vum Mount zesummenzékriien. A fir vill kënn dat Enn vum Mount schonns virun dem 28. oder dem 30.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et net normal, dass mir mëttlerweil deen héchsten Aarmutrisiko hei am Land hunn, deen d'Land jee kann huet. Et ass net normal, dass 18 % vun de Leit hei am Land ënnert dem Aarmutrisiko liewen. Et ass net normal, dass 24 % vun deene Jonken – an et gëtt jo vill vun deene Jonken hei geschwat – vun 18 bis 24, dat ass een op véier – een op véier vun deene Jonken zwëschen 18 a 24 Joer! –, deene mer jo wëlle Perspektive ginn, deene mer musse Perspektive ginn, all politesch Parteie confondues, ënnert dem Aarmutrisiko lieft! An et ass virun allem net normal, dass 41 % vun den Alengerzéier – 41 % vun den Alengerzéier! –, dat si Männer, dat si Fraen, dass déi ënnert dem Aarmutrisiko liewen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dat ass net normal!

An da geet et net duer, Dir Dammen an Dir Hären, dass ee Sonndesrieden hält a seet: „Mir gräifen Iech ënnert d'Äerm.“ A wann et dann heescht: „Weises zielt“, dass da kee méi do ass, dass da kee méi vun der Regierung sech emol esou engem demokrateschen Debat wëllt stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass och net normal, dass mer ëmmer soen: „Mir paken et un.“ D'Wunnungsbaupräsesser waren nach ni esou héich wéi elo! D'Wunnungsbaupräsesser sinn zënter 2013 bis 2022 carrement explodéiert, jo, se hu sech verduebelt.

An ech gesinn nach d'Madamm Nagel – dat war déi Madamm, déi sollt Neel mat Käpp maachen –, wéi déi ugetrueden ass, wéi se gezielt huet, si géif elo Zéngdausende Wunnenge bauen! A wéi vill Wunnengen huet de Staat iwwer seng Wunnungsbaugesellschaft gebaut?! Am Duerchschnëtt 200 Fonds du logement an 200 SNHBM. Mat allen Efforten, déi se maachen ..., mee et ass d'Resultat, wat zielt. „Mir maachen alles aneschtens.“ „Mir maachen alles besser.“ „Mir maache mat männer méi.“ A wat ass geschitt? Guer a glat näischt!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

(Brouhaha)

Här President ... Här Bartolomeo, Dir kënn herno ... Dir waart Chamberspräsident. Dir schreift Iech herno ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech erënnere, Här Roth, un ...

M. Gilles Baum (DP) | Wien hat de Logement zur Chefsaach erkläert 2002?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, den Här Roth huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, ech weess, dass dat d'Kollege vun de Sozialisten heibannen nervös mécht.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo!

Une voix | Nee!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo!

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass och net normal, Här Bartolomeo, dass d'Leit esou steierlech belaaßt ginn. Dir, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A!

M. Gilles Roth (CSV) | ... aner Parteien ... An ech huelen och do d'CSV an d'Gebiet, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Aa!

M. Gilles Roth (CSV) | ... mee mir haten déi lescht zéng Joer net d'Méiglechkeet, d'politesch Gestaltung um Niveau vun der Regierung ze maachen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et lauschtert nëmme een Dréttel vun Ärer Fraktioun Iech no!

M. Gilles Roth (CSV) | Mee et kann een net permanent all fënnef Joer de Leit soen, an de Walversammlungen, op de Plakater: „Mir flaachen de Mëtzelstandsbockel of.“ A wat ass dann, wann d'Walen eriwuer sinn? Jo, da muss grad de Mëtzelstand de Bockel duerhalen, fir als Mëllechkuo d'Staatskeesen ze fëllen.

M. Gilles Baum (DP) | Kuckt emol de Rapport vum Conseil économique et social no der Steierreform 2017!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President ...

M. Gilles Baum (DP) | Do gesitt Der genau, dass, de Mëtzelstandsbockel ofgeflaacht ginn ass.

(Brouhaha général)

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Gilles Roth (CSV) | Här President ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Hien huet Recht!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ass et mat den CSV-Versprechen? Ma fir eis muss Aarbecht sech lounen, Här Kartheiser!

(Interruptions diverses)

A mir halen et mat der Caritas, déi an enger Publikatioun geschriwwen hunn, déi Der alleguerten zougedroen kritt hutt, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | D'Caritas awer scho laang net méi mat Iech!

M. Gilles Roth (CSV) | ... „Pauvreté laborieuse“, dat heescht Working Poor: „Le travail n'est plus une garantie pour échapper à la pauvreté.“ Dat ass d'Resultat, Dir Dammen an Dir Hären, vun dëser Regierungspolitik iwwert déi lescht néng Joer.

A wa mer dann op déi Dokumenter zréckkommen, déi ausgedeelt goufen, da kréie mer dat, jo och verdäitlecht. Well an deenen Dokumenter do, ass vill Zuelematerial, mee et steet och vill Konkreetes dran.

An ech wëll dat ganz kloer soen ... D'Madamm Ministesch sëtzt do an den Här Fayot sëtzt do. Här Fayot, ech weess, néng Auer ass fréi. Mir wier et fréier och esou gaangen.

(Hilarité)

Mee ech wëll dat ganz éierlech soen: Dir hutt dat objektiv an neutral duergestallt. An d'Madamm Finanzminister, contrairement – an dat rechnen ech hir héich un! – zu hirem Virgänger, huet och eng neutral

an eng Net-nëmme-schéi-Wierder-Beschreibung vun den Zuele gemaach, déi d'Lëtzebuurger Land op Bréssel schreift. Ech soe ganz éierlech, dat rechnen ech hir héich un. An dat erlaabt och, méi en objektiven Debat iwwert déi Zuelen ze maachen, quitte dass se eng ënnerschiddlech politesch Gewichtung hunn.

Erlaabt mer duerfir, op eng Zuel anzegoen, déi d'Madamm Finanzministesch genannt huet, an dat ass déi vun der sougenannter „Trimesterzuel“. E Méindeg waart Der alleguerten an der Finanzkommissioun. Do hu mer eigentlech – an doriwuer sollte mer eis och freeën – festgestallt, dass iwwert déi éischt dräi Méint 227 Milliounen Euro méi Akommessteier, also Lounsteier, erakomm si wéi déi éischt dräi Méint am Joer 2021. Mir hunn och ... Ech weess, dass d'Steierdirektesch dat net gäre gesot huet, si huet et awer missen, op insistéierend Fro, an der Tripartite-Kommissioun soen, dass eigentlech de Staat mat enger Indexbranche 250 bis 280 Milliounen Euro pro Joer bäikritt.

A wann ech déi Zuelen zugronn huelen, Dir Dammen an Dir Hären, dann erfieert mech awer eppes, an dat ass Follgendes: De Staat huet am Joer 2020 en Defizit gemaach vun 3,1 Milliarden Euro – 3,1 Milliarden Euro! An et kann een och net, wéi dat de fréiere Finanzminister Gramegna ëmmer wollt duerstellen, soen: „Dat ass alles duerch d'Pandemie.“ Neen! Dir hutt déi Zuele gesinn: D'Pandemie huet genau 2 Milliarde kascht.

Dann hu mer fir dëst Joer 2022, wou mer nach net wëssen – kee vun eis heibannen, mir si jo net d'Auguren –, wat nach alles op eis zoukënn, et ka besser goen, et kann awer och méi schlecht goen ... Op jidde Fall geet d'Finanzministesch op Basis vun den Zuelen – et si jo déi, déi mer haut diskutéieren –, dervun aus, dass mer en Defizit maachen um Niveau vum Staat – ech soen dat esou, den Zentralstaat, dat ass fir d'Leit e Buch mat siwe Sigelen, mee vum eigentleche Staat – vun 1,6 Milliarden Euro.

Et kann een do och net soen, dat wier eenzeg an aleng duerch den Energiedesch oder d'Tripartite, well do si mer an engem Volume, dee sech de Moment beweegt ëm déi 830 Milliounen Euro, toutes aides confondues.

De Punkt, deen ech wëll hei soen, dat ass, dass de Staat – ouni Scholdzouweisungen ze maachen, mee einfach den niichtere Constat – 2021 an 2022 5 Milliarden Euro Defizit cumuléiert huet. Dat heescht am Kloertext, och 5 Milliarde Schold. Egal wéi een dat wëll dréien oder kéieren: Dat si 5 Milliarde méi nei Schold!

An dat, an ech baséiere mech och op Zuelen, trotz enger Akommessteier – dat heescht, där Steier, déi d'Biergerinnen an d'Bierger bezuelen, déi virun allem géint Loun a Gehalt schaffen –, déi e Plus vu ronn 500 Milliounen Euro pro Joer ausweist. Trotz enger Betriebssteier, déi an de leschte Joren net erogaang ass, bréngt de Staat et eigentlech net fäerdeg, seng Finanzen esou ze stabiliséieren, dass, trotz deene „sprudelnden Einnahmequellen“, déi Defiziter um Niveau vun der Aktioun vum Staat selwer kéinten ausgebigelt ginn.

Do muss ech ganz kloer soen: Do kann een net méi vun enger kopernikanescher Revolutioun schwätzen, well vun där net vill iwwregbleift.

Ech weess nach ganz genee, wéi Äre Virgänger hei ugetrueden ass am Numm vun där neier Blo-Rout-Grénger-Regierung gesot huet, hien hätt eng katastrophal Finanzsituatioun virfonnt. Eng katastrophal Finanzsituatioun! D'Sozialisten, déi dräi Méint virdrun zwar nach matregéiert hunn, déi hunn dat alles matgedroen. Jo, alles matgedroen! Mee si hu sech awer net genéiert, dat do dräi Méint drop, am Dezember, no deenen houleuxen Debaten, déi mer 2013 haten, einfach matzënnerschreien.

Abee, déi katastrophal Finanzsituatioun ... Ech wëll Iech just eng plakeg Zuel nennen. 2013, also wéi

Blo-Rout-Gréng ugefaangen huet, hat de Staat 11 Milliarden Euro Schold. A wéssst Der, wéi vill en der viraussichtlech Enn 2022 wäert hunn? 20 Milliarden Euro! Dat heescht e Plus vu carrement 9 Milliarden Euro Schold. Nom Motto: „Mir maachen alles anescht.“ „Mir maachen alles besser.“ An: „Mat manner méi.“

(Interruptions)

Jo, ech stellen eppes fest: D'Leit hu mat manner vill méi Schold, an déi Schold muss iergendwann eng Kéier zréckbezuelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat mech awer ..., an ech mengen, dat ass déi Kärdiskussioun – egal, wien am Land iwwert déi nächst fënnef, zéng Joer d'Verantwortung a wat fir enger Konstellatioun dréit –: déi iwwert den État brut vun de gesamtëffentleche Finanzen, wéi et sech eigentlech an zwou, dräi Zuele ganz verdäitlecht. Kuckt emol: Traditionell – an dat iwwert déi lescht 25 Joer, zënter deen Exercice gemaach gëtt um Niveau vun den europäesche Finanzen – ass, dass dat eigentlech Handele vum Staat, dat, wat mir d'„Administration centrale“ nennen, dat heescht, den Zentralstaat, an der Reegel mat ganz klengen Ausnamen – ech mengen, 2007 hate mer dat – ëmmer defizitär ass. An de Gemengen ass dat plus ou moins am Gläichgewicht, dank notamment der Stad Lëtzebuerg, déi do d'Chance huet, d'Betriebssteier vun deene meeschte Betriber, déi bei hinnen op dem Territoire sinn, ze kréien.

M. Gilles Baum (DP) | Déi hunn e gudde Finanzschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Deen drëtte Pilié, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth (CSV) | ... hei, kuckt, deen drëtte Pilié, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dee vun der sozialer Versécherung, der Sécurité sociale. An d'Sécurité sociale, Här Di Bartolomeo, déi huet et eigentlech ëmmer fäerdegbruecht, dass mir konnten zu Bréssel soen: „Hei, kuckt emol, mir si Musterschüler.“ Firwat? Mee well mer an der Sécurité sociale an der Reegel 1 Milliard pro Joer Iwwerschoss haten, wat dann den Defizit vum Zentralstaat ausgebigelt huet. An duerfir konnte mer soen: „Ma kuckt emol, mir sinn Dichteger zu Lëtzebuerg. Bei eis sinn déi gesamt-ëffentlech Finanzen am Plus.“

An do huet mech eppes ... An d'Finanzministesch huet dat och gëschter neutral gesot, an dat muss eis awer, trotz alle politeschen Divergenzen, am Hannerkapp bleiwen: De Saldo vun der Sécurité sociale war 2021 e Plus vun 900 Milliounen Euro; 2022: 900 Milliounen Euro; 2023 gi mer op 745 erof, fir dann 2026, also an dräi an engem halwe Joer, op engem Plus vun nach 242 Milliounen Euro ze landen.

Dat heescht: Déi Mouk, déi mer ëmmer haten an der Duerstellung vun de gesamtëffentleche Finanzen, an dat war nun emol den Iwwerschoss an de soziale Versécherungen, riskéiert, mat der Zäit no ënnen ze goen.

An ech wëll dat ganz sober soen, ouni politesch Bewäertung, mee ech wëll awer drop hiweisen, wat fir eng wichteg a weesentlech Fro dat ass fir déi politesch a virun allem déi sozial Kohäsioun bei eis am Land. An ech hunn et ganz gutt fonnt, dass ënnert der Federführung, mir sinn eis jo net ëmmer eens, Här Kersch, vun Iech als nei President vun der Sozialkommissioun, ... dass Der direkt, nodeem de Stabilitéitsmechanismus e Méindeg virgestallt ginn ass, eng Sitzung vun der Sozialkommissioun zesummegeruff hutt, fir dass een och dat op Basis vun niichteren Zuelen ka bewäerten.

Ech wëll nämlech Folgendes soen: Mir hunn do dräi Eckdaten. 2027, dat heescht an dräi an engem hallwe Joer, geet déi sougenannte Prime de répartition, dat heescht, de Bättragsaz vun deene 24 % pro Joer, net méi duer, fir d'Leeschungen auszegläichen, déi um Niveau vun der Sécurité sociale bezuelt ginn. Dat heescht am Kloertext, dass fir en normale Loun- a Gehaltsempfänger ... Dee gëtt jo 8 % vu sengem Bruttoloun of an d'Pensiounskeess, 8 % leet de Patron bäi an 8 % leet de Staat bäi; 8 plus 8 plus 8 mécht 24.

Abee déi dräi Bätträg sollen no den Zuele vun der genereller Inspektioun vun der Sécurité sociale ab 2027 net méi duergoen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Ech géif soen, loosst mech d'Räsonement fäerdeg maachen.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Jo. 2041 komme mer mat de Pensiounsreserven – well do ass jo nach eng grouss Mouk –, do komme mer eigentlech deenen Zuelen no ënnert déi 1,5-mol d'Jonesleeschung. An 2047 sinn am Prinzip, no deem Zuelematerial, dat d'IGSS geliwwert huet, keng Reserve méi do.

Elo kéint een dat, wouvun ech awer wëll ofgesinn, an ech wëll och duerfir, dass Der meng Interventioun deemspriechend bewäert ... Do kënnen natierlech déi Leit, déi an de 60er-Jore gebuer sinn, soen: „Ma lauschtert emol, 2047 hunn ech de Gros vu mengem Liewe gemaach a fir mech ass nach genuch do.“ Déi Leit, déi an den 2000er gebuer sinn, déi kéinten eigentlech gradesou flappseg, wat ech awer net wëll, soen: „Ma lauschtert emol, ech fänken u mat schaffen, ech bezuelen an e System an, deen ab 2027 no dem Zuelematerial a priori defizitär ass, a wann ech da soll eng Kéier dervu beneficiéieren, da gesinn ech, dass ab 2047 net méi vill do ass.“

Dat dierf een net esou flappseg bewäerten. Well éischters hu mer jo e Korrektionsmechanismus, deen 2012, iwwregens ënnert der Fiederféierung vun dem fréiere Sécurité-sociales-Minister, dem Mars Di Bartolomeo, mat enger CSV-Bedeelegung agefouert gouf, nom Motto: Iwwert d'Pensioune schwätzt een net vill, mee et handelt een. Dat fannen ech déi richteg Approche, gradewéi ech soen: Et muss een, no där flappseger Duerstellung, déi ech virdu gemaach hunn, déi ganz Situatioun mat ganz vill Fingerspëtzegefill huelen, well do sti jo ganz vill Sujeten um Spill.

Éischters: d'Generatiounegerechtkeet vun dem Finanzement vun onsem Sécurité-sociales-System. Et sinn och Diskussiounen iwwer Renterechter, déi d'Frontalieren hunn, déi jo hei abezuelt hunn. An aus deem Grund, an dat ass de Sënn vu menger Interventioun, mussen mer dee Problem vun de Renten, vun de Pensiounen – egal wien d'Verantwortung am Land huet, ob déi do Säit, ob déi do Säit, oder wa se eng Kéier sollt wiesselen, ech weess et net – am Hannerkapp hunn.

Et dierf een d'Aen net do virdrun zoumaachen, mee et muss ee mat roueger Hand agéieren. An et muss een eppes maachen. Wann een dat bildlech wëllt duerstellen: Dee ganze Renteesystem Lëtzebuerg ass eppes wéi en Ozeandampfer. Also do geet et net, fir d'Steierad esou eriwirzerappen, well soss fiert d'Rudder futti. Mee et geet awer och net, fir ze laang net ze handeln, well soss geet et wéi bei der Titanic: Wann een ze spéit um Rudder lichts Ajustementer mécht, da riskéiert een, net laansch an Äisblock ze kommen an d'ganz Schëff riskéiert ennerzegoen.

Dat ass fir mech – ech soen dat fir mech – déi weesentlech Erausforderung, onofhängeg vu villen anere Froen, déi sech stellen, déi iwwert déi nächst 20, 25 Joer fir d'Stabilitéit an d'Kohäsion vun onsem

Land wäerte stoen. An ech fannen et duerfir och richtig, ofschléissend zu deem dote Punkt, dass et e generelle Konsens ass an der Chamberskommissioun, fir den Avis préalable vum Wirtschafts- a Sozialrot, grad ewéi vun anere Gremie mat där Fro, ze saiséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, ...

M. Gilles Roth (CSV) | ... de Sozialdialog, deen ech hei ugeschwat hunn, deen ass ... Ech géif soen, Dir intervenéiert herno. De Sozialdialog, deen ech hei ugeschwat hunn, steet fir d'CSV héich – ech hunn dat hei gesot virun engem knappe Mount, wou d'Resultater vun der Tripartite virgeluecht gi sinn – an dee muss, grad an deesen ugespaanten Zäiten, méi spille wéi jee. Dat ass d'Stäerkt vun eisem Land. A mir stinn och dozou als CSV, am Sënn vun der sozialer Kohäsion, am Sënn vun dem soziale Fridden.

An zum Sozialdialog, Dir Dammen an Dir Hären, zu dem Lëtzebuerg Modell, zu der Tripartite zielt fir eis och den Index. An den Index, an ech soen et nach eng Kéier, muss voll zum Droe kommen an Zäiten, an deenen et gutt geet. Den Index kann an eisen Aen och Upassunge kréien an Zäiten, an deenen esou eng Uspannung ass an an deenen d'Wirtschaft, déi och zu dem Lëtzebuerg Sozialmodell zielt, successiv Index-tranché pro Joer eigentlech net méi verdréit.

Mir sinn awer gradesou der Iwwerzeegung, dass een de Leit besonnesch an deesen Zäite muss en Ausgläich vun der Kafkraaft ginn. An duerfir si mer och frou, dass den Index 2022 am Abrëll gespilt huet. Well den Index huet eppes Guddes, trotz de villen Nodeeler, déi en huet, dat ass: Dat Verhältnis, wat ech zwëschen zwee Léin hu virun enger Indextranche, bleift, wat de Brutto ubelaangt, dat selwecht Verhältnis duerno. Och dat ass eppes, wat zur Stabilitéit, wat zur sozialer Kohäsion an zu villen Netdiskussiounen an de Betriber an op anere Plaze féiert.

Mir begleeden duerfir als CSV déi Tripartite-Beschlëss konstruktiv mat. Mee ech soe gradesou daitlech nach eng Kéier: Mir kafe keng Kaz am Sak. Well d'Chamber huet jo net iwwert den Tripartite-Beschloss als solchen ze befannen. Dat waren d'Verhandlungspartner oder déi, déi den Tripartite-Beschloss ofgeschloss hunn. Mee d'Chamber huet awer iwwert déi Gesetzer ze befannen, déi den Tripartite-Beschloss ëmsetzen.

An ech fannen et och duerfir richtig, an ech begréissen dat nach eng Kéier, ech ënnersträichen dat: Ech mengen, déi Diskussiounen an der Tripartite-Kommissioun, déi instituéiert gouf, wou mer en unanimm Beschloss geholl hunn an der Chamber, verlaangen awer eng Rei vu Kloerheeten. Well ech soe ganz éierlech: No deene Sitzungen, déi mer d'lescht Woch ënnert dem President Gilles Baum haten, ass fir mech vläicht dat Zuelematerial vum Statec, wat jo zugronn louch, op eenzele Punkte méi kloer ginn, mee ech soe riichteraus: Ech hunn, an ech mengen, zumindest op dëser Säit, ouni dass ech wierkelech engem wëll hei op d'Féiss trëppelen, huet net jiddereen ..., also ech hunn net alles verstanen, wat do erkläert gouf an och, wat un Dokumenter virgeluecht gouf.

Ech soen Iech e konkret Beispill: Ech kann eigentlech mat deem empireschen Empfangen, wat ech hunn, net novollzéien, dass Leit, déi dann am drëtten Quintile – wat ass dat? – 68.000 Euro versteierbare Revenu d'Joer hunn, souguer wann déi Indextranche am August net géif erfalen, kee Kafkraaftverloscht hätten. Dat hunn ech net verstanen. Ech hu Verschiddenes verstan. An dem éischten Quintile, dat sinn déi 0 bis 44.000 Euro, dat hunn ech verstan. Mee dat anert, beim beschte Wellen – an dat ass kee schlechte Wellen, ech wëll dat wierkelech soen –, hunn ech net verstan, an ech weess, ouni dass ech hei d'Nimm nennen, eenzel

Vertrieder vun eiser Fraktioun och net. Do ass also nach Klärungsbedarf.

Den zweete Punkt ...

M. Gilles Baum (DP) | Dofir komme mer jo och nach zesummen!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, jo. Den zweete Punkt ass deen, ouni dass ech dat wëll bewäerten, mee och do sinn awer Saachen, déi ech net esou richtig verstinn ... Ech verstinn eigentlech net, dass mer soen: „Mir gläichen d'Kafkraaft aus“, an dann huelen ech e Stot mat zwee Akommissen, sief dat eng Pensioun oder zwee Salairé vun 3.000 Euro, déi kréien dann, jiddwereen, 84 Euro de Mount bäi. Dat heescht, déi kréie vum Staat – ech soe vum Staat – 168 Euro de Mount.

Wann ech dann dee selwechte Stot kucken, deen amplaz zwou Pensioune vun 3.000 eng Pensioun vu 6.000 huet oder amplaz zwee Salairé vun 3.000 ee Salaire vu 6.000, dat heescht, de Bedarf vu Kafkraaft ass an deenen zwee Stéit absolutt dee selwechten ...

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Et ass beim Index.

M. Gilles Roth (CSV) | Wann nëmmen eng Pensioun oder eng Pai do ass, da kréien déi 66 Euro. Mee de Kafkraaftbedarf, deen ass dee selwechten.

Den Här Fayot seet: „Den Index.“ Jo, Här Fayot, beim Index, do kritt dee Stot 2,5 %, ob deen zwou Paien huet vun 3.000 oder eng Pai vu 6.000 oder zwou Pensioune vun 3.000 oder eng Pensioun vu 6.000. Dat heescht, allkéiers 2,5 % vu 6.000, dat gëtt 150 Euro. Dat heescht beim Index, wann den Index geholl gëtt, fir d'Kafkraaft auszegläichen, kréie se brutto dat selwecht. A wa se hei de Steierkredit kréien, dann ass do eng Differentiatioun. An ech mengen, et ass och duerfir ... Ech muss dat verstoe kënnen. Dat musst Der mer jo awer zougestoen.

An ech mengen, dass ee vun de Vertragspartner, deen ënnerschriwwen, nämlech d'CGFP, dat och net esou richtig verstanen huet. Nämlech schreibe si an enger Pressemitteilung – déi hutt Der jo elo alleguerte gelies oder net gelies, mee ech liesen Iech se duerfir vir –: „So gelte es z. B.“, seet d'CGFP, „sicherzustellen, dass beim Ausgleichsmechanismus die Alleinerziehenden sowie Familien mit nur einem Einkommen, nicht das Nachsehen gegenüber Haushalten haben, die zwei Gehälter beziehen.“ Also näischt aneres wéi dat, wat mir schonns virun enger Woch als Fro opgeworf hunn. „Die Berechnungen sollten zudem unterschiedlich erstellt werden, je nachdem ob und wie viele Kinder dem betreffenden Haushalt angehören.“ Also, Dir Dammen an Dir Hären, do schéngt et awer fir eis nach Klärungsbedarf ze ginn.

A mir fillen eis nodréiglech nach eng Kéier dora bestätegt, wa scho Leit, net nëmmen d'Verhandlungspartner, wéi den OGB-L, deen net ënnerschriwwen huet, mee och nach d'Vertragspartner a Verhandlungspartner wéi d'CGFP, déi gréisste Gewerkschaft aus dem öffentliche Dénsgsch, eigentlech och nach Froen hu par rapport zu deem, wat se mat der Regierung ofgemaach hunn. An ech soen duerfir nach eng Kéier, och haut an der öffentliche Sitzung: Mir hunn dat gemaach d'leschte Kéier um Niveau vun der parlamentarescher Kommissioun, dass mir verlaangen, dass all d'Verhandlungspartner, den LCGB, den OGB-L, d'CGFP, d'UEL, wa se dat da wëllen, vun der Kommissioun kënnen gehéiert ginn. An dass se och hir Siicht vun de Saache soen. An hir Siicht, ob déi Gesetzespropositiounen oder Gesetzesprojeten, wéi se virleien, dann och dat ëmsetzen, wat an der Tripartite ugeduecht war.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdu gesot: Den Indexmechanismus ass en Ausgleich vum der Kafkraaft. Déi sozial Selektivitéit, déi sozial Gerechtegkeet, déi ënnerschiddlech Bättragsgewichtung, déi déi eenzel Stéit, déi déi eenzel Leit zu dem staatleche Funktionéiere ginn, dat geschitt iwwert d'Steieren. A mir bedauern, an ech soen dat nach eng Kéier, dass et net zu Adaptatioune respektiv zu enger Inflationensberengung vum der Steiertabell komm ass an Zäiten, an deenen et dem Staat gutt gaangen ass. Fir eis ass dat e weesentleche Feeler gewiescht an der Politikgestaltung. Dat ass eppes, bei deem dës Regierung gebrach huet mat deem, wat fréier Regierung gemaach hunn. Déi hunn dat all véier, fënnf Joer gemaach. Dat heescht, eemol pro Legislaturperiode.

An da frot Der: „Wéi hätt Dir dat da gemaach?“ Ma ech soen nach eng Kéier ganz kloer: Mir gesinn, dass een hätt missen, an dat ass och nach ëmmer eis Approche, den Agangsteiermontant, dat heescht dee Montant, wourop ee Steiere bezilt – deen ass de Moment, a schonn éiweg, 11.265 Euro – an d'Luucht setzen.

Lo sot Der natierlech: „Dat gött deier“, an: „Dovunner profitéiert all Mënsch.“ Dat ass richtig, mee et sinn déi niddreg a kleng Gehälter, déi iwwerproportional, an dat ass richtig esou, am meeschte géifen dovun profitéieren. An da kéinte mer och an eng Situatioun kommen, wa mer de Mindestloun an d'Luucht setzen, dass de Staat dann net op där anerer Säit erëm en Deel vum Mindestloun iwwert d'Steieren eranhëlt. Dat fanne mir fundamental net gerecht.

A wéi grouss déi iwwerméisseg Steuerbelaaschtung ass, dat wëll ech Iech un engem Beispill verdäitlechen. Huet emol eng Persoun oder en Alengerzéenden, deen 3.000 Euro netto verdéngt. Mat 3.000 Euro netto sidd Der nach keen Décken an Dir sidd hei am Land och net mat Zoossiss ugestréckt, well domadder musst Der mol d'Wunne bezuelen, Dir musst kucken, dass Der leeft an et d'äerf net allze vill am Liewen nach schifgoen, well soss sinn déi 3.000 Euro séier opgebraucht. Een, deen 3.000 Euro an der Steierklass 1 oder 1A, well et ass kee groussen Ënnerscheid, verdéngt, deen huet eng Bruttopai vu ronn 4.000, 4.100 Euro. Dee kritt also bei dëser Indexbranche am Abrëll 100 Euro bäi. Vun deenen 100 Euro gött en dem Staat 48 Euro zréck. Bei engem Gehalt vum 3.000 Euro netto. Ech soen Iech ganz éierlech: Dat fannen ech net normal.

A well dat esou ass, a well grad déi dote Leit esou vill Problemer hunn, fir de Moment d'Enner zesammenzekeréien, ass de Feeler gewiescht, dass et keng Indexberengung vum der Steiertabell gouf, ass et e Feeler gewiescht, dass een déi Tranché vum der Mëtelschicht net méi ausgebreit huet, soudass déi Leit manner séier op héich Steiersätz komm wieren.

An da soen ech awer och gradesou hei op der Chambertribün, dass et, am Géigesaz, fir d'CSV keen Tabu d'äerf sinn, dass een och fir Spëtzeverdänger ee méi en héije Steiersaz zousätzlech bäisetzt. Een dee 500.000 Euro versteierbaart Akommes huet, Dir Dammen an Dir Hären, dee muss och kënnen akzeptéieren, dass en eng Steuerlaascht huet, déi just ënnert der 50 %-Limitt ass.

Dat heescht am Kloertext ... Dat heescht net, dass de Spëtzesteiersaz, sou wéi en an der Steiertabell op 50 % kënn, ... well ech mengen och net, dass dat verfassungsrechtlech onbedéngt d'Strooss géif halen, mee dat heescht awer, dass déi Persoun muss akzeptéieren, dass hir Steuerlaascht mat hirem Spëtzesteiersaz aus der Tabell plus d'Solidaritätssteier plus d'Assurance dépendance – well déi gött jo och nach dropgeklakt an déi ass net limitéiert fir déi Leit – ka bis un d'50 %-Grenz kommen.

Ech soen dat elo: Dozou steet d'CSV! An: Dat ass fir eis och en Deel vum engem Gesamtpak vu sozialer Gerechtegkeet.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dat heescht: Ënnen entlaaschten, an der Mëtt strecken. An da fir déi dote Leit, déi jo vill leeschten an déi och vill Steiere bezuelen – mee si kréien och vill vum Staat a puncto Sécherheet, a puncto Sozialleeschtung, a puncto Santéleeschtung, a puncto Ëmwelt zréck –: Dann ass dat dat, wat ech muss ginn. An domadder ass d'Attraktivitéit, Dir Dammen an Dir Hären, vum engem Lëtzebuerg net a Fro gestallt. An een, deen domadder e Problem huet, jo, dee soll sech iwwerleeën, ob en dann hei seng Plaz am Land huet, mat all deenen Avantagen, déi mer ginn am Sozialsystem, um Niveau vum der Schoul. Och dat ass eng Akzeptatioun; och dat ass en Deel vu sozialer Gerechtegkeet; och dat ass en Deel vu sozialer Kohäsioun a vu „burden sharing“ zwëschent deenen, déi manner hunn, an deenen, déi méi hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, zur sozialer Gerechtegkeet ...

(Interruption)

... zielt och – ech kommen dozou – eng gerecht Besteuerung vu Kapital a Léin.

An ech soen och do gradesou däitlech am Numm vum der CSV, a mir waren déi, ... a mir huelen deen ... Dat ass kee Mea culpa, well nämlech 2002, iwwregens mat enger Schwarz-Bloer-Koalitioun, déi Mesure favorisant, encourageant l'accès au logement ... Et war e grousst Gesetz, dat de fréieren Direkter vum Enregistrement, mat deem d'CSV net ëmmer déi beschten Termen hat, de Paul Bleser, dee maassgebend federführend do war mat engem Gaston Reinesch, a vun den direkte Steiere war et eng Madamm Sylvie Trausch, eng ganz dichteg Steierbeamtin ... An déi hunn eng Rei vu Moosname sengerzäit op den Dësch geluecht. An eng vun deene war d'Plus-values-Besteuerung vun de Veräusserungen, dat heescht, dass ech do e reduzierte Steiertariff vum 20 % hunn. Dat heescht am Kloertext: Wann ech haut eng Immobilie hunn, en Appartement, ech halen dat zwee Joer, ech maachen domat e fette Gewënn, da bezuelen ech op deem Gewënn, vun der Plus-value, 20 % u Steieren.

2002 war dat vläicht richtig, well d'Präisser vun den Immobilien net esou exposéiert ware wéi elo. Mee 2022, 20 Joer duerno, ass dat net méi richtig. Als CSV si mir also der Meenung, dass wann een esou e Spekulationsgewënn huet – an dat steet jiddwengem zou, mir si jo an enger fräier Maartwirtschaft –, een da wärend deenen éischte fënnf Joer, an deenen een dat Appartement huet, an et veräussert een et, dass een dann net 20 %, mee 40 % bezilt, dat heescht, deen normale Steiersaz.

Well et ass jo eigentlech net normal, dass, wann ech 200.000 Euro Plus-value maachen, ech dann 20 % dorobber bezuelen, a wann ech 200.000 Euro Loun oder Gehalt hunn, dass ech da muss e Spëtzesaz vu 40 % bezuelen.

Elo sot Dir, Här Di Bartolomeo: „Wéi ass ...“

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir wësst genee, wat ech wëll soen. Et ass ...

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... eng Evoluitioun an Ärer Positioun. Well virun net allze laanger Zäit hutt Der nach derfir plädéiert, fir den Demi-taux global bäizebehalen.

Une voix | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat ass richtig. An ech hu jo duerfir ganz kloer gesot, wann Der gutt nogelauschert hutt, ...

Une voix | Ech hu gutt nogelauschert.

M. Gilles Roth (CSV) | ... dass mir ... An dat muss och erlaabt sinn, well et sinn aner Konditiounen, also muss et och enger Vollekspartei erlaabt sinn, do ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech hunn ...

M. Gilles Roth (CSV) | ... eng aner Approche ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... ni ...

M. Gilles Roth (CSV) | ... ze huelen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Roth, ech hunn dat net kritiséiert. Ech hunn dat just festgestallt. Gradewéi ech bei Äre virege Propositionen méi eng Grise mine beim Här Mosar beobacht hunn.

M. Laurent Mosar (CSV) | O nee!

(Hilarité)

Elo muss ech Iech awer enttäuschen, Här Di Bartolomeo.

M. Gilles Roth (CSV) | Här Di Bartolomeo, kommt, well meng Riedezäit leeft fort an Dir gitt jo alleguerte gären um 12.00 Auer, 12.30 Auer iessen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir kritt nach fënnf Minutte vu mir bäi!

M. Gilles Roth (CSV) | Gesitt Der emol, Här Di Bartolomeo, Dir hutt eigentlech dat ënnerstrach, wat d'CSV ass: Et ass eng Vollekspartei. Et ass d'Partei vum Dokter, vum Affekot, mee et ass och d'Partei vum dem Aarbechter an et ass d'Partei vum Beamten.

(Interruption)

An dat mécht, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | A vum Här Roth a vum Här Mosar.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass zwar gutt, dass Der dat dote gesot hutt.

M. Dan Kersch (LSAP) | A vum Här Roth a vum Här Mosar.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth (CSV) | ... an dat mécht, ...

M. Gilles Baum (DP) | Et ass gutt, dass Der dat dote mol eng Kéier hei widerhuet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Deen ee seet dat eent, an deen aneren dat anert.

(Hilarité et interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Dir stitt fir alles a fir de Géigendeel.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

(Interruption)

M. Gilles Roth (CSV) | Wannechgelift! Jo, da si mer der Meenung, dass och de Staat – och dat ass e Punkt – bei ounih schonns iwwerdeierte Wunnungsbaupräsiser net nach zousätzlech drop soll verdéngen. Duerfir soe mir ganz kloer, dass de Steierkredit, deen ee kritt um Niveau vum der TVA, vu 50.000 op 100.000 Euro muss an d'Luucht gesat ginn. Dat besonnesch, well ënnert der Blo-Rout-Grénger Koalitioun, och mat dem Awierke vun de Sozialisten, d'TVA vu 15 % op 17 % an d'Luucht gaangen ass.

An dat, wat den Här Gramegna ni wollt wouerhunn, dat ass, dass déi héich TVA net op enger Éischtwunneng géif spillen. Déi spillt och op enger Éischtwunneng. Well virun der Erhéijung vun der TVA huet ee bis

416.000 Euro de reduzierte Steiersaz vun 3 % gehat, an elo huet een en nach just bis 357.000 Euro. An Dir wësst allegueren: Mat 357.000 Euro kritt Der néierens méi en Haus gebaut. Dat selwecht zielt an deem selwechte Mooss fir de bëllegen Akt.

Ech kommen esou lues zum Schluss.

Ech soen awer gradesou daitlech, dass een um Niveau vun dem Logement net alles iwwert d'Steieren an iwwert d'Taxe ka reegelen, an duerfir soen ech gradesou kloer am Numm vun der CSV: Jo, mir stinn, niewent enger Noverdichtung, zu Perimetererweiderungen a Ballungsgebiddere an urbanen Zonen, déi och als solch an dem Aménagement du territoire ausgewise sinn.

Zweetens: Mir gesinn, dass de Staat, d'Gemengen an déi öffentlech Baurträger aleng den Defizit vu feelende Wunnengen net kënnen ausgläichen. An duerfir plädéiert d'CSV ganz kloer an ouni Tabu fir e Pakt zwëschent dem Staat, de Gemengen, den öffentlechen Wunnengesbaurträger an och dem Privatsektor, fir méi Wunnengen ze bauen. Mir wëllen, dass d'Prozedur beschleunegt ginn.

Et ass schéin, wann Honnerten Aweise bei engem Lotissement erakommen, mee déi Honnerten Aweise mussen och enger Zäitspan vun dräi Méint kommen an et muss awer virun allem um Niveau vun den eenzele Servicer, Ministère vum Staat eng gewësse Kohärenz an eng Koordinatioun bestoen.

An dann e véierte Punkt, dee vun eiser Chrëschtlech-Sozialer Jugend kënnt, dat ass deen, dass ee sech och muss – fir de jonke Leit an enger éischter Phas d'Méiglechkeet ze ginn, iwwerhaupt en Daach iwwert dem Kapp ze hunn – iwwert déi sougenannten Tinyhouses, dat si kleng Haiser, kënnen ennerhalen.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, jo, well dat ass en Accès zu engem temporäre Logement. An déi meeschten, fir net ze soen allegueren d'Bebauungspläng vun eise Gemengen droen deem net Rechnung. Firwat? Mee well se eng Mindestgréisst virgesi vun enger Wunneng. A well se och, an dat ass jo den zweete Punkt, Schwieeregkeeten hunn ..., ech weess awer och, dass dat net esou einfach ze reegelen ass, mee et ass ze reegelen, dat ass d'Bauen am Gaart, dat heescht, dat ass theoreetesche eng Bebauung an zweeter Linn.

Mee fir alles muss et eng Léisung ginn. An déi Tinyhouses ... An ech gesinn, dass hei dat vun deene grénge Kolleegen och kopfnickend geholl gëtt. Wa mer e Problem hunn, jo, da mussen och temporär aussergewéinlech Léisungen derfir kënnen kommen. An d'Tinyhouses si vläicht net déi perfekt Léisung, mee se sinn eng Léisung.

Als Konklusioun, ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | ... Dir Dammen an Dir Hären: Dir gesitt, dass d'Erausfuerrunge fir eist Land enorm sinn. Eist Land – an dat soen ech awer gradesou daitlech, ouni Poleemik – ass an eisen Aen net genügend virbereet, fir op déi Noutsituatiounen hin, Energiedesch, Pandemie an eventuell Wirtschaftskris, ze handelen.

An der Vergaangenheet gouf an eisen Aen ze vill Bling-Bling gemaach, an d'Haaptsujete vun eisem Land, nämlech dee vun der Aarmut, dee vun Wunnengsbau, dee vun der sozialer Gerechtegkeet – an dozou zielen d'Steieren – a virun allem dee vun der Nohaltegkeet vun eisen öffentlechen Finanzen, sinn net zur Genüge ugaange ginn.

Et besteet keng richtig Visioun. Et war och net zum richtigen Zäitpunkt, an dat wier schon d'lescht Joer

gewiescht. An ech hunn den Här Bausch héieren, virgëschter um RTL, wou e gesot huet, déi héich Energiepräisser hätte mer jo net zënter der Ukrain-Kris. Nee, déi héich Energiepräisser, Dir Dammen an Dir Hären, hate mer schon d'lescht Joer am Hierscht. An et war d'CSV, déi ënnert dem Gelächter vun dëser ganzer Säit – an dat hunn ech net richtig appreciéiert – gesot huet: „Ma Dir diskutéiert do iwwer eppes, wat kee richtige Problem ass.“ Et ass souguer dat Wuert „Populismus“ gefall. Abee, haut huet déi Vergaangenheet déi Regéierend hei am Land ageholl.

Duerfir brauch dëst Land eng aner Politik. Eng Politik mat Wäitsicht, eng Politik mat pragmatische Léisungen, mat Verstand, eng Politik, déi virun allem d'Suerge vun de Leit eescht hält. An duerfir ass d'CSV gewëllt unzepakken.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, ...

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, et si geschwé Walen!

M. Fernand Etgen, Président | ... Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

(Interruption)

A, den Här Bauler hätt am Fong nach eng Fro gehat un den Här Roth.

(Brouhaha)

Duerfir soll en déi fir d'éischt stellen. Jo.

(Brouhaha)

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech kann et och vun hei aus soen. Ech wollt dem Här Roth just soen, dass een déi Staatsschuld awer nach eng Kéier an den historesche Kontext muss setzen an an dee richtige Kontext.

Ech wollt Iech just soen, dass mer 2013 eng Staatsschuld haten, par rapport zum PIB, vun 23,7 %. Mir hunn ...

M. Gilles Roth (CSV) | 22!

M. André Bauler (DP) | 22, oder wéi och ëmmer. Ech hunn elo d'Donnéen net derbäi. Mir hunn, wann do keng Géigemoosname geholl gi wieren ... An der Note au formateur ass scho vun enger Staatsschuld am Joer 2015 geschwat gi vu 27,5 %. Dir kënnt Iech erënneren un déi Affär „commerce électronique“. 2020 hu mer den Niveau vu 27,5 % erreecht, matzen an der Pandemie! Also fënnel Joer méi spéit!

An da wëll ech awer och nach eng Kéier soen – vérité oblige –, datt mer am Mäerz, nodeems en Emprunt zrëckbezuelt gi war, dat ass ganz richtig, vun enger Milliard, zu deem Moment eng Staatsschuld hate vun 23,7 % par rapport zum PIB. Dat entsprécht 16,9 Milliarden, wa meng Souvenire vu leschte Méindeg an der Cofibu gutt sinn oder richtig sinn.

Da wollt ech nach just soen, de PSC gesäit vir fir d'Joer 2022: 25,4 % Staatsschuld par rapport zum PIB. Dat zum Zulematerial.

Da wollt ech awer och nach un een Artikel erënneren, Här Roth, deen Dir geschriwwen hat mam Här Mosar am November 2020, wou mer och e puermol driwwer geschwat hunn a wou Der vun enger Staatsschuld vu bal 28 Milliarde geschwat hutt. Mee deemools waren d'Zuelen e bëssen duerjerneegaangen. Deen Zenario ass glécklecherweis elo net agerueden. Mee ech wollt awer soen, dass mer hei awer de Statistiken, deene richtige Statistike sollte Rechnung droen an elo net en Zenario un d'Mauer molen, deen nach net do ass!

Une voix | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, ech hu keng Onwourecht gesot. Ech hunn an absolutten Zuele geschwat. Dat sinn 11 an 20 Milliarden. An déi kënnt Der net widderleeën, déi stinn an Ären eegenen Dokumenter.

M. André Bauler (DP) | Ech hunn Iech just gesot, wou mer de Moment mat der Staatsschuld dru sinn. Dat ass liicht ënner 24 % par rapport zum PIB. Mir ware scho vill méi héich. A mir leien elo bei ënner 17 Milliarden.

Dat just zum Zulematerial.

Bon, déi do Remark huet mer e bësse meng patheetesch Entrée hypothekéiert.

(Brouhaha)

Ma ech ...

(Hilarité)

... wollt Iech just soen, ...

M. Léon Gloden (CSV) | Här Bauler, Politik ass kee Pathos ...

M. André Bauler (DP) | ... dass schon an, ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Bauler, loosst Iech net ...

M. Léon Gloden (CSV) | Politik ass kee Pathos.

M. Fernand Etgen, Président | ... duercherneebrennen.

M. André Bauler (DP) | ... dass schon a fréieren Zäiten déi al Réimer mouvementéiert ...

(Hilarité)

... Zäiten erlieft hunn.

M. Léon Gloden (CSV) | Aa!

(Brouhaha)

M. André Bauler (DP) | An, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et héiert een Iech net.

M. Léon Gloden (CSV) | Dach, ech hat de Mikro un.

M. André Bauler (DP) | ... wann e laténgeschen Hexameter op des Méint a Wochen zoutréfft, dann ass et vläicht folgenden: „Tempora mutantur, nos et mutamur in illis.“ Dat heescht: ...

Une voix | Ei!

Une autre voix | O!

(Brouhaha)

M. André Bauler (DP) | ... D'Zäiten ännere sech a mir ännere eis an hinnen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Firwat net direkt?

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Jo, mir erliwien effektiv de Moment beweegen Zäiten. An d'Pandemie hat eis scho staark geréset. Si huet sozialwirtschaftlech a gesellschaftlech Konsequenzen. An zanter gutt zwee Méint beschäftigt eng weider Kris d'Welt an och Lëtzebuerg, nämlech de Krich an der Ukrain.

Dëse Konflikt fuerdert Europa eemol méi eraus an hypothekéiert seng Zukunft. Méi wéi 30 Joer no der Chute vun der Berliner Mauer schéngt sech also nees e stolene Riddo opzebauen. Eemol méi geet e Rass duerch den europäesche Kontinent. Naischt ass effektiv méi wéi et war. De rasante Wandel stellt eis all op d'Prouf. An en ass, wéi mer schon e puermol hu musse feststellen, voller Risiken an Onsécherheeten. Do heescht et, e kloer Kapp an de Mut ze behalen, de Fouss bei Mol ze halen a sech net ennerkréien ze loosse.

D'Liwwerenkpäss an d'Inflatioun begleeden eis zanter e puer Méint konstant. D'Ursaache fir dës aktuell Situatioun si gréisstendeels kloer op déi russesch Invasioun an d'Ukrain zrëckzeféieren. Dës Invasioun ass, fir mol eng Kéier net d'Wuert vun der „Zeitenwende“ ze gebrauchen, eng Zäsur an der europäescher Geschicht. Milliounen Ukrainer si gezwongen, hir Heemecht ze verlossen an alles stoen ze loossen. Déi, déi bliwwen sinn, wiere sech mat alle verfügbare Mëttel. D'Europäesch Unioun huet sech vun Ufank un zesummegeedo, fir koordinéiert Sanktioune géint de Regimm zu Moskau ze ergräifen. D'Zil ass et, déi Responsabel vun esou Verbrieche direkt a geziilt ze bestrofen, fir esou d'Zivillpopulatioun ze schützen.

Eis Reaktioun huet e reellen Impakt op Russland. Déi russesch Economie ass ëm 10 % bis 15 % agebrach, esou schätzen emol international Organisatiounen. D'Präisser fir de Konsument sinn, verglach mam leschte Joer, ëm 16,7 % geklommen, esou déi russesch Zentralbank.

Eis Moosname wierke sech awer och op eis Präisser aus, zum Beispill, well eis Liewensmëttelpräisser an d'Käschten, fir Liewensmëttel ze produzéieren, an d'Luucht ginn. Mee et ass de Präis, deen ze bezuelen ass, fir sech kloer géint de Krich an Europa ze stellen.

Et ass effektiv de Präis vun der Fräiheet, dee mer hei bezuelen. An dee Präis riskéiert, nach méi héich ze ginn, wat dese Krich méi laang dauert a méi laang dauert, wéi sech erwaart gouf. An et schéngt och esou ze sinn, datt e wäert méi laang daueren.

Dem Krich seng Konsequenze sinn also och hei zu Lëtzebuerg ze spieren.

Op där anerer Säit ass et d'Offer, déi der Demande net méi nokomm ass. Soubal d'Covidrestriktiounen no an no gefall sinn, huet d'Wirtschaft erëm staark u Faart gewonnen. Si huet staark ugezunn. Dat net zulescht, well, dat muss een och soen, de Konsumenten hiert Erspueretes aus de Pandemie joren disponibel war a si dat och ausginn hunn.

Mir haten also eng staark Relance. Leider war déi weltwäit Produktioun nach gestéiert. An d'Liwwerenkpäss ware maassgeblech un der éischter Phas vun der Inflatioun bedeelegt an hunn dës dann och ugeheizt.

Déi järelech Inflatioun läit am Abléck bei 6,1 % hei zu Lëtzebuerg. Do si mer also wäit ewech vun Riichtwäert vun 2 %, deen d'europäesch Zentralbank fixéiert huet.

Aus all dese Grënn warnen déi international Organisatiounen virun enger staark gebremster Croissance.

Déi wirtschaftlech Auswierkunge si villschichteg an et besteet de Risiko vun engem séiere Wuesstem vun de Staatsscholden, besonnesch natierlech an den ärmste Länner an an den Entwécklungslänner, ma och a verschiddene Länner vun der Europäescher Unioun.

Dës negativ Entwécklungen hunn natierlech och en direkten Impakt op eis Staatsfinanzen. D'Recetten, wéi am Budget 2022 virgesinn, wäerte viraussichtlech méi niddreg ausfallen an dat doduerch, well d'Wirtschaft net méi esou dréie ka wéi virdrun. Dobäi kënn, datt eis Depensen – dat kann een net dacks genuch soen – elo nach eng Kéier staark eropginn, fir de Solidaritéitspak an d'Mesurë vum Energiedesch ze finanzéieren, déi d'Regierung mat de Sozialpartner ficeléiert huet. Dës zousätzlech Depensé komme bei d'covidbedéngte Méidepensen derbäi.

Mir hunn an de leschte Jore wierklech vill Ustrengunge gemaach, fir de Leit an de Betriber duerch d'Covidkris ze hëllefen. Ech froe mech, ob all déi, déi vun Defiziter schwätzen, da bereet gewiescht wieren, hei net ze hëllefen. An dann ass et och wichteg ze soen, datt mer op jidde Fall à tout prix eng zolidd Wirtschaftskris an

deem Land hei wollte verhënnere. An dank de Covidmoosname war de Réckgang vun eisem PIB hei zu Lëtzebuerg net esou héich ewéi an anere Länner. Och d'Relance vun eiser Wirtschaft, dat heescht de Wuesstem no der Kris, war dowéinst aussergewéinlech héich.

Mir haten 2020 effektiv eng Decroissance vum PIB vu just 1,8 %. Domat war Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun op der drëtter Plaz. Zum Verglach – et soll ee jo ëmmer kontextualiséieren –: De franséische PIB ass ëm ganzer 7,9 % zrëckgaangen, dee vun Däitschland ëm 4,6 % an de PIB an der Belsch ëm 5,7 %. An der Eurozon louch de Réckgang vum Wuesstem am Duerchschnëtt bei 6,4 %.

Mir hate fir d'Joer 2021 en zolitte Wuesstem vu 6,9 %. Dat ass déi berüümt Quadratwuerzel, vun där ech ëmmer geschwat hunn: fir d'éischt en Abroch vun 1,8 % an dann déi Relance oder dee Wuesstem vu bal 7 %. Och hei si mer wäit iwwert dem EU-Duerchschnëtt.

De Chômage, dat ass och virdrun hei net gesot ginn, ass déi lescht Méint no an no op 4,7 % gefall. 4,7 %! Dat ass en Niveau, wéi mer e virun der Finanzkris vun 2008 fir d'lescht haten.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Dës iwwerduerchschnëttlech gutt Performance – wuelgemierkt an engem Krisenzeenarie! –, dës iwwerduerchschnëttlech gutt Leeschtung vun eiser Wirtschaft wier ouni d'Ustrengunge vun der Regierung, fir de Leit, de Betriber, de selbstänneg schaffende Leit, alle schaffende Leit ënnert d'Äerm ze gräife mat diversen Hëllef, déi besonnesch deene klengen a mëttleren Akommissen zeguttkomm sinn, net méiglech gewiescht. Zemoos d'Deelzäitaarbecht huet et ville Leit a Betriber erlaabt, hir Aarbechtsplazen ze halen.

Ech gesinn dohannen de Wirtschaftsminister Franz Fayot setzen, deen, denken ech, mindestens sou gutt wéi mir weess, wat dat fir d'Betriber bedeit huet, an dee sech och vor Ort an de Betriber selwer konnt e Bild vun der Situatioun maachen. Dës Hëllef hunn derfir gesuergt, datt eis Economie sech zimmlech séier vun der Covidkris erholl huet. D'Regierung huet an der Pandemie derfir gesuergt, datt eist Land eebe gutt duerch d'Kris komm ass – trotz alle Réckschléi, trotz allem Misär!

Gradsou engagéiert ass d'Regierung de Leit an de Betriber an der aktueller Situatioun entgéintkomm, fir se duerch déi nei – wann een dat esou soe kann – schwéier Zäiten ze bréngen. Mir kruten e Méindeg de Programme de stabilité et de croissance vun der Finanzministesch Yuriko Backes an der zoustänneger Kommissioun presentéiert. De PSC, also de Pacte de stabilité et de croissance, dat sinn eng Rei Reegelen, déi derfir suerge sollen, datt d'Memberstaate vun der Europäescher Unioun gesond Staatsfinanzen hunn. Heimat sollen hir Budgetpolitike koordinéiert ginn. Et ass also dat Instrument, dat 1997 geschaf gouf, fir d'Anhale vun de Maastricht-Krittären ze erméiglechen an ze kontrolléieren.

Et ass immens wichteg, datt mir an der Europäescher Unioun dës Reegele respektéieren, well eis Staatsfinanzen domadder stabil solle bleiwen. Mir hunn eng gemeinsam Wärdung, den Euro, e grouse communautairen Acquis, an dowéinst brauche mer och gemeinsam Reegelen.

Och wann ech a menger Ried hei eng generell Analys vun eise Staatsfinanzen an eiser Wirtschaftsflag skizéieren, wëll ech hei nach méi spezifesch op den Inhalt vun neie PSC agoen.

Aus dem Stabilitéitsprogramm geet nämlech ervir, datt héich Investissementer eng Prioritéit sinn. D'lescht

Joer louch se bal bei 2,9 Milliarden Euro, dat ass e Plus vu 14 % verglach mat 2019. Am Kader vum Energie- a Klimaplang, dem sougenannte PNEC, ginn dës Joer 1,9 Milliarden an d'nächst Joer 2 Milliarden Euro investéiert.

D'Stabilitéit vun de Finanze bleift also d'Haaptuleies vum PSC. Eent vun de Kärinstrumenter am Kader vum Stabilitéitspakt, dat ass den Objectif à moyen terme, de sougenannten OMT. Mir hu ganz vill där Kürzelen an et war ganz pedagogesch, am Ufank vun den Dokumenter mol nach eng Kéier ze erklären, wat hanner all Kürzel do steet. Merci och dofir! Et ass dat finanziell Zil, dat déi jeeweileg Memberstaate sech ginn, den OMT. Mir riichten eis dës Kéier, wéi och scho virdrun, nom Prozentsaz, deen d'EU-Kommissioun uginn huet: Dat ass d'Zilsetzung vun engem OMT vun 0 % vum PIB op der Period 2023-2025.

Lëtzebuerg respektéiert säin OMT normalerweis. Jee, déi lescht Jore waren awer keng gewéinlech Zäiten. Mir hunn eisen OMT also respektéiert, bis d'Pandemie 2020 komm ass. Dat lescht Joer, 2021, ware mer erëm souzesoen an der Rei, dat eeben och dank der staarker Relance. Dës Joer wäerte mer ënnert dem OMT-Zil bleiwen. Ab 2023 awer wäerte mer eisen OMT nees respektéieren.

Also ouni d'Pandemie – dat soll een nach eng Kéier hei widderhuelen – an hir grav sozial, wirtschaftlech a finanziell Konsequenzen hätte mer ouni Weideres weider Iwwerschëss gehat.

Datt mer also elo kuerz eisen OMT net respektéiert hunn, wäert eis awer keng zousätzlech Problemer bereeden. Fir de Länner méi Spurt ze ginn, huet d'Europäesch Kommissioun den 23. Mäerz en zäitweilige Krisekader ugeholl. Dësen ass änlech wéi dee vun 2008, also während der Finanzkris, an dee vun de leschten zwee Joer wéinst der Pandemie, also wéinst dem Covid.

Dës Ausnam erlaabt et de Staaten, eebe vu méi Flexibilitéit kënnen ze profitéieren, fir kënnen op dës Kris ze reagéieren, also eng méi antizyklesch Politik ze bedriewen. Dës nei Reegele gëllen nach bis den 31. Dezember a kéinten eventuell verlängert ginn.

Déi budgetär Disziplin, dat ass also deels eng Gratwanderung tëscht engersäits, den Aufgabe vun haut eebe Meeschter ze ginn an anerersäits, eis Verantwortung vis-à-vis vun den zukünftige Generatiounen ze iwwerhuelen. Well mir sollten déi zukünftige Generatiounen net aus dem Bléck verléieren.

Fir eis Ziler ze verfollegen, muss mer natierlech eis Staatsfinanzen ëmmer nees genee am Bléck behalen. Déi budgetär Entwécklung, sou wéi mer se d'lescht Woch virgestallt kruten an och an der Kommissioun virgestallt kruten, ass gutt. De Staat huet an de leschte Wochen a Méint e Kredit vun, ben, et war am Mäerz, Mäerz prezis, ech weess elo net méi genee den Datum, mee jiddefalls e Kredit vun 2012 am Wäert vun enger Milliard zrëckbezuel.

Ech hat et éinescht gesot: Dat ass natierlech just eng Momentopnam.

D'Staatsschold huet sech bis ewell den Ëmstänn entsprechend, a virun allem am Verglach mam Ausland, wéi ech virdu gesot hunn, gutt entwéckelt. D'Staatsschold louch Enn zejoert bei zirka 25 %. De Moment läit se, wéi eebe gesot, liicht ënner 24 %. Dat sinn awer – Éierlechkeet oblige – dräi Prozentpunkte méi wéi nach 2019. D'Staatsschold läit awer nach ëmmer e gudder Krack ënnert dem Regierungszil vun 30 % an natierlech wäit ënnert dem europäesche Krittär vu 60 %.

Mir hu virun der Pandemie dank enger virsichteger Budgetpolitik zolidd Iwwerschëss realiséiert. Am Zentralstaat war dat am Joer 2018 nach en Iwwerschoss vu

460 Milliounen Euro. Am Pandemiejoer 2020 si mer op en Defizit vun 3,2 Milliarden Euro gefall. 3,2 Milliarden Euro! Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loos-sen! Dat ass gréisstendeels eeben drop zréckzeféieren, datt de Staat d'Leit net am Stach gelooss huet, datt de Staat de Leit an de Betriber gehollef huet, fir se duerch d'Kris ze féieren, an duerno och nach no der haarder Phas vun der Kris, no de Lockdowns, weider de Leit geziilt mat sozialer Orientéierung gehollef huet. Ech kann déi Mesuren natierlech op dëser Tribün net all opzielen.

Esou een Defizit ...

M. Gilles Baum (DP) | Ech fannen dat gutt, dass Der dat awer nach eng Kéier ernimmt, Här Bauler! Ech fannen dat gutt, dass Der dat nach eng Kéier ernimmt, well dat schéngt bei Ärem Virriedner vergiess gewiescht ze sinn!

M. André Bauler (DP) | Esou en Defizit, dat ass kloer, dat ass evident, kënne mer net iwwert déi nächst Joren a Joerzénge matschleefen. Do sinn ech d'accord. Fir d'Joer 2021 gëtt den Defizit vum Zentralstaat op 326 Milliounen geschat. Dat ass also schonn nees e gutt Stéck besser ewéi nach déi Jore virdrun, dat Joer virdrun. Et ass awer e Lach, jo, e finanziell Lach, dat eise Staatsbudget belascht an op laang Dauer net drobar ass.

Fir dat aktuell Joer ass am Budget 2022 en Defizit vun 1,25 Milliarden Euro virgesinn. Well awer elo nach eng ganz Rei nei Depensen derbäikommen, déi keen am Dezember erwaart hat, wäert eisen Defizit dëst Joer leider vill méi héich ausfale wéi geduecht. Den Defizit gëtt am Stabilitéitsprogramm op 1,64 Milliarden Euro chiffriert.

Duerfir, Här Chamberpresident, ass elo net de Moment, fir an d'Luucht ze sprangen an ze mengen, et wier eriwier. Et ass och net de Moment, fir oniwierluecht Scholden ze maachen. Jo, eis momentan Ausféierung vum Budget ass nach positiv. Ech soen „nach“, well et nëmme eng Momentopnam ass, ouni dee ganzen Impakt vum Krich an d'Tripartite-Moosnamen, déi elo nach wäerten derbäikommen.

D'Tripartite-Moosnamen, et ass scho méi dacks gesot ginn, kaschten de Staat aleng 827 Milliounen Euro. Dat ass eng substanzuell Zomm. Et muss ee jo bedenken, datt gläichzäitig eis Recetté falen. Eise Wuesstem, deen am Ufank, initial, fir 2022 op 3,5 % vum PIB geschat gouf, ass elo op 1,4 % erofgesat ginn. Dat ass eng enorm Differenz, déi reell Auswirkungen op dat dagdeeglecht Liewen huet a wäert hunn.

De Lëtzebuurger Staat huet an de leschte Joren a Méint immens Ustrengunge gemaach, fir de Leit an dëse schwierigen Zäiten ze hëllefen. Dës Aidé sinn, esou wéi vun den internationalen Organisatiounen gefuerdert, sozial cibléiert an zäitweilig. An duerch dës Moosname gëtt de Kafkraaftverloscht fir déi niddreg Akommessen iwwerkompenséiert. Ech wëll et nach eemol kloer soen: Zu Lëtzebuerg huet all Stot méi Kafkraaft wéi virun der Kris! Mir gehéieren do zu den absoluten Ausnamen an Europa. Dat muss awer, trotz alle Schwierigkeeten vum de schaffende Leit, eng Kéier gesot ginn.

Verschiede Leit verlaangen, elo nach méi ze verdeelen, trotz all den Onsécherheeten, déi eist makroökonomescht Émfeld de Moment prägen. D'DP-Fraktioun seet hei ganz kloer, datt esou Forderungen de Moment net rasonabel sinn, ...

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | ... well dat eis Staatsfinanzen an eng Negativspirale féiere kann.

An dëser Situatioun weider léns a riets ze verdeelen, dat gehéiert fir eis net zu enger virsichteger

Budgetspolitik. Ech freeë mech och doriwwer, datt grad den honorabele Kolleg Laurent Mosar vun der CSV-Fraktioun während der Presentatioun vum PSC leschte Méindeg wierklech inbrünsteg zu enger virsichteger Budgetpolitik opgeruff huet, net nëmme wéinst der Situatioun an der Ukrain, awer och, wéi den Här Mosar sot, well eis an der internationaler an europäescher Steierpolitik – hie sot d'Stéchwuert „Unshell“ an hiren Impakt op d'SOPARFIen hei zu Lëtzebuerg – wierklech grouss Onsécherheeten op der Recettésäit an den nächste Jore bewirkt. Ofgesi vun, Här Wirtschaftsminister, enger allgemenger Ofkillung vun der Konjunktur, déi eis kleng a mëttel Betriber warscheinlech, awer och déi aner, wäert treffen an déi eis – dat muss een och ennersträichen – als kleng a séier offen Economie besonnesch treëft.

Ech wëll awer och hei nach eng Kéier soen, datt grouss steierlech Entlaaschtungen, déi och nach sozial cibléiert, jo, ongerecht wieren, mat Scholde misste finanziert ginn, déi déi nächst Generatiounen zréckbezele missten. Jo, vun den nächste Generatiounen, well mer den Ament keen esou e grouse finanzielle Sputt méi hunn – Sputt, deen eis natierlech bedeidend, jo, riskant Spréng erlabe géif –, an dat wier fir meng Fraktioun onverantwortlech.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Mir mussen hei d'Wuel an déi finanziell Zukunft vun de Kanner an de Jugendleche vun haut fest am Bléck behalen. Et wier onverantwortlech, wa mer esou egoistesches wieren an hire Kuch wéilten iessen.

Aus deem Grond, Här President, musse mer also virsichteg navigéieren. D'DP steet fir enger virsichteger a wäitsichteger Finanz- a Budgetpolitik, déi de Bedürfnisser vun de Leit Rechnung dréit. Eist Haaptuleies ass et, zemoolds de Stéit mat klengem a mëttlerem Akommes entgéintzokommen, hire Kafkraaftverloscht ze kompenséieren sou wäit wéi méiglech. Och de Betriber muss an dëser schwieriger Zäit gehollef ginn. Mir mussen dobäi awer Fouss bei Mol halen, wéi ech gesot hunn. Konkreet heescht dat, datt mer den Defizit an d'Scholden am Bléck behale mussen. Eng Staatsschuld, déi ze staark wuesse géif, géif eisen Triple-A an eis Attraktivitéit a Gefor bréngen. Mir brauchen dës Kreditivitéit a mir brauchen dës Vertrauenswürdigkeet, wéi déi Däitsch soen.

Dat erlaabt eis natierlech, weider Investissementer op Lëtzebuerg ze kréien a virun allem, dat d'äerf een net aus dem Bléck verléieren, zu gënschtege Bedéngungen, zu gënschtege Konditiounen – an ech soen dat och hei ënnert der Kontroll vum Här Mosar, Finanzexpert vun der CSV – zu ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

... gënschtege Konditiounen Suen op de Finanzmäert kënnen ze léinen.

An duerfir kënne mer keng hasardéis Politik maachen. Mir brauchen, grad elo, eng Politik vun der Responsabilitéit. Also kann een net dovunner ausgoen, datt mer an den nächste Jore grouss Sätz wäerte maache kënnen. Eise finanzielle Sputt gëtt méi kleng duerch déi zwou grouss Krisen, mat deene mer an dëser Zäit konfrontéiert sinn.

D'Depensé klammen aus bekannte Grënn. D'Depensé klammen. D'Depensé klammen och fir de Staat. Dat gëtt net dacks genuch gesot. An d'Recetté wäerten net méi sou séier klammen.

Méi hausgemaachten Depensen, déi all Joer an de Budget mussen agedroe ginn, also rekurrent Depensen oder Dechet-fiscallen, géifen den Defizit nach verstärken an dat op d'Käschten, ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen, vun deenen nächste Generatiounen.

Däers muss ee sech bewosst sinn. An eventuell Ännerungen am internationale Steiersystem kënnen ënner Ëmstänn zu manner Recetté féieren, Stéchwuert: SOPARFI-Besteuerung, op déi eis, wéi gesot, och de Laurent Mosar leschte Méindeg opmierksam gemaach huet an der zoustänneger Kommissioun.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Merci, datt Der dat och mat an de Kontext gestallt hutt!

Fir an dëser Kris kënne séier op d'Erausforderungen anzegoen, hat de Premier Xavier Bettel eng Tripartite aberuff, dat wësse mer. D'Tripartite ass, wéi den Här Roth och sot, e Kriseninstrument, dat et erlaabt, iwwert temporär a sozial cibléiert Moosnamen ze beroden. Et ass natierlech net de Moment, fir elo strukturell Ännerungen am Schnelltempo duerchzebootschen, déi, éischts, fir de Moment net finanzierbar wieren, net sozial cibléiert wieren a wou eng länger demokratesch Debatt gefuerdert wier, fir esou Entscheidungen ze huelen.

Op dëser Plaz wëll ech awer nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Finanzkommissioun, d'Budgetkommissioun am Kader vum geplangte Steuerdebat all d'Acteuren zu der Thematik a Rou consultéiert. Nach virun der Sommervakanz wäerte mer d'Resultat dovunner hei am Plenum vun der Chamber debatféieren.

Am Tripartite-Accord goufen eng ganz Rei wichteg Moosname virgestallt an och festgehalten: Dat sinn de Crédit d'impôt énergie; d'Energieprimm fir Stéit mat niddregem Akommes; d'Stabilisatioun vun den Energiepräisser dank dem Kompensatiounsmechanismus; d'Subventioun vun de Réseau-fraisen um Gas – dat hate mer jo nach geschter hei um Programm –; d'Reduktioun vu 7,5 % um Bensing, Diesel a Masutt ...

Une voix | Cent!

M. André Bauler (DP) | 7,5 Cent. Pardon. Hunn ech Prozent gesot? Pardon. Et ass wichtig, dat net falsch ze soen. Reduktioun vu 7,5 Cent op de Carburant bis Juli; Afréiere vun de Loyere bis Enn 2022, Adaptatioun vun de Loyerssubventiounen an der PRIME House an Erhéijung vun de Studentebourssen.

Op där anerer Säit kréien d'Betriber och Hëllefen, fir d'Aarbeitsplazen an d'Aarbeitskonditiounen vun de schaffende Leit ze erhalen. D'Betriber kréien Aiden, fir d'Energiepräisser opzefänken, d'Landwirtschaft gëtt ënnerstëtzt, d'Méikäschte vum ETS ginn ofgefiedert. Grad kleng a mëttegrouss Betriber kréie gehollef, méi nohaltege ze produzéieren. De Kafkraaftverloscht vun enger ganzer Rëtsch Leit gëtt also net just kompenséiert, mee deelweis iwwerkompenséiert. Grad Persoune mat niddregem Akommes ginn, verglach mat enger Indexbranche, iwwerkompenséiert. Eng Persoun um Mindestloun kritt esou also 42 Euro Netto méi de Mount wéi mat enger Indexbranche.

D'Äntwert vun der Regierung op déi aktuell Situatioun ass de Solidaritéitspak; Moosnamen, déi responsabel sinn, well se sozial sinn, well se nohaltege sinn.

Här President, léif alleguer, et ass e kloer Choix, dee mir gemaach hunn als Majoritéit, als Europäesch Unioun an zesumme mat eisen Alliéierten, an och als Chamber, als ganz Chamber, fir eis un d'Säit –; der Ukrain ze stellen.

Mir wouste vun Ufank un, datt d'Sanktiounen och eis Wirtschaft an eis Finanzen géifen treffen. Mir hätte vun Ufank u kënne Business als usual maachen. Dat wier awer net vertiedbar. Sou gesinn, ass dat de Präis vun der Fräiheet, dee mir haut bezuele mussen. A mir erliewen ... Ech ka mech erënneren, datt déi nei Finanzministerin Yuriko Backes dat am Ufank vun hirer

Mandatszäit am Ufank vun engem Interview och gesot huet: „Mir liewen am Moment an enger Zäit vu Polykrisen.“ Et ass en Abléck vu Polykrisen. Och wann ee wéilt, datt d'Situatioun eng aner wier, musse mer eis den Erausforderunge vun haut stellen. Et ware keng einfach Joren, déi mer schonn hannert eis hunn, an et kënn nach ganz villes op eis duer, vum Klimawandel mol net ze schwätzen!

De Staat huet immens Efforte gemaach, fir d'Bierger ze schützen. Et gëtt eng Rei Stëmmen, déi soen, et géif net genuch gemaach ginn. Ech äntweren hinnen, datt mir net nëmmen eng Responsabilitéit hunn, fir de Stéit vun haut a vun hei ze hëllefen. Nee, mir hunn och eng Verantwortung vis-à-vis vun den zukünfte Generatiounen. An dowéinst vertrieeden ech déi sozial gestaffelt, proportional an zäitweilig Mesuren aus dem Solidaritéitspak. Et ass d'Gläichgewicht, dat elo gebraucht gëtt, fir dës spezifesch Krisensituatioun ze iwwerwannen.

An ech wéll och elo keng, wéi déi Däitsch soen, Kaffeesatzleserei hei maachen. Nee! Ech hunn och keng Kristallkugel an ech sinn och net den Eedem vun der Madamm Soleil, mee et géif mech awer iwwerraschen, wa mer elo hei ganz iwwert de Bierg wieren. An dowéinst ass elo de Moment komm, fir ze begleeden, fir ze hëllefen, ze ënnerstëtzen, jo, mee och fir no vir ze kucken an eis Staatsfinanzen nees an d'Gläichgewicht ze kréien – sou gutt wéi méiglech – a Suen op d'Säit ze leeë fir déi zukünfte Generatiounen, déi ganz Jonk vun haut a vu muer.

Mir kënnen net all eis Kartusche verschéissen, mee mir mussen eis positionéieren, fir dës Krisen, déi mer erlieft hunn, esou opzeschaffen an eis gläichzäiteg ze positionéieren fir déi nächst schwéier Zäiten, déi eis nach duerchaus erwaarde kéinten, am Interêt vum Land a besonnesch, wéi gesot, vun deene jéngere Generatiounen, deenen hir Zukunft mir net iwwerméisseg beaaschte kënnen, beaaschten dierfen.

Voilà! Soulaang mer déi aktuell Solidaritéit a Wäitsiicht bäibehalen, sinn ech zouversichtlech, datt mer déi zukünfteg Erausforderunge Meeschter ginn.

Ech soen Tech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener.

M. Gilles Baum (DP) | Dat war eng verstänneg Ried!

M. Max Hahn (DP) | Tipptopp!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci!

(Interruptions)

Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen: „Le changement est la loi de la vie humaine, il ne faut en avoir peur.“ Dat ass en Zitat vum fréiere franséische President Jacques Chirac. An och wann ech a villem net mat him d'accord war: Wou e Recht hat, hat e Recht!

D'Liewen ännert sech permanent. A mir hu keen anere Choix, wéi datt mer eis och änneren. Allerdéngs hunn d'Ännerungen, déi mer als Gesellschaft déi lescht Joren erliewen, et nu wierklech a sech. D'Finanz- a Wirtschaftskris, internationalen Terrorismus, Migratiounskris, Klimakris, d'Covidpandemie an elo och nach de Krich an der Ukrain. Dat kann engem schonn op d'Moral schloen. An awer: Angscht ass a bleift dee schlechteste Beroder am Liewen an och an der Politik.

Et gëtt der genuch, déi aus der Angscht vun de Leit politescht Kapital wëlle schloen, déi simplistescht Léisungen op komplex Problemer versprechen. Mee

d'Liewen ass nun eebe komplizéiert. Ëmsou méi dankbar sinn ech, zu Lëtzebuerg ze liewen, wou mer eis trotz de ville Krisen op zuverlässig a staark Piliere kënnen baséieren, déi eis duerch d'Changeementer a Krise gefouert hunn an och an Zukunft féiere wäerten.

Kee Bling-Bling, mee zolidd Piliere, wéi e staarke Sozialstaat, eng dynamesch Wirtschaft, eng virausschauend Politik a virun allem eng couragéiert a solidaresch Populatioun.

Här President, mat der Invasioun vun der Ukrain huet Russland d'internationaalt Recht eklatant gebrach. Souwuel d'Ausmooss wéi och d'Dauer vum Krich a seng Repercussiounen op déi europäesch a Lëtzeburgerger Economie si ganz schwéier virauszesoen. Virun allem awer bréngt dee Krich en onvirstellbaart mënschlecht Leed. Mënschlechkeet a Solidaritéit si gefrot. An ech si frou, datt déi Wäerter zu Lëtzebuerg gelieft ginn, ...

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | ... datt d'Leit hei am Land, ouni ze zécken, déi ukrainesch Flüchtlinge wëllkomm heeschen an hinnen hëllefen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Alle virop den Ausseminister Jean Asselborn, deem säi mënschlechen a moralesche Kompass Virbildfunktoun huet fir ganz Europa.

Eist Land huet déi néideg Capacitéiten, fir den ekonomesche Schued vun dësem Krich opzefänken, duerch Kompensatiounen fir d'Biergerinnen an d'Bierger engersäits a fir eis lokal Economie anersäits. Lëtzebuerg ass eent vun de weénege privilegiéierte Länner, déi nach ëmmer d'Triple-A-Notatioun vun de bekannte Ratingsagencé behalen. Dat beweist de Serjö, deen d'Regierung an hirer Gestiou vun den öffentleche Finanzen un den Dag leet.

D'Reprise zejoert war gutt. Am Gesamtstaat hu mer d'Joer 2021 mat engem Iwwerschoss vun ëmmerhi 650 Milliounen Euro ofgeschloss. Am Zentralstaat hu mer d'lescht Joer just e klengen Defizit vun 326 Milliounen Euro gemaach, grad emol een Zéngtel vum Defizit am Joer 2020. De PIB vum Grand-Duché hat d'ailleurs schonn am drëtten Trimester erëm säin Niveau vu virun der Pandemie erreicht.

Mir hunn d'Joer 2021 mat engem Wuesstum vu 6,9 % ofgeschloss. Deen Taux ass däitlech méi héich wéi de Wuesstum an der Eurozon.

Och um Aarbechtsmaart gesäit een, datt eis Fundamente gesond sinn. Iwwert déi lescht dräi Joer sinn netto 40.000 Aarbechtsplaze geschaf ginn, an dat trotz Pandemie. De Chômageataux ass Enn Mäerz mat 4,7 % sou déif wéi zanter Enn 2008 net méi. Dat ass ganz gutt an dat ass och keen Zoufall. Et ass och d'Resultat vun enger couragéierter Aarbechtsmaart- a Wirtschaftspolitik. Déi zoustänneg Ministeren hunn net nëmme wichteg Reformen, wéi déi vun der ADEM oder déi vun der Jugendgarantie, ëngesat, se hunn och an der Pandemie konsequent op de Chômage partiel als Kriseninstrument zréckgegraff. 800 Milliounen Euro sinn an deem Kader an de Joren 2020 an 2021 u Chômage partiel ausbezuelt ginn. Domat gouf net nëmme vill Savoir-faire an de Betriber gehalen, virun allem goufen domadder ganz vill Salarieen hei am Land ofgeséichert. Si hunn net missen ëm hir Existenzgrundlag fäerten.

Här President, mir hunn deemno als Land, anescht wéi aner Memberstaaten, eng gesond Ausgangssituatioun. Duerfir kënnen mer eis et erlaben, d'Privatleit op där enger Säit an d'Economie op där aner an dëser schwiereger an oniwiersichtlecher Zäit finanziell ze ënnerstëtzen. Besonnesch am Hibleck op

d'Energiepräisser hu mer déi néideg budgetär Marge de manoeuvre, déi Ënnerstëtzung gouf decidéiert. Et ass och nach Sputt do, fir déi Hëllef auszubauen, wann d'Situatioun méi schlecht géif ginn.

E kuerze Rappel: Um Energiedesch Enn Februar sinn notament d'Energieprimen annoncéiert ginn, vun deene 55.000 Stéit kënnen profitéieren. Méi wéi 90 % vun de Leit an der ënneschter Akommesklass kënnen déi Primm vun tëscht 200 a 400 Euro kréien.

Donieft hu mer jo gëschter dat Gesetz gestëmmt, duerch dat de Staat d'Käschte vum Gasreseau bis den 31. Dezember iwwerhëlt. Doduerjer geet d'Gasrechnung ëm ee Fënneftel erof. An da gëtt de Stroumpreis fir d'Privatcliente stabiliséiert, andeems de Staat säi Bäitrag um Ausgläichmechanismus fir erneierbar Energien erhéicht. Net ze vergiessen och d'Baisse ëm 7,5 Cent pro Liter fir flësseg Brennstoffe respektiv de Masutt.

De Statec ass zur Konkusioun komm, datt de Gaspräis mat deene Mesuren dëst Joer par rapport zum leschte Joer zwar nach ëm 47 % klëmmt, awer ouni déi Moosname wär et eng Hauer vu 70 %. Beim Stroum ass d'Entwécklung op ee Joer just nach plus 0,5 % amplatz soss 2,1 %. D'Präisdeierecht insgesamt gëtt ëm 0,4 Prozentpunkte gedréckt.

D'Energieversuergung ass nu mol e Grondbedierfnis vun all Mënsch an d'Ausgaben, fir säin Haus ze hëtzen, déi kann een net einfach op null setzen. Duerfir sinn dës Hëllef fir eis als LSAP eng Evidenz. Mee wéi mer wëssen, limitéiere sech déi Haussen net op d'Energie. Notament d'Liewensmëttelpräisser goung jo och erop. A mir si kaum um Enn ukomm. D'Situatioun ass wierklech eescht! A genee dowéinst ass jo d'Tripartite, als Kriseninstrument geduecht, zum Droe komm. De Sozialdialog gouf gefouert. D'Decisiounen si bekannt.

Fir eis als LSAP war an ass et déi alleréischt Prioritéit, datt déi finanziell manner gutt gestallte Leit hei am Land hire Kafkraaftverloscht integral kompenséiert kréien. Dat war eist Zil, dass déi Leit, déi et am allermeeschte brauchen, méi kréien, wéi wann eng Indextranche erfall wier. Dat wollt mer, dat ass geschitt, dat Zil hu mer erreicht. Dës Stéit kréien de Verloscht vun hirer Kafkraaft mam Steierkredit net nëmme kompenséiert, mee souguer méi wéi iwwerkompenséiert.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz richtig!

Mme Francine Closener (LSAP) | Dat gëllt beispillsweis fir e Salaré, deen de qualifizéierte Mindestloun verdéngt. An der Steierklass 1 kritt dee Salaré ënnert dem Stréch 48 Euro méi de Mount eraus, wéi wann eng Indextranche erfält. En Alengerzéiende mat engem Bruttoloun vu 4.500 Euro de Mount kritt mam Steierkredit 26 Euro netto méi de Mount wéi mat enger Indextranche.

D'Regierung fiert also net mat der Géisskan queesch iwwert d'Land, mee se hëlleft geziilt deene Stéit, déi d'Hëllef brauchen. Dozou gehéieren och d'Studenten, déi an der Pandemie an engem besonnesche Mooss hu musse Sacrificer bréngen. Si ginn heiansdo vergiess. Duerfir begrësse mer, datt d'Studentebourse gehéicht gi mat Hëllef vun enger zousätzlecher Enveloppe vun 10 Milliounen Euro.

Am Ganze kascht de Solidaritéitspak en faveur vun de Stéit an den Entreprisë 753 Milliounen Euro, zesumme mat de Moosname vum Energiedesch 830 Milliounen Euro. Wien do vun enger Drëps op de waarme Stee schwätzt, dee läit einfach nieft der Plack!

Une voix | Ganz gutt!

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, den Indexsystem ass keen Instrument, fir sozial

Gerechtegkeet ze schafen. Dat war net säin Zil, an duerch dee Mechanismus gëtt déi Gerechtegkeet net geschafen. An duerfir huet d'Regierung jo och aner Mëttelen, zum Beispill déi successiv Erhéijunge vun der Allocation de vie chère.

Et steet fir eis als LSAP ausser Fro, datt iwwert d'Steiere muss fir méi Gerechtegkeet gesuergt ginn. Ech denken hei net nëmmen, mee besonnesch och un déi Alenggerzéiend, déi am meeschten dem Risiko, fir an d'Aarmut ze rëtschen, ausgesat sinn. Dat kënne mer net zouloossen! Ech verstinn, dass déi grouss Steierreform krisebedéngt bis elo nach net komm ass. Pandemie a Krich kann een net einfach ignoréieren. Ech verstinn et, mee trotzdeem bedauern ech dat Opschuppen, an d'Steierdebatte hei an der Chamber ass hoffentlech fir ganz geschwënn.

Här President, mir als LSAP stinn onmëssverständlech zum Indexsystem. Mir si gradsou der Meenung, datt een iwwert den Index eraus – iwwert deen aktuelle Kontext eraus – an Zukunft e Wee fanne soll, fir datt déi Kompenséierung, déi mer dëst Joer eng éischte Kéier maache wäerten, perenniséiert gëtt. An anere Wieder: Wann déi grouss Steierreform dës Legislaturperiod net méi sollt kommen, da muss derfir gesuergt ginn, datt déi Suen, déi déi Leit aus den niddregen a mëttleren Akommesklassen elo méi kréien – also méi, wéi se bei enger Indexextranche kréien –, da muss séchergestallt ginn, datt déi Differenz och an Zukunft bäibehale gëtt, eeben am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Zukunft“ ass e gutt Stéchwuert. D'Zukunft ass keng Fatalitéit. Et ass den Job vun der Politik, kloer Visiounen ze entwéckelen, Weichen ze stelle fir déi nächst Joren a Joerzénge an d'Interessi vun den nächste Generatiounen. D'EU-Kommissioun applizéiert fir dëst Joer nach d'Clause dérogatoire générale, fir datt d'Memberstaaten dëst Joer déi budgetär Richtlinnen net mussen anhalen. Mir sinn als LSAP der Meenung, datt een hei méi ambitiéis misst sinn. D'Krittäre vu Maastricht vun der öffentlecher Verschuldung, de budgetären Defizit vun de Memberstaaten, déi baséieren eigentlech op kengen empirische Léieren. Et war einfach just eng politesch Decisioun. Politesch Decisiounen kann een allerdéngs änneren, duerfir kéint een dat hei maachen.

D'EU huet gigantesch Erausforderunge viru sech am Beräich vum Klimaschutz, am Beräich vun der Digitaliséierung. Am Interessi vun de Generatiounen no eis muss massiv investéiert ginn. An duerfir sollt ee sech iwwerleeën, ob mer net eng déifgräifend Reform vun Stabilitéitpak misste lancéieren, eebe fir dass mer, mir an aner EU-Länner, déi néideg Investissementer am Klimaschutz, an der Digitaliséierung, an der Bildung, an der Mobilitéit och kënne maachen, amplat datt mer eis vum nächste Joer un erëm selwer e Corset undinn, dee munch engem Land d'Loft ganz einfach hält. Et geet hei net drëm, Scholden ze maachen, fir Scholden ze maachen. Et geet och net ëm d'Finanzéierung vun Dépenses courantes. Et geet drëms, Investissementer ze maachen am Sënn vun den nächste Generatiounen.

Ee Beispill, ee konkreet Beispill vläicht ass de Schnelzuch. Iwwerall op der Welt, virun allem awer an de Schwelleaner, setzt sech lues a lues d'Erkenntnis duerch, datt ee mam schnellen Zuch souwuel Passagéier wéi och Wuere méi séier, méi effikass, méi ëmweltfrëndlech vun A op B transportéiere ka wéi mat soss engem Transportmëttel. China huet méi wéi 38.000 km Schinne fir Schnellzich, Frankräich 2.700 km, Italien och scho bal 1.000. Firwat net an Europa op d'mannst d'Haaptstied mam Schnellzuch verbannen? Wa mer als iwwerzeegten Europäer wëllen, datt de Green New Deal och wierklech déi europäesch Moundlandung gëtt, wéi d'EU-Kommissioun dat jo

selwer beschreift, da mussen och déi néideg finanziell Mëttelen agesat ginn.

Lëtzebuerg leet mat dësem Stabilitéitsprogramm säin Objectif à moyen terme fir déi nächst dräi Joer op 0,0 % vum PIB fest, wat dem Minimum vun der Kommissioun entsprécht. Dat ass eng gutt Noriicht, well et eis erlaube wäert, eis selwer eebe méi Beefräiheet ze gi fir eis ambitiéis Politik vun den öffentlechen Investissementer. Nach eemol: All Investissement, dat mer haut net maachen, wäert den zukünftege Generatiounen batter feelen.

Fir dëst Joer sinn direkt an indirekt Investissementer am Zentralstaat an Héicht vun 3,2 Milliarden Euro virgesinn, dat entsprécht 4,1 % vum PIB. Virun allem am Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz féiere mer weiderhin eng ambitiéis Politik, fir eise Kanner e Land mat enger intakter Ëmwelt an enger héijer Liewensqualität ze erhalen.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Cloeser (LSAP) | D'Enveloppe vun de gréngen Investissementer kraazt fir dës Budgets-exercice un de 500 Milliounen Euro.

Mee och am Logement maache mer an den Investissementer e Sprong no vir, vun 162 op 313 Milliounen. Allerdéngs ass et esou, dass et mat de Suen aleng net gedoen ass, fir der Logementskris am Land en Enn ze setzen. Mir kënnen et net akzeptéieren, datt d'Präisser an d'Onendlech klammen, datt d'Spekulante sech an hir iwwerfëllten Täsch laachen, während déi jonk Leit sech emol keng Wunneng méi kënne leeschten. En plus ginn elo d'Zësen erop, d'Prête méi deier. Duerfir muss mer nach u ville Schrauwen dréien. Mir muss vill méi Sozialwunnenge bauen zu Lëtzebuerg, virun allem am Beräich vun der Locatioun. Mee net nëmmen!

D'SNHBM huet am Moment Terraine fir 3.000 Logementer. Wann ee weess, datt se ronn 300 Wunnengen d'Joer bauen, da weess een och, datt déi Reserv net méi laang hält. Wa se solle méi bauen, wat jo onbedéngt néideg ass, dann ass déi Reserv séier opgebraucht. Hei muss d'öffentlech Hand, Staat a Gemengen, hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Virun allem muss séchergestallt ginn, datt d'öffentlech Hand an de Besët vun den Terraine kënnt, ier se an de Perimeter kommen. A mam neien Artikel 21bis am Pacte Logement 2.0 geet d'Regierung dovun aus, datt eng 600 abordable Wunnengen all Joer un d'Gemenge kéinte goen. Dat ass en zolitte Schrëtt no vir, geet an eisen Aen awer nach net wäit genuch. Et muss een zum Beispill awer eng Kéier nodenken an diskutéieren iwwer eng Zort Lex Koller géint d'Spekulanten aus dem Ausland. D'Grondsteier ass ze reforméieren. Se ass an de leschten Zich. Dat ass eng gutt Saach! An et soll ee sech och emol iwwerleeën, ob e Regëster, fir Kloerheet ze kréien iwwert d'Besëtverhältnissen, net sënnavoll wier.

Et gouf scho villes gemaach an der Logementskris, fir se an de Grëff ze kréien. Mir hunn et nach net gepackt. Duerfir muss dat eng vun eise ganz grouse Prioritéiten bliwen.

Här President, d'Digitaliséierung ass natierlech eng Erausforderung fir all Land. An et ass evident, dass een dëst breet Theemefeld am PNR ermëfent. D'Bedeutung vun der Digitaliséierung erschléisst sech an engem besonnesche Mooss fir eng kleng an oppen Ekonomie wéi Lëtzebuerg.

2019 huet d'Regierung hir Strategie fir Innovatioun op Basis vun den Donnéeën lancéiert. Mat där Strategie gëtt déi digital Transformatioun an deene sougenannte prioritäre Secteure besonnesch virgedriwwen: d'Industrie 4.0, Logistik, Ekotechnologien, Gesondheetstechnologien, Weltraumindustrie an net zulescht och d'Finanzservicer.

D'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien sinn den transversale Motor bei der digitaler Transformatioun vun de genannte Secteuren, déi alleguer zur Diversifizéierung vun eiser Ekonomie bäidroen – eppes, wat mer bekanntlech alleguere wëllen a brauchen, net just den Här Mosar.

D'Strategie gesäit konkreet Aktiounen vir, déi op dräi Piliere opbauen: Éischtens, d'Stärke vun eiser digitaler Infrastruktur; zweetens, d'Ënnerstëtze vun eisen Entrepreneuren, fir datt se innovativ Technologien an hir intern Prozesser integréieren; an drëttens, méi e generell favorabele finanziellen a legislative Kader fir d'Datenökonomie.

Den Digital Innovation Hub ass e Partenariat tëscht dem Wirtschaftsministère, der Fedil, der Luxinnovation, der Handelskummer, dem LIST an dem FNR. Mat deem Hub gëtt den Entrepreneuren den Accès einfach gemaach op déi gesammelt Expertis, déi mer zu Lëtzebuerg am Beräich vun der digitaler Strategie hunn. Op dës Manéier kréien d'Betriber eng besser Äntwert op d'Fro, wéi een innovativ Technologien ëm- an asetze kann.

Lëtzebuerg huet sech och mat MeluXina e Supercomputer ginn, deen extreem nëtzlech ass fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie. Doriwwer eraus kënnt dee Supercomputer awer och an den Asaz bei Applikatiounen am Beräich vun der Recherche, der personaliséierter Medezinn respektiv am eHealth.

De Sujet vun der HealthTech gëtt jo och am PNR ugeschwat, an dat ass ganz wichteg. Déi lescht Zuele beleeden, dass d'HealthTech zu Lëtzebuerg Fouss faassen. Dat begrësse mir als LSAP ausdrécklech. De Secteur huet 2017 eng Valeur ajoutée vun ëmmerhin 180 Milliounen Euro generéiert. Am Moment schaffen 140 Betriber zu Lëtzebuerg an deem Beräich, déi zesummen 1.600 Salarieë beschäftegen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

2019 koume vun deenen 30 Startuppen, déi um Programm Fit 4 Start matgemaach hunn, fënnf aus deem Beräich vun HealthTech. Dat weist, datt Lëtzebuerg als Standuert attraktiv ass an och ëmmer méi en innovativen Ekosystem opweise kann. De Wirtschaftsminister Franz Fayot war sech elo am März den HealthTech-Cluster Medical Valley op Erlangen a Bayern ukucken. Däitschland huet jo säit 2019 a senger Legislatioun d'Méiglechkeet fir d'Doktere virgesinn, fir digital Applikatiounen ze verschreiwen, déi vun der Gesondheetkeess unerkannt kënne ginn. Bei där Visitt gouf d'Kollaboratioun tëscht Lëtzebuerg an dem Medical Valley formaliséiert am Hibleck op den zukünftegen HE:AL Campus zu Esch. Dat ass eng ganz gutt Saach; personaliséiert Medezinn ass d'Zukunft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eng diversifizéiert Ekonomie brauch een natierlech héich spezialiséiert Salarieën. Aus deem Grond an aus villen anere Grënn ass et fundamental wichteg, dass mer zu Lëtzebuerg en effikass Educationssystem opbauen, deen déi individuell Stärkte vun eise Jonken erkennt an hinnen d'Moyene gëtt, hir Stärkten ze entwéckelen an ze verdéiwen.

Wat mer op kee Fall méi brauchen, ass eng Orientatioun par l'échec, well soss brauche mer eis och net ze wonneren, wa mer ëmmer méi Talenter ëmmer méi wäit mussen siche goen.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Cloeser (LSAP) | Mir dierfen eis Talenter hei am Land net vernolëssegen. Dat ass dat mannst, wat mer eiser Jugend schëlleg sinn.

An deem Sënn begrësse mir als LSAP, datt d'Schouloffer diversifizéiert gëtt, fir der Heterogenitéit vun

eise Jonke besser Rechnung ze droen. Déi international Filière féiert zu Diplome a Qualifikatiounen, grad wéi den traditionelle System. Verschidde Formations professionelles fir en DAP ginn dann och parallel op Englesch uegueden. Mee och de Lëtzeburger Schoulsystem, deen traditionelle System, dierf net stoebleiwen. Duerfir ass et gutt, dass mer méi Flexibilitéite kréien an de Sektioenen.

Virun allem awer muss fir eis d'Chancëgerechtheet de Leitmotiv sinn an eisem Schoulsystem. De Bildungsbericht, deen neien, seet et nach eng Kéier kloer an däitlech: D'Diskriminierung vun de Kanner aus akommeschwache Familljen, wou dohem kee Lëtzeburger geschwat gëtt, ass dramatesch. D'Potential gëtt net genotzt. „A besonnesch am Hibleck op d'MINT-Berufsfelder entsteht der Wëssensekonomie an der Fuersungslandschaft en enormen Nodeel.“ Zitat Bildungsbericht 2021.

Mir mussen eis deem Thema unhuelen. Och dat ass vläicht e Schëff, dat ee muss virsiichteg dréien; en Tanker, wéi de Gilles Roth virdu gesot huet, vun eisem Rentesytem. Mee mir mussen en dréien.

E weidert Thema, deem seng Bedeitung eis an der Pandemie – wuel eis an awer och, mengen ech, deem Allerleschten – bewosst ginn ass, ass natierlech d'Bedeitung vun eisem öffentleche Gesondheetssystem. Mir brauchen e performanten öffentleche Gesondheetssystem, fir d'Versuerung vu jidderengem ofzesécheren. Der öffentlecher Gesondheet kann et nëmme gutt goen, wann et och deene Schwächsten an eiser Gesellschaft gutt geet. An et ass dach erstaunlech, wéi wéineg ee Schratt genee an déi dote Richtung kommentéiert gouf.

Eis Ministere vun der Santé a vun der Sécurité sociale maachen nämlech déi universell Couverture de soins de santé méiglech, an dat an enker Zesummenaarbecht mat de konventionéierten Associatiounen. Domadder gräife mer deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm, nämlech deene Leit, déi net obligatoresch affiliéiert sinn oder kënne sinn, déi net d'Mittelen hunn, sech fräiwëlleg ze affiliéieren.

D'LSAP ass enorm houfreg op dës universell Couverture, well se e staarken Ausdrock ass vun enger solidarischer Gesellschaft. D'Cotisiatioun fir déi Affiliatioun ginn iwwert de Staatsbudget ofgedeckt.

Här President, trotz deem immense Kraaftakt, deen d'Gestiuon vun der Covidpandemie eiser Gesondheitsministeresch ofverlaangt huet, ass am Hibleck eeben op deen nationale Gesondheitsplang de Gesondheitsdësch lancéiert ginn. Hei sinn d'Haaptacture beienee komm. A sechs themateschen Aarbechtsgruppe goufen déi grouss Erausforderunge vun eisem System identifizéiert. Prioritär Mesurë gi proposéiert.

De Projet vun der Opwärtung vun de Gesondheitsberuffer dréit derzou bäi, d'Attraktivitéit vun dese Beruffer ze verbessern. Dat ass bluttnoutwendeg. Eng cibléiert Kommunikatiounscampagne gëtt an deenen nächste Méint lancéiert.

Och d'Mise en place vum sougenannte Paiement immédiat direct, oder am Volleksmond och Tiers payant genannt, fir d'Assurées ass a senger Pilotphas ukomm a wäert de Patienten d'Liewen immens, massiv erliichteren.

Virun hat ech scho gesot, dass Angscht e schlechte Beroder an der Politik an och am richtige Liewen ass. Dëst gëllt an engem besonnesche Mooss, wann een iwwer eise Pensioonsystem schwätzt. Mir hunn zu Lëtzebuerg déi ganz aussergewöhnlech Situatioun, dass mer eng ganz grouss Reserv op der Säit hu vu bal 24 Milliarden Euro, mat där mer, Stand haut, 4,8 Joer Pensioone kënne ausbezuelen, ouni eng eenzel

Cotisiatioun. Mir mussen also elo net an der Urgence handeln. Mir kënnen eis déi néideg Zäit ginn, fir mat de Sozialpartner déi néideg Diskussioun ze féieren. An dat fänkt jo elo schonn u mat deem Avis, deen d'Regierung beim CES gefrot huet.

Mir wëssen natierlech, dass d'Demografie net fir eis schafft. D'Depensë wuesse méi séier wéi d'Recetten. An dat kann dozou féieren, dass am Joer 2041 d'Reserv manner wéi annerhalffmol d'Prestations annuelles wäert ausmaachen.

Als LSAP wäerte mir net aus der Héft schéissen.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Cloeser (LSAP) | Besonnenheet, e kale Kapp ass hei ugesot. Do ginn ech dem Gilles Roth Recht.

D'Notioun vu Gerechtheet schléisst och d'Generatiounegerechtheet mat an. Och déi nächst Generatioun muss sech nach kënnen op e Pensioonsystem verlossen, deen op zolitte Féiss steet.

Ech si perséinlech der Meenung, dass mer eis iwwerleeë sollten, wéi mer un zousätzlech Soursé fir de Financement vun eisem Pensioonsystem kommen. Net a Fro fir d'LSAP kënnit jiddefalls en ondifférenziéiert Erfolge vun de Leeschtungen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Erausforderunge wäerten eis an deenen onsécheren Zäiten net ausgoen. Et ass och nëmme mënschlech, wann een et heiansdo e bësse mat der Angscht ze di kritt. Mee dem Jacques Chirac säi Virgänger, de François Mitterrand, sot Follgendes: „Le courage consiste à dominer sa peur, non pas à ne pas avoir peur“. Dee Courage, dee brauche mer méi wéi jee.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Cloeser. An den nächsten ageschriwwene Riedner, dee scho prett ass, ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, mir féieren haut en Debat iwwert d'ekonomesch Situatioun zu Lëtzebuerg an an Europa. Nom Covid schonn ass déi ekonomesch Relance elo duerch de Krich an der Ukrain wierklech erstéckt ginn: D'Liwverkette gi beanträchtegt, d'Präisser, déi klammen, d'Stéit mat den niddrege Revenuen, déi hunn et wierklech schwéier, awer och vill Betriber, déi keng enorm Récklagen hunn an deemno wéi nach duerch d'Pandemie ugeschloe waren, leide wierklech ënnert deenen héije Präisser.

D'Regierung huet hei awer mat deser Majoritéit hir Verantwortung geholl a séier reagéiert mat engem éische Pak, fir d'Gas- an d'Stroumpriisser ze stabiliséieren an d'Stéit mat niddregem Akommes ze ënnerstëtzen – gësch eréischt hu mer d'Gasgesetz gestëmmt, wou d'Netzkäschte vun der öffentlecher Hand iwwerholl ginn –, duerno dann och mam Solidaritéitspak zesumme mat de Sozialpartner, e Pak, deen déi Stéit ënnerstëtzt, déi wierklech Hëllef brauchen, deen de Präisdrock vun de Betriber hält an awer och déi Erausforderungen, déi mer hunn, net aus den Ae verléiert. E Pak, deen an Europa sengesgläiche sicht, deen déi Stéit, déi Hëllef brauchen, wierklech ënnerstëtzt a se souguer iwwerkompenséiert. An de Statec, deen hat dat jo scho confirméiert, mee d'Fondation IDEA huet dat och nach eng Kéier gesot, dass mer mat deem heite Pak wierklech déi Leit, déi et wierklech brauchen, iwwerkompenséieren.

Geziilt virgoen, dat ass dat, wat mer elo wierklech brauchen an engem Moment vun Inflatoun, fir déi net

och nach weider unzefeieren. Dat awer och aus budgetäre Grënn a well mer wierklech d'Gerechtheetsfro net dierfen aus den Ae verléieren zu Lëtzebuerg, wou mer eng Situatioun hunn, wou d'Ongerechtheet ëmmer méi grouss gëtt an net manner grouss. A grad dowéinst ass et esou wichteg, dass mer geziilt ënnert d'Äerm gräifen, an dat ass och genau dat, wat mer mat deem neie Steierkredit maachen.

Och zu Lëtzebuerg ass d'Reprise schonn ofgeschwächt ginn duerch déi héich Präisser: 3,5 % Croissance hate mer fir 2022 virgesinn; elo si mer bei 1,4 % an an engem defavorabelen Zenario, also duerch d'Erhéijung vun den Zënsen ass et souguer méiglech, dass mer dëst Joer just 0,9 % Croissance hätten.

Mir sinn also wierklech an enger Situatioun vun onsécheren Zäiten: d'Croissance, déi no ënne revidéiert gëtt, d'Inflatoun, déi klëmmt, d'Previsiounen ginn ëmmer méi onsécher. A kee weess genau, wéi et weidergeet, grad wéinst der Inconnue vun dem Krich an der Ukrain.

An dat alles ass dach iergendwéi en Déjà-vu. Mir hatten dat och scho bei der Covidkris. Och do – an dat ass eigentlech haut och nach esou, well déi Kris ass ëmmer nach do – wësse mer net genau, wéi et weidergeet. Mir ginn also vun där enger Onsicherheit an déi nächst. Derbäi kommen de Klimawandel, de Biodiversitéitsverloscht, d'Logementskris, d'Ongläichheeten, déi mer an der Gesellschaft hunn, déi klammen.

An dacks gëtt am Moment wierklech vun enger Zäitewend geschwat. D'Coronakris ass ganz sécher en Tournant, déi aktuell Kris ass ganz sécher awer och een Tournant. An een Ennerscheid par rapport zu der Biodiversitéitskris oder der Klimakris ass, dass déi vill méi schläichend komm sinn. An ech mengen, mëttlerweil ass et awer och fir jiddwereen net just visibel, mee fir jiddwereen och spierbar.

Fir domadder ëmzegoen, mat där Multitude vu Krisen, gëtt et natierlech verschidde Weeër. Et kann een de Wee wile vun dem Nationalismus, wou jidderene éischer just nach no sech selwer kuckt. A Frankräich gouf dee Modell e Sonndeg ofgewielt, also e gouf net gewielt. D'Leit hu sech fir deen anere Modell ausgeschwat. Et gëtt d'Aussetzen, d'Ignoréieren, d'Klengerieden, d'Niéieren. Dat erliewe mer dach oft bei der Klimakris oder der Biodiversitéitskris. Da gëtt et natierlech och déi, déi ëmmer erëm reflexaarteg éischer d'Äntwerten an deenen ale Léisunge sichen, Léisunge vu gëschter, déi ons awer eigentlech net déi Äntwerte ginn, déi mer fir d'Zukunft brauchen.

D'Covidkris huet gewisen an och de Krich an der Ukrain huet et bestätegt: Wat mer elo brauchen, ass, dass mer méi onofhängeg ginn, fir dass mer doduerger méi resilient ginn a méi krisefest ginn. Eng Onofhängegkeet vun där scho vill geschwat gouf, mee déi mer awer elo mat nach méi Vehemenz wierklech ëmsetze mussen: Eraus aus de fossillen Energien, eran an déi Erneierbar, ouni falsch Léisunge wéi Atomkraaft ze sichen oder deenen ze verfallen. Eraus aus enger Ofhängegkeet vu Russland, souwuel beim Gas wéi och beim Pétrol.

An awer och aner Beräicher mussen mer zukunftsfaeg opstellen, fir dass mer méi onofhängeg ginn, fir dass mer méi staark dostinn, an dat gëllt, wéi gesot, fir déi verschiddenste Beräicher.

Fir ons Gréng heescht d'Äntwert ganz kloer, dass eng zukunftsfaeg Politik just eng solidaresch an eng ekologesch ka sinn, déi Investissementer an deem Sënn mécht. Solidaresch am Land. Solidaresch an Europa. Eng staark Zesummenaarbecht an Europa, zesumme mat eise Partnerlänner.

Domadder stelle mer ons géint Aggressiounen vu baussen, awer och géint déi Ugrëff, déi et gëtt par

rapport zu all deene Saachen, déi ons wichtig sinn an déi mer fir d'Zukunft, fir eng wierklech gutt Zukunft brauchen.

D'Zukunftsfroen zesummen ugoen, fir no der Kris méi staark dozestoe wéi virdrun – dat war och schonn d'Theema aus dem Budgetsrapport vun 2021, deen ech geschriwwen hunn, mam Titel „Zesumme méi staark aus der Kris“, wou ech 50 Recommandatiounen gemaach hunn. Ech hu mer dat gëschter nach eng Kéier ugekuckt an alleguerten déi 50 Recommandatiounen sinn eigentlech nach genau sou aktuell, wéi se deemools waren am Kontext vun der Covidkris, wou natierlech scho villes drop ... wou mer alleguerte scho wossten, dass mer och eng Klimakris hätten, dass mer missten onofhängeg ginn, mee et war awer net esou däitlech visibel wéi elo. An eigentlech hunn déi 50 Recommandatiounen nach vill méi Wichtigkeet kritt an deem aktuelle Kontext.

An den Exercice vun dem PSC an dem PNR, dee mir haut wéi all Joer maachen, ass eeben och en Deel vun där europäescher Zesummenaarbecht, dat Zesummenno-vir-kucken, méi resilient ginn. An déi grondleeënd Analys an d'Perspektiv vun den Dokumenter an den Äntwerten, déi och an den Dokumenter ze fanne sinn, déi mer kruten, déi deele mir. Mee et muss een dann awer och soen an déi Eierlechkeet hunn, dass vill Politicken, déi gemaach ginn, nach vill Inkohärenzen hunn, vill Kontradiktiounen hunn. An et geet net just drëm, a Riede vu Resilienz, Nohaltegkeet a sou weider ze schwätzen, mee et geet och wierklech drëm, se ressort-iwwergräifend a konsequent ëmzesetzen.

An ech mengen ... an ech wëll elo hei keng weider Beispiller zu deem Zäitpunkt nennen, ech komme méi spéit derzou. Do ass jiddweree gefuerdert, wierklech e kritesche Bléck op seng eege Politicken ze hounn a sech wierklech senger Verantwortung do ze stellen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll a menger Ried agoen op d'Wichtigkeet, fir d'Investissementer héich ze halen, sief et am Beräich vum Klimaschutz, der Gesondheitspolitik oder dem Logement. Dann ass et wichtig, dass mer d'Weiche richteg stellen, fir d'Klimatransitioun ze meeschteren. Mir mussen awer gläichzäitig och kucken, d'Staatsfinanze gutt opzestellen an ons Ökonomie nohalteg ëmzebauen. An dat gëllt natierlech bei der grousser Wichtigkeet vun der Finanzplaz och speziell fir si.

D'Krisen hu gewisen, dass mer ee staarke Staat brauchen, dee preventiv handelt, deen eis op Krise virbereet a se wa méiglech och verhënnert, fir dass mer méi resilient ginn. Mir brauchen also en Invest an d'Zukunft, dee preventiv ass an och sénnvoll investéiert. Déi Investitiounen, déi dann och gutt si fir d'Ökonomie, fir den Emploi an och fir d'Recetté vun Staat. Dat ass also en Effet multiplicateur vun den ëffentlechen Investissementer.

Fir de Gesondheetssystem ze stäerken ... an ech mengen, et ass ganz wichtig, dass mer dat net vergiesen: D'Covidkris mécht elo grad fir de Summer e bëssen eng Paus, mee mir wëssen awer, dass mer Schwaachstellen an eisem Gesondheetssystem hunn, an do gëllt et, eis performant a wierklech staark opzestelle fir d'Zukunft.

Den ëffentleche Wunnensbau muss mer stäerken. Alles, wat d'ëffentlech Hand an de Wunnensbau investéiert, ass gutt a bleift och fir déi nächst Generatiounen do. An et ass dach awer wierklech eng Schan, wann een zréckkuckt a gesäit, dass joerzëngtelaang zu Lëtzebuerg d'ëffentlech Hand Logement gemaach huet, deen haut net méi an der ëffentlecher Hand ass. Hätte mer alleguerten déi Wunnengen haut an ëffentlecher Hand, déi ons elo feelen, da géife mer vill besser dostoien! Mee glécklecherweis gëtt dat haut anescht gemaach.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Mir mussen den Invest an de Klima an an den Ëmweltschutz acceleréieren, dat ass déi gréisst Erausforderung vun der Zäit. Dat hu mer scho gesi beim Covid: Ech wëll rappeléieren, dass de Covid sech entwéckelt huet aus enger Zoonos eraus, wou de Mënsch einfach ze no an d'Ökosystemer agegraff huet. Also hat och d'Covidkris eppes mat Ëmweltschutz a mat Klimaschutz ze dinn. A mir mierke grad sou gutt an där heiter Kris erëm, wéi ofhängeg mer vun de fossillen Energie sinn. Also: Investissementer an de Klima an an den Ëmweltschutz acceleréieren an eng kohärent Politik maachen.

A justement mat deenen Dokumenter, déi d'Regierung eis virgueluecht huet, hale mer déi Investissementer héich. Grad elo, a wirtschaftlech méi onsécheren Zäiten, hale mer se héich. Mir hu fir d'nächst Joer e Plus vun 11 % vun den Investissementer par rapport zu deem Joer virgesinn, an och bis 2026 bleiwe mer konstant bei iwwer 4 % vum PIB.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir mussen d'Weichen also richteg stelle fir d'Energie- an d'Klimatransitioun.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An do iwwerhuele mer Verantwortung a mir setzen Akzenter, fir aus de fossillen Energien erauszekommen, mat engem ambitionéierte PNEC, mat ambitionéierten Ziler a Mesuren, fir méi Effizienz am Beräich vum Logement ze kréien, bei den Aiden a bei der Transitioun hin zu Erneierbaren. Mir maachen dat heiheem, awer och an der internationaler Kooperatioun.

Mir hëllef de Betriber am Kader vun der Tripartite, awer och mat anere Mesuren, am Kader vun där Transitioun. Mir verbesseren och d'staatlech Hëllef fir d'Stéit bei der Transitioun a Richtung Erneierbarer a bei der energieetescher Renovatioun. An ech wëll Iech just e puer Beispiller nennen aus de leschten Deeg a Wochen, déi mer hei gestëmmt hunn: d'Gesetz vun der PRIME House, d'Gesetz vun dem Fonds de travaux oder vun de Prêts climatiques, déi mer dës Woch gestëmmt hunn.

An et geet drëm, dat doten ze boosten. Mir mussen hei méi séier virkommen. Mir mussen hei d'Investissementer grad elo héichhalen. De Staat an d'Gemenge mussen Virreider sinn a mir mussen de Bierger beschtméiglech hëllef. Dat gëtt jo och gemaach mat der neier Klima-Agence.

Et gëllt och, d'Entreprisë wierklech ze ënnerstëtzen. Et geet Iech bestëmmt och esou, mee ech gi permanent vu Leit kontaktéiert, déi wëllen eng Fotovoltaikanlag op den Daach maachen, déi wëllen eng energieetesche Sanéierung maachen, an d'Ausso ass ëmmer déi: „Ech fanne keng Entreprise. Ech kréie keen Devis erbäi.“ An et geet och zum Deel ëm de Materialmangel, dee mer hunn, mee et geet net just dodrëm. An dofir mussen mer eis Entrepreneuren nach vill besser opstellen, se besser ënnerstëtzen, och a puncto Knowhow, fir dass mer déi Energietransitioun kënnen ëmsetzen. Dofir mussen mer do eis Efforten nach méi drabréngen, notament och mat engem Klimapakt fir Entrepreneuren, an den Här Fayot huet et gëschter scho genannt.

Mir hunn dann am ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg weltwäit, géif ech soen, den héchsten Investissement, deen et gëtt. An dat ass och wichtig a richteg esou, well zwee Drëttel vun eisen Emissiounen op dee Secteur zréckginn. A mam Mobilitéitsplang 2035 plange mer haut schonn d'Mobilitéit fir muer. De François Bausch huet dee Plang kierzelech presentéiert an e geet am Moment duerch d'Land, fir mat de Leit driwwer ze diskutéieren. Ech war e Méindeg den

Owend op esou enger Veranstaltung, an d'Leit wëlle wierklech mat op dee Wee goen. D'Leit si prett, fir mat op dee Wee ze goen. Et ass elo un der Politik, fir dat ëmzesetzen.

Méi ëffentlechen Transport, méi Vëlo, méi Covoiturage, méi Elektromobilitéit. Dat bedeit nämlech justement, eraus aus de fossillen Energien. An deem Plang ass d'Zil fir d'Part modale ... et gëtt gesot, dass mer d'Part modale vum ëffentlechen Transport vu 16 % op 22 % mussen erhéijen, vum Vëlo vun 2 % op 11 %, well mer nämlech an den nächste Jore bis 2035 – a lo haalt Iech un! – 40 % méi Deplacementer wäerten hu par rapport zu 2017. 40 % méi Deplacementer 2035 par rapport zu 2017! Dofir gëllt et elo, déi richteg Entscheedungen ze huelen. Soss geet et wierklech an den totalen, totale Stau eran. Vill Leit soen, mir hätten haut scho vill Stau, mee wa mer hei net wierklech d'Weiche richteg stellen, hu mer den totalen, totale Stau. Dofir: déi richteg Investissementer. An hei sinn alleguerten d'Acteure gefuerdert, d'Gemengen, awer och de Staat.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Eng gutt Mobilitéit ass eeben och gutt fir d'Wettbewerbsfäegkeet a fir d'Attraktivitéit vum Land. Domadder stelle mer eis fir d'Zukunft op. Mir maachen eis méi onofhängeg, fir dass mer an Zukunft méi resilient sinn.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ganz gutt!

M. François Benoy (déi gréng) | Mat der neier Offallgesetzgebung, déi mer gëschter gestëmmt hunn, setze mer och d'Weiche fir eng Kreeslafwirtschaft. Onsen Ëmgang mat de Ressourcë gëtt hei grondleeënd verännert. Den Offall gëtt eng Ressource, déi net verluer geet, mee erëm benotzt gëtt, reparéiert a recycéléiert gëtt, fir eng nei Verwendung ze kréien. Lëtzebuerg geet domadder eraus aus der Wegwerfgesellschaft, eran an d'Kreeslafwirtschaft. An dee Reuse ass grad eeben och wichtig, fir dass mer vun dem Plastik onofhängeg ginn, deen op fossillen Energie baséiert. An ech hunn Iech et gëschter eréischt gesot: Mir verbrauchen d'äers nach immens vill zu Lëtzebuerg. An hei ass eeben och Innovatioun gefrot an der Ëmsetzung an hei bidde sech och ganz vill ekonomesch Opportunitéite fir Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg muss do wierklech e Virreider sinn.

Wat dann d'erneierbar Energien ugeet, do hu mer an de leschte Jore schonn d'Produktioun vun dem erneierbare Strom zu Lëtzebuerg verduebelt op 1.000 Gigawattstonden. Ma déi Efforte mussen konsequent weidergoen, grad wéi och an der Energieeffizienz, well méi erneierbar Energien a méi Effizienz heescht ganz kloer méi Resilienz. Dat ass engersäits eng Fro vun engem geopolitische Muechthiewel, dat hu mer scho gesinn, mécht eis alleguerten awer och selwer méi onofhängeg. D'Zukunft läit nämlech och an der Dezentraliséierung an an der Autoconsumatioun. Et gëtt eis méi Versuerungssécherheet, et ass e risegen Zukunftsmaart an et ass virun allem eng bëlleg Energie – also kommt, mir boosten dat nach weider!

Här President, Dir Dammen an Hären, ech hunn et och scho gesot: Mir sinn an enger Situatioun vun ekonomescher Onsécherheet. An dat huet och Konsequenze fir d'Staatsfinanzen. Déi schwächelnd Reprise huet och Auswierkungen, wéi gesot, op d'Staatsfinanzen a mir gesinn dat an de Chifferen, déi an den Dokumenter hei drastinn. Amplaz wéi an dem Budget pluriannuel virgesinn, kéime mer net schonn 2024 an eng excédentaire Situatioun, mee eréischt 2026 wiere mer nees am Equiliber. Doduerjer klëmmt natierlech och d'Staatsschuld an et kommen natierlech nach zousätzlech Risiken derbäi, déi Auswierkungen op de Staatsbudget kënnen hunn: en eventuellen Embargo op russeschem Pétrol a Gas, deen zu engem nach méi staarke Réckgang

vun der Croissance kéint féieren, wat dann erëm den Defizit nach méi géif verstärken, a klammend Zënzen, déi och den Defizit géife verstärken an d'Staatschold géifen zum Klamme bréngen.

An dofir ass wierklech elo méi wéi jee de Moment, dass mer och déi budgetär Moyenen, déi mer hunn, sénnvoll asetzen a gläichzäitg kucken, wéi d'Resilienz vun de Staatsfinanze ka gestärkt ginn. Do ass et natierlech wichteg, dass mer bei alleguerten den Ausgaben Nohaltegkeetschecke maachen.

Ech kommen elo och zrëck op eng konkreet Propos aus mengem Budgetsrapport, déi nach wie vor pertinent bleift: Steierbegëschtingungen – an där hu mer der vill zu Lëtzebuerg –, déi de Staat all Joer Milliounen kaschten an awer erwisenermoossen näischt bréngen respektiv souguer méi Schued urriichte wéi notzen, mussen mer konsequent ënnert d'Lupp huelen. Ech schwätzen do vu klimaschiedleche Subventionen, där sech der eng ganz Partie bei eis verstoppen. Si driewen och d'Logementspräisser, an do kommen ech da mat engem Beispill, dat vum Amortissement accéléré, wou eng nei Etüd eréischt weist, dass virun allem déi räich Multiproprietären dovun profitéieren. Dat si 50 Milliounen am Joer, déi esou am Budget verluer ginn.

Mir si wierklech der Meenung, dass dat eppes ass, wat ee kann ofschaffen, an de Conseil économique et social gesäit dat och esou, wéi si mir an der Cofibu op Nofro hin och bestäetgt hunn, och wann et net grad esou däitlech an den Texter drasteet. Ech hunn et extra nogefrot, a si hu gesot, dat wär eigentlech de logesche Schloss vun deem, wat se an hirem leschten Avis zur Steierdebatt och geschriwwen hunn.

Wann een driwwer schwätzt, dass mer eis Ausgabe besser checken, dann ass een natierlech direkt derbäi, dass mer e Green Budgeting maachen, eng systematesch Evaluatioun vum Impakt vun de Budgetsmeasuren op d'Ëmwelt, dass mer kucken, eng Budgetisation par objectif ze maachen a genau analyséieren, wat d'Konsequenz ass vu steierleche Mesuren, déi mer aféieren.

Gläichzäitg drängt sech natierlech op, dass mer weiderhin an der Moderniséierung vun eisem Steiersystem schaffen, well déi strukturell Problemer, déi bleiwe bestoen a riskéieren och mat der Zäit, sech weider ze verstärken, wa mer net handelen.

E Punkt, deen de Moie scho gesot ginn ass, sinn d'Inegalitéiten, déi weider klammen an déi onse Steiersystem net opgefaange kritt. An ech deelen do och d'Analysen an d'Iwwerleeungen, déi de Gilles Roth de Moie gemaach huet, an och zum Deel déi Iwwerleeunge vun dem Francine Closerer.

En anere Punkt ass dann natierlech dee vum Logement, an ech wëll dat elo e bësse verknäppen. Mir hunn zu Lëtzebuerg nach 2.900 Hektar an de Perimetre stoen, Wunnraum fir 300.000 Leit. An dofir brauche mer eng wierklech konsequent Grondsteierreform, fir dass mer déi Terrain mobiliséiert kréien. A wann d'Leit, déi Proprietär dovun sinn, se net mobiliséieren wëllen, ben, abee, da solle se bezuelen. An dann ass dat natierlech och eng Measure fir de Staatsbudget, wou mer dann déi Suen erëm reinvestéieren kënnen an de Logement an och a puncto ..., fir also de Budget méi resilient opzestellen fir d'Zukunft.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An am Moment hänke mer zu Lëtzebuerg och nach ëmmer ganz vill un de Recetten, déi mer duerch d'fossil Energien erakréien. An ech mengen, amplaz dass mer krankhaft dorunner festhalen, ass et wierklech wichteg ze kucken, eis Budgetspolitik esou opzestellen, dass mer resilient sinn an dass mer eeben net esou op déi fossil Energien ugewise sinn.

An ech mengen, dat hei si wichteg Debatten, déi mer dann och an der Steierdebatt weiderféieren. D'Fro ass just: Wéini kënt déi Steierdebatt? Ech hat, et hat elo ee mer ... Ech war dovun ausgaangen, et wär virum Summer, mee d'leschte Kéier huet ee mech drop ugeschwat a gesot, en hätt elo iergendwou an der Press gelies, et wär elo och net virum Summer, et wär elo nach méi spéit, mee vläicht kënne mer an der Cofibu nach eng Kéier Detailler kréien, wéi do den Zäithorizont ass, well ech mengen, et ass eng ganz, ganz wichteg Debatt, grad wa mer driwwer schwätzen, wéi mer eis fir d'Zukunft opstelle sollen. An ech mengen virun allem, dass et ganz wichteg ass, dass d'politesch Partei sech positionéieren, dass se och soen, wéi si dozou stinn an, grad an där wichtiger Fro, wéi si sech virstellen, dass et do zu Lëtzebuerg soll weidergoen.

Wa mer driwwer schwätzen, wéi mer eis an Zukunft opstellen, dann ass et natierlech immens wichteg, dass mer eng nohaltig Ekonomie zu Lëtzebuerg hunn. Dat heescht: Dekarboniséieren, Kreeslafwirtschaft, Krisen als eng Chance gesinn an d'Entrepreneuren an där Transition begleeden. Dat mussen mer maachen, mat Aiden, mat Primmen, awer och mat fiskalen Incentives, fir dass se investéieren an d'Dekarboniséierung, an den Ëmweltschutz, an d'Kreeslafwirtschaft, an d'Effizienz, an d'Digitaliséierung.

A mir hunn dofir jo och schon eng ganz Partie Strategien. Et heescht just, se nach mat méi Ambitioun ëmzesetzen. Ech soen: d'Luxembourg Stratégie awer och de PNEC. D'Instrumenter sinn do. Et heescht, se weider ze boosten.

Wa mer iwwert d'Resilienz vun onser Ekonomie a vun de Staatsfinanze schwätzen, dann ass et natierlech wichteg, dass mer iwwert de Finanzsektor schwätzen, well d'Staatsfinanze hänken zu engem Drëttel vum Finanzsektor of. An de Finanzsektor war eebe grad ee Vecteur, deen ons gehollef huet, gutt duerch déi Covidkris ze kommen. Aner Länner haten déi Chance net. An dofir ass et eeben ëmsou méi wichteg, dass och an Zukunft d'Finanzplaz nohaltig a gutt opgestallt ass.

D'Zentralbank huet an enger Analys gesot, dass d'Klimafinanzrisken 2020 méi héich ware wéi 2016. Aleng am Bankesektor sinn d'Klimafinanzrisken ëm 32 % geklommen. An d'Zentralbank seet, dass d'Autoritéiten hei gefuerdert sinn, fir derfir ze suergen, dass d'Klimafinanzriske besser erfaasst ginn an och reduzéiert ginn.

Och d'CSSF seet, dass de Finanzsektor net genuch klima- an ëmweltrelevant Informatiounen oppeleet.

Just 4 % vun de Fongen investéieren mat enger konkreter Nohaltegkeetsstrategie, seet d'ALFI.

Bon, wann ee seet Nohaltegkeetsstrategie, da weess een och emol nach net, wat dat genau heescht. Da weess een och net, ob dat Paräis-konform ass – dat heescht, just fir ze weisen, dass mer hei wierklech zimmlech am Donkelen tappen.

A wa mer déi 100 gréisste Fongen zu Lëtzebuerg kucken, da si mer, sou seet Greenpeace a baséiert sech och op eng Etüd, éischter bei engem Véier-Grad-Zenarario wéi bei engem Zenarario, dee mer eigentlech bräichten, deen eis an d'Perspektiv vun der Klimaneutralitéit géif féieren.

Dofir elo d'Transparenzregelen zu Lëtzebuerg ambitiéis ëmsetzen, First Mover sinn. Dofir brauche mer awer och déi néideg Instrumenter, fir den ekologeschen an de soziale Foussofdruck vun der Finanzplaz ze identifizéieren a fir et dann och kënnen an déi richteg Richtung ze lenken.

Dofir ass et wichteg, dass mer eis derfir asetzen, dass Gas an Atom net awer nach an d'Taxonomie erakommen. A mir dierfen dat natierlech zu Lëtzebuerg op kee Fall promouvéieren, well dat si keng nohaltig

Technologien, dat si keng zukunftsfaeg Technologien. A just eng gréng Finanzplaz, a keng gréng gewäschte Finanzplaz, ass resilient.

An an deem Kontext ass et och wichteg, mengen ech, dass een iwwert d'staatlech Fonge schwätzt, also de Fonds de compensation an och de Fonds souverain intergénérationnel. Hei ass et wichteg, dass de Staat wierklech Virreider ass, wa mer eis wëlle staark opstellen fir d'Zukunft.

Eng rezent Analys vu Greenpeace, also déi Greenpeace maache gelooss huet, seet, dass de Fonds de compensation éischter op engem 2,7 °-Zenarario ënnerwee ass an esouguer verschidde Fongen, déi do dra sinn, op engem 6 °-Zenarario sinn. A wann een dee gesamte Portfolio kuckt – an haalt Iech elo un –, da wär dee gesamte Portfolio vum Fonds de compensation en Equivalent vun 9 % vun eisem gesamten CO₂-Ausstooss. Also de Portfolio vum Fonds de compensation huet en Impakt vun 9 % vun eisen CO₂-Emissiounen, wat den Equivalent vun dem Industrieausstooss ass, dee mer zu Lëtzebuerg hunn.

Gradsou gutt seet déi Analys, dass eng 200 Entrepreneuren, déi do dra sinn, och net anstännege op d'Liwwerkette kucken, ob d'Liwwerkette respektéiert sinn a puncto Mënscherechter. A knapp d'Hallschent, 47 % vun de Firmen, huet och kee gudden SDG-Rating.

Och hei ass et wichteg, dass de Staat seng Verantwortung iwwerhëlt. E muss mam gudden Exempel virgoen. E muss eis staark opstellen. Mir brauchen hei eng richtig Desinvestitionsstrategie. Mir mussen eis d'Moyene ginn, fir déi néideg Analysen ze maachen an d'Expertise ze hunn. A firwat net, amplaz an d'fossil Energien, zum Beispill méi an de Logement an an de Klimaschutz zu Lëtzebuerg investéieren, do wou mer wierklech Sue brauchen. An dat ass, wëll ech soen, net just eng Klimafro. Et ass net just eng Ëmweltfro, mee et ass virun allem och eng Fro, an dat ass och de Moie schonn e puermol ugeklongen, vun der Stabilitéit an der Zukunftsfaegkeet vun onsem Rentensystem. An et ass och wichteg dat an där Perspektiv ze gesinn, well mer hei, an d'Zuele soen dat, wierklech mat enger ganzer Partie Risiko verbonne sinn, net just Klimafinanzrisiken.

Wat an där heiter Debatt, an der Debatt haut, nach net esou oft diskutéiert ginn ass, wat awer allgemeng an no aktuellem Kontext eng groun Diskussioun ass, ass d'Fro vun der Ernährung a vun der Landwirtschaft. Verschidde Produiten, de Weess, fir just deen ze nennen, awer och anerer, gi méi rar. An doduerjer gi se och méi deier. Also klammen an der aktueller Situatioun an der Onsécherheet och d'Liewensméttelpräisser.

Iwwert d'Äntwerten an d'Reflexer vu villen, fir einfach en Zrëckfuere vun decidéierten Ëmweltmesuren oder dstrategien ..., wéi d'Farm-to-Fork, kann ech wierklech just de Kapp rëselen, well dat, wat mer elo brauchen, ass grad méi Resilienz. A mir mussen elo weider un der Transition vun der Landwirtschaft schaffen, well déi nächst Krise si scho laang do, et si mol keng nächst Krisen, d'Biodiversitéitskrisen, d'Klimakrisen, si si schonn do. A kee spiert se esou staark wéi d'Landwirtschaft. An dofir ass et grotesk, elo einfach Mesuren, Strategië wéi Farm-to-Fork wëllen aussetzen, decidéiert Ëmweltmesurë wëllen erofzeschrauwen, an alleguerten déi, déi dat maachen, sollte sech emol, mengen ech, wierklech genau domat auserneeetzen, wéi si sech virstellen, dass mer d'Landwirtschaft méi zukunftsfaeg sollen opstellen. An iwwer 600 Experten, also Agronomen, Wëssenschaftler hu gesot, dass mer elo kloer eng Transition brauchen: Éischtens d'Liewensméttelspekulation bekämpfen an zweetens de Gaspillage alimentaire bekämpfen. Weltwäit flitt een Drëttel vun de Liewensméttel op den Tipp, an dat mussen mer ugoen.

Een Drëttel weltwäit! Mir krite mat all deem, wat weltwäit produzéiert gëtt, d'ganz Weltpopulatioun ernäert. A mir diskutéieren driwwer, fir e puer Meter, op deenen ekologesch Agrarmoosname gemaach ginn, där mer schonn net genuch hunn – mir hunn d'Biodiversitéitskris a sou weider –, mir diskutéieren driwwer, dat nach weider ze reduzéieren, wou mer eigentlech weltwäit een Drëttel vun de Liewensmëttel, déi mer produzéieren, an d'Poubelle geheien a wou mer eigentlech genuch hätten, fir d'gesamt Weltpopulatioun ze ernären.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Kommt, mir beschäftegen eis wierklech mat de richtege Problemer!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | A kommt, mir ginn déi richteg un.

D'Ressourcë grad esou effizient notzen, dat heescht eng Promotioun vu manner Mëllech an eng vu manner mëllech- a fleeschlaaschteger Produktioun, fir eis eebe besser op méi Standbeen opzestellen.

Dann: d'Ofhängegkeet vum Konschtdünger reduzéieren. An dat alles sinn natierlech weltwäit Äntwerte vun deene 600 Experten, mee dat sinn awer och d'Erausforderungen, déi op d'Lëtzebuerg Landwirtschaft duerkommen. Dofir ass et eben och grad wichteg, dass mir hei zu Lëtzebuerg de Secteur an deem Sënn richteg opstellen.

An ech gesinn, d'Madamm ...

(*Interruption*)

... Hansen géif gär eppes soen.

Mme Martine Hansen, (CSV) | Villmools merci, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann hutt Dir d'Wuert, ...

Mme Martine Hansen (CSV) | ... Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen, (CSV) | Ech wollt just eng Fro stellen. Dir sot: manner fleeschlaaschteg Produktioun. Wat wëllt Der dann ... Mir hunn 120.000 Hektar landwirtschaftlech Notzfläch oder 60.000 Hektar, an d'Hallschent ass Gréngland. Wat wëllt Der mat deem Gréngland maachen? Wéi wëllt Der et notzen, wann net iwwert d'Fleesch?

M. François Benoy, (déi gréng) | Also ech mengen, d'Äntwert ass doranner ..., virun allem hunn ech, Madamm Hansen, och schonn e puermol hei a Rieden ëmmer erëm gesot, dass mir komplett zu engem Gréngland-Standuert stinn an och dozou stinn, dass mer de Gréngland-Standuert notzen, sou wéi e soll genotzt ginn. An dozou gehéiert natierlech d'Produktioun vu Fleesch a Mëllech, fir e Gréngland-Standuert.

Ech mengen awer – an dat weisen och allegueren d'Ëmwelt-Donnéeën, déi mer hunn –, dass mer zu Lëtzebuerg am Moment ze intensiv do fueren, dass mer och en Intérêt drun hunn, d'Quantitéit éischter erofzeschrauwen a méi a Richtung Qualitéit ze goen, dass mer och en Intérêt drun hunn, d'Quantitéit éischter erofzeschrauwen a méi a Richtung Qualitéit ze goen. Dat heescht awer net, dass mer net no mat de Gegebenheeten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, mussen wirtschaften. Dat ass eigentlech och näischt, wat ech contestéieren oder wou ech soss scho mol eppes anescht gesot hätt.

(*Interruption*)

Ech kommen dann, Här President, Dir Dammen an Härën, zu menger Konklusioun.

Dëse PSC a PNR stinn ënnert dem Zeeche vun enger onsécherer Situatioun, sécherheetspolitesch awer och ekonomesch. Mir hunn eng wirtschaftlech Situatioun, déi d'Biergerinnen an d'Bierger mat niddregen a mëttlerer Revenue belaaucht, déi d'Entreprise, virun allem déi kleng a mëttel an déi, déi engergieintensiv schaffen, a Bedrängnis bréngt, wat och direkt Implikatiounen op ons Staatsfinanzen huet.

A grad an dëse schwierigen Zäiten heescht et, Verantwortung ze iwwerhuelen, solidaresch zesummenzestoen, andeems mer der Ukrain an hirem Kampf fir d'Fräiheet mat militäresche Mëttelen hëllefen, andeems mer d'Stéit an d'Betriber ënnerstëtze mat engem Pak, deen direkt gräift an a senger Ganzheet och sozial gerecht ass, andeems mer déi richteg Weiche stellen, fir ons Onofhängegkeet vun de fossillen Energien an domat och vu Länner wéi Russland a sou weider ze reduzéieren an andeems mer weider an d'Zukunft investéieren.

A mir mussen och weiderhi Verantwortung an deem Sënn iwwerhuelen: mat geziilt Mesuren, fir de Leit an de Betriber ze hëllefen, andeems mer d'Staatsfinanzen am Bléck behalen a resilient maachen, d'Moderniséierung vum Steiersystem weiderbréngen, d'Ekonomie an d'Finanzplaz klimafreundlech opstellen, fir zukunftsfaeg a resilient ze sinn a fir no der Kris méi staark dozostoe wéi virun.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Benoy. An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. An ech wëilt och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Finanzminister an un den Här Wirtschaftsminister fir déi Presentatiounen, déi si eis gëschter gemaach hunn. Dat war interessant. A mir freeën eis, dass mer haut kënnen doriwier diskutéieren.

Et ass awer och schued, an ech wëilt mech do och un dat uschléissen, wat den Här Roth gesot hat, dass mer elo keen État de la Nation féieren. Dat wär e gudden Abléck dofir gewiescht. Mir hunn eng ganz Rei Krisen, an deene mer existéieren: d'Covidkris, déi nach net ganz eriwuer ass; mir hunn eng ganz staark international Inflation; mir hunn e Krich an der Ukrain. An ech mengen, et wär ganz gutt gewiescht, wa mer d'Geleeënheet gehat hätten, fir elo mam Här Staatsminister hei méi eng breet Debatt iwwert d'Situatioun ze féieren. An et ass schued, dass mer dat elo eréischt am Hierscht kënnen maachen, mee dat heescht awer och, dass dës Debatt awer schonn e bëssen e Bilan ass. Mir stinn elo ongeféier ee Joer, wann een dat esou a Sätzungswoche kuckt, virun den nächste Parlamentswahlen. Ech mengen, mir hunn nach eng 20, eppes ëm déi 20 Sätzungswochen, ier mer Walen hunn. Dofir wär et vläicht och gutt gewiescht, dee Bilan elo mol hei a Presenz vum Här Staatsminister kënnen ze zéien.

Et ass esou, dass mer déi Krise jo och mussen hannerfroen: Wéi huet Lëtzebuerg sech an der Covidkris positionéiert? Do gouf et sécher e puer positiv Punkten. Et gouf awer och Defizienzen an der Gestiou. Wéi stelle mer eis zu der Inflation? Wéi ass et mam Krich an der Ukrain? All déi Froe wëll ech elo an där nächster hallwer Stonn e bëssen uschwätzen.

A mir mussen kucken... Mir hu ganz vill national ekonomesch Problemer. An da stellt sech natierlech déi Fro: Huet d'Regierung Äntwerten, oder wat sinn hir Äntwerten?

Ech wëll vläicht emol ufänke mat deene vun der Industrie, vum Artisanat an och vun der Landwirtschaft. Mir hunn och zënter der Covidkris eng ganz Rei Liwwerschwieregkeeten bei de Matière-premiären. Da muss een natierlech kucken, dass ee Liwwerschwieregkeeten, souwäit wéi et eis méiglech ass, aus der Welt geschaaft kritt an net nach neier derbäi mécht. Do komme mer herno och e bëssen un d'Sanktionsdiskussioun.

Da mussen mer kucken: Wéi ass et mat de Präisser vun de Matière-premiären? Wéi kann d'Regierung de Betriber an deem Beräich hëllefen?

Mir hunn e Problem mat den Düngemëttel, well der ganz vill haaptsächlech aus Russland an aus der Ukrain koumen, a mat de Raren Äerden.

Mir hunn e Problem mat qualifiziertem Personal, op der Finanzplaz, mee och am digitale Beräich an haaptsächlech an eiser Industrie. Mir hunn e Problem, fir genuch Leit op engem héijen Niveau ze qualifizéieren. A mir gesinn, dass international Spezialiste vläicht ofwandere. Dofir wönnere mer eis och, dass d'CSV proposéiert, eng nei Steierkategorie fir esou Leit anzeféieren. Mir mussen Leit hei op Lëtzebuerg unzéien a se net verjoen.

Dann hu mer de Problem vun den Industriezonen an den Terrainen. Dat ass e ganz konkreeten Aspect, och vun där grénger Politik an deene leschte Joren. Eis Betriber wëssen net wouhin, wa se Terrainen brauchen. An och do mussen mer kucken, dass net eng dogmatisch, ideologesch Ëmweltpolitik eiser wirtschaftlecher Entwécklung am Wee steet. Dat muss matenee goen.

Bei der Digitaliséierung brauche se méi Hëllef vum Staat. Dofir ass et gutt, wa Lifelong Learning ... an de Staat och probéiert, an deem do Beräich Hëllef ze offréieren, mee mir mussen do wierklech massiv op de Wee vun der Digitaliséierung goen, och am Beräich vun der FinTech, fir den Interessi vun der Finanzplaz an der internationaler Konkurrenz besser wouerzuehuelen. Mir wëssen, dass mer op der Finanzplaz relativ wäit zrëck sinn. Et gouf eng Etüd, déi eis bei der FinTech op d'55. Plaz gesat huet. Dat ass natierlech fir eng Finanzplaz vun eiser Gréisst keen dauerhaften Zoustand.

Déi ekologesch Transitioun, déi awer gewënscht ass, eng Dekarboniséierung, déi muss an engem Rhythmus goen, deen d'Betriber packen. Dat ass ganz wichteg. Si sinn an enger Konkurrenzsituatioun. Dat ka séier sinn, mee et kann net op d'Käschte vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber goen, soss hale mer dat jo och net duerch. Si mussen bei der Transitioun awer eng permanent sécher Energieversuergung hunn. Eng Energieversuergung, déi se sech kënnen leeschten. Och dat sinn Argumenter, déi mer elo mussen kucken, wa mer am Sanktionskontext herno diskutéieren: Wat ass nach wierklech fir eis Industrie an och fir d'Privatstéit ze droen? Mir haten elo dës Woch déi Situatioun a Polen, a Bulgarien. An direkt sinn d'Gaspräisser enorm geklommen. Wat sinn do herno d'Repercussiounen fir d'Privatleit a fir eis Entrepreneuren?

Dann hu mer e legislativen Drock. Do huet d'Regierung en direkten Afloss. An dëser Situatioun, wou mer genuch Problemer hunn, geet d'Regierung hin a schwätzt vu Liwwerkettegesetzer, schwätzt vu sozialer anerer Responsabilitéit. Alles dat ass schéin a gutt, mee och do mussen mer dach Fouss bei Mol halen a kucken, wat mer am Abléck eiser Ekonomie iwwerhaupt nach zoumuden kënnen!

An der Landwirtschaft hu mer de Problem Dünger, mir hu Greening, mir hunn en immensen Drock op d'Entrepreneuren, haaptsächlech also op d'landwirtschaftlech Entrepreneuren an haaptsächlech vu grénger Säit. Och do mussen mer soen... Mir mussen den Drock ewechhuelen, eis Landwirtschaft respektéieren. Dat sinn

Entreprises, déi musse fonctionéiere kënnen. A mir musse kucken, datt mer se an en Zoustand versetzen, wou se dat och kënnen maachen.

Am Logement hu mer natierlech e Problem, dee mer alleguer ganz gutt kennen. Mir denken awer, datt d'Regierung do déi falsch Rezepter huet. Mir gesi permanent, datt d'Regierung souguer de Problem nach verschlëmmert. Mir hate Steiererhéijungen am Logement. Ech erënneren un d'Zweet-Wunnengen – 3 %, 17 % TVA-Erhéijung. Mir haten dës Woch nach nei Moosnamen, déi d'Bauen an d'Acquisitioun vun Immeublen nach méi deier maachen. Mir hate jo déi Diskussioun ëm e Renovatiounsfong, dee muss ugeluecht ginn. D'Iddi u sech – doriwwer kann een diskutéieren, mee firwat dat obligatoresch maachen? Firwat elo erëm nei Constrainté schafen, niewent Bauvorschriften an elo deem Fong, deen et ëmmer méi schwéier mécht, un e Logement kënnen ze kommen?

De Staatsbudget, dat ass natierlech ... Ech si frou, datt d'Madamm Finanzminister dat seet. Mir sinn an engem Defizit am Zentralstaat a mir sinn op engem geféierlech héije Sold vu 26 % vum Bruttoinlandsprodukt bis 2026. Dir sot: „Et ass ënner 30 %.“ Mee dat ass och eng arbiträr Grenz. D'Fro ass: Wéi packe mir dat? Wéi packe mir dat a wéi kënnen mer déi Scholden zrëckbezuelen?

Mee op där anerer Säit gi mer nach hin a mir maachen nach zousätzlech Scholden op europäeschem Niveau. Mir vergemeinschaftete Scholden a violéieren europäesch Traitéen.

A mir hunn ëmmer méi sozial Spannungen an eiser Gesellschaft. Déi sinn zum Deel hausgemaach. Mir haten an der Covidkris Restriktiounen vum de Grondrechter. Mir hate repressiv staatelech Moosnamen. Mir hunn eng an eisen Aen iwwerflësseg Diskussioun ronderëm eng Impfflicht. Mir hunn am Ufank vum Joer en héijen Absenteismus gehat, och weinst där 2G-Regel an deenen extreem staarken Drockmëttelen, déi de Staat agefouert huet, an ekonomesch Verloschter a ville Secteuren niewent anere Problemer an eiser Gesellschaft, wéi Kriminalitéit, Verfall vum Schoulniveau, eng Diversifizéierung an der Schoul, déi d'Integratioun behënnert, an nach eng ganz Rei aner Ursachen.

Ech hunn deen Exkurs hei gemaach, fir Iech ze weisen, wéi seriö déi Situatioun vun eisem Land elo eigentlech ass, wéi grouss d'Erausforderunge sinn. An ëmmer mat där Fro verbonnen: Ma huet dës Regierung dann iwwerhaupt Äntwerten op all déi Problematiken, oder huet se net souguer derzou bäigedroen, d'Situatioun an enger ganzer Rei vu Beräicher nach ze verschlëmmere?

An dofir wëll ech och vläicht elo direkt schonn ukënnen: Ech wäert mech och e bësse mat de Sanktiounen, mam Sënn an Onsënn vu Sanktiounen, beschäftegen, an och mat der Entwécklung vum Militärbudget iwwert déi nächst Joren, well och dat gëtt eng weider Constrainte fir eise Budget.

D'Regierung huet Rezepten, déi zu engem groussen Deel aus Steiererhéijung bestinn, déi op eis duerkommen sollen. Dat wäert och den Enjeu ginn vun där Debatt, déi mer hei iwwert d'Steiere féieren. Wat kënn an deenen nächste Joren op eis zou? A mir soe gläich als ADR: Mir wëlle keng Steiererhéijungen. Mir musse kucken, datt de Staat mat deene Ressourcen, déi en huet, eens gëtt. Dat ass och d'Konscht vun der Politik, fir net elo dauernd hinzogoen an d'Grundsteuer, d'Spekulationssteuer, d'Kuelendioxidsteuer, d'Autosteier ze erhéijen; et gëtt der esou vill, déi am Gespréich sinn an déi alleguer op d'Leit wäerten duerkommen an enger Situatioun, wou se scho leiden.

Ech kommen herno och nach op d'Tripartite an op d'Konsequenzen, den Index an esou weider.

Am Logement hu mer Dirigismus. Mir hätte gär méi Privatinitiativ. A virun allem musse mer dach emol endlech higoen a kucken: Wat ass dann d'Ursach? Et geet dach net duer ze soen: Mir musse méi bauen, méi bauen. Bis wouhin? D'Land zoubauen? Iergendeen an enger klenger neier Partei hat elo eng Kéier gesot: Mir musse e grouse Schrëtt no vir maachen, mir musse 100.000 Logementer bauen. Mee déi 100.000 an dann déi nächst 100.000. Mir musse kucken: Wéi kënnen mir dee Wuesstum hei am Land ënner Kontroll bréngen, fir datt mer aus där Millen erauskommen an deen onkontrolléierte Wuesstum do endlech emol ugin?

An dat bedéngt natierlech, datt mer iwwert d'Pensiounen schwätzen. Ech héieren hei d'LSAP a sou weider soen: Mir musse ganz virsiichteg sinn. Gläichzäiteg sinn et déi gréng an d'LSAP, déi soen: Mir musse un dee Pensiounsfong do goen. Et gouf Echoen an der Press, wou scho gesot gëtt: Mir musse d'Suen aus dem Pensiounsfong huelen, fir an de Logement ze investéieren. An domadder ginn dach d'Pensiounen vun deenen nächste Generatiounen dann emol richteg a Gefor bruecht. Alles dat si Geforen, wou ech mer soen: Déi Regierung hei, op jidde Fall zwou vun deenen dräi Parteien an der Regierung, hunn net déi Responsabilitéit, fir d'Pensiounen esou ze denken an de Pensiounsfong esou ze schützen, datt mer d'Pensiounen vun deenen nächste Generatiounen kënnen ofsécheren.

An dann den Ugrëff géint de soziale Fridden an der Tripartite.

International gesi mer och, datt dës Regierung haapt-sächlech matmécht, wat vun anere kënn. Wou sinn nach europapolitesch Initiative vun dëser Regierung? Wou ginn Akzenter gesat? Et ass den absolute Suivismus, de Konformismus. Wa Scholde gemaach ginn... Den europäesche Budget, fir dat als Beispill ze huelen: Eis Kontributiounen iwwert den europäesche Budget ginn dramatesch erop an deenen nächste Joren, wann ech mech richteg erënneren, an der Gréissentuendung vun op 1,6 Milliarden, iwwer e puer Joer. An zrëck krute mer wat? 93 oder 98 Milliounen. Dat ass natierlech en eklatant Ongläichgewicht.

Gutt, et geet eis vläicht komparativ besser wéi aneren, mee wéi grad gesot, hu mir och eng ganz Rei vu Problemer hei am Land an eng sozial Situatioun, déi dramatesch gëtt.

Ech mengen, ee vu menge Virriedner hat un den Aarmutsrisiko hei am Land erënnert, wou mer, mengen ech, ëm 120.000 Leit an där Situatioun hunn, datt se direkt am Aarmutsrisiko sinn. Dann ass et awer och, fir dorunner ze denken, zemoos vun enger LSAP, awer net nëmme vun enger LSAP, fir dann ze soen: Ma mir hunn eng dramatesch sozial Situatioun hei am Land, da musse mer déi Ressourcen, déi mer hunn, och huelen, fir déi Problemer unzogoen.

Wat maache mer? Waffeliwwerungen! Och mäi Virriedner hei vun där grénger Partei, den honorabelen Här Benoy, huet grad gesot: „Mir musse Waffeliwwerunge maachen.“ Also do wäerte mer nach driwwer diskutéieren. Den Här Wiseler wor sou gentil, en huet eis eng Motioun hei op den Dësch geluecht, da kënnen mer vläicht de Mëtten och nach eng Kéier doriwwer schwätzen – do hunn ech zwar leider nëmme zwou Minutten, dofir wäert ech dann de Moien och e bëssen doriwwer schwätzen, fir datt mer e bëssen driwwer diskutéieren –, mee do ass en Ënnerscheid tëschent der Positioun vun deene Gréngen a vun der ADR. Déi gréng soen: „Waffeliwwerungen“. D'Regierung seet, datt mir scho 50 Milliounen u Waffen do ginn. Mir hu gesot, direkt no der Kris hu mer eng Motioun hei deponéiert, direkt, wou dat ugefaangen huet: „Kommt, mir schreiwen an deen nächste Budget, Madamm Finanzminister, e Fonds de reconstruction vun 100 Milliounen

Euro fir d'Ukrain.“ Dat ass dat, wat mir proposéiert hunn. Mir hunn et hei nach net ofgestëmmt, awer d'ADR huet den Depot gemaach. Mir wëllen opbauen, opbauen an hëllefen, de Leit erëm en Doheim dohinzustellen, während anerer déi Waffe liwweren, déi awer mat derzou bäidroen, dat futti ze maachen, wat do steet.

Une voix | Den Här Putin seet Iech merci!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'ADR denkt ... Loosst den Här Putin fir sech selwer schwätzen, ech ginn do eens. D'ADR denkt, datt d'Regierung ...

(Interruption)

... einfach déi falsch Reaktiounen huet, a mir proposéieren eng aner Politik. Ech wëll dat ganz kloer soen. Déi Wiel, déi och d'nächst Joer bei de Walen ass, et geet schonn ëm eng Wiel tëschent verschiddene politeschen Usätz. Dat muss ee ganz kloer soen a mir bekennen eis derzou. An der Finanzpolitik, zum Beispill, Madamm Minister: Mir si géint Steiererhéijungen. Mir sinn och fir d'Ofschafe vun der Kuelendioxidsteuer. Mir wëllen, datt d'Steiertabell un d'Inflatioun ugepasst gëtt. D'CSV wëll dat mat gewëssene rhetoreschen Émbauten, dat hate mer hei am Prinzip schonn e puermol, och iwwer Upassung vum der Steiertabell; mir soen: Si soll automatesch ugepasst ginn. D'CSV huet e bëssen eng méi nuancéiert Positioun, mee mir bekennen eis dozou.

Well dat si verstoppte Steiererhéijungen. Déi kal Progressioun ass eng permanent Steiererhéijung, ouni datt vill driwwer geschwat gëtt. D'Leit mierken dat net esou, mee mir wëssen et. An ech mengen, mir musse einfach do éierlech sinn a soen: Wa mer gär Steiererhéijungen hätten, solle se hei diskutéiert a gestëmmt ginn, amplaz dat esou verstoppt iwwert d'Netupassung vum der Steiertabell ze maachen.

A mir wëllen dee Mëttelstandsbockel, do si mer eis eens, mir wëllen, datt do och eng vill méi lues Progressioun erakënn.

D'Scholden, déi sinn zulaaschte vun deenen nächste Generatiounen, dat muss ee ganz kloer soen. Scholden sinn näischt Guddes. Mir wëlle ganz kloer soen: Déi Scholden, déi mer elo maachen, déi musse jo iergendwann eng Kéier zrëckbezuelen ginn. Mir hätten elo scho gär, datt d'Kapital op d'Scholden zrëckbezuelen gëtt.

A mir sinn och frou, dass elo viru Kuerzem e Kredit zrëckbezuelen ginn ass. Dat wor eng ganz gutt Saach. Op där anerer Säit wësse mer, datt et net laang dauert, dann huele mer deen nächste schonn erëm op. An op europäeschem Niveau, déi Opweechung vun de Maastricht-Krittären, déi hei och vun der LSAP kloer revendiquéiert gouf, dat ass en dramatesche Feeler. Net nëmme, well doduerch d'Stabilitéit vun eiser Wäring, déi jo scho mat enger iwwerméisseger Geldmass konfrontéiert ass, nach weider a Fro gestallt gëtt, mee och, well et den Euro selwer politesch a Fro stellt, well natierlech d'Konditioun, fir den Euro ze kréien, notament vun däitscher Säit a vun e puer anere Länner, d'Stabilitéit wor, an net d'Vergemeinschaftung vu Scholden. An dat ass eeben elo a Fro gestallt. An doduerch, datt een ëmmer méi Ausname wëll maachen ... – déi eng soen: Investitiounen an d'Zukunft, déi schéin international Zich, déi aner soen: Mir musse d'Militärdepensen aus de Maastricht-Krittären erausrechnen. Dat ass egal wat. D'Argument ass ëmmer: Mir musse d'Maastricht-Krittären opweechen. An do kënn ganz sécher eng Resistenz, haaptsächlech vun deem wichtigste Memberland an der Eurozon: Däitschland. Mir provozéieren e Konflikt duerch esou Rasonementer. Mir solle kucken, datt mer mat de Suen eens ginn.

A wann e schéinen internationalen Zuch soll gebaut ginn, da kann een dat och an enger multilateraler

Kooperatioun maachen, do, wou een iwwer Finanzement schwätzt, awer dofir brauchen d'Maastricht-Krittären net opgeweecht ze ginn. Dat ass e Spill mat engem wicthegen europäeschen Acquis, e gefeierlecht a verantwortungloost Spill. Mir wëllen dat net. Mir wëllen eis zu deene Krittären do bekennen.

De Staat soll sech op seng Käraufgabe beschränken, amplaz ze mengen, e misst sech ëm alles këmmern an haaptsächlech ëm d'Privatiewe vum de Leit a sech an alles amëschchen. Dat ass net eis Positioun, genausou wéi mer beim Logement op Privatinitiativ vertrauen an dem privaten Acteur Plaz loossen, amplaz op eng Verstaatlechung ze goen, amplaz d'Eegentum a Fro ze stellen, wéi hei d'Sozialisten an anerer dat awer maachen.

Mir haten d'Tripartite. An ech hunn hei d'LSAP héieren, d'Madamm Closener ass heihinner komm, huet gesot: Mir bekennen eis zum Index an esou weider. Den OGB-L huet eng ganz aner Approche. Den OGB-L huet eis hei eng Broschür geschéckt, eis alleguer, wou dra steet: „La seule réponse du gouvernement à la crise du pouvoir d'achat a été de convoquer une tripartite avec, comme seul objectif, de s'attaquer au système d'indexation automatique“, schreift den OGB-L. A si schreiw vum der Regierung, wou d'LSAP jo awer Member ass. An och nach schreift den OGB-L, wat déi Kompensatiounen ugeet, ... an dat ass och e Rasonement, dat richtig ass, well déi geschitt jo iwwer d'Steieren, et si jo Steierkreditter, dat heescht, dass u sech de Staat d'Kompensatiounen bezilt, fir datt d'Betribler den Index net bezuelen. Dat ass jo dee ganzen Usaz. An den OGB-L seet, zu Recht: Jo, mee déi Steierkompensatiounen gi jo vun alle Steiere bezuelt, ginn also och vun deene Steiere bezuelt, vun deene Leit, déi herno d'Crédits d'impôts kréien. Dat geet aus där enger Täsch eraus an a déi aner erëm eran. Mee dat muss een och kucken, wann een iwwert déi Effikassitéit vun de Steierkreditter kuckt: Wat ass dann de Bilan schlussendlech dovunner?

Mee déi Kritik vum OGB-L, déi muss mer eis zu Häerz huelen. Mir hätten als ADR den Indexsystem preservéiert. Mir hätten awer den Entreprise bei hire Problemer esou massiv gehollef, datt se et gepackt hätten, awer den Indexsystem preservéiert. An dat ass méiglech. Ech hat am Ufank schon opgezielt, wat alles u Problemer an deem do Beräich besteet, wat d'Betribler alles u Suergen hunn an eisem Land. An do hätt d'Regierung esou vill Méiglechkeete fir ze hëllefen, fir anzewierken, an dat mécht se net. An dat ass eng direkt Responsabilitéit vum Wirtschaftsminister. Sidd do fir d'Industrie! Sidd do fir d'Entreprise! Hëlleft hinne massiv an deene Problemer, déi mer kennen, déi se opzielen. An deen Abléck maache mer eist Land, a virun allem eise Wirtschaftsstanduert och kompetitiv a resilient.

(Interruption)

Mir hunn och zur Kenntnis geholl, bei deene Sprittpräisser ..., mir wäerten de Mëtten nach doriwwer schwätzen, mir sinn eis all eens, datt mer do eng 7,5-Cent-Reduzéierung aféieren. Dat ass eng vun deene Moosnamen, déi och da bei der Tripartite diskutéiert goufen, mee den Här Bausch hat jo an engem Interview viru Kuerzem relativ offällig iwwert déi Moosnam geschwat, mee dat ass och eng Attitud vum der Regierung oder vun deene Gréngen, ech weess net, wien do derhannert ass, déi ass awer net akzeptabel. Well mir hunn esou vill Leit, ech hu vun deene Leit geschwat, déi un der Aarmutsgrenz leien, a mir hunn och esou vill Frontalieren oder Leit aus ländleche Regiounen, déi mussen ganz wäit fuere fir op d'Aarbeitsplaz, wou da gesot gëtt: Jo, déi 7,5 Cents, datt ass jo näischt, oder esou. Dat ass eng Arroganz géintwuer deene Leit, déi net vill hunn, déi mir net akzeptéieren. Mir freeën eis, datt déi Moosnam agefouert ginn ass. Et geet eis bei Wäitem net duer. Mir hätten nach kënne vill méi

envisagéieren. Awer fir dann och nach schlecht iwwert déi Moosnam ze schwätzen, vun der Säit vun engem Regierungsmember, dat ass manner wéi schlechte Stil, nach manner wéi dat.

Wësst Der: Déi Suergen do, vun Industrie, vun Handwerk, vun deenen Independanten, vun der Landwirtschaft, déi kann ee ënnerschiddlech ugoen. Et kann ee soen: „Mir maachen eng ideologesch Politik stur virun“, wéi déi gréng dat priedegen. Oder et kann ee soen: „Mir hëllefen deene Betribler.“ Dat ass eis Positioun. Mir sinn do, fir de Betribler ze hëllefen, well schlussendlech liewe mer all vun hinnen, vun deem, wat eis Ekonomie eis ka ginn. Staark leeschtungs- a konkurrenzféig mussen mer se maachen. A se net ënner ideologeschen Drock setzen.

Mir wëlle massiv Investissementer a Bildung an Ausbildung. Mir wëllen als ADR eis Schoul erëm un d'Spëtzt an Europa bréngen. Do gehéiert se hin, sou wéi et fréier war. Jo, mir wëllen eng Schoul mat Leeschtung, mat Wëssen, mat Kënnen, amplaz datt mer se ausneerappen, amplaz datt mer wierklech den Niveau permanent erofschrauwen. Dat ass net eise Wee.

A mir hätte gär, datt mer d'Betribler wierklech ënnerstëtzen, wa se a Fuerschung an an Entwicklung eraginn. Och d'Betribler, net nëmmen de Staat. Mee d'Betribler massiv ënnerstëtzen, bei Fuerschung an Entwicklung, wéi d'Startuppen. Am Ausland gëtt et X Virbillen. Mir sinn hannendran. Mir mussen och do un d'Spëtzt kommen. A mir hätte gär, datt de „Made in Luxembourg“ wierklech eng international Referenz gëtt.

Ech bewonneren dacks hei Schwäizer an aner Kollegen, déi et fäerdegbruecht hunn, de „Made in Switzerland“ zu enger Referenz ze maachen. Mee de „Made in Luxembourg“ soll dat och sinn. A wat maache mir? Eisen Nationbranding: Ewechgehäiteng Geld! Well kee Mënsch weess, wat do geschitt. Näischt geschitt. Näischt, wat iergendwéi sénnvoll ass. An näischt, wat eis iergendwéi no vir bréngt. Mir brauchen einfach Fantasie, fir eist Land no vir ze bréngen.

Dann hu mer als ADR eppes gefuerdert, wat mer der Regierung un d'Häerz leeën: e Kompensatiounsmechanismus fir déi Privatbetribler, déi Leit ausbilden. Mir hunn dee Problem hei am Land, datt mer déi Privatleit, d'Handwiewerk hunn, dat Leit ausbilt an no e puer Joer ginn déi Leit da bei de Staat, bei d'Gemengen, well se do besser verdéngen. Den Usaz, fir d'Ufanksgehalt beim Staat erofzesetzen, war komplett falsch. Richtig wär, de private Secteur ze kompenséieren fir déi Formation, déi en dem Staat eigentlech finanzéiert. An dat ass dat, wat mer gär fuerderen, an dat hu mer scho gesot. A mir bleiwe bei där Fuerderung. Mir kënnen net hinuuelen, datt de Staat vun den Investissementer vum private Secteur profitéiert, fir seng Rekrutementsproblemer ze léisen.

A mir hätte gär eng engagéiert Ëmweltpolitik, mat eise Betribler an net géint eis Betribler! Eis Betribler hunn immens vill Iddien an Initiativen, wat ee ka maache fir d'Ëmwelt. Mir denken dat mat hinnen. A mir gesinn d'Ëmwelt net nëmme klimazentriert. D'Waasser, de Buedem, de Kaméidi, d'Luucht, d'Liicht an d'Loftqualitéit – alles dat si wictheg Saachen an der Ëmweltpolitik. An e bësse kënn dat alles an den Hannergrond duerch déi Zentriierung op d'Klimapolitik. Déi huet och hir Wicthegkeet. Awer mir mussen Ëmweltpolitik global denken.

Bei der Inflation ass et ganz einfach, datt mer d'Architektur vum Euro wëlle retten, well mir als Finanzplaz brauchen den Euro. Mir brauchen den Euro als eng Währungsunioun, als e klengt Land. A mir mussen zrëckkomme bei d'Geldstabilitéit. 2 % Inflation maximal. 2 % ass jo och schon net stabil, mee et gëtt emol uegell, dat wär stabil. Dat ass awer de Maximum.

Am Abléck hu mir an Däitschland an och hei zu Lëtzebuerg déi Situatioun, datt mer all Dag Geld verléieren. Jiddereen, deen e Spuerbuch huet, verléiert all Dag Geld duerch déi héich Inflation. Dat ass politesch net iwwer eng laang Zäit auszehalen. A firwat? Ma well d'Zentralbank, déi Europäesch Zentralbank, net kapabel ass, eng Zënspolitik ze maachen, wéi et hiren Optrag ass, fir d'Geldstabilitéit ze garantéieren, mee well se sech, wéinst deene maroden Ekonomien am Süden, kee méi en héijen Zënssaz ka leeschten, net kapabel ass, eng Stabilitéitspolitik ze maachen, wéi et hiren Optrag wär. Dat ass explosiv.

An da gëtt ëmmer gesot, mir wäire bei der ADR net proeuropäesch. Mee mir si wierklech proeuropäesch, well mir géife gär d'Zentralbank retten. Mir wëllen den Euro stäipen. A mir wëllen en eraushuelen aus enger Diskussioun, déi mat Sécherheet kënn an déi dat Ganzt a Fro stellt, well et hei ëm e permanenten Offloss vu Geldmëttelen aus dem Norden an de Süde vun Europa geet. Dat ass explosiv. Dat hale mer iwwert d'Zäit net aus. A wann een zu Europa steet, da muss ee kucken, datt den Eurosystem dat kann, datt dee stabiliséiert gëtt. An dofir brauche mer eng Reform vum TARGET-System.

Mir brauchen d'Méiglechkeet vun engem temporären Austréit. Mir brauchen nei Reegelen, wat d'Kafe vu Staatspabeieren ugeet, och um Sekundarmaart. Alles dat muss wierklech ... Mir brauche vill méi streng Bonitéitskrittären. Alles dat muss vertraglech nei gereegelt ginn, fir den Eurosystem ofzesécheren.

Mir hätten och gär, datt déi europäesch Institutiounen elo net vun deene multiple Krise profitéieren, fir Powergrabbing ze maachen – sief et am Gesondheessektor, sief et am Verdeedegessektor –, ouni Traitésännerungen. Dat ass ondemokratesch, wat am Abléck an Europa geschitt. A mir hätte gär eng Demokratie an Europa an eng Transparenz. An dat heescht, datt mer och Traitésdiskussiounen mussen féieren.

Mir sinn duerch de Brexit, Här Wirtschaftsminister, Madamm Finanzminister, an där Situatioun, datt mer eng enorm Konkurrenz kréie vu London an Drock op eis Finanzplaz. Ech hat iwwer FinTech geschwat. Mir mussen eis Finanzplaz ofsécheren, sécheren, well mir ënner e Konkurrenzdruck kommen. A mir liewen zu engem groussen Deel vun der Finanzplaz. Dofir mussen mer kucken, datt mer do virumaachen. A mir brauchen eng Reindustrialiséierung. An och do muss Lëtzebuerg säi Bäitrag kënne leeschten an Europa. Mir brauche méi Eegeproduktioun a manner Ofhängegkeet a strateegesche Secteuren vun asiatesche Liwweranten.

Ech kommen nach ganz kuerz ... ech wollt awer nach e puer Wuert iwwert d'Sanktiounen soen, well de Mëtten hunn och net vill Zäit. Sanktiounen géint Russland hu mer der säit, ech weess net, säit ganz Laangem. Op jidde Fall ronderëm 2012, 2013 huet dat emol ugefaang, 2014 mat der Krim-Kris. Mir hunn der X an alle méigleche Beräicher, géint Leit, géint d'Ekonomie, géint Firmen an esou weider, just iergendeen Notzen hate se ni! Näischt! No der Krim-Kris sinn der erëm agefouert ginn. Ass d'Krim am Abléck net méi russesch? Huet et iergendeppes gehollef? Et huet näischt gehollef.

Dat huet och Ursaachen. Éischtens: Et gëtt ni gekuckt, wéi sénnvoll oder net sénnvoll se iwwerhaupt nach sinn. Well mir brauchen an der EU Decisiounen, woubäi awer eng Rei Länner sech souwisou automatesch dergéint opposéieren, fir déi Sanktiounen ze iwwerpräieren oder eventuell opzehiewen. Si schueden awer eis, an dat ass déi aner Consideratioun. Net nëmmen, datt se bis elo wierklech eigentlech näischt bréngen, mee si schueden eiser Landwirtschaft, si schueden

eiser Industrie. An dofir musse mer och emol kritesch kucken: Wat ass dat dann iwwerhaapt? A wat bréngt dat?

Et ass e Bilan ze maachen. Mir hunn duerch déi Sanktiounen souguer nach eng Rei totalitär Tendenzen a Russland ënnerstëtzt. Dat Mësstraue géintiwuer ONGen, dat Mësstraue géintiwuer de Medien: Och dat ass eng Konsequenz vun där Konfliktsituatioun am Westen. Dat heescht: Si waren net nëmmen net produktiv, si waren och nach kontraproduktiv. Mir hunn dat schonn e puermol hei gesot. Well: Sanktiounspolitik, wann een déi wëll maachen, muss et eng intelligent Sanktiounspolitik sinn an net dat, wat mir opféieren, wou mer der hott an har aféieren, ouni datt sech déi russesch Politik doduerch iergendwéi géif änneren, awer zu eiser Laascht. An do muss een dann awer kucken: Wat ass wierklech sënnavoll? An: Wat solle mer maachen?

Mir hunn elo erëm eng ganz Diskussioun ëm déi nei Sanktiounen. Och an der CSV an am Europaparlament a sou weider gëtt déi gefouert. Et muss ee sech eng Rei Froe stellen, wann ee mat Sanktiounen ze dinn huet. Ech wëll der hei just véier nennen. Et sinn der nach! Mee et muss een awer kucken, éischtens emol: Wéi eng ekonomesch Konsequenzen hunn déi Sanktiounen op eis eegen Ekonomie an op eis eegen ekonomesch Interessien? Kuckt emol déi Sanktiounen, déi mer elo hunn. D'Cargolux war bis elo zu Nowosibirsk, elo ass et net méi esou. Katar huet elo aner Virdeeler. China huet aner Virdeeler. Awéiwäit ass eis eege Konkurrenzsituatioun dovu betraff? Wéi eng Géigemoossnamen hëlt Russland?

Zweet grouss Fro. Bei den Energiesanktiounen hu mer elo déi Situatioun: Polen a Bulgarien, wéi gesot. Wa mir elo nach weiderginn, da muss ech awer soen, dann därefer mer net liichtfankeg mat der Situatioun ëmgoen. Déi 3 %, do ass gesot ginn: „D'Croissance gëtt ëm 3 % reduzéiert.“ Wa mir 3 % Abroch hunn, si mir an enger seriöser Rezessioun. An der Covidkris hate mer eng Situatioun, an där mer vun iwwer 2 % geschwat haten, mat allem, wat dat geheescht huet fir eis Ekonomie, fir de Chômage. Bei 3 % ass dat e Rezessiounsszenario, bei deem ee sech da muss froen: „Bon, dat ass dat, wat mir kréien. Huet dat politesch iergendee Sënn?“

Dat ass jo erëm dat Géigegewicht, well ee sech muss froen: „Wa mir hei an eng Situatioun erakommen, an där eis Mobilitéit ageschränkt gëtt, eis Industrien net méi kënnen produzéieren, d'Leit doheem net méi kënnen hëtzen“, dat ass nämlech och eng Fro, „awéiwäit kënnen mer d'Leit dann iwwerhaapt nach mat Gas beliwweren? Wéi vill Leit hëtzen hei am Land mat Gas? Wéi wäit brauch eis Industrie dat?“, wa mir do Restriktiounen musse maache wéinst enger oniwuerluechter Politik, déi näischt bréngt am politesch Resultat, mee dann hutt Dir d'Verantwortung. Mir net, well mir soen: Och d'Sanktiounspolitik, wann ee se wëll maachen, wa se iwwerhaapt Sënn huet, da muss dat intelligent gemaach ginn.

Ech gleewen net, datt se iergendepes bewierkt. Well op där anerer Säit huet Russland jo X Méiglechkeeten. Da gëtt gesot an där Motioun: „30 % Aboussen am Bruttoinlandprodukt vu Russland.“ Dat ass sécher falsch! Dat ass sécher falsch, well se e groussen Deel vun deene Saachen och an aner Länner exportéieren kënnen. Beim Gas ass dat méi schwierig wéinst de Gasodukten, dat ass richtig. Mee beim Pétrol ass et net de Fall, bei de Raren Äerden ass et net de Fall, bei den nukleare Brennstoffen ass et net de Fall. Also mir musse ganz, ganz gutt oppassen. Ech géif wierklech recommandéieren ze denken, ier een handelt. Dat huet normalerweis seng Virdeeler.

An dann: Wéi eng Alternativen hu mer? Wéi eng Alternativen? Wa mer net bei Russland ginn, da gi mer bei Diktaturen akafe wéi Venezuela, den Aserbaidjan. Mir erhéijen de Krichsrisiko am ëstleche Mëttelmierraum wéinst der Situatioun mat der Tierkei an de Gasresourcë virun Zypern. Dat heescht, mir favoriséieren nach Konflikter an deene Regiounen. Mir gi bei arabesch Länner vun zweifelhafter Reputatioun. Ob dat elo dee grouss politesch Virdeel géintiwuer der aktueller Situatioun ass, dat woen ech ze bezweifelen.

Ech soen nach, well d'Zäit mer bal ausget, ... Ech kéint dat nach ganz laang viruféieren. Dat ass e flotten Thema, gläichzäiteg leider en dramateschen. Nee, ech wëll awer nach vläicht e Wuert zum Militärbudget soen iwwer déi nächst Joren.

Do sti mer ënner Drock. Dat wësse mir och. A mir sinn als ADR selbstverständlech och der Meenung, datt mer musse kredibel ofschrecken an datt mer mussen e Bäitrag zur Solidaritéit an der NATO leeschten. Dat ass net eise Problem.

Eise Problem ass d'Sënnhaftegkeet vun engem erhéichte Militärbudget. Fir wat ze maachen? Well eise Militärbudget am Weste läit elo schonn ëm 16 mol méi héich wéi dee russeschen. Dat muss ee wëssen. Mir ginn déi Suen net ëmmer optimal aus. Mir kënnen dat optiméieren. Dat ass ganz sécher richtig. Et wär och eng intelligent Saach, fir dat ze maachen. Mee fir elo an eng nei Oprëschtungsspiral ze goen, op d'Käschte vu Wuelfstand, vu Fräiheet, och vun eisen ekonomeschen Interessien? Mat wéi engem Resultat schlussendlech? Wëlle mer eng nei Oplo vum Kale Krich? Also och dat muss mer eis froen: Ass dat iergend eng realistesch Perspektiv am Abléck, datt d'Russland géif d'NATO ugräifen?

Also ech ...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

... mengen, mir mussen och do, Här Wiseler, och do denken ...

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Jo, mee mir schwätzen elo. Hutt Der eng Fro? Hutt Der eng Fro, Här Wiseler? Da stellt Är Fro. Awer soss verweisen ech op déi Diskussioun, déi mer de Mëtten nach hunn.

(Intervention par la présidence)

Mee ech ... Den Här President ...

(Intervention par la présidence)

... erënnert mech mat Recht drun, ...

(Intervention par la présidence)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dir sidd wierklech Der Meenung, datt fir d'NATO keng ...

(Intervention par la présidence)

... Gefor ass?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech soen, ...

(Interruption par M. Wiseler)

... ech soen ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, sidd Der d'accord, datt den Här Wiseler Iech ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | ... eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Selbstverständlech.

M. Fernand Etgen, Président | Well Är Riedezäit ass eriwuer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Ech sinn d'accord. Wann den Här Wiseler wëll eng Fro stellen, da kann en dat gär maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Dann däreft Der nach just dorobber äntweren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Den Här Wiseler gëtt Iech nach e bësse Riedezäit aus.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann e wëll, gär.

M. Claude Wiseler (CSV) | Wann dat esou ass, dann zéien ech meng Fro zréck.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Bon, ok!

(Hilarité)

Dat, Här President, an dat ass mä lescht ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... Wuert, ...

M. Fernand Etgen, Président | Den nächsten ageschriwwene Riedner ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Très bien! Très bien, Här Wiseler!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... dat ass mä lescht Wuert, ...

(Hilarité)

... Här President, fir dorobber ze äntweren. Ech stelle fest, datt d'CSV géintiwuer der ADR léiwer keng Fro stellt, wéi eng Nidderlag ze erlieden.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech soen, Här Kartheiser: ...

Une voix | O!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... Mir äntweren! Mir hunn de Mëtten eng Debatt doriwuer, an do wäerte mer kloer Positioun bezéien. An do kënt Der Iech nach eng Kéier expriméieren, an do wäerten eis grouss Differenzen da ganz kloer hei zum Virschäi kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat hoffen ech, Här Wiseler, well dat ass ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... nu wierklech néideg.

M. Fernand Etgen, Président | ... Här Kartheiser. Merci villmoos, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, Här Minister, bei der parlamentarescher Rentrée am leschte September hate mir als Lénk op eiser Pressekonferenz gesot, dass bei där heiter Koalitioun d'Loft eraus wier an datt se kee gemeinsame Projet a keng Visioun méi hätt fir dëst Land.

Wou ech de PNR, de Programme national de réforme, gelies hunn, ass mir dës Analys nees direkt an de Kapp komm. Well dëst ganz Dokument, dat jo ouni Annexen iwwer 100 Säiten huet, ass just en Opwierme vun ofgestanene Platen, dee mer scho säit Jore kennen a kritiséieren, well se eiser Meenung no net den Erausfuerderunge gerecht ginn, an deene mer sinn an op déi mer eis zoubeweegen.

An där Hinsicht ass dat Dokument scho bal erëm interessant, well et déi ganz fantasielos Politik resuméiert an dokumentéiert, déi mer an de leschte Jore gesinn hunn, an och en Ausbléck gëtt op dat politesch Lach, dat eis bis déi nächst Walen erwaart.

Gréisser nei Projeten oder souguer eng Neiausriichtung vun der Politik fënnt een doranner op jidde Fall

net. Dee ganzen Exercice am Kader vum europäesche Semester huet jo eppes immens Bürokratesch an sech. An doduerjer, dass mer elo och nach dee sougenannte „Plan national de relance et de résilience“ doranner ofhuelen, de Socle social an och nach d'OD-Den, mécht dat Ganz net besser. Et ass e bëssen esou, wéi wann een e Froebou muss ausfüllen, mat deem een eigentlech näischt ufänke kann. Déi eenzel Mesuré ginn oft widderholl, gedréit, verréckelt, opgeblosen, bis dass se zum Schluss an all Case stinn.

Fir just ee Beispill ze ginn: D'Regierung muss da Stellung huelen zu hirer Politik par rapport zu de Sans-abriens. An do steet an eisem PNR dran, op der Sait 77 (veuillez lire: op der Sait 50), Zitat: „Le Luxembourg prendra toutes les initiatives nécessaires ayant pour objectif de contribuer à l'éradication du phénomène du sans-abrisme tel que retenu par le Socle européen des droits sociaux“, fir da just duerno feststellen, dass déi meeschte Leit, déi op der Strooss sinn, zu Lëtzebuerg net statistesch erfaasst ginn an dass een déi Leit dowéinst fir d'éischt emol misst reegelméisseg zielen, sou wéi wann een dat Phenomeen elo eréischt géif entdecken. Vun neien Initiativen awer steet och näischt dran.

Et wär elo net immens sënnvoll, wann ech elo op déi eenzel Punkten am PNR am Detail géif agoen. Et si jo alles Saachen, déi mer scho säit Jore kennen. A mir haten oft schonn d'Geleeënheet, se ze kommentéieren. Deelweis stinn och Saachen dran, déi mer scho säit sechs oder siwe Joer kennen an déi och schonn esou al sinn.

Ganz allgemeng ass et eng Politik, déi zentral ausgeriicht ass op d'Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren an op eng Erhéijung vun der Produktivitéit iwwer de Wee vun der Digitalisatioun. Mir stellen dann och en neit Schlagwuert fest, an zwar „durabilité compétitive“, e Wuert, dat ech virdrun nach net esou héieren hunn. Do ginn u sech kontradiktoresch Notioune matenee verbonnen, déi eigentlech guer net matenee ze verbanne sinn. Et kann ee wuel a Fro stellen, ob déi ganz Ausriichtung op Kompetitivitéit nohalteg ass.

Et kann een als Beispill déi steierlech Kompetitivitéit ginn, mee och déi sozial Kompetitivitéit, déi zu Dumping féiert. Dat ass alles, mee net nohalteg, wann ee weess, dass Nohaltegkeet dräi Voleten huet, an zwar Ëmwelt, Wirtschaft a Soziales, dat wësst Der allequerten. Kooperatioun wär do eigentlech méi nohalteg. Dat zu dësem neie Schlagwuert „durabilité compétitive“.

„Digitalisatioun“ ass dann dat magescht Wuert an dësem Dokument. Et gëtt een d'Gefill net lass beim Liese vun den Dokumenter, dass d'Rettung duerch d'Digitalisatioun wäert kommen. Ech nennen och hei en neit Schlagwuert: „transition verte, numérique et inclusive“. Nees eemol bleiwen ech stoen a soe mer: Dat ass e Fourre-tout. Do ass einfach alles zesummegehait ginn, wat eigentlech näischt matenee ze dinn huet a wat och wierklech kontradiktoresch ass. Et gëtt verbonnen, wat net ze verbannen ass.

Ech erënneren un der Ombudsfra, der Madamm Monti, hire Constat am Rapport 2020, dass d'Digitalisatioun zu méi Ausgrenzung an Ongläichheete féiert, also net inklusiv ass, oder d'Inklusivitéit férdert.

Och dat Schlagwuert an déi Ausriichtung sinn also eng Kontradiktion u sech. Dat weist eis, dass dës Regierung net kapabel ass, e wierkleche Paradigme-wiessel anzuschloen, mee versicht, sech hir politesche Ausriichtung schéinzerieden.

A parallell dozou ginn nach eng elitär Subsidepolitik fir d'Ëmwelt an eng Almosepolitik fir déi sozial schwach Schichte bedriwwen. Awer och nëmmen

dann, wann et der Kompetitivitéit vun der Wirtschaft net schuet. Dat ass d'Quintessenz vun dëser Regierung, sou wéi se an dësem Dokument beschriwwen gëtt a sou wéi d'Mënschen an dësem Land se och erliewen.

Här President, dat neit Element, dat awer opdaucht an dësen Dokumenter, virun allem am Stabilitéitsprogramm, dat ass dee faméisen Tripartite-Accord. Och dorop ass jo schonn agaange ginn haut, an do muss ech – an Dir wäert mer et verzeien – awer elo mol stoe bleiwen an eng Kéier drop agoen.

Deen Accord kascht de Staat laut den Zuele vun der Regierung am Ganze 752 Milliounen Euro. Dat ass ongeféier 1 % vum PIB. Dee gréisste Posten dobäi ass de Crédit d'impôt énergie mat 440 Milliounen Euro. Deen Numm suggeréiert, dass de Crédit d'impôt do wier, fir de Leit ze hëllef, déi klammend Energiepräisser ze kompenséieren. Dat ass jo en intelligente Marketingtrick, mee a Wierklechkeet geet et just drëms, ze verhënnern, dass déi intern Consumatioun trotz Indexmanipulatioun abrécht.

D'Kompensatioun fir d'Inflatioun soll laut dem lëtzebuergeschen Indexmodell awer vum Patronat bezuelt ginn. Et war – elo emol graff gesot – un hinnen, déi 440 Milliounen un d'Leit auszebezuelen. Mee well d'Patronat mat der Indexmanipuléierung déi Käschten nogooss krut a fir datt d'Bevëlkerung net Tuerm leeft, spréngt elo de Staat an an iwwerhëlt dës Käschte fir si. Dat heescht an eiser Liesaart – ech mengen, jiddweree vun eis huet hei e politesche Brëll un – näischt anescht, wéi dass déi 440 Milliounen, déi do budgetiséiert sinn, net de Leit zeguttkommen, mee dem Patronat.

Deen zweetgréisste Posten si mat 225 Milliounen Euro déi Direkthëllef un d'Betribler. Déi kommen natierlech och dem Patronat zegutt, an emol net onbedéngt deene klengen Handwerksbetribler, déi tatsächlech Problemer hunn an tatsächlech eng Hëllef brauchen. Nee, déi Hëllef adresséiere sech ganz vill un déi grouss Entrepreneuren, zum Beispill un déi, déi Emissiounszertifikater brauchen an déi dës Emissiounszertifikater elo grousszueg vum Staat subventionéiert kréien.

Iwwregens komme jo och nach 500 Milliounen u Staatsgarantien derbäi, déi ech awer elo emol wëll ewechloossen, well déi Sue jo a priori net ausbezuelt solle ginn.

Den nächste Posten am Tripartite-Accord ass dann den ekologesche gesi scho bal kriminellen Tankrabatt vu 7,5 Cent. Dee kënnt natierlech net nëmmen de privaten Autofuerer zegutt, mee zumindest zur Hallschent och dem Patronat. Iwwregens net just de lëtzebuergeschen Entrepreneuren, mee zu engem groussen Deel och den auslännesche Betribler iwwer déi Camionen, déi all Dag hei zu Lëtzebuerg tanken.

An dann duerno kommen eréischt déi Posten, déi sech méi oder manner un d'Privatstéit riiichten: d'Loyerssubventioun mat 5 Milliounen, d'Aidë fir d'Studenten an d'REVIS-Bezëier mat 10 respektiv 4,5 Milliounen an d'Adaptatioun vun der PRIME-House-Subventioun mat 2 Milliounen.

No eiser Rechnung ginn deemno, vun deene 750 Milliounen Depensen, der 700 un d'Patronat a 50 un d'Privatstéit, bezuelt aus engem Staatsbudget, deen zu 273 Milliounen vun de private Menagé finanziert gëtt (veuillez lire: vun deem bis zu 273 Milliounen vun de private Menagé finanziert ginn). An där Hisiicht ass et an eisen Aen tatsächlech e Solidaritéitspak, well sech hei déi schaffend a reitriert Leit solidaresch mam Patronat weisen.

Et ass eng riseg Investitioun vum Staat an d'Kompetitivitéit vun der Wirtschaft. Eng Zort Flucht no vir, fir aus de Krisen erauszekommen, déi a Wierklechkeet awer éischer eng Flucht no hannen ass.

No deenen Aidë fir d'Entreprisë während der Covidpandemie, déi zemools am Ufank ganz zolidd waren, kritt d'Patronat also och nach bei der Energiekris massiv gehollef. Oder anescht gesot: Wann d'Konjunktur brummt, kann d'Patronat Profitter a seng Täsch stiechen, a wann d'Konjunktur un d'Schleidere geréit a seng Profitter ofhuelen, da spréngt d'Allgemengheet mat Subventiounen an. Esou gesäit déi lëtzebuergesch an och déi europäesch Politik aus.

Ech notzen dann och dës Geleeënheet, fir de Leit dobaussen un d'Häerz ze leeën, den 1. Mee mat op d'Strooss ze goen, fir hir Onzefriddenheet mat där Politik zum Ausrock ze bréngen.

(Brouhaha)

Här President, wéi ech am Ufank gesot hunn, féinnt ee keng gréisser ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... nei Projeten a scho guer keng nei Ausriichtung vun der Politik an dësen Dokumenter.

(Brouhaha)

Dobäi wier genau dat batter néideg, well sech jo bei de Biergerinnen a Bierger ëmmer méi d'Gewëssheet astellt, dass mer esou net kënne virufueren.

Bei déi Krisen, déi mer souwisou schonn haten, nämlech d'Logementskris, d'Klimakris, d'Biodiversitéitskris, d'Sozialkris, krute mer an de leschten zwee Joer dann och nach eng Pandemie derbäi an eng geopolitesch Kris uewendend. Déi dominéierend neoliberal Politik hei am Land an och am Rescht vun Europa gesäit all dës Krisen awer just als eng Zort ...

(Brouhaha)

... natierlech Phenomeen, als eppes, dat aus heiterem Himmel gefall kënnt an dat een net kann änneren. Dat gouf och gëschter erëm am Exposé vun der Finanzministesch daitlech.

Dobäi sinn all dës Krise just Ausrock, an eiser Liesaart nach eng Kéier, vun deem kapitalistesche Wirtschaftsa Produktiounssystem, an deem mer liewen. An déi Krise kënne mer net mat deene selwechte Rezepten ugoen an déi kënnen och net mat deene selwechte Rezepten geléist ginn, déi se geschaaft hunn. Dobäi ass dës Situatioun vu Polykrisen, wéi een et am Dokument liest ...

(Brouhaha)

... a wéi am Dokument gesot gëtt, net eng exogeen, also net vu baussen, mee zum groussen Deel eeben hausgemaach.

D'Covidpandemie, an dat ass och haut scho gesot ginn an dat ass och méttlerweil gewosst, huet hiren Ursprung beim Raubbau vum Mënsch un der Natur. Ass dat net eng direkt Konsequenz vun der kapitalistescher Ausbeutung vun der Natur?

Datt de Krich an der Ukrain esou e wirtschaftlechen Impakt huet, ass virun allem eng Konsequenz vun eiser Ofhängegkeet vu fossillen Energiequellen. Säit méi wéi 40 Joer awer wësse mer, dass mer ewech mussen komme vum Pétrol. Firwat stécht d'Energie-transitioun dann nach ëmmer an de Kannerschong? Mir fäerten haut eng Ënnerbriechung vun de Liwwerkette wéinst de Confinement a China. Ma firwat hale mer dann un enger Wirtschaftsuerdnung fest, an där mer all Produit dräimol ronderëm d'Welt mussen transportéieren, éier e beim Consummateur kënnert?

Dat neit Zauberwuert, och hei an dësen Dokumenter, ass elo d'Resilienz. Ech zitéieren: „Reconstruire une économie apte à relever les défis d'un monde post-Covid-19.“ Dat steet an eisem Plan de relance et de résilience. Oder: „Poser les jalons permettant d'établir

un environnement socio-économique résilient, tout en réussissant les transitions verte et numérique."

„Resilienz awer och am Santéssystem“, gëtt och ëmmer erëm gesot. Spéitstens säit der Covidpandemie wësse mer, dass déi batter néideg ass. An och dat gesi mer. An och do gesi mer awer net vill dovunner an den Dokumenter, wa mer déi liesen. Et geet dovun wuel rieds, vun der Resilienz am Santéssystem, mee mir liese wéineg Ambitionen a wéineg Mëttelen, déi mer eis ginn, fir dësem Zil gerecht ze ginn.

An d'selwecht geet et engem, wann een duerch d'Dokumenter liest op der Sich no méi Resilienz, wat de Logement, wat d'Logementskris ugeet. Och do féint een net vill.

Alles, also ganz vill dovunner, ass vill Rhetorik. Nëmme Rhetorik! Well dohannert verstoppt sech déi selwecht Politik aus dem 20. Joerhonnert, déi eis iwwerhaapt an dës Krise bruecht huet.

Wat changéiert ass? De Wording, d'Nimm, d'Slogane, wéi ech virdu scho mat de Schlagwierder „durabilité compétitive“ an „transition verte, numérique et inclusive“ gewisen hunn. D'Politik awer bleift zum groussen Deel déi selwecht, nämlech d'Primat vun ekonomeschen, makroekonomeschen Iwwerleeunge wäit iwwer alle sozialen an ekologesche Consideratiounen. Profitmaximisierung op Käscht vu Mënsch a Natur zugonschte vun enger Minoritéit, déi sech an hirem obszöne Rächtrum zur Schau stellt, och wann dat hei net esou geduecht ass.

Fir d'Krise blechen awer mussen ëmmer déi selwecht: Nämlech déi kleng schaffend an och retraitéierte Leit. Sou wéi beim Tripartite-Accord, bei deem d'Leit elo iwwert de Staatsbudget mussen dem Patronat seng Profitter bezuelen.

Wa mer wierklech wëlle méi eng resilient Gesellschaft hunn, eng Gesellschaft, déi net méi vun enger Kris an déi nächst gedriwwen gëtt, da mussen mer eise Produktions- a Konsum-Modell iwwerdenken an d'Primat vum PIB brieche. An ech mengen och, dat ass Iech allegueren net ganz nei.

Mir mussen eis Dependence vun der Finanzplaz och ofbauen, eis Dependence vun den Energie- a Rostoffimporter ofbauen. Mir mussen eng reell Ëmverdeelungspolitik bedreiwen, d'Rechter vun de Mënschen ausbauen, zum Beispill d'Recht op en dezent Wunnen, dat mir jo och an eiser alternativer Verfassung proposéieren.

D'Demokratie muss duerch d'Matbestëmmung vun eiser gesamter Bevëlkerung gestärkt ginn. A mir musse och eng wierklech Friddens- an Ofrüstungspolitik bedreiwen, amplaz eis ëmmer méi an eng Oprüstungs- a Krichslogik eranzesteigere.

Krise bidden also ëmmer Chancen. Et ass un eis, se ze notzen. Dovunner bleiwe mir iwwerzeegt.

Merci fir d'Nolauschtenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mammad Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Joer hat de viiregte Finanzminister op dëser Plaz gesot, et géif ee schonn d'Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, a mir hunn e bëssen de Geck gemaach: Et wäert jo hoffentlech net eng Lokomotiv sinn, déi eis entgëintkënt.

Heiansdo kënt d'Realitéit der Komödie dach awer ganz no! Well säin Optimismus konnt sech net duerchsetzen – leider, muss ee soen!

Dat gesäit dann och déi nei Finanzministesch esou. Well Europa rutscht momentan vun enger Kris an déi nächst. D'wirtschaftlech Situatioun ass am Moment schwiereg anzuschätzen. A wéi d'Ministere gëschter soten: Et ka kee wierklech ofschätzen, wéini a wéi dës Krich wäert op en Enn goen a wat d'Konsequenzen dovunner sinn.

Ech wëll awer op dëser Plaz och soen, dass et falsch wier, einfach nëmmen a Pessimismus ze verfallen. Europa kënt aus dëser Krisen eraus. Mir wäerten dat packen, sou wéi mer och aner Krisen an der Vergaangenheet gepackt hunn.

Well och wann d'Situatioun um europäesche Kontinent wéinst dem Krich an der Ukrain aktuell instabil ass, esou gleewe mir Piraten drun, dass mer mat vill Wëllen an Aarbecht eis Wirtschaft transforméiere kënnen. An dofir wäert et primordial sinn, dass mer elo séier a konsequent den Ëmstieg an erneierbar Energien ëmsetzen, d'Croissance vu fossilen Energien decoupléieren an eis esou vun internationale Fluktuationen a Marchés-abréch schützen. Nëmme esou kënnen mir als Europa onofhängeg gi vun Diktaturen, déi eis mat bëllege fossilen Energien u sech bannen a weider wëlle lackelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vläicht eng kleng Remark nach am Virus: Ech fannen, et sollt een d'Zuele vun 2020 – ëmmerhin engem Pandemiejoer – net pauschal mat deene vun 2019 an 2021 vergläichen! Mir haten dräi Méint Lockdown. An e Verglach ass dofir schwéier, voire onméiglech ze zéien.

Wann een d'Zuelen tëscht dem Budget oder der Croissance planifié mat deene reellen Zuele vergläicht, esou gesäit een dach gewaltig Differenzen. Déi aktuell wirtschaftlech Lag ass ze komplex, fir se mat der gewinnter Präzisioun ze modelliséieren. A grad dofir warne mer och virun ze vill Pessimismus géintiwwer der Zukunft. Onsécherheet an Imprevisibilitéit kënnen och ganz schnell erëm ëmschloen an eppes Positives.

Kloer sinn d'Leit, genausou wéi d'Betribler, aktuell virsiichteg, méi virsiichteg wéi soss. Mee positiv Iwwerraschungen um Weltmarkt kéinten och ganz schnell erëm fir besser Pronosticke surgen.

Grad an dës Momenter ass eng keynesianesch ... „Keynesianesch“, dat ass e Wuert, dat, mengen ech, op Lëtzebuergesch einfach net ze iwwersetzen ass, mee den Här Keynes wär, mengen ech, ganz iwwerrascht doriwwer, dass säin Numm esou oft an eise Mond geholl gëtt. Mee en huet Recht: Et ass seng Politik, déi sech am Moment durchsetze muss, eng Politik, an där de Staat sech als Garant asetzt. Dat ass wichteg. Eng Politik, an där mer als Staat Acteur sinn an net nëmme Spectateur. Well d'Perspektive fir Lëtzebuerg sinn an deem Hibleck alles anescht wéi schlecht, trotz oder grad wéinst eiser internationaler Ouverture.

Dat weist jo och eise PIB, deen d'Finanzministesch op 90 Milliarde chiffréiert. A mat engem Staatsbudget vun 20 Milliarde fir ronn 650.000 Awunner hu mer eng gewësse Marge de manoeuvre, fir d'LAG zu eise Gonschten ze verwandelen.

Mir Piraten haten d'lescht Joer op dëser Plaz gesot, dass mer d'Iddien am PNR am Grondsaz gutt géife fannen. Leider kënnen mer dat dëst Joer dann net méi esou soen, well et dëst Joer keng weider Iddien ze bewäerte gëtt. An deene virgeluechten 200 Säite sti kaum bis guer keng nei Projete par rapport zu de Virjoren. Verschidde Punkten an dësem PNR datéieren op 2017 an domadder net emol op dës Legislaturperiode.

Dat hei ass an eisen Aen, esou wéi de Wirtschaftsminister dat och gesot huet, kee Plan de réforme, mee éischer e Résumé de travail vun den Aarbechte vun den eenzele Ministeren. Et gesäit also ganz kloer esou

aus, wéi wann d'Regierung elo just nach géif hir Projete fäerdeg maachen a sech net d'Méi gemaach hätt, fir nei Projeten op de Wee ze bréngen, nei Weichen ze stellen a Visiounen fir d'Zukunft ze weisen.

Wann een d'Plang fir d'Investissementer bis 2025 kuckt, da géif een och net mengen, dass mer an enger Klima- oder Logementskris sinn. Esou soll de Budget fir öffentlech Investitiounen bei der Ëmwelt ab 2025 ëm 50 Millioune falen. Dat selwecht mam Budget fir de Logement, wou mer 2025 par rapport zu 2024 30 Millioune aspueren. Entweder huet dës Regierung keng Loscht, sech méi mat der Zukunft ze befaassen, oder se mengt wierklech, d'Klima- a Logementskris wäeren 2025 eriwwer.

Ech hu virdu gesot, mir sollten net a Pessimismus verfallen, mee mir sollten awer och net d'Welt mat engem rosaroude Brëll kucken an der Meenung sinn, dass 2025 souwuel d'Klima- wéi och d'Logementskris eriwwer sinn. Ech mengen, dat wär naiv.

Ech weess och net, firwat déi Zuele méi niddreg sinn. Mee ech weess awer, dass mer och an deene kommende 5 bis 15 Joer warscheinlech méi Sue brauchen, fir dës Krisen ze bewältegen, an net manner.

D'EU-Kommissioun huet schonn 2019 virausgesot, dass Lëtzebuerg seng Ëmweltziler net wäert anhalen. Loftverschmutzung, ze vill Verkéier, Besteuerung vum Bensinn an ze héich Präisser am Logement goufe schonn deemools als déi gréisste Problemer fir Lëtzebuerg identifizéiert. Eleng beim Theema Klimawandel muss eise Staat nach ganz Schëppen – nee, ganz Schubbkaren – bäileeën. Just als Beispill: Mat 11,7 % erneierbaren Energien an eiselem Energieverbrauch pro Haushalt leie mer méi schlecht wéi d'EU-Moyenne.

Mir hunn eist Zil fir 2020, wat d'Elektrobornen ugeet, net erreecht. Mir sinn net emol an d'Géigend komm. D'Hausnummer ass eng ganz aner. Ech mengen, mir sinn an enger anerer Postleitzuel gelant. De Moment si just 4 % – 4 %, léif Kolleeginnen a Kolleegen – vun allen öffentlechen Diecher mat Solarpanelen ekipéiert. Ass dat déi Resilienz, déi Transformatioun, déi mer sichen?

Mir hu rezent eng Kéier en Debat hei gehat iwwer Rifkin an iwwert d'industriell Revolutioun, mat der Iwwerleeung, mir misste méi wäit denken, mir missten zu de Prosumer ginn, zu deene Consommateuren, déi och nach iergendwou selwer eppes produzéieren. Ma de Staat ass dat definitiv nach net, well mat 4 % steet e wierklech net gutt do. Mir hunn dat scho gesot a mir wäerten och de Mëtten, wa mer nach eng Kéier iwwert déi 7,5 Cent schwätzen, dorobber zréckkommen.

Duerch den Handwierkermangel mussen dann och d'Privatleit méintelaang waarden, wa se dann eng Anlag wëllen, wa se se sech leeschte kënnen, wa se iwwerhaapt emol Proprietär sinn. Da mussen se nach waarden, well mer net genuch qualifizéiert Personal zu Lëtzebuerg hunn.

Wann de Staat also wierklech och elo nach wéilt bis 2025 säi Retard a puncto Solaranlagen ophuelen – ech erënnere drun: De Staat plangt an der Moyenne pro Joer dräi Megawatt nei Installatiounen, dat si 7.500 m² Solaranlagen d'Joer, déi e wëllt bäibauen –, da brauch en Handwerker, déi dat maachen. A wann net nei Handwerker iergendwou bäikommen, da wäert dat dozou féieren, dass d'Privathaushalter nach méi laang wäerte misse waarden, fir sech kënnen eng Anlag op den Daach ze stellen, sous condition, dass se iwwerhaapt Proprietär sinn. Well dass dat bei de Residencen net esou wierklech klappt, dat hu mer gëschter thematiséiert.

Dat wäerte mer déi nächst Wochen a Méint ëmmer erëm gesinn. Mir brauchen also hei e Bewosstsinn,

datt de Fachkräftemangel direkt op eis Energie- a Klimaziler aschléit.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu datt an dësem PNR jo wéineg nei Informatiounen drastinn, wëll ech dann elo op e puer Punkten agoen, déi zwar scho gewosst sinn, mee déi mer trotzdeem begrëssen.

Mir begrëssen, datt ronn 230 Milliounen an de Volet Digitalisatioun gestach ginn, wou Lëtzebuerg zwar schonn eng Rei flott Projeten huet, mee wou et awer nach vill Sputt no uewe gëtt. Mir hate gëschter hei op dëser Plaz iwwert d'Museksschoule geschwat an iwwert déi Dausenden Zeilen an Excelstabloen. An ech mengen, do ass et einfach wichteg, datt esou Projete kloer digitaliséiert ginn an net um Excelsniveau hänke bleiwen.

E weidert Beispill ass de Projet „Digital Skills“, deen d'lescht Joer am Kader vu genau dësem Debat hei presentéiert gouf. Hei kruten 30.000 Leit am Chômage partiel eng Formation de base fir digital Kompetenzen offréiert. Elo hat ee geduecht, dovun hätte vill Leit kënnen profitéieren, ma et war anescht: Keng 2 % vun de Leit hunn dës Offer uegoholl. D'Regierung hat vu 50 % geschwat. Do war net emol méi d'Postleitzuel déi falsch, do ware mer schonn an engem anere Land ukomm.

Firwat kaum ee vun dëser Offer profitéiert huet, war vun Ufank u kloer – ech sot et schonns d'lescht Joer hei op der Tribün –: Entweder sollten dës Course fir komplett Neiasteiger sinn oder fir Leit, déi schonn eppes vu Computeren a Videokonferenzen verstinn, mee béides gläichzäiteg geet net. Dëse Projet war also e klouren Echec. Do kann een esou vill Lëppestëft op d'Schwäim molen, wéi ee wëllt, et gëtt doduerjer net méi schéin. En Echec, dee jiddereen, deen et wollt gesinn, vu Wäitem komme gesinn huet. En Echec, deen een nëmme ka bedauern, well hei eng Chance verpasst gouf, fir deene Leit, déi wierklech nach Hëllef brauchen, wat d'digital Kompetenzen ugeet, weiderzëhëlfen.

Här President, wann ech meng Rieden aus deene leschte Joren iwwerliesen, esou fällt mer dach op, datt d'Problemer vun eiser Wirtschaft Joer fir Joer déi selwecht sinn: d'Fiabilitéit vun eisem Pensioussystem, de Fachkräftemangel wéinst feelende Kompetenzvermittlungen an d'Wunnengskris. Och dat, datt d'Verschëldung vun de Menagen eropgeet, well d'Wunnengspräisser ze deier sinn, ass keng Neiegkeet. Schon 2019 louch d'Verschuldung op Rekordniveau. Huet sech dorunner eppes geännert? Nee.

Och dëst Joer gëtt am PNR erëm vum Projet „Nei-Schmelz“, „Wunne mat der Wooltz“ an „Elmen“ geschwat. Ech weess net, wéi oft dës Regierung nach wëll op längst beschlossene Projeten zrëckkommen, einfach fir kënnen ze soen, datt se a puncto Logement eppes gemaach huet. D'Schafe vu méi abordablem Wunraum ass en Deel vum éischte Piliere vum PNR. Mee an der Realitéit gesäit ee beim Logement net wierklech, wou et soll higoe mat dëser Regierung.

Virun engem hallwe Joer huet de Premier ugekënnegt, datt eng Spekulations- an eng Grundsteuer soll kommen. Mir Piraten hu scho viru sechs Méint eis éischt Proposen eraginn a waarden zanter véier Méint op en Avis vun Staatsrot, wéi bei ville Gesetzesproposen vun der Opposition. Wärenddeem huet d'Regierung awer am Wunnengsbau absolutt keen neie Projet opzewiesen. Näischt, wat och nëmme usazweis en Impakt op de Wunnengsmarché hätt. Am Contraire: All Mount gëtt den Dram vum Eegenheim méi deier, réckelt méi wäit an d'Distanz, an dat op d'Käschte vu ville Mënschen hei am Land, déi keng Bauterraine besëtzen a kleng bis mëttel Revenuen hunn.

Ëmmer méi Leit liewen hei am Land an Aarmut. D'Ministesch huet vun 119.000 Mënsche geschwat, déi

dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. 119.000 Mënschen! Dorunner ass zum groussen Deel de Logement schold. An an eisen Aen ass de beschte Wee, fir den Aarmutsrisiko ze reduzéieren, deen, datt de Staat weider baut. Mir brauche Wunnengen, déi och fir deelweis ënner 10 Euro de Meterkaree kënnen ugebuede ginn. An dat klappt nun emol nëmme, wann de Staat Proprietär vun dëse Wunnengen ass oder d'Wunnengen esou subventionéiert, datt en d'Kontroll driwwer huet.

Eng Wunneng ass ee vun den éischte Pilieren, fir d'Altersaarmut ze bekämpfen. Wien eng Wunneng huet, sous condition, datt se ofbezuelt ass, sëtzt op engem Kapital, dat e fir spéider ka benotzen. E sëtzt op enger Spuerbéchs aus Steen, well e kee Loyer méi bezuele muss – wa se dann awer ofbezuelt ass! Well wa se dat net ass an et elo an abseebare Zäit zu enger Zënshausse kënn, da wäerte mer nach eng Kéier en dramateschen Impakt op d'Kafkraaft vun de Menagen hunn, déi kaf hunn an dat iwwer e Prêt finanziéiert hunn. An och do muss mer eis iwwerleeën, wéi mer an Zukunft domadder ëmginn, wéi mer Präten, an net nëmme Loyerer, am Kafkraaftcalcul berücksichtegen.

Eis Prioritéit muss an deenen nächste Joren de Wunnengsbau sinn. Et dierf net sinn, datt de Staat all Joer nei Ausgaberekorder brécht a gläichzäiteg all Joer de Wunnengsmarché nei Präisrekorder brécht. Et geet elo definitiv duer!

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Plang fir d'Zukunft ass dës PNR net. Et handelt sech ëm eng Zesummefassung, e Resümee vun ofgeschlossenen an ugefaangene Projeten. Lëtzebuerg bräicht awer méi. Europa brauch méi. Et dierf net just nach „weider esou“ heesche bis d'Walen. Mir brauche weiderhin ambitiéis an zäitno Léisunge fir d'Klimakris, d'Logementskris, d'Präisdeierecht, d'Sécherheet an Europa an och eise Pensioussystem. Lëtzebuerg dierf de Wandel net verpenne!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, Madamm an Här Minister, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeem mäi Kofraktiounschef Gilles Roth de Moie schonn eng exzellent Interventioun gemaach huet iwwert d'Finanzsituatioun vun dësem Land, wäert ech mech dann elo an deenen nächste Minutten e bësse méi mat der Wirtschaftssituatioun vun eisem Land beschäftegen.

An ech wëll dann domadder ufänken, andeem ech awer och aus menger Perspektiv nach eng Kéier ganz kuerz déi international Situatioun beschreiwen. Dat ass wuel och de Moie scho vun enger Rei vun anere Riedner gemaach ginn. Ech mengen, datt et awer net onwichtig ass, och do nach eng Kéier drop anzegoen.

Ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt mir am Moment hei confrontéiert si mat enger Superpositioun vun enger ganzer Rei vu Krisen: Mir hunn natierlech fir d'éischt nach ëmmer d'Pandemie, mir hunn dann de Krich an der Ukrain, mir hunn – an ech kommen herno nach eng Kéier ganz kuerz do drop zrëck – d'Situatioun a China mat de Liwwerproblemer a schlussendlech, superposéiert iwwert dat Ganz, hu mer natierlech och nach ëmmer eng Klimakris.

All dës Krisen féieren derzou, datt mer virun allem elo mol mat enger Energiekris confrontéiert sinn, déi och derzou féiert, datt et zu enger grousser Präisaugmentatioun vun den Energië komm ass, déi dann erëm op där anerer Säit zu enger Inflatoun féiert, eng Inflatoun, mat där mir jo och hei an eisem Land elo scho confrontéiert sinn.

Wat awer derbäi kënn – an dat ass am Moment nach éischer e Risiko, mee dee Risiko wäert sech sécherlech an den nächste Wochen a Méint leider Gottes erfëllen, – dat ass, datt mer eis och mussen op eng Rezessioun virbereeden. An do si jo da ganz vill Ekonomisten, déi dat gelungent Wuert, muss ech soen, an de Mond huele vu „Stagflatoun“, wat a sech eng Rezessioun plus eng Inflatoun ass. An dat ass eigentlech déi schlëmmste Perspektiv, déi kann do op eis zoukommen.

Ech wëll awer direkt soen, datt déi Kris vun deenen, déi ech elo opgezielt hunn, déi mir am meeschte Suerge mécht – niewent der Klimakris natierlech –, déi ass vun dem Approvisionnement vu Produiten aus China. Ech mengen, d'ganz Welt, Europa an och mir hänke fundamental vu Liwwerungen aus China of. A wann dat elo esou virugeet – am Moment ass quasiment Shanghai zou, Beijing soll zougooen –, wann dat alles geschitt, riskéiert dat wierklech, Konsequenzen ze hunn, déi weesentlech méi schlëmm wäerte si fir d'Weltwirtschaft, fir d'europäesch Wirtschaft an och fir eis, well einfach d'Dependancé vill méi grouss sinn. Nëmme fir Iech ze soen: Russland, wa mer dat am Vergläich kucken, stellt 2 % vum Welthandel duer, wat eigentlech quasiment insignifiant ass. Et kënn derbäi, datt Russland op de Kapitalmäert eigentlech guer keng Roll spillt. Dat ass awer bei China fundamental anescht. Dat heescht, dat riskéiert, eis richteg wéi ze dinn, an ech muss Iech wierklech soen, datt dat fir mech, niewent der Klimakris natierlech an deenen anere Krisen, déi soll een hei net ënnerschätzen, mee reng vum wirtschaftleche Standpunkt dat ass, wat engem wierklech muss am meeschten Angscht maachen.

Wann ech dann awer vu Krise schwätzen ... an ech hunn och elo gesot, wat do déi ganz grouss Gefore sinn, an ech wëll och nach op eng weider do insistéieren, vun där manner vläicht geschwat gëtt, déi awer net onwichtig ass: Mir mussen wëssen, datt mir a Richtung vun enger Deglobalisatioun ginn. An de leschte Joerzénge hate mer ëmmer dat Zauberwuert „Globalisatioun“, déi ganz Welt ass ee grouse Maart. Abee, ech mengen, datt, wéi gesot, eng vun de Konsequenzen vun dëser Kris wäert eng Deglobalisatioun sinn. Dat heescht, mir kommen erëm ewech aus där grousser Welt a mir gi warscheinlech an erëm méi eng kleng Welt.

A wann ech da soen: D'Kris huet natierlech eng ganz Rei vu Geforen, mee Krisen kënnen awer och eng ganz Rei vu Chancé mat sech bréngen, erlaabt mer do just, dräi awer vläicht méi positiv Punkten och aus där internationaler Kris do ervirzesträichen. Dat eent ass, datt ech wierklech mengen, datt Europa erëm vill méi no zesummegeréckelt ass an deene leschte Wochen a Méint.

An dat muss een eigentlech als Europäer – an d'CSV ass säit éiweg eng ganz proeuropäesch Partei – freeën, datt mer erëm vill méi no beienee komm sinn. An ech muss Iech soen, ech hunn duerfir och mat grousser Freed déi Walresultater vum leschte Sonndeg zur Kenntnis geholl, ganz besonnesch och a Slowenien. Et ass vill manner vu Slowenien geschwat ginn. Do ass e Populist, deen ass do ewechgierkt ginn, wann een dat esou ka soen. An och d'Madamm Le Pen mat hiren Alliiéierten huet et net fäerdegbruecht, a Frankräich déi Walen ze gewinnen. An ech mengen, datt dat och e bësse mat Europa finalement ze dinn huet. An dat ass eigentlech eppes, wat een och emol soll ervirzesträichen a begrëssen.

Ech gesinn awer nach zwou aner grouss Chancen. Déi eng ass – an dat ass elo schonn e puermol ugeschwat ginn – datt déi Kris eis vläicht derzou féiert, eng acceleréiert ekologesch Transitioun ze maachen an haaptsächlech och aus där Energieofhängegkeet, déi mer haaptsächlech par rapport zu Russland hunn,

erauszekommen. An ech fannen, dat ass eigentlech och e positive Punkt.

An dann deen drëtten, ech hunn et virdu gesot: Mir ginn a Richtung vun enger Deglobalisatioun an ech mengen, d'Resultat dovunner muss eng Regionalisatioun sinn. Dat heescht, mir mussen et eigentlech erëm fäerdegbréngen, an Europa, an de Regiounen déi Produiten ze produzéieren, déi mer alleguerten hei brauchen, déi liewenswichtig sinn.

Soudatt et bei allem Pessimismus, deen ee kann hunn an där Kris, awer eng Rei vun optimistesche Punkte gëtt. An duerfir mengen ech, ass vläicht och net alles esou schwaarz, ewéi mer dat ganz vill vu ville Leit an de leschten Deeg gemoolt kritt hunn.

Wann ech dann awer elo op d'Situatioun vu Lëtzebuerg wëll zrëckkommen, géif ech dann awer och vläicht déi lëtzebuergescher Wirtschaft an hir Evolutioun net nëmmen, awer och um Hannergrond vun deene Krisen do versichen ze beschreiwen an awer och direkt, wéi mir dat als CSV jo ëmmer maachen, eng ganz Rei vu Propositiounen op den Dësch ze leeën, fir Iech ze soen, wou mir an der lëtzebuergescher Wirtschaft elo schonn, awer och ganz besonnesch an deenen nächste Méint a Jore mengen, dat d'Prioritéite misste geluecht ginn.

An ech géif da wëllen ufänke mat eiser Finanzplaz, déi nach ëmmer dat allerwichtigst Standbee vun eiser lëtzebuergescher Wirtschaft ass. An ech wëll och direkt soen: Wann Der d'Zuelen aus dem Budget vun dësem Joer kuckt, si mer beim IRC (ndlr: Impôt sur le revenu des collectivités) quasiment op 78 %. Dat heescht, 78 % vun de Steierrecetten, déi iwwert déi wichtigst Steier erakommen, kommen aus dem Finanzsecteur. An ech soen Iech: Esou héich war déi Ofhängegkeet vum Finanzsecteur nach ni! An dat ass net gutt an dat ass net gesond. An do muss mer wierklech dru schaffen, dass mer zu enger richteger Diversifikatioun kommen, an ech wäert och nach herno dorop agoen.

Wann een awer weess, léif Kolleeginnen a Kollegen, a Madamm Finanzministesch ganz besonnesch, wat déi Finanzplaz fir eng Wichtigkeet fir dëst Land a besonnesch fir d'Recette-budgetairen huet, da muss ee sech wierklech Gedanke maachen, wéi et do virueet.

Mir hunn eis alleguerten op d'Schëllere geklappt, dass mer et eigentlech sou gutt duerch déi Pandemie gepackt hunn dank eiser resilienter Finanzplaz, dass där mer et eebe fäerdegbruecht hunn, dass Schlimmst ze evitéieren. Abee, déi Finanzplaz steet vläicht och net méi esou gutt do, wéi dat bis elo nach ëmmer de Fall war. Dobäi wëll ech awer direkt soen: Ech gehéiere wierklech net zu de Schwaarzmoler an ech sinn éischter vu mengem Temperament hir en optimistesche Mënsch – fir déi, déi mech kennen –, duerfir wëll ech hei keng Schwaarzmolerei maachen, mee ech mengen, et muss een awer realistesch sinn, wat déi Finanzplaz betrëfft. An do ass et nun emol esou, dass leider déi goldde Jore laanscht sinn an dass mer eis och mussen dru gewinnen, dass mer méi kleng Bréidercher op där Finanzplaz baken, wat awer da riskéiert, eng Rei vun Impakter och op eis budgetär Situatioun ze hunn.

Ech wollt do trotzdem op e puer Punkten agoen. Wéi den Zoufall sou spillt, war gëschter Generalversammlung vun der ABBL. D'Madamm Minister an ech selwer haten och déi grouss Chance, op enger anerer Manifestatioun nach derbäi ze sinn, wou eng Rei interessant Rieden och iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz gehale gi sinn. An do muss een awer trotzdem e puer Constatate maachen an et sinn einfach objektiv Constaten. An ech zitieren hei de President vun der ABBL, dee gesot huet, dass d'Finanzplaz un Attraktivitéit agebeisst huet. Ech stellen einfach elo mol déi Ausso esou dohin.

Wat een dann awer um Terrain constatéiert – an dat ass eigentlech eppes, wat mer Gedanke mécht, an ech

huelen un, dass d'Madamm Finanzminister sech déi selwecht mécht; ech mengen, dass ass eppes, wat mech wierklech e bësse perturbéiert –, dass ass, dass mer am Moment eng Tendenz gesinn op eiser Finanzplaz, dass eng ganz Rei vu Banken, déi am Moment nach als Filialorganisatioun sinn, a Succursale reconvertéiert ginn. Ech wëll Iech elo hei kee grouss juristeschen Exposé maachen, wat den Ennerscheid ass zwëschen enger Filial an enger Succursale. Et ass esou, dass eng Filial eng onofhängeg Struktur ass, eng eegestänneg Gesellschaft, während eng Succursale iergendwéi vun enger anerer Struktur, meeschtens dann am Ausland, ofhänkt.

Firwat soen ech dat, firwat ass dat wichtig? Dass ass wichtig an deem Sënn: Wann déi Tendenz virueet, ass et esou, dass duerch déi Reconvertioun fir d'alleréischte eng ganz Rei vun Aktivitéiten net méi wäerten hei zu Lëtzebuerg vun deene Banke gemaach ginn. Fir d'éischt emol, wat d'Informatik betrëfft, net ze ënnerschätzen! Dat wäert och dozou féieren, dass mer vill manner Leit op deene Banke wäerte beschäftegen. Mee virun allem – an dat, mengen ech, muss all d'Finanzpolitiker an dësem Haus interesséieren – wäerten doduerch manner Recette-budgetaire generéiert ginn, well natierlech och duerch Restrukturatiounen, duerch de Fait, dass déi Banken natierlech a ville Länner aktiv sinn, do hin an hier gereecht wäerte ginn, wat d'Beneficer ugeet. Ënnert dem Stréch wëll ech Iech soen, dass domadder och d'Recette-budgetaire riskéieren erfrozegeen.

Dann – an ech mengen, dass ass einfach generell op dëser Welt –: D'Banke verdéngen net méi déi selwecht Suen. Et war elo ze liesen, dass 20 % vun de Banken, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, scho guer kee Benefice méi gemaach hunn, well eeben och am Private Banking d'Situatioun net méi déi ass, déi se bis elo nach ëmmer war, an och dat soll eis ze denke ginn.

An da schlussendlech, an dat ass net deen onweesentlechste Punkt, wou ech net midd ginn, dass ëmmer erëm ze soen: Am Moment ginn d'Banke quasiment erdréckt vun enger Regulatiounswell. Gëschter hu mer hei kuerz nëmmen iwwert d'Schwierigkeet geschwat, fir haut iwwerhaupt an dësem Land nach e Bankkont kënnen opzemaachen. Ech kéint Iech elo nach ganz vill aner Beispiller nennen. An dat féiert einfach derzou, dass déi Banken, déi mir hei hunn, och zum Deel u Kompetitivitéit par rapport zu Banken am Ausland, an der Europäescher Unioun, awer ganz besonnesch ausserhalb vun der Europäescher Unioun verléieren.

An duerfir kommen ech net derlaanscht ze soen – a mäin exzellente President vun der Finanzkommissioun huet et schonn ervirgestrach –: Mir ginn do confrontéiert mat enger Rei vun europäeschen Direktiven. Ech wëll elo net an den Detail dorop agoen. Do ass notament déi „Unshell companies directive“. Ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kollegen: Wann déi an där doter Form duerchgeet, gëtt dat eng Katastroph, och fir eis Finanzplaz. Well Dir musst wëssen, d'Finanzplaz, dass sinn net nëmmen Banken an et sinn net nëmmen Fongen. Do hu mer ganz vill Prestataire-de-services, déi do ronderëm dréien, a mir hunn, well mer oft doriwier schwätzen a leschter Zäit, den Horesca-Beräich, deen och zu engem net onweesentlechen Deel vun de Bankaktivitéiten an dësem Land leeft. Dat heescht, dass dote féiert natierlech alles derzou, dass mer do erëm wäerten Abuse maachen.

Duerfir nach eng Kéier, ech maache wierklech en Appell an ech weess, dass ech do op en oppent Ouer stoussen. Ech wëll, wéi gesot, hei keng Panik maachen, mee trotzdem muss ee wëssen: Mir sinn am Moment an engem kriteschen Moment, och vun der Zukunft vun eiser Finanzplaz, ukomm. A mir mussen, Madamm Finanzminister, ganz gutt oppassen, ganz gutt oppassen,

wéi et zu Bréssel an deenen nächste Wochen a Méint virueet. An ech warnen iwwerregens och nach eng Kéier: Et geet emol guer net nëmmen hei ëm Lëtzebuerg, et geet ëm d'Zukunft vun der Europäescher Unioun, an ech kommen herno och nach eng Kéier drop zrëck. Wa mir de Leit, déi an Europa, an der Unioun wëllen investéieren, et quasiment onméiglech maachen, an Zukunft e Bankkont opzemaachen, wéi wëlle mer dann nei Aktivitéiten an dës Europäesch Unioun kréien? Wann all Virement – ech hu jo gëschter dat Beispill ginn – hei duerchliicht gëtt, Virementen, wou net emol en Ufank vu Risk vu Blanchiment besteet, wou mer de Banken eng onsënneg Aarbecht octroyéieren, geet dat net gutt aus!

An duerfir soen ech Iech nach eng Kéier alleguerten: Et gëtt wierklech Zäit, dass mer och eng Kéier zu Bréssel d'Handbrems aleen, well soss gi mir déi grouss Verlëierer an der internationaler Bankecommunity!

Léif Kolleeginnen a Kollegen, ech kommen dann zum aneren Deel vun eiser Wirtschaft, an och do gëtt et munches ze soen. Ech wëll haut elo net, obschonn ech et kéint maachen, eng grouss Ried iwwert d'Diversifikatioun halen. An dach muss ech soen, dass op engem Punkt d'Regierung – an ech schwätzen net nëmmen vun dëser, mee och vun der viregter, wat jo déi selwecht ass – vläicht wierklech versot huet, an dat ass um Niveau vun der Diversification économique.

An ech muss soen, gottseidank ... an ech hu jo de fréiere Wirtschaftsminister net ëmmer mat Händschen ugepaakt an dësem Haus. Ech muss em awer eppes héich urrechnen, dass ass, dass en zumindest dee ganze Space-Mining-Beräich do developéiert huet, dee sécherlech zu enger Rei vu schlechte Punkte gefouert huet, an ech brauch déi net hei opzezielen, zumindest ass awer do versicht ginn, en neien Aktivitéitsberäich ze schafen, deen awer eng Rei vun Aktivitéiten an dësem Land generéiert. Ech stellen awer fest, dass ausser deem Space Mining net ganz vill komm ass. Wou ass de Logistikberäich drun? Dat war emol eng Zäitchen e Beräich, dee sollt gepusht ginn. Ech wëll net op déi onsäglech Diskussiounen iwwer FAGE a Knauf zrëckkommen. Ech stellen awer och fest, dass den Dossier Google säit Méint eigentlech net méi bougéiert. An ech stellen einfach eng Kéier déi Fro: Wou wëlle mer higoen? Wat fir eng Zort vu Betriber wëlle mer unzéien?

An da vläicht och ee Wuert zu der Industriepolitik, Här Minister. Alleguerten d'Evaluatiounen, d'Avise soen et: Mir ginn a Richtung vun enger desindustrialisierter Ekonomie. Dobäi wëll ech net soen, dass mer erëm kënnen an d'70er-Jore zrëckkommen. Mir brauchen awer, léif Kolleeginnen a Kollegen, an deem Land nach e Minimum un Industrie. An ech géif emol gär wëssen: Wat ass d'Strategie vun dëser Regierung a puncto Industriepolitik?

Ech wëll net op déi ganz Diskussioun LIBERTY Steel agoen. Ech stelle just fest – an dat ass och eng generell Remark –: Mir dierfen och net an eng Well kommen, weeder an Europa nach hei zu Lëtzebuerg, wou kee Stol méi produziéiert gëtt a wou mer de Stol mussen muer a China oder soss enzwoosch an Asie kafen! Dat kann och net am Sënn vun enger gutt funktionéierender europäescher, awer och lëtzebuergescher Wirtschaft sinn.

Léif Kollegen alleguerten, ech kéint elo nach ganz vill iwwert d'Diversifikationspolitik soen. Ech wëll dat awer net maachen, well mir läit wierklech dat Land an déi Wirtschaft um Häerz. An ech mengen, dass et och kee Sujet ass fir Poleemik oder bëlleg Oppositionspolitik. An et geet hei wierklech ëm d'Wurscht!

An duerfir wollt ech elo kuerz op fënnf Punkte agoen, déi fir eis och prioritär sinn, wann ee vu Wirtschaftspolitik schwätzt. An deen éischte Punkt, op deen

ech ganz kuerz wëll agoen, well meng Zäit mer et net erlaabt, ze vill laang driwwer ze schwätzen, dat ass dee vun der Transition énergétique. Et ass e weesentleche Punkt, ech brauch net dorop anzegoen. Meng Suerg – an ech mengen, net nëmme meng Suerg, d'Suerg vu ganz ville Leit och an deem Land – ass, dat mer hei de Betriber eng Previsibilitéit ginn, dat mer d'Betriber honnertprozenteg, zweehonnertprozenteg ënnerstëtzen. Ech gesinn – an ech wëll der Regierung dat och gär zougestoen –, dat eng ganz Rei vu Mesurë geholl ginn, déi och gutt sinn. Ech hunn awer nach ëmmer d'Impressioun aus ville Gespréicher, déi ech mat deene Leit féieren, dat se sech awer zum Deel am Stach gelooss fillen. An ech fannen, dat d'Regierung hei wirkleech muss honnertprozenteg hannert de Betriber stoe mat Initiativen, déi se sécherlech hält, mee do kéint een nach vill méi maachen.

Ech wëll och do elo net an den Detail goen, ech hu just trotzdem ee wichtege Punkt, an dee gëtt a villen Avisen, och vun deene concernéierte Chamberen, ëmmer erëm opgeworf: dat ass d'Fiskalpolitik um Niveau vun der Transition énergétique. Do ass nach ganz vill Loft no uewen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, notament wat d'Ofsetzbarkeit vun Depensen betrëfft.

An do géif ech wirkleech awer nach eng Kéier den Appell un de Wirtschaftsminister riichten, dat een dat nach eng Kéier genau nokuckt, well do gëtt et zum Beispill all déi Käschen um Niveau vun der Formatioun – Formatioun ass och esou wichtege um Niveau vun enger Transition énergétique –, déi kënnen d'Betriber iwwerhaapt net ofsetzen. Dat ass net normal a wéi gesot, ech wär do frou, wann d'Regierung mindestens eng Schëpp géif bäileeën!

Zweete Punkt: Digitaliséierung. Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wéi oft et virkënt, dass quasiment kee Riedner net eemol hei op der Tribün dat Wuert „Digitaliséierung“ an de Mond hält. An ech mengen, jiddwereen ass jo och mat d'accord, dat mer do musse virukommen. An déi Digitaliséierung ass par ailleurs och e wichtege Punkt vum PNR. An ech wëll hei wirkleech net soen, d'Regierung hätt näischt gemaach oder géif näischt maachen, mee wann ech einfach déi brut Zuele kucken – an déi Zuelen hunn ech net erfondt, déi kann een iwwerall noliesen –, muss een dach awer eng Rei objektiv Constate maachen. Ech huelen zum Beispill d'Digitaliséierung an der Fonctioun publique, e Sujet deen oft abordéiert gëtt: Just 38 % vun de Bierger a vun de Fonctionnaires, déi do schaffen, hunn dee sougenannte VPN-Accès. Ech wëll elo net am Detail drop agoen, aus wat dat besteet. Just een Drëttel vun de lëtzebuergesche Bierger huet e Kont bei guichet.lu. Just een Drëttel vun de Bierger huet esou een Accès.

Ech hu gesinn, eng 100 oder nee, pardon, hei hunn ech d'Zuel, 15 Milliounen Säite ginn nach ëmmer gedréckt vum CTIE, an op där anerer Säit hu mer just 5,9 Milliounen Copie-digitallen. Ech mengen, dat muss engem dach ze denke ginn! Ech soen d'Zuel nach eng Kéier: 15 Milliounen ginn nach ëmmer an der traditioneller Form gedréckt a mir hu just 5,9 Milliounen Copie-digitallen.

An dann einfach eng Zuel, déi eis, mengen ech, méi brutal wéi iergendeppes aneres seet, wou mer mat där Digitaliséierung dru sinn: D'Digitaliséierung stellt knapps 1 % vum Total vum Budget duer. A wann ech hei elo nëmme eng Kéier e kleng Vergläich maachen, de Vergläich mat engem Land wéi Estland – dat ass mat eis ze vergläichen –: Estland huet 450 Milliounen Signature-électroniquen. Ech konnt nach net erausfannen, wéi vill mir där hei hunn. An Estland, do hutt Der 24 Stonnen op 24 Accès bei der Fonctioun publique op all d'Servicer. Et ass e Staat, deen ass exemplaresch!

Elo soen ech Iech awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Mir hunn déi finanziell Moyenen; mir sinn nach méi

kleng wéi Estland – firwat bréinge mir et do einfach net fäerdeg, zwou Schëppe bäizeleeën an da wirkleech déi Digitaliséierung an deem Land ze kréien, déi mer onbedéngt brauchen?

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech kommen zu engem drëtte Punkt, dee fir eis och weesentlech ass, dat ass dee sougenannte „Statut de l'indépendant“.

Ech schwätzen do och am Numm vu mengem exzellente Kolleeg Marc Spautz, mat deem ech och zwou Proposition-de-loien zu deem Sujet deponéiert hunn. Mir hu gesinn, wéi wichtege och den Indépendant ass. Ech wëll net op déi ganz Diskussiounen an der Kris agoen, mee och fir déi jonk Leit – ech kommen herno nach eng Kéier drop zeréck –, et si ganz vill jonk Leit, déi wëllen Entrepreneur ginn. Déi wëllen net op eng fest Aarbechtsplaz. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dat een déi soll ënnerstëtzen. Mir hunn awer am Moment e Statut vum Indépendant, deen einfach par rapport zu deenen anere Leit net favorabel ass. Ech gi just zwee Beispiller – et ass och iwwregens do, wou den Här Spautz an ech eng Proposition de loi gemaach hunn –: Dat Éischt, dat ass déi ganz Pensionsreegelungen, déi vill méi defavorabel si fir d'Indépendante wéi fir all déi aner Leit, an dann och d'Onméiglechkeet fir d'Indépendanten, zum Beispill de Chômage partiel ze kréien.

Ech mengen, wa mir wirkleech wëllen dat Land hei virubréngen, da brauche mer jonk a manner jonk Entrepreneuren an da musse mer awer och eppes fir d'Indépendante maachen. An ech fannen, dat d'Regierung do wirkleech net schnell genuch virukënt. An duerfir och hei nach eng Kéier den Appell: Wannechgelift, den Här Spautz an ech, eis zwee fällt keen Zack aus der Kroun, wann d'Regierung eis zwou Propositionen einfach iwwerhëlt, da wärem mer mol schonn e weesentleche Schrëtt do virukomm.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Da kommen ech zum véierte Punkt – dat ass och e bëssen en Dada vum Här Roth a vu mir, mee net nëmme vun eis; wann een a ganz villen Avisa liest, gëtt dat iwwerall ëmmer erëm incriminéiert –: Dat ass déi Fro, dat mer wëssen, dat besonnesch elo während deene Jore vun der Pandemie extreem vill Ekonomien op de Banken ugeheeft gi sinn. A mir hätte wirkleech gär, dat déi Ekonomien net an den Immobilier ginn – a mir hu schonn honnertmol heiriwwer geschwat –, mee dat déi endlech an d'Économie réelle ginn, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Fir dat mer dat awer fäerdegbréngen, musse mer dat steierlech méi interessant maachen. A wann ech kucken – an ech mengen, et si vill Riedner, déi dat de Moien hei gesot hunn –, wéi vill Avantagen een haut kritt, wann een an Immobilien investéiert, a wann ech kucken, wat ee kritt, wann een zum Beispill a Risikokapital geet, fir an eng Startup ze investéieren: Näischt. Zero. Null. An dat ka jo net sinn!

Wann een och e bëssen international Rapport liest iwwert déi Milliarden, Billiounen, déi do op de Konte sinn, mengen ech, muss dës Regierung onbedéngt en Effort maachen, fir dat mer endlech do eng Legislatioun kréien, déi iwwregens aner Länner schonn zum Deel hunn; ech gesinn dat hauptsächlech an der Belsch an a Frankräich. A fir Iech do e bëssen Drock ze maachen, wäerten de Kolleeg Gilles Roth an ech an den nächste Wochen do mat enger konkreter Proposition de loi kommen.

Dann e leschte Punkt, deen awer net onwichtig ass, deen och e weesentlechen Deel vum PNR ausmécht, dat ass dee vun de sougenannte „Skills“, Talenter.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu reell e Problem an deem Land, fir Talenter heihinner ze kréien. An ech schwätzen elo mol net nëmme vu Supertalenter,

mee iwwerhaapt vu Leit, déi gewësse Kompetenzen hunn. Et gëtt quasiment kee Beräich, wou een net Kloen an de leschte Wochen a Méint kritt huet, dat ee kee méi géif fannen.

Dat ass elo e reelle Problem, dat mir keng kompetent Leit méi hei op Lëtzebuerg unzéien. Wat mer awer nach méi ze denke gëtt – an ech hu selwer zwee Bouwen an deem Alter, ech schwätzen alt oft mat hinnen a mat hire Kolleegen – dat ass, dat ee mierkt, dat och ëmmer méi jonk Leit net méi wëllen zu Lëtzebuerg bleiwen, well se einfach soen: „Mir kréien an anere Länner vill méi Chancen, vill méi Méiglechkeete wéi zu Lëtzebuerg“. An dat ass eppes, muss ech Iech soen, wat mer éischtens als Papp wéideet, mee awer och als Politiker. Soss war Lëtzebuerg e Land, wat d'Leit ugezunn huet. Jonk Leit ware frou, fir erëm an dat Land hei zeréckzekommen.

Ech hunn elo d'Impressioun, dat et de Contraire ass, dat vill jonk Leit souguer net méi wëllen, déi eng héich Formatioun hunn. An dat muss eis alleguerten ze denke ginn.

Ech wëll dat hei och elo guer net poleemesch gesinn, mee et ass eng Realitéit. An d'Zuele soen net nëmme, dat vill Leit an d'Ausland ginn, well d'Logementspräisser ze héich sinn, mee et sinn der och ganz vill, déi fortginn, well se der Meenung sinn, dat se sech hei zu Lëtzebuerg net esou kënnen developpéieren, wéi se dat an anere Länner kënnen maachen.

A just ganz kuerz zwou Propositionen, déi hu mir net erfondt an ech net erfondt, déi sinn awer net falsch an ech géif se duerfir och nach eng Kéier widderhuelen: Mir musse vill méi schnell detektéieren, wat d'Besoine vun der lëtzebuergescher Wirtschaft sinn. Dat funktionéiert net. Dat ass och net ëmmer ganz einfach an duerfir proposéiere mir dat, wat, wéi gesot, vill aner gescheit Leit och scho proposéieren, dat mer endlech en Observatoire des compétences hei an dat Land kréien, fir dat mer iwwerhaapt emol wëssen, wat déi Kompetenze sinn, déi déi lëtzebuergesch Wirtschaft an dëst Land brauch.

Mir sinn och der Meenung, dat een de Lifelong Learning nach vill méi muss ënnerstëtzen an dat déi Entrepreneuren do och steierlech nach vill méi mussen ënnerstëtzt ginn. Voilà, déi puer ganz konkret Propositionen, déi mir och do wéilte maachen.

Ech kommen, Här President, zum Schluss. Ech hunn et virdu gesot: Eis Wirtschaft leeft nach ëmmer, d'Finanzplaz funktionéiert och nach, mee mir mussen eis iergendwéi an eiser Mentalitéit – an ech huele mech an eis alleguerten och do mat dran – lassléise vun deem Gefill, dat alles automatesch wier. Ech hunn heiansdo d'Impressioun – an den Här Bauler nickt hei zoustëmme, wou ech ëmmer ganz frou driwwer sinn –, ech hunn heiansdo d'Gefill, dat wann een ...

(Interruption)

... iwwer eng Finanzplaz schwätzt, da gëtt ee scho gelungen ugekuckt, Här Bauler. Elo soen ech Iech awer, et ass awer wichtege, Dir Dammen an Dir Hären, dat mir eis Gedanke maachen – an ech si bestëmmt elo keen Apostel hei vun der Finanzplaz, ech weess awer, wat déi Finanzplaz fir dat Land bedeit –, dat mer eis vläicht och emol méi Gedanke maachen, wéi et virugeet. Well eppes wäert net méi geschéien, dat ass, dat d'Entrepreneuren, d'Leit, wéi dat an den 80er-, 90er-Jore war, einfach hei op Lëtzebuerg kommen. Haut muss een drëm kämpfen. Haut muss ee besser wéi deen anere sinn. Wann een dat net fäerdegbréngt, dann ass een an där doter Welt verluer!

Ech wëll hei och eppes besonnesch à l'adresse vu der Madamm Backes soen: D'Regierung huet vill Efforte gemaach, fir dat mer vun deene Lëschten do

eweckkomm sinn. Dat ass gutt, dat ënnerstëtze mir. Mir mussen allerdéngs wëssen, datt d'International Communautéit ni wäert akzeptéieren, datt et zu Lëtzebuerg eng gutt a kompetitiv funktionéierend Finanzplaz gëtt. Dat wäert ëmmer enger Rei vu Länner a Finanzplazen net goen. Duerfir warnen ech och dovur ze mengen, et misst een ëmmer iwwerall noginn an da géif ee vill besser an der internationaler Communautéit dosto. Ech wëll net herno an engem Land liewen, wou mir dann zwar an den Hitparade vum Blanchiment – oder géint de Blanchiment – op éischter Plaz stinn, mee wou kee Mënsch méi hei op Lëtzebuerg wëllt e Kont opmaache kommen. Dat ass net déi Welt, an där ech op jidde Fall an, ech ka mer virstellen, eis Kanner a Kandskanner wëlle liewen.

Duerfir – an ech géif domadder ophalen –: Mir waren ëmmer e Land, wat innovativ war, wat ëmmer virun deenen anere war. An ech gesinn d'Madamm Reding, déi schonn eng gewëssen Zäitchen derbäi ass. Mir hunn ëmmer innovativ Léisunge proposéiert a mir waren ëmmer First Mover a mir hate keng Angscht. Haut hunn ech d'Gefill, datt mer eis fir d'éischt froen: „Wa mer dat doten elo maachen, riskéiere mer do net vläicht, iergendwéi eng op den Hutt ze kréien?“ Abee, Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdu gesot ginn: „Mat Angscht mécht ee keng Politik.“ Duerfir géif ech mir wënschen, datt mer an Zukunft erëm méi eng proaktiv Politik maachen, mat manner Angscht, an da sinn ech och iwwerzeegt, datt et an déi gutt Richtung geet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Mosar. An de leschten geschriwwene Riedner fir de Moien ass den honorabelen Här Marc Spautz. An da géife mer Schluss maache fir de Moien, an de Mëtteg erëm um 14.15 Auer, véirel op zwou, ufänken, wou dann direkt d'Regierung d'Wuert kritt, fir op d'Diskussion vum de Moien ze reagéieren.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Et ass just deen heite Pak Pensiounen, méi ass et net.

(M. Spautz montre une pile de papiers au président.)

M. André Bauler (DP) | D'Lat läit héich, Här Spautz!

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, zu deser fortgeschrittener Zäit kann ech mer erlaben, verschidde Saachen aus menger Ried ewechzeloossen, well meng ...

Plusieurs voix | A!

M. Marc Spautz (CSV) | ... exzellent Kolleegen, ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... de Gilles Roth bei de Renten, de Laurent Mosar bei de Betriber a bei der Formation, scho viles gesot hunn. Et ass mer awer wichteg, un eppes ze erënneren, wat och haut hei ëmmer erëm ënnerstrach ginn ass an och déi lescht Wochen a Méint, dat ass den Dialogue social.

Ech wëll just soen, beim Dialogue social ass et wichteg, dass een den Dialogue social net nëmmen an de Mëttelepunkt stellt, wann ee Problemer huet oder eng Kris huet, mee dass den Dialog social och eppes ass, wat ee muss fleege a wou ee muss probéieren, reegelméisseg am Kontakt ze sinn, reegelméisseg am Echange ze sinn an net nëmmen d'Leit rufft, wa Problemer sinn. Och an der Famill rufft een d'Leit jo net ëmmer nëmmen, wa Problemer sinn, mee et rufft een d'Leit och fir besonnesch Geleechtheeten, fir eng gutt familiär Ambiance ze halen.

An esou ass et och am Dialogue social. En Dialogue social, dee Lëtzebuerg ganz vill bruecht huet, der Lëtzebuergier Ekonomie vill bruecht huet, dem Lëtzebuergier Sozialliewe vill bruecht huet, dee muss een och fleege an heegen.

An dofir wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, dass mer als CSV och schonn d'lescht Joer d'Regierung e puermol opgefuerdert hunn, wéi wichteg et wier, eng Tripartite ze maachen a mat de Partner ze diskutéieren an ze schwätzen.

Mir hunn elo déi lescht Deeg ... an dofir e grouse Merci un d'Madamm Minister Yuriko Backes an de Minister Franz Fayot fir déi Explikatiounen, déi mer kritt hunn, souwuel iwwer den Tripartite-Accord wéi elo iwwer dat, wat am PNR, am PSC ass. Ech war och e bësse berouegt an der Tripartiteskommissioun, dass ech ouni Bac+5 erlieft hunn, dass och Leit mat Bac+5 am Ufank Schwierigkeeten haten, verschidde Saachen an den Tabloen ze verstoen. Dat huet mech awer iergendwéi berouegt. An ech ginn dovun aus, dass an deenen nächste Wochen déi néideg Erklärungen wäerte kommen. An de Fraktiounschef vun der LSAP huet de Moien nach eng Kéier gesot, dass een all déi Saache soll schrëftlech eraginn, fir dass och Kloerheet herrscht an der Tripartiteskommissioun, wat bei deenen eenzelne Punkte gemengt ass, wat ech och eng ganz gutt Propos fannen, fir dass mer och do alleguerte vun deem selwechte schwätzen a vun där selwechter Analys.

Well an der Tripartite ass et wichteg, dass een emol fir d'éischt déi selwecht Bestandsopnam mécht. Dat ass net nëmmen an der Tripartite, mee och am Dialogue social. Ech ginn do ëmmer nom Prinzipp „voir, juger, agir“. Wann ee sech beim „voir“ schonn net eens gëtt, bei der Situatioun, fir d'Bestandsopnam ze maachen, da brauch een iwwer déi zwee aner iwwerhaapt net méi ze diskutéieren, well da gëtt et näischt. Wa mer eis emol alleguerten eens sinn – an dat hat ech verstan, dat war awer an der Tripartite de Fall bei hinnen alleguer –, dass mer e Problem hei zu Lëtzebuerg hunn, wéi et de Moment leeft, an dat onofhängeg vun der Ukrain-Kris, well et ass vu menge Kolleegen de Moie schonn ënnerstrach ginn: Mir haten och schonn Energieproblemer, mir haten och schonn eng Präisproblematik virun dem Ukrain-Krich. An et ass net eréischt am Februar, wéi den Här Putin gemengt huet, d'Ukrain unzegraifen, dass do déi Problemer komm sinn, mee déi ware schonn do an och do hatt ee scho missen iwwer verschidde vun deene Punkten diskutéieren.

Ech mengen, dass mer hei zu Lëtzebuerg mussen oppassen, dass mer kee Schnëtt duerch d'Gesellschaft kréien, dass mer an deem räiche Lëtzebuerg, wat iwwerall virbäi ass an alle Statistiken – gëschter ass nach ënnerstrach ginn, déi Zweet souguer am Environnement –, do awer keng Zweeklassegesellschaft kréien, fir net ze soen: Mir hu se schonn. An dee Chiffer, dee geet jo och aus dem Rapport ervir, dass mer plazeweis zwëschent 18 % an 22 % leien, wa mer vun Aarmut schwätzen. A wa mer de Rapport huele vun der Madamm Franziskus, deen deemools am Optrag vum Familjeministère eng Kéier gekuckt huet: Wat brauchts de hei zu Lëtzebuerg, fir kënnen convenabel ze liewen?, da komme mer iwwer 20 %. Well do gëtt et jo och nach gerechent, dass de och nach eemol de Mount däreft an de Kino goen, an dass de och nach eemol de Mount däreft verschidden Aktivitéite mat dengem Partner oder denge Kanner maachen. An do ass d'Schéier nach vill méi grouss!

An dofir däreft een och net bei all deene sozialen Errungenschaften, déi d'Sozialpolitik hei zu Lëtzebuerg erreicht huet an déi och plazeweis exemplaresch sinn – ob dat den RMG, de REVIS, de Mindestloun, d'Allocation de vie chère ass –, net vergiessen, dass

dat Errungenschaft si vum soziale Volet hei an eisem Land, an dass mer eis och domadder kënnen bretzen. Mee dat däreft awer net doriwuer ewechtäuschen, dass mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer Leit hunn, déi sozial Problemer hunn, an déi ganz grouss sozial Problemer hunn!

An den Haaptpunkt bei deene soziale Problemer – an et ass schonn hei ënnerstrach ginn, an net méi spët wéi lescht Woch hat och mäi Kolleg, de Marc Lies, nach eng Kéier drop higewisen – ass dee vum Logement. Wann d'Leit esou vill hei mussen ausgi wéi a kengem anere Land an der ganzer Europäescher Unioun, fir kënnen ze wunnen, da mussen eis Paie méi héich sinn, da mussen d'Recetté vun de Stéit méi héich sinn, fir iwwerhaapt kënnen hei ze wunnen!

Une voix | Ganz richtig!

M. Marc Spautz (CSV) | A wa mer elo amgang sinn, ëmmer méi ze erliewen, dass bei deene Frontalieren, bei deene mer jo elo gläich iwwer 200.000 sinn, den Undeel vun de Lëtzebuergier, déi an hirem eegene Land Frontaliere sinn, ëmmer méi grouss gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, well se sech d'Wunnen hei net méi kënnen leeschten, da muss ee sech awer Froe stellen. An da muss een och soen: Dann ass awer eppes an eisem gudde System iergendwéi falsch gelaf.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | An da geet et net duer, dass mer all sechs Méint soen, mir misste méi bauen, a mir maachen et net. Et geet net duer, dass mer all sechs Méint an enger neier Analys feststellen: Mir mussen méi bauen. Mir mussen méi séier bauen. Mir mussen méi héich bauen. Mee da mussen mer och Decisiounen huelen, fir dass mer a) méi séier bauen, dass mer b) och administrativ e bësse méi séier virukommen, a firwat net, et ass schonn de Moien hei gesot ginn, d'Beispill huele vun Tinyhaiser, dass mer op d'mannst de Leit och hëllef kënnen, ...

(Interruptions)

... e Wunnsätz ze kréien.

Gëschter hu se nach d'Bilane bruecht, dass ëmmer méi Leit, déi souguer schaffe ginn – d'Caritas huet dat jo ënnerstrach –, keng Wunneng méi fannen, well se kee Revenu hunn, dee se kënnen hannerleeë fir ze lounen, respektiv well iwwerhaapt näischt am Marché do ass.

An do, Dir Dammen an Dir Hären, léif Leit, do ass et wichteg, dass mer eppes ënnerhuelen, well nëmmen da komme mer och aus der Situatioun eraus. An da kënnen mer et vläicht fäerdegbréngen, dass d'Schéier vun Aarm a Räich net och nach méi grouss gëtt.

Ech wëll och soen: Déi Leit, déi am meeschte betraff si vun där ganzer Situatioun, si Monoparentauxen, kannerräich Familien a virun allem och Leit – an dat gëtt et ëmmer méi a vun deenen ass nach weider net geschwat ginn –, déi sech an engem Reclassement befannen, Leit, déi sech an engem onsécheren Aarbechtsverhältnis befannen, respektiv keen Aarbechtsverhältnis méi hunn, well se am Berufsliewe reklasséiert gi sinn an do a Prozeduren hänken. Dat sinn déi Leit, déi am meeschte betraff sinn.

An ech mengen, dass et do och wichteg ass, dass mer och do och déi néideg Akzenter setzen an net ëmmer soen: „Mir sinn déi bescht am Kannergeld, mir sinn déi bescht an der Allocation de vie chère a mir sinn déi bescht am REVIS“, mee dass mer deene Leit och déi Hëllef zoukomme loossen, déi se brauchen, fir dass se eng Chance hunn, kënnen zrëckzekommen op den Aarbechtsmaart, a fir dass se och erëm d'Chance hunn, eng Méiglechkeet ze kréien, an der Gesellschaft derbäi ze sinn.

Da schwätze mer och gläichzäitig vun deene Leit: Déi eng kënnen sech d'Wunne leeschten, déi aner net. Ech hat net méi spéit wéi viru 14 Deeg – an ech weess, dass den Delai nach net ofgelaf ass – eng Question parlementaire un d'Madamm Finanzministesch an un den Här Logementsminister gestallt.

Mir wëssen duerch d'Zënspolitik, déi de Moment leeft – do hunn ech eng aner Meenung wéi den Här Kartheiser –, dass deemno, wat elo geschitt bei den Zësen, verschidde Leit eng ferm an d'Akaul kréien. A virun allem déi, déi elo Schold hunn, Leit, déi sech verschëlten hunn. An och wann nach näischt un Zëns-saz geschitt ass vun der Europäescher Zentralbank, gëtt et awer scho Leit, déi am Januar e Prêt ugefrot hunn an elo matgedeelt kritt hunn, wéi se ënnerschriwwen hunn, dass dat, wat se zréckzebezuelen hunn, zwëschent 300 a 400 Euro de Mount an d'Luucht gaangen ass.

A wann et elo eréischt lassgeet, an dat hei am Land, an dat bei enger Bank, déi dem Staat gehéiert ... An dofir muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wat bedeit dat? Wat bedeit dat fir déi Leit, déi decidéiert hunn, en Haus ze kafen, en Ënnerdaach ze kafen, fir dass se och do Hëllef kréien? Ënnerhëlt de Staat nach eppes? Kréie mer nach zousätzlech Aiden, déi mer deene Leit kënnen ginn?

Well wann et duerno weidergeet, déi Leit e Prêt hunn an d'Zësen an d'Luucht ginn, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ... Ech wëll Iech drun erënneren, wat an den 90er-Jore lass war, wéi vill Haiser do ënnert den Hummer komm sinn, well d'Leit net méi nokomm si mam Zréckbezuelen vun hire Prëten. Dat war, wéi mer eng Zënslaascht haten, déi 6 %, 7 % ausgemaach huet, plazeweis souguer bis 8 % an 9 % eropgaang war. Do si mer elo wäit dovun entfernt, awer do ass schonn eng Kéier eng Well gewiescht, well d'Leit net méi nokomm si mam Bezuelen. An dat dierf een dann och net an deem ganze Pak iwwergesinn.

A wann ech dat am Dokument vum Minister Fayot kucken, wou en exzellent ënnersträicht, am Kapitel 4.3, mir missten alles maachen, fir Pauvretéit ze verhënneren, mir misste kucken, dass et keng Pauvretéit méi gëtt, ben, da geet et net duer, sech ëm déi 22 % ze bekëmmern, mee dann och ëm déi 20 %, déi potenziell kënnen drënnerkommen.

Ech wëll do ënnersträichen: Den Här Hahn huet gëschter a senger Ried iwwert d'Energiediskussioun, déi mer mam Här Turmes haten, ënnerstrach, dass ëmmer méi Leit, déi net esou op där Aarmutsgrenz leien, Schwie-regkeeten hunn, fir dat ze bezuelen, wat de Moment verlaangt gëtt, ob dat Energie ass oder och nach an anere Punkten, soudass mer eis jo am Fong eens sinn, wa jo och Majoritéitspolitiker soen, dass dat amgang ass, e Problem ze ginn, dee mer hunn.

An e leschte Punkt, deen ech wëll ënnersträichen an deem Kader, dat ass bei anere Präisser: Net méi spéit wéi haut de Moie kann een an enger belscher Dageszeitung, déi zu Lëtzebuerg erauskënnt, kucken, wat d'Präispolitik ass hei zu Lëtzebuerg a wéi d'Präisser an d'Luucht gaange sinn, ob dat vum Flesch ass, ob dat vum ... D'Fleesch: 20,56 % méi deier, also ausser d'Schwéngfleesch. Bei deem ass et en anere Punkt. Wann een da kuckt, wat d'Nuddelen, d'Deegwuener ubelaangt: 11,56 % méi deier. Miel a Weess: 9 % méi deier.

(Interruption)

A lo wësse mer, dass dat den Ufank ass. A mir wëssen, dass d'Ukrain ee vun deene gréisste Weesproduzenten an Europa an op der Welt ass, ... wat do nach wäert hannendru kommen. De Kaffi 7 %, d'Grompere 6,99 %, de Botter 4,75 %. Déi si méi deier ginn an deene leschten Deeg. A wann Der dat alles zesummerechent, dann

ass de Kierfchen, wann s de akafe gees, fir déi selwecht Produiten, elo a viru sechs Méint, da geet et net duer mat 100 Euro weider, mee dat sinn der ganz vill méi.

Ech mengen, dass et och do wichtig ass, dass mer dat och an där ganzer Diskussioun net vergiessen, wa mer soen: „Do kriss de jo nach 88 Euro oder 74 Euro“, wat net näischt ass, mee ob dat Punkte sinn, déi duerginn, fir alleguerten déi Deierechte kënnen opgefänken? Da si mir heibannen, eis mécht dat manner aus wéi deene Leit, vun deenen ech elo just geschwat hunn, deenen, déi op der Aarmutsgrenz sëtzen. Well déi iwwerleed sech dann zwee- oder dräimol, ob se dat mathuelen oder ob se dat net mathuelen.

Et muss ee sech och bewusst sinn, an dat ass dat Allerschlämmst, obwuel ech an enger Hisiicht ... Wann ee fäerdeg Produite kuckt wéi fäerdeg Essen, déi ginn och extra an där Präistabell opgefouert, déi sinn och vill méi deier ginn. Déi sinn och iwwer 3,36 % méi deier ginn. Et ass net, dass et dann heescht: „Déi huele sech jo ëmmer dee fäerdege Menü.“ Mee och déi sinn an d'Luucht gaangen. A wann Der 28 Deeg am Mount muss zwëschent 3 % a 4 % méi bezuelen, da wësst Der alleguerten, wat dat ënnert dem Stréch bedeit.

An ech mengen, dass et do wichtig ass, dass mer eppes ënnerhuelen an dass mer do och déi punktuell Aiden deene Leit zoukomme loossen, déi se brauchen. An dofir war ech ganz frou, wéi ech dat gelies hunn, wat den Här Fayot an deem Kapitel ugedeit huet. Mee ech mengen, et geet net duer, et unzedeiten. Mir mussen och konkret deene Leit, déi ech elo grad beschriwwen hunn, hëllef.

Ech hat nach eppes virbereet iwwert d'Renteproblematik, mee elo huet de Claude Haagen gëschter plus ou moins alles gesot: Dass mer amgang sinn, an eng Richtung ze goen, déi net gutt ass, dass mer nei Weeër musse goen. Ech mengen, de Gilles Roth ass de Moien och schonn do drop agaangen. An do ass et jo och wichtig, an do gëtt erëm de Sozialdialog ënnerstrach ... Elo hu mer erëm e Problem, dann ass de Sozialdialog erëm wichtig.

Deen Dossier geet elo weider un e Gremium, deen am Sozialdialog funktionéiert, de Conseil économique et social. An ech sinn da mol gespaant, wat am Conseil économique et social als Propose kënn, fir dass mer wierklech verhënneren, dass eng Generatioun, déi elo ufänkt, herno Schwierigkeete kritt, mee dass mer och déi Generatioun net vergiessen.

Well et war och grad déi Generatioun, déi an der Covid-situatioun mat am meeschte gelidden huet. An do, Här President, wëll ech drun erënneren: Mer haten eng Interpellatioun gemaach, fir driwwer ze schwätzen. D'Jugend als déi Betreffen an der Covidpandemie war bis elo nach net emol um Ordre du jour. A mir wiere frou ... Dat hätt gutt gepasst, wa mer dat Gespréich am Virfeld vun deser Debatt hätte kënnen féieren, wa mer dat och eng Kéier géifen an de Mëttelpunkt stellen.

Ech wollt nach schwätzen iwwert d'Betriber an de Restauratiounssecteur. De Laurent Mosar ass schonn drop agaangen. A virun allem mäi Kollege, de Félix Eischen, hat och do schonn eng Heure d'actualité heibannen, wou mer geschwat hunn iwwert d'Situatioun, déi et an der Restauratioun gëtt. An eng aner Heure d'actualité, bei där mer heibanne geschwat hunn, war déi vun der Bildung, vun der Bildungspolitik, vum Handwierk, der Unerkennung vum Handwierk. Och dat ass eppes, wat ech nach eng Kéier wëll soulevéieren.

De Laurent Mosar ass virduer op d'Skillspolitik agaangen, dass et wichtig ass, dass mer gutt forméiert Lëtzebuerg hunn. An dat brauche mer an alle Sparten, well soss kréie mer Problemer an all deenen anere Secteuren, déi et gëtt.

An da muss mer och do e Kampf géint d'Schoulouf-brieche maachen. Net géint déi Leit, mee deene Leit Hëllef ginn, Aidë ginn, fir dass se eng Méiglechkeet hunn, wa se d'Schoul ofgebrach hunn, dass mer se opfänken. An och do, einfach e Gesetz ze maachen an ze soen: „Elo gi se bis 18 Joer an d'Schoul, dann ass de Problem geléist“, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech gleewen elo net drun, dass domadder de Problem geléist ass. Mee et muss een erausfannen, wat de Problem bei deene Jugendlechen ass, deene Jugendlechen eng Hëllef ginn, eng Hëllefstellung ginn, eng aner Orientéierungsméiglechkeet ginn, an net einfach just soen: „Elo gi se bis 18 Joer an d'Schoul, dann ass de Problem geléist.“

An ech wëll drun erënneren, Här Baum: Wéi mer vu 15 op 16 an d'Luucht gaange sinn, hate mer och alleguerte gehofft, domadder wier de Problem geléist. Mee och dat, hu mer herno festgestallt, huet de Problem net aleng geléist.

Här President, ech mengen den Här Baum wollt mech eppes froen.

M. Gilles Baum (DP) | Nee, ech wollt Iech näischt froen.

M. Marc Spautz (CSV) | A!

M. Gilles Baum (DP) | Ech wollt Iech soen, Här Spautz: Gitt eis emol d'Chance, dat Gesetz do a Rou duerchzekucken, erkläert ze kréien. An Dir wësst jo, dass dat jo net direkt ufänkt, mee dass mer eis do eng Virlafzäit ginn, fir deene Kanner dann och eng individuell Betreuung zur Säit ze stellen. Gitt eis emol d'Chance. Mir wëlle jo do eppes maachen.

Mme Simone Beissel (DP) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Ech ginn Iech dann d'Chance an da si mer emol gespaant. Mee denkt un dat, wat ech gesot hunn. Et geet net aleng duer ze soen: „Mir gi vu 16 op 18 Joer an d'Luucht.“

Da mengen ech, dass grad an der Formatioun eng Zesummearbecht mat der Economie och wichtig ass, fir dass mer, och wa mer wëssen, dass mer nei Aarbechtsplaz kreéieren, aner Aarbechten dohinner kréien, dann och déi Leit um Lëtzebuergger Marché fannen, fir dass déi an deene Betriber agestallt ginn. Nach ëmmer gëtt et Betriber, déi sech hei am Land nidderloossen, wat eng gutt Saach ass. Felicitatioun, Här Minister!

Mee wa mer da lauter Leit mussen huelen, déi net dem Lëtzebuergger Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn, déi d'Qualifikatioun net hunn, muss ee sech och do d'Fro stellen, ob et net wichtig wier, dass dat zwëschent dem Aarbechtsministère, dem Educatiounsministère an der Economie vill méi fléissend géif lafen, fir dass et och méiglech ass, dass do déi Leit vun Aarbechter a Beamten op dem Lëtzebuergger Marché kënnen agestallt ginn. Well dat ass oft e Problem, virun allem am industrielle Beräich, wou mer dat feststellen, dass dat net machbar ass.

Ech kéint elo nach virufieren iwwert d'Work-Life-Balance, iwwert d'Zäitkonten, d'Teleearbecht, d'Flexibiliséierung vum Congé parental an esou weider an esou fort. Dat alles hat ech mer nach virbereet. Mee wann ech d'Auer kucken, muss ech Iech soen, well dat och beim Här Fayot, am Kapitel 5 vu sengem Plang, virkënn: All déi Saachen, déi et do gëtt ... Ech huele mer dann eng Kéier d'Fräiheet eraus, bei enger anerer Geleeënheet mam Här Wirtschaftsminister respektiv sengem Kollege vun de Classe moyennes doriwwer ze schwätzen, well dat awer alles an d'Betribspolitik erageet, an dat ass och eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik.

E leschte Punkt, deen ech awer wëll soulevéieren, léif Kolleginnen a Kollegen, dat ass d'Gesondheetspolitik.

Mir hate gëschter heibannen eng Motioun, déi vun der CSV erakomm ass, betreffend den IRM, déi ofgebaatscht ginn ass, fir dem Här Di Bartolomeo säi Wuert „baatschen“ ze gebrauchen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass net mäin ...

M. Marc Spautz (CSV) | An haut de Moien hunn ech do um Radio héieren, hei zu Lëtzebuerg bräichs de, fir e Rendez-vous an engem IRM ze kréien, bis zu 18 Méint!

Une voix | Bravo!

M. Marc Spautz (CSV) | Ech muss Iech awer soen ...

(Brouhaha)

Une voix | Mammographie!

M. Marc Spautz (CSV) | Jo.

Une voix | Dat sinn zwou verschidde Saachen!

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, mee et ass awer en IRM!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass awer net ze toleréieren.

Une voix | Et ass e Skandal!

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wëll awer ...

(Coups de cloche de la présidence)

... soen, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass net ze toleréieren.

M. Marc Spautz (CSV) | ... ech wëll awer soen, dass ech dach awer iwwerrascht sinn, wann ech erkläert kréien, mir hätten eelef IRMen an et géife keng Problemer ... oder et wieren nach Problemer do, mee dat géif awer alles ëmmer besser ginn, an dann hu mer a verschiddene Regiounen 18 Méint an an där beschter Regioun dräi an en hallwe Mount, déi s de muss

waarden, fir bei enger Mammographie e Rendez-vous an engem IRM ze kréien. Ech muss dach soen, léif Kolleginnen a Kollegeen, dat ass an der Question parlementaire beäntwert ginn, déi net ech gestallt hunn, kee vu menger Blutgrupp gestallt huet, mee vun enger anerer, an d'Äntwert ass komm vun der Mardamm Gesondheetsministesch.

An ech wëll doriwwer eraus soen: Ech war genaousou iwwerrascht, wéi déi Diskussioun war mat Ettelbréck, an duerno mam IRM, wéi ech héieren hunn op de Welle vu Radio Lëtzebuerg, dass do gesot ginn ass: „Jo, d'Chamber huet dat Gesetz gestëmmt 2018. Da muss d'Chamber och kucken, dass en neit Gesetz kënnt. A Gesetzer ginn net vun haut op muer gemaach.“ Ech muss Iech soen, ech sinn do ganz bei Iech. Gesetzer ginn net vun haut op muer gemaach. An d'Chamber muss hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech war awer iwwerrascht, well grad déi Ministesch, wou mer ... Freides huet se eng Pressekonferenz gemaach, méindes ass de Projet nach net deposéiert gewiescht an de Samschdeg drop ass e Gesetz gestëmmt ginn.

(Interruption par la présidence)

Dass een da seet, d'Chamber wier relativ lues an hirer ...

(Interruption par la présidence)

... Ëmsetzung vu Gesetzer, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech hunn ...

(Interruption par la présidence)

... dat net gutt fonnt, net éierlech fonnt, ...

(Interruption par la présidence)

... well mir hu Gesetzer.

(Interruption par la présidence)

Ob se ëmmer gutt waren, ...

(Interruption par la présidence)

... dat weess ech net, ...

(Interruption par la présidence)

... well mir hunn oft Nobesserunge missen maachen.

(Interruption par la présidence)

Soss war et awer inhaltlech gutt, mee et däerf een awer dann net soen, d'Chamber, ...

(Interruption par la présidence)

... d'Chamber géif net séier genuch schaffen. Well mir hu bewisen an der Covidkris, a mer hunn och bewise gëschter an der Energieproblematik, dass ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Spautz, d'Auer ass op rout!

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, mee et waren och Ënnerbriechungen, Här President.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

An ech schreiwen d'Minuten op, Här President, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... ob Der bei deenen aneren och ëmmer esou genau sidd wéi hei bei mir!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

M. Gilles Baum (DP) | Mir mussen d'nächste Kéier ...

M. Fernand Etgen, Président | Domat si mer um ...

M. Gilles Baum (DP) | ... de Modell 4 ufroen.

M. Fernand Etgen, Président | ... Enn vun der Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um Véierel op zwou nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen. Iech all e gudden Appetitt.

(La séance publique est levée à 13.05 heures.)

50^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique p. 31**
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et le programme national de réforme (PNR) (suite) p. 31**
Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (interventions de M. Gilles Roth, M. Gilles Baum, M. Dan Kersch, M. André Bauler, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Sven Clement et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Franz Fayot | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. Dan Kersch)
- 3. Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de l'Ukraine face aux attaques de la Russie p. 35**
Exposé : M. Claude Wiseler
Discussion générale : Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen)
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Claude Wiseler (parole après ministre) | M. le Premier Ministre Xavier Bettel | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) | M. Yves Cruchten (parole après ministre) (interventions de M. Sven Clement) | M. Claude Wiseler (parole après ministre) | M. le Premier Ministre

- Xavier Bettel | M. Claude Wiseler (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
Vote sur la motion (intervention de M. Michel Wolter) (rejetée)
- 4. Motion de Mme Viviane Reding relative à l'offre des opérateurs de télécommunication pour les réfugiés en provenance de l'Ukraine p. 39**
Exposé : Mme Viviane Reding
Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
Mme Viviane Reding (motion retirée)
 - 5. Question élargie n° 140 sur la réduction du temps de travail p. 40**
M. Dan Kersch (interventions de M. Michel Wolter) | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
 - 6. 7990 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail p. 41**
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7990 et dispense du second vote constitutionnel

7. 7988 – Projet de loi instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers p. 42

M. Gilles Baum

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum (intervention de Mme Josée Lorsché)

Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. François Benoy, M. Laurent Mosar et M. Sven Clement) | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7988 et dispense du second vote constitutionnel

8. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen p. 45

Exposé : Mme Martine Hansen

9. 7982 – Projet de loi portant modification des articles 1^{er} et 32 du Code de la sécurité sociale p. 46

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7982 et dispense du second vote constitutionnel

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'introduction d'une prime pour les apprentis sous le « régime concomitant » p. 48

Discussion générale : M. Gilles Baum | Mme Martine Hansen

Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

**11. 7976 – Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance p. 48**

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Tess Burton | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7976 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.17 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Nee, Här President.

2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et le programme national de réforme (PNR) (suite)

M. Fernand Etgen, Président | No den Debatte vun de Moie kënnst d'Chamber elo zur Stellungnam vun der Regierung. Ech ginn d'Wuert un d'Finanzministesch, d'Madamm Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | De Mëtteg ass et dann op dëser Säit méi roueg wéi während mengem Discours vu gëschter. An Dir sëtzt elo esou wäit ewech, Här Roth.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, haut ass et méi roueg, Här Roth, well et si verschidde Leit vun der CSV-Fraktioun nach net hei. Duerfir kënnst Der op Ärer Plaz sëtze bleiwen. Et ass net wéi gëschter.

M. Gilles Roth (CSV) | Sot, Här President, ech wëll Iech just un eppes erënneren: Dir sidd de President vu 60 Deputéierten an net de President vun der Majoritéit. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Gilles Baum (DP) | O, e bëssen Humor.

Une voix | Här Roth. Här Roth!

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, ech sinn am Fong geholl zoustänneg als Chamberspräsident,

datt op alle Fall déi Debaten hei an aller Serenitéit kënnen gefouert ginn.

M. Gilles Roth (CSV) | Ma da gitt Iech drun!

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Roth, wat ass geschitt an der Mëttegstonn? De Moie waart Der vill besser gelaunt.

M. André Bauler (DP) | Ech proposéieren, datt mer elo d'Ministesch schwätze loosson.

(Interruption et brouhaha)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll Iech Merci soe fir deen exzellenten Debat vun de Moien. Dat war jo da mäin éischte PSC. Ech léieren natierlech och all Dag nach bäi. Ech fannen, déi Diskussioun vun de Moie war wierklech extreem wichteg an och ganz interessant. Ganz vill wichteg Punkte si mentionéiert gi vun all den Deputéierten an ech soen Iech Merci dofir.

Fir Previsiounen opzestellen, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, an enger Situatioun, wéi mer se haut hu vu Krich, vu Krisenzeiten, ass ganz schwéier. Mir wëssen net, wéi et weidergeet. Mir wëssen net, a wéi eng Richtung eventuell nach eng Eskalatioun ka weidergoen, wat dat heescht, wat dat heescht fir d'Energiepräisser. Wat fir en Impakt de Krich och weider op eis Wirtschaft huet, alles dat wësse mer net, an dat mécht déi ganz Situatioun natierlech net méi einfach, wéi mer eis Zukunft da gemeinsam hei gestalten.

Am PSC ginn also haaptsächlech de Constat économique an och d'Budgetperspektive gemaach. De Format, ech mengen, mir haten et scho gesot, gëtt vun der Kommissioun virgeschriwwen, fir eebe kënnen vergläichbar Zuele fir all d'État-membren ze hunn. Et sinn natierlech immens vill Zuelen. Hannert deenen Zuele stinn natierlech Politicken. Hannert deenen Zuele stinn natierlech och Leit. An et ass fir déi Leit an och déi Beriber, wou mer hei alleguerte schaffen.

Ech hu ganz vill Notte geholl de Moien, dofir probéieren ech, mech elo hei e bëssen zurechtzefannen, fir op déi verschidde Saachen anzegoen.

Ee Wuert vläicht: Defizit an d'Staatsschuld. Ech mengen, mir ginn a ganz Europa beneit fir déi Situatioun, fir déi finanzbudgetär Situatioun, déi mer hunn. D'Schuld, déi ass héich, dat hunn ech och gesot, mee si ass awer déi zweetniddregst an der EU. De Sold vun der Administration publique war bei Wäitem dee beschten an der Eurozon. „D'Zäit vu Schéiwiederpolitik ass eriwwer“, ass de Moie gesot ginn. Also op alle Fall vu mengem Point de vue, ech schwätzen op alle Fall näischt schéin. Dat entsprécht och net mengem Charakter. Ech wëll ganz éierlech hei kënnen schwätzen, mat Iech schwätzen. Ech wëll éierlech kënnen hei Politik mat Iech zesumme maachen, well ech mengen, et ass dat, wat erfuerdert ass. An dofir, mengen ech och, misste mer wierklech éierlech d'Defien ...

M. Gilles Roth (CSV) | An dat éiert Iech och!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Villmools merci. Voilà! Ech mengen, d'Zukunft, déi gestalte mer jo hei och zesummen an dofir ass et mer wichteg, och op déi Aart a Weis kënnen mat Iech zesummenzeschaffen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | E Wuert iwwert d'Tripartite, an do soen ech Iech och Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht och an der Kommissioun, déi vum Här Gilles Baum geleet gëtt. Ech mengen, do stelle sech bestëmmt nach e ganze Koup Froen. Dat ass och déi Plaz, wou mussen déi néideg Explikatiounen da kommen. An ech mengen, och dat misste mer ganz seriö zesumme weidermaachen, well ech mengen, mir wëlle jo alleguerte virukommen, dass déi Instrumenter, déi mer wëllen en place setzen, och esou séier wéi méiglech gräifen am Interêt vun de Bierger vun dësem Land.

Ech wëll awer, dass mer net vergiessen, dass mer hei – ech sinn nach ëmmer am Kader vun der

Tripartite – keng strukturell Mesuren decidéieren. D'Tripartite ass, wéi mer alleguerter wëssen, e Kriseninstrument, Mesuren am Kontext eebe vum Report vum Index, déi mer geholl hunn, fir dann och de Leit de Kafkraaftverloscht ze kompenséieren, an alleguerter déi aner Mesuren, déi och an deem Kontext sollen ugeholl ginn. Wéi gesot, mir maachen hei keng strukturell Mesuren, mee déi sinn eeben am Kader vun enger Kris, wou mer d'Leit wëllen ënnerstëtzen.

E Wuert iwwert d'Steieren. Ech hunn Iech alleguerter ganz gutt nogelauschert. De PSC ass net d'Plaz, wou Steiere reforméiert ginn. An deem héijem Haus, dat wësse mer jo, wäert och geschwënn en Debat iwwert d'Steiere gefouert ginn. Ech hunn och keen Datum, mee ech mengen, dat ass e ganz extreem wichtige Sujet, well mer do wierklech mussen zukunftsorientéiert diskutéieren, denken. Ech wäert an deem Kontext och nach e ganze Koup Diskussiounen a Gespréicher féieren. An där Kris, an där mer elo sinn, ass et net de Moment, fir elo en vitesse un de Steierschrauwen ze dréinen. Et ass op alle Fall net esou, wéi ech et gesinn. Natierlech maachen ech mir och weider Gedanken, wéi een eise Steiersystem méi gerecht, méi kompetitiv a méi nohalteg kann a muss gestalten.

E Wuert dann iwwert de Pensiounssystem. Deen ass och, d'Sécurité sociale ass och erëm mentionéiert ginn de Moien, an e extreem wichtige Sujet. Als Finanzministesch huelen ech natierlech och de Constat, deen do gemaach gëtt, ganz seriö. Den zoustännege Minister huet dee gëschter, virgëschter presentéiert. Mir gesinn, dass kuerz- a mëttelfristeg eise Pensiounssystem also op zolitte Féiss steet. Dass et da méi laangfristeg schwéier gëtt, dat wësse mer, dat ass och keng Neigkeet an dat muss mer ginn genau am A behalen.

An an deem Sënn fannen ech et och wierklech elo dee richtege Wee, dass den Avis vum CES gefrot gëtt an dass eebe mat de Forces vives vun der Natioun zesummen dann no Léisunge gekuckt gëtt, wéi mer eis do an der Zukunft kënnen opstellen.

E Wuert zum Stabilitéitspakt. Verschiddener vun den Hären an Dammen Deputéiert hunn dese Sujet ugeschwat. Do wëilt ech Iech soen, dass Gespréicher iwwer esou eng Reform schon zanter méi laanger Zäit lafen. Méi konkret hu se effektiv och ugefaange virun der Pandemie. Am Hierscht huet sech dunn d'Dynamik e bësse méi entwéckelt, dat war da kuerz virun der Zäit, wéi ech déi heite Fonctioun opgeholl hunn. Fir awer op eng Remark ze reagéieren, déi de Moie gemaach ginn ass: Also Lëtzebuerg huet sech bis elo ëmmer derfir agesat, dass déi 3 % a 6 %, déi sougenannt „Maastrichter Kriterien“, bäibehale ginn.

Ausserdeem sollten d'Reegele vereinfacht ginn. Dat ass elo en Deel vun der Diskussioun. Och sollt gekuckt ginn, wéi d'Investissementer besser kënnen encouragéiert ginn. Do schwätze mer natierlech vun nohaltegen Investissementer, och vun Investissementer am Domän vun der Digitalisatioun.

Bon, mam Krich ass natierlech elo och déi doten Diskussioun um europäeschen Niveau e bëssen an den Hannergrond geroden. Fir mech ass et wichtig, dass esou eng Reform – dat ass och e Sujet, deen a menge Gespréicher zu Bréissel ëfters opkënn –, dass, wa mer déi Reform uginn, le moment venu, des Reform net dozou féiert, dass mer herno „deux poids, deux mesures“ hunn. Ech mengen, et ass fir eis – haaptsächlech als e klengt Land – wierklech wichtig, dass déi selwecht Reegele gëlle fir all Memberstaaten, och wa mer natierlech wëssen, dass d'Situation économique et financière vun État membre zu État membre an der EU an an der Eurozon natierlech grondverschidden ass.

Mee déi doten Diskussioun, déi ass wichtig. Wéi gesot, wéinst der Situatioun vun haut ass se jo dann och

nees e bëssen an den Hannergrond geréckelt, mee dat ass eppes, wou um europäeschen Niveau och nach ganz vill Diskussiounen wäerte lafen.

Wat dann eis Finanzplaz ugeet, do sinn ech ganz frou, dass mer am Fong, géif ech emol soen, an deser Chamber dee selwechte Constat hunn, dass d'Finanzplaz wierklech den Haaptmotor vun eiser Wirtschaft ass. Mee d'Diversifikatioun ass extreem wichtig am Secteur, am Finanzsecteur wéi och ausserhalb, an ech mengen, do wäert de Franz Fayot a senger Interventioun duerno och nach méi am Detail drop agoen.

Ech sinn natierlech am ganz reegelméisseg Kontakt mam Secteur. Ech si mer den Defie vum Secteur ganz bewusst. Bon, ech sinn elo eréischt säit e puer Wochen hei am Amt, mee ech kann Iech soen, dat ass eng vu mengen topp Prioritéiten. An an där wéineger Zäit, wou ech elo hei sinn, hat ech eebe scho ganz vill Gespréicher, soudass ech ganz sensibel sinn op d'Problemer, déi mer hunn, an och ganz sensibel drop sinn, wéi mer dem Finanzsecteur kënnen hëllef, sech weider opzestellen. Ech kommen awer nach dorop zréck.

Mir wäerten also alles drusetzen, ech op alle Fall mat der Regierung, dass mer eis Finanzplaz weider nohalteg entwéckelen, wéi scho gesot diversifizéieren an attraktiv gestalten. Do spillen natierlech eng ganz Rei vun internationalen Evolutiounen mat, op déi mer da vläicht manner Afloss hunn, mee ech mengen, wat wichtig ass, ass dass mer de besteeënden Knowhow weider opbauen, duerch zum Beispill Formatioun, zum Beispill Recherche. D'Theema Talenter op Lëtzebuerg kënnen unzéie respektiv och nei Kompetenzen entwéckelen an dann déi richtig Talenter unzéien, ass en Thema, dat ëmmer erëm mat den Interlocuteurs vum Finanzsecteur opkënn, wat ech och wäert ganz am Detail suivéiere fir ze kucken, wat ee wierklech do ka maachen.

Da gëllt et och, fir nei Beräicher ..., alternativ Investmentfongen, digital Finanzservicer, nohalteg Finanzen, ech mengen, un all deem muss mir schaffen an do muss mir och dem Finanzsecteur d'Méiglechkeet ginn, fir weider dodrop opzubauen.

Ech wëll awer och soen, dass scho ganz vill geschitt ass. Mat der Kreatioun vum LHOFT zum Beispill – dat feiert elo seng fënnf Joer – hu mer am FinTech-Secteur wierklech e Secteur geschaf, wou ee ka weider drop opbauen. Wéi gesot, mam LHOFT mécht dat eis et méi einfach. Dat war wierklech eng exzellente Initiativ.

Da gëtt et natierlech och eng ganz Rei vun anere Programmer. Ech ginn elo net ze vill am Detail drop an, mee zum Beispill Programmer wéi International Climate Finance Accelerator ass eng gutt Saach. Och op de Wee ze goen vu Master a Rechercheprogrammen iwwert d'nohalteg Finanzen zu Lëtzebuerg, dat ass eng ganz gutt Saach. Op alle Fall wäert ech weider aktiv heidru schaffen, natierlech um nationale Plang, fir ze kucken, wéi mer eis national esou opstellen kënnen, dass et dem Secteur entgéintkënn, an natierlech och um europäeschen Niveau. Ech mengen, dat ass mer jo net friem. Ech schaffe scho méi laang an deem Domän.

An d'„Shell-Direktiv“ ass mentionéiert ginn. Ech mengen, Dir fannt wahrscheinlech keen, deen dat dote méi seriö hëlt wéi ech. An all menge Gespréicher, déi ech reegelméisseg dann zu Bréissel oder och hei hunn, ass dat ee Sujet, fir ze kucken, dass mir do eeben net iwwerproportional dorënner leiden, well mir esou opgestallt si wéi mer sinn, well mir net kënnen akzeptéieren, dass déi ganz grenziwwerschreidend Finanzplaz eppes ass, wat als ganz komesch ugekuckt gëtt, wou – ech mengen, et ass och mentionéiert ginn – aner Länner probéieren, eis vläicht „eidelzuckelen“. Dat kënnen mer net zouloossen! Ech wäert et net zouloossen,

soudass ech mech weider wäert ganz am Detail do-dréms bekëmmern an déi Gespréicher an deem Sënn och wäert weiderféieren.

Mir hunn awer en europäesche Kader, un dee mer eis mussen halen. Mir sinn och ganz frou, dass mer op kenger schwaarzer Lëscht méi sinn, dat heescht, mir mussen och oppassen, wéi mer eis do beweegen. An ech mengen, do si mer eis awer alleguerter eens, well dat soll jo och esou bleiwen, dass mer net méi op eng Lëscht kommen.

An et ass gesot ginn, dass ee mat Angscht keng Politik mécht. Do ginn ech Iech ganz Recht. Also aus menger Siicht op alle Fall wëlle mer Politik mat Verstand maachen! An dat maache mer definitiv, wa mer vun eiser Finanzplaz schwätzen. An ech mengen, dat maache mer och zesummen. Dat maache mer zesummen hei. Dat maache mer och zesummen an eisen Diskussiounen an der Chamberskommissioun, an der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget). An ech freeë mech do op eng exzellente Zesummenaarbecht mat Iech alleguerter, well ech mengen, wann et ee Sujet gëtt, dee fir eist Land wichtig ass, dann ass et ënner villen aneren awer definitiv och deen, wéi eis Finanzplaz sech wäert weider entwéckelen.

Dann ass nach en aneren EU-Volet, deen ech ganz kuerz wollt uschwätzen. Et ass gesot ginn, dass Lëtzebuerg Suivismus um europäeschen Niveau géif maachen. Also ech mengen, ech kann do fir d'Regierung schwätzen, mee ech wëll awer do och haaptsächlech op deser Plaz fir mech selwer schwätzen: Also et ass op alle Fall net esou, wéi ech meng Aarbecht gesinn, dass ech Suivismus um europäeschem Niveau géif maachen, an haaptsächlech net am Domän, wou ech dann hei Responsabilitéit hunn. Ech gesinn do meng Aarbecht éischter als proaktiv Saache gestalten, proaktiv agéieren am Interêt vun eisem Land, an definitiv net „suivéieren“!

Den EU-Budget ass ugeschwat ginn an ech mengen, jo, eis Budgets- a Finanzsituatioun, och wa mer wëssen, dass dat alles haut net ideal ass – ech mengen, ech hunn dat gëschter am Detail beschriwwen –, ass awer besser wéi an, soe mer, deene meeschten, wann net allen anere Länner. Dofir, fir mech ass d'Solidaritéit awer d'Essenz vum europäesche Projet! A jo, do bezuele mir derfir an. Dofir bezuele mir vill an! Mee dofir wäert ech mech awer nimools schummen. Ech mengen, mir si fir e staarkt Europa an en EU-Budget, deen deenen Ambitiounen, déi Europa do huet an déi mir matdroen, och gerecht gëtt. An dat besonnesch nom Brexit!

Dobäi wëll ech och bemierken, dass mer natierlech och europäesch Institutiounen hei hunn, dass dat och eng ganz gutt Saach ass fir alles, wat dat mat sech bréngt.

Zum Schluss, well ech mengen, meng Zäit ass och scho bal ofgelaf an de Franz Fayot ...

Une voix | Riedezäit.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Par-don?

La même voix | Är Riedezäit.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Wat hat ech gesot?

Plusieurs voix | Är Zäit.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | D'Zäit.

(*Hilarité générale*)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dir hutt eréischt ugefaangen, Madamm Backes.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir ginn Iech nach e puer Méint. Macht Iech keng Suergen!

(Hilarité)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech hat d'Riedezäit gemengt, ech preziséieren dat dann elo, well ...

(Hilarité et brouhaha)

Voilà! Also dëse PSC ass opgebaut op engem Zenario, wéi mer scho beschwat hunn, wou d'Croissance 2 % manner staark ass, wéi nach virum Krich am Fong gemengt gouf. Et ka kee vun eis an eng Glaskugel kucken ...

(Brouhaha continu)

(Mme Yuriko Backes interrompt brièvement son intervention.)

Ech hu geléiert vu gëschter: Ech halen einfach op mat schwätzen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Also d'Riedezäit ass bei 60 Minutte fir d'Regierung.

(Hilarité)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | A bon!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Also all Minutt, déi Dir schwätzt, muss keen anere vun hinne schwätzen.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | D'geopolitesch Situatioun bréngt déi Onsécherheete mat sech, déi mer deem ...

Une voix | Et gëtt vill ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, dat eent an dat anert.

Une autre voix | Loosst Iech net stéieren!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Här Di Bartolomeo, elo bréngt d'Madamm Ministesch net duerjereenen!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Keng Angscht! Ech sinn net duerjereenen, mee ech géif awer gären dem Här Fayot och d'Geleeënheet ginn, fir op senge Punkten ze intervenéieren. Dofir loosst mech wannechgelift kuerz hei zum Enn vu menger Intervention kommen. Wéi gesot, also mir sinn hei an enger Kris. Et si vläicht Polikrisen: Mir kommen aus enger Pandemie, mir hunn Inflation, mir sinn an enger Krichssituatioun. Et weess keen, wéi d'geopolitesch Situatioun sech wäert entwéckelen. Als Regierung hu mer d'Verantwortung geholl, dat mam Solidaritéitspak.

Fir mech ass et effektiv och wichteg, fir hei de Message ze ginn, dass mer awer als Land an als Gesellschaft sollen zesammekommen an eis net sollen ausereneendreiwe loosse. D'Staatsfinanz mussen op gesunde Bee stoen, dofir wäert ech mech op alle Fall asetzen. Fir mech ass et och wichteg – fir dann nach eng Kéier ze widderhuelen, wat ech gëschter scho gesot hunn –, dass mer mussen gewëssenhaft mat de Steiergelder ëmgoen, dass mer mussen kucken, dass d'Entreprise kompetitiv bleiwen, dass d'Aarbechtsplazen ofgeséchercht sinn, dass de Mënsch am Mëttelpunkt muss stoen vun eiser Politik, dass dat soziaalt Netz muss weider gestärkt ginn, dass mer gescheit Investissementer maachen, a besonnesch am Beräich vun der grénger an der digitaler Transitiooun.

An ech mengen, all déi Sujete sinn hei ugeschwat ginn, dat ass ganz wichteg. An am Detail muss mer natierlech zesummen – an ech wëll wierklech ënnersträchen: zesummen! – weider dru schaffen, well et ass och nëmme zesummen, wéi mer an enger Krisenzäit kënnen agéieren. An haaptsächlech fir dee Volet, wat eeben déi budgetär an d'Finanzsituatioun ugeet, sinn

ech natierlech ëmmer a reegelméissegem Kontakt mat der Chamberskommissioun, mat der Cofibu, déi ech weider reegelméisseg wäert informéieren iwwert d'Evolution an wou mer, mengen ech, och zesummen mussen déi richteg Decisiounen huelen, fir eis gutt fir d'Zukunft opzestellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. An ech ginn d'Wuert dann un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Och merci all den Deputéierten, déi haut de Moie geschwat hunn a sech hei bei deem Debat abruucht hunn. Et war e gudden a räichen Debat. Et ass gesot gi vun engem Riedner, dass e géif bedauern, dass et keen État de la nation géif ginn, mee dat war awer e mini État de la nation, well esou vill verschidde Sujeten ugeschwat gi sinn.

Ech géif gär op e puer Saachen agoen, déi vun de Riedner evoquéiert gi sinn, an ufänke mam Dialogue social. De Marc Spautz huet vum Sozialdialog geschwat, och am Kontext vum PSC/PNR. Ech hunn Iech gëschter gesot, dass mer do e ganz gudden Sozialdialog haten, dass mer bis elo dräi Sitzungen hate mat de Sozialpartner, mer eng véiert geplangt hu fir am Juni, fir op d'Recommendatiounen vun der Kommissioun anzegoen – an dat ass just ee vun den Aspekter vun eisem Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg.

Verschidde Ministeren hu reegelméisseg en Austausch mat de Gewerkschaften a mam Patronat. Ech hunn dat op enger ganzer Rei Industriedossieren. Mir hunn elo zum Beispill bei der schwieriger Diskussioun ronderëm Liberty Steel e reegelméissegem Austausch mat de Gewerkschaften, mir schaffe ganz enk zesummen op deem Dossier. Dann ass natierlech och den Dialogue social ganz rezent gewiescht am Kader vun der Tripartite. Och do si muncher vun Iech drop agaangen.

Ech géif hei gären nach eng Kéier betounen, dass dat e ganz gudden Dialogue social war an der Tripartite. Mir hate laang a gutt Diskussiounen. Et huet jiddweree sech eescht geholl an där Diskussioun. Et ass jiddweree zu Wuert komm. Et konnt jiddweree seng Positiounen duerleeën. An ech sinn der Meenung, dass dat, wat mer do decidéiert hunn, deem Accord, dee mer fonnt hunn op deem Solidaritéitspak, dass dat e gudden Accord ass.

Et ass en Accord, dee gezielt do korrigeiert an do intervenéiert, wou et am néidegsten ass, an dat souwuel bei de Stéit wéi och an eiser Ekonomie. Mir krute gesot, an dat ass e Constat, dee gedeelt ginn ass vun all de Parteie ronderëm den Dësch, dass mer eng ganz eescht Situatioun hunn. Mir hunn an deem Debat och vill geschwat iwwert déi schwaarze Wolleken, déi sech iwwer Lëtzebuerg – an iwwer Europa natierlech – gesammelt hunn, an nach méi säit dem 24. Februar, säit dem Ausbruch vum Krich an der Ukrain.

An där Lag waren d'Entreprises der Meenung ... oder gouf et vun den Entreprises eng staark Demande dono, dass se iwwert déi nächst Joer géifen eng Previsibilitéit kréien, dass se an där ganz onstabiler Diskussioun, an där mer dra sinn, do kéinten iwwer zwee Joer eng Planungssécherheet an eng Previsibilitéit kréien. Déi hu mer hinne ginn, a jo, och natierlech zum Präis vun enger „Manipuléierung“, wann ee wëll, oder engem Ajustement vum Indexmechanismus.

Ech géif och nach gären eng Kéier hei an der Chamber drun erënneren, dass dat net déi éischte Kéier ass, wou dat geschitt ass. Et ass viru Kuerzem scho gemaach ginn, 2012, no der grousser Finanzkris, an der Kris

vun der Dette souveraine, wou och eng Kéier iwwer zwee Joer den Indexmechanismus op ee pro Joer plafonéiert ginn ass, an dat deemools – och dat wëll ech betounen – mat vill manner voire guer kenger Kompenséierung vun där Measure. Dat ass dës Kéier ganz, ganz anescht.

Och 2006 ass dat schonn eng Kéier gemaach ginn, och mat ganz wéineg Kompenséierung. Dës Kéier ass dat, wéi gesot, anescht. Mir hu mat deem Crédit d'impôt énergie e Mechanismus, mat deem mer all d'Revenue bis 5.700 Euro brutto an de Klassen 1 an 1a komplett kompenséieren, voire souguer iwwerkompenséieren fir den Ausfall vun där Indextranche. An der Klasse 2 sinn dat Revenue bis zu 5.000 Euro. A mir waren an där Tripartite op der Säit vun der Regierung der Meenung, dass déi, déi driwwer verdéngen, dat misste kënnen aushalen, och an engem Solidaritéitsgedanken an där ganz schwieriger Lag. An dann ass et natierlech esou, dass och den 1. Abrëll, dat heescht virun emol net engem Mount, jo eng weider Indextranche gefall ass, eng Indextranche fir dës Joer.

Ab Abrëll 2023 wäert dann déi nächst Indextranche falen. Et ass also och net esou, wéi dat jo op verschiddene Plaze gesot gëtt, dass hei eng Attack op den Index stattfënt. Dat war net de Fall, och net an där Tripartite. Do ass zu kengem Zäitpunkt gesot ginn, dass ee géif hei den Index a Fro stellen. An dat ass natierlech eppes, fir mech, wat éischtens net am Regierungsprogramm steet a wat natierlech fir mech als sozialisteschen Ekonomiesminister och absolutt net a Fro komm wär.

Ech mengen, dat ass e ganz wichtige Message. Et muss ee wierklech och kënnen hei nach eng Kéier soen, dass sech wierklech jiddweree zu deem Indexmechanismus bekannt huet. A wann een elo de Géigendeel seet oder iergendwéi behaupt, den Index wär ënner Attack, an dobäi, mengen ech, awer och Abstraktioun mécht vun där aussergewéinlecher Lag, an där mer dra sinn, da leeft een a mengen Aen e bëssen an enger falscher Realitéit.

Et ass och gesot gi vu verschiddene Riedner, dass d'Zukunft keng Fatalitéit ass. Ech mengen, d'Francine Closener huet dat gesot a senger Ried. Anerer hunn eng änlech Äusserung gemaach. An ech muss soen, ech sinn natierlech och domadder komplett d'accord. Natierlech gëtt et awer verschidden Aart a Weisen, d'Zukunft ze kucken an an d'Zukunft ze kucken.

Et kann een dat maachen op eng ganz negativ Aart a Weis, wéi dat vum Riedner vun der ADR gemaach ginn ass, deem erëm eng Kéier seng – a mengen Aen – zimmlech retrograd Visioun vun eisem Land a vun der Politik fir eist Land a fir Europa duergeluecht huet, dee vun engem schlanken Staat geschwat huet, dee sech net dierf verscholden, deen och net dierf weider investéieren an d'Zukunft vun eisem Land, fir all deenen Defien ze begéinen, déi op eis zoukommen, deen och Europa am Fong éischer als e klenge Europa gesäit, deen alignéiert ass mat deene Kreesser an Däitschland, déi D-Mark-Nostalgiker sinn an déi den Euro wëlle schwächen, dee sech natierlech och erëm eng Kéier klimaskeptesch geussert huet an deen och erëm eng Kéier eng relativ grouss Proximitéit zu Russland un den Dag geluecht huet.

Ech wëll soen: Dat ass net meng Visioun vun der Zukunft vun eisem Land a vun Europa! Ech hunn do – muss ech och zouginn – éischer eng Präferenz fir méi optimisteschen Vuen, wéi déi zum Beispill vum Sven Clement, dee gesot huet: „Mir sinn der Meenung, dass mer déi Challenge vun der Dekarboniséierung, vum Kampf géint de Klimawandel a vum Verloscht vu Biodiversitéit kënnen meeschteren.“ Dat kënnen mer awer nëmme mat eise Partner an Europa. Dofir brauche mer e staarkt Europa.

Mir brauchen dofir awer och eng ambitionéiert Politik zu Lëtzebuerg. An dat kënnen mer och nëmme fäerdegbréngen, wa mer an där ganzer Diskussioun ëm Klima a Verloscht vu Biodiversitéit dat och emol als eng Opportunitéit duerstellen.

Et kann een a mengen Aen déi Course do net gewannen, wann een d'Leit culpabiliséiert, wann een ëmmer nëmme en negativen Discours huet. Et muss een dat hei wierklech och als eng Opportunitéit gesi fir d'Ekonomie, well och d'Ekonomie muss ee mathuelen. Ech sinn och der Meenung, dass een déi Challengegen do nëmme ka reusséieren, wann ee jiddweree mat u Bord hält, wann een dat zesumme mécht, an och zesumme mat den Entreprises, déi natierlech och scho souwisou um Wee si vun där Dekarbonisatioun. Dat muss mer weider ënnerstëtzen an do si mer och amgaang, dat ze maachen.

Ech kann et natierlech och net dat stoe loosse an déi Meenungen deelen, déi soen, dass mer eis do net an der Ekonomie opstellen, dass mer net genuch Diversifikatioun maachen, dass mer net genuch Efforte maachen, fir Entreprises ze ënnerstëtzen, Startuppen, Entreprises, déi an d'Innovatioun ginn.

De Contraire ass wouer: Mir maachen dat mat Aiden. Mir maachen dat mat eiser Diversifikatiounspolitik an deene verschiddene Beräicher, déi mer dofir identifizéiert hunn. Engersäits ass dat d'Logistik, déi de Laurent Mosar ugeschwat huet. Och d'Logistik ass haut net méi mat engem Clark oder mat engem Camion just doruechter fuere. D'Logistik ass och Hightech ginn. Dat ass e Beräich, deen och staark digitaliséiert ginn ass, deen am Fong extrem spannend ass a wou wierklech och eng gutt Entwécklung stattfënnt.

Dat ass och Healthtech, dee ganze Beräich vun der Santé, och där digitaler Santé. Et ass vun engem Riedner gesot ginn, dass mer viru Kuerzem zu Erlange ware beim Medical Valley. Do ass effektiv eng gutt Kooperatioun, déi sech do ubaant. Ech hat dat och scho gëschter gesot, dat ass e Beräich, dee ganz vill Potenzial huet a wou mer eis och ganz staark nach wëllen dra weiterentwéckelen. Da gëtt et de Beräich vun der Cleantech – dat ass alles, wat gréng Technologie sinn, Ëmwelttechnologien –, dee sech och gutt entwéckelt.

Mir wëssen, dass d'Industrie ëmmer méi staark digitaliséiert gëtt, ëmmer méi staark automatiséiert gëtt. Industrie 4.0 ass eppes, wat sech och rasant weiterentwéckelt. De Beräich vun der Digitaliséierung, ICT, ass souwisou en transversale Beräich, deen och all déi aner Sparten an all déi aner Secteure vun der Ekonomie mat wäert changéieren. Net méi de „Space Mining“, mee de „Space Resources“-Beräich ass och e ganz dynamesche Beräich mat enger gudder Entwécklung. Doriwwer eraus hu mer och nei Strategien: „Ons Wirtschaft vu muer“, wou mer wierklech eng digital Datewirtschaft opgezeechent hu mam Horizont 2025. D'Économie circulaire, d'Économie du partage, alles dat si Saachen, déi mer elo scho maachen an déi mer an deenen nächste Joren nach méi wäerte gesi wuessen.

Dann ass et natierlech ganz vill Hightech, mee et ass awer och Lowtech. Dee ganze Beräich vum Handwierk, dee mäi Kollege Lex Delles an de Classe-moyennë weiderbréngt, wäert och ëmmer méi wichteg ginn, well mir gesinn, dass méi wäert recycléiert ginn, méi wäert reparéiert ginn. Dat heescht, den Artisanat, d'Handwierk wäert och ganz staark u Wichtegkeet derbäigewannen.

Här President, ech mengen, dass dee Constat, deen de Laurent Mosar gemaach huet a senger Interventioun, wou e seet, dass mer engersäits eng Deglobaliséierung gesinn, dass mer eng Welt kréien, wou erëm Saache méi regional wäerte gemaach ginn, produzéiert ginn, dass dat eng richteg Analys ass. Mir gesinn dat an

Europa. Dat war schon de Fall e bëssen als Reaktioun op d'Pandemie, dass am Fong déi Autonomie strategique ouverte vun Europa eppes ass, wat ganz staark weidergedriwwen gëtt. Mir hunn erkannt, dass mer eis mussen reindustrialiséieren, oder reindustrialiséieren a verschiddene Beräicher, wou mer keng Produktioun méi hunn: Santéproduite sinn ee Beispill, Pharma-produiten, awer natierlech och Semi-conducteurs. Batterie fir Elektroautoen ass jo eppes, wat scho länger Zäit amgaang ass.

Jo, dat maache mer net zu Lëtzebuerg, mee mir kënnen awer Dealer dovunner maachen oder mir kënnen deenen Industrien och zouschaffen. An ech mengen och, dass déi ganz regional Produktioun an eng ganzer Partie vu Beräicher – wéi an der Alimentatioun, d'Landwirtschaft ass ugeschwat ginn – natierlech komplett Sënn mécht, wa mer an der Dekarboniséierung an an enger méi ëmweltfrëndlecher Produktioun wëlle weiderkommen. Dat ass effektiv e Megatrend, dee mer gesinn an deen, mengen ech, och positiv ass, an deen nach eng Kéier och elo vun deem Krich acceleréiert ginn ass.

Wat och acceleréiert ginn ass, dat ass effektiv déi Transformation écologique. Mir hunn erkannt, op eng schmerzhaft Aart a Weis, wéi ofhängeg mer si vu fossilen Energien aus Länner, déi ganz contestabel Regime sinn, an dat wäert dozou bäidroen, dass – an do sinn ech iwwerzeegt dovunner – déi ekologesch Transformatioun sech wäert acceleréieren. Et ass natierlech eng positiv Begleiterscheinung vun engem ganz schreckleche Krich.

Och d'EU ass zesummegeréckelt an dëser Zäit, jo, ech mengen, och dat ass richteg. Dat hu mer scho mam Covid gesinn. Déi 750 Milliarde mutualiséiert Dettes, déi geholl gi sinn, fir d'Relance ze maachen, fir Next-Gen-EU ze maachen, sinn och fir mech e positive Phenomeen!

Mir müssen als Europa, wa mer wëllen dat Europa bauen, wat mer gären hätten – méi e sozial gerecht, méi e ekologesch Europa –, dat zesumme maachen iwwer Projeten, déi grenziwwergräifend sinn, iwwer Projeten, wou mer an Infrastrukturen investéiere wéi, jo, zum Beispill schnell Zich, déi erwäant gi sinn, awer och an aner Infrastrukturen, déi mer brauchen, fir eng dekarbonéiert a méi sozial gerecht Regioun hei an Europa ze bauen. An doriwwer eraus muss mer och probéieren, dat global vill méi op den Agenda ze bréngen.

Ech kucken also och optimistesches an d'Zukunft. Ech mengen, et gëtt net einfach. Et si ganz vill Defien, déi mer gesinn, mee ech sinn awer der Meenung, dass mer, wa mer alleguerten do u engem Strang zéien a wa mer déi Politik verfollegen, déi am Beräich vun der Ekonomie, déi Diversifizéierungspolitik, awer och de strateegeschen Outlook, dee mer amgaang sinn opzesetze mat „Luxembourg Stratégie“, wou mer probéieren ze verstoen, wat déi grouss Tende sinn a wat déi heesche fir eis Ekonomie, dass mer do gutt opgestallt si fir d'Zukunft.

Voilà! Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir dee gudden Debat an och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Da Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci. Ech waarde vläicht eng Sekonn, bis den Här Minister op der Plaz ass. Jo, ech wollt just reagéieren. Ech mengen, datt den Här Minister och seng Ried benotzt, fir e bësse Politik ze maachen, dat ass ganz an der Rei.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Ech mengen, esou sinn d'Reegelen nun emol. Mee et ass een Aspekt, wou ech awer wierklech muss staark widdersprieche, an dat ass, wou en der ADR ënnerstellt, datt mir eng Nostalgie hätte fir eng Pre-Euro-Zäit. Dat ass natierlech just de Contraire vun deem, wat mir hei gesot hunn!

Ech hunn de Moie gesot, mir brauchen den Euro. Mir wëllen den Euro verdeedegen. Eis Finanzplaz ass ofhängeg vum Euro a fir e kënnen ze halen, müssen déi Stabilitéitskrittäre gëllen, well soss a verschiddene Länner eng Resistenz géint den Euro kënn, déi en a Gefor bréngt. Eng Reform vum Euro ass néideg, awer fir en ze retten an Zäiten, déi op eis duerkommen, an net de Contraire. Ech wëll dat nach eng Kéier kloerstellen, well ech mengen, et kann een natierlech politesche Géigner Saachen ënnerstellen, awer et dierf ee sech awer net vun der Wourecht esou wäit ewechbeweegen, datt een 180 Grad de Contraire vun deem behaupt, wat d'ADR hei vertritt. An d'ADR huet eng Pro-Euro-Politik! Mir wëllen en ofsécheren a mir hu keng Nostalgie, och wann ech selwer nach gär a Frange rechnen an a Frangen denken. Dat ass ganz schéin, awer eis Wäring ass den Euro a mir wëlle se protegéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert zrëck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci. Also bon, dass ee Politik mécht – ech sinn och Politiker –, dat schéngt mer dans l'ordre des choses.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här Kartheiser, Dir hutt geschwat vun engem Problem vu Manque de discipline an der Geldpolitik. Dir hutt geschwat vun engem Euro, deen en fait bedrot wär vu marode Finanzen an de Südlänner vun Europa; déi wäerten dat dann och appreciéieren.

Dat ass den Discours vun deene Leit, déi an Däitschland beim Bundesverfassungsgericht kloer maache géint den Euro, fir den Euro en fait futti ze maachen. Dat ass dat Eenzeg, wat ech constatéieren, an Dir sidd voll an deem Discours. Dat si Leit, déi net gären hätten, dass Europa effektiv gemeinsam Schold opheft, fir seng grouss Projeten ze finanzéieren, fir weiderzecommen, fir effektiv och Solidaritéit mat deene Länner ze weisen, déi e bësse manner entwéckelt si wéi vläicht déi am Norden, obwuel ech mengen, dass och dat e ganz nuancéiert Bild ass, wann een a Südeuropa ënnerwee ass. Ech géif Iech do emol invitéieren, heiansdo mat an Afrika ze kommen.

Mee ech mengen, dat ass en Discours, deen net konform ass zu enger ambitiöser Europapolitik. An Dir sidd voll do dran. Ech mengen net, dass Europa esou weiderkënn. Den Euro ass eng staark Wäring, déi natierlech och komplett verteidegt gëtt vun enger Europäescher Zentralbank. Dofir: Je persiste et je signe.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister. Da freet den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass schued, datt den Här Minister elo do „persiste“ a „signe“ seet, well en huet do e puer Saache gesot, op déi ech alt erëm eng Kéier wëilt reagéieren, fir all falschen Androck ze verhéieren. Ech këmmere mech net drëm, wien an Däitschland virun d'Bundesverfassungsgericht geet. Dat si Saachen an engem anere Land, déi ech hei net wëll kommentéieren, well et mech prinzipiell näischt ueget.

Wa mer awer hei am Land déi Méiglechkeet hätten, fir virun d'Verfassungsgericht ze goen, wéi mir et wollten a wëllen als ADR am Kader vun der Verfassungsreform, dann hätt ech et hei vläicht gemaach. Well mir stinn zu de Verträge! An déi gemeinsam Verschëldung ass e Verstouss géint – ausweneg weess ech et elo net méi sécher –, mengen ech, den Artikel 311 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. D'Madamm Backes erënnert sech vläicht méi prezis dorunner, well si jo och laang do geschafft huet. Mee et ass e Verstouss géint d'Traitéen. An déi éischt Konditioun, fir kënnen laangfristeg d'Stabilitéit vum Euro ze garantéieren, ass, dass déi Normen, déi mer vertraglech festgeluecht hunn, respektéiert ginn, an zwar vun all Memberstaat vun der Eurozon. Do ass den Defi!

A wann Dir elo sot, mir bréngen Europa virun, andeem mer d'Traitée verletzen, jo, da si mer net méi an enger Rechtsstaatlechkeet! Also mir soe Jo zum Euro, mir soe Jo zum Anhale vun alle Reegelen. A mir wëssen, an déi Länner am Süde wëssen och, dass se sech keng méi héich Zënslascht kënnen erlaben, well se soss a Problemer kommen, well hir Verschëldung vill ze héich sinn.

A wann eng Partei wéi d'LSAP hei nach laang an der Regierung ass, komme mir a genau déi selwecht Situation. Dofir hätt ech gär, dass bei den nächste Wale d'LSAP aus der Regierung erausflitt, well dann hu mer vläicht eng Chance, fir eng gesond Finanzpolitik an dem Land nees opzebauen.

Ech soen Iech Merci.

M. Dan Kersch (LSAP) | Gottseidank decidéiert Dir dat net, mee de Wieler!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Une voix | Dat ass eng gutt Iddi.

3. Motion de M. Claude Wiseler relative au soutien de l'Ukraine face aux attaques de la Russie

(Motion déposée en séance publique n° 48 du 27 avril 2022 – à consulter au compte rendu n° 16/2021-2022 en page 48)

M. Fernand Etgen, Président | A mir kënnen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen.

Une autre voix | Gutt geschwat, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass d'Motioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Ënnerstëtzung vun der Ukrain géintwuer de russeschen Attacken. An ech géif direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun ginn, den Här Claude Wiseler.

Exposé

M. Claude Wiseler (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech hunn d'Motioun ganz kuerz schonn erkläert gehat. Ech soen elo nach e puer Wuert driwwer, well et a mengen Aen an och fir eis Fraktioun eng extreem wichteg Motioun ass.

Mir sinn Dag fir Dag konfrontéiert mat engem Krich, deem Doudeger mécht, dee Leit leiden deet, wou Vergewaltunge stattfannen, wou d'Leit flüchten, wa se iwwerhaupt d'Méiglechkeet hunn ze flüchten, wou hinnen alles geholl gëtt, hir Haiser, hir Saachen, hir Familien. Wann een déi Biller kuckt, ass et schrecklech.

A wat eis an deem Moment gestéiert huet, dass dat, dass een d'Impressioun huet, dass mer eis un déi Saache gewinnen – kuckt d'Noriichten, dass mer virun engem Mount ëmmer deem éischte Sujet, elo si mer scho beim zweeten, drëtten, wann iwwerhaupt nach driwwer geschwat gëtt – an datt mir an och aner Länner eis en fin

de compte der Hoffnung higinn, dass dat alles iergendzwooch eng Kéier géif laanscht eis goen, dass mer net méi aus eiser Komfortzonen bräichten erauszugehen, well mer jo d'Chance hätten, dass et anerer wären, déi concernéiert wären, a mir net.

A mir sinn als Fraktioun intim iwwerzeegt, dass dat net esou ass, well et net just e Krich ass, deen an der Ukrain geschitt, mee well den Här Putin a Russland e System ugegraff huet, deen em géint de Stréch geet, deen en net kann erlaben. Well wann d'Ukrain als Demokratie an als fräie Staat Succès hätt, wär domat bewisen, dass säi System näischt daacht, an dofir d'Ukrain net weider existéieren. An dofir ass domat an eisen Aen och de Westen ugegraff.

Mir sinn absolutt voll a fest iwwerzeegt, dass wa Russland, wann den Här Putin dese Krich an der Ukrain gewënnt, dass en dann net ophält – net ophält! –, dass et da weidergeet ...

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV), auteur | ... a Moldawien, an de baltische Länner, wou och ëmmer, och op anere Plaze vun der Welt, wou ee kann Demokratien, wou ee kann déi westlech Wäerter a Fro stellen. An dofir kann et net sinn, dass en dee Krich gewënnt.

Dofir soe mir, dass et eis Responsabilitéit ass, den Ukrainer ze hëllefen – well si fir de Westen hiert Liewen asetzen –, iwwerall do ze hëllefen, wou mer kënnen hëllefen. Si kämpfen dee Krich fir eis!

Mir waren extreem frou als Fraktioun, wéi am Europaparlament déi Motioun gestëmmt ginn ass, déi relativ kloer Wieder schwätzt, mat alle Parteien, inklusiv – ech hunn dat scho gesot – deene sechs europäeschen Deputéierten, déi aus Lëtzebuerg kommen, alleguer zesummen, gemeinsam an d'ailleurs och vu sämtleche Parteien am Europaparlament.

Well déi Motioun freet dat, wat an eisen Ae richtig ass: dass ee sämtlech Waffen, déi een nëmme kann an d'Ukrain liwweren, soll liwweren, fir de Leit ze hëllefen, dass een en humanitäre Couloir soll maachen, dass ee soll kucken, dass och d'Ukrain ënnerstëtzt gëtt an hirer Volontéit, fir EU-Member ze ginn. Mir wëssen, dass dat net haut ka geschéien, do sinn nach ganz vill Etappen, mee dass se esou schnell wéi méiglech Kandidat ka ginn an dann duerch all déi prozedural Etappen geet. Si ass nach wäit ewech, ganz wäit ewech dovunner, mee trotzdem sollte mer déi Perspektiv opmaachen.

Och datt d'Sanktiounen sollen uerdentlech ëmgesat ginn, déi d'ailleurs a mengen Aen, Här Kartheiser, absolutt effikass sinn! Do wëll ech mech total an de Widersproch stelle vun deem, wat Der de Moie gesot hutt. A mir sinn och der Meenung als CSV, dass nei Sanktiounen, déi sollten d'nächst Woch kommen, absolutt sollen ënnerstëtzt ginn, wa se dann zur Effikasitéit bäidroen.

A mir sinn och der Meenung, an dat ass warscheinlech de Punkt, deen duerno Diskussiounen gëtt, dass en totalen Embargo elo direkt vu Pétrol – dee soll jo kommen –, Kuelen, nukleare Brennstoffe a Gas an eisen Aen eng Noutwendegkeet ass, well et net méiglech ass, 600 Milliounen den Dag un déi russesch Krichsmaschinn ze ginn. Dat ass net nëmme eng moralesch, et ass och eng ekonomesch Flicht an eisen Aen!

Mir sinn och der Meenung, dass ee soll d'Efforte maachen, déi musse gemaach ginn, fir déi Diversifikatioun vun eisen Energiereserven, och Diversifikatioun vun eisen Energieressourcë respektiv déi Independenz souwäit wéi méiglech an esou schnell wéi méiglech ze drécken. A mir sinn der Meenung, dass Krichsverbriecher respektiv Leit, déi Verbrieche géint d'Mënschheit gemaach hunn, virun en Tribunal solle kommen, fir do jugéiert ze ginn no deene Rechter, déi mer 100%eg ënnerschreien.

Mir hu gemengt, dass déi Motioun, esou wéi mer se hei deposéiert hunn, an déi, ech soen dat, ganz staark un déi aus dem Europaparlament ugeleent ass, sech un hir inspiréiert Europa an deelweis wuertwertlech hiren Text zrëckgehol huet, net well mer net wollten eng nei schreien, mee well mer gemengt hunn, dass vill Leit sech mat deem Text kéinten identifizéieren ... Well e schonn am Europaparlament esou gestëmmt gi war, hu mer en esou erabuecht a mir hoffen, dass och hei am Haus vill Parteien dat kënnen ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Wiseler.

Wie wëllt d'Wuert zu deser Motioun ergräifen? D'Madamm Nathalie Oberweis.

Discussion générale

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Claude Wiseler an der CSV fir des Motioun. Ech misst an e puer Wieder reagéieren, well et jo ganz vill verschidde Punkte sinn.

Op deem éischte Punkt: Dir wësst, mir gesinn d'Waffeliwwerunge kritesch. Mir gesinn do e Risiko, dass dese Krich eskaléiert, dass dese Krich och onendlech gëtt respektiv wierklech sech an d'Längt zitt. Mir gesinn och hei, an dat ass warscheinlech fir eis, soe mer mol, dee gréisste Manktum an deser Motioun, dass keen Hiweis oder keen Invite do ass fir Friddensverhandlungen, fir diplomatesch Léisungen. Mir gesi guer keen Hiweis dorobber an deser Motioun. An dat feelt eis wierklech ganz staark an deser Motioun.

Dat ass den éischte Punkt: Mir mengen, dass Europa wierklech muss méi op de Friden awierken a manner op de Krich awierken, wéi et eigentlech mam éischten Invite u sech dosteet.

Mam zweete Punkt, mam Couloir humanitaire, si mer absolutt averstanen. D'Demande d'adésion fir d'Europäesch Union, do si mer eigentlech och averstanen, mee do d'äer ee sech awer och keng Illusiounen maachen. Och dat zitt sech an d'Längt. Mat de Sanktiounen si mer gréisstendeels averstanen. Mir gesinn dat awer och relativ kritesch. Mir mengen awer och, dass Lëtzebuerg do eng spezifesch Roll huet an ënnerstëtzen awer och dat éischter positiv.

Wat den Embargo ugeet, muss een awer och soen, dass mer säit Joren drop hiweisen, dass mer eis also mussen onofhängeg maache vun de fossillen Energien. Dat ass eigentlech eng Konstant, dass ass an deem Sënn net nei. Et d'äer ee sech awer och keng Illusiounen maachen, dass, wann esou en Embargo en place wier, doduerjer de Putin dee Krich direkt géif ophalen, well en awer och sécherlech schonn Alternative prett huet. An et muss een awer och do d'Gefor vun enger Rezessioun an Europa gesinn, wann esou en Embargo wier, dass awer och erëm eng Kéier duerch eng gewisse Rezessioun, déi kéint kommen, déi ekonomesch schwaach Stéit a Leit am Endeffekt déi wieren, déi dorënner géife leiden.

Mat deenen zwee leschte Punkte si mer eigentlech éischter averstanen, dat heescht mat der Diversifikatioun natierlech. Mam leschte Punkt, dass eeben Enquête géint Krichsverbriecher gemaach ginn, si mir och ganz kloer absolutt averstanen. Mee och do menge mir, dass dat och misst weltwäit gëllen an net just an deem heite Fall. Also och do si mir averstanen.

Wann ech awer elo déi verschidde Punkte muss ofweien, muss ech Iech éierlech soen, dass, vu dass deen éischten Invite, mengen ech, deen ass, dee predominant ass an der Äntwert op dese Krich a mir déi Saach wierklech ganz kritesch gesi mat der wierklecher Gefor vun der Eskalatioun a mam Bléck an d'Laangzäit,

wou ech gesinn, dass hei de Court-termisme, déi Kuerzääsiicht, wierklech predominéiert, mir awer eng aner Siicht hunn a warscheinlech éischter wäerte géint dës Motiouen stëmmen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wär jo schéin, wa mer déi Motiouen hei net brächten. Et wär schéin, wann de Konflikt u sech mat deene Sanktiounspäck, déi mer déi lescht Wochen a Méint op europäeschem Niveau beschloss hunn, zum Auslafmodell deklaréiert kéint ginn. Mee et ass ze constatéieren, datt dat net oder nach net dat gewéinschent Zil erreecht huet.

Nach ëmmer bréngen all Nuecht Fraen a Bunkere Kanner op d'Welt. All Owend gëtt et Naissancen an där grujelegster Situatioun, déi ee sech u sech virstelle kann. An dat e puer Honnert Kilometer vu Lëtzebuerg ewech. Jo natierlech, dës Krich ass méi no bei eis, betrëfft Leit, déi ausgesi wéi mir, déi änlech gleewen, änlech feiere wéi mir. An duerfir geet en eis méi no wéi Konflikter am Jemen, am Afghanistan oder soss op der Welt.

Mee dat gëtt eis net de Fraifaartschäin, fir den Ukrainer d'Recht ofzeschwätzen, sech ze verteidegen. A wien haut fuerdert, datt mer keen Embargo géint russesch Gas-, Pétrols- oder Nukleairimporter maachen, deen desolidariséiert sech mat enger ganzer Populatioun, net méi, net manner.

Déi Motiouen hei haut net ze stëmmen, onofhängeg dovun, ob ee mat den Detailer vun der Ëmsetzung averstanen ass, mengen ech, wär en Akt vun der Desolidarisatioun an et ass eng bal moralesch Verflüchtung fir auszedrécken, datt et och Europa, och d'Europäer, och d'Lëtzebuergere eppes kaschten dierf, wann et drëm geet, Liewen an der Ukrain ze retten. Sech dohannert ze verstoppen, datt et eng Inconnu gëtt, wat geschitt, wa mer dat doten ëmsetzen, dat geet mer net wäit genuch.

Wie mengt, Russland mussen an d'Kaarten ze spillen, andeem mer weider Gas, Pétrol oder nukleare Brennes do kafen, deen huet d'Gravitéit vun der Situatioun net verstanen. A mir mussen alles drusetzen a mir mussen den Ukrainer all Moyene ginn. Ech begrëssen all Initiativ vun der Regierung, fir Waffen an d'Ukrain ze liwweren, well ech der fester Iwwerzeugung sinn, datt et net ka sinn, datt mer nokucken, wéi Ukrainer ofgemetzelt ginn.

Dofir: Mir wäerten déi Motiouen hei matënnerstëtzen, an dat net nëmme aus Iwwerzeugung, mee mat ganzem Häerzen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Entschëllegt, ech maache mer d'Pult e bësse méi héich.

Et wär vill ze soen. Dat éischt, wat ech vläicht wéilt soen – well ech profitéieren, datt den Här Staatsminister do ass –, datt ass, fir him ze soen, datt ech him Merci soen, datt en de Kontakt mat de russeschen Autoritéite weider gesicht huet. Ech halen dat fir e richtege Reflex. Den Här Staatsminister ass vill dofir kritiséiert ginn. Ech muss soen, dat ass richtig. Zemoools a Krisenzäite muss ee probéieren, mat de Géigner a Kontakt ze bleiwen, Géigner oder eebe wichteg Autoritéiten, déi an engem Konflikt eng Rôle ze spillen hunn, wéi et natierlech beim Här President Putin de Fall ass. An et ass richtig, de Wee vun der Diplomatie a vum Dialog ze sichen.

Ech wonnere mech iwwer zwou Parteien heibannen. Ech erënnere mech: D'Piraten haten hei viru Kuerzem gesot, all Waff, déi net an den Hänn vun der Polizei wär, wär eng Waff ze vill. Haut fuerdere se Waffeliwwerungen an d'Ukrain. déi gréng haten an hirem Walprogramm 2019 – ech hunn dat erausgesicht, well et esou schéin ass, wann ee bei deene Gréngen notament ka Saachen nosichen – geschriwwen: „Rüstungsexporte in Kriegs- und Krisengebiete müssen gestoppt werden.“ Ech weess net, ob den Här Bausch et gelies hat. „Um dies zu erreichen, brauchen wir eine effektive gemeinsame Rüstungsexportkontrolle in der EU.“ Dat ass de Walprogramm vun deene Gréngen.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

A Wierklechkeet maache se elo Waffeliwwerungen. Mir si komplett op der Säit vun deenen, déi de Fridde wëllen. A wann den Här Wiseler hei seet zum Beispill, datt Krichsverbrieche mussen verfollegt ginn, datt do mussen Enquêtë gemaach ginn, datt déi Leit mussen viru Gericht kommen a bestrooft ginn, souwäit et eebe méiglech ass an der Praxis, si mir komplett op där Säit.

Mee mir sinn awer Realisten. A mir sinn net bereet, an ech soen dat hei ganz kloer, en totalen Embargo elo op Energie ze dekretéieren. Dat sinn dach alles huel Wieder. Wësst Dir, wat 3 % – an dat ass dat, wat hei an der Motiouen steet: 3 % Rezessioun, dat ass dat, wat mer da géifen a Kaf huelen – géife fir d'Leit hei am Land, fir de Chômage, fir d'Wunnen, fir alles géife bedeuten? Elo ass et net méi kal, mee den nächste Wanter kéint bestëmmt.

Wann een esou Saache mécht, da muss een eng Alternativ hunn. Mir hunn déi Alternativ nach net. A virun allem: Et wirkt net, well Russland aner Méiglechkeeten huet, fir sech finanziell iwwer Waasser ze halen.

Den Här Wiseler hat och gesot: „Jo, mir bezuelen esou vill Honnerte vu Milliounen an domadder gëtt déi russesch Krichsmaschinerie um Lafe gehalen.“ Dat ass net falsch. Dat ass natierlech e groussen Deel vum russeschen Akommes. Mee och ëmgekéiert: Ech mengen, Russland bezilt Redevancen un d'Ukrain fir de Passage vu Gas iwwer déi Pipelinen, déi duerch d'Ukrain lafen. A mir kënnen och soen: Soulaang déi Gastransporter fléissen, bezilt Russland déi ukrainesch Arméi, an zwar zu 2 Milliarden Dollar, wat méi héich ass wéi déi Hëllef, déi d'Europäesch Unioun oder d'USA bis elo bezuelt hunn.

Wësst Der, déi Situatioun si komplex. A wat eise Wonsch ass an eis kloer Determinatioun, dat ass, fir de Fridden ze wierken an der Ukrain. An ech géif dofir och soen: Loosst eis dach kucken, wat wierklech lass ass.

Wou ware mir dann? Wou waren déi Resolutionen, wéi d'Minsk-Accorden net ëngesat goufen an deene leschte Joren? Hu mer eis do schon interesséiert fir d'Problemer an där Region? Wou ware mer dann, wéi mer hei geschwat haten iwwer déi Konsequenze vum europäeschen Associatiounsvertrag mat der Ukrain, wou mer deemools nach diskutéiert haten iwwer d'Konsequenze fir d'Ekonomie am Donbass? Wou ware mer dann?

Wou ware mer déi lescht Joren, wéi d'Problemer komm sinn? A loosst eis dach och realistesch sinn. Natierlech: Russland ass haut keng Demokratie méi. Et gouf eng Zäit, do war et vill méi fräi. Haut ass et vill méi autoritär. Leider! Mee d'Ukrain ass och keng Demokratie.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech géif soen, et ass eng Demokratie, si hu fräi Walen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hunn a leschter Zäit nach nogelies, wéi ...

(Interruption par la présidence)

... – kuckt Iech se un, d'Rapporte vu Human Rights Watch a vun Amnesty International a vun der OSZE – ...

M. Sven Clement (Piraten) | Och vun Ärem Kolleeg, dem Putin!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... an deene leschte Joren d'Situatioun an der Ukrain ass.

(Interruption par la présidence)

Och dat ass keng Demokratie. An dofir soen ech, déi kämpfen net onbedéngt fir eis Wäerter. Mir si fir de Fridden a mir wäerten eis konsequent dofir asetzen!

Merci.

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Marc Goergen (Piraten) | A just fir de Putin a fir soss keen!

M. Sven Clement (Piraten) | Es sprach der russische Botschafter.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel d'Wuert gefrot.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt merci, dass mer de Sujet hei an der Chamber och kënnen abordéieren. Mee ech mengen, et huet keen, esou wéi hei gesot ginn ass, d'Gefill oder d'Impressioun, ... oder a senger politescher Aktioun d'Ukrain vergiess. Et steet bei eis alleguerten op der Dagesuednung an et gëtt kee Regierungsrat, an deem mer net iwwer d'Ukrain zesummen diskutéieren.

Dat, wat den Här Kartheiser elo just gesot huet, ... jo, Dialog ass ëmmer wichteg. Ech muss Iech awer soen, dass ech déi lescht Wochen net méi Kontakt opgeholl hu mat Russland, well fir mech dat, wat elo geschitt ass déi lescht Wochen, och wäit iwwer dat geet, wat geschitt war, wéi ech déi éischt Kontakter mam President Putin hat. An ech hunn dat op Demande vum President Selenskyj gemaach, wou ech allkéiers vir-drun e Gespréich mam Här Selenskyj hat, duerno mam Här Putin an duerno nees eng kéier mam Här Selenskyj. Fir mech war et wichteg. Et ass schued, dass se net direkt matenee schwätze konnten. Et war eent vun den Haaptziler, dass déi zwee zesumme komme fir ze kucken, eng Léisung ze fannen.

Wat ech hei ëmmer wichteg fonnt hunn, Här President, an dat déi lescht – ech sinn elo bal 23 Joer an dësem Haus – 23 Joer, ass, dass mer et bei deenen internationale Froen, wou Konflikter waren, ëmmer fäerdegbruecht hunn, zesummenzehalen, ëmmer fäerdegbruecht hunn, net Politique politique op deem dote Punkt ze maachen.

An där Motiouen vun der CSV, do sinn och ganz vill Punkten dran, déi mer alleguerten als Majoritéit hei, an erlaabt mer ze soen, als Regierung kënnen deelen, ob dat ass déi militäresch Hëllef, ob dat ass vun der Mise en place vun den humanitäre Couloiren, humanitär Hëllef, integral an effikass Mise en oeuvre vun de Sanktiounen op EU-Niveau, wou mer als Lëtzebuerg ëmmer matgemaach hunn, Diversifikatioun vun onsen Energiequellen, Investissementer an erneierbar Energien an Energieeffizienz souwéi och Ënnerstëtzung vun nationalen an internationale Juridictiounen, déi an hiren Enquêtë vis-à-vis vu Krichsverbrieche hir Aarbecht solle maachen.

D'Motioun vun der CSV schwätzt och vun enger Kandidatur, vun enger Adhesioun zu der EU vun der Ukrain. Ech wëll Iech just soen: Macht net de Feeler, dass Der Moldawien a Georgien och vergiess! Dir gesitt, wat haut an Transnistrien geschitt ass, wat gëschter an

Transnistrien geschitt ass. Mir dierfen net op eng Kéier deenen dräi Länner soen: „D'Ukrain gëtt aneschters behandelt bei der Kandidatur.“ Et geet jo ëm d'Kandidatur, et ass net, dass se Member ginn! Bei der Kandidatur, wannechgelift, maacht net de politesche Feeler, dass een op eng Kéier géif Georgien a Moldawien och vergiessen.

Mir hunn och deen Octroi vum Kandidaturstatut ënnerstëtzt. Dir wësst, dass mer zu Versailles och Diskussiounen haten. An dee Sazdeel „sur la base de ses mérites“, mee do ass et ganz wichtig, wéi een en interpréiert. Firwat? Well d'Etikett vum Kandidat wëll net heeschen, dass eis op eng Kéier d'Kopenhagener Kritären egal sinn. Dat muss d'Épine dorsale bleiwen! Et kann net op eng Kéier gesot ginn: „Elo ass et eis egal, ob d'Krittären erfëllt gi vu Kopenhagen.“ Fir eis ass et wichtig, dass Fridden, Rekonstruktioun, Rechtsstaat, Droits fondamentaux, all déi Säiten och gekuckt gi vun ukrainescher Säit, an awer och vun europäescher Säit gekuckt gëtt, ob et iwwerhaupt nach d'Absorptionscapacitéit gëtt. Dat sinn all déi Krittären, déi awer net onwichtig sinn.

An et soll een elo net d'Gefill ginn, wéi wann dat vun haut op muer géif goen. Dat ass e Prozess, deen dauert och seng Zäit, mee ech weess, dass déi Perspective européenne eppes ass, wat wichtig ass. A fir eis muss dee Krittär vu Kopenhagen d'Base fundamentale bleiwen. Mir kënnen net soen, dass mer déi ausser Kraaft setzen. A mir dierfen – wann ech mer och erlabe kann, dat ze soen – net vergiessen, dass mer aner Länner hunn, am Balkan, wou et am Moment eng Poudrière ass. Erlaabt mer, Iech ze soen, dass et eng Poudrière ass! Deenen op eng Kéier d'Gefill ginn: „Jo, mee bei Iech ass et jo méi roueg. Dowéinst, Är Kandidatur, déi dauert nach, déi dauert nach, déi dauert nach“ ... Dat heescht, et ass e ganz sensibelen Dossier, bei deem een net soll einfach soen: „Elo maache mer dat do a mir vergiesse Georgien a Moldawien, an de Balkan, dat ass dann eebe fir spéider.“

Mir hunn awer e Problem, Här President, mat dräi wierklech kruzialen Elementer. Éischtens, wéi Dir wësst, ass d'Positioun vun der Regierung zanter dem Ufank vun der Kris, dass mer all Sanktioun matdroen, mee dat och am Sënn vu Konsensus. An Dir wësst, Dir hutt Verschiddener, déi gi ganz wäit, a Verschiddener, déi wëllen iwwerhaupt näischt.

Dofir ass et wichtig, dass d'Embargoen op de Produiten an der Motioun och opgeléicht ginn, an do ass et wichtig, dass mer och eng Koordination hu mat eisen enkste Partner. Mir sollen och éierlech mat eis selwer sinn. Mir sollen elo net als Energieproduzent hei optrieden, wéi wa mir alles kéinte selwer decidieren. Mir sinn en plus tributaire vum Ausland fir d'Energie. Dat ass den éischte Punkt. Dat heescht, mir mussen eis mat eise Partner awer do och wierklech koordinieren. Mir mussen mat deene schwätzen!

An déi Referenz op déi Koordination ass fir eis emol schoonn eng éischt Conditio sine qua non, déi an dës Motioun misst drakommen.

Dann d'Opléschung vun de verschiddene Mesuren am Energieberäich, déi ze ënnerstëtze wieren. Nieft dem Embargo sinn nämlech eng ganz Rei vun anere Mesuren, déi kommen. Hei gëtt just vum Embargo geschwat. De belsche Premier huet eis zum Beispill déi vum Cap proposéiert, dat heescht, dass gesot gëtt, dass bis deen dote Präis kaf gëtt an iwwert deen dote Präis gëtt net méi kaf. Et sinn eng Rëtsch vu Pisten. Et sinn déi, et sinn der iwwert d'Gaspaiement, iwwert d'Rekonstruktioun, iwwert d'Comptes fiduciaires.

Dat heescht, et sinn eng Rëtsch vu Punkten an et wier traureg, wa Lëtzebuerg op de Conseil européen géif goen, an den Eck gedréckt fir ze soen: „A nee, mir si

just fir den Embargo. Dat anert kënne mir net mat diskutieren, well eis Chamber eis gesot huet, et geet just en Embargo a soss guer näischt!“

An dowéinst, do steet „en totalen an immediaten Embargo“ – wannechgelift, maacht dat net! Den Här Wiseler souz selwer, Här President, an de Conseils européens. De Prinzipp vun Negociatiounen ass, dass een zu 27 zesummen eens gëtt. Wa 27 Parlamentar de Regierungschef soen, ier se op Bréssel ginn: „Du kanns just dat do!“, da brauche mer kee Conseil européen méi.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | De Prinzipp ass, dass mer eis eenegen. Mir sinn eis eens, dass mer déi selwecht Finalitéit wëllen. Mir sinn eis eens, dass mer politesch alleguer wëlle manner vu Russland tributaire sinn. Verschiddener si vill méi tributaire wéi mir. Däers si mer eis och bewosst. Bulgarien a Pole kruten elo de Krunn zougédreint. Da gi se bei d'Noperen! Huet dat en Impakt op eis?

Dowéinst, wannechgelift, ech weess, dass d'Vertrauen an d'Regierung op där enger Säit vun dëser Chamber méi grousst ass wéi op där anerer Säit – wat de Prinzipp vun der Majoritéit a vun der Opposition ass –, mee mir hunn et ëmmer fäerdegbruecht, zu Bréssel eng Positioun ze verrieden, déi am Interêt ass vun engem gestärkten Europa, engem géeenegten Europa a wou och Lëtzebuerg sech erafennt. Dowéinst kënne mir, Här President, als Regierung wierklech nëmme recommandieren, dass een et mat där doter Conditio sine qua non vun engem Refus immédiat an direct vu russeschem Gas, ouni aner Alternative kënnen ze hunn, net unhuele kann. Oder dat géif an déi Richtung modifizéiert ginn, dann hätte mer awer nach Manöver. Oder mir ginn op Bréssel mat gefesselte Positiounen. An dat wier och net am Interêt vu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Premierminister. Da ginn ech d'Wuert zrëck un den Auteur vun der Motioun, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech wëll e puer Saachen dozou soen, well den Här Bettel dozou och Stellung geholl huet. Ech appreciëiere fir d'éischt, wëll ech soen, dass déi Gespréicher zwëschen Iech an dem Här Putin opgehale hunn. Dir wësst, dass et der Meenung war, dass dat net op-reportun war, an ech si frou, dass et fäerdeg ass.

(Interruptions)

Soll ech méi haart schwätzen, héiert Der dann?

M. Fernand Etgen, Président | Voilà!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler (CSV), auteur | Et deet mer leed. Gutt. Mee den Här Bettel huet dat hei héieren, dat war elo mol dat Wichtigst als éischte Message eriwuer.

Déi zweet Saach, dat ass, wat Der gesot hutt, richtegerweis, iwwert d'Adhesioun an d'EU. Déi Ausso, déi hei d'Europaparlament gemaach huet, déi mir just hei am Text iwwerholl hunn, stellt dat jo och net a Fro. Mir soen, dass een elo esou schnell wéi méiglech soll kucken, dass se an e Kandidatstatut kënn, an da sinn all déi Kopenhagener Kritären – Demokratie, Antikorruptioun, wat och ëmmer, mir kenne se alleguer – absolutt noutwendeg, soss ass et kloer, dass net kann eng Adhesioun einfach esou gemaach ginn. Do deelen ech honnertprozenteg Är Meenung, inklusiv dem Krittär vun der Capacitéit d'absorption, déi Europa muss hunn.

Ech soen Iech awer just, dass an eisen Aen och nach en anere Krittär derbäikomm ass wéi dee vun der

Capacitéit d'absorption, dat ass dee vun der strategiegescher Noutwendegkeet. An ech denken, dass awer d'Situatioun fir Europa, fir d'Europäesch Uniouen geännert huet, dass déi strategiegesch Noutwendegkeet vun dem Méi-no-Bréng vu Länner wéi d'Ukrain, mee awer och am Balkan, ëmmer an ëmmer méi offensichtlech gëtt, well mer gesinn, wéi d'russesch Autoritéiten an d'ailleurs och d'chinesesch Autoritéite sech an esou Länner breetmaachen, an dat et zum absolutten Interêt vun Europa gehéiert, fir dat net zoueloossen, well dat sinn europäesch Staaten a schlussendlech, laangfristeg spéitstens, gehéiere se zu eis. Dat ass déi éischt Remark.

Déi zweet Remark, dat ass: Natierlech sinn ech och der Meenung, dass nëmme am Sënn vun dem europäesche Konsensus ka gehandelt ginn. Ech weess och, mir wëssen och, kennen och d'Gréisst vu Lëtzebuerg. Mir wëssen, dass mer näischt eleng maachen, weeder an deene Sanktiounen, déi elo gemaach gi sinn, nach a Sanktiounen, déi nach kommen. An ech hunn a multiplexer Reprise och schonn am Numm vun eiser Partei an eiser Fraktioun gesot, dass mer d'Regierung ënnerstëtzen an deem Kurs, dee se hat, fir déi Sanktiounen, déi um europäeschen Niveau proposéiert ginn, guttzeheeschen. Do hutt Der eis voll hannert Iech!

Wat eis elo ënnerscheet an där Motioun, dat ass awer och nach e wichtige Punkt an eisen Aen. Dat ass a sech dee vun dem Boykott op den Energieressourcen. Mir hunn eis et och laang iwwerluecht, mee mir hunn awer och an deene ganzen Diskussiounen gemengt, dass dat e weesentleche Punkt ass, well all déi Suen, déi a Russland elo momentan all Dag fléissen, si fir eis ..., wéi gesot, dat dreift déi Krichsmaschinnerie un op där enger Säit. Mee op där anerer Säit si mer och nach iwwerzeegt, dass et just mat dem Maximum un Zwang méiglech ass, Russland esou schnell wéi méiglech un de Verhandlungsdësch ze kréien, just mam Maximum un Zwang!

A wéi erkläre mer de Leit mat all deem, wat geschitt, dass mer net alles gemaach hunn, wat mer konnte maachen, fir déi Saach weiderzebréngen? Ech soen Iech ganz éierlech: Et stellt sech d'Fro. An natierlech kascht dat och eppes, natierlech si mir och als Lëtzeburger an als Europäer dovunner direkt concernéiert an dat wäert Konsequenzen hunn. Mee mir hunn och déi Studie gelies, déi erauskomm sinn, déi awer soen, dass dat maachbar a packbar ass, net ouni Konsequenzen, mee awer maachbar.

An ech soen Iech: Mir si fundamental iwwerzeegt, dass d'Käschte vun engem hallefhäerzegen Handeln elo vill méi héich wäerte si wéi déi vun engem strikten a konsequenten Handeln an dësem Moment. An dofir si mer der Meenung, dass dat noutwendeg ass. Déi mënschlech an déi finanziell Konsequenze wäerte soss nach méi héich sinn, wéi se souwisou scho sinn.

An dann zulescht, an dann halen ech awer op: Dir hutt Recht, dass Lëtzebuerg dat net kann eleng decidieren. An ech wëll och net ... ech verstinn dat ganz gutt, wann Der sot, der Regierung dierfen net d'Hänn gebonne sinn an Dir musst och duerno aner Kompromisser kënnen akzeptieren, wa se op dem Dësch sinn. Ech ginn Iech do honnertprozenteg Recht. Ech weess ganz genau, wéi esou Negociatiounen do lafen.

Dat Eenzegt, wat mir gär hätten, dat ass, wann déi Diskussioun an dem EU-Rot ufänkt an Dir sëtzt do an Dir representéiert Lëtzebuerg, dass Der da sot: „Mir Lëtzeburger, mir wäeren derfir, dass dat sollt gemaach ginn. Mir sinn der Meenung, dass esou e Boykott noutwendeg ass, elo an direkt. Dat ass eis Meenung als Lëtzeburger.“

Sou. An da komme jo déi Negociatiounen. An dann hutt Dir nach ëmmer all Fräiheet, fir duerno ze kucken,

als Lëtzebuerg solidaresch mat aneren noutwendegen ... Mee datt Dir awer als Lëtzebuenger eng Position ausgitt, wat mer gär hätten, schéngt mir awer eppes absolutt Normales ze sinn, wann een an esou Negociatiounen erageet. Dofir hu mer dat geschriwwen. An ech mengen, datt deen Text och net vill aneres freet.

A wann Der gär de Passage nach derbäi hätt, fir ze soen, datt dat alles just en coordination mat den europäesche Partner ka gemaach ginn, fannt Der do kee Problem bei eis.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. De Premierminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, et gëtt zwou Alternativen. Oder, mir sinn eis jo eens – den Här Wiseler seet selwer, e géif eis kee Mandat impératif gäre ginn, mee mir sinn eis iwwer de Fong eens. Dat heescht, oder et hält een dee ... Dir hutt jo d'Wuert hei, dass mir net déi sinn, déi do iergendeppes wëlle blockéieren! Au contraire, mir kucken, wéi mer gemeinsam kënnen eng Léisung sichen – gemeinsam!

Ech wëll net op Bréissel goen, andeem ech soen: „Mäi Parlament huet mir gesot, ech muss fir den Embargo sinn.“ Wann ech duerno deen Eenzeg sinn, dee fir den Embargo ass, dann hu mer och gutt geschafft!

Dofir, et ginn zwou Méiglechkeeten – ech weess, dass Der haut déi lescht Chamberssitzung hutt –: Entweder dee Paragraf gëtt gestrichen oder ... Ech weess, dass och Propositionen kumm si vun der Majoritéit bei d'CSV, fir ze kucken, dass et och an déi Richtung geet, fir ze soen: Hei, mir ënnerstëtzen dat. Mee mir wiere frou, wann do net „immédiatement“ stéing, well hei steet „immédiat“, mee dass dat geschitt, wat de But och ass, dee mer hunn, dass et déi Versioun gëtt! Soss géif ech wierklech recommandéieren, fir se net unzehuelen. Oder si geet an d'Kommissioun an da gëtt se do nach eng Kéier diskutéiert an da kënt se eng Kéier spéider erëm.

Mee ech géif et besser fannen, haut e staarkt Zeechen ze setzen, dass 60 Deputéierter heibanne soen: „Mir si solidaresch mat der Ukrain. Mir ënnerstëtzen d'Regierung, fir zu Bréissel weider dee Pak vu Sanktiounen mat ze ënnerstëtzen. A mir ginn hinnen d'Ve Trauen, dass se bei der Fro vun der Energie, wou se sech engagéiert hunn, dass mer alles maachen, fir dass mer do e Konsensus fannen, dass déi Dependence vis-à-vis vu Russland reduzéiert gëtt, bis op null geet, solidaresch mat deenen anere Kollegeen, déi sech dat net kënnen erlaben, dass se do de richtige Wee fannen, fir dass Russland net méi Europa als Cash-Maschinn huet bei der Energie.“

Dat ass dee Message, deen ech Iech haut ka ginn a wou mer zesumme wäerte kucken. An et ass den 30. Mee! Ech hunn net virum 30. Mee Conseil européen. Den 30. an 31. Mee hunn ech Conseil européen, a wann nei Sanktiounen wäerte geholl ginn, da wäert dat do decidéiert ginn, wann net virdru bei den Ausseministernen, wat och eng Méiglechkeet ass. Mee op jidde Fall, dee Conseil européen, wou ech wäert higoen, wäert érischt Enn des Mounts sinn.

Mee ech géif et hei wierklech schued fannen, wann eng Motioun, déi mer alleguerten awer am Fong ënnerstëtze wëllen – alleguerten ënnerstëtze wëllen –, duerno géif ofgeleent ginn. Dat géif ech schued fannen. Ech géif et vill méi staark fannen, wann des Chamber et fäerdegbréngt, déi Solidaritéit vis-à-vis vun der Ukrain haut ze ënnersträchen an awer, wéi gesot, der Regierung och dat Vertrauen ze schenke fir dat, wat mer och bis elo gemaach hunn, hei an déi

Richtung ze goen, déi d'Chamber eis och ginn huet, mee ouni ze soen: „C'est ça ou rien!“ – „Ça ou rien“ gëtt et net zu Bréissel, ausser et blockéiert een alles.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also ech sinn elo e bësse baff, wat de Premier der Motioun hei ënnerstellt, nämlech datt et en „dat oder näischt“ ass. Ech liesen déi éischt puer Wieder vun deem Invite, fir datt och d'Effentlechkeet sech wierklech e Bild dovu ka maachen. Ech weess, datt et ëmmer schwéier ass, am Stream an an de Videoen herno ze gesinn, wat tatsächlech am Text stoung. Et steet do: „à soutenir la mise en place d'un embargo total et immédiat“.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | „Immédiat“!

M. Sven Clement (Piraten) | „À soutenir“, dat heescht, wann een dat freet, sollt Lëtzebuerg esou ofstëmme, et ass awer keen imperatiivt Mandat. Bei allem Respekt, Här Premierminister, et ass keen imperatiivt Mandat, fir just op Basis dovunner verhandelen ze kënnen.

(Brouhaha et interruptions)

Ech sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg soll mat enger staarker Position zu Bréissel starten an, vu datt et „à soutenir“ ass, a verbessert mech, dat heescht, datt mer esou eng Position vun anere Länner sollen ënnerstëtzen, wa se opgeworf gëtt. A wann et herno dann zu engem anere Kompromëss kënt, gesinn ech näischt an där Motioun hei, wat dat net géif erméiglechen.

Dat gesot, mengen ech, datt ee sécherlech kann iwwer Wieder streiden, mee ech fäerte ganz, datt mer, egal wéi mer iwwer Wieder hei streiden, ausser mir schreiwen nach e Saz dran: „Mir applaudéieren dem Wladimir Putin fir seng Befreiung vun der Ukrain“, hei keng 60 Deputéiert kréien.

(Brouhaha et exclamations)

Nee, nee. Léif Majoritéit, loosst mech ...

(Brouhaha générale, interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. Sven Clement (Piraten) | Moment! Ech weess net, firwat déi 31 doiwwer sech grad attackéiert fillen. Well ech mengen, déi Eenzeg, déi sech kéinten attackéiert fillen, wäeren déi véier um rietse Bord!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

(Interruption par M. Sven Clement)

Den Här Yves Cruchten huet elo d'Wuert!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech ...

(Interruptions diverses)

Une voix | Den Här Cruchten huet d'Wuert!

Une deuxième voix | Loosst den Här Cruchten schwätzen!

Une troisième voix | Dat ass e staarkt Stéck!

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech probéiere mäi Besch, fir dass sech d'Gemidder alleguerte berouegen.

M. Sven Clement (Piraten) | Firwat fillt Dir Iech esou attackéiert, Här Baum?

M. Yves Cruchten (LSAP) | An deem Sënn wollt ech och meng Interventioun maachen, fir iergendwéi eppes Konstruktives ze proposéieren, wou mer alleguerten dohannert stinn. Ech wëll fir d'alleréisch emol soen, an den Här Premierminister huet et och scho gesot: Ech mengen, heibanne misste mer eis alleguerten eens sinn, dass de Contenu vun deser Motioun e wichtege ass. An et ass och e richtige Ament, fir deen ze bréngen.

An d'Ukrain an d'ukrainescht Vollek verdéngen all eis Ennerstëtzung, all eis Hëllef, egal wéi mer hinne se ginn. An ech mengen och, dass et richtig ass, dass mer mussen Russland politesch isoléieren, awer och ekonomesch isoléieren. Dat hu mer zum Deel gemaach a mir hunn et bis elo ëmmer gemaach zesummen an der Europäescher Unioun. Alleguerten déi Sanktiounen, déi geholl goufen, sinn zesummen an der Europäescher Unioun geholl ginn. Et huet kee Land eege Sanktiounen geholl, och mir net, an esou muss et och goe mat engem Embargo op dem Energieimport. Do si mer eis eigentlech och alleguerten heibannen eens, dass dee muss kommen.

Ech wëll just drun erënnere fir déi, déi dorunner zweifelen: D'Europäesch Unioun huet schon en Embargo op der Kuel decidéiert. An elo muss selbstverständlech de Pétrol nokommen. An elo muss selbstverständlech och de Gas nokommen. Mee ech verstinn awer ganz gutt, dass mer hei – esou wéi de Premierminister et gesot huet – weeder him nach eisem Ausseminister elo scho kënnen Handschellen a Foussfesselen uleeën a se dann op Bréissel schécke fir ze soen: „Et deet eis leed, mee eist Lëtzebuenger Parlament gëtt eis null Spillraum, null Sputt, fir iergendeppes mat Iech ze diskutéieren.“

Duerfir wär mäi ganz waarmen Appell un den Här Wiseler an och un d'CSV: Op eng Initiativ iwwregens vun der CSV an och vun der ADR wäerte mer de 17. Mee hei am Nomëtten eng Debatt féieren iwwert d'Ukrain an och alleguerten d'Konsequenze vum Krich an der Ukrain. Déi wäerte mer hei féieren an do wär et menger Meenung no gutt, wa mer genau eng Motioun wéi déi heite kéinten zesummen organiséieren, vläicht an der Kommissioun preparéieren, dass mer alleguerte kënnen dohannert stoen oder esou breet wéi méiglech kënnen do derhannert stoen. Dat wär mäi waarmen Appell un d'Kollege vun der CSV, dass se eis net doen déi Motioun haut hei ofstëmme, well mir mussen se leider ofleenen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Auteur, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV), auteur | Jo. Här Cruchten, ech huelen dat, wat Der sot, ganz seriö, muss ech soen. Mee op där anerer Säit, wësst Der, an dräi Wochen ... Kuckt, wat lass ass all Dag! Kuckt, wat lass ass all Dag!

(Interruptions)

An elo ze soen, an dräi Wochen, da schwätze mer nach eng Kéier driwwer an da kucke mer ... Sorry, mee ech fannen, datt et un eis ass, kloer an daitlech Saachen ze soen. An ech wëll soen, déi Saache do vun handfest ..., esou ass dat jo net! Dir wësst jo och, datt dat, wat mer hei soen, am Fong eng Position ass, déi Lëtzebuerg soll ausdrécken, a wéi all Position, mat där een op Bréissel geet, gëtt déi dann negociéiert an et kënt hannendrun dann eng gemeinsam Position eraus. Datt Lëtzebuerg awer géif soen, wat seng staark Meenung wär, schéngt eis awer an deem Moment, soen ech, absolutt normal a richtig ze sinn!

Ech verstinn och net, datt am Fong en Text, deen am Europaparlament vun Ären eegene Parlamentarier schon esou ofgestëmmt ginn ass, an inklusiv vun

eisen, datt deen elo keng Valeur méi sollt hunn – dee vun alle Parteien esou ofgestëmmt ginn ass. Et ass awer komesch, wann een dohannen eppes seet an hei eppes aneres seet. Ech halen drop, datt dësen Text haut gestëmmt gëtt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un de Premierminister.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech bereie just. Ech soen och hei, wann ech et liesen, hei steet dann „embargo total et complet“, nee, „et immédiat“, pardon! An da steet do duerno „à demander à la Commission européenne de présenter un plan visant à continuer à garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique“. Dat heescht, fir d'éischt „embargo total et complet“, an da kucke mer, ob mer iwwerhaupt nach Saache kréien!

Ech wëll just hei soen: Mir si vläicht net déi, déi am meeschten impaktéiert sinn – mir net! Mee europäesch Solidaritéit ass och, dass ee kuckt, dass déi Länner, déi am Moment keng Alternativ hunn – keng Alternativ hunn! –, op d'mannst eng Chance hunn, dass d'Kommissioun kuckt, wéi se kënnen alternativ un Energie kommen, amplaz sech ze desolidariséieren an dës le départ ze soen: „Eis ass et egal, mir sinn net betraff. Kuckt Dir, dass Der eens gitt!“ Dat ass net fir mech dat Europa, wat ech mer wënschen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Premierminister.

M. Claude Wiseler (CSV), auteur | Här Bettel, hei si Parlamentarier aus alle Länner, déi dat gestëmmt hunn, an aus alle Parteien. An Dir wësst, datt schon eng Rei vun deene Länner, déi am meeschten impaktéiert waren, decidéiert hunn, déi doten Decisiounen selwer fir sech ze huelen, mat ganz vill Courage!

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | A méi Courage wéi mir!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Dann huet nach den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, den Här Cruchten hat eng Proposition gemaach. Ech wollt em villmoos Merci soen dofir. Mir wäire bereet matzeverhandelen. Ech weess net, ob mer eis kënnen eens ginn, awer ech mengen, dat, wat Dir elo proposéiert hutt, ass op jidde Fall dat, wat mir géife probéieren esou vill wéi méiglech matzedroen am Interessi vum Fridden an der Ukrain.

A wa mer kënnen a Gesprécher erantrieden, da fannt Der bei eis op jidde Fall Verhandlungspartner. Awer am Abléck gesinn ech, datt mer eis net kënnen eens ginn, duerch d'Positioun vun der CSV. Da géif ech elo virschloen ofzestëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da komme mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo bei de Vote par procuration.

Une voix | Här President, mäin Apparat geet net.

M. Fernand Etgen, Président | Normalerweis muss ee sech aloggen, wann ee wëllt mat ofstëmmen. Ass dat geschitt?, froen ech.

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, seng Maschinn geet net. Ech sinn Zeien. Hatt dréckt drop an et geet net.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 22 Jo-Stëmmen a 37 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 23 voix pour et 37 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Aedem), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. Motion de Mme Viviane Reding relative à l'offre des opérateurs de télécommunication pour les réfugiés en provenance de l'Ukraine

(Motion déposée en séance publique n° 48 du 27 avril 2022 – à consulter au compte rendu n° 16/2021-2022 en page 49)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kennt d'Motioun vun der Madamm Viviane Reding iwwert d'Offer vun den Telekommunikatiounsbedder fir d'Refugiéen aus der Ukrain. Ech ginn direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, déi honorabel Madamm Viviane Reding.

Exposé

Mme Viviane Reding (CSV), auteure | Merci fir d'Wuert, Här President. „Iwwerall do hëllef, wou ee kann hëllef“, dat war d'Theema vun deem Text vum Europaparlament, deen an der Motioun vun der CSV stoung an deen elo dee Sort hat, dee mer wëssen.

Fir déi ukrainesch Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg hëllef se alleguer: de Staat, déi privat Hëlleforganisatiounen, d'Entreprises, d'Gemengen, Privatpersounen. Op europäeschem Niveau hu sech d'Telekomindustrien zesummesat an den 8. Abrëll mat 25 Ënnerschrëften en Text erausgi fir ze agéieren, datt se alleguerte sollte kucken – an dat sinn déi grouss an déi kleng Telekommunikatiounen an Europa –, fir d'Roamingkäschte fir d'Flüchtlingen esou niddreg wéi méiglech ze maachen, an ze kucken, datt d'Mënschen, déi geflücht sinn an déi wëlle mat deene Familljememberen a Frënn kommunizéieren, déi an der Ukrain liewen, dat sollen esou gutt wéi méiglech kënnen maachen an ënner gudden Konditiounen.

Ënnerschriwwen ass deen Text vu groussen Entrepris wéi Deutsche Telekom, Orange, Proximus, Telefónica,

TIM, British Telecom, awer och vu kleng wéi Colt, Telefon oder Three. Net ënnerschriwwen ass deen Text vun eiser POST. An do freet ee sech wierklech, firwat datt dat esou ass. Ass et en Oubli? Ass et eng aner Saach?

Ech hoffen, Här President, et ass en Oubli. Dofir déi heite Motioun, fir datt d'Regierung soll intervenéieren, e Kontakt ophuele mat den Operateuren hei zu Lëtzebuerg, fir datt déi sollen derfir suergen, datt déi Flüchtlingen an deem Sënn gehollef kréien, well dorëms geet et finalement. Et ass zwar net schéin, wann een esou een Text liest an da steet Lëtzebuerg net drop!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Reding.

An de Premierminister Xavier Bettel freet direkt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wëll der Madamm Reding Merci soen. Wann ech mech net ieren, huet se déi selwecht Question parlementaire den 12. Abrëll als urgente an de 26. Abrëll als urgente gestallt. An, sauf erreur de ma part, sollt déi och en Dënschdeg gestallt ginn, wa se matzäit ukomm wär, hei an der mëndlecher Froestonn.

Ech wëll just der Madamm Reding soen, dass ech frou sinn, dass d'POST an eis Operateuren net gewaart hu bis de 26. Abrëll. Mir sinn nämlech parmi les pays, wou am rapidste geschafft ginn ass. Mir sinn eis bewosst, dass d'Telekommunikatioun – Nouvellé mat deene Leit, déi ee gären huet, eng SMS – eng vun deene wichtigste Saachen ass, wann een op eng Kéier alles verlooss huet, dass een déi wéineg Informatiounen, déi een nach krit, iwwert den Handy ka kréien.

Dowéinst: Ech sinn houfreg, dës Chamber annonciéieren ze kënnen, dass d'POST, mee och all déi gréisser Operateuren, Proximus an Orange, säit dem éischten Dag all néideg Mesuré geholl hunn, fir dass d'Leit aus der Ukrain Kontakt mat hirer Famill a Frënn kënnen halen. Esou hunn all dräi Operateuren de Roaming tëscht der Ukrain a Lëtzebuerg ofgeschafft – säit Enn Februar!

Dat heescht – net säit dem 25. Abrëll –, et sinn all Uriff an SMSen vu Lëtzebuerg an d'Ukrain a vun der Ukrain op Lëtzebuerg gratis! D'POST ass souguer e Schratt méi wäit gaangen an huet mam ONA gratis SIM-Kaarten a reduzéiert Abonnementer ugebueden!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Proximus huet 500 SIM-Kaarte mat der Hëllef vun der Associatioun Ukraine verdeelt. Och wann d'POST dës europäesch Deklaratioun net ënnerschriwwen huet, huet si vum éischten Dag u gekuckt – a si huet net gewaart, bis Europa sech koordinéiert –, fir schnell an onbürokratesch deenen Ukrainer hei am Land ze hëllef.

An erlaabt mer, dass ech och dem Här Fayot d'Wuert weiderginn, fir dann nach komplett Informatiounen iwwert d'POST ze ginn. Dowéinst: Dës Motioun ass superfetatoire! An ech sinn houfreg, dass een hei net waart, bis politeschen Drock gemaach gëtt, fir och als Operateur Solidaritéit ze bewiesen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister. Da geet d'Wuert un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Ech sinn natierlech och frou als Ministre de tutelle vun der POST, dass d'POST hei esou proaktiv en fait agéiert huet, fir dat doten alles en place

ze setzen. D'POST schafft zesumme mam ONA, ass och present an deem Centre d'accueil an der Avenue Emile Reuter, wou all déi ukrainesch Refugiéien ukommen, déi deen temporäire Statut kréien an do eng SIM-Kaart kréien an, wéi gesot, och gratis Roaming.

Stand haut si schonn eng 1.400 SIM-Kaarte verdeelt ginn un ukrainesch Leit. Ausserdeem gëtt och POST Finance gratis V PAY-Kaarten a mécht Konten op fir Leit aus der Ukrain, déi hei bei eis kommen. Do sinn am Ganzen elo eng 909 Konten, déi schonn opgemaach goufen, an 273 sinn der nach en attente d'ouverture. Hei ass also wäit méi gemaach ginn, wéi just eng Deklaratioun ze ënnerschreien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Madamm Reding als Auteur vun der Motioun.

Mme Viviane Reding (CSV), auteure | Merci, Här President. Ech si frou, dat doten ze héieren. Wann een dat dote weess – a merci dann un eis Operateuren –, da freet ee sech, firwat datt se dann an de Solidaritéitsaktiounen an Europa net matmaachen, well da kéinte se jo souguer federführend sinn an de Solidaritéitsaktiounen. Also, merci do derfir.

Ech brauch dann déi heite Motioun net zur Ofstëmmung kommen ze loossen. Mir si berouegt. Et ass dat geschitt hei zu Lëtzebuerg, wat soll geschéien, wat richtig ass. A si sollen dann och an Europa weisen, wat se maachen. Ech mengen, dat wär eng gutt Saach.

(La motion est retirée du rôle des affaires par Mme Viviane Reding.)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Reding. Dëse Punkt ass dann domat ofgeschloss.

5. Question élargie n° 140 sur la réduction du temps de travail

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 140 vum Här Dan Kersch iwwert d'Kierzung vun der Aarbechtszäit. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Ursprung vun dëser Question élargie steet déi Diskussioun an der Belsch, fir bei gläichbleiwender Aarbechtsdauer véier amplatzen fënnf Deeg ze schaffen.

Sécher, an dat weess an der Tëschenzäit jiddwereen, ass eis Aarbechtswelt am Wandel, an dat net eréischt zanter der Pandemie. Sécher wäert a kann an eiser Aarbechtswelt net alles bleiwen, wéi et ass, dat huet am Contraire d'Pandemie eis méi wéi gewisen.

Psychesch Erkrankungen, déi op d'Aarbecht zréckféiere sinn, huele leider säit Joren zou. Leit, déi esou iwwerschafft sinn, dass se an de Burnout falen, gehéieren net méi zu den Ausnamen. An der Pandemie hu mer gesinn, dass och déi bescht Päerd nëmme bis op e gewëssene Grad ze belaaschte sinn. D'Gesondheets- an d'Flegepersonal huet missen a wëllen Aussergewéinlech leeschten. Mee si hunn och en héije Präis misse bezuelen. Den héijen Taux de maladie an de Gesondheetsstrukture beweist dat. An et beweist och, dass eng permanent Iwwerlaaschtung weeder am Interêt vum Patron nach am Interêt vum Salarie ka sinn.

An Zukunft muss et verstärkt drëms goen, d'Privatliewe besser mat der Aarbecht ze verbannen. Dat ass jo dann och d'Zil vu ville politeschen Aussoen, egal vu wéi enger Couleur dass se sinn. Ech hoffen, dass dat net nëmmen an den Absichtserklärungen esou ass, mee dass et och seriö geholl gëtt.

Oft héiert een an deem Kontext och dat Stéchwuert vun der „Flexibilitéit“. Allerdéngs gëtt een den Androck net lass, dass, wann der zwee dat selwecht soen, net ëmmer dat nammlecht gemengt ass. An dësem Fall kéint een dat esou resuméieren: Déi eng hätte gäre méi Flexibilitéit, fir vun de Salarieen à tout moment kënne Gebrauch ze maachen, wa se mengen, se missten hinnen zur Verfügung stoen. An déi aner hätte gäre méi Flexibilitéit vum Patron, fir à tout moment hir privat Obligatiounen kënne besser ze erfëllen.

Déi rezent Diskussiounen an der Belsch ronderëm eng Aarbechtszäitëmstrukturéierung vu fënnf op véier Aarbechtsdeeg hunn en noutwendegen Impuls – och fir d'Lëtzebuurger Politik! – ginn, fir déi ganz Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäit net ze vergiessen.

Véier amplatzen fënnf Deeg ze schaffen, huet op den éischte Bléck och eng Rei Virdeeler, zum Beispill wat d'Mobilitéit ugeet oder och, wat den CO₂-Ausstouss ugeet. An och deen Eenzele kéint sech vläicht mat dëser Iddi ganz séier ufrënnen.

A mengen Ae kann et awer keng Optioun sinn, wann déi wëchentlech Aarbechtszäit vu 40 Stonnen esou bleift, wéi se haut ass. An der Belsch ass dat iwwregens jo och net de Fall. Dofir stellt sech d'Diskussioun jo och liicht differenziert. Ech si jiddefalls der Meenung, dass et net vertretbar ass, dass mer elo duerch esou eng Moosnam géifen e Reegelfall maachen an op den 10-Stonnen-Dag zréckfalen.

Iwwregens, an och dat sollt hei gesot ginn, géif dat jo och derzou féieren, dass d'Betribler net méi Flexibilitéit géife kréien, mee éischer manner Flexibilitéit géife kréien. An esou enger Hypothees vun engem 10-Stonne-Reegelaarbechtsdag missten och vill Salariee Lounverloschter a Kaf huelen, well dat, wat se haut als Iwwerstonn bezuelt géife kréien, dann an Zukunft als normal Aarbechtsstonn géif ugeholl ginn.

An ech wëll hei guer net iwwer zousätzlech Sécherheetsrisikoe schwätzen oder zousätzlech psychesch oder physesche Belaaschtungen. Mat engem 10-Stonnen-Aarbechtsdag ass also schlussendlech kengem gehollef. Ech hoffen, Här President, doriwwer si mer eis an dësem héijen Haus eens. Weeder dem Salarie, dee riskéiert krank ze ginn a Feeler op der Aarbecht ze maachen, ass gehollef, nach dem Patron, dee mat enger reduziierter Aarbechtseffizienz, mat engem Uklamme vum Taux de maladie a mat enger erhéichter Zuel vun Aarbechtsaccidenter konfrontéiert wier.

De logesche Schluss ass, dass eng Flexibiliséierung vun der Aarbecht nëmmen de pair ka goe mat enger Reduktioun vun der Aarbechtszäit.

D'Regierung huet am Ufank vun dëser Legislatur Schrëtt an déi Richtung ënnerholl. D'Erophiewe vum Mindestcongé op 26 Deeg an d'Afféiere vun engem zousätzleche Feierdag – den 9. Mee, dee mer elo gläich erëm feieren – ware gutt Decisiounen. De Regierungsprogramm gesäit awer keng weider Schrëtt vir. Dat ass Fakt. De Moment iwwerloosse mer et de Betribler, a verschiddene Beräicher a Secteure schonns eng Verkierzung vun der Aarbechtszäit tëschent de Sozialpartner auszuhandelen.

Oft héiere mer, dass Lëtzebuerg sech an der Konkurrenz mat anere Länner géif befannen. Fakt ass, dass an eisen Nopeschlänner manner geschafft gëtt wéi hei am Land. Frankräich an d'Belsch hu souguer d'35-respektiv d'38-Stonne-Woch gesetzlech festgehalten.

Aus enger Etüd vun der éisträichescher Wirtschaftskammer basierend op den Donnéeën vun der European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions geet ervir, dass d'Joresaarbechtszäit an Däitschland bei 1.574 Stonnen läit, a Frankräich bei 1.610 Stonnen an an der Belsch bei 1.746 Stonnen am Joer läit. Lëtzebuerg läit do jee weils ganz kloer driwwer mat 1.791 Stonnen a läit och wäit iwwert dem Duerchschnitt vun der Eurozon, dee bei 1.672 Stonnen läit.

Fakt ass och, dass d'Aarbechtszäit mat Sécherheet e Facteur ass, deen deen eenzelne Salarie kuckt, wann en decidéiert, wuer e schaffe geet. An dat zielt besonnesch fir d'Frontalieren, an dat an enger Ekonomie, déi no Aarbechtskraaft lechzt. Stéchwuert „Penurie vun Aarbechtskräften“, wat schonn oft hei ugeschwat ginn ass.

D'Digitalisatioun spillt eng ganz wichteg Roll an der Aarbechtswelt. Deen doduerch erreichte Produktivitéitsgewënn géllt et, sozial a gerecht tëscht Patron a Salarie opzedeele. Soumat ass eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit bei gläichbleiwender Bezuelung nëmmen e logeschen, sozialen a verantwortleche Schrëtt.

Am Kader vun dëser erweiterter parlamentarescher Fro wëll ech dem zoustännegen Minister dës Fro stellen:

Kann de Minister erklären, wéi déi am Regierungsprogramm ugedeit Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit am Interêt vu Patronat a Salarie ka geléngen, wann et zu kenger weiderer Aarbechtszäitverkierzung kéint?

Gesäit de Minister eng Chance, dass et bei de Sozialpartner zu enger Eenegung kéint kommen?

(Interruption par la présidence)

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

D'Pandemie an den Ukrain-Krich hunn d'Donnéeën bei villen Theemen, déi am Regierungsprogramm stinn, geännert. Villes kann entweder guer net oder nëmme staark ofgeännert realiséiert ginn.

Kann een an deem Sënn dervun ausgoen, dass beim Thema Aarbechtszäit e Fortschrëtt kéint erreicht ginn, och par rapport zu deem, wat am Regierungsprogramm steet? A wann dat net de Fall wär, ka Lëtzebuerg sech et laangfristeg leeschten, par rapport zum Ausland an der Groussregioun hannendrunzebleiwen?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech fannen, dass Dir misst Minister bleiwen.

Une voix | Du och?

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir och!

(Hilarité et interruption par M. Michel Wolter)

M. Fernand Etgen, Président | Ech si frou, dass Dir zwee Iech eens sidd!

(Brouhaha)

Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wéilt ech emol dem honorabelen Deputéierten Dan Kersch Merci soen ...

(Hilarité)

... fir déi Froen, déi en haut hei gestallt huet. Effektiv ass et esou: Am Koalitionsaccord ass der Organisatioun vum Temps du travail e Kapitel dediéiert, dëst fir dann och eng besser Work-Life-Balance ze erméiglechen.

Wéi schwéier et ass, säi Privatliewen a säi berufflecht Liewen op een Nenner ze kréien, dat erliewe mer ëmmer méi. Dat huet déi sanitär Kris och nach méi verschäerft. An deem Kontext, mengen ech, sollt een dofir och kee Sujet ausschléissen an et muss een och kënnen iwwert d'Aarbechtszäit schwätzen, besonnesch am Kontext vun enger besserer Work-Life-Balance an och vun enger besserer Gesondheet.

Am Koalitiounsvertrag steet: „Diese neuen Herangehensweisen“, wat d'Aarbechtszäit an d'Flexibiliséierung ugeet, „die im Rahmen des Sozialdialogs und vor allem der Tarifverträge ausgehandelt werden können, begünstigen im Allgemeinen eine höhere Produktivität und mehr Zufriedenheit, Motivation und Kreativität am Arbeitsplatz.“

Eng Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit – déi effektiv, esou wéi den Dan Kersch et gesot huet, net fir jiddwereen dat selwecht bedeuten –, wéi se elo an der Belsch ass, véier amplaz vu fënnf Deeg ze schaffen, mat där selwechter wéchentlecher Aarbechtszäit, déi ass jo och haut schonn hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum POT, vum Plan d'organisation du travail, méiglech, ass awer och net mäi favoriséierte Modell, well een da véier ganzer Deeg net vill doheem ass, well een da mam Aarbechtswee, deen oft iwwer eng Stonn ass, gären zwielef Stonnen, also vu 7.00 Auer moies bis 7.00 Auer owes oder vun 8.00 Auer moies bis 8.00 Auer owes fort ass an da sécherlech net méi vill vu senger Famill a vu senger Fräizäit huet.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Bertelsmann Stiftung huet eng Etüd an Däitschland gemaach, déi beseet, dass Männer am léifste 37 bis 40 Stonnen d'Woch schaffen, woubäi d'Fraen am léifsten 30 Stonne wëlle schaffen.

(Interruption)

De Statec huet am Joer 2019, an do differéiere meng Chifferen elo warscheinlech e bëssen zu deenen, déi den Här Kersch gesot huet, eng Enquête publizéiert, déi beseet, dass e Vollzäituarbechter an der Moyenne zu Lëtzebuerg 1.701 Stonne schafft. An eisen Nopeschlänner sinn déi Stonnenzuele vill méi niddreg: Däitschland 1.677, Frankräich 1.544 an d'Belsch 1.495. Dat sinn 206 Stonne manner. Dat sinn awer ëmmerhi 25 Deeg manner. Och wa vläicht d'Zifferen am Detail elo net déi selwecht sinn, ass et awer ganz kloer: D'Tendenz ass déi selwecht. Hei zu Lëtzebuerg gëtt méi geschafft wéi an eisen Nopeschlänner.

Déi Zuelen loossen drop schléissen, dass awer eng Ekonomie och dréine ka mat manner Aarbechtsstonnen. Wann d'Aarbecht och eng ganz Rei vu positiven Auswirkungen op eis alleguer huet, wësse mer awer och, dass d'Aarbecht och mat ville Risike verbonnen ass: Aarbechtsaccidenter, Burnout, Depressiounen, Problemer an der Famill, Häerz- a Kreeslaferkrankungen an esou weider. Déi kënnen dramatesch Konsequenzen, jo, op d'Leit, op eis Ekonomie an op eise Gesondheetssystem hunn.

Sou seet d'Bundesanstalt für Arbeitsschutz und Arbeitsmedizin, dass eng Aarbechtszäitreduktioun net nëmmen zu méi Motivatioun a soumadder méi Produktivitéit op der Aarbecht féiert, mee och, dass d'Absencen op der Aarbecht géifen erofgoen. Ausserdeem féiert eng niddreg Aarbechtszäit zu manner Réckwéi a manner Häerz-kreeslaflproblemer.

D'Digitalisatioun, Dir Dammen an Dir Hären, steigert awer och d'Produktivitéit vun enger ganzer Rei vu Betriber an des Steigerung vun der Produktivitéit soll net nëmnen de Betriber zeguttommen, mee och hire Salariéen. Domadder si mer eis, mengen ech, alleguerten och eens, och dat wëllen d'Betriber esou. Well d'Betriber si frou, wa se gutt Leit hunn a wa se déi Leit och kënnen halen.

Soumadder kann ee sech dann och d'Fro stellen, ob eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit am Endeffekt effektiv dozou féiert, dass manner geschafft gëtt. Oder féiert se dozou, dass a méi kuerzer Zäit besser geschafft gëtt a soumadder déi selwecht Produktivitéit kann erreecht ginn?

Natierlech huet eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit och en Effet op d'Gläichstellung tëschent de Genren, dat wësst Der. An et gëtt och verschidden Unzeechen, an den Dan Kersch huet et och gesot, dass d'Verkierzung vun der Aarbechtszäit och e positiven Effekt op de Klimawandel huet.

Léif Deputéiert, Lëtzebuerg wëll a muss en attraktiiv Land si fir auslännesch Aarbechtskräften. „Talent attraction“ ass do e Stéchwuert an e Frontalier, dee rechent och déi Zäit, déi en am Stau steet, an och déi Zäit, déi en op der Aarbecht verbréngt. A wann deen zum Schluss kënn, dass et sech net lount, dee wäite Wee op Lëtzebuerg ze maachen, da feelt des Persoun bei eis um Aarbechtsmaart, an dat ass an enger Zäit, an där mer déi Leit wierklech brauchen, net gutt.

Mee och eng Persoun, déi vu méi wäit wëll op Lëtzebuerg schaffe kommen, analyséiert genau d'Aarbechtskonditiounen. A wann d'Aarbechtskonditiounen an engem anere Land besser sinn, da geet se vläicht an dat anert Land schaffen an eis feelt hei eng wichteg Aarbechtskraaft.

Fir mech ass et evident, dass d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit ganz vill positiv Effekter fir de Salaré an och fir de Patron kann hunn. Duerfir hunn ech och a menger Zäit als Fraktiounspresident d'38-Stonne-Woch agefouert. A wann ech mech net ieren, hunn och nach aner Fraktiounen d'40-Stonne-Woch als iwwerlieft erkläert.

(Brouhaha)

An trotzdeem mengen ech, soen ze kënnen, dass déi Fraktiounen net manner an och keng méi schlecht Aarbecht hei am Parlament leeschten.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz richtig!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Esou wéi den honorabelen Deputéierte Kersch dann och gesot huet, wëll ech hei och nach eemol betounen, dass des Regierung schonn Aarbechtszäitreduzéierung gemaach huet, an dat mam Aféiere vun engem weidere Feiertag, dem Europadag, dee mer elo gläich feieren, an och der Aféierung vun engem zousätzleche Congésdag.

Et muss een awer och, an dat ass sécherlech richtig, deene skeptesche Stëmmen nolauschteren an och iwwerleeën, wéi een op déi berechtigt Suerge kann agoen. A par rapport zu den Entwécklungen an den Nopeschlänner ka Lëtzebuerg sech et iwwerhaupt net leeschten, net ze reagéieren, fir d'Attraktivitéit vun eise Aarbechtsmaart ze garantéieren, well d'Aarbechtszäit ass och en entscheidende Facteur fir d'Attraktivitéit vun engem Land.

Duerfir mengen ech, dass et enger genauer Analys bedierf, déi ee sollt maache fir ze kucken, wéi ee mat der Aarbechtszäit hei soll ëmgoen. An duerfir ginn ech och an deem Sënn eng Etüd an Opdrag, fir d'Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäit ze objektivéieren, fir dass een emol weess, vu wat een objektiv schwätzt, a fir dass een och déi genau Donnéeën um Dësch leien huet.

Konkreet Aarbechtszäitverkierzung, déi steet net am Koalitiounsaccord, dat wësst Dir heibannen. An Dir wësst och, dass ech mech wäert um den Accord halen. Mee wéi schonn éineschter gesot, wëll ech drop hiweisen, dass mir awer och prett sinn, fir iwwert d'Aarbechtsorganisatioun, esou wéi et och am Koalitiounsaccord

steet, ze schwätzen. An dat muss – an esou steet et och am Koalitiounsaccord – och am Kader vum Sozialdialog geschéien. An dee Sozialdialog, deen ass mir immens wichteg. An ech hunn duerfir och a mengem Ministère, am Aarbechtsministère, en neit Departement gegrënnt, dat „Dialogue social“ heescht an dat sech och ëm all déi Froen, déi ëm den Dialogue social ginn, soll bekëmmern.

Déi Etüd, vun där ech virdu gesot hunn, dass ech se da wäert an Opdrag ginn, soll dann och als Basis vun där Diskussioun déngen, déi mer sécherlech hei nach wäerte féieren. An déi Etüd wäert ech dann och sécherlech an der Chamberskommissioun mam President Dan Kersch virstellen. Da kënnen mer an där Diskussioun hei weiderfueren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Engel.

6. 7990 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1^o modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2^o dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Da komme mer elo zum Projet de loi 7990, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee lescht Joer waren duerch d'Covid-19-Pandemie markéiert. Am Kader dovunner gouf eng grousszügig Reegelung fir de Congé pour raisons familiales ageféiert. Des temporaire Mesure – ech betounen: temporaire Mesure – gouf entre-temps scho sechsmol verlängert. Déi lescht Verlängerung leeft den 30. Abrëll dëst Joer of.

Mir stëmmen also haut iwwer e Gesetz of, dass eng zäitlech Verlängerung vun deser generéiser Reegelung bis den 23. Juli 2022 virgesäit. An ech wëll nach eng Kéier betounen, dass et eng ganz aussergewöhnlech Mesure ass, déi och am Ausland net esou ëmgasat gëtt, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg maachen.

Bei deser siwenter Verlängerung vum Gesetz vum 22. Januar 2021 geet et drëms, dass d'Elteren a gewëssene Situatiounen vum Congé pour raisons familiales kënnen profitéieren. Wann d'Eltere keen hunn, fir hir Kanner ze betreien, da kënnen si duerch des Reegelung vun hirer Aarbecht fräigestallt ginn, an dat bei voller Bezuelung. D'Reegelung erlaabt et hinnen, weiderhin doheem hir Kanner ze betreien.

De Projet de loi, dee vum Aarbechtsminister deponéiert ginn ass, ass den 1. Abrëll vum Staatsrot aviséiert ginn. De Staatsrot huet och näischt um Fond auszesetzen, esou wéi dat jo och an deene viregte Fassungen de Fall war. D'Chambre des Salarés huet den Avis den 31. Mäerz eragereecht. An hirem Avis vum 6. Abrëll huet d'Chambre de Commerce hiren Accord zum Projet de loi ginn. Dee selwechten Dag huet och d'Chambre des Métiers en Avis ginn. Si hu keng besonnesch Bemierkungen zum Projet de loi ze maachen. Fir de Rescht kënn Der d'Detailer an deem schrëftleche Rapport noliesen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Den Ausféierunge vum Här Rapporteur ass näischt méi oder bal näischt bäizefügen. En ass scho bal esou gutt wéi dee Rapporteur, deen et virdu fënnefmol gemaach huet. Et weess een eebe just gläich net méi, wie wien ass, well se hu jo elo puermol ennerwee gedréint. Mee mir ginn op alle Fall d'Zoustëmmung als CSV. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech schléisse mech mengem Virriedner un. Ech soen dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An d'Wuert ass elo fir d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Och ech soe villmools Merci fir den exzellente Rapport an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hunn näischt Originelles bäizefügen, Här President. Dem Här Kersch e grouse Merci an och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech hunn och näischt bäizefügen. Mir hunn déi sechs aner Verlängerunge gestëmmt, mir wäerten déi hei och matstëmme. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci dem Rapporteur. Merci alle Riedner. Deem ass näischt bäizefügen. Et ass eng Verlängerung bis den 23. Juli, an demat, mengen ech, ass alles gesot. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engel.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7990. Den Text steet am Document parlementaire 7990³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7990 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par

M. Jean-Paul Schaaf), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Cloener (par Mme Tess Burton), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7988 – Projet de loi instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Da komme mer elo bei de Projet de loi 7988, eng temporaire Indemnitéit op de Präisser vu verschidene Pétrolsproduiten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Josée Lorsché. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum, kritt d'Wuert.

(Interruption)

Här Baum, mir si beim Projet de loi 7988 an do sidd Dir Rapporteur.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | 7988, solle mer deen elo huelen?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Deen aueren ass dee vun der Sécurité sociale. Dee sollte mer duerno huelen an deen heiten elo, dee vum Finanzminister.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Kee Problem, mir maachen dat hei. Mir kucken, dass mer hei duerch de Programm kommen. Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, de Projet de loi, deen ech Iech de Mëtteg virstellen, huet als Zil, eng vun de Mesuré vum Solidaritéitspak ëmzesetzen, deen d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner den 31. Mäerz ënnerschriwwen huet.

Et ass méi oft schonn ugeklongen: Zanter dem Ausbroch vum Krich an der Ukrain sinn d'Energiepräisser ganz, ganz staark geklommen, net nëmme fir d'Privatstéit, mee och fir eis Betriber an och fir eis Landwirtschaft. Duerfir gouf am Accord vun der Tripartite festgehalen, dass de Staat 7,5 Cent de Liter um Sprittpräis iwwerhëlt an esou d'Kafkraaft vun de Leit erhéicht an d'Käschte vun de Betriber dréckt.

Zanter dem 13. Abrëll iwwerhëlt de Staat jo scho 7,5 Cent de Liter um Bensinn an um Diesel, deen op den

Tankstelle verkaaft gëtt. Dës Mesure konnt duerch e Règlement grand-ducal ëmgesat ginn. Fir awer och de Präis vum Masutt a vum Spritt, deen an der Industrie, am Commerce an an der Landwirtschaft benotzt gëtt, erofzesetzen, brauche mir dat heite Gesetz, iwwert dat mir haut wäerten ofstëmme.

Dës Mesuré sinn och zäitlech begrenzt. D'Reduktioun um Spritt fir industriell a kommerziell Zwecker, awer och fir d'Landwirtschaft, de Gaardebau, d'Fëscherei, d'Forstwirtschaft an och bei eise Wënzer gëllt bis den 31. Juli vun dësem Joer. D'Reduktioun um Masutt, fir ze hëtzten doheem, gëllt bis den 31. Dezember vun dësem Joer. Dat erlaabt deene Stéit, déi scho virum Akraafttriede vun dëser Mesure hiren Tank gefëllt hunn, dëst nach eemol virum nächste Wanter ze maachen an dann och esou an de Genoss vun dëser Reduktioun kënnen ze kommen.

Här President, wéi fonctionéiert d'Ëmsetzung vun dëser Mesure? Et ass esou, dass de Staat dës Bähëllef vu 7,5 Cent de Liter de concernéierte Pétroliere virstreckt, an zwar gëtt d'Moyenne geholl vun deene leschte Joren. An dovunner ginn 90 % pro Mount vun de leschte Jore gekuckt an dann och am Virus bezuelt. Dat heescht, d'Pétroliere mussen net am Virus bezuelen, si brauchen och net op de Remboursement vum Staat ze waarden. D'Pétroliere kënnen also déi Reduktioun direkt un d'Ennkonsumente weiderginn. Dat ass eng einfach, dat ass eng onbürokratesch Approche, déi och liicht ze kontrolléieren ass.

De Staat rechent domadder, dass dës Mesure wäert mat 12 Milliounen Euro zu Buch schloen. Wat d'Leit dobaussen natierlech interesséiert, ass och, wéini dass dës Reduktioun elo fir si Kraaft trëtt. D'Mesuré vun dësem Gesetz wäerten den éischte Méinden no der Publikatioun vum Gesetz am Mémorial a Kraaft trieden.

Duerfir, dass alles esou séier konnt ëmgesat ginn, géif ech gären alle Concernéierten, déi un dësem Projet matgeschafft hunn an och derfir gesuergt hunn, dass mer schonn haut kënnen driwwer ofstëmme, e ganz, ganz grouse Merci soen.

An där kuerzer Zäit krute mer zwee Avisen eran, an zwar vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers. Déi Avisen waren duerchweegs positiv, well et natierlech d'Betriber sinn, déi haaptsächlech vun dëser Mesure, niewent de Stéit natierlech, wäerte profitéieren.

De Staatsrot huet och ganz, ganz séier en Avis geschriwwen. A wéi ech de Moien an der Kommissioun gesot hunn: Ech hu seelen en Avis gesinn, an deem esou wéineg beanstant gouf wéi grad bei dësem Projet.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech alleguerte Merci, dass Der nogelauschert hutt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché agedroen.

(Interruption)

Pardon, den Här Gilles Roth.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech géif mengen, et ass en Oubli.

M. Fernand Etgen, Président | Et klappert net alles.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Och mir, Här President, fanne erëm eng Kéier de Wee zueneen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt dem Gilles Baum Merci fir säi ganz gudden

schrëftlechen a mëndleche Rapport. D'CSV wäert dës Gesetzesprojet matstëmmen, well mir gesinn dës Gesetzesprojet eigentlech zesumme mat dem Règlement grand-ducal, deen och op dem Spritt déi vum Staat aus garantéiert Verminderung vu 7,5 Cent virgesäit.

Mir stëmmen dat mat aus engem ganz bestëmmte Grond. Éischstens hate mer dat schonns gefuerdert, wéi mer eng Rei vu konkrete Propose virgeluecht hate virun zwee Méint am Numm vun der CSV, wéi een de Leit kéint méi no kommen um Niveau vun der Energiepräisdeierecht.

En zweete Punkt ass deen, an dat ass de fundamentale Gedanken hannendrun: Wa Rostoffpräisser, ob dat Spritt ass, ob dat Heizungsasutt ass, ouni Weideres scho méi deier sinn, da si mir der Meenung, dass de Staat net nach zousätzlech soll drop verdéngen, zum Beispill op der TVA, oder zousätzlech mat den Taxen déi Rostoffpräisser méi deier maachen.

An do ënnerscheede mir eis och als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei fundamental vun deenen Aussoen, déi mech awer e bësse frappéiert hunn. Si ass elo net heibannen, mee de Moien huet d'Madamm Nathalie Oberweis, där hire Papp bei eis an der CSV war an déi ech awer, ...

(Brouhaha et interruption par Mme Myriam Cecchetti)

... jo, déi ech awer ganz schätzen als Deputéiert, mee mat där hirer Meenung ech hei net averstane sinn, geschwat – an ech hu mer dat notéiert – vun engem „kriminellen Tankrabatt“. Also fir eis ass dat hei kee kriminellen Tankrabatt, fir d'Leit steierlech ze entlaaschten!

An ech soen och riichter aus: Mir sinn och ënnerschiddlecher Meenung hei, woubäi ech awer d'Logik vun deene Grénge ka verstoen, wou den Här Bausch gesot huet, als Vizepremier – an et ass dat, wou ech mer awer e bësse Froe stellen – vun enger Koalitioun, déi gedroen ass duerch 31 Leit, dat wier fir déi gréng „sënnlos“. Ech widderhuelen nach eng Kéier: sënnlos! An dat huet en net an engem Privatgespréich gesot, mee dat huet en op den Ondé vun RTL gesot.

M. François Benoy (déi gréng) | Da musst Der och de Rescht soen, wat e gesot huet!

M. Gilles Roth (CSV) | Also ech sinn elo 22 Joer Buergermeeschter, an enger Koalitioun emol eng Kéier mat siwe géint sechs, mat enger Koalitioun emol néng géint véier. Ech géif et net ganz appreciéieren, wann den éischte Schäfte vun der Gemeng Mamer, nodeems eppes zrëckbehalte gi wier, dann éffentlech géif deklaréieren: „Ma dat ass dem Här Roth seng Meenung, ech fannen dat sënnlos.“ Dat géif ech net an engem gudden Koalitiounsfriede fannen. An ech mengen, ech géif et och net an der Stad ... D'Madamm Polfer, déi schonns laang derbäi ass, géif et och net gutt fannen, wa si sech op eemol an enger Situatioun géif erëmfannen, wou den Här Wilmes als éischte Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg oder den Här Mosar am Numm vun Schäferot, gedroe vun enger DP/CSV-Majoritéit, géif soen: „Ech fannen déi Moosnam do sënnlos.“

Une voix | Dat kann dach net stëmmen!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech géif soen, da géif d'Madamm Polfer soen, ...

(Brouhaha et hilarité)

... da géif d'Madamm Polfer soen: „Serge a Laury, ech kann Iech gutt brauchen, mee dat do kann net sinn!“

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | An dann hätt d'Madamm Polfer Recht, Här Roth.

M. Sven Clement (Piraten) | Wéi geet dat?

M. Gilles Roth (CSV) | An ech mengen, dass d'Madamm Polfer do net Onrecht hätt. Bon, déi koalitiounsintern Gespréicher zwëschent Blo-Rout-Gréng kommentéiere mir net weider. Jiddefalls stëmmen mir dat hei.

A mir fannen et och eng Entlaaschtung, net nëmme vis-à-vis vun de Leit, déi Spritt tanken. Well et ass net jiddwereen, deen d'Chance huet, direkt no bei senger Aarbechtsplaz ze wunnen. Et ass och net jiddwereen, deen d'Chance huet, gereegelt Aarbechtszäiten ze hunn. An et ass och net jiddwereen, dee ka bei Nuetschichten ... An den Här Kaes erënnert mech ëmmer drun, dass net nëmme deen aus dem Süde bei den CHL fiert, mee dass och deen aus dem Norden, a virun allem déi Leit aus dem Norden, aus der ländlecher Regioun, wäit musse fueren, fir op ongereegelt Aarbechtszäiten ze fueren. Dass déi gesot kréien: „Et ass sënnlos, dass Dir beim Spritt entlaascht gitt an dësen Zäiten“ ...!

M. Aly Kaes (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Duerfir hu mir och, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV derfir plädéiert, dass een zousätzlech zu der Reduktioun vun den Akzisen, zu der TVA op de Minimum, deen europäesch méiglech ass – duerfir hu mir och ganz kloer derfir plädéiert –, änlech wéi dat an aneren Noperschaftsstaaten ass, zum Beispill an Däitschland, och sollt erëm driwwer nodenken, fir d'Kilometerpauschal um Niveau vun de Steieren anzeféieren.

An dat selwecht zielt fir eis um Niveau vum Masutt. Et sinn 59.000 Stéit hei am Land, déi nach mat Masutt hëtzen! An déi kënnen net vun haut op muer ëmbrüsten an déi hunn och net déi finanziell Mëtelen, fir vun haut op muer ëmzërsten an op aner Energiequellen zrëckzegräifen.

An ech soen och ganz kloer: An dësem Fall hätte mir kee Problem gehat, wann de Staat amplaz op déi 7,5 Cent op 16 Cent verzicht hätt, well dat nämlech de Maximum ass, dee gemääss der europäescher Reeglung méiglech gewiescht wier. Mir hätten och kee Problem gehat, dat matzestëmmen. A fir eis ass dat keng Politik vun der Strenz, mee et ass eng Politik vum Pragmatismus, et ass eng Politik vun der Rason an et ass eng Politik, déi sech an eisen Aen opdrängt, besonnesch an Zäite vun ugespaanten Energiepräisser an och an Zäiten, an deenen d'Leit souwiso schonns Problemer hunn, um Enn vum Mount d'Enner zesummenzékriien.

Dat Eenzegt, an ech schléissen domadder of, Här President, wat mir net wellen – an duerfir och déi 16 Cent, wou mer kee Problem dermat gehat hätten –, dat ass, dass mer elo mat allen Efforten den Tanktourismus zu Lëtzebuerg erofsetzen. Den Tanktourismus zu Lëtzebuerg erofzesetzen, dat heescht och onweigerlech, op déi Milliard, déi mer alljoers am Budget hunn, zumindest zum Deel ze verzichten. Dat muss een och einfach kloer soen, an d'Madamm Finanzministesch weess dat am beschten.

Ech hoffe just, dass mer keen Tanktourismus à l'envers kréien, dass net d'Lëtzebuurger herno an Däitschland, an d'Belsch oder a Frankräich tanke ginn, well et do méi bëlleg ass, well dann, mengen ech, da wier déi Moosnam kontraproduktiv.

Mee mir ginn Iech eist Wuert, mir stëmmen dës Gesetzesprojet mat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An dann ass et elo un dem Här Yves Cruchten. Hie war och net hei ageschriwwen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Och ganz kuerz. Ech soen dem Här Baum villmools Merci

fir säi Rapport an och déi séier Aarbecht, déi mer do zesummen an der Kommissioun gemaach hunn. Selbstverständlech gi mer den Accord zu deem Projet de loi. Ech wëll awer soen, dass mer, och wa mer haut just deen dote Volet ofstëmmen, dat awer als e Gesamtpak gesinn. Et ass eng vu ville Mesuren an et soll ee se och duerfir net just aleng kucken.

A mir mierke jo eigentlech an deenen Debatten, déi mer hei scho gefouert hunn – den Här Roth weess et nach am beschten –, wéi mer iwwert d'Energiepräisser diskutéiert hunn am Januar, am Februar an och duerno, wéi d'Sozialpartner zesummekomm sinn, do ass et jo ëmmer ëm déi selwecht Fro gaangen: Wéi kréie mer de Leit am beschte séier Fro onkomplizéiert gehollef, mee am selwechte Moment awer och cibléiert a sozial gerecht? An et ass net ëmmer einfach!

Duerfir si mir der Meenung, dass mir dat heiten och net elo als Einzelmoosnam musse kucken, mee als Gesamtpak, deen als Resultat erauskomm ass bei de Verhandlungen, déi an der Tripartite waren. An duerfir kënnen mir ganz wuel mat deem Projet hei liewen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech weie meng Wierder gutt of, Här Roth, keng Suerg! Ech wäert elo soen, wat déi gréng Fraktioun zu dëser Moosname wëllt soen, am Numm natierlech vun eis néng. An ech schwätzen och als Deputéiert an net als Minister, dat ass emol kloer.

Ech mengen, d'Tripartite ass aberuff ginn ...

(Interruptions)

D'Tripartite ass ageruff ginn, fir e Konsens ze fannen. Eng Tripartite besteet doran, dass sämtlech Verhandlungspartner openeen zouginn. An dat hunn och mir als Gréng gemaach, soss hätte mer keen Accord krit. An eis geet et drëm, fir d'éischt emol ze betounen, dass en Accord zustane koum an dat jiddweree Waasser a säi Wäi geschott huet. An ech mengen, wann Dir an enger Tripartite géift sätzen, da géift Dir dat och maachen, oder Dir wäert kee gudden Verhandlungspartner.

(Brouhaha)

Ech mengen, wou mer eis awer eens sinn, dat ass, dass d'Energiepräisser enorm explodéiert sinn an der Lescht, dat ass de ganze Muere scho betount ginn, an dat domat verbonnen och aner Präisser an d'Luucht gaange sinn, notamment d'Präisser vun den Iesswueren, ganz ville Gidder a Wuere, an awer och d'Präisser vu Servicer, déi wierklech net nëmme Privatstéit betreffen, mee och zum Deel d'Entreprises.

An ech wëll och betounen, dass de Marc Spautz de Wuere eng gutt Analys gemaach huet. Ech hat gutt nogelauschtert, Dir hutt ganz geziilt erkläert, a wéi enge Secteure wéi eng Präisser eropgaange sinn. An dat war schon interessant. Gesitt Der, ech kann och d'Oppositioun heiansdo luewen, mee nach laang net ëmmer!

Wéi et da mat der Präisentwécklung weidergeet, dat kënnen mer natierlech net wëssen, an dat weess kee Mënsch. Mir hu keng Glaskugel. Och dat ass an der Debatte de Mueren ënnerstrach ginn. Dir kennt d'Facteuren, un deenen déi ganz Entwécklung hänkt. Do ginn ech elo net laang drop an, well se net zu dësem Projet de loi elo esou speziell gehéieren.

Wat awer sécher ass, dat ass eebe grad, dass d'Biergerinnen an d'Bierger aus de vulnerabelste Schichten

am meeschte vun där Entwécklung betraff sinn, an awer och eng ganz Rei Betriber. Wat awer dann d'Privatstéit ubelaangt, esou ass et natierlech d'Hëtze vun de Wunnengen, wat déi gréisst finanziell Belaaschtung mat sech bréngt eebe grad am Privatberäich.

Ech wëll och an deem Kontext betounen, datt d'Regierung scho reagiert huet. Net elo mat dëser Moosnam eleng, mee si huet reagiert, andeems se d'Hausse vun de Präisser bei Gas a Stroum schonn ofgebremst huet an och eng Energieprimm agefouert huet vu bis zu 400 Euro, jee no Revenu, pro Stot.

A mat dësem Projet de loi, deen, wéi gesot, an dee ganze Kontext vun der Tripartite gehéiert an net erauszerappen ass, schafe mer an eisen Aen de Pendant zu dësen Hëllef an beim Masutt, andeems mer eeben, wéi de Gilles Baum et och gutt erkläert huet, 7,5 Cent de Liter eroffueren; also net 75 Cent, wéi de Staatsrot gemengt hat. Domat ënnerstëtze mer d'Stéit am Hibleck notamment op den nächste Winter, wou méi gehéizt muss ginn. An dofir ass et och sännvoll, dës Moosnam bis zum Enn vum Joer lafen ze loossen, wann et kal gétt.

Gläichzäitig spieren och d'Betriber d'Präishaussen, virun allem déi kleng a mëttelgrouss Betriber, wou ee muss wëssen, datt dat awer déi grouss Majoritéit vun eise Wirtschaftssektoren duerstellt. An och d'Landwirtschaft ass am breede Sënn vun den Haussë betraff. Ech schwätze vun der Agrikultur, déi mer jo net wëlle mëssen, ech schwätze vum Gaardebau, deen eis wichtig ass, an natierlech och vun der Forstwirtschaft, wou mat Maschinn geschafft gétt.

Fir ze verhënnern, datt dës Secteuren an d'Kris gerdnen oder eebe grad déi Präisdeierecht un d'Konsumentinnen a Konsumente weidertransferéieren an d'Inflatioun op déi Manéier weider beschleunegen, hunn d'Verhandlungspartner an der Tripartite eebe grad decidéiert, op d'Pétrolsproduiten, déi gebraucht gi fir déi industriell, landwirtschaftlech a kommerziell Zwecker, eng Präisreduktioun vun deene 7,5 Cent maachen. Dës Moosnam ass zäitlech begrenzt a si ass deemno net fir d'Éiwegkeet. Dat ass eis ganz wichtig.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng si mer eis och bewusst, datt d'Präisreduktioun, déi hei zustane komm ass, e Kompromiss genereller Natur ass, dat heescht, si ass net cibléiert a si hëlleft net just deenen, déi d'Hëllef ganz besonnesch brauchen. Si hëlleft och deenen, déi net onbedéngt drop ugewise sinn. An duerfir ass et fir eis evident, Här President, datt dës Moosnam am Fall, wou d'Situatioun sech net berouegt a wou sech an den nächste Méint, nom Juli, weider Hëllef opdrängen, da méi cibléiert muss ginn.

Eng méiglech Pist gesi mer beispillsweis an engem weidere Steierkredit, zousätzlech zu deem, dee mer schonn diskutéiere momentan an der Tripartite-Kommissioun. E weidere Steierkredit wier jiddefalls eng Moosnam, fir dem Phenomeen vun der Energieaarumt entgéintzewierken, andeems besonnesch déi Stéit ënnerstëtzt ginn, déi d'Hëllef am meeschte brauchen an déi duerch e Steierkredit souzesoen iwwerkompenséiert ginn, wéi och de Statec dat schonn ausgerechent huet. En Energiebong fir Niddregverdréng ass eng weider Pist, déi mir weiderhi wëlle matdenken.

Parallèl dozou ass et an eisen Aen awer onëmgänglech, d'Transitioun a Richtung klimaneutral Wirtschaft ze beschleunegen. An et ass dat, wat een net oft genuch ka widerhuelen. An dowéinst begrëisse mir als Gréng – an da sinn ech erëm beim Gesamtkontext – d'Investitiounshëllef, déi an d' Dekarboniséierung an an d'Elektrifizierung vun den Entrepreneuren a vun der Produktion fléissen. Fir eis ass dat definitiv dee richtige Wee an den eenzege Wee, fir der Ofhängegkeet vun de fossillen Energien en Enn ze setzen an

d'Betriber méi widerstandsfäeg géintwuer de Präisschwankungen a géintwuer de Versuerungsonsécherheeten ze maachen.

Här President, nieft zäitlech limitéierte Moosnamen, déi bekanntlech am Tripartite-Accord dann och decidéiert goufen an zu deenen dëse Projet de loi gehéiert, stellen d'Energietransitioun an d'Ënnerstëtzung vun deene Vulnerabelste jiddefalls den Haaptenjeu fir d'Zukunft duer. An dat ass dat, wat ech haut, ech weess net, fir d'fënneft Kéier op dëser Plaz gesot hunn.

Merci fir d'Nolauschteren, an natierlech gi mer och den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll och fir d'éischt dem Här Baum Merci soe fir säi Rapport. Ech ka mech ganz kuerz faassen, well et geet jo hei ëm eppes, wat mer u sech alleguer deelen. D'Situatioun fir d'Privatstéit, den Transportsektor, d'Bauern a vill aner Betriber, déi energieintensiv schaffen, ass ganz ugespaant. An dofir ass dat hei eng richtig Moosnam, déi mer och, mengen ech, alleguer matdroen, oder vläicht bal alleguer. Op jidde Fall dréit d'ADR dat selbstverständlech mat.

Et geet eis net wäit genuch! Dat muss ech awer och ganz kloer soen. Mir hätten eis och ganz gutt kënnen virstellen, elo mol op den europäesche Minimum erofzegie vun deene Steiererlichtungen, déi mer hätte kënnen envisagéieren. Mir hätten dat och elo net zäitlech begrenzt, mee gekuckt, wéi laang dat wirklech néideg ass, fir esou Moosnamen ze huelen.

An ech muss dat och ëmmer erëm soen: Mir als ADR géifen d'Kuelendioxidsteier ofschaffen! Well wat net gesot gétt hei, dat ass, datt jo schonn déi nächst Steiererhéijung nees geplangt ass. Ech mengen, dës Regierung geet hin a seet: „Mir maachen elo Accommodementer“, an esou weider, „mir setzen elo d'Käschten erof.“ Op där anerer Säit wësse mer, datt den 1. Januar d'nächst Joer, also 2023, dann erëm eng Steiererhéijung kënn bei der Kuelendioxidsteier.

A mir soe ganz kloer, datt mir de Leit d'Liewen net méi schwéier wëlle maachen. Mir wëllen déi Steiererhéijung net. Mir wëllen iwwerhaapt keng Kuelendioxidsteier! Mee de Staat misst onbedéngt higoen an op déi Steiererhéijung fir den 1. Januar, op d'mannst fir den 1. Januar d'nächst Joer, verzichten, well d'Situatioun gétt dat do einfach net hier!

Da wëll ech zwou, dräi politesch Bemierkunge maachen. Déi éischt ass iwwert dem Här Bausch seng Kommentaren. Ech hat dat schonn de Moie gesot, wéi mer hei iwwert d'Sanktiounen geschwat hunn: Dat geet net! Well ech mengen, et si vill Leit, déi wirklech vu wäit hierkommen aus dem ländleche Raum, Frontalieren, Leit, déi net vill hunn, op jidde Fall manner wéi mir! Déi sinn einfach frou, wa se musse manner bezuelen, an déi 7,5 Cent, dat ass alt dat. An ech mengen net, dat een einfach soll higoen an dat erfsetzen als „sënnlos“ oder soss Gott weess wat. Dat ass schonn eng Arroganz, déi mir net akzeptéieren.

Dat Zweet, an dat muss een och am allgemengen Energiekontext gesinn, dat ass d'Explosioun bei de Präisser; ech mengen, d'Madamm Lorsché huet och elo doriwwer geschwat. Wa mir Sanktiounen aféieren, a mir hunn dat jo elo gesinn am Fall Bulgarien a Polen, dann explodéiert direkt de Gaspräis. Direkt! An dat muss een einfach gesinn. Ech wëll deene Gréngen dat och nach eng Kéier soen. Mir hate jo hei mam Här Turmes schonn e puermol iwwer alternativ Energie geschwat an et ass nach kee Joer hier – do ware mer

nach déi aner Säit am Cercel –, dunn huet den Här Turmes gesot: „Jo, dee Backup, dee mer brauche fir déi alternativ Energien, dat ass de Gas.“

Dat war de Backup. Mir brauche jo e Backup, well déi alternativ Energien, déi si jo net bestänneg disponibel. A mir brauchen e Backup! Hie wëllt keng Atomenergie, also muss e fossill Energie huelen, an de Backup war de Gas. Jo, de Gas, deen ass am Abléck extrem deier an e soll eventuell och nach sanktionéiert ginn an esou weider. An da gétt et kee Backup méi, well déi gréng wëlle weeder fossill nach Atomenergie. Mee mat där alternativer Energie aleng geet dat natierlech iwwerhaapt net.

An dat ass och dat, wat der CSV nach eng Kéier muss gesot ginn: Wann do Sanktiounen ageféiert ginn, dann huet dat enorm ekonomesch a sozial Konsequenzen op eist Land. Ech mengen, dat hei sinn och alles Moosnamen, déi kaschten. D'CSV envisagéiert hei an do nach e Plus, mee si kënnen domadder liewen, si kënnen domadder d'accord sinn. Mee wann ee wéi Dir hei en totalen direkten Embargo op Gas, op Pétrol, op alles fuerdert, jo, wou géif dat eis hiféiere budgetär? Wou géif dat d'Stéit hei am Land hiféieren a wivill Kompensatioun misste mer deen Abléck bezuelen? Et ass einfach, esou Saachen ze fuerderen, mee et ass verantwortungslos, se ze fuerderen, ouni de Leit an dem Staat ze soen, wat dat eis géif kaschten a wou eis dat ekonomesch géif hiféieren. An dofir muss ee Politik mat Verantwortung bedreiwen. D'CSV huet déi haut net erkenne gelooss.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mir hunn et hei mam éischte Gesetzesprojet ze dinn, deen aus dem Tripartite-Accord vun Enn Mäerz ervirgeet. Nodeems de Premierminister op der Tëlee erzielt huet, datt Leit mat héije Revenue keen Index an och keng steierlech Kompensatioun fir Kafkraaftverloscht opgrond vun enger Indexmanipulatioun brächten, stëmme mir elo haut e Subventionnement vun Masuttpräis fir ënner anerem genee déi selwecht Leit, zwou Wochen nodeems d'Regierung fir déi selwecht Leit schonn eng Subventionéierung vu Bensinn an Diesel beschloss huet.

Nieft am Fong der Feststellung, datt den Accord eng Indexmanipulatioun ass an déi beschlosse Kompensatiounen gréisstendeels vun de Stéit selwer finanziéiert ginn, hu mer et mat enger Regierung ze dinn, déi sech an hirem eegenen Discours ganz liicht verfänt.

Dat gesi mer och an de leschten Deeg, wou mer all Dag mat neie Rekordmeldungen erwächen aus der Lëtzebuerger Economie: Rekordgewënner vu Betriber, zolidd Dividenden un d'Aktionären, Chômage op Rekorddéit, Secteuren, déi féierten, keng Leit méi ze fannen, well d'Léin ënner anerem par rapport zu Däitschland net méi attraktiv genuch wieren – Klammer op: an d'Aarbeitszäite komme jo och derbäi, wéi mer virdrun héieren hunn, Klammer zou –, an do kënnen mir just soen: De Betriber geet et manifestement immens schlecht zu Lëtzebuerg!

90 % vum beschlossene Pak an der Tripartite sinn direkt an indirekt Aidé fir Betriber, déi aus dem Staatsbudget finanziéiert ginn, deen, wéi mer wëssen, zum groussen Deel vu Steiere vun de Stéit gespeist gétt. Och déi heite Measure ass zum Deel eng Hëllef fir d'Betriber.

Fir vill Stéit, déi mat Masutt hëtzen a finanziell net esou gutt dostinn, ass dës Measure eng kleng Hëllef, mee awer eng mat e puer Hoken. Éischstens ass se fir

manner gutt situéiert Stéit net grouss genuch, während se fir räich Stéit net wierklech an d'Gewicht fällt. Zweetens fluktuéiert de Präis weiderhin a kann déi 7,5 Cent séier resorbéieren. Fir dat ze illustréieren: Den 13. Abrëll louch de Präis vum Liter Masutt bei 1,13 Euro, haut läit e bei 1,25 Euro. Mat der Remise vu 7,5 Cent um Liter wier et fir e Stot also méi interessant gewiescht, den Tank virun zwou Wochen opzefüllen. De Stot muss also quasi mat an d'Spekulationen eraklammen an hoffen, datt de Präis erëm fale wäert. Drëtts kann e Stot gestrooft ginn, nämlech deen, deen Enn Mäerz huet misse fir 1,31 Euro de Liter opfellen an awer elo guer net an de Genoss vun deene 7,5 Cent kënn.

D'Grenze vun dëser Measure sinn also ganz kloer opgewisen. All fënnefte Stot zu Lëtzebuerg hëtz mat Masutt. Eng Win-win-Situatioun wier et jo, wann dës Stéit, besonnesch deene Stéit mat manner Akommes, géif gehollef ginn, fir d'Heizungen ze ersetzen. Da brächte mir eis hei guer net iwwert déi 7,5 Cent ze ënnerhalen. Déi betraffe Stéit wieren esou manner vulnerabel géigeniwwer Präisschwankunge vu fossillen Energien a kéinte Sue spueren, a Lëtzebuerg kéint säin Zäregasausstouss méiglechst séier erofdrécken. D'Mesuren, déi aktuell en place sinn an och elo erëm adaptéiert goufen, ginn dësen Erausforderungen awer leider net gerecht.

Guer keng finanziell Belaaschtung besteet dobäi fir d'Ubidders vu Masutt. Si kréien Avancé bezuelt vum Staat an duerno gëtt dann och op den Cent genee alles ofgerechent. Dës Ubidders vu Pétrolsprodukter si wuelverstanen de Groupement pétrolier, also Shell, Total, Lukoil, deen, mengen ech, russesch ass, Aral et j'en passe, Betriber, déi manifestement op keen Euro verzichte kënnen.

Et ass schonn erstaunlech, wéi exakt d'Regierung hei ass, fir eng komplett Entschiedegung fir dës Betriber ze garantéieren, déi zu de gréisste Profiteure vun der aktueller Situatioun gehéieren, a wéi liichtfankeg an onseriö se dann awer mat engem Indexmechanismus ëmgeet, deen d'Salariéien an d'Rentner/inne fir d'Ofwärtung vun hire Paien a Rente soll entschiedegen.

Mir stëmmen dat heiten zwar mat, well jo awer d'Geréngverdénger trotzdeem eppes kréien. Merci fir d'No-lauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Woch, ech komme mer es net zou, dës Woch ass wierklech verréckt: Ech ginn haut fir d'zweet dem Vizepremier François Bausch Recht. Nodeems ech em gëschter hei an der Chamber scho Recht hu misse ginn, ginn ech em och dës Kéier nach eng Kéier Recht, wéi e gesot huet, datt dës Measure vu 7,5 Cent sännlos wier. Eng Sännlosegkeet vun am Ganze 75 Milliounen Euro, dovun eleng 12 duerch dës Gesetzesprojet, 12 Milliounen Euro, déi een hätt kënnen an e sozial gerechte Klimabonus stiechen, 12 Milliounen, mat deenen een hätt kënnen deene Leit hëllef, déi wierklech Hëllef brauchen, 12 Milliounen, déi een och hätt kënnen a Solaranlagen, a Repowering oder an energeetesche Sanéierung stiechen, oder 12 Milliounen, déi de Lëtzebuurger Staat hätt kënnen notzen, fir selwer méi klimaneutral ze ginn.

An eisen Ae muss virun allem bei de Solaranlagen eng déck Schëpp – ech sot et de Moie schonn, quasi e puer Schubkaren – bäigeluecht ginn. Laut PNEC misste mer bis 2025 all effentlecht Gebai, wou et méiglech ass, mat Pannoen ausstatten. Mir sinn am Moment bei 4 %. Fir déi vun der Regierung viséiert 9 Megawatt bis 2025 misste mer bei normale Marchéspräisser – a mir ginn dervun aus, datt d'Regierung dat jo mat e bëssen Économie d'échelle kéint méi bëlleg kafen – ongeféier

13,5 Milliounen Euro ausginn. Dës 12 Milliounen Euro, déi Dir haut stëmmt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géifen also duergoen, fir deen ambitiöse Projet ze finanzéieren!

Mir Piraten sinn duerfir der Meenung, datt hei nach vill Geld muss an de Grapp geholl ginn, fir séier weider Projeten ze finanzéieren a virun allem ze realiséieren. Mee dat mécht d'Majoritéit net. Hei gëtt aus Koalitionsräson eng Decisioun geholl, déi souguer engem Drëtzel vun der Koalitioun sännlos erschéngt. An e fréiere Minister vun deem zweeten Drëtzel aus der Majoritéit géif esouguer soen, heimadder géife just déi breet Schëllere mat Porschen, Ferrarien oder souguer Privatjetten ënnerstëtzt ginn.

Mir Piraten denken, datt an Zäiten, wou en IPCC seet, datt mer nach just dräi Joer hätten, fir d'Rudder erëmzerappen, all Euro fir d'Klima zielt. An all Euro, dee mat der Géisskan ausgeschott gëtt, ass een Euro, dee mer domadder net eemol, mee zweemol verléieren! De Klimawandel kennt keng Kompromësser a virun allem keng politesch Koalitionsräson.

Här President, mir Piraten wäerten dës Projet, Dir wäert Iech do elo net wonneren, net matstëmmen. Mir sinn der Meenung, datt dës geschätzte Milliounen un Euro hei an dësem Projet verluer sinn an anescht respektiv op anere Plaze vill méi effikass hätte kënnen agesat ginn. Soyons fous: als Klimabonus, als Klimaschutz fir d'Betriber, mee net, andeem mer mat der Géisskan iwwert d'Land fueren!

Dëst ass eng Plooschter fir energieintensiv Betriber, déi eist Klima, eis sozial schwach Menagen an eis alleguerten am Ree stoe léisst an awer duerfir d'Pétrolsindustrie subventionéiert. Mee dat ass jo dann an der Linn mat der Motioun, déi virdu vun der Majoritéit net gestëmmt gouf.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'eischt e ganz grouse Merci un den Här Rapporteur Gilles Baum fir säin exzellente Rapport.

Ech kann a wëll mech elo de Mëtteg hei éischer ganz kuerz halen. Dir wësst, dës Projet de loi ass e wichtegt Element vum Accord, dee mer an der Tripartite fonnt hunn. Dir wësst och, dass et sech hei ëm temporaire Mesuren handelt, fir séier eppes géint déi héich Energiepräisser ze maachen. Dës Remise vu 7,5 Cent um Liter kënn souwuel de Bierger wéi de Betriber zegutt. Ech freeë mech, dass och d'Chambres professionelles esou séier konnten hire positiven Avis ofgi souwéi och de Staatsrot.

Ech wëll Iech hei alleguerte Merci soe fir déi extreem séier a wierklech gutt Zesummenaarbecht. An ech soen der Chamber Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung fir dës Projet, dee fir eis ganz wichteg ass. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Backes. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7988. Den Text steet am Document parlementaire 7988⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7988 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7988 ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Paul Schaaf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Kersch), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Da géif ech der Madamm Martine Hansen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. Mir hunn elo de Mëtteg relativ vill iwwer Bähilëfen am Kader vun der Energiekris geschwat. A verschidde Leit, déi awer vergiess gi sinn, dat si leider eis Léierjungen an eis Léiermeedercher. An der Berufsausbildung – an d'Berufsausbildung ass fir eis extreem wichteg, well si ass wichteg fir eist Handwierk a fir eist Land – sinn awer ganz vill Léiermeedercher a -jungen, déi op den Auto ugewise sinn.

Ech hat Iech eng Kéier e Beispill hei gesot vun engem Jong, deen zu Èlwen wunnt, deen awer, well mer net vill frankofon Ausbildungen hunn, muss op Belval fueren an deen dann erëm op Wolz fiert a säi Betrib. Dee Jong kritt eng kleng Indemnité d'apprentissage. Dat geet u sech net duer, fir de Bensinn ze bezuelen. Hie soll awer och nach motivéiert sinn, fir seng Ausbildung ze maachen. Ech mengen, d'Studente kréien eng Bähilëf, dat ass och ze begrëissen. Mir fannen awer och, datt hei déi néideg legislativ a reglementaresch Schrëtt missten ënnerholl ginn, fir datt och d'Léierjungen an d'Léiermeedercher, déi am Régime concomitant an der Schoul sinn, hei kënnen eng Ënnerstëtzung kréien.

Ech kann Iech och schonn eng Pist soen, wéi et eventuell géif goen. D'Léierjongen an d'Léiermeedercher kréien nämlech och eng Prime pour la promotion à l'apprentissage. Déi gétt vum Staat bezuelt. Ech mengen, et si ronn 150 Euro de Mount. Wann een déi zum Beispill géif ëm 50 Euro erhéije pro Mount, da wier deene Jongen a Meedercher och scho staark gehollef.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

Motion

„Finanziell Ënnerstëtzung vu Léiermeedercher a Léierjongen“

D'Chamber stellt fest, dass

– vill vun eise Léiermeedercher a -jongen op den Auto ugewise sinn, well fir si den öffentlechen Transport net past, d'Betribber, wou si schaffen, an Industriezone leien, déi schlecht ugebonne sinn, respektiv well si mussen mam Auto op de Chantier fuere fir ze schaffen;

– och si staark vun der rezenter Präisdeierecht, virun allem duerch déi héich Bensinns- an Dieselpräisser, be-traff sinn;

– d'Regierung am Kader vum Tripartite-Accord fir d'Studente fir dat akadeemescht Joer 2022/2023 eng zousätzlech Enveloppe vun 10 Milliounen Euro deblockéiert huet, wat ze begrëssen ass;

– Léiermeedercher a -jongen, eisen Informatiounen no, net an de Genoss vun Energiebähillefe kommen,

aus dese Grënn freet d'Chamber d'Regierung,

– déi néideg legislativ an/oder reglementaresch Schrëtt an d'Weeër ze leeden, fir dass och d'Léiermeedercher a -jongen, déi am Kader vum „régime concomitant“ vun der Berufsausbildung ofwiesselend beim Patron respektiv am Lycée sinn, zäitno an de Genoss vu Bähillefe kommen.

(s.) Martine Hansen, Max Hengel, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mardamm Hansen.

9.7982 – Projet de loi portant modification des articles 1^{er} et 32 du Code de la sécurité sociale

Da komme mer elo zum Projet de loi 7982, enger Ofännerung vum Code de la sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President.

(Interruption)

Provozéiert mech net!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleginnen a Kollegen, op dee Rapport, deen ech haut hei virstellen, hätt ech ganz gär verzicht, well en eng Konsequenz vun deem mënschlechen Drama ass, dee sech am Moment an der Ukrain ofspilt.

Mat deem Projet erkläre mir eis solidaresch, an dat ass gutt, mat deene ville Leit a Familljen, déi virum Krich aus der Ukrain geflücht sinn an haut leider nach ëmmer mussen flüchten an déi bei eis opgeholl gi sinn, esou wéi eis Elteren a Grousseltere virun 80 Joer dat a Frankräich goufen, wéi d'Nazien eist Land iwwerrullt hunn.

Konkreet gesäit dese Projet vir, dass d'Persounen, déi de Statut vun enger Protection temporaire hunn – dee Statut ass declenchéiert ginn de 4. März 2022 am Europäesche Conseil –, obligatoresch un eis Kranke...

O, entschëllegt! Co...? Co...?

(Interruption)

Nee, nee, et ass keen anere Projet. Ech hu just hei eppes derbäigeknäzelt, wat ech bal selwer net méi entziffert kréien. Dat ass, wann een esou aktuell wéi méiglech wëllt sinn.

Also, d'Persounen, déi de Statut vun enger Protection temporaire hunn, ginn obligatoresch un eis Krankerversicherung affiliéiert. Dat bedeit, dass keng Karenz- oder Stagezäit fir si noutwendeg ass. Hir Cotisatioun gétt vum Staat iwwerholl. An anere Wieder, si kréien direkten Accès un eise Santéssystem mam Tiers payant, do wou e géllt ...

(Brouhaha et hilarité)

Une voix | Et gétt ëmmer méi schlëmm ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Nee, nee, liest den Artikel an der „Neue Zürcher“.

(Hilarité)

Et ass jo déi éischte Kéier, dass de Statut vun der Protection temporaire, also desen Dispositif, ugewannt gétt. De Mechanismus gesäit vir, dass d'EU-Memberstaate mussen deene Flüchtlingen déi néideg Hëllef zoukomme loossen, wa si net selwer iwwert déi néideg Ressourcë verfügen. Dat géllt och fir medezinesch Hëllef. Ech wëll just drun erënneren, dass mir hei vu Leit schwätzen, déi a ganz schwierige Situatiounen op Lëtzebuerg kommen a villes dohem matgemaach hunn. Déi hu misse vun engem Moment op deen aneren hir Heemecht verloossen, wou Familljen oft getrennt goufen.

Géife mir dës Gesetzgebung elo net virhuelen, da géif hir Affiliatioun iwwert d'Assurance volontaire lafen. Dat géif awer mat sech bréngen, dass eng Karenzzeit vun dräi Méint géif wierken. Wat net heescht, dass an dëser Zäit de Leit net gehollef géif ginn, wa se op medezinesch Betreieung ugewise wieren. Mee et spillen dann aner Mechanismen, déi méi komplex sinn, änlech wéi bei de Leit, déi eng Ufro maachen, fir hei Asyl gewäert ze kréien. Hei ass et den ONA, den Office national de l'accueil, deen duerfir opkënn.

D'Zuel, an dat, mengen ech, soll ee sech awer eng Kéier virun Aen halen, d'Zuel vun de Flüchtlingen aus der Ukrain ass, wéi mer jo matkritt hunn, immens grouss a mir hunn eppes Änlech an esou kuerzer Zäit kaum erlieft, a si gétt vun Dag zu Dag méi grouss.

Um Freiden, den 21. Abrëll, sinn zu Lëtzebuerg 4.976 Demandé fir de Statut vun der Protection internationale agereecht ginn. Mir dierften deemno bei iwwer 5.000 Demanden ukomm sinn. Dee selwechten Dag, also den 21. Abrëll, haten 2.237 Persounen de Statut unerkannt kritt, dovunner 1.375 Erwuessener an 862 Kanner. Vun deenen 2.237 Leit hunn der 2.151 déi ukrainesch Nationalitéit a 86 Bierger eng aner Nationalitéit. Déi obligatoresch Affiliatioun ass dann och niewent der direkter Hëllef fir d'Leit eng administrativ Vereinfachung, déi verhënnere wäert, dass d'Dossieren iwwerméissig laag an der Prozedur sinn.

Elo ass et net esou, dass dëst Gesetz just ab deem Moment géif gëllen, wann et a Kraaft trëtt, mee et ass eng Retroaktivitéit virgesinn, fir dass all d'Persounen, déi de Statut bis elo kritt hunn, dovunner profitéiere kënnen.

Da muss ee wëssen, dass de Statut vun der Protection temporaire och en Accès op den Aarbechtsmaart gétt. Sollte Leit, déi Beneficiaire vun enger Protection

temporaire sinn, eng Aarbecht hei zu Lëtzebuerg fannen, da geet fir si d'Affiliatioun normal iwwert d'Aarbecht weider. Sollte si déi Aarbecht verléieren, si si erëm als Beneficiaire vun enger Protection temporaire affiliéiert, ouni dass se vill Demarché maache mussen.

Wat ännert sech elo an eiser Legislatioun konkreet? Et ginn zwou Ännerungen am Code de la sécurité sociale virgeholl. Dat ass eng Kéier den Artikel 1, wou d'Beneficiairé vun der Protection internationale an der Lëscht vun deene Leit, fir déi eng Affiliatioun obligatoresch ass, bäigefügt ginn. An eng zweet Ännerung ass am Artikel 32 erëmzefannen, wou festgehale gétt, dass de Montant vun der Cotisatioun vum Staat iwwerholl gétt.

Nun hu mer zum Projet eng ganz Rei vun Aviser krut. Den Avis vum Conseil d'État huet eis drop higewisen, dass et kéint e verschiddenen Traitement gi vu Leit, déi de Statut vun der Protection temporaire hunn, a vun deenen, déi an der Prozedur sinn, fir DPI ze ginn. No den Erklärungen aus dem Ministère, vum Minister a senge Leit, konnten déi Suerge vum Conseil d'État entkräft ginn.

Da krute mer weider Avisen, wéi dee vun der Handelskummer, deen drop hiweist, dass et fir d'éischte Kéier ass, dass dee Mechanismus declenchéiert ginn ass. A mir kruten den Avis vun der Salariatskummer, déi dese Projet ënnerstëtzt.

Dann zur Prozedur, déi de Projet duerchlaf huet. Den Text ass den 23. März deponéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 1. Abrëll ginn. Nodems de Projet en Dënschen an der Kommissioun presentéiert ginn ass, ass haut de Moien de Rapport ugeholl ginn.

Da just nach ee Sujet, deen an der Kommissioun ugeschwat ginn ass, deen ech Iech awer och nach wëll matdeelen. Dat ass, dass e Projet am Moment amgaangen ass, dee finaliséiert ginn ass, deen och seng Wichtigkeet huet an deen e weidere Schrëtt a Richtung Couverture universelle vun de Soins de santé ass. Dir wësst, dass et eng Rei vu Virgesprécher gouf mat der Regierung an den ONGen, déi an deem Beräich tätég si fir Leit, déi duerch d'Sozialnetz falen a kee Gesondheetsschutz hunn, déi zwar traitéiert, behandelt ginn, wann et noutwendeg ass, an elo eng belaaschtbar Sécherheet kréien, dass se déi dote Soine kréien.

Den Här Minister huet eis informéiert, dass déi Aarbechte kuerz virun der Finaliséierung sinn an dass mer deemno e weidere Schrëtt a Saache Couverture universelle maachen, wat eppes ganz Guddes ass a wat Lëtzebuerg ganz gutt zu Gesiicht steet.

Dat gesot, géif ech domat schléissen an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet ginn an Iech Merci soen, an och Merci soen der Kommissioun fir d'Flexibilitéit an hiren Aarbechten. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur, dem honorabele Mars Di Bartolomeo, villmools Merci soe fir deen explizite Rapport, deen e gemaach huet. Ech mengen, et muss een och drop agoen, et ass ënnerstrach ginn: Dat ass elo eng Ännerung fir d'DPIen alleguerten. Et ass zwar elo d'Ukrain den Ausléiser, mee dat géllt duerno fir jiddwereen, deen dee Statut huet. Dofir, déi Diskussioun, ob et eng Zwouklassegesellschaft gétt oder net: Wann s de bis DPI bass, dann ass ee wéi deen

aneren, mee et ass eebe just d'Prozedur eng aner ginn. Vir dru war et esou, wann s de nach an der Prozedur dra wars, konnts de net direkt dervu profitieren, wat sech elo an dëser Situatioun ännert.

Mee ech ginn dervun aus, dass mer och nach wäerten Adaptatiounen maachen, an eng dovunner ass jo och déi, déi de Rapporteur elo just nach beschriwwen huet, wou souwisou jo soll eng Aide universelle kommen, wat d'ONGE jo och scho laang jore gefuerdert hunn a wat och ennerwee ass.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV zu dësem Projet. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Spautz. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. De Rapporteur war effektiv ganz komplett an den Här Spautz huet u sech komplettéiert, wat ech nach wollt soen. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer och deenen, déi an enger Protection temporaire sinn, eng direkt Couverture sociale hei accordéieren. An et ass och esou, dass dat heite sech elo op déi ukrainesch Leit applizéiert, déi déi Protection temporaire kritt hunn, mee dass natierlech an Zukunft, wann deen heite Statut och anere Leit sollt accordéiert ginn, dës Leit dann och vun där heite Couverture obligatoire profitéiere wäerten.

D'Demokratesch Partei ennerstëtzt de Projet a gëtt heimadde den Accord. An den ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. An ech sinn och ganz frou ze héieren, dass mer elo an der Couverture universelle endlech weiderkommen, dass mer an der leschter Ligne droite sinn. Ech hoffen, dass dat net just en Effet d'annonce war, mee en Effet d'annonce de réalisation! Wann d'ONGen derhannert waren, ech war och do informéiert an hunn et och heibanne probéiert; wann dat elo säi Wee hëlt, ass dat gutt.

Dee Projet vun haut ass och e Projet, wou mer eng sozial Gesetzgebung komplettéieren. De Rapporteur, deem ech Merci soe fir seng Ausféierungen, huet drop higewisen, dass en Avis vun der CLC do war. Mee an deem steet och – an et weist e wéineg den Historique dovun –, dass mer eng Direktiv hate vun 2001, dass mer 2015 déi Direktiv ëmgesat hunn, mee dass mer déi Zeil, den Tiret 22, dee mer haut bäisetze fir d'Beneficiairë vun der Protection temporaire, nach net ageschriwwen haten. Mir maachen et elo, et ass net ze spéit, mee mir maachen et e wéineg en urgence.

Dat ass an deem Sënn och net schlëmm, well mer et retroaktiv maachen op de 4. März. Mir maachen et och retroaktiv op den Dag vun der Demande vun deene Leit, déi se gestallt hunn, a virun allem, wéi de Rapporteur et gesot huet, ouni Karenzäit. A fir d'Kanner ass vum éischten Dag un alles geregelt, egal wéi se hei sinn, ob mat hiren Elteren, ob mat engem vun den Elteren. Mir wësse jo, dass méi Mamme wéi Papp mat hire Kanner hei sinn, dat geet jo aus den Zuelen ervir.

Bon, dat ass eng gutt Saach. Ech wollt och, dass mer kënnen hin- an hierwiesselen tëscht de Leit, déi jo da bei eis komm sinn an deene mer eng Aarbecht ginn. Ech wollt de Minister froen: Hu mer schonn eng Iddi, eng Schätzung, wivill Leit, wivill Ukrainer vun deenen, déi dann elo mat dem Ukrain-Krich heihikomm sinn,

eng Aarbecht fonnt hunn, dat heescht, déi elo sozialverséichert sinn iwwer en Aarbechtsvertrag? Oder gëtt et doriwwer nach keng Informatiounen?

Mir hunn am Gesetzesprojet virgesinn, dass de Wäert, wat dat eis kascht, 6,5 Milliounen ass. Dat ass eng Schätzung, huelen ech un. Sinn d'Zuelen an deene leschten Deeg esou, dass mer dat no uewe mussen revidéieren, oder net? Ech ginn op eng Nott an, déi de LISER etabléiert huet mam Zenario, wat eis nach kann erwaarden. A mir hunn alleguete keng Glaskugel, dat weess ech, mee si mer opgestallt, wann den Zenario kéint a Kraaft trieden, wou mer bis zu 14.000 Leit aus der Ukrain zu Lëtzebuerg hätten, hu mer dann déi néideg Taskforce stoen? Si mer och gerüst um Niveau vum ONA? Ech weess, dat ass net de Minister Claude Haag, deen do zoustänneg ass. Mee fir dass mer net iwwerrascht ginn, stellen ech déi Fro, maachen ech déi Iwwerleung.

Dëst gesot, ginn ech zu dësem generéisen a gudden Projet d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Di Bartolomeo fir dee Rapport. Mir droen dee mat. Mir hunn dat vun Ufank u gesot, direkt no der Invasioun, dass mer gär hätten, dass déi Leit aus der Ukrain, déi Schutz brauchen, dee bei eis op eng generéis Manéier kréien. Dofir droe mer dat hei mat. Et ass e kloer Bekenntnis vun eiser Säit.

Ech wëll awer och akteieren, dass dat net heescht, dass mer eis allgemeng Positioun vun der ADR an Asylfroe géifen iergendwéi änneren. Dat maache mer net. Dat ass kloer, dass mir eng Ausnam gesi fir déi Leit aus der Ukrain an dowéinst och dat hei matdroen. Mir änneren och net déi Differenzéierung, déi mer maachen tëschent Leit, déi legal am Land sinn an illegal. Dat heescht net, dass mer net humanitär oder medezinnesch wëllen eppen fir déi Leit maachen, awer mir halen do op kloer Ennerscheeder an dat gëtt och net duerch eise Jo zu dësem Projet iergendwéi a Fro gestallt.

Dat ass also eng politesch Reserv, déi ech maachen, awer mir soen e kloer Jo zu deene Leit, déi aus der Ukrain bei eis kommen, fir Schutz ze fannen. Déi sollen déi beschtméiglech Konditiounen hunn. Dofir droe mir dat hei mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert bei déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, och vun eis aus e grouse Merci un de Rapporteur. Also mir wäerten dat Gesetz hei matdroen, well et fir eis ganz kloer ass, dass mer Leit, déi viru Krich a Leed fortlafen, déi esou vill Misär hunn an déi mir dann ophuelen, dass mer deenen esou séier wéi méiglech an esou onbürokratesch wéi méiglech sollen hëllef. An dat hei ass dee richtege Schrëtt, wann ee jo bedenkt, wat fir e Leed déi Leit matgemaach hunn, dass se sech krank gemaach hunn, dass se Sequellen hunn. Dofir ass et wichteg, dass se sech gesondheetlech kënnen behandle loosse an dass se dat och bezuelt kréien. An d'Krankekeess als Deel vun engem effentlech finanzéierte Sozialsystem iwwerhëlt dann och dës Käschten. Dat ass ganz wichteg vun eiser Säit aus.

Eng aner Saach, just eng ganz, ganz kleng Klammer, wat den Här Minister vläicht eng kéier kéint kucken: Bei de Studenten, déi ersetze ginn, do ass et esou, dass se allkéiers aus der Krankekeess vun den Elteren erausgeholl gi, wou se doheem affiliéiert sinn, a si mussen sech allkéiers erëm telefonesch zréck

dramellen, soss si se ouni Couverture. Dat kéint ee vläicht eng kéier kucken, fir dat och ze vereinfachen, well dat géif jo och vläicht de Leit, déi an deem Secteur schaffen, déi allkéiers müssen uruffen, munches vereinfachen. Also kuckt dat vläicht eng kéier no. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un de Rapporteur fir säi Rapport, dee ganz exhaustiv war. Et muss ee vläicht soen, dass dat heiten e wichtige Projet ass an deem Sënn, dass mer endlech – an ech betoune wierklech „endlech!“ – mat engem Traitement ophale vun Demandeurs de protection internationale, wou se Bonge kruten, fir bei den Dokter ze goen, wou se quasi ëmmer Bittsteller waren, fir bei den Dokter kënnen ze goen. A wa kee Bong méi do war, hu se missen en neie Bong froen.

Hei gi se elo normal affiliéiert an domadder hu mer eng ganz Rëtsch vun deenen administrativen Hürden net méi. An ech mengen, dass mer dat schonn éischer hätte kënnen maachen. Mir hätten dat scho kënnen bei fréiere Flüchtlingswelle maachen. Mee et ass ni ze spéit, fir aus der Geschicht ze léieren.

Duerfir begrësse mir Piraten, dass dat hei geschitt, dass mer eng Simplification administrative am Interêt vu Mënsche maachen. An ech mengen, dass ass dat, woufir Politik soll stoen. An dat heiten – ech mierken, et gëtt jo eng Unanimitéit, mengen ech – ass e staarkt Signal vun der Chamber, fir awer ze weisen, dass mer eis Humanitéit net vergiess hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Claude Haag.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haag, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säin exzellente schrëftlechen a mündlechen Rapport. Ech iwwerhuelen dat, wat den Här Clement gesot huet, dass dëst e staarkt Signal ass. Unanimitéit an deem heiten Dossier, ech mengen, dass ass wonnerbar, well mir kréien deene Leit, déi voller Leed sinn, de Refugiéien, an deem Sënn gehollef. An dofir freet mech och besonnesch déi Unanimitéit.

Ech wëll op zwou, dräi Saachen agoen, déi hei ugeschwat gi sinn. Éischters, bon, firwat ass dat net schonn éischer geschitt, dass mer déi Émännerung am Code de la sécurité sociale gemaach hunn? Dat ass richtig, hätt ee kënnen vir dru maachen. Ech muss Iech soen, et ass fir d'éischt, dass den EU-Rot déi dote Prozedur gezunn huet.

Mir hätten och nach verschidden aner Méiglechkeete gehat, notamment vläicht, dass unzepasse par rapport zu den Demandeurs de protection internationale, wat jo net gutt gewiesch wier. Mir sinn also op de Wee gaangen, fir hei zwou Prozeduren op een Niveau ze huelen, wat d'Berengung ubelaangt an den Traitement ubelaangt bei de Bénéficiaires de protection temporaire. Dat just op d'Remark, firwat dass mer et net éischer gemaach hunn: well et och éischer nach ni applikabel war. A meeschtens mierken een et dann, an et ass jo gutt, dass mer esou séier reagiert hunn.

Dat hei geet retroaktiv op de 4. März. Dir hutt dat gesot, dass ass fir eng Durée bis 2023, also och fir ee Joer. Dofir, d'Affiliationskonditiounen an och wat de Paiement ubelaangt, déi sinn dann och heimadde garantiert an ofgeséichert.

Ech wollt just soen, well de Finanzement vum Här Margue ugeschwat ginn ass a wat et géif bedeuten,

wann elo méi Leit kéimen, méi Refugiéë kéimen: Da verschléisst sech Lëtzebuerg natierlech net. Deen heite Projet de loi, dat Gesetz hei ass ausgerechent op 5.000 Leit, déi an dee Genoss kéimen, déi dat géife beusprochen. De Rapporteur huet d'Donnéë gesot oder d'Zuele gesot vum 21. Abrëll. Ech kann Iech déi soe vun haut. Firwat soen ech dat? Well dat relativ wichteg ass. Mir sinn dann op 2.579 Bénéficiaires de protection temporaire. Dorënner sinn 1.297 Fraen an 306 Männer an 976 Kanner. Vun deenen 2.579 Bénéficiaires de protection temporaire hunn der 2.491 déi ukrainesch Nationalitéit an 88 hunn eng aner Nationalitéit, kommen awer aus der Ukrain a falen ënnert déi selwecht Konditiounen.

De Projet de loi ass estiméiert financièrement op en Afflux vu 5.000 Leit. Ech muss Iech awer soen, datt, esou wéi d'Tendenzen et erginn, den ONA scho reaktiv war an deem doten Dossier an och en Depassement ugefrot huet fir wann eng Aggravatioun vun der Situatioun kéim, datt déi Montanten disponibel sinn. Mir schaffen also vir. Wa mer se net brauchen, tant mieux, mee et ass ugefrot an och accordéiert ginn, also accordéiert ginn, fir datt de Finzement bereetgestallt ginn ass.

Wat d'Zuele vun der ADEM ugeet, hunn ech déi leider net am Kapp. Ech denken, datt et am beschte wier, mir géifen eng Kéier an der zoustänneger Kommissioun – Travail, Sociales –, wou jo och den Aarbechtsminister derbäi ass mat mir selwer vun Ministère, iwwert déi Zuele kucken, datt mer dat adaptéieren.

Mir kréien och Demanden – doriwwer sinn ech och frou – um Niveau vun der Regierung, haaptsächlech um Niveau vun Ministère du Travail, fir deene Leit bei saisonalen Aarbechten eng Aarbechtsplaz ze ginn. Och do sinn déi éischt Entrevuë geplangt, fir datt déi Leit och um Aarbechtsmaart kënnen aktiv ginn. Dat ass also och de Wee, op dee mer ginn, fir datt déi Leit hei och eng Aarbecht fannen, nieft natierlech deenen anere Leit, déi och am Chômage sinn.

Zum Schluss wollt ech soen, datt mir, datt ech op jidde Fall seelen eng Annonce maachen, déi sech net wäert realiséieren. An ech kann Iech versprochen, Här Margue, d'Couverture universelle wäert kommen, an déi wäert relativ séier kommen.

Dofir merci fir déi breet Ënnerstëtzung, déi Unanimitéit, an dat och am Numm vun de Refugiéen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Sozialminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7982. Den Text steet am Document parlementaire 7982³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7982 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7982 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'introduction d'une prime pour les apprentis sous le « régime concomitant »

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 46 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi d'Madamm Martine Hansen deposéiert huet. Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ech géif Merci soe fir déi Motioun an ech géif proposéieren, well mer eis jo elo erëmgesinn an domadder rechnen och an der Commission „Tripartite“, dass mer dat heite sollte mat dohinner huelen. Dat ass déi richtig Plaz. Da wësse mer, wivill Studenten effektiv, wivill Auszubildender hei an de Genoss kéinte kommen. Dir hutt eng Propos gemaach, da kéint een déi chiffrieren.

Ech mengen, dat wär déi richtig Plaz, fir do effektiv mat Zuelen och kënnen ze beleeeën, wat dat do géif kaschten. Ech fannen et op alle Fall eng ganz gutt Iddi. Ech begreissen déi Initiativ, déi Der hei geholl hutt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech soen der DP an der Majoritéit Merci, datt se meng Iddi begreissen. An ech sinn natierlech averstanen, datt se an d'Kommissioun kënn. Merci.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun un d'Kommissioun verweisen.

(La motion de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission spéciale « Tripartite ».)

11. 7976 – Projet de loi portant modification de :

1^o la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ;

2^o la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance

Da kéime mer zu dem leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch, dem Projet Nummer 7976 iwwert d'Verlängerung vun temporairé Bähëllefelen u verschidde Betriber. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, d'Madamm Simone Beissel.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir hunn alle guerte vill geschwat an da geet dat heiansdo esou, a meng Stëmm, déi ass och net ideal.

Här President, erënnert Iech, am Februar, wéi ech hei virun Iech stoung, hat ech gesot, et wär méiglech, dass et net déi leschte Kéier wär, dass ech Iech géif e Covid-hëllefsgesetz presentéieren, fir eise Betriber entgéintzekommen. Haut stinn ech nees eng Kéier virun Iech an ech hoffen awer elo ganz ferm, dass et wierklech déi leschte Kéier ass, dass mer e Gesetz huelen, fir eise Betriber ze hëlfe, déi nach ëmmer vun der Pandemie impaktéiert sinn.

Mee leider ass et esou, a mir wëssen dat alleguerten, mir si bal knapps aus där enger Kris eraus, dann ass déi nächst schonn erëm amgaangen. Den Ukrain-Krich, d'Liwwerenkpäss, d'Hausse vun den Energiekäschten hunn eng signifikativ Inflatioung ausgeléist. Déi beelaascht net nëmme d'Kafkraaft vun eise Bierger, mee och eis Betriber mussen all do dermat kämpfen.

An Dir aant jo schonn, och am Kader vun den Diskussiounen an der Tripartite, dass mer héchstwahrscheinlech hei an dësem Haus an den nächste Wochen eng ganz Partie vu Gesetzer stëmme wäerten, anerer geziilt, fir och eise Betriber, déi elo ënnert där neier Energiekris leiden, erëm ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mee komme mer elo op de Projet 7976 zrëck. Erënnert Iech, mir hate schonn am Februar gesot, mir kommen elo an eng Phas vu Phasing-out, dat wëllt heeschen, dass mer lues a lues, an dëst also bis Enn Juni, d'Hëllef wäerten zrëckschrauwen. Vu dass dat och schonn am Februar, haaptsächlech vum Minister Lex Delles, ugekënnegt ginn ass, dass dat géif zrëckgeschrauft ginn, woussten eis Betriber also matzäit Bescheed, soudass also déi néideg Previsibilitéit a Planungsécherheet gi war.

Wann Dir mir elo sot: „Jo, mee eise Betriber geet et nach ëmmer net ganz gutt“, notamment duerch déi Problemer, déi ech elo grad gesot hunn, Ukrain-Krich, Liwwerenkpäss, Energiedeierecht, dann ass dat scho richtig, mee ech muss Iech drun erënnere, dass dës Aiden an engem Lien direct mat der Pandemie vu Covid-19 geholl gi sinn. An dee Lien direct ass och d'Konditioun, dass Bréissel eis erlaabt huet, iwwerhaapt dëse Genre vun Aiden auszebezuelen.

Dofir, jo, et geet eise Betriber liicht besser opgrond vun dem Erauskomme aus der Pandemie. Jo, d'Betriber wäerten nach weider geziilt aner Hëllef kréie fir déi nei Kris, déi kënn. Mee wéi gesot, dat am Kader vun der Pandemie wäert erofgeschrauft ginn.

Här President, wie kann dann elo nach am Kader vum Projet 7976, also bis Enn Juni, vun dësen zwou Aidë profitéieren? Dir erënnert Iech, dat sinn déi zwee Gesetzer vun 19. Dezember 2020, wou mer de System vun engersäits den Aides aux coûts non couverts an anerersäits den Aides de relance ageféiert hunn. An et sinn déi zwou Aiden, déi virugeféiert ginn.

Och wann eise Minister, den Här Delles, eis zu der Aide aux coûts non couverts – huele mer déi emol als Alleréisch –, an de Kommissiounssitzung gesot huet, dass d'Aussiichten am Tourismussecteur effektiv no uewe weisen, sinn awer nach ëmmer verschidden Etablissementer impaktéiert.

Mir mussen awer och wëssen, dass mat dësen Aidë bien entendu net all Hotel oder Camping, deen hei viséiert ass, automatesch an de Genoss vun den Aidë kënnt. Nee, d'Konditiounen, déi virdrun an de Basis-gesetzer festgesat gi sinn, déi lafe bien entendu hei virun, an dat ass: Am Kader vun der Aide aux coûts non couverts muss een eng Perte vum Chiffre d'affaires vu 40 % par rapport zu der Referenzperiod vun 2019 kënnen virweisen.

A wéi gesot, krute mer och vum Minister an der Kommissioun gesot, an dat ass jo eng gutt Noriicht, dass bei der Aide aux coûts non couverts d'Serie vun den Demanden, déi si erakriegen, wierklech immens erofgaangen ass. Dat ass jo e gutt Zeechen, dass et awer erëm am Secteur unzitt.

D'Envergure vun der Hëllef, déi ass dann ab Mäerz 75 % an net méi 100 % vun de Käschten, déi nach iwwerholl gi sinn. An dat wësst, d'Feld ass méi breet, dee leeft jo nach, 70 % vun de Käschte vun de PMEen an 90 % vun de Käschte vun de klengen Entreprisë ginn iwwerholl, mat Montante vu respektiv 20.000, 100.000 an 200.000 Euro. Dat ass also fir d'Aide aux coûts non couverts.

Här President, wat elo déi zweet Aide ugeet, d'Aide de relance, déi geet och Enn Juni zu Enn. Hei bliewen et déi selwecht Acteuren. Dir wësst, d'Feld ass méi breet. Bei där éischter sinn et jo wéi gesot nëmme d'Hotelier an d'Camping. Hei sinn et déi, déi Der kennt: déi traditionell Betriber aus dem Secteur vun der Horeca, dem Kultursecteur, doniewent d'Gestionnaire vun der Formation professionnelle an, erënnert Iech, an deem leschte Gesetz hate mer dat ageféiert, d'Vendeure vun neien Autoen, déi sinn heibäi och nach eligibel.

D'Aide de relance ass méi einfach ze kréien, well et brauch een nëmme eng Perte vu 25 % vum Chiffre d'affaires par rapport zu der Referenzzeit 2019 virweisen. Wéi gesot, Enn Juni soll dës Hëllef dann och lues a lues auslafen. Fir d'Méint Mäerz an Abrëll ass et esou, dass et elo schon erofgesat gëtt. Et gëtt nach 1.000 Euro pro Salarié oder pro Independant, dee schafft. Et gëtt awer näischt méi fir en Independant oder e Salarié, deen am Chômage partiel ass. An da fir d'Méint Mee a Juni gëtt et nach 500 Euro fir e Salarié oder Independant, dee schafft, an näischt méi och hei fir en Independant oder Salarié, deen, wéi gesot, am Chômage partiel ass. Zum Schluss kann een awer soen, dass d'Envergure vun dësen Hëlfele en gros wäert 12 Milliounen Euro ausmaachen.

Ganz kuerz nach e puer ganz wichteg Elementer aus de verschiddenen Avisen, déi mer erakritt hunn. Dat ass den Avis vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés a vum Staatsrot. Fir den Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an op d'Avise selwer vun dese berodenden Organer. Duerch d'Bank soe se alleguerter Merci, dass déi Aiden hei verlängert ginn.

D'Chambre de Commerce mengt, si géife vläicht net grad duergoen. D'Chambre des Métiers begréisst och d'Verlängerung, acceptéiert awer och de Phasing-out.

Si seet just, dass se bei de Garagisten d'Feld nach gär verbreedert gehat hätt – dat hat se d'leschte Kéier schonn ugekënnegt –, an net nëmme fir d'Vendeure vun neien Autoen. Si maache sech natierlech alleguerter Suergen iwwert d'Inflatioun an iwwert déi Index-tranchen, déi am Gespréich sinn, déi do natierlech direkt drunhänken.

D'Chambre des Salariés, dat wësst Der, ass ëmmer méi kritesch. Quitte dass se d'Aidë begréisst, seet se erëm wéi ëmmer, dass se u sech net frou ass, dass d'Ausbezuung vun Aiden net u sozial Krittäre gebonne ass, notament u de Maintien dans l'emploi. Si ass och net begeeschtert, dass, wann een eng Aide de relance ufreet an een déi och kritt, ee souguer bis 25 % vu sengem Effectif kann entloossen an trotzdeem nach d'Aidë ka kréien. Si begréisst et awer, dass d'Organismes de formation professionnelle an de Genoss vun dësen Aidë kommen.

De Staatsrot war ganz konstruktiv. Vu dass et hei ëm eng Verlängerung vun engem Gesetz geet, kouw natierlech eng Opposition formelle. Mir hate just legischesch Adaptatiounen an e puer Reformulatiounen, déi mer mat der Hëllef vum Ministère an den Text agebaut hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss e kuerze Bilan. Wa mer op déi zwee Joer zrëckkucken, wou mer eefel verschidden Aiden hei ausgeschafft hunn, dat heescht de Ministère, déi mir awer hei alleguerter duerchgesat hunn – eefel verschidden Aiden! – an op déi Aart a Weis, wéi mer et gemaach hunn, dann, mengen ech, kënnen mer alleguerter zefridde sinn, well mat deene verschiddenen Aidë konnte mir wierklech valablement eise sämtleche Betriber zu Lëtzebuerg hëlfelefen.

D'Taktik vun der Regierung war jo déi follgend: hëlfelefen, adaptéieren, verlängeren. De System war esou: Sinn d'Restriktiounen an d'Luucht gaangen, sinn d'Aiden an d'Luucht gaangen. Vun deem Moment un, wou d'Restriktiounen gelockert gi sinn, sinn och d'Aidë lues a lues erofgeschrafft ginn, dat hat eng Logik, déi all Mënsch verstanen huet. An ech mengen, dee System huet an deenen zwee Joer seng Preuvë gemaach, well virun der Pandemie an och am Ufank, wéi et lassgaangen ass mat den Aiden, hate mer jo u sech Betriber, déi gesond waren, déi kompetitiv waren. An dee ganze But vun den Aiden, do ass jo drëm gaangen, fir deenen, déi ouni hir Schold, eeben duerch déi Pandemie, fir déi kee konnt, a Schwieregkeete gerode waren, erëm eng Kéier ze hëlfelefen derduerchzekommen. A mir hu se elo esou wäit, dass se erëm kënnen duerchstarten.

An ech mengen, mir kéinten alleguerter zesumme soen hei an deem Haus, an natierlech zesumme mam Minister Delles a senger Ekip: Mission accomplie!

Mir hunn eis voll un de Kader vu Bréssel gehalen. Mir hunn dee bis zum Schluss voll ausgenotzt, an nach eng Kéier, well et ass jo awer eng wichteg Zuel: Ogrond vun de Gesetzer, déi hei gestëmmt gi sinn, si vum Ministère awer 550 Milliounen Euro un de ganze betreffende Secteur ausbezuelte ginn! An ech mengen, dat ass e Chiffer, dee sech weise léisst.

Ier ech zum Schluss kommen, fir d'éischt dem Minister Delles a senger ganzer Ekip en härezeche Merci, mee och de Membere vun eiser flotter Classe-moyennes-Kommissioun, déi all flexibel a konstruktiv matschaffen a wou ëmmer flott Diskussiounen sinn. E grouse Merci all de berodenden Organer, déi gehollef hunn, an dann natierlech eise Sekretären, dem Dan Schmit an dem Gigo Lamesch, villmools merci, dass mer ëmmer esou schnell konnte schaffen. A bien entendu bréngen ech hei mat Freed den Accord vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Simone Beissel.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och villmools merci der Madamm Rapportrice, déi op hir gewinnt Aart a Weis de Rapport am Detail virgestallt huet an eis sot, wat bei dësem Gesetz zu deene Verlängerung féiert. Et ass jo schonn eng Kéier eng Diskussioun gewiescht, firwat mer se nëmme e puer Méint verlängert hunn. Mir hu misse waarden op de Go vun der Europäescher Unioun, fir och kënnen déi Primmen ausbezuelen.

Ech mengen, dat hei ass eng Verlängerung, déi elo gemaach gëtt an déi am Kader vu Covid-19 ze kucken ass. An et muss een och wëssen, bei Covid-19, och wa mer de Moment an der Aktualitéit nëmme nach op drëtter Plaz sinn, well d'Ukrain an aner Problemer sinn nach virdrun, dass déi Covidsituatioun nach ëmmer net gekläert ass an dass et nach ëmmer net ausgeschloss ass, dass mer nach eng Kéier, deemno wéi d'Situatioun beim Covid sech wäert entwéckelen, dat heite Gesetz musse verlängeren oder fir den Hierscht en neit Gesetz an déi selwecht Richtung musse bréngen. Et muss ee sech däre och ëmmer muss bewusst sinn.

Et muss een awer och ënnersträichen am Kader vun der Tripartite, vun deem Accord, deen do dran ass, dass, wann de Projet de loi oder de gesamte Projet de loi bis ënnerwee ass, dann och Betriber, déi elo vun dësen Hëlfele kënnen profitéieren, da vun deenen aneren Hëlfele kënnen profitéieren, mee dass et genaousou logesch ass, dass de kee Cumul kann maachen, dass de eng Kéier vun deenen engen a vun deenen aneren kann profitéieren, dass dat net dran ass. Mee do hänt et dann och dovun of, wéini de Projet de loi, wat d'Moosname vun der Tripartite ubelaangt, kënnt. An et muss ee sech dann och bewusst sinn, dass do kee Cumul ka kommen.

Nach eng Kéier der Madamm Rapportrice merci fir déi Erklärungen an och dem Minister, dass mer op déi Froen, déi mer an der Kommissioun gestallt hunn, do och déi Äntwerte kritt hunn, déi noutwendeg waren, fir och deementspriedend kënnen Positionen ze huelen. An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Ech wäilt dann och gären der Madamm Beissel Merci soen. Den Här Spautz huet et och scho gesot, si war esou komplett, wéi mir dat ëmmer vun hir gewinnt sinn. Do ass näischt bazezefügen. Si huet souguer de Bilan zum Schluss gemaach. Mir hunn eefolmol déi Aiden hei ugepasst. Bon, mir hoffen, dass mer dës Kéier de Phasing-out hei packen.

Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Dann ass et un där honorabeler Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech soen och der Rapportrice e grouse Merci fir hire ganz detailléierte Rapport. Ech hunn do wierklech guer näischt, wat ech kéint bäifügen. Ech wollt awer och nach dem Här Minister

Merci soe fir déi vill Explikatiounen, déi mer ëmmer an der Kommissioun kréien, an natierlech och all de Beamten, déi elo all déi Méint, mengen ech, ganz vill hu misse schaffen, fir schnell deenen Demanden nozekommen. An ech hoffen och, dass mer dat da geschwënn net méi an där Intensitéit musse maachen.

Villmools merci an ech ginn och natierlech den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus der Madamm Beissel e grouse Merci. Mir hunn ëmmer gefuerdert während där ganzer Kris, dass d'Betribler sollte gehollef kréien, soulaang dat néideg ass, soulaang se net kënnen enner normalen Émstänn schaffen. Dat géllt och viru selbstverständlech. Am Fall wou et erëm sollt néideg ginn, wäerte mer dat hei wierklech musse viruféieren. D'ADR ass op jidde Fall der Meenung, dass mer dat sollte maachen. Bis elo huet et eebe gutt fonctionéiert. Mir freeën eis all doriwuer a mir stëmme selbstverständlech och dat hei mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass et un där honorabelen Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, och vun eis aus e grouse Merci un d'Rapportrice. Mee et wäert Iech net wonneren, mir als déi Lénk bleiwen eiser Linn trei. Mir wäerten eis enthalte bei deem heite Gesetz. An et ass esou wéi all Kéier bei deene Gesetzer a Verlängerunge virdu, dass et net esou ass, dass mir de Betribler dat net gënnen. Bien au contraire, vulnerabel Betribler solle gehollef kréien an et ass och immens wichteg, dass se gehollef kréien. Mee mir ralliéieren eis, wéi och vun Ufank un, dem Avis vun der CSL a mir bedauern et eeben, dass déi betriblech Aiden net gekoppelt sinn u sozial Mesuren, déi de Salaréien zeguttkommen, notament dass verbuede gétt, dass Entloossungen do entstinn. Och des Prolongatioun beinhalt des Konditioun net. Et ass net esou, wéi den Här Minister Delles dat viru Méint gesot huet, dass mir géint déi Aidë wieren. Nee wierklech, mir si fir sozial Aidë fir Betribler, déi et brauchen.

Mir waren och an deem Fall net géint des Aiden, well se justement eebe cibléiert waren op déi Secteuren, déi wierklech immens vun der Pandemie betraff waren, net esou – elo ginn ech e bësse pickeg – wéi beim Tripartite-Accord, wou d'Regierung mat der Géisskan iwwert d'ganz Patronat fiert a grad deenen, déi och Rekordprofitter maachen, awer och Hëllef gétt. Dat ass fir eis net sozial! Mir sinn och frou ze héieren, dass déi Aidë mëttlerweil ganz, ganz séier ausgeschott kënnen ginn, well dat jo am Ufank net de Fall war. Also e grouse Merci un dee Ministère. An ech mengen, dass et jo och eng Saach war vun der Gewunnecht, dass et herno eebe méi séier gaangen ass.

Wéi gesot, mir enthalen eis hei. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. „Alle Jahre wieder“ ass et net grad, mee „alle drei Monate, alle Trimester wieder“ kéint een heizou soen. Ech mengen, déi ganz Diskussioun iwwer wéi laang een et hätt kënnen lafe loossen oder net, déi

erspuren ech eis des Kéier. Mir hate se schonn e puermol an ech si mer sécher, de Minister hätt och erëm eng Äntwert dorobber prett.

Mee merci fir de Rapport, Madamm Beissel. Ech mengen, en ass „wie alle Trimester wieder“ ganz exhaustiv a komplett gewiescht. Mir hoffen, dass mer u sech keng Verlängerung méi brauchen an dass mer och net am Hierscht e Restart vun desén Aidë brauchen. Mee mir musse kucken, wéi sech d'Situatioun entwéckelt. Mir musse virsichteg bleiwen. Mee bleiwe mer optimistisch!

A mir Piraten ginn eisen Accord fir des Mesure.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken natierlech der Rapportrice e ganz grouse Merci soe fir de mëndlechen, gradesou wéi och fir de schréftleche Rapport. Dir gesitt, Madamm Beissel, jiddweree gesäit et esou, dass Är Rapporten ëmmer ganz komplett sinn an d'Erklärungen och richtig sinn. Ech sinn awer och ganz frou, dass hei nach eng Kéier ennerstrach ginn ass, dass des Aiden hei sech eebe grad um Framework orientéieren an och wierklech just fir de Covid sinn.

Et däerf ee wierklech net déi zwou Saache matenee verméschen. Dat eent sinn Aiden am Kader vun der Energie, dat anert, dass sinn déi heiten, déi bezéie sech och just op de Covid.

Heimat huet dann och d'Regierung e Versprechen ageléist, an zwar, dass d'Aiden ëmmer erëm ugepasst ginn, ëmmer erëm analyséiert ginn. An ech mengen, am Ufank vun der Kris – ech ginn drop an, Här Clement, wann Dir et och net gemaach hutt – war Är Kritik: „Dat muss bis zum Schluss ...“, direkt elo musse mer virufueren. Mir musse soen, bis wouhinnet et geet.“ Ma eebe grad net!

An heimat gesäit ee jo och, wéi richtig dass et war, ëmmer erëm déi néideg Upassungen ze maachen an ëmmer erëm ze kucken, wouhinnet mer steieren, an och deenen Entreprisë kënnen déi Hëllefstellung ze ginn, genau esou wéi d'Madamm Cecchetti et elo nach eng Kéier ennerstrach huet, cibléiert deenen Entreprisen, déi et mussen hunn.

Ech hu just verstane bei Tech, Madamm Cecchetti: Dir sidd net fir déi Aiden hei, Dir sidd net dergéint, Dir sidd esou entre les deux. Ech muss awer soen, dass op den Delai hei ganz gutt opgepasst ginn ass, an ech hu just zwou Zuelen: Wann ee gesäit, dass am Dezember 2020 nach an der Aide aux coûts non couverts ronn 1.900 Dossieren de Mount erakomm sinn, am Fonds de relance ronn 1.000 Dossieren, esou gesäit een, dass am Februar an der Aide aux coûts non couverts, wat déi héchsten ass, nach 100 Dossieren erakomm si par rapport zu 1.800 (veuillez lire: par rapport zu 1.900) an an der Aide de relance nach 199 par rapport zu 1.000 am Fonds de relance. Dat heescht, et gesäit een éischstens emol, dass vill manner Demanden erakommen, an zweetens, dass de Shift komm ass vun där Aide vu 40 % Perte vum Chiffre d'affaires – dat ass jo och d'Selektivitéit, déi dran ass –, wou et erfoget op déi méi kleng vu 25 % Perte vum Chiffre d'affaires. D'Tendenz ass falend.

Nach ee positive Message, just fir opzehalen: Mir mierken awer och, dass de Business-tourismus lues a lues erëm besser leeft. Mir wëllen net soen, e leeft gutt, mee e fänkt lues a lues un ze lafen. Dat mierkt een dorun, dass op där enger Säit d'Businesshotellerie seet, dass se och erëm e bësse fonctionéiert, den Evenementiel elo eréischt säit e puer Wochen erëm ufänkt, anescht ze lafen – déi brauchen natierlech ëmmer déi Virlafzäit –, soudass ee ka soen, dass dat awer alles lues a lues erëm ufänkt. An duerfir och déi cibléiert Aiden hei, wou ech wëll e grouse Merci soen. Et gesäit een, dass et wäert eng Unanimitéit ginn. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7976. Den Text steet am Document parlementaire 7976⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7976 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiuonen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 3. a 4. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.19 heures.)

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 51
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Communications** p. 51
M. Fernand Etgen, Président
- 3. Ordre du jour** p. 51
M. Fernand Etgen, Président
- 4. 7914 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la mission de service public en matière de télévision, radio et activités digitales confiée à CLT-UFA et RTL Group pour les exercices 2024 à 2030 inclus** p. 52
M. Gilles Baum
Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7914 et dispense du second vote constitutionnel (interventions de Mme Simone Beissel, Mme Lydie Polfer et M. Guy Arendt)
- 5. Question élargie n° 142 de M. Marc Lies sur l'application de l'article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain** p. 56
M. Marc Lies (intervention de M. François Benoy) | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Marc Lies | Mme la Ministre Taina Bofferding

- 6. Motion de M. Fernand Kartheiser sur l'inclusion de la Chambre des Députés dans le processus de nomination des membres du Comité d'éthique et publication de tous ses avis** p. 58
Exposé : M. Fernand Kartheiser
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Nathalie Oberweis
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
Vote sur la motion (rejetée)
 - 7. 7672 – Projet de loi relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles**..... p. 60
Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural : Mme Tess Burton
Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des motions 1 et 2) | M. Gusty Graas | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7672 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : Mme Tess Burton
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : Mme Tess Burton
Vote sur la motion 2 (rejetée)
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Taina Bofferding et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? (Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 3 mai 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7995 – Projet de loi 1. relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et 2. modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 26/04/2022

7996 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 27/04/2022

7998 – Projet de loi instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 28/04/2022

7999 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 28/04/2022

8000 – Projet de loi portant transposition de certaines mesures prévues par l'« Accord entre le Gouvernement et l'Union des Entreprises luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB et CGFP » du 31 mars 2022 et modifiant :

1° l'article 3, paragraphe 7, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat ;

2° le titre I de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° le Code de la sécurité sociale ;

4° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant ;

6° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ; et

7° la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/04/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :
2318 – Demande de pétition publique : Bus Parking op der Stäreplaz

Dépôt : M. Kevin Müller, le 26/04/2022

2319 – Demande de pétition publique : Hausse du nombre de voies réservées aux transports en commun et mise en place de règles de circulation aux abords de la Gare de Luxembourg

Dépôt : M. Jean-Baptiste Printz, le 27/04/2022

2320 – Demande de pétition publique : Adresse de référence, fir de Revis oder RPH unzeerkennen

Dépôt : M. Armand Raach, le 28/04/2022

2321 – Demande de pétition publique : Sofortiges Auflösen der Steuerklasse 1a!

Dépôt : Mme Anouk Audry, le 29/04/2022

2322 – Demande de pétition publique : Remboursement des accises et de la TVA sur les carburants et l'énergie aux résidents, travailleurs frontaliers et entreprises luxembourgeoises

Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 01/05/2022

2323 – Demande de pétition publique : Réduire le temps d'attente pour les mammographies au Luxembourg

Dépôt : Mme Marilia Ribeiro Spera, le 02/05/2022

2324 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir d'Wuelbefannen an d'Gesondheet vun eise Kanner

Dépôt : Mme Harpa Rún Tordardottir, le 29/04/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7914 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la mission de service public en matière de télévision, radio et activités digitales confiée à CLT-UFA et RTL Group pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7914 iwwert d'Finanzéierung vum öffentliche Opdrag vun der CLT-UFA an dem RTL Group. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt.

Den Här Gilles Baum freet d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, merci fir d'Wuert. Als Member vum Conseil d'administration vun der CLT-UFA wäert ech net hei un den Debatten deelhuelen an natierlech och net un der Ofstëmmung. An dat selwecht ass de Fall fir de Kollege, den honorabele Claude Wiseler, an den Yves Cruchten, deen ech lo nach net gesinn hunn. Mir wäerten eis elo an en anere Sall Beginn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Ech huelen Akt vun Ärer gemeinsamer Deklaratioun a ginn d'Wuert un den Här Guy Arendt, Rapporteur vun dësem Projet de loi.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, de Projet de loi 7914 verlängert déi aktuell Konventioun tëschent dem Staat an der CLT-UFA an dem Group RTL.

De Projet de loi ass den 23. November 2021 deposéiert ginn an ass de 4. Januar vun dësem Joer an der zoustänneger Kommissioun virgestallt ginn.

Zu dësem Text sinn zwee Avisen erakomm. De Staatsrot huet säin Avis zum Projet den 1. Abrëll vun dësem Joer erageschéckt an den Avis vun der Chambre de Commerce ass de 4. Abrëll nokomm.

Den Avis vum Staatsrot ass an der Kommissiounssitzung vum 19. Abrëll analyséiert ginn an dee selwechten Dag ass och de schrëftleche Rapport zu dësem Projet de loi ugeholl ginn.

Firwat elo dësen Text? Erlaabt mer, de Kontext kuerz ze ëmräissen.

Déi aktuell Konventioun tëschent dem Staat an de Gruppen CLT-UFA an RTL leeft den 31. Dezember 2023 of. Fir dëst Engagement ze erneieren, hunn am Virfeld Negociatiounen stattfonnen an et huet ee sech op Modalitéiten kënnen eenegen, déi et dem Staat bis 2030 wäerte weider erlaben, de Grupp a senger Missioun als Service public finanziell ze ënnerstëtzen.

Wéi et och schonn an dem Exposé des motifs vum Text steet, huet d'Missioun vun der CLT-UFA an RTL als öffentliche Dénagscht mat hiren Aktivitéiten am Fernsee, Radio an och den digitalen Aktivitéiten hiren Ursprung am Joer 1995. Et sollt e Programm opgestallt gi vun öffentliche Interesse op Lëtzebuergeresch, deen op sozial a politesch Theemen ageet, deen awer och esouwuel kulturell Bäitrag wéi awer och de Sport couvréiert.

An der Tëschenzäit sinn déi Missiounen méi kloer definiéiert ginn, ënner anerem, fir eng méi onofhängeg Informatioun ze garantéieren. Am Géigenzuch dozou

goufen der CLT-UFA an RTL international Frequenzen zur Verfügung gestallt, iwwert déi de Contenu dann och konnt iwwerdroe ginn.

Dat huet bis 2020 och gutt funktionéiert, allerdéngs hu sech d'Gewinnechte vun dem Public, wéi e sech informéiert, geännert, esoudatt d'Valeur vun deene Frequenzen no an no ofgeholl huet. Am Géigenzuch dozou sinn d'Produktiounskäschten iwwert déi lescht Jore weider an d'Luucht geklommen. De Finanzement, wéi en de Moment en place ass, ass net méi un déi aktuell Situatioun ugepasst. Den öffentliche Fernseesdénagscht verzechent grouss Verloschter an de Staat huet sech fir d'Period 2021 op 2023 engagéiert, eng Rei vun deene Käschten ze iwwerhuelen. Doropshin eeben déi virdu schonn ugeschwaten Negociatiounen, fir ze kucken, wéi een de Finanzement zukunftssécher kéint gestalten.

D'Missioun als Service public ass ausgeweit ginn. De Finanzement vun Staat ass plafonéiert a kéint als Complement zu de Recettes publicitaires vun engem Apport financier a vun enger Réserve financière vun der CLT-UFA.

Fir eng besser Previsibilitéit ze assuréieren an d'Aktivitéiten besser kënnen ze plangen, ass dësen neien Text dann och net méi just op dräi Joer, mee op siwe Joer ausgeluecht. De Finanzement ass gedeckelt gi mat engem Maximum vu 15 Milliounen Euro, déi kënnen ausbezuel ginn. An ech wäert nach eemol kuerz op enzel Detailler agoen.

Zu den Artikelen: Et sinn der am Fong dräi. Am éischten Artikel ass festgehalen, dass de Staat d'Autorisatioun huet, sech un der Finanzéierung vun der CLT-UFA an RTL hirer öffentliche Missioun – Telesprogrammer Radios-transmissionen an Änlech – vun 2024 bis 2030 ze bedeelegen.

Den Artikel 2 hält fest, dass de Finanzement op e Maximum plafonéiert ass an net iwwer e Montant vun operonnt 97,6 Milliounen hors TVA an dat iwwer eng Period vu siwe Joer kann erausgoen. Déi staatlech Ausgaben dierfen och de maximale järelechen Defizit net iwwerschreiden. Fir all Joer gétt hei e Montant kloer festgehalen. An ech hat et gesot, déi staatlech Depensen dierfen och déi 15 Milliounen Euro net iwwerschreiden. Dës Zomm gétt och net un d'Liewenskäschten ugepasst. Weider sinn och Iwwerschëss, déi net benotzt gi sinn, net op déi nächst Period iwwerdrobar.

Komme mer zum leschten Artikel, dem Artikel 3, dee beseet, datt déi järelech Ausgaben, déi sech aus dem Artikel 1 erginn, op de Budget falen an net op e spezifeschen Artikel am Budget imputéiert ginn.

Point de vue Avisen hat d'Chambre de Commerce de gesellschaftleche Wäert vum öffentliche Radio- an Televisiounsprogramm als wichteg fir d'Gesellschaft unerkannt. Och fir de Staatsrot war et ganz kloer, dass de Finanzement vu Servicer, déi vun öffentliche Interesse sinn, wat fir si hei offensichtlech ass, ënner de Benefiss vu staatlechen Aidé soll falen.

Fir all weider Detailler verweisen ech op déi enzel Avisen an de schrëftleche Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Aehm (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV wäerte mir de

Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg matstëmmen. Op d'Detailler muss ech net méi agoen, well den Här Arendt wéi ëmmer en exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport gemaach huet. Duerfir beschränken ech mech dann och drop, fir op verschidde Punkten anzegoen, déi awer fir eis als CSV wichteg sinn.

Fir eis ass et äusserst wichteg, dass mer haut iwwer de Gesetzesprojet ofstëmmen. Duerfir begrësse mir och ausdrécklech, dass d'Regierung op de Wee gaangen ass, fir dat heiten an e Gesetzestext anzefaassen, an dat am Aklang mam Artikel 99 vun der Verfassung.

Am Fall vun dëser Konventioun leie mir, wéi et gesot ginn ass, bei engem Betrag vun eppes iwwer 97 Milliounen Euro, dat Ganzt iwwer siwe Joer verdeelt mat engem Maximum vu 15 Milliounen Euro pro Joer.

Wann ech awer méi op den Inhalt un der Konventioun aginn, stelle sech e puer Froen. Mir hunn notament d'Fro gestallt, firwat déi Konventioun elo schonn ausgehandelt ginn ass, well et jo eng Konventioun gétt, déi aktuell nach leeft, an déi nei Konventioun soll eréischt den 1. Januar 2024 a Kraaft treden. Hors, d'lescht Joer am Fréijoer, also 2021, hu mer schonn eng éischte Kéier doriwuer an der Chamber diskutéiert. Am Hierscht hu mer se virgestallt kritt a wéi gesot elo am Januar hu mer driwwer diskutéiert.

Mir stellen eis och d'Fro, firwat dass déi nei Konventioun direkt iwwer siwe Joer leeft, well déi lescht eigentlech iwwer dräi Joer fir de Fernsee an zéng Joer fir de Radio gelaf ass. Als Äntwert hu mer kritt, dass et hei géif ëm d'Previsibilitéit fir d'CLT-UFA goen. Si missten an neit Material investéieren an duerfir hätt si gären déi Previsibilitéit, mee mir géifen eis als CSV wënschen, dass jiddwereen, deen eng Konventioun mam Lëtzebuerger Staat huet, kéint vun esou enger Previsibilitéit profitéieren, wéi dat am Fall vu CLT-UFA de Fall ass.

(Brouhaha)

Wat de finanzielle Volet vun der Konventioun ugeet, do war et esou, dass bis elo de Lëtzebuerger Staat 10 Milliounen Euro pro Joer bezuel huet an d'CLT-UFA huet 5 Milliounen Euro bezuel.

Mat där Konventioun, déi mer haut stëmmen wäerten, soll de Staat an Zukunft bis zu 15 Milliounen pro Joer bezuelen, während den Apport vun der CLT-UFA vu 5 Milliounen graduell op 2 Milliounen pro Joer wäert erofgoen. D'Erklärung, déi mir op eis Fro kritt hunn, war, dass de Wäert vun de Frequenzen eroffgaange wier, an duerfir géif d'CLT-UFA och an Zukunft manner bezuelen.

(Brouhaha)

Wat d'Missioun vun der CLT-UFA ugeet, esou gétt an där neier Konventioun definéiert, wat déi Missiounen all solle sinn. Mee wéi de Medieminister eis an der zoustänneger Chamberskommissioun gesot huet, ass dës Konventioun éischter e Kader an et kéint ee sech virstellen, dass nach spezifesch Konventiounen nokommen, wéi zum Beispill, fir Medienerzéiung oder fir Filmer ze produzéieren.

Als CSV wiere mir frou, wa mir an Zukunft géifen iwwer esou eventuell Konventiounen informéiert ginn.

A wat d'Mission de service public ugeet, esou huet och d'Chambre de Commerce sech e bësse méi kritesch geäussert a si huet gesot, dass iwwert dës Wee eng Gefor vu Konkurrenz géintiwwer privaten Acteuren um Marché géif bestoen, well et ass jo esou, dass an dëser Konventioun de Service public esouwuel am Televisiounsberäich wéi un Radio, awer och op den digitale Plattformen virgesinn ass. An hei riskéiere grad eng Partee kleng Acteuren, déi am Nischeberäich tätég sinn, an d'Hannertreffen ze geroden. Ech denken do zum Beispill un e Radio ARA, mee et gétt awer och ee Radio,

dee vill méi bekannt ass, dat ass den 100,7, deen och vill am kulturelle Beräich ënnerwee ass.

Mir wëssen allegueren heibannen, dass de Medieberäich amgaangen ass, sech ze änneren, och duerch d'Digitalisierung an deem Beräich. An d'Konsumgewonnechte vun de Leit, déi hunn am Medieberäich geännert, an duerfir ass et wichteg, fir eng grouss Villfalt un Acteuren um Marché ze hunn, grad a sou engem klengen Land, wéi mir et sinn.

Aus dese Grënn géife mir et och begrëssen, wa géif eng gesamt Evaluatioun vum Mediesecteur gemaach ginn, an domadder menge mer net nëmmen déi geschwaten, audiovisuell Medien, mee och déi schrëftlech Medien.

Ofschlëssend frot Dir Iech bestëmmt, wann Der mer nogelauschert hutt, firwat mir als Fraktioun dann awer des Konventioun matdroen, wa mer se trotzdem kritesch bekucken. Mee als CSV sti mir hanner engem staarke Service public. Grad an desen Zäiten ass et wichteg, dass d'Leit richteg informéiert sinn an dass se sech selwer hir Meenung bilde kënnen. Dofir stëmme mir de Gesetzesprojet vun haut mat. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Aehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en ass blatzeg ginn, den „L“ am RTL-Logo. Net fir d'Leit zu Lëtzebuerg, mee fir d'Aktionäre vu Bertelsmann spillt Lëtzebuerg als Marché just nach eng ganz, ganz kleng Roll. Et ass net nei, wou d'Musek spillt. Et ass net hei, wou se spillt. D'Sue ginn net hei verdéngt. Och dat ass net nei, mee d'Problematik ass ëmmer méi akut ginn. An d'Froe leien op der Hand: Wëlle mer no 2023 weiderhin en nationale Lëtzeburger Televisiounssender behalen? Wëlle mer e „Journal“ op Lëtzebuergesch? Wëlle mer Emissiounen kucken a lauschten iwwer dat, wat an eisem Land geschitt, déi sech mat Land a Leit, Sport a Kultur, Gesellschaft a Wirtschaft vun heiheim befaassen?

Fir eis sinn dat rhetoresch Froen. Mee wa mer dat wëllen, an d'LSAP wëllt dat, da muss mer bereet sinn, Suen an de Grapp ze huelen, well dat alles gëtt et net zum Nulltariff, net bis 2030 an och a scho guer net duerno.

An deene leschte Joren hu mer gesinn, mat wéi enge Schwierigkeiten d'Medie konfrontéiert sinn. Nach d'lescht Woch huet dat neit Mammenhaus vum „Lëtzeburger Wort“ gemellt, dass hir Zeitung an Zukunft an der Belsch gedréckt gëtt. Dat seet jo awer vill aus iwwer den Zoustand vun eiser Press. D'Restrukturierung vun der ganzer Mediendlandschaft ass nach laang net eriwuer. An och fir Tëlee a Radio sinn d'Zäiten net méi einfach ginn.

Déi sozial Media par konter ginn ëmmer méi wichteg a virun allem och méi nützlich fir d'Annonceuren. E Betrib oder eng Mark kann um Internet vill méi cibléiert u potenziell Clienten erukommen, wéi wa se e Spot um Radio oder op der Tëlee géif schalten. An natierlech – an de Rapporten huet dat jo och gesot an ech soen him natierlech och ausdrécklech Merci fir säin ausféierleche Rapport – ginn d'Frequenzen ëmmer manner wäert als Folleg vun der Digitalisierung.

An der Konsequenz gëtt de Marché Lëtzebuerg fir de private Mediebetrieb RTL ëmmer manner interessant. Onofhängeg vu senger Betriebsform ass RTL awer nu mol eisen nationale Sender an enk mat der Geschicht vun eisem Land verbonden. Dofir steet d'LSAP hanner deser Konventioun, déi der CLT-UFA, dat heescht RTL, vun 2024 bis 2030 Finanzmëttel assuréiere soll,

fir weiderhi senger Missioun vu Service public gerecht ze ginn, op der Tëlee, um Radio an um Internet, an, och dat ass wichteg, op Lëtzebuergesch an der Haaptsaach, awer net nëmmen!

Wat bedeit dat konkret? An der Konventioun, déi mat RTL negociéiert gouf, ass zum Beispill festgehale, dass RTL Télé all Dag e Journal vun op d'mannst enger halwer Stonn muss ubidden. Um Radio mussen d'Informatiounen zu de beschten Auerzäiten diffuséiert ginn. Um Internet mussen déi verschidden Artikelen verfügbar sinn. Dat si just e puer Beispiller.

Wichtig ass der LSAP, dass eng Ekip vu professionnelle Journalisten weiderhi seriö, kredibel Noriichten, net nëmmen, mee och op Lëtzebuergesch, produzéiert. A ganz wichteg: Doderer, dass des Finanzierung gesetzlech festgeluecht gëtt, ass séchergestallt, dass keen Drock vu Politik oder soss staatlechen Apparater am Alldag op déi jeeweileg Redaktiounen kann ausgeübt ginn. Wéi wichteg esou eng Onofhängegkeet ass, weist jo aktuell de Krich an der Ukrain respektiv déi Aart a Weis, wéi an de russesche Medien doriwuer bericht gëtt!

Mee qualitativ héichwärtig journalistesch Aarbecht kritt een, wéi gesot, net zum Nulltariff, au contraire, et kascht vill Geld. Mir schwätzen hei vu bal 100 Milliounen Euro iwwer siwe Joer. Et gëtt der CLT-UFA virun allem awer hire Mataarbechter och Planungssécherheet a fir d'Medie ganz schwéieren Zäiten. An et ass och en Invest an d'Promotioun vun eiser Sprooch, well dersonner géifen et keng Neiegeete vun nationaler Envergure op Lëtzebuergesch op der Tëlee ginn.

Op där anerer Säit huet RTL awer och Efforte gemaach, fir der Diversitéit vum Land Rechnung ze droen, mat RTL Today an dem 5minutes, wat jo an der Tëschenzäit eng reell Plus-value ginn ass.

Donieft sinn eis awer och aner Punkten aus der Konventioun wichteg wéi den Engagement, deen RTL a Saache Medienerziehung ueget a muss ugoen. Dat ass e Punkt, op dee mer besonnesch wäerten oppassen, deen net dierf lettre morte bleiwen, an dann natierlech och d'Formatioun vun de Journalisten. An Zäiten, wou jiddereen op YouTube oder Facebook Journalist ka spillen, kënnen traditionell Medien nëmmen iwwerliewen, wa se kredibel sinn, d'Trennung vu Fakten an der Interpretatioun vu Fakte propper maachen, e Meerwäert liwweren, dee wuelverstanen net puere Boulevard oder Änlechens dierf sinn.

Kuerz, Dir hutt et verstanen. D'LSAP steet zu deem Finanzierungsgesetz an zu der Konventioun, déi derbäigehéiert. Mee: Gouverner, c'est prévoir. An duerfir solle/musse mer eis elo och direkt Gedanke maache fir d'Zäit vun no 2030. Wëlle mer laangfristeg, d'Beitounung läit op „laangfristeg“, e private Betrib domat beoptragen, eise Service public zu Lëtzebuerg ze assuréieren, oder sollt een dat net léiwer awer enger ëffentlecher Struktur uvertrauen?

Natierlech weess keen, wéi eis Welt an aacht Joer ausgesäit, wéi d'Digitalisierung eist Liewe weider verännert, méi oder manner disruptiv, mee Stand haut si mer der Meenung, dass ee laangfristeg gesinn en eegene Lëtzeburger ëffentlech-rechtlechen Televisiounssender sollt opbauen. Dat stoung esou an eisem Walprogramm 2018. Dozou sti mer och weiderhin. Eng Struktur, déi dann net op Revenuen aus Reklammen ugewise wier an déi och net op den Interêt vun Aktionäre muss Rücksicht huelen, mee wou de programmatesche Schwéierpunkt op Noriichtesendungen, Reportagen an Dokumentatiounen géif leien. Dat heescht awer net, dass den Entertainment tabu wär, sécher net!

Eng ëffentlech Struktur kann esou enger Missioun gerecht ginn. Dat weist jo d'Beispill vum Radio 100,7. Et wier eng Pist, dass en deen zu engem Fernseesender

kéint ausbauen. Kéint! Net „misst“! Et muss eis awer eng Iwwerleeung wäert sinn. Eng aner Méiglechkeet wier zum Beispill eng Zesummenaarbecht mat engem ëffentleche Sender aus der Groussregioun: mam „Saarländischen Rundfunk“, „France 3 Grand Est“ oder „Arte“, fir nëmmen déi ze nennen. Mir sollten do keng Pist ausschléissen. Just eng reng privat Schinn weiderzefueren, dat muss nu wierklech net sinn.

Dat heite Gesetz gëtt eis elo Rou an där Saach, wéi gesot bis 2030. An ech wëll och ënnersträichen, dass de Staat der Firma CLT-UFA déi technesch Installatiounen jo kann ofkafen, wann d'Konventioun ofleeft an net verlängert gëtt, fir dass mer dann net bei null géifen ufänken, wann en ëffentlech-rechtleche Sender sollt op Sendung goen.

Deemno ginn ech den Accord vu menger Fraktioun fir dee Projet de loi, awer wéi gesot net, fir elo einfach d'Joer 2030 ofzewarden, mee fir d'Zäit ze notzen, fir eppes Neies op d'Been ze stellen. Den „L“ an RTL ass fir Lëtzebuerg selwer an och fir d'LSAP jiddefalls net verblatzt. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, säit 1995 hunn d'CLT-UFA an den RTL Group en Optrag, fir ëffentlech-rechtlech Programminhalter ze diffuséieren. Säitdeem sinn déi Missiounen a successive Konventiounen ëmmer méi wäitreechend a méi prezis definéiert ginn. Um Niveau vum Finanzement war et bis 2020 esou, dass d'CLT-UFA als Kompensatioun vum Staat gratis Frequenzen zur Verfügung gestallt krut. Mat der technologescher Entwécklung huet sech awer virun allem an deene leschten zwee Joerzénge d'Ekonomie vun der Mediendlandschaft rapid entwéckelt.

Als Konsequenz dovunner hunn déi Frequenzen weider u Wäert verluer, soudass de Lëtzeburger Staat säit 2021 eng direkt Finanzierung fir de Service public am Tëleesberäich virgesäit. A mat där neier Konventioun fir 2024–2030 an dem Gesetz vun haut wissst de Plaffong dofir dann elo bis op maximal 15 Milliounen d'Joer.

Inhaltlech si meng Virriednerinnen a Virriedner schonn op d'Konventioun agaangen. Besonnesch erwirhiewe wëll ech aus grénger Siicht, dass hei eng Klausel bäigesat gouf, déi eng equilibréiert Representatioun vun de Geschlechter an de Contenuen ustrieft an awer och d'Auswäitung vun de Missiounen an de Beräicher Kultur an Education aux médias.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Mir begrëssen och nach eng Kéier, dass déi méi grouss Transparenz a Kontroll um Niveau vun der Commission de suivi aus der aktueller Konventioun wäert virugefouert ginn, wéi och den onofhängegen Auditing vun der Kontabilitéit.

Als Verriederin vun der Chamber läit et mer um Härzen, d'Anhale vun der Konventioun ze kontrolléieren an natierlech och, falls dat gewünscht ass, an der zoustänneger Chamberskommissioun ze rapportéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Theema vun der Präisdeierecht beschäftegt eis jo deser Deeg vill. Et ass laut Konventioun esou, dass d'Participatioun vum Staat zwar engersäits indexéiert ass, mee awer och anerersäits e fixe Plaffong vu 15 Milliounen pro Joer besteet. Scho bei enger lueser Entwécklung vun de Präisser wéi bis virun e puer Méint wär dee Plaffong warscheinlech erreicht ginn an domat missten d'CLT-UFA an RTL zousätzlech Käschten droen. Mat der

Präsentwécklung, wéi se haut ze erwaarden ass, ass deen Zenario ëmsou méi warscheinlech. An als Gréng begrësse mer hei d'Ausso aus de Kommissiounsaarbechten, dass eventuell Méikäschten net an éischter Linn beim Personal musse kompenséiert ginn.

Här President, dës Konventioun an déi dozougehöreg Finanzéierung betrëfft net just déi zwee Vertragspartner CLT-UFA bezéiungsweis RTL an de Staat. Déi ganz Lëtzebuurger Mediewelt ass zanter Jore gekennzeechent vun der Roll vun dësem groussen privaten Acteur. An deementspriedend ass et wichteg, fir den Impakt op de gesamte Secteur net ze vergiessen.

Mat der technologescher Entwécklung a Richtung Crossmedia riskéiert sech d'Mediekonzentratioun nach ze verstärken, dat, well déi verschidde Contenuen vu Radio, Télé an Text sech kombinéieren a weiderverwäerte loossen a sech esou natierlech och géigesäiteg kënnen valoriséieren. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, fir Initiative fir de Mediapluralismus ze fërderen. An do huet dës Regierung an der aktueller Legislaturperiod eng ganz Rei Initiative geholl, respektiv wäert déi nach huelen.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech denken un den neie Regimm vun der Pressehëllef, wou déi sougenannten Éditeurs citoyens, also d'Community-Medien, eng gesetzlech Unerkennung an eng finanziell Ënnerstützung kréien.

E weidert Beispill vu Mediapluralismus, wat eis Gréng ëmmer erëm um Häerz loung, ass de Radio ARA, deem säin Iwwerliewen 2021 iwwer eng Konventioun mam Medieministère konnt séchergestallt ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An och d'Ënnerstützung vun de klengen an onofhängege Radiosender beim Deploiement vum digitale Radiostandard DAB+ ass e Beispill, wéi d'Regierung de Mediapluralismus fërdert. Hei waarde mer ganz gespaant op d'Feuille de route fir den DAB+, déi de Medieminister fir dës Mount an Aussicht gestallt huet.

(Interruption)

Här President, mediapolitesch si nieft der Pressehëllef-Reform, dem neie Statut fir de Radio 100,7 an elo der RTL-Konventioun an dëser Legislatur och eng ganz Rei wichteg Direktiven aus dem Beräich Digitalisëmgesat ginn.

Mat dem Digital Services Act, wou rezent en Accord tëscht dem EU-Parlament an dem Rot fonnt gouf, annoncéiert sech schonn e weidere Meilesteen mat medierechtliche Konsequenzen.

Eng weider wichteg Direktiv fir d'Mediellandschaft betrëfft déi sougenannt SLAPP-Kloen, dat heescht de Versuch, fir ënner anerem Journalistinnen a Journalisten iwwer onbegrennt Gerichtsaffären ënner Drock ze setzen. Dësen Text ass eréischt virun e puer Deeg publizéiert ginn a geet elo zu Bréssel an Negociatiounen. An am Sënn vun der Presse- a Meenungsfräiheet si mir als Gréng der Meenung, dass Lëtzebuerg sech energiesch fir dës nei Direktiv soll staark maachen, sief et elo op europäeschem oder spéider bei der Transpositioun op nationalem Plang.

An dann, dat sief zum Schluss bemierkt, hu mir och op reng nationalem Plang nach e puer Hausaufgaben ze maachen, zum Beispill bei der Verbesserung vum Informatiounszougangrecht, vun deem besonnesch Journalistinnen a Journaliste profitéieren.

Här President, zum Schluss vu menger Ried wëll ech dem President-rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an ech

si ganz frou, heimat den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Jo. Merci, Här President. Och ech wollt ufänken dermat, fir dem honorabele Guy Arendt Merci ze soe fir deen exzellente Rapport, wou all Nolauchterer an Nokuckert vu Chamber TV verstanen huet, wourëm et haut geet.

Mir brauchen d'Wichtigkeet vum Group RTL net weider ze debattéieren. Et war e groussen, et war e wichtigen, et war en historesche Schrëtt, wéi aus der Wochesendung „Hei elei, kuck elei“ an, Mars, „Buona Domenica“ déi dagdeeglech Sendung op der Télé gouf.

An och wann d'Televisioun, et ass hei scho gesot ginn, mat Sécherheet ëmmer méi u Wichtigkeet ofhëlt: Fréier war owes, oder eebe sonndes, Télé kucken eng Aart „mediaalt Lagerfeier“ fir d'ganz Famill. Den Dag drop och no der Sendung huet een diskutéiert, wat ee gesinn huet a wat ee gewuer ginn ass, an dat war och eng Aart „soziale Kitt“ fir eis Gesellschaft.

Haut ass dat leider Vergaangenheet. Speziell Jonker kucken ëmmer manner Télé, mee léiwere Streaming-Plattformen. Och ganz allgemeng bei der Gesamtbevëlkerung ass d'Télee-kuck-Zäit op d'Hallschent vun der „Gesamtkuckzäit“ geschrumpft.

Et ass also vertriebar an den Ae vun der ADR, den eenzege flächendeckenden Télésender a Lëtzebuurger Sprooch mat Steiergelder ze subventionéieren. Effektiv erfëllt RTL eng wichteg Aufgab, eng Mission de service public. An dohier ass et och wichteg, datt qualitativ héichwäerteg Programmer gewise ginn a qualitativ héichwäertegen a pluralistesche Journalismus gemaach gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | Dat ass d'Konterpartie vun der Finanzéierung duerch d'Allgemengheet. Deen Usproch ze respektéieren, ass ëmsou méi wichteg, wéi déi Muecht, déi RTL ausübt an ausüben kann, datt een déi net därer ënnerschätzen. D'Medien allgemeng, an de Group RTL am Besonneschen, decidéiere finalement, wat fir eng Theeme wichteg sinn, wat op der Agenda ass. Den Agenda-Setting läit an hiren Hänn.

Geféierlech gëtt et da mam Framing. Wat fir een Deel- aspekt vun engem Theema gëtt an de Vierdergrond gestallt a wat fir een Interpretatiounsspillraum suggeréiert? An dat ass besonnesch schlëmm, wann dann alternativ Frames feelen. De Bierger verléiert d'Bewosstsäin, datt d'Berichterstattung perspektivesch ass an de Saachverhalt net am Ganzen ofdeckt. Hie kritt e Meenungsklima mat. Stinn ech mat menger, enger anerer Iddi hannen um Enn aleng do? Ass meng Position hannen um Enn moralesch verwerflech, well ech dat esou suggeréiert kréien? Wie wëllt schonn anescht si wéi d'Majoritéit? Wéi soe mer sou schéin zu Lëtzebuerg: „Maach et wéi d'Leit, da geet et der wéi de Leit.“

Mir als ADR hoffen, datt déi versprache Meenungsvillfalt, dee Pluralismus, ...

(Brouhaha)

... déi éierlech a qualitativ héichwäerteg Berichterstattung net eidel Wieder bleiwen.

An déi Hoffnung gëtt getrübt, wann een Aussoen héiert vun enger RTL-Journalistin an engem Commentaire, deen zum Beispill iwwer sozial Media geet. Dës Media wiere geféierlech an ech zitieren elo

wuertwärtlech: „well een do ka schreiwen, wat ee wëllt, ouni vun de Journalisten zenséiert ze ginn“. Ech denken, do musse gewësse Leit hir Jobdescription nolesen. Hir Aufgab ass net ze zenséieren. Hir Aufgab ass, ze recherchéieren, ze informéieren, mee ganz bestëmmt net, Meenungen ze zenséieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | Mir hoffen also, wéi gesot, datt RTL versteet, datt e Service public net besteet, fir de Bierger ze beléieren, net, fir en ze erzéien, a scho guer net, fir seng Meenung ze manipuléieren.

An an deem Sënn gi mir als ADR eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, léif Ministesch, fir d'éischt dem Här Rapporteur e grouse Merci fir dës Rapport.

Mat dësem Gesetz gi mer jo der Regierung d'Recht, d'Mission de service public vun der CLT-UFA, déi Firma also, déi RTL Radio an Télé bedreift, ze finanzéieren, eng Mission de service public, eng Missioun am Intéressi vun der ganzer Gesellschaft, also eppes immens Wichtiges. Doriwwer si mer eis, mengen ech, haut eens.

Et geet drëms, d'Leit sou objektiv wéi méiglech ze informéieren, wat am Land an an der Welt lass ass, an dat ganz am Respekt vu seriöse journalistesche Qualitéitskrittären, am Aklang mat de gesellschaftlechen a sproochleche Realitéiten am Land.

Esou steet et dann och an der Konventioun, déi de Staat mat RTL soll ofschléissen am Kader vun dëser Mission de service public. De Staat léisst sech dat Ganz iwwer siwe Joer, vun 2024 bis 2030 inclus, 97,5 Milliounen Euro kaschten, mee et därfer pro Joer net méi wéi 15 Milliounen Euro un RTL fléissen. De Montant, deen RTL dann effektiv kritt pro Joer, hänkt dann och vun der Héicht vum Defizit of, deen et ze kompenséiere gëllt.

Sou wäit, sou gutt. Mir stellen awer trotzdeem och hei eng Rei Froen.

Här President, wat wichteg ass, wann een enger privater Firma Sue gëtt, fir esou eng Missioun ze erfëllen, ass natierlech d'Kontroll. Op där enger Säit muss séchergestallt ginn, dass RTL a senger Missioun deenen héije Qualitätsstandarde gerecht gëtt. An op där anerer Säit muss natierlech och dee finanzielle Volet kontrolléiert ginn. Et handelt sech jo schliisslech ëm eng Mass vun öffentleche Gelder.

Wat d'Kontroll vun de Qualitätsstandarde ugeet, si mir skeptesch. Déi éischt Kontrollinstanz ass de Comité d'éthique, deen RTL selwer zesummestallt an dee kee Pouvoir décisionnel huet.

Da kënn d'ALIA, d'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. Et ass bekannt, dass d'ALIA ënnerbesat ass. Et kënn och elo nach eng nei Missioun derbäi an zwar déi vun der Walcampagnesbeobachtung, och wann elo dofir eng Persoun méi agestallt gouf.

An zum Schluss gëtt et dann nach d'Commission de suivi, an där e Commissaire du Gouvernement sëtzt, een Deputéierten an och Leit, déi de Minister, deen d'Medien a senger Kompetenz huet, dohi wëllt setzen.

Dës Kommissioun muss op d'mannst zweemol d'Joer zesummekommen a si huet eng reng konsultativ Roll. Mir fannen, dass dat kee ganz staarke Kontrollmechanismus ass, fir iwwer siwe Joer bal 100 Milliounen Euro un öffentleche Gelder auszeginn.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Wat d'Finanzen ugeet, ass et dann e bësse besser, mee am Staatsrot sengem Avis, dee sech justement och mat der Konvention auserneeetzt, steet och eppes Interessantes. En onofhängege Réviseur d'entreprises, dat steet esou an der Konvention, muss den Dekont kontrolléieren an et muss eng separat Kontabilitéit fir d'Mission de service public an de kommerzielle Volet ginn. Très bien!

Mee de Staatsrot seet awer och, dass dee ganzen Allocatiounsmechanismus net wierklech kontrolléiert gëtt, a proposéiert, dass de Réviseur och déi strikt Kontabilitéitstrennung soll ënnersichen an e Rapport iwwert d'„répartition des coûts entre les deux comptabilités séparées de CLT-UFA“ – dat war en Zitat – maache misst. Firwat? Eh ben, ech zitieren nach eng Kéier: „afin d'assurer un contrôle complet de l'exécution de la convention“.

Mir gesinn also, dass fir eis dat heiten en immens wichtige Punkt ass, deen esou net virgesinn ass. An en vue vun der Wichtigkeet vun dëser Missioun wärem mir ganz frou, wann der Remark vum Staatsrot och kéint Rechnung gedroe ginn. Ech mengen, d'Konvention ass jo nach net ënnerschriwwen, souwäit ech weess. Vlächtt kann een dat jo nach matafléisse loossen.

Här President, prinzipiell bedauere mir nach ëmmer, dass eng privat Entreprise eng Mission de service public muss erfëllen, well eng Mission de service public ass esou wichtig an enger Demokratie, déi eppes op sech hält an déi, wéi mer wëssen, duerch ganz vill Krisen am Moment geet. Mir mengen nach ëmmer, dass Lëtzebuerg e richtegen öffentlech-rechtlechen Tëleessender brauch. An „öffentlech“ heescht net Staatstëlee. Den 100,7, eisen öffentlech-rechtleche Radio, weist, dass e politesch onofhängeg an neutral ka sinn. Mir sinn der Meenung, dass et privat Interessie sinn, déi de Qualitätskrittäre vun der Berichterstattung am Wee kënnen stoen.

Medie si kee Commerce an dierfe kee Commerce sinn. Dofir ass hir Roll an enger Demokratie vill ze vill wichtig. Dat ass awer leider am Moment Wonschdenken. RTL ass nu mol eng privat Entreprise an hiert éischt Uleies ass net den öffentlechen Interessie, och wa ganz vill Journalisten do eng ganz gutt Aarbecht maachen.

Dat, am Zesammenhang mat enger schwächerer Kontroll, mécht, dass mir dësem Gesetz an der Konvention kritesch entgéintkucken. A mat dëse Bedenke géif ech dann och matdeelen, dass mir éischer zur Abstention tendéieren. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Guy Arendt fir dee gudden schréftlechen a mëndlechen Rapport.

Sécherlech ass et jidderengem bekannt: Als klengt Land hätte mer kee Radio- oder keen Tëleessender, wann net de Staat géif eebe mathëllefen. Dat ass nu mol e Fakt, egal wéi mer et dréien a kéieren. Dat ass natierlech net e Fräifaartsschäi fir eng Monopolstellung, mee et ass awer esou, dass ee muss déi Press ënnerstëtzen, fir dass se deemtsprechend kann hir Aarbecht maachen.

Dofir wäerte mir Piraten och haut eis Zoustëmmung ginn, mee mir maachen natierlech drop opmierksam, dass mer och an dësem Dossier Wäert op e Maximum un Transparenz leeën an deenen nächste Joren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Premier- a Medie-minister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci fir d'éischt dem Guy Arendt fir dee schréftlechen an dee mëndlechen Rapport, deen hei presentéiert ginn ass.

A wann ee vun Transparenz schwätzt, an ech mengen, d'Noriichten, déi Informatioun, ass en Deel vun Transparenz, sinn ech och ganz frou, dass eng Klass vum Fieldgen, wann ech richtig verstane hunn, Här President, och haut mat engem Deputéierte vun der Majoritéit an engem vun der Opposition zesummekomm ass, fir en Echange mat hinnen ze hunn. Dat gehéiert fir mech och zu där Transparenz, déi een an der Politik soll hunn, den Echange mat de Bierger.

Tatsächlech, en Echange, deen direkt ass, ass och e ganz effikassen Echange an en ass méi interaktiv wéi dat op der Tëlee. Mee d'Tëlee ass e wichtigen Deel vun de Sources d'information vun de Leit. A wann Der déi lescht Analysen och vu Plurimedia liest, gesitt Der, dass och den Taux de pénétration vun der Lëtzebuerger Tëlee ganz, ganz grouss ass.

Déi éischt Saach ass d'Fro: „Firwat elo schonn eppes, wat eréischt 2024 soll a Kraaft trieden?“ Hei geet et ëm e grousst Wuert an do si verschidde Kontradiktioune souguer vun deem engem a vun deem anere gesot ginn: Et geet ëm Previsibilitéit. Déi Leit, déi do schaffen, froe sech: „Wéi geet et weider?“ Verschidde Kolleegen hei, d'honorabel Madamm Closener sot: „Den ‚L‘ hautdesdaags, wéi laang ass en nach do?“

Jo, mir sinn eis eens: Lëtzebuerg war attraktiv, well mer Frequenzen haten. Mir waren attraktiv, well een hei zu Lëtzebuerg eppes kritt huet, wat een net onbedéngt op anere Plaze kritt huet. An do ware mir kompetent. An dat huet souguer dann eebe Sue kompenséiert, déi ee soss investéiere muss, fir iwwerhaapt kënnen hei zu Lëtzebuerg „plus ou moins rentrer dans ses frais“ – wann een dat kéint soen.

Mir si frou, dass RTL hei ass. A gleeft mer et, dass et permanent ... An ech soen och dem Service, dem SMC (ndlr: Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique), e ganz, ganz grouse Merci fir dee permanenten Echange, dee mer hunn, dee Kontakt, dee mer hunn, fir eeben och déi Presenz zu Lëtzebuerg ze festegen. An do sinn historesch Liene. Et sinn affectif Liene.

Mee tatsächlech, haut gëtt och gekuckt, wou een ... An d'Mobilitéit ass haut och eppes aneschters wéi virun e puer Joren. An dofir ass et fir eis wichtig, éischens, dass mer elo scho festhalen, dass mer déi Konvention hunn, an zweetens, och méi laang hunn, dat heescht, bis 2030. Dat heescht, dass och déi Leit, déi elo do schaffen, méi laang Previsibilitéit hunn, wéi et iwwerhaapt weidergeet. Dat heescht, dat bréngt Stabilitéit an dat bréngt och virun allem Rou bei deene Leit, déi do sinn.

De Fait ass, jo, et si vill Suen, well déi Frequenze tatsächlech haut manner wäert sinn. Dat ass eng Realitéit. Ech sinn awer och ganz frou, dass d'Mammenhaus awer decidéiert huet, och nach weider Suen bäizeleeën, fir Iech den Defizit ..., net ganz ze soen: „Hei, Staat, kuck, dass de ganz eleng eens gëss!“ Ech

mengen, d'lescht Joer waren et fënnf Milliounen, sauf erreur de ma part, wou si selwer gesot hunn: „Hei, mir leeën déi jo och bäi“. Mir wëssen, dass et och lues a lues wäert erfoggo, mee do ass och en Engagement, deen do ass.

Ech brauch elo net nach eng Kéier e Rapport ze maachen, ech mengen, den Här Arendt war méi komplett, wéi ee gebraucht huet, dat heescht, wou wierklech alles gesot ginn ass a sengem mëndlechen a sengem schréftlechen Rapport. A mir sinn eis bewosst, wéi wichtig et ass.

Ech wëll elo net op déi Poleemik agoen, well dat wier och vlächtt e falscht Gefill, andeem een hinne géif soen: „Dir sidd elo do. Dir sidd e Service public, mee mir kucken nach Lénks a riets, wat et nach vun anere Méiglechkeete ka ginn.“ Dir wësst, dass d'Regierung ni ausgeschloss huet, dass een iwwer verschidde Saache soll diskutéieren, mee et soll een awer och kucken, wat de Käschtepunkt ass. An dat war deen ... an ech wëll just drun erënnere, dass mer gesot hunn: „Wa mer de Käschtepunkt awer kucken, gëtt et ganz schwéier, iwwerhaapt ...“

A mir hu schonn Experienze gehat vu Leit, déi probéiert hunn, eng zweet Tëleeschäine ze hunn. Erënnert Iech, et sinn zu Lëtzebuerg Tëleeschäin ginn, déi sinn all verschwonne oder déi gëtt et nach lokal, well d'Gemeng se ënnerstëtzt, fir lokal Aktivitéite kënnen ze bréngen, mee soss national packt keen et, fir hei zu Lëtzebuerg, mat deem Marché, dee mer hunn, mat där Audienz, déi mer hunn, iwwerhaapt nach kënnen ze liewen.

An dowéinster soll ee sech och bewosst sinn, dass mer hei Professionalismus, eng Experienz hunn, an och d'Material, dat mer hunn, wou mer et och iwwert de BCE fäerdegbréngen, d'Material hei ze gebrauchen.

Dowéinster, ech soe Merci fir déi grouss Zoustëmmung, déi ech hei an dësem Haus kritt hunn. Et ass berouegend fir d'Leit, déi do schaffen. An, ech wëll dat net vergiessen, hei geet et och ëm Aarbechtsplazen. Et geet och ëm Informatiounen, et geet ëm Transparenz an och ëm d'Qualitéit, well ech wëll Iech just drun erënnere, dass mer an dësem Haus och zesumme jo diskutéiert hunn an dass mer jo och verschidde Reegele gemaach hunn, déi et virun net gi sinn.

Qualitéit ass haut eppes ..., et geet net ëm d'Quantitéit, et geet net ëm Stonnen, sou wéi mer virun och an der Papier presse haten, wou d'Zuel vun de Säite gekuckt gouf, wëll ech Iech drun erënnere, mir haten eng Machine à ..., mir haten eng Imprimerie à billets. Dat heescht, wat ech méi Säite gedréckt hunn, wat ech méi Sue kritt hunn. Hei geet et och net drëms, dass ee bei RTL seet: „Kuckt, dass Der déi Stonne féllt! Et ass eis egal mat wat!“, nee, mee dass zesumme gekuckt gëtt, fir Qualitéit och ze hunn.

Dofir e ganz, ganz grouse Merci fir déi grouss Zoustëmmung hei am Haus. An och merci der Madamm Adehm, déi och gesot huet, dass mer e Gesetz wollte maachen. Mir mengen, dass et vill méi propper war, hei direkt dès le départ ze plangen an ze wëssen, dass et iwwert déi Zuel géif goen, déi och dann e Gesetz géif brauchen, am plaz elo wëllen ze kucken, wéi een dat kéint evitéieren. Hei hu mer en toute transparence ... Well säit laange Joren huet een d'Gefill, wéi wann dat eng Omertà wier, soubal een driwwer géif schwätzen. Kann een? Kann een net schwätzen? Hei hu mer en toute transparence ënnerschriwwen. Jiddweree ka kucken, wat mer mat hinnen uitgemaach hunn, an och, wat et kascht. An ech mengen, dat ass och ganz, ganz wichtig.

Dofir, Här President, e grouse Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Premier-a Medieminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7914. Den Text steet am Document parlementaire 7914³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7914 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

(Interruptions)

Jo. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmmen ...

Mme Simone Beissel (DP) | Nee. Nee. Här President, wannechgelift ...

M. Fernand Etgen, Président | Mir maachen déi Korrektioun duerno dann, fir genau ze kucken, wéi a wat.

(Brouhaha)

Mme Lydie Polfer (DP) | Da probéiert vläicht nach eng Kéier.

M. Fernand Etgen, Président | Ok. Da maache mer de Vott nach eng Kéier.

Une voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Ech erënneren drun, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënnen mat ofzestëmme.

Mir widerhuelen dann elo de Vott a stëmme nach eng Kéier of iwwert de Projet de loi 7914.

D'Ofstëmme fänkt un.

Plusieurs voix | Nee!

M. Fernand Etgen, Président | Nee.

Une voix | Et geet net!

M. Guy Arendt (DP) | Et geet guer näischt!

(Brouhaha et concertation interne)

M. Fernand Etgen, Président | Mir kënnen de Vott korrigéieren. Ech mengen, u sech ass dat kee Problem.

(Exclamations)

Dat maache mer méi dacks.

Dëse Projet de loi ass mat enger grousser Majoritéit uegholl.

(Hilarité)

Mir wäerten Iech dat am Fong duerno kommunikéieren.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7914 est adopté par 51 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

M. Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Question élargie n° 142 de M. Marc Lies sur l'application de l'article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Mir kommen dann elo zur erweiterter Fro Nummer 142 vum Här Marc Lies iwwert d'Applikatioun vum Artikel 29bis vum Gesetz iwwert d'Gemengeplanung. Här Lies, Dir hutt d'Wuert. Als Auteur vun der Fro hutt Der fënnf Minutten, fir Är Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Lies, wannechgelift.

M. Marc Lies (CSV) | Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ma ech mengen, de Wunnengsbau, awer och deen erschwéngleche Wunnengsbau, läit eis alleguerten um Häerz an ass eis wichteg. Och d'CSV-Fraktioun schafft zanter Joren aktiv doru mat, fir datt eeben den erschwéngleche Wunnengsbau verstärkt och a gesetzlecher Form ka propagéiert ginn.

Ech hunn haut de Mueren en Artikel am „Lëtzebuerger Wort“ gelies, wou d'Madamm Inneminister sech dann och dorop bezunn huet, notament wat dann d'Dispositioun vum Pacte Logement ugeet respektiv deen ominéisen Artikel 29bis, wou d'Madamm Minister da seet: „Et ass sécherlech ze laang gewaart ginn, fir verschidden Dispositiounen ze huelen.“ Madamm Minister, ech ginn Iech do honnertprozenteg Recht!

An deene leschten néng Joer ass leider dee Moment op legislativer Basis, wat den erschwéngleche Wunnengsbau ugeet, net allze vill geschitt. D'Präisser hu sech zanter 2014 quasiment verduebelt, wat de Wunnengsbau ugeet. Leider ass während néng Joer um legislative Plang net vill geschitt. Do hutt Der absolutt Recht!

An duerfir ass et wierklech un der Zäit, datt do déi richteg Mesuren ergraff ginn. Leider och vu Säite vun der CSV. Dat hu mer iwwert déi lescht Méint ëmmer nees monéiert, datt de Pacte Logement 2.0 sécherlech en Text ass, deen elo en place gesat ass, wou sech awer definitiv méi Froe stellen, wéi sech effektiv dann Äntwerten domat erginn.

Mir stinn honnertprozenteg zum erschwéngleche Wunnengsbau. Mir hunn iwwert déi lescht Joren och eng ganz Partie Amendementer, Propose gemaach, souwuel gesetzlech Propose wéi dann awer och Amendementer, déi gemaach gi sinn am Kader vum Pacte Logement 2.0.

Mir hunn och Propose gemaach, wat d'Implikatioun vum privaten Investisseur ugeet, datt dee verstärkt soll an dat soziaalt Mietboot matgehall ginn. Fir eis ass et essentiell, datt an Zukunft och eng Perimetererweiderung muss gemaach ginn.

(Interruption par M. François Benoy)

Här Benoy, Dir hutt net d'Wuert. Ech hunn d'Wuert!

(Interruptions)

Jo. Jo. Ben ...

(Interruption)

Här President, den Här Benoy schwätzt déi ganz Zäit dertëscht. Wann en eng Fro huet, kann e se ganz gär stellen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Lies, loosst Iech net esou séier ...

M. Marc Lies (CSV) | Nee. Nee. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen. Et ass ëmmer den Här Benoy. Also allkéiers, wann een op dës ...

(Interruptions)

Une voix | O!

M. Marc Lies (CSV) | Jo, jo, jo.

Voilà! Duerfir, also, ech fuere virun.

(Brouhaha)

Här President, ech wäert dann e puer ...

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo huet just nach den Här Lies d'Wuert!

M. Marc Lies (CSV) | Voilà, ech wäert dann e puer Sekonne weider kréien, well wann ee sech déi ganz Zäit gestéiert fillt hei vun der lénker Säit, dann ass dat net ganz förderlech.

(Brouhaha)

Wat d'Bauperimetererweiderung ugeet – elo wäert den Här Benoy sech dann nach eng Kéier mellen –, si mer absolutt dervun iwwerzeegt, datt eng Bauperimetererweiderung an deenen nächste Jore soll a muss gemaach ginn, well effektiv d'Terrainen, déi momentan am Bauperimeter sinn, déi sinn net méi ze bezuelen, fir erschwénglech Wunnengen iwwerhaupt nach kënnen ëmzesetzen.

(Interruptions)

Voilà! Wat elo den Artikel 29bis ugeet, Madamm Minister, dat ass eigentlech d'Essenz, firwat ech de Mëten hei stinn, fir effektiv do eng Partie Froe beäntwert ze kréie vun Är Säit aus, well eis d'Ëmsetzung vun deem ganzen Artikel 29bis nach ëmmer net ganz kloer ass a mer och net esou richteg verstinn, wéi dat soll ëmgesat ginn.

Duerfir follgend Froen:

Wat elo d'PAPen ugeet, déi bis kuerz virun der Oflafzäit vum 18. Februar da gemaach goufen: Wéi vill verschidde PAPe si bis den 18. Februar agereecht ginn? Sinn dës PAPen aus urbanistescher, technescher, juristescher Siicht och ëmsetzbar?

Elo, wat den 19. Februar ugeet, wat den Artikel 29bis ugeet, wou dee jo eréischt an Applikatioun komm ass, géife mer och gär wëssen, wéi vill PAPen zanter dem 19. Februar am Ministère erakomm sinn. Ass d'Madamm Minister der Meinung, datt d'Baudicht, fir erschwéngleche Wunnraum ze schafen, bei all nei PAP ouni Upassung vum PAG ëmsetzbar ass?

Ech huelen e Beispill: An engem klengen Duerf, wou effektiv eng gréisser Baulück ass, wou e PAP „nouveau quartier“ misst gemaach ginn, riets a lénks stinn Eefamiljenhaiser, an hei op der Parzell dertëscht géif an Zukunft dann ee Stack weider gebaut ginn, dat huet natierlech eng Implikatioun op d'Noperschaft. A wa keng PAG-Upassung gemaach ass, och gemaach muss ginn, da kënnen d'Nopere kee Recours dergéint aleeën, wat de PAG en tant que tel ugeet. An duerfir, aus Transparenzgrënn an aus Biergerrechtsgrënn wier

et awer wichtig ze wëssen, ob effektiv eng PAG-Üpassung muss gemaach ginn. Jo oder Nee?

En plus si mir der Meinung, datt sech d'Gemengen, wa keng PAG-Üpassung gemaach gëtt, an d'Illegalitéit géife versetzen.

Bis haut weess nach ëmmer kee sou richteg, wat déi genau Modalitéite si bei enger Cessioun vun 10 %, 15 % oder 20 % erschwénglechem Wunnraum. Wéini soll dës Konventioun mam Promoteur gemaach ginn? Virum Vott vum PAP oder duerno? Wann duerno an et gëtt keng Üpassung gemaach, kéint et da bei juristischem Sträit net ze enger onméiglecher Situatioun fir déi jeeeweileg Gemeng kommen?

Ech hu mir soe geloos, datt Äre Ministère och eng falsch Berechnungsbasis wéilt applizéieren bei der Cessioun. Och hei ee Beispill: De Promoteur kritt 10 % méi Baudicht bei engem Terrain vu beispillsweis 10.000 m² Surface construite brute. Dat géif 11.000 m² erginn. Déi 15 %-Cessioun, déi fir erschwénglech Wunnenge misst gemaach ginn, géif awer op deenen 11.000 m² an net op deenen 10.000 m² berechent ginn. Duerfir och do, ob dat esou stëmmt oder net.

(Interruption)

Momentan sinn am Gesetz zum Pacte Logement 2.0, also och an der Applikatioun vum Artikel 29bis, keng Modalitéite festgehalen, ënner wat fir enge Konditiounen datt eng Cessioun vun 10 %, 15 %, 20 % misst gemaach ginn. Néierens steet, wéi vill de Meterkaree vun der Surface construite brute fir d'Baukäschten, Honorairen a sou weider ze kaschten, huet.

Kann ech dovun ausgoen, datt d'Regierung am Allgemenge beim Bau vun erschwéngleche Wunnenge propagéiert, datt entweder d'Gemengen oder d'Promoteurs publics dës Wunnengen an Egeregie solle bauen? Och hei e kuerzt Beispill: Mir bleiwe beim PAP vun 10.000 m² respektiv 11.000 m². An dësem PAP ginn zwee Gebaier vu jeeeweils 5.500 m² gebaut. Am Ganze kënnen 70 Wunnenge gebaut ginn, 35 pro Gebai. 1.500 m² muss cedéiert ginn. Dat ginn ongeféier zéng Wunnengen. Soll an dësem Fall de private Promoteur 60 Wunnenge bauen an déi reschtlech 10 Wunnengen um leschte Stack, oder wou och ëmmer, sollen da vun der Gemeng oder vum Promoteur public gebaut ginn?

Ech soen Iech Merci fir Är Attentioun a si gespaant op d'Antworten. Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Gutt. Här President, dem Här Lies seng Ausféierungen hu mer ganz gutt gefall am Ufank, wéi e gesot huet: „Mir sinn eis eens.“ Do war e mer ganz sympathesch. Bis dann dee grouse „leider“ komm ass. Mee gutt. Et bitt sech dann d'Geleeënheet, nach eng Kéier op e puer Punkten anzegoen.

Ech muss just soen, dass ech awer iwerrascht sinn, wann esou gemaach gëtt, wéi wann et nach esou vill Froe géife ginn an esou vill Modalitéiten net gekläert wäeren. Well och verschidde Froen, déi Dir gestallt hutt, hu mer eigentlech schonn deemools gekläert, wéi hei d'Gesetz gestëmmt ginn ass. Mee gären huelen ech mer awer nach eng Kéier Zäit, fir drop anzegoen.

Dir hutt gefrot, wéi vill PAPen elo erakomm si virum Akraaftriede vun der neier Dispositioun. Do kann ech Iech soen: An deene leschten dräi Méint, dat hu mer nogekuckt, sinn eng 88 PAPen erakomm. Ech kenne se elo net alleguerten auswenneg, dofir kann ech elo net drop agoen, inwiefern se realisierbar sinn, ob do

eventuell nach soss Punkte waren, déi nach en Diskussionsbedarf hunn. Ech kann Iech just soen, dass et der 88 waren, wat effektiv e Rush ass par rapport do-zou, wat mer soss gewinnt sinn. Wat evident ass, wann een eng Deadline gëtt, dass der nach e puer dovunner profitéieren, zemoos wa se an der finaler Ausféierung sinn, eeben nach dovunner profitéieren, fir dat zu den aktuellen ale Krittere kënnen ze maachen.

Säit dem 19. Februar, dat hunn ech bei mengem Service nogefrot, ass ganz genau ee PAP bis elo erakomm. Dat wéll awer net heeschen, dass der net an de Gemengen agerecht gi sinn, mee d'Gemengen hu jo ee Mount Zäit, fir se bei eis dee Moment am Ministère anzereechn. Dat heescht, en cours de route wäerten der sécherlech nach méi kommen.

Dann zur Baudicht, wou Der frot, ob déi 10 % ouni eng Modifikatioun vum PAG méiglech wär. Ben, jo. Esou steet et jo am Gesetz. Esou ass dat jo alles erklärt. Dofir hu mer dat jo esou am Gesetz festgehalen. Dat steet ganz kloer esou dran. An d'Gesetz ass jo gestëmmt. Dat heescht, d'Gesetz, de Projet de loi ass vum Staatsrot aviséiert ginn. An deen huet hei och keng Opposition formelle drop gemaach, dass dat net kéint goen. An esou ass dat haut en vigueur, dass dee Moment, fir déi 10 % méi Baudicht kënnen ze verdeelen, als Konterpartie, et ass jo esou, dass dann d'Gemeng oder de Staat den Terrain gratis kritt, dofir komme jo déi 10 %, dass een dofir net muss eng Modifikatioun vum PAG maachen.

D'Matsproocherecht vun de Leit bleift weiderhi bestoen. Bon, well et jo am Gesetz ass, kënnen d'Leit elo net géint déi 10 % en tant que tel kloen, mee d'Leit hunn duerchaus, esou wéi d'Gemeng och a mir jo och am Interieur, wa mer dat kontrolléieren, awer Matsproocherecht, wat d'Verdeelung vun deenen 10 % betrëfft. Esou wéi mer ëmmer bei engem PAP kucken, dass besonnesch den Artikel 2 vum Aménagement-communales-Gesetz agehale gëtt, an eeben och gekuckt gëtt, dass deen neie Projet sech eeben an de Bestand integréiere léisst, dass et zum Beispill net zu exzessiven Héichte kënnert oder dass eeben op eemol d'Leit, d'Nopereen doduerch en Nodeel hätten. Ech mengen, dat ass déi normal Prozedur, déi mer och soss bei engem PAP kennen.

Dann: Wéini muss d'Konventioun gemaach ginn? Respektiv déi aner Fro, déi Der hannendru gestallt hutt, déi elo d'Baue vun de Wunnenge betrëfft. Ben, d'Konventioun sollt gemaach ginn, soubal de PAP duerch ass. A mir roden och de Gemengen un, esou séier wéi méiglech sech mam Promoteur eens ze ginn, ob d'Gemeng den Terrain oder den Terrain an d'Wunnenge wéllt hunn, dat souguer nach informell ofzeklären, éier d'Konventioun dee Moment gemaach gëtt, einfach fir dass een hei eng gewësse Planungssécherheet huet. A wann och herno dann déi Wunnenge gebaut ginn, dass een och net do laanscht d'Realitéit plangt. An dofir ginn eeben déi Konventioun gemaach, wou dat alles dann dra festgehalé gëtt.

A wéi ech grad gesot hunn, d'Gemeng huet d'Méiglechkeet, just den Terrain ze huelen. Da gëtt eng Konventioun gemaach fir herno déi Cessioun. A wann d'Gemeng awer gäre wéllt déi Wunnengen direkt vum Promoteur mat baue loossen – ech ginn dovun aus, dass dat eng ganz Rëtsch Gemengen esou wäerte maachen, well et weesentlech méi einfach wäert sinn –, da gëtt eng Konventioun gemaach, wou da souwuel d'Cessioun vum Terrain wéi och d'Wunnengen dra fixéiert ginn. Do si wéi soss, wéi mer et och kennen, d'Baupläng dran, d'Cahier de charges an och de Präis gëtt fixéiert. An dat ass jo och e Punkt, deen eis ganz wichtig war, dass am Virfeld de Präis fixéiert gëtt. An Dir wësst och, do steet am Gesetz dran, dass de Promoteur do keng Plus-value kann

dropschloen, dass dat zum Entsteungspräis dee Moment geschitt, also esou vill, wéi d'Wunneng kascht, dann herno muss bezuelt ginn. Eis war et wichtig, dass mer dat och esou am Gesetz kënnen festhalen. Well ee grouse Punkt ass jo och, dass dat dote sech ..., jo, dass dat fir d'Gemenge finanzierbar ass an dass se eeben och déi Wunnengen do kréien.

Wéi gesot, déi Diskussioun hate mer eigentlech schonn eng Kéier. Ech mengen, dat war d'lescht Joer virum Summer, wéi mer d'Gesetz hei gestëmmt haten. An ech ginn Iech Recht, Här Lies, et ass technesch. Et ass net esou evident. A grad dofir hu mer jo awer Formatiounen offréiert. Mir hunn e puer Formatiounen gemaach, wou iwuer 150 Leit drun deelgeholl hunn, souwuel vun de Gemengen, vun technesche Servicer, wéi och d'Leit vum OAI hunn dat matgemaach.

(Interruption)

Mir hunn eng Circulaire erausginn zesumme mam Logementsminister, wou mer et nach eng Kéier erklärt hunn. Mir hunn op eiser Internetsäit op véier Sproochen, wierklech, fir eng Majoritéit domadder ze errechen, nach eng Kéier déi verschidde Passussen am Gesetz erklärt, op e bësse méi eng verständlech Manéier. Mir hunn en Tutorial Video gedréit, ganz einfach verständlech, dass een dat kann eriwuerkréien. Convention-typen, well dat ass jo och eng Demande vun de Gemengen: Wat solle mer elo draschreien? Wéi solle mer dat doten alles fixéieren? Convention-typen an deene verschiddene Cas-de-figures, déi et ka ginn, hu mer ausgeschafft. Dat alles ass um Site vum Interieur ze fannen. An et kann een et zu all Moment nokucke kommen. Dofir loossen ech déi Kritik elo net gëllen, dass et do vill Onkloerheete gëtt.

A fir déi Fäll, déi Wunnprojeten, wou vläicht nach net alles kloer ass, si mir jo nach ëmmer do! Ech hu mä grouse Service vun der Stadtentwicklung, an ech mengen, Dir kennt dee jo och selwer als Buergermeeschter, d'Plattform vun der Concertatioun vun de PAPen, eebe grad fir am Virfeld, éier de PAP an d'Prozedur geet, wou souwuel d'Leit vum Ministère, d'Gemenge mat de Promoteuren, Entwéckler, Architektbüroen, d'Leit vun deenen anere Ministère, alleguer sätze se jo un engem Dësch, fir eebe grad ze kucken: Wéi kann een deen dote Projet beschtméiglech realiséieren? An do kann een zu all Moment op déi Plattform zrëckgräifen.

Mir hunn déi ausgebaut. Mir kucken och do wierklech, all de Gemengen entgéintzkommen. Ech mengen, do brauch ee just eng Kéier den Telefon an de Grapp ze huelen an e Rendez-vous ze fixéieren. An da kritt een dat och. Wéi gesot, dat ass eis Offer, déi mer de Gemenge maachen, fir eeben d'Gemengen och do net am Ree stoen ze loossen. Ganz am Géigendeel. Mir si frou, wann d'Gemenge genau op deen dote Wee ginn an den Terrain mat de Wunnengen oder ouni d'Wunnengen huelen.

Well dat ass jo d'Hauptzil vum Pacte Logement 2.0, grad den Artikel 29bis: Mir wëlle jo gären, dass méi bezuelbar Wunnengen entstinn. Dat geschitt domadder. A mir wëlle jo och, dass d'effentlech Hand se hëlt, a ganz besonnesch d'Gemengen, déi och hei an der Responsabilitéit sinn, dass se déi Wunnengen huelen an dass se dës herno entweder an der Locatioun behalen oder dass se se herno iwuer e Bail emphytéotique mat engem Recht, mat engem Droit vu Rachat dee Moment un d'Leit kënnen ginn. An dat Wichtigst ass jo, dass déi Wunnengen herno net méi um Marché verkaaft ginn, well dat ass jo de Problem, dee mer bis virdru kann hunn, dass Wunnengen, déi haut als bezuelbar eeben un d'Bauprimempfänger gaange sinn, da muer, iwermuer ganz deier erëm um Marché verkaaft gi sinn a vill Leit sech domadder eng gëllen Nues verdéngt

hunn. An do ware mer eis jo alleguerten eens, dass domadder ee fir allemol misst Schluss sinn. An dofir hu mer jo dat Instrument hei ausgeschafft. An dofir ass et wichtig, dass d'Gemengen och heivu profitéieren.

Wéi gesot, wann eenzel Froen nach sollte si bei der Ëmsetzung, einfach sech un den Interieur wenden. Wéi gesot, meng Leit si prett. Ech hunn do meng Ekippg opgestockt. Mir hëllef do iwwerall, wou mer kënnen. Ech mengen, d'Projete si jo och ganz ënnerschiddlech. An da soll een dat kucken.

Ech mengen, grousst Thema ass eeben och ëmmer: Wéi maache mer et herno mat de Gréngflächen? Wéi kënnen mer da méi dicht bauen? Ass et besser an d'Héicht? Ass et besser an d'Breet ze goen? Ech mengen, och do muss een deene lokale Gegebenheete Rechnung droen. D'Parkplazen, éiweg Froen déi kommen. A genau dofir, wéi gesot: Eis Dier ass op. An einfach nëmme bei eis nofroen. Mir hëllef da weider.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci elo mol der Madamm Inneministesch. Mee den Här Lies huet nach eng Zousazfro.

M. Marc Lies (CSV) | Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech soen der Madamm Inneminister och Merci fir dës Erklärungen.

Bon, et sinn effektiv elo e puer Froen, déi mer awer nach net ganz kloer si respektiv wou ech och keng Äntwert kritt hunn. Ech soen Tech och Merci fir déi Proposen. Natierlech kënnen d'Gemengen op déi Cellule zrëckgräifen, wat och gemaach gëtt, wat och wichtig ass, dass et gemaach gëtt.

Iwwert d'Ziler si mer eis och eens. Dat hunn ech ganz am Ufank gesot. Ech mengen, mir hätten alleguerete gär, dass méi erschwénglech Wunnengen op de Maart solle kommen an dass se och am Patrimoine vum Staat, vun de Gemengen, vun de Promoteurs publics solle bleiwen.

Wat de Präis ugeet, do hu mer allerdéngs eng divergent Vue. Ech hat dat deemools och an der Kommissioun gesot gehat. Et ass nämlech kee Präis fixéiert. An dat ass awer de sprangende Punkt, wann een eng Konventioun wëllt erstellen, dass ee sech do net op e Präis ka baséieren, deen an der Gesetzgebung drasteet. An dat ass awer dee kruziale Punkt, wann een eng Konventioun wëllt erstellen, dass dat um Terrain guer net geet. An ech schwätzen hei am Numm sécherlech vun de Gemengen, awer och vun de Promoteuren. Well an deene leschte Wochen hat ech zeg Promoteuren, déi mech gefrot hunn: „Jo, wéi paakt Der dat dann elo un?“ Ech konnt hinne keng Äntwert ginn. Ech sot: „Da musst Der wierklech an d'Cellule goe vum Ministère de l'Intérieur, fir Iech dat erklären ze loossen, well am Gesetz steet kee Präis.“

An elo mat der Präisdeierecht wësse mer iwwerhaapt net méi, op wat mer eis solle baséieren, wat d'Baukäschten ugeet. Momentan ... Dat, wou Der mer net geäntwert hutt, dass ass dat: Sollen d'Promoteurs publics oder d'Gemengen dann déi Wunnengen elo an Egeregie bauen? Jo oder nee? Dat ass awer eng kruzial Fro. An, ben, ech mengen, déi muss kënnen beäntwert ginn, well soss wësse mir och um Terrain net, wien dann effektiv wat soll ëmsetzen.

Ben, ech mengen, mir hunn do e bëssen eng aner Vue gehat, och am Kader vun dem Artikel 29bis, wou mer en Amendement dozou gemaach haten. An duerfir: Soll dee Präis, deen elo definéiert gëtt opgrond vun eeben deem Gesetz, wat elo ënnerwee ass, iwwert d'Aide au logement, wou Präisser fixéiert sinn,

baséiert deen op deenen? Jo oder nee? Well momentan am Gesetz, am Pacte Logement am Artikel 29bis, do ass kee Präis definéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. An d'Wuert geet zrëck un d'Regierung, un d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Also, ob eng Gemeng elo déi Wunnenge soll mam Promoteur bauen oder ob se just den Terrain hält an dann iwwert d'Marché-publics-Gesetz ee siche geet, fir se bauen ze loossen, oder eventuell mat engem Promoteur public, dat steet awer der Gemeng fräi. An ech gesinn elo net, firwat Der do musst onbedéngt eng Äntwert vu mir kréien. Ech mengen, do ass all Gemeng, déi do soll fir sech decidéieren, wat se an deem Moment am beschte fënnt, sou wéi se et och haut mécht. An ob se se herno verlount oder eeben u Leit iwwert de Bail emphytéotique gëtt, och dat steet de Gemenge fräi.

Ech fannen et ëmmer gutt, wann eng Gemeng en eegene Wunnpark huet, wa se vill Wunnengen huet. Well ech ka mech drun erënneren, leschte Summer, wéi d'Héichwaasser, d'Iwwerschwemmung waren, wou ech an där enger oder aner Gemeng gefrot hunn: „Jo, wéi hutt Der dann d'Leit ënnerdaach kritt? Hutt Der se dann an Är Gemengewunnunge bruecht?“ Do waren der, déi mer gesot hunn: „Mir hunn esou eppes net.“ An do hunn ech geduecht: „Ma et ass grad de Moment, vläicht awer emol doriwwer nozedenken.“ Well ech fannen et net normal, dass eng Gemeng keng eegene Wunnengen huet, fir d'Leit an der Urgence ënnerzebréngen. Mee gutt.

Wéi gesot, hei steet et de Gemenge fräi, wéi si do dee Moment hiren eegene Wunnpark wëllen ausbauen.

Wat de Präis betrëfft, do steet wuel am Gesetz – ech hunn d'Gesetz elo net derbäi, ech weess elo net all eenzelen Artikel ausweneg, ech mengen och net, dass dat relevant ass –, do steet awer dran, dass zum Entsteungspräis dee Moment déi Wunneng cesséiert gëtt. A mir hunn eebe grad déi Brems dra virgesinn, dass dee Moment de Promoteur net nach kann eng Plus-value drop maachen.

A beim Präis, jo, gutt, do orientéiert ee sech un deem ..., wann ech soen: „Et kascht dat, wat et kascht, fir se ze bauen“, ass et dat, wat eeben de Moment de Marché hiergëtt. Mir hu lo keng fix Präisser an d'Gesetz gemaach. Wat awer fix ass, dat sinn herno d'Locatiounen. An do gëtt sech eeben um Reglement vun 1998 an dem Gesetz vun 1979 – oder ass et ëmgedréit? –, dat sinn déi vum Logementsministère, do gëtt sech un deenen dote Krittären orientéiert, dee jo och amgaangen ass, déi ze iwwerschaffen, fir dass nach méi Leit an de Genoss vun esou enger bezuelbarer Wunneng kommen. An wann dann d'Gemeng eng Wunneng verlount, orientéiert dat sech un deene Krittären. Et ass dee Moment dat Gesetz, wat do applizéiert gëtt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch.

6. Motion de M. Fernand Kartheiser sur l'inclusion de la Chambre des Députés dans le processus de nomination des membres du Comité d'éthique et publication de tous ses avis

(Motion déposée en séance publique n° 30 du 20 janvier 2022 – à consulter au compte rendu n° 10/2021-2022 en page 50)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kennt d'Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Abanne vun

der Chamber an d'Ernennung vun de Membere vum Comité d'éthique. Här Kartheiser, als Auteur vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Ech soe Merci, dass mer dat hei konnten op den Ordre du jour setzen. Et ass e bëssen, ech wëll net soe „moutarde après dîner“, well et kann een d'Hoffnung ni opginn, mee et ass awer eng Form vu spédem Protest.

Mir haten am Januar 2022 déi Motioun hei hannerluecht, fir nach kënnen en Afloss ze huelen op déi Aarbechten, déi deen Abléck am Staatsministère amgaange waren, fir en neie Code de déontologie vun der Regierung auszuschaffen. Ech mengen, dee gouf deen Abléck an d'Institutionekommissioun iwwerwisen. Mir hunn awer an der Tëschenzäit festgestallt, dass mer konfrontéiert gi si mat engem Fait accompli. D'Regierung huet scho fir d'Ministeren an och fir déi héich Beamten e Code de déontologie ugeholl a publizéiert.

Dat ass u sech schued. Mir hätte gär am Virus doriwwer geschwat, well et wor eisen Androck, dass d'Regierung u sech un enger Kontrollinstanz interesséiert ass vun engem Code de déontologie, well et huet jo kaum e Wäert, e Code de déontologie unzuhuelen, wann net den effikasse Contrôle do ass. Mee eisen Androck wor, dass d'Regierung eng Kontrollinstanz wollt, déi se selwer ka kontrolléieren an domadder u sech esou eppes ass ewéi en zahnlosen Tiger.

Firwat soe mer dat? Well mir gär wollten, dass d'Chamber bei der Ernennung vun deene Membere vum Comité d'éthique awer e Wuert matzeschwätzen hätt oder se géif selwer ernennen. Mir wollten, dass déi Membere vum Comité d'éthique politesch neutral sollte sinn. Ech mengen, dat schéngt eis jo ganz wichtig ze sinn, fir eng Regierung ze kontrolléieren. A mir wollten hinnen och méi Kompetenz ginn. Zum Beispill, dass se all Avis kënnen publizéieren oder solle publizéieren, dee se huelen.

Alles dat wäre Sujete gewiescht, déi mir gär diskutéiert hätten am Virus, wéi gesot. Et hätt een och kënnen envisagéieren, dass de Contrôle vun der Regierung duerch d'Chamber selwer géif gemaach ginn, wat jo och e bëssen hire Rôle soll sinn, nämlech de Contrôle vun der Exekutiv a Form vun, zum Beispill, enger Kommissioun, déi géif vun der Opposition presidéiert ginn. Alles dat wäre kredibel Weeër gewiescht, déi mer hätte kënnen exploréieren.

An déi Kredibilitéit, déi gëllt no bannen natierlech, fir d'Glafwierdegkeet vun der Politik ze erhalen, si gëllt awer och no baussen. Well den Ureiz vun deem Ganzen, den Ustouss kouw jo vum GRECO. An de GRECO hat jo schon, mengen ech, 2018 eng ganz Rei vu Recommandatiounen iwwert den Zoustand vu Lëtzebuerg, wat d'Korruptioun an esou weider ugeet, formuléiert. An dovunner hunn der net manner wéi eelef d'Deontologie vun der Regierung betraff gehat. Also et war e Sujet, dee souwuel national wéi international interesséiert.

An et gëtt och genuch, wat ee muss kontrolléieren oder wat ee soll kontrolléieren, egal wien an der Regierung ass. Dat wëll ech och soen. D'Regierung muss ëmmer kontrolléiert ginn!

Mir haten och elo bei Gambia 1, Gambia 2 schon eng Rei Saachen, déi och der Ethikkommissioun virgeluecht goufen. Et gëtt och ëmmer aner Saachen, déi et derwärt wär, ze préiwen, zum Beispill déi massiv Presenz vun Ministeren an de Schoulen, notamment während de Walcampagnen, oder och déi Saach, dass de Filmfong Filmer finanzéiert huet, an deene Ministeren optrieden. Ech zitieren den – wéi huet dee geheescht

mam Här Asselborn? – „Foreign Affairs“, wou e ganze Film och vum Staat finanziert gouf iwwer e Minister, oder och „An Zéro“, wou d'Madamm Dieschbourg an den Här Turmes do opgetruede sinn, alles vum Staat finanziert. Alles dat hätt ee kënnen och ënnert dem Bléckwénkel vun den Deontologiereegelen awer iwwerpräiwen.

Une voix | Jo!

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Mir denken, datt e Comité d'éthique net sollt vun der Regierung ernannt ginn, mee dat ass am Abléck de Fall. Et sinn op d'mannst dräi Memberen an deem Comité d'éthique, déi gi vun der Regierung selwer ernannt. Mir denken, datt dat net sollt de Fall sinn.

An et ass net nëmme, datt d'Regierung dee Komitee ernannt, dee se soll kontrolléieren, et kënnen och nach Anciens ministres an Anciens députés sinn. Also vun der politescher Neutralitéit si mer ganz wäit ewech! Et fale mir spontan e puer Nimm an, déi een da kéint ernennen, aus leschter Zäit. Ech wëll déi hei net öffentlech nennen. Mee ech mengen, jiddere ka sech do vläicht Gedanke maachen, wat legal méiglech wär, awer wat wierklech och deontologesch ëmstridde wär!

An net nëmme, datt mer eebe gär hätten, datt d'Regierung net selwer hiert Kontrollorgan ernannt an datt déi Membere vun deem Kontrollorgan musse politesch neutral sinn, mee eeben och, datt se solle vill méi Kompetenze kréien!

Et ass also, an dat ass natierlech eppes, wat och hei elo wäert gesot ginn, et ass vläicht am Abléck ze spéit, mee mir bliewen um Ball! Mir wäerten eis als ADR weider d'firsetzen, datt d'Regierung en deontologesch Kontrollorgan kritt, wat deene Kritikären entsprécht, déi, mengen ech, awer e Minimumstandard géifen duerstellen, fir kredibel déi Aufgab kënnen ze erfëllen, kredibel iwwer all Kritik.

An dofir, mengen ech, sollte mer haut och iwwer déi Motioun ofstëmme. Dat wor de But, fir kloer e Signal ze setzen, quitte datt de Code de déontologie vun der Regierung schonn do ass, datt e publizéiert ass. A mir wëllen e Signal setze fir ze soen: „Dat do geet eis net duerf!“

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An eng éischt Wuertmeldung kréien ech vum Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Här Kartheiser fir seng Ausféierungen.

Dat kléngt a priori sympathesch, wat den Här Kartheiser elo hei virbruecht huet. Ech erënnere drun, datt am Kader vun der Verfassungsreform, nottamment och op Drock vun menger Partei, méi streng Reegelen agefouert gi sinn oder agefouert ginn – mir musse jo nach den zweete Vott maachen –, fir d'Regierung ze kontrolléieren.

Hei ass, wéi den Här Kartheiser selwer seet, elo e bësse Moutarde après dîner, well d'Regierung, an ech sinn elo wierklech net de Regierungspriecher, huet dee Code de déontologie agefouert.

A mir mussen och oppassen, mir hunn awer och e Prinzip vu Séparation des pouvoirs hei ...

Une voix | A!

M. Léon Gloden (CSV) | ... an deem Land! An Dir wësst: Den État de droit läit mer um Häerz. Dir

schwätzt zwar ëmmer dovunner, mee mir huelen en eescht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Mir huelen en eescht!

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Hei geet et ëm d'internt Fonctionnement vun der Regierung. Well wa mer dat transposéieren, da kéint d'Regierung och eis als Deputéiert am Kader vun der Deontologie kontrolléieren.

Et steet och an der Verfassung, datt d'Regierung, datt de Grand-Duc seng Regierung organiséiert. Duerfir kommt, mer geheien elo hei net fundamental Prinzipien iwwer Bord! Scho guer net duerch d'Chamber!

Mat deem leschten Tiret kéint ech perséinlech liewen, datt all Avis soll publizéiert ginn. Vlächicht éier mer do eppes ..., dat muss d'Regierung decidéieren. Mee duerfir, opgrond wierklech vun deene Rechtsprinzipien, déi an deem Land applikabel sinn a fir déi och ëmmer d'ADR grouss Reklamm mécht, proposéieren ech menger Fraktioun, des Motioun net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Wéi den Här Kartheiser richteg gesot huet, ass déi Motioun un d'Institutionskommissioun iwwerwisen, awer och un d'Reglementskommissioun. De President hat se un déi zwou Kommissionen iwwerwisen.

Jo, ech mengen, d'Regierung nous a pris de vitesse. Deen neien Deontologiekodex ass do. E geet weesentlech méi wäit ewéi deen, dee bis elo a Kraaft war. A wann ech mech net ieren, hu mer och dofir scho Luef vum GRECO kritt, dass mer weesentlech méi wäit ginn.

Ech si beim Léon Gloden, wann e seet, dass mer mussen oppassen, dass mer hei keng Vermeschung tëschent de Kompetenze vun de verschiddenen Institutione maachen. Mir nennen eise Comité d'éthique och selwer als Chamber. An ech mengen, dass bis elo déi Leit, déi erausgesicht gi sinn, dat zur vollster Zufriedenheet, net nëmme vun eis, mee awer och vun deene Leit dobaussen, gemaach hunn.

Well et jo och esou ass, dass, wann e Feelverhale vun engem Deputéierten dobausse géif festgestallt ginn, da gëtt de President dovun informéiert. An de President, deen ënnerhëlt dann déi Schrëtt, déi sech opdrängen. Ech ka mer duerchaus virstellen, dass, wa bei der Regierung dobaussen eppes géif gemierkt ginn, wat net deem Deontologiekodex géif entsprechen, de Premier eppes Änlech geif maache wéi an deem Fall de President vun der Chamber.

Den Här Kartheiser huet richteg gesot, et ass eigentlech an enger ganzer Rei vu Punkte Moutarde après dîner.

Dat, wat d'Regierung respektiv dee Comité d'éthique sech soll iwwerleeën, dat ass, dass en et änlech ka maache wéi eise Comité d'éthique, dass en e Rapport d'activité um Enn vum Joer hannerléisst. Mee bon, dat ass, mengen ech, dem Comité d'éthique iwwerlooss.

Dofir bleibt eis näischt anescht iwwreg. Mir hätten déi Diskussioun net ongär an der Kommissioun zu deem Zäitpunkt och mat dem Kollege Reding an der Reglementskommissioun gefouert. Mee bon, haut stëmme mer dann driwwer of op Wonsch och vum Här Kartheiser. Bon, ech hätt och kënnen d'Initiativ huelen, fir d'Diskussioun ze maachen. Mee den Här Kartheiser weess, dass mer an der Lescht relativ vill um Bockel hatten. An dofir merci och fir säi Versteedsdemech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Premierminister. Mee, also, ech mengen net, well et Moutarde après dîner ass, dass et net wichtig ass. Mir fannen dat hei effektiv och e wichtegt Uleies.

An ech sinn do och relativ no beim Här Kartheiser an deem hei Uleies. Och wa mer dat net esou oft sinn. Mee hei muss ech em awer Recht ginn.

Mir fannen et eigentlech och net normal, dass den Iwwerpräifte säin eegenen Observateur kann eraussichen. Dat ass eigentlech éischer lachhaft. A mir fannen des Nominatiounsprozedur an deem Sënn och net gutt.

(Brouhaha)

Jo, erlaabt mer dat ze soen! Ech fannen dat keng gutt Kontrollfonctioun an deem Sënn.

Ech muss awer soen, ...

Une voix | ... poleemesch dat do!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ... ech muss awer soen, dass d'Invitte vun dem Här Kartheiser mer awer och e bësse e puer Froen oploossen.

Deen éischen Invite, wou da steet, dass d'Chamber soll matagebonne ginn, do froen ech mech, wéi d'Chamber soll matagebonne ginn. Ech fannen dat relativ oppen.

Deen zweeten Invite, dass d'Membere solle politesch neutral sinn: Bon, d'politesch Neutralitéit, wësse mer alleguer, dat ass awer och eppes, wat ze definéieren ass. Wat ass dat? Heescht dat: keng Parteikaart? Heescht dat: Wéi no um Minister dierf ee sinn? Wéi net no dierf een um Minister sinn? Enfin, do stelle sech awer och eng Rei Froen.

An deen drëtten Invite, do hu mer och e bësse Problemer domat, wann ee seet, dass „all Deputéierte kann uruffen“. Bon, dat schéngt eis awer och relativ wäit ze goen.

Wann een dat géif aneschters ëmschreiwen, da kéinte mir dat matdroen op jidde Fall. Also et geet definitiv an eng richteg Richtung.

Mee, dass zum Beispill dann och elo Avise publizéiert ginn, wéi all déi aner, domat kënnen mir natierlech och liewen.

Also, et geet an eng richteg Richtung, well mir wierklech och déi Nominatiounsprozedur ganz problematesch fannen. Bon, et ass elo Moutarde après dîner, mee ech mengen, d'Diskussioun kann een awer féieren.

A wéi et och selwer am Code de déontologie steet, mengen ech, kann de Comité d'éthique sech selwer och saiséieren, fir Recommendationen ze ginn. Also dee ka selwer och soen, dass een dat eventuell kéint änneren.

Ech mengen, et ass elo net, wéi wann dat elo an de Stee gemeesselt wier. Dat kann een ëmmer nach eng Kéier amelioréieren, wann ee wierklech wëllt.

Villmools merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An da ginn ech d'Wuert un de Premierminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, erlaabt mer och hei, dem honorabelen

Deputéierte Kartheiser Merci ze soe fir seng Motiou, déi mer erlaabt – ob et Moutarde après dîner ass oder wéi een et wëllt nennen –, och Iech iwwert dat Lescht, wat am Regierungrot decidéiert ginn ass, ze informéieren, iwwert de Prinzipp, jo, vun engem Code de déontologie, deen ee sech jo selwer gëtt, dat heescht vun Auto-Regelen, déi ee sech gëtt, déi am Fong normalerweis méi wäit gi wéi dat, wat de Cadre légal virgesäit, andeem ee sech deontologesch Reegelen gëtt. D’Affekoten, d’Huissieren, d’Press, an ech kéint nach weiderfuere, hunn alleguerten e Code de déontologie, deen och intern vun hinne besat gëtt. A just bei der Regierung géif dat net goen?

Ech wëll hei just drop opmierksam maachen, dass et eng Kéier eng parlamentaresch Kontroll gëtt, déi duerch d’Verfassung virgesinn ass an déi och ganz wichteg ass! An nach eng Kéier: Hei sinn deontologesch Reegelen, déi eng Regierung sech och selwer gëtt. Il ne faut pas mélanger!

An esou wéi schonn de Kolleg Gloden gesot huet, ass hei och e grouse Prinzipp vun der Séparation des pouvoirs, deen och net ze vergiessen ass.

Wann ech hei gesinn, den 1. Mee hu mer jo nei Reegelen och agefouert. An ech kann net akzeptéieren, dass et d’Gefill gëtt, wéi wann dee ganzen Eethikrot do en Tiger ouni Zänn wär oder en à la botte du gouvernement wär, well dat ass net richtig. An dat ass carrement och falsch an onfair.

Éischters, de Code geet elo méi wäit wéi dat, wat mer virdu kann hunn 2014. Et si Reegelen. Mir ginn, jo, mir gi méi wäit wéi dat, wat mer hunn. A mir wësse jo och, dass de GRECO och kuckt, wat mer maachen.

Fir eis ass et wichteg, dass eng Beruffseethik eppes anescht ass wéi d’parlamentaresch Kontroll. Et ass dat, wat ech probéiere wierklech hei ze soen. Eng Beruffseethik, d’Kontroll vun enger Beruffseethik, ass dat eent, an eng parlamentaresch Kontroll ass dat anert.

D’Eethik besteet aus sougenannten an erstallten deontologesche Grondsätz, déi eng Beruffsgroupp – hei dann elo eeben d’Regierungsmemberen – énnert sech als Moosstaf festleet. Déi sollen als Standard och vum Verhalensprotokoll gëllen a wou d’Kontroll vum Anhale vu Reegelen entweeder vum President selwer vum Gremium oder vun engem zesummege-satene Rot eeben aus deem Beruff ausgeübt gëtt.

An d’Mechanisme vun der parlamentarescher Kontroll, an där ginn et jo eng ganz Rei, sinn do, fir d’Regierung ze kontrolléieren am Zesammenhang mat der Ausübung vun der verfassungsrechtlecher Missioun, déi an den Aktiounsradius vun hirer politescher Tätegkeet fält.

An nieft den Deputéierten hu mer och eng Cour des comptes, déi eis jo och kontrolléiert. Dat soll een och net vergiessen.

An dowéinst, ech géif hei recommandéieren, Här President, dass een do wierklech op d’Séparation des pouvoirs soll oppassen an dass, zweetens, de Prinzipp am Fong vun enger Deontologie, deen ee sech jo gëtt, als Instanz och hei wichteg ass.

An déi lescht Fro, déi och zitéiert ginn ass vum ..., ech mengen, et wor den Här Gloden, dee gesot huet, e kéint mam leschte Considerant liewen. Ech wier frou, wann dat net de Fall wär.

De Prinzipp ass jo, dass dee Komitee selwer ka gefrot gi vun enger Persoun unilateralement, fir e Conseil ze kréien: „Kann ech dat oder kann ech dat do net?“ „Ass dat dote kompatibel?“ „Ass dat net kompatibel?“ Dat heescht, dass et jo en Avis ka sinn.

An Dir hutt dat selwecht an der Chamber. Dass ee ka froen, fir dass et net publizéiert gëtt. Wann et selbstverständlech eng Repercussioun huet, wann et eppes

ze dinn huet mat der Ausübung vun der Aarbecht, kann de Komitee nach ëmmer decidéieren. Mee wann een unilateralement eppes freet, just eng Consultatioun am Fong, déi ee wëllt hunn, den Avis, ier een eppes mécht, wann dat publizéiert gëtt, dat fannen ech zimmlech delikat.

An Dir hutt och déi Reserv hei fir d’Chamber gehalen, wou Der gesot hutt: „Hei, mir mussen awer och nach ëmmer bei där enger oder anerer Fro, déi ee consultativ am Fong freet, fir preventiv ze froen, ob do e Feeler kéint entstoen oder net ...“, dass dat dann och net publizéiert gëtt.

Dowéinst, Här President, ech géif wierklech d’Chamber invitéieren, dës Motiou net unzehuelen. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer eis Deontologiecodé ginn. An ech wëll och der Chamber Merci soen, Här President, an dat soen ech elo net als Regierungschef, well fir mech d’Séparation des pouvoirs hei wichteg ass, mee dass Dir Iech och en eegenen Deontologiekodex ginn hutt.

Jo, dat, wat virun 20 Joer gaangen ass, wat virun zéng Joer gaangen ass, geet haut net méi! An et sinn eng Rëtsch vu Reegelen, déi mer musse gi vun Transparenz, vu Blancheur, vun einfach inattaquabel sinn als Politik, déi am Interêt si vun ons alleguerten. An et geet och ëm d’Kredibilitéit vun ons alleguerten.

Dofir wierklech, d’Séparation des pouvoirs ass e Grondpiller vun eiser Verfassung. D’parlamentaresch Kontroll ass Är Aarbecht. An ech sinn och ganz frou, dass déi och ausgeübt gëtt vun deser Chamber. An ech sinn och ganz frou, mee dat soen ech elo net als Premier, mee als Bierger, dass Dir Iech och en Deontologiekodex ginn hutt an dass Dir Iech déi Reegele ginn hutt an dass och keen Iech gesot huet, wat Är eege Reegele sollte sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D’Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kënnen elo zum Vott iwwert dës Motiou kommen.

Vote sur la motion

D’Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motiou ass mat 4 Jo-Stëmme géint 52 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Claude Wiseler), Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. 7672 – Projet de loi relative à l’agrément d’un système de qualité ou de certification des produits agricoles

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass dee leschte Projet de loi 7672 iwwert d’Aféierung vun engem Agreementssystem fir Landwirtschaftsprodukter.

Erlaabt mer fir d’éischt, d’Chamber driwwer ze informéieren, datt den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen aus Gesondheetsgrënn leider de Mëtten net kann heibanne sinn, an e léisst sech vertrieben duerch de Wirtschaftsminister Franz Fayot. Mir soen dem Här Wirtschaftsminister Merci fir seng Disponibilitéit, datt mer dese Projet de loi kënnen evakuéieren.

Et hu sech schonn ageschriwwer fir dese Projet de loi: d’Madamm Martine Hansen, den Här Gusty Graas, d’Madamm Chantal Gary, den Här Jeff Engelen, d’Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen.

An d’Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d’Wuert.

Rapport de la Commission de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Och hei vu menger Säit aus dem Minister Claude Haagen eng gutt Besserung!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 7672 iwwert den Agreement fir e Qualitätssystem oder d’Zertifizierung vu landwirtschaftleche Produkter gouf de 17. September 2020 vum deemolege Landwirtschaftsminister Romain Schneider deposéiert.

D’Chamberskommissioun huet de Gesetzesprojet zweemol amendéiert, eng éischte Kéier den 20. Juli 2021 an eng zweete Kéier de 26. November 2021.

Nodeems de Staatsrot dës Amendementer akzeptéiert huet, huet d’Kommissioun de Rapport zum Projet de loi de 24. Mäerz vun dësem Joer ugeholl.

Bei der Relecture vum Text ass awer nach nodréiglech e klenge Feeler opgefoll. Op zwou Plaze stoung virum EU-Reglement de Kierzel fir „numéro“, also e klengen „n“ an en héich gestallten „o“. D’EU-Reglement ass awer ouni dese Kierzel publizéiert, soudass dat huet misse geännert ginn, fir dass d’Referenz op deen Text korrekt ass.

Et gouf en entspreche Bréif un de Staatsrot gemaach, dee confirméiert huet, dass dat e Redressement vun enger Erreur matérielle ass a keen Amendement, deen dem Staatsrot misst virgeluecht ginn. Dat nach als zousätzlech Info zu mengem schrëftleche Rapport.

Bei den Diskussiounen an der Kommissioun a bei den Amendementer hu mir souwuel d’Remarque berücksichtig, déi de Staatsrot a sengen Avice vum 27. Abrëll a vum 26. Oktober 2021 gemaach huet, mee och eng Rei vu Proposen a Kriticke vun de Beruffskummeren, dem Conseil supérieur pour un développement durable, dem Mouvement écologique an der Lëtzebuurger Landjugend a Jongbaueren, vu Fairtrade Lëtzebuerg, vum Konsumenteschutz a vu Bio Lëtzebuerg.

D’Zil vun der Lëtzebuurger Politik ass et, déi gutt landwirtschaftlech Produkter, déi an eiser Regioun

hiergestallt ginn, besser lokal ze vermaarten, fir dass d'Konsumente méi regional, saisonal a bio akafen. Mir wëlle gläichzäiteg Ureizer fir d'Bauern a fir d'Wënzer schafen, fir méi nohalteg ze schaffen, d'Déierewuel méi staark ze berücksichtegen a generell Qualitéitsprodukter hierzustellen, déi iwwert d'Mindestnormen erausginn, déi gesetzech virgeschriwwen sinn.

De Projet de loi, deen hei virläit, ënnerstëtzt dat duebelt Zil. Engersäits kënnen Gruppementer vu Produzenten eng Zertifizéierung kréien, wa si eng Rei vu Basiskrittären erfëllen. Wa si zousätzlech Efforte maachen, kënnen si deelhuelen un engem Qualitéitssystem, deen dës Zousazleeschunge méi visibel mécht. Si ginn dann och entsprechend dem Effort, deen si maachen, finanziell ënnerstëtzt. Fir de Konsument sinn dës Produkter erkennbar un engem neie Label.

Et gëtt schonn eng Hellewull u Labelen, mee d'Erfahrung weist, dass en nationale Label duerchaus en Impakt op de lokale Marché huet. An eenzelne Sparten huet de Label vun der „Marque nationale“ dës Roll bis elo gespillt. Opgrond vun EU-Reegelen, déi nationale Protektionismus solle verhinneken, kënnen dës Labelen awer net méi weiderbestoen. Den neien Zertifizierungs- an Agreementssystem ersetzt de Label vun der „Marque nationale“ a geet nach e ganz Stéck doruwer eraus. E bezitt sech op vill méi eng grouss Panoplie vu Produkter.

De Qualitéitssystem dréit ausserdeem der Tatsaach Rechnung, dass d'Konsumenten haut net nëmmen e qualitativ héichwäertegt Produkt wëllen, mee och verlaangen, dass d'Déieren optimal gehale ginn an d'Produktionsmethoden d'Ëmwelt esou mann wéi méiglech belaauchten.

Et huet méi wéi een Ulaf gebraucht, fir e Konzept fir en Agreements- an Zertifizéierungssystem auszeschaffen. Et gouf schonn e Projet de loi, deen nach an der leschter Legislatur vum deemolege Minister Fernand Etgen deposéiert gouf.

No Kritikke vum Staatsrot a vun der EU-Kommissioun an enger Rei Echangé mam concernéierte Secteur gouf decidéiert, d'Konzept nach eemol ze iwwerdenken. De Projet, deen haut virläit, ënnerscheet sech och weesentlech vum initiale Projet de loi.

Et koume vill Avisen eran, mat zum Deel géigesätzlechen Demanden. D'Kommissioun huet intensiv doru geschafft, fir de beschtméiglechen Equiliber tëschent deene verschiddenen Interessien ze fannen.

Ech wéilt op dëser Plaz och dem fréiere Landwirtschaftsminister Romain Schneider Merci soen. Hie stoung der Kommissioun ëmmer zur Verfügung an huet gehollef, konsensfäeg Léisunge fir verschidde Problemer ze fannen.

Ech wäert dofir hei op e puer vun de Kriticken, déi gemaach goufen, agoen an dorop, wéi de Léisungsvorschlag vun der Kommissioun ausgesäit.

Anescht wéi bei deem fréiere Projet de loi mat engem Stäresystem fir verschidde Qualitéitskrittären war an deem neie Konzept virgesinn, deen selwechte Label fir Produkter ze hunn, déi just de Basiskrittären entsprechen, a Produkter, déi zousätzlech Qualitéitskrittären erfëllen. Dat war eng Approche, déi wäitgeënd vum konventionelle Secteur begréisst ginn ass. Hei koom d'Suerg zum Ausdrock, dass konventionell Standardprodukter aus der Region benodeelegt kéinte gi par rapport zu importéierte Produkter, déi kee Label hunn, wa se implizit als „manner gutt“ gekennzeechent géife ginn.

De Conseil supérieur pour un développement durable hätt et dergéint léiwer gesinn, wa just Produkter aus dem Qualitéitssystem e Label géife kréien.

De Mouvement écologique, d'Lëtzebuerger Landjüngend a Jongbaueren hu gefuerdert, dass zumindest en Ënnerscheed tëschent deenen zwee Labelen sollt erkennbar sinn.

D'Kommissioun war der Meenung, dass déi Baueren, déi net bio-zertifizéiert sinn, awer sollte kënnen déi zousätzlech Efforte siichtbar maachen, déi si fir d'Ëmwelt an d'Déierewuel maachen.

D'Labelen ginn iwwert eng Charte graphique definéiert. De Minister huet bei den Diskussiounen an der Kommissioun zougesot, fir an där Charte graphique zwou Versiounen vum Label ze maachen, soudass deen Ënnerscheed erkennbar ass.

Trotzdem wäerten déi zwee Labelen esou änlech sinn, dass se vum Konsument erëmerkannt kënnen ginn.

Dernieft soll e QR-Code agefouert ginn, deen genau opschlésselt, wat fir Qualitéitskrittären den eenzelne Produit erfëllt. Op der Verpackung ass den Detail zwar dann net drop, mee all d'Betriben, déi matmaachen, mussen ganz transparent effentlech maachen, wéi eng Krittäre si erfëllen a wéi eng net.

Wichtig ass dat besonnesch am Kontext vun de Grousskichen a Kantinnen. Wa si bestëmmte Krittären an hire Cahier des charges eraschreiwten, déi deene vum Qualitéitssystem entsprechen, dréit dat dozou bäi, dass op dësem Wee méi regional Produkter kënnen an de Kantinnen ugebueden ginn. Oft gëtt jo festgestallt, dass déi Lëtzebuerger Produiten et schwéier hunn, fir de Wee an eis Kantinnen ze fannen. Zumindest eng vun den Hürden soll iwwert de Wee vun dësem Label kënnen ofgebaut ginn.

E Gruppement, deen wëllt eng Zertifizéierung hunn, muss e Cahier des charges opstellen, deen 15 Basiskrittären enthält. Dës Krittären verlaangen eng grouss Transparenz, wat d'Ziler vum Gruppement sinn iwwert d'Produkter an d'Aarbechtmethoden, an et ginn zousätzlech Kontrolle verlaangt.

De Projet de loi gesäit vir, dass d'Regioun, aus där d'Produkter kommen, sech nom Sätz vum Gruppement rüchert. D'Regioun ass net un de Lëtzebuerger Territoire gebonnen, mee definéiert als e Rayon vun 250 km ronderëm de Siège vum Gruppement. Dës Definitioun ass op vill Kritik gestouss. D'EU-Recht erlaabt et de Memberstaaten awer net, hiren Territoire ze bevirdelegen.

Dat ass och de Grond, firwat de System vun der „Marque nationale“ net bäibehale ka ginn. Privat Labelen kënnen e bestëmmten Territoire kloer en valeur setzen, staatlecher awer net. Theoreetesche kéint esou e Gruppement de Label kréien, deen guer net um Lëtzebuerger Territoire produzéiert. An der Praxis ass dat éischter onwarscheinlech, well den Opwand relativ grouss ass. Finanziell Hëllef gëtt et nëmme fir Gruppementer, déi zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn. Nach muss een am A behalen, wéi sech dat herno entwéckelt.

Et huet duerchaus Virdeeler, sech net op de Lëtzebuerger Territoire ze beschränken, well net all d'Produkter kënnen ausschliisslech zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn. Sou ass dat nooste Schluechthaus jee no Betrib heiansdo op där anerer Säit vun der Grenz. Eng gewëssen Onzefriddenheet gouf et awer mat der Gréisst vun der Regioun, esou wéi de Gesetzesprojet dat virgesäit. Leider akzeptéiert d'EU-Kommissioun awer keng Begrenzung op méi eng kleng Regioun.

Eng weider Kritik gouf et um Choix, fir e Label fir all Produkter ze maachen. D'„Marque nationale“ gëtt et nëmme fir bestëmmte Produkter mat klere Krittären. De Virdeel vun där neier Approche läit doran, dass all eis regional Produkter kënnen mam Label gekennzeechent ginn. Den Erëmerkennungswäert

ass fir d'Konsumenten esou méi grouss. Den Nodeel derbäi ass, dass et am Qualitéitssystem schwieriger ass, en equilibréierte Katalog vu Qualitéitskrittären opzustellen, well net all Krittären op all Produkt kann ugewannt ginn.

De Problem ass elo esou geléist, dass et an dräi verschiddene Kategorien, op déi ech nach zrëckkommen, jeeeweils 11 bis 13 Krittären gëtt. Op dës Manéier ass et méiglech, fir all Produkt an all Kategorie eng Rei vu Qualitéitskrittären ze fannen, déi op dat Produkt zoutreffen an eng reell Plus-value par rapport zur gesetzlecher Mindestnorm duerstellen.

Déi dräi Kategoriën vu Qualitéitskrittären regruppéiere jeeeweils ënnerschiddlech Eegeschaften vun engem Produkt.

Déi éischt Kategorie regruppéiert Krittären aus dem Beräich „Qualité – Saveur“. Si betreffen de Goût vun engem Liewensmëttel oder aner Eegeschaften vum Produkt. Dozou gehéieren zum Beispill d'Deelhuelen un internationale Concoursen, déi fräiwëlleg Verbesserung vun der Traçabilitéit vum Produkt, de Verzicht op bestëmmte Liewensmëttelzousätz oder d'Benotze vum Nutri-Score-System.

Déi zweet Kategorie ëmfaasst de Beräich „Régional – Solidaire“. Initial huet dës Kategorie „Régional – Équitable“ geheescht. Fairtrade Lëtzebuerg huet eis awer drop opmierksam gemaach, dass dee Begrëff um internationalen Niveau an enger Charte vum fairen Handel definéiert ass an net deem entsprécht, wat am Kontext vun dem Lëtzebuerger Label gefrot gëtt. Dofir gouf de Begrëff „solidaire“ zrëckbehalen.

Net nëmmen de Gruppement soll säi Sätz an der Regioun hunn, mee d'Produkter selwer sollen och aus der Regioun kommen. Zu de Krittären gehéiert dofir, dass Ranner, Schwäin, Schaf, Geessen a Päerd müssen an der Regioun gebuer a gehale gi sinn. Aner Déiere wéi Geflügel müssen zumindest déi lescht dräi Véierel vun hirem Liewen an der Regioun gehale gi sinn.

Wat d'Solidaritéit betrëfft, esou gëtt et Krittären, déi e fait Akommes fir de Produzent virgesinn oder d'Integratioun vu sozial benodeelegten oder Leit mat engem Handicap am Produktionsprozess.

Den drëtten Piler gesäit Krittären an de Beräicher „Environnement – Bien-être animal“ vir. Als Beispill wéilt ech hei d'Deelhuelen u verschiddenen Naturschutzmesuren nennen, d'Hale vun Déieren ënner Bedéngungen, déi méi aartgerecht sinn, awer fir de Bauer mat Akommesverloschter verbonne sinn, oder eng staark Reduktioun vum Asaz vu Pestiziden.

Am éischten Entworf war virgesinn, dass e Gruppement kéint um Qualitéitssystem deelhuelen, wann e mindestens aus all Kategorie dräi Krittären géif erfëllen. De Fait, dass dës Krittären fräi wäerbar sollte sinn, ass bei villen Acteuren op Kritik gestouss. Och d'Chambre de l'Agriculture, déi grondsätzlech drop gehalten huet, d'Krittären esou ze wielen, dass méiglechst vill Betriben eng Chance sollten hunn, fir de Label kënnen ze kréien, huet gefrot, dass zumindest de Glyphosat-Verzicht, deen am Ausland fräiwëlleg ass, misst als obligatoresche Krittär agefouert ginn.

Am Kader vun den Diskussiounen vun der Kommissioun gouf decidéiert, dass an all Kategorie een obligatoresche Krittär festgeluecht sollt ginn. Zweet weider Krittären pro Piler bleiwen au choix.

Nieft dem Glyphosat-Verbuet am Piler „Environnement – Bien-être animal“ gouf am Piler „Qualité – Saveur“ decidéiert, dass obligatoresch Qualitéitsanalysen an engem akkreditéierte Laboratoire misste gemaach ginn, woubäi d'Resultater dovun iwwert dem europäesche Mindeststandard musse leien.

An der Kategorie „Régional – Solidaire“ gëtt et zwee obligatoresch Krittären, woubäi ee planzlech Produkter an een d'Produkt vun Déiere betrëfft. Et geet dorëms, dass déi eenzel Produktiouns- a Verarbeitungs-schrëtt an der Regioun gemaach ginn.

E Gruppement, deem um Qualitéitssystem wëllt deelhuelen, muss d'Qualitéitskrittären, déi seng Produkter erfëllen, a säi Cahier des charges eranhuelen. Dëse Cahier des charges muss ëffentlech gemaach ginn.

Am Gesetzesprojet sinn d'Krittären net am Detail ausgefouert. Dat kann iwwer Règlement grand-ducal gemaach ginn.

An enger Rei vun Aweise gouf dofir bemängelt, dass d'Krittären net prezis genuch wieren. Et gëtt eng Kommissioun opgestallt, déi d'Demande d'agrément evaluéiert. Déi muss aschätzen, ob d'Krittären, déi d'Gesetz virgesäit, am konkrete Fall erfëllt sinn oder net, an dem Minister en entsprecheden Avis ginn. Op där Basis decidéiert de Minister, en Agrément ze ginn oder net.

D'Gesetz gesäit och Kontrollmechanisme vir an d'Méiglechkeet fir de Minister, fir den Agrément ze entzéien, wann de Gruppement sech net un d'Krittären hält.

Well dat alles mat engem gewëssenen administrativen Opwand verbonnen ass, gouf et vun enger Rei vun Acteuren d'Suerg, dass dat méi kleng Gruppementer kéint dovun ofhale, en Agrément unzefroen. De Minister hat eis do awer verséichert, dass all Interesséiert déi néideg Ënnerstëtzung vun de Verwaltung gëife kréien, soudass och kleng Gruppementer ouni Problem kënnen eng Zertifizéierung ufroen oder um Qualitéitssystem deelhuelen.

Automatesch fir de Qualitéitssystem unerkannt gi Produkter, déi an engem anere Qualitéitssystem unerkannt sinn, wéi zum Beispill d'Bioprodukter oder d'Appellation d'origine protégée bei de Wäiner.

De Qualitéitssystem ass evolutiv. D'Zil ass et, d'Gruppementer ze encouragéieren, fir schrëttweis méi Qualitéitskrittären an hire Cahier des charges ze huelen an esou d'Qualitéit vun hire Produkter ze verbesseren.

Et ass richtig, dass et fir grouss Gruppementer méi schwierig ass wéi fir méi klenger, well all d'Membere vun deem jeeweilege Gruppement déi selwecht Krittäre mussen erfëllen.

Et sinn awer och Finanzhëllef virgesinn, déi proportional sinn zur Zuel vun de Qualitéitskrittären, déi erfëllt ginn. E Gruppement, deem also am Laf vun der Zäit méi staark Efforte mécht, kritt am Géigenzuch méi Ënnerstëtzung. Dës Hëllef gëtt et nëmme fir Produzenten zu Lëtzebuerg.

Ofschlëssend wëll ech nach soen, dass et zu dësem Zäitpunkt net sécher ass, wéi vill Uklang den neien Zertifizierungs- an Agrémentssystem bei de Produzenten wäert fannen. Mir hoffen natierlech, dass herno an de Regaler méiglech vill Produkter mat engem vun deenen zwee neie Labelen ermëzefanne sinn an dass d'Konsumente verstärkt regional a Bioprodukter aus eiser Regioun kafen.

An der Kommissioun war awer schon ugeschwat ginn, dass no engem rasonablen Delai eng Evaluatioun soll gemaach ginn, fir ze gesinn, wéi de System sech an der Praxis bewäert. De Minister huet zougesot, dass dat op alle Fall och wäert gemaach ginn.

Am Numm vun der LSAP wëll ech nach soen, dass mir deen neien Zertifizierungs- a Qualitéitssystem gutt fannen, well en et erlaabt, déi gutt Qualitéit vun de Produkter aus eiser Regioun ervirzehiewen an d'Efforte vun eise Baueren a Wënzler fir méi Déierewuel an Nohaltegkeet honoréiert. Mir hoffen, dass d'Konsumenten domat encouragéiert ginn, fir eng lokal a qualitativ

héichwäerteg Produktioun vu Liewensmëttel ze ënnerstëtzen.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Tess Burton.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorable Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. A fir d'éischt e grouse Merci der Rapportrice fir hire kompletten an ausféierleche mëndlechen an och schrëftleche Rapport.

Ech brauch also definitiv net méi an den Detail vum Gesetz eranzegoen.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Um Ursprung vun dësem Gesetz steet, an och dat kierzchen ech, éischstens emol den Drock, fir eise Labelen déi néideg den EU-Direktiven entsprechedend Zertifizatioun ze ginn, well wa se déi net hunn, kënnen se keng Bähëllef méi kréien am Kader vum Agrargesetz. An ech gi just als Beispill d'„Marque nationale“, wat wierklech e Garant ass vu Qualitéit. Eis Konsumente woussten do u sech ëmmer a wëssen et och elo nach ëmmer: „Deen do Label, op dee kënnen mer eis verlossen.“ A genaousou eppes Staarkes brauche mer am Prinzip.

Zweete Punkt, deem um Ursprung steet, ass u sech de Wonsch, fir méi Transparenz fir de Client ze schafen. An drëttens steet virun allem awer och d'Petitioun Nummer 668 um Ursprung, déi 2016 deposéiert gi war an déi ronn 8.000 Ënnerschrëfte kritt huet an déi gefrot huet, fir méi Lëtzebuurger Produkter an de staatleche Kantinnen anzesetzen. Dat kënnen eebe Crèchen, Altersheimer, Prisongen a sou weider sinn.

Ben, doropshin hat den deemolege Landwirtschaftsminister an deen haitege Chamberspräsident dunn 2017 den éischte Gesetzesprojet virgeluecht. Dee war awer staark an der Kritik. D'Madamm Rapportrice huet dat gesot. An en ass du vum leschte Landwirtschaftsminister, dem Här Schneider, zrëckgezu ginn, fir dann eebe elo dëse Gesetzesprojet ze deposéieren.

Dat Ganzt huet also schon e ganz laange Baart.

D'Zil vun der Petitioun hat u sech vun Ufank an eis Ënnerstëtzung. An duerfir ass fir eis de Projet de loi 7672 och e ganz wichtige Gesetzesprojet. Well e kann, respektiv e kéint, hëllefen, déi Lëtzebuurger Produkter besser ze vermaarten an ze promovéieren.

Als CSV ass et fir eis wichtig, an dat hunn ech scho méi wéi eemol hei gesot, dass mer eng nohalteg Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg behalen an och eng Landwirtschaft, déi qualitativ héichwäerteg Produkter produzéiert.

A wéi wichtig et ass, dass an der EU nach Liewensmëttel produzéiert ginn ..., Stéchwuert: Liewensmëttelsouveränitéit. Ech mengen, do hate mer virun engem Mount oder sechs Wochen eng Aktualitéitsstonn hei, an där mer gesot hunn, et wär wichtig, dass d'Liewensmëttelsouveränitéit erëm en explizitt Zil vun der Agrarpolitik géif ginn. Wéi wichtig et ass, dass mer och hei zu Lëtzebuerg nach Liewensmëttel produzéieren, mengen ech, weist eis sécherlech elo d'Situatioun vum Krich. An dat huet eis virdrun och schon d'Pandemie gewisen. D'EU muss verhënnere, och an de Liewensmëttel ëmmer méi ofhängeg ze gi vun anere Länner,

an och Lëtzebuerg soll net nach méi ofhängeg gi vun anere Länner.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Als CSV ass et fir eis awer des Weidere wichtig, dass mer eng Landwirtschaft hunn, déi am Aklang mat der Natur schafft a bei där och d'Déierewuel am Mëttelpunkt steet. An dat geet awer nëmme, wann dat alles eis eppes wäert ass. Well wann de Bauer net ka rentabel schaffen, wann en owes manner an der Täsch huet wéi moies, wann en opsteet, da mécht dee beschte Bauer dat net laang mat.

Eis Landwirtschaft steet a Konkurrenz mat Produkter aus dem Ausland, wou eebe d'Produktionskäschte ganz dacks net esou héich sinn. Beispill: de Loun. Beispill: de Buedem. Eis Pachtpräisser hei si vill méi héich wéi an deenen aneren ugrenzende Länner. Beispill: d'Bauen. Mir hu souguer aner Virschrëfte wéi eis Nopeschlänner.

Ganz dacks hunn déi Länner och iwwerhaupt net déi Oplagen, wéi mir se hei an der EU hunn oder och a Lëtzebuerg hunn – Beispill: Fleisch aus Argentinien –, déi also méi bëleg produzéieren kënnen.

An dofir läit et op der Hand, dass d'Regionalitéit, dat regionaalt, dat lokaalt akafen, en Deel vun der Lösung ass. An hei muss de Staat och mam gudden Beispill virgoen. An do hu mer nach Sputt no uewen.

Wéi gesot: D'Ziler vum Gesetz kënnen mer mat zwou Hänn oder – mir sinn zu 21 – mat 42 Hänn ënnerschreien. Déi kruzial Fro ass awer: Ginn déi gesaten Ziler mat dësem Gesetz erreecht?

Wéi gesot, dat éischt Zil, do kann ech soen: Jo, déi Labelen, déi d'Krittäre vun dësem Projet de loi erfëllen, sief dat d'Basiskrittären oder eebe d'Basiskrittäre plus d'Qualitéitskrittären – ech brauch se net ze beschreien, d'Madamm Burton huet dat gemaach –, si konform mat den EU-Direktiven a wäerten an Zukunft och kënnen finanziell ënnerstëtzt ginn. Dat éischt Zil gëtt also erreecht.

Dat zweet Zil, dat ech genannt hunn, ass: méi Transparenz fir de Konsument. Am Exposé des motifs steet: „Malgré la multitude des labels d'origine luxembourgeoise ou étrangère présents sur le marché, ces labels ont des exigences très variables en termes de durabilité et de qualité“. Duerfir géif de Konsument riskéieren, sech net méi ermëzefannen. D'Fro ass also: Gëtt dat elo besser heimat?

Mat dësem Projet de loi kréien elo d'Produkter, déi entweder d'Basiskonditiounen vun der Zertifizatioun erfëllen, déi also e Cahier des charges hunn, deem ëffentlech ass a sou weider, oder d'Basiskrittären an d'Qualitéitskrittären erfëllen, alleguer de Logo mam X „Luxembourg – agréé par l'État“.

Woubäi ech mech froen: Gëtt elo heimat méi Transparenz geschaf? Et gëtt mam Logo keen Ënnerschied gemaach – well an der Annex vum Gesetz gëtt et just ee Logo, dee mam X, „Luxembourg – agréé par l'État“ – tëschent der Basiszertifizatioun an der Qualitéitszertifizatioun. E QR-Code kann elo d'Detailer weisen, mee ech weess net, wéi et Iech geet, mee wann ech akafe ginn, da sinn ech frou, wann ech alles hunn an ech hunn et bezuelt an ech sinn erëm am Auto. Ech scannen net tëschen duerch nach QR-Coden.

Am Sitzungsrapport vum Juli steet, dass de Logo kéint ergänzt ginn duerch „système de qualité“ plus de QR-Code. Am Gesetzestext steet dat net dran. Am Rapport och net. Dofir: Méi Transparenz ass an deem Sënn fragwürdig.

An da froen ech Iech: Wat denkt de Client, wann en esou e Logo gesäit: „Luxembourg – agréé par l'État“?

Mee deen denkt: „Dat do ass e Produkt vun hei. Wann ech dat elo kafen, dann ënnerstëtzen ech eis Landwirtschaft hei.“

Ass dat awer esou? Nee. Et ass zumindest net garantéiert, datt et e Produkt aus eiser Géigend ass. Firwat soen ech dat? Abee, éischstens: De Label kritt jo och deen, dee just d'Basizertifikatioun huet. Wie kann do matmaachen? Do kann all Gruppement matmaachen, och een aus Süditalien, och een aus Nordspuenien, Norddäitschland, Polen, Wann en eeben d'Basiskrittären erfëllt – Cahier des charges a sou weider, do steet absolut näischt vu Regionalitéit dran –, da kritt en, wéi gesot, de Label mam X „Luxembourg – agréé par l'État“.

Ass do Transparenz? Wéi gesot, de Label seet absolut näischt iwwert d'Hierkonft aus.

Wann ech dann elo deen zweete Fall kucken, deen u sech d'Basiskrittären huet an zousätzlech d'Qualitéitskrittären erfëllt: Do steet am Piliere „Régional – Solidaire“, datt et do en obligatoresche Krittär gëtt, dee beseet, datt d'Produkte mussen aus der Region kommen an och do transforméiert ginn. Dann heescht dat och nach net, datt déi Region iergendepes mat Lëtzebuerg ze dinn huet. Neen. Et heescht, datt d'Produkte mussen aus engem Rayon vun 250 km vum Siège social vum Gruppement produzéiert ginn. Dat heescht am Kloer-text: Wann de Siège social zum Beispill zu Warschau ass, dann heescht „regional“: wann d'Produkte 250 km aus dem Ëmkrees vu Warschau kommen. Oder de Siège social ass iergendwou an Holland, e géif Geméis produzéieren, dann heescht de Logo, den X „Luxembourg – agréé par l'État“ ..., regional heescht dann: 250 km vum Siège social an Holland.

Ech soe lo, zum Beispill, wann dat Geméis ass: Wat denkt awer de Konsument? Ma de Konsument denkt: „Ma dat ass Lëtzebuerg Geméis.“ Wéi gesot, dat muss ech soen: e bëssen ugeschmiert. Well dat muss net sinn!

Also méi Transparenz? Ech muss soen, dat Ganzt riskéiert, irreführend ze ginn.

Den obligatoresche Krittär am Piliere „Environnement“, dee beseet, datt de Produzent elo kee Glyphosat op senge Flächen därer ausbréngen, relativéiert d'Problematik e bëssen, well Lëtzebuerg dat eenzegt Land ass, an deem ee kee Glyphosat méi därer ausbréngen. Dat verhënnert awer net, datt och een a Pole kee Glyphosat ausbréngt an awer kann hei matmaachen. Virun allem fir d'Biobauern ass dat, mengen ech, och epees, dat zielt! Duerfir, Här President, bei dësem zweeten Zil zweifele mer drun, datt et erreecht gëtt.

Da kommen ech bei dat drëtt Haaptzil, nämlech d'Zil vun der Petitioun: méi Lëtzebuerg Produkter an de staatleche Kantinnen. Hei zielt elo déi selwecht Remark vun der Regionalitéit. Do ginn ech net méi nach eng Kéier drop an. Well wann elo auslännesch Firmen de Lëtzebuerg Agreement kréien an doduerch och kënne bei den Ausschreiwunge matmaachen, da riskéieren eis richteg regional – pardon, wann ech et elo esou nennen, mee fir mech sinn déi richteg regional, wa se hei aus der Region kommen – Produkter, dee Kierzeren ze zéien.

Ech weess, d'Madamm Rapportrice huet gesot, déi kréie jo awer keng Bähëllef iwwert d'Agrargesetz. Mee dat ass deene vläicht zimmlech egal. Well wann déi méi eng grouss Gewënnmarge hu wéi eis national Betriber, dann ass déi Bähëllef hinne net méi wichteg. Dann ass dat, wat wichteg ass, datt si bei der Ausschreiwung hei mat grouss Quantitéiten an eis staatlech Kantinnen zum Beispill kommen.

D'Landwirtschaftskummer hat an hirem Avis och op dës Problematik higewisen. Ech zitieren: „Le

groupement de producteurs est en droit d'avoir son siège n'importe où sur la surface de la terre [...] tout en bénéficiant du logo marqué du sigle X. Cet élément met en évidence une incohérence entre une certification étatique luxembourgeoise d'un produit susceptible d'être fabriqué de l'autre côté de la terre, mais dans un rayon de 250 km et ensuite transporté [...] jusqu'au Luxembourg.“

Och am kriteschen Avis vum Mouvement écologique an der Lëtzebuerg Landjugend a Jongbaueren, woubäi mer haut u sech nach eng Kéier e Rappell vun hirem kriteschen Avis kritt hunn, gëtt dëse Problem ervirgestrach, a si schwätze vun enger „Mogelpackung“.

Wann hei, wéi gesot, auslännesch Gruppementer probéieren, mat dësem Label zum Beispill am Fleeschberäich esou an eis Kantinnen ze kommen, dann ass dat hinne zimmlech egal, ob se Bähëllef kréien. Hinne geet et ëm d'Quantitéit vum Ofsaz. A wann dëst tatsächlech géif geschéien, da riskéiert dëse System, kontraproduktiv fir eis Landwirtschaft ze sinn, an dëst, wéi gesot, souwuel fir déi konventionell wéi fir d'Biolandwirtschaft.

Donieft riskéiert den administrativen Opwand fir déi méi kleng Gruppementer – ech soe lo zum Beispill „d'Fair Mëllech“, ech soen d'„Marque nationale“ vum Hunneg oder och d'solidaresch Landwirtschaft – esou grouss ze sinn, datt si et guer net packen, fir iwwerhaupt kënne matzemaachen. An dat wär an eisen Aen eng Katastroph. Duerfir fuerdere mer wierklech och, datt dës méi kleng Gruppementer wierklech all d'Hëllef kréien, fir datt se iwwerhaupt d'Méiglechkeet hunn, bei dësem Logo matzemaachen.

Här President, u sech wollt ech gäre vum haitege Landwirtschaftsminister epees wëssen, mee den Här Fayot ka mer vläicht drop äntweren. Ech wollt wierklech gäre wëssen, ob hie wierklech iwwerzeegt ass, datt mer mat dësem Gesetz, wa mer dat stëmmen, dann duerno méi a mengen Ae regional Produkter an eise staatleche Kantinnen hunn. Wat geschitt, wa mer dat Gesetz elo gestëmmt hunn? Wat geschitt muer, iwwermuer, an enger Woch oder an zwou Wochen, fir datt mer dat Zil do kënnen errechen?

Ofschlëssend, Här President: Ech hunn et am Ufank gesot, datt an eisen Aen dräi Ziler missten erreecht ginn. An d'Fro ass jo dann: Gi se erreecht?

Déi éischt Labele si konform. Si kënne Bähëllef kréien. Dat éischt Zil gëtt erreecht, hunn ech gesot.

Dat zweet Zil: méi Transparenz fir de Konsument. Mir zweifelen drun, datt dëst Zil erreecht gëtt. Wéi gesot; et gëtt keen Ënnerscheed gemaach tëschent de Basiskrittären an Logo, tëschent de Basiskrittären an de Basiskrittäre plus de Qualitéitskrittären. „Regionalitéit“ seet näischt iwwert d'Definitioun, wéi ech se gesinn, vu Regionalitéit aus. Et kann 1.000 km wäit transportéiert ginn.

Dat drëtt Zil: méi Lëtzebuerg Produkter an de staatleche Kantinnen. Leider kann ech och do net soen, datt ech iwwerzeegt sinn, datt dat Zil erreecht gëtt. Wéi gesot erëm eng Kéier: d'Regionalitéit, d'Definitioun an den administrativen Opwand.

Sou, Här President, wéi stëmmt een elo bei esou engem Gesetz? Also himmelhoch jauchzend Gefiller hu mer keng. Ech mengen, dat hutt Der gemierkt. Op där anerer Säit wësse mer, datt mer e legale Kader brauche fir d'Zertifizéierung vun eise Produkter, fir datt eis Labele kënnen ënnerstëtzt ginn. Duerfir wärte mer eisen Accord zum Projet de loi ginn, wann – an ech géif mengen, wann ech d'Madamm Burton héieren hunn, därft dat kee Problem sinn – d'Majoritéitsparteien d'accord sinn, fir dëse Projet de loi no zwee Joer ze

evaluieren, sou wéi och d'Landwirtschaftskummer dat gefrot huet.

An an deem Fall ginn ech Iech hei eng Motioun, wannechgelift.

Motion 1

„Certificatioun vun de landwirtschaftleche Produkter“
D'Chamber

stellt fest,

– datt eis Landwirtschaft eng immens wichteg Bedeutung huet fir d'Liewensmëttelproduktioun a fir den Erhalt an d'Fleeg vun der Landschaft;

– datt dat neit Gesetz ë. a. zum Zil huet, d'Konsumente besser iwwer d'Liewensmëttelproduktioun hei zu Lëtzebuerg ze informéieren a si fir déi regional a qualitativ héichwärtig Produkter ze sensibiliséieren;

– datt d'Landwirtschaftskummer an hirem Avis drop hiweist, dat de Projet de loi zwar an déi richteg Richtung geet, mee datt den Text awer net wäit genuch geet, fir d'Besoin vum Secteur ze erfëllen;

– datt a verschiddenen Avisen zum Projet de loi drop higewise gëtt, datt d'Qualitéitskrittären net prezis genuch definéiert sinn an d'Regionalitéit vun de Produkter net staark genuch geschützt gëtt,

erënnert drun,

– datt 7758 Leit am Joer 2016 d'Petitioun 668 „Lëtzebuerg Produkter an der öffentlecher Restauratioun“ ënnerschriwwen hunn.

D'Chamber fuerdert d'Regierung op:

– no zwee Joer eng Evaluatioun vum Gesetz duerchzuführen, fir ze iwwerpräiwen, ob déi am Text definéiert Ziler erreecht goufen;

– fir den Text, am Fall wou d'Ziler net erreecht goufen, am Interêt vun der Landwirtschaft an dem Konsument unzepassen.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Fir ze evaluieren, wéi gesot, ze präiwen, ob déi gesaten Ziler erreecht gi sinn. A wann net, fir dann eng Upassung ze maachen. Am anere Fall kënne mer d'Gesetz leider net stëmmen.

Donieft wëll ech awer nach eemol kuerz op d'Konklusioun vum der Petitiounsdebatt agoen.

Hei war nämlech ënner anerem festgehalen ginn – Dir kënnt Iech erënneren, ech hu gesot, dat war 2016 –, datt eng Plateforme d'échange sollt bei der Landwirtschaftskummer gegrënnt ginn, déi d'Produzenten, d'Vertreieder, den Handel, d'Restaurateuren an esou weider sollt zesummebréngen, eebe mam Zil, fir d'Besoinen openeen ofzestëmmen.

De Landwirtschaftsministère sollt d'Personal vun der Landwirtschaftskummer deementspreechend opstücken.

Dunn ass eng Zäitche laang u sech net vill geschitt. Am Januar 2018 hat den deemolege Landwirtschaftsminister – ech mengen, den Här Chamberspräsident wäert sech nach drun erënneren – d'Chamber informéiert, datt hien e Projet vun engem GIE, Gruppement d'intérêt économique, ausgeschafft hätt, an dëse GIE sollt dann déi Plateforme d'échange duerstellen an d'Direktioun vum GIE sollt de sougenannte Matchmaker sinn, deem seng Haaptmissioun et wär, fir d'Hürden ze identifizéieren, déi géife verhënnere, datt mer méi lokal Produkter géifen an eise staatleche Kantine verschaffen.

An hien hat a sengem Bréif drop higewisen, datt dës GIE sollt spéitstens am Juli 2018 lancéiert ginn. Ben, lo si mer Mee 2022 an ech hu ronderëmtelefontéiert: Laut eisen Informatiounen gëtt et deen elo ... 2018 war awer esou typescherweis e Waljoer. Déi am Waljoer 2018 ugekënnegt Plateforme d'échange mat Matchmaker gëtt et nach ëmmer net! An ech hoffe wierklech, datt eis Baueren, Gäertner a Wënzer net müssen op dat nächst Waljoer waarden, fir datt se erëm eppes versprach kréien.

An duerfir fuerdere mer d'Regierung an enger zweeter Motioun op, déi an der Konklusioun an der Petitioun festgehale Plateforme d'échange bei der Landwirtschaftskummer ze grënnen an hir déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir ënner anerem kënnen dee sougenannte Matchmaker anzustellen, eebe mam Zil, fir d'Hürden ze identifizéieren an ofzebauen, Hürden, déi den Asaz vu méi regionale Produkter an de staatleche Kantine verhéieren. Den Asaz vun eise regionale Produkter, d'Regionalitéit, de regionalen Akaf ass en Deel vun der Léisung.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

D'Chamber stellt fest,

– datt 7.758 Leit am Joer 2016 d'Petitioun 668 „Lëtzebuurger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun“ ënnerschriwwen haten;

– datt d'Kommissiounen den 19. Januar 2017 an hire Conclusiounen zum Debat festgehalen haten, datt bei der Landwirtschaftskummer soll eng Plattform opgebaut ginn, fir datt déi eenzel Acteure sech kënnen ënnereneen austauschen;

– datt de Landwirtschaftsministère a sengen Conclusiounen zum Debat vun der Petitioun 668 vum 31. Januar 2018 d'Schaffung vun esou enger enger Plattform a Form vun engem Groupement d'intérêt économique (GIE) mam Numm „Luxembourg for food and agriculture“ an Ausischt gestallt hat;

– datt an deem Zesammenhang d'Landwirtschaftskummer soll d'Roll vun engem „Matchmaker“ tëschent de Produzenten, de Veraarbechtungsentreprisen, den Distributeuren an de Bedreiwere vun den ëffentleche Kantinnen iwwerhuelen;

– datt et dës Plattform nach net gëtt, obwuel de Ministère a sengem Courrier vum 31. Januar 2018 d'Asetzung vum GIE bis spéitstens Juli 2018 ugekënnegt hat;

– datt esou eng Plattform den Ofsaz vun de Lëtzebuurger Agrarprodukter géif nohalteg stäerken,

fuerdert d'Regierung op:

– esou eng Plattform esou séier wéi méiglech am Interêt vun alle Bedeelegten anzesetzen;

– der Landwirtschaftskummer déi néideg zousätzlech finanziell Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir datt si der Missioun als „Matchmaker“ och ka gerecht ginn, esou wéi d'Kommissiounen dat an hire Conclusiounen nom Debat gefuerdert haten.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Am Verbraucherindex, oder dem Index, méi allgemeng gesot, dee jo an de leschten Deeg ganz staark an der Diskussioun war, muss een zréckbehalen, datt do jo awer och ronn 11,4 % fir d'Liewensmëttel reservéiert

sinn. U sech mengt een, dat wier jo keen héijen Undeel. Et ass och kee schrecklech héijen Undeel, mee et beweist awer, datt d'Liewensmëttel u sech awer eng ganz wichteg Plaz anhuelen an dem Index.

D'Liewensmëttelpräisser sinn iwwregens vun Oktober 2021 bis Mäerz 2022 ëm 3,4 % an d'Luucht gaangen, d'Fleesch eleng ëm 4,1 %, d'Schofs- an d'Geessefleesch iwwregens ëm 9 %. Déi Präishaussä sinn natierlech zu engem Deel ze erklären duerch d'Augmentatioun vun de Präisser vum Fudder, vun der Energie a vum Dünger.

Mee eppes ass ganz kloer: Wann ee gäre méi Qualitéit an d'Produktioun vun de Liewensmëttel wëllt erabréngen, da wäert dat ouni Zweifel och eng Inzidenz op de Präis hunn. An et muss een och hei ënnersträichen, datt op alle Fall d'Liewensmëttelproduzente méi wéi jee och an Zukunft Urecht hunn op en uge- moossene Präis.

Mir liewen de Moment an enger Zäit, an dat ass och gutt esou, an där de Konsument u sech méi usprochsvoll ginn ass. Et gëtt eng Rei Entwécklungen, déi derzou bäigedroen hunn, datt de Konsument och méi kritesch ginn ass. Ech denken hei zum Beispill an éischer Linn un déi vill Liewensmëttelskandalen. D'Sensibilitéit ass méi grouss ginn. An de Konsument verlaangt hei u sech och vill méi Transparenz. An dat ass och doduerch ze erklären, datt e sech asetzt fir méi eng propper Ëmwelt. De Respekt vis-à-vis vum Déier ass gestiegen.

An ech kommen dann och op déi Petitioun ze schwätzen, déi schonn e puermol hei ugeschnidde ginn ass. Dat ass déi Petitioun 668 vum 2016, an där et jo virun allem drëms gaangen ass, fir u sech och lokal, national Produkter och an eisen eegene Kantine méi ze promovéieren.

Ech muss éierlech soen: Dat iwwerrascht een e bëssen, datt mer et einfach net fäerdegbréngen, deem Zil och méi gerecht ze ginn. Mir schwätze scho jorelaang dervun, fir méi lokal Produktiounen hei zu Lëtzebuerg ze promovéieren, ma iergendwéi bréinge mer et awer net esou richtig fäerdeg.

De Marché vun de Bioprodukter ass amgaangen, an d'Luucht ze goen. Dat ass och gutt esou. Ech mengen, dat mierkt een och, wann ee virun allem a grouss Supermarché geet, datt d'Regaler ëmmer méi gefëllt sinn. An awer huet een nach d'Impressioun, wéi wann dat awer nach net dee Stellwäert erreicht hätt, deem et u sech misst hunn.

Och um legislative Plang kann een an deene leschte Jore feststellen, datt deem Gesënnungswandel an der Gesellschaft u sech elo Rechnung gedroe gëtt. An dat Gesetz vun haut dréit deem ouni Zweifel och Rechnung.

Et muss een natierlech soen, datt d'Aféierung vu Labelen näischt Neits ass. Dat hu mer scho jorelaang versicht duerstellen. An et besteet praktesch e gewëssenen Dschungel vu Labelen. An duerfir ass et gutt, datt awer elo e bësse méi eppes Gebündeltes geschafe gëtt fir de Konsument, awer virun allem och den Adjudicateur. Firwat schwätzen ech grad vun deem? Mee well eeben och iwwert d'Marché-publics-Gesetz jo d'Méiglechkeet besteet, haut eeben och méi geziilt an den Ausschreiwunge festzehalen, wat fir e Produkt virun allem ech wëll kréien.

Et ass natierlech net ëmmer einfach, e gemeinsamen Nenner ze fannen. Bei der Zilsetzung si mer eis all eens, mee beim Wee dohinner, do ginn d'Meenunge munchmol auserneen. Dat bréng natierlech da mat sech, datt herno e gewëssene Konsens zréckbehalen gëtt. An och dat mierkt ee bei dësem Gesetz, wat natierlech dann och heiandsdo zur Konklusioun féiert,

datt d'Gesetz awer net ëmmer an deem Mooss esou entstinn, wéi een dat soll a priori gesinn.

Dee Gesetzesprojet hei huet natierlech eng laang Geschicht. Et ass virdu schonn drop higewise ginn. An ënner dem fréiere Landwirtschaftsminister war jo schonn e gudd Gesetzesprojet ausgeschafft ginn. Do sinn natierlech eng Rei nei Erkenntnisser komm. Dee Gesetzesprojet huet, menger Meenung no, awer de Meritt, datt en eng Basis duergestallt huet, fir u sech dat hei Gesetz auszuschaffen.

An ech wëll op dëser Plaz awer och dem fréiere Landwirtschaftsminister, dem Romain Schneider, e Merci aussprieche, well hien huet sech awer och derfir agesat, datt dat Gesetz hei awer trotzdem déi Ausriichtung krut, déi et kritt huet an déi awer mat Sécherheet net déi allerschlechtst ass.

Ech wëll dann och op de Gesondheetsdësch vun 2016 hiweisen, deen u sech eng Rei wichteg Piste schonn opgezeecht huet, wou dat Gesetz hei sollt hiféieren.

An d'Tatsaach, datt mer eng ganz Rei vun Avisen erakruten, Avise vun enger Rei vun Organisatiounen, déi sech a priori net ëmmer direkt ugesprach fillen, fir Avisen ze ginn, beweist jo awer, datt den Interessi immens grouss ass. Ech weisen zum Beispill hin op de Conseil supérieur de développement durable, Fairtrade Lëtzebuerg, d'Chamber mam Mouvement écologique oder Bio Lëtzebuerg. An dat ass awer ganz positiv. Dat ass awer de Beweis, datt hei Leit sech awer Gedanke maachen: Wéi soll eis Liewensmëttelproduktioun an Zukunft besser gestalt ginn? An ech sinn och iwwerzeugt, datt all hir Avisen awer och derzou bäigedroen hunn, datt eist Bewosstsinn doduerch awer mat Sécherheet positiv beaflosst ginn ass.

E wichtegen Avis ass natierlech och dee vun der Landwirtschaftskummer. Ech mengen, si verrieden awer déi Haaptacturen hei. Do sinn eng Rei méi kritesch Aussoe gemaach ginn, déi een och zum Deel kann deelen, virun allem, datt se vun de Krittere schwätzen, déi zum Deel subjektiv wieren. Mee si hunn eng Ausso gemaach – an ech mengen, déi kënnen mir als DP och hei deelen –, datt u sech dat Gesetz hei muss relativ schnell evaluéiert ginn an datt och e Bilan muss virgeluecht ginn.

Am Virfeld ass natierlech ganz vill diskutéiert ginn iwwert den Term „Regioun“. An et war virun allem deen Term, deen zu ganz villen Diskussiounen gefouert huet. A mir wëssen awer, datt mer do ënner dem Drock och vun der Europäescher Unioun stoungen. Den Term „Regioun“, dee jo festhält, datt an engem Ëmkrees vun 250 km u sech soll dann de Groupement mat-consideréiert ginn. Mir wollten dat als Lëtzebuerg net onbedéngt hunn. Bon, mir hunn eis eebe missen der EU-Contrainte do bëien. Mee ganz frou ware mer natierlech doriwuer net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir elo e bëssen de lokale Marché hei zu Lëtzebuerg analyséieren, da stelle mer awer fest, datt do nach ganz vill Potenzial ass. Well dat Gesetz hei ass jo u sech zu engem gudden Deel dorobber axéiert. An et gëtt eng Rei Domänen, wou nach ganz vill Potenzial besteet. Ech denken zum Beispill un d'Uebst, ech denken zum Beispill awer och un d'Geméis, do, wou jo elo awer d'Regierung versicht, deem méi Rechnung ze droen. Zum Beispill sollen d'Subventiounen ëm 20 % gehéicht ginn.

An da si mer natierlech och ganz séier bei der Diskussioun iwwert d'Konstruktioun vun Zären. Mir wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg eeben dat Klima hunn, dat mer eeben hunn an dat et engem eeben net erlaabt, iwwert d'ganz Joer eng Rei Kulturen ze ënnerhalen. An duerfir muss och déi Diskussioun iwwert d'Zäre

seriö diskutéiert ginn. Natierlech mussen d'Ëmweltaspekter ëmmer matconsideréiert ginn.

Ech wëll da virun allem och op ee Produkt hiweisen, dat eeben de Moment och Héichkonjunktur huet: Dat sinn d'Spargelen. Wann ech do kucken, wéi déi sech an de leschte Joren entwéckelt hunn, da mengt een, do missten nach méi Méiglechkeeten dra sinn. Vun 2018 bis 2021 huet d'Ubauffläch sech vun 13 op 15 Hektar erhéicht. Dat ass u sech net vill. An et muss ee wëssen – bon, ech sinn zwar elo kee Spezialist, mee et huet ee sech awer e bëssen informéiert –, datt d'Spargelen u sech liichte Buedem brauchen, vill Sonn brauchen, mee datt entretemps awer och d'Experienz gewisen huet, datt zum Beispill och am Éislek kënne Spargelen ugebaut ginn. Firwat gi mer net hin a mer versichen, wéi gesot, dee Beräich nach méi hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer elo op dee Qualitéitsystem hei zrëckkommen: En ass jo fräiwëllig, wat a priori och eng gutt Saach ass. Et kann ee sech och nëmme hei derfir aussprechen, datt d'Produzente sech sollen derfir setzen, dass se déi meescht méiglech Krittären och sollen erfëllen, well dann och de Konsument vläicht nach éischter bereet ass, dat Produkt ze konsuméieren.

Iwwert de Logo: Ech mengen, d'Madamm Hansen ..., an ech si ganz éierlech: Ech sinn net esou schrecklech wäit vun Iech entfernt. Ech muss och éierlech soen: Mat dem Logo hunn ech och liicht meng Problemer. Ech fannen, de Logo misst nach méi spezifesch zum Produkt hin entwéckelt ginn. An ee Problem besteet nun doranner: Mir hunn e Produzent, deen eeben, loosse mer soen, vun deenen eelef oder zwielef Krittären, déi an eenzele Piliere mussen erfëllt ginn, dann zwee, dräi, véier erfëllt, plus natierlech déi obligatoresch, en anerene, deen erfëllt der siwen, aacht, mee a priori gëtt no bausse keng Differenz gemaach.

Dat ass elo e bëssen: Dir hutt en Exame gemaach, Dir huet e gepackt. Bon, deen ee kritt eng Mention „bien“, deen anere kritt eng Mention „très bien“. Mee hei kënnt dat net zum Virschäin. Duerfir, mengen ech, misste mer awer vläicht och eng Kéier eis d'Fro stellen, ob net déi Leit, déi Produzenten, déi wierklech méi Efforte maachen, och vläicht méi dann dervu sollen hunn.

Wat ech och hoffen, ass, datt déi Prozedur, déi natierlech sech a priori net liicht ugesäit, net ze vill schwéierfällig gëtt. An dowéinst muss een einfach och éierlech sinn. Nach eng Kéier: Mir mussen dat Gesetz hei, dat och a priori mat Sécherheet eng Verbesserung ass, awer fréier oder spéider nach eng Kéier op de Leescht huelen, fir ze kucken, wat et an der Realitéit bruecht huet.

Erlaabt mer vläicht, e puer Remarken ze maachen zu deenen eenzelen dräi Piliere. Ech fänken u mam Piliereent, de „Qualité – Saveur“, fir op eenzel Punkten agoen. Zum Beispill de Punkt siwen, an deem et ëm d'Ingrediénte geet, déi natierlech mussen aus natierlecher Substanz sinn. Ech fannen dat eng immens wichteg Saach. Oder am zweete Piliere, „Régional – Solidaire“, dass zum Beispill d'Schluechten an d'Veaarbechtung vu Véi an der Regioun muss sinn. Dat bréngt natierlech mat sech, datt och manner Transporter entstinn. Ech mengen, dat ass eppes, dat an deene leschte Joren ëmmer erëm an der Kritik steet: Dat sinn déi zum Deel onsënneg Véittransporter. Doduerch kënnen déi awer ewechfalen an doduerch gëtt manner CO₂ produzéiert.

Da wëll ech awer virun allem op ee Krittär hiweisen, dat ass de Krittär zéng, laut deem och d'Produzente kënnen dervu profitéieren, wa se zousätzlech Leit astellen, déi e gewëssenen Handicap hunn. Ech

mengen, och dat ass immens wichteg. Et gëtt vill ze oft vergiess, datt mer och déi Leit mussen esou wäit wéi méiglech mat an den Aarbechtsprozess abannen.

Den drëtte Piliere, mengen ech, ass ee vun deene wichtegsten: Dat ass den „Environnement – Bien-être animal“. Do geet et drëms, datt ee kann e verbesserte Biodiversitéitschutz ustriewen. Mir sollten eis kengen Illusiounen higinn. Mir hunn nach wie vor hei zu Lëtzebuerg immens Problemer mat der Biodiversitéit. Do ass och e Lien zum aktuellen Agrargesetz hiergestallt.

An da si mer natierlech och ganz séier beim Waasserschutz. Een, dee behaupt, mir hätte keng Problemer hei zu Lëtzebuerg mat der Qualitéit vun de Gewässer, dee seet d'Wourecht einfach net. Ech mengen, dat sollt ee ganz klipp a kloer soen. Dach! Mir hu ganz vill Problemer mat der Qualitéit vun eise Gewässer an et ass och an deene leschte Joren net vill besser ginn.

An dowéinst si mer och ganz séier bei de Quellschutzzonen. An och hei gëtt et jo dann d'Méiglechkeet, deene Produzenten, déi verstärkt dorobber setzen, eeben d'Méiglechkeet ze ginn, déi Krittären ze erfëllen. Ech wëll just drop hiweisen: Mir hunn zënter 2014 45 Quellschutzzonen ausgewisen, wat eng merklech Verbesserung ass par rapport zu fréier, wou dat awer net onbedéngt esou pousséiert ginn ass.

Dann ass awer och drop hinzewisen, datt sech jo awer am Grondwaasser virun allem awer Réckstänn vu gewëssene Pollutiounen iwwer 10, 15 Joer kënnen hinziehen. Dat soll een also alles net ënnerschätzen. Dat Gesetz hei erlaabt jo awer zumindest, oder gëtt deene Produzenten d'Méiglechkeet, verstärkt Efforten och um Niveau vum Gewässerschutz ze maachen.

Ech weisen och op de Krittär aacht hi vum drëtte Piliere, an deem et ëm d'Reduktioun vu Sprëtzmëttele geet. Och do hu mer nach ganz vill Nohuelbedarf, well eeben nach einfach ze vill Planzeschutzmëttelen agesat ginn, déi net onbedéngt op biologescher Basis hiergestallt gi sinn.

Da si vläicht och d'Krittäre véier a fënnf interessant, an deenen et ëm den Offall geet an d'Gestioun vum Offall an och d'Verpakung. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer jo hei e puer interessant a wichteg Gesetze gestëmmt, wat d'Offallproblematik ubelaangt, soudatt dat u sech elo awer och eng gutt Saach ass an dat sech hei gutt dee Moment matenee verbënnt.

Wat den Déiereschutz an d'-haltung ubelaangt, och do soll een net ze vill naiv sinn. Mir hunn zwar e strengt Déiereschutzgesetz. An awer wësse mer, datt et awer nach ëmmer eng Rei Nodeeler gëtt, wat eeben den Déiereschutz u sech ubelaangt. Ech mengen, dat ass virun allem och en Aspekt, dee fir eis als DP ganz wichteg ass.

Wichtig ass och, datt déi Efforten hei vu staatlecher Säit aus subventionéiert ginn. Mir hate jo elo absolutt kee Problem domat ..., mir wäerten absolutt kee Problem hunn, fir elo op eemol de Bensinn ze subventionéieren. Ech wëll dat net weider hei elo kommentéieren. Ech mengen awer, et ass méi wichteg, datt mer gesond Liewensmëtteleproduktioun awer och als Staat weesentlech ënnerstëtzen. Ech mengen, datt dat awer nach ëmmer méi wichteg ass wéi Bensinn. Mee bon.

(Interruption)

Gelifft?

(Interruption)

Ma jo. Merci! Jo.

(Hilarité)

Ech si frou, dat ze héieren!

Een Nodeel vun deem Gesetz ass hei natierlech, datt et e Gruppement muss sinn, dee kann eligibel sinn

fir, wéi gesot, dee Label ze kréien. Dat ka sech an der Praxis natierlech nodeelhaft auswierke fir déi kleng Produzenten. Och dat ass e Punkt, iwwert deen een awer nach eng Kéier fréier oder spéider muss vläicht méi am Detail diskutéieren.

Wat d'Ausfëlle vum Cahier des charges ubelaangt, hunn ech virdru schonn drop higewisen: Mir mussen oppassen, datt mer elo net ze vill administrativ Hürden do virgesinn.

Mee wat awer op där anerer Säit positiv ass, ass, datt dee Cahier des charges u sech och kann dem Konsument virgeluecht ginn, soudatt en en Abléck huet, wéi dee Cahier des charges dann opgestallt ass.

De ganze System steet a fält awer ouni Zweifel mat dem Contrôle. Mir kënnen hei déi beschte Gesetze, déi beschte Reglementer zrëckbehalen, wann net en elementare Contrôle funktionéiert, da wäert dat och mat Sécherheet an der Praxis net déi Effektivitéit hunn.

Dowéinst ass et also wichteg, datt de Konsument muss eng honnertprozenteg Sécherheet hunn, datt, wann en e Produkt keeft, op deem dee Label drop ass, dat awer och deementspriedend esou hiergestallt ginn ass. Also ass eng Kontroll ouni Zweifel wichteg.

Dee Label ka jo fir maximal fënnf Joer accordéiert ginn. Doriwwer kann een och diskutéieren. Mee da muss awer an deene fënnf Joer ëmmer garantéiert ginn, datt een déi Uspréich, déi gestallt ginn, och ëmmer erëm erfëllt.

Ech mengen, wat och déi Evaluatiounskommissioun ubelaangt, hätt ee sech jo vläicht kënne virstellen, datt am Gesetz elo e bësse méi prezis iwwert d'Kompositioun och eppes zrëckbehalte gi wär. Bon, dat soll elo iwwer e Règlement grand-ducal geschéien. Och do wëll ech awer ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt an där Commissioun awer wierklech Leit herno setzen, déi vum Fach sinn, déi eppes dovun kennen, aus sämtlechen Domänen. Mee déi muss dann awer och equilibréiert zesummegesat ginn.

Ech mengen, d'Landwirtschaft ass ouni Zweifel e ganz wichtegen Acteur an deem ganze Prozess hei. Elo kéint een natierlech och eng grouss Diskussioun hei féieren iwwert déi Relatioun vum Landwirtschaft a Klimaschutz, well dat Gesetz dat iergendwéi jo awer och matbeinhalt. Mee ech mengen, dat géif elo vläicht e bëssen ze wäit goen. Erlaabt mer awer, vläicht just drop hinzewisen, datt awer eng Rei Punkte vun der Landwirtschaft an Zukunft vläicht nach méi verstärkt mussen och erfëllt ginn.

A si hu jo dann d'Méiglechkeet, dat iwwert déi eenzel Krittären och ze maachen, an haaptsächlech eng verstärkt biologesch Landwirtschaft. Ech mengen, och do muss ee ganz éierlech sinn: Dat ass nun einfach d'Zukunft. Et soll een elo net déi eng Landwirtschaft géint déi aner ausspillen, mee et muss een awer wëssen, datt déi, loosse mer da soen, konventionell Landwirtschaft sech eebe munchmol trotzdem awer méi belaauschtend fir d'Ëmwelt kann entwéckelen. An dowéinst ass et och gutt, datt hei eng Rei Krittäre festgehalte sinn, déi wierklech déi Landwirtschaft ënnerstëtzen, déi méi verstärkt den Akzent eeben op eng méi ëmweltverträglech Produktioun setzt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Konklusioun kann een u sech festhalen: Dat Gesetz hei ass mat Sécherheet eng weesentlech Verbesserung. Et erlaabt eis eeben elo, méi kloer Akzente ze setzen, wat eeben elo d'Attributioun vu Labelen ubelaangt. Mee wat wichteg ass, dat ass, datt déi zwee Acteuren, déi wichtegst Acteuren, engersäits de Konsument ... Et muss een awer ganz éierlech soen: Och de

Konsument huet eng ganz wichteg Roll ze spillen. En huet och eng grouss Verantwortung. Wann de Konsument natierlech ëmmer nëmmen de Reflex huet, dat ze kafen, wat am bëlleegsten ass, dann däerfe mer eis net ze villen Illusionen higinn.

Och de Konsument muss da bereet sinn, wann e weess: „Hei hunn ech e Produkt, dat op eng ëmweltverträglech Manéier hiergestallt ginn ass, dat awer vläicht eng Iddi méi deier ass wéi en normaalt aner Produkt.“ Dann huet en awer och de Choix viru sech an e muss dann awer och seng Verantwortung iwwerhuelen.

Op där anerer Säit hu mer natierlech dann och d'Produzenten. Hinne gëtt awer hei d'Méiglechkeet gebueden, fir iwwer de Wee wun Label och ze weisen: „Voilà, ech si bereet, méi ëmweltverträglech Produiten hierzustellen.“ An da muss dat och deementsprechend no bausse matconsideréiert ginn.

Wéi gesot, nach eng Kéier: E bëssen ass et ze bedauern, dass hei déi Leit, déi e Maximum un Efforte maachen, net genuch an d'Fenster gestallt ginn, fir et emol esou auszudrücken. Duerfir, mengen ech, wa mer deen éischte Bilan maache vun deem Gesetz, sollte mer kucken, inwiefern déi Produzenten, déi méi Efforte maache wéi déi aner, awer dann och musse méi Avantagen dervun hunn.

Vläicht nach eng lescht Remark: Zum Beispill hunn d'Wäiproduzente jo elo kierzlech en neie Logo vum Wäin a Cremant agefouert. An dat ass eng Fro, déi sech eeben elo stellt. Bon, ech weess, Här Fayot, Dir sidd elo natierlech net direkt duerfir kompetent, mee ech mengen, et ass awer keng onwichtig Fro: Inwiefern sinn och esou Labelen, nei Labelen, awer kompatibel mat deem Label, dee mer haut schafen?

Wat awer wichteg ass, dat ass awer och d'Effentlechkeetsaarbecht. Dat, wat mer elo haut decidéieren, dat muss awer och no bausse ganz gutt duergestallt ginn. Dat muss erkläert ginn. Nach eng Kéier: De Konsument brauch eng grouss Sécherheet. E muss am Gefill bestätegt ginn: „Dat, wat ech kafen, ass, wéi gesot, op eng Manéier hiergestallt, sou wéi ech mer dat eeben och virstellen.“

Ënnert dem Stréch kann a wäert d'Demokratesche Partei dëst Gesetz matstëmme, och wann déi eng oder déi aner Saach vläicht nach net onbedéngt esou schrecklech gutt ausgeräif ass. Mee et ass ni ze spët, nach eppes besser ze maachen.

Ech wëll awer och vun der Geleeënheet profitéieren, der Madamm Burton nach e grouse Merci auszuspreche fir hir eenzel Rapporten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, Minister Fayot, haut stëmme mer iwwer e wichtege Projet de loi of, deen als Zil huet, eise landwirtschaftleche Produite méi Valeur a Visibilitéit ze ginn, eis Produiten dem Konsument méi no ze bréngen, d'Qualitéit vun eise landwirtschaftleche Produite weider ze pushen a virun allem méi Transparenz an dee ganze Label-Dschungel ze bréngen.

Hei soll weeder Greenwashing nach Socialwashing bedriwwen ginn, mee wéi elo just gesot: D'Transparenz soll de roude Fue dem vun der Ëmsetzung vun deemem Projet de loi sinn.

Grad déi lescht zwee Joer huet ee gemierkt, dass virun allem vum Konsument aus eng ëmmer gréisser

Demande a Wäertschätzung vu lokalen a regionale Produiten entstanden ass. De Client beschäftegt sech ëmmer méi mat Froe wéi: „Wou komme meng Liewensmëttel hier? Wéi gi se produzéiert? Handelt et sech ëm e Bioproduit? Wien ass de Produzent oder d'Produzentin hannert mengem Produit?“

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dësen Agreement soll Äntwerten op dës Froe ginn.

Den aktuelle Kontext hält eis jo nees virun Aen, wéi wichteg et ass, déi lokal a regional Produktiounen ze férdere an sech net ze vill vum Weltmarché ofhängeg ze maachen.

Ech hunn de Label-Dschungel jo scho kuerz erwäant, dee souwuel op nationalem, mee virun allem awer och op internationalem Niveau omnipresent ass an deen d'Sich no qualitativ héichwäerteg Produiten net onbedéngt vereinfacht. Fir datt also elo bei eis am Buttek e Produit, deen de Krittäre vun deemem Projet de loi entsprécht, op den éischte Bléck ze erkennen ass, gëtt hei e Logo respektiv en Agreement geschaf, dee sech vun deenen anere Labelen a Logoen ofsetze soll.

Bei deemem Punkt géif ech gären direkt op eng Kritik agoen, déi net just mir Gréng bei der éischer Presentatioun vun deemem Projet de loi opgeworf hunn, mee déi sech a méi Aise vum Experte vum Terrain erëmféint. Mir schwätze jo bei deemem Projet de loi vun engem „système de qualité ou de certification des produits agricoles“, wat esou vill bedeit ewéi, dass ee beim Système de certification just d'Punkte vum Cahier des charges anhale muss a beim Système de qualité nieft dem Cahier des charges och nach minimum néng Qualitéitskrittäre, op déi ech gläich méi detailléiert aginn, ëmsetze muss.

Wéi den Numm et also scho seet, ass e Produit, deen dem Système de qualité entsprécht, qualitativ méi héichwäerteg wéi e Produit, dee just de Standardnorme vum Système de certification entsprécht. A fir hei nach emol dem Minister Schneider seng Wieder ze widderhuelen: Fir datt dësen Agreement méi Transparenz fir de Konsument bréngt, misst et jo dann och e visuellen Ënnerscheid ginn tëscht engem Produit, dee just de Standardnormen entsprécht, an engem Produit, deen doriwwer eraus weider Qualitéitskrittäre ëmsetzt.

Dofir war eis Propos, de Visuel vum Logo d'agrément entweeder faarflech tëscht béide Systemer ze ënnerscheiden oder awer, dass bei dem Logo d'agrément „système de qualité“ respektiv „système de certification“ als Text mat derbäistoe kënn. Dëst gouf schlussendlech och am Commentaire des articles festgehalen. Allerdéngs ass et keng Mussesaach, dësen Detail derbäizeschreiwene, mee et ass fakultativ.

Fir der Transparenz dem Konsument géigeniwwer also Rechnung ze droen, géif ech hei en Appell un d'Produzente maachen, dëst ze preziséieren, esoudatt de Client tatsächlech op den éischte Bléck erkennt, ob et sech ëm e Produit mat méi héije Qualitéitskrittäre handelt oder net. Hei géife mer eis och wënschen, dass de visuellen Ënnerscheid tëscht dem Système de certification an dem Système de qualité an enger nächster Etapp eng Obligatioun gëtt an net just eng Optioun.

Weider soll jo och e QR-Code mat derbäikommen, esoudatt de Konsument an d'Konsumentin dëse scanne kënnen an novollzéie kënnen, wéi eng Krittäre bei deemem Produit genee erfëllt goufen.

Dës Krittäre sinn an dräi Kategorien opgedeelt, sou wéi dat elo schon e puermol erwäant gouf. Dat ass: „Qualité – Saveur“, „Régional – Solidaire“ oder och „Environnement – Bien-être animal“.

An och hei wier eis Propos: Wann een de QR-Code da gescannt huet a sech Zäit hëlt, fir alles am Detail ze

kucken, sollten all déi 11, 12 respektiv 13 Krittären, déi et pro Kategorie gëtt, och all opgelécht sinn an déi, déi ëmgesat ginn, extra markéiert sinn an déi, déi net ëmgesat sinn, trotzdem visibel sinn. Nëmme esou kann de Konsument kloer erkennen, firwat e bestëmmte Produit en Agreement krut, an d'Produiten och direkt matenee vergläichen, dat, wéi gesot, ganz am Sënn vun der Transparenz dem Konsument an der Konsumentin géigeniwwer.

Fir dann nach e bësse méi detailléiert op d'Qualitéitskrittäre selwer anzegoen: Bei der éischer Versioun vun deemem Projet de loi war virgesinn, dass ee pro Kategorie dräi fakultativ Krittären erfëlle misst, fir den Agreement vum Système de qualité ze kréien. Allerdéngs wier et an der Praxis esou gewiescht, dass een och mat relativ wéineg Effort e sougenannte „Qualitéitsagreement“ hätt kënnen kréien.

Dofir si mer frou, dass dat geännert gouf an et elo pro Kategorie nieft zwee fakultativen och en obligatoresche Krittäre gëtt. Esou gi mer sécher, dass net just d'Mindestforderungen erfëllt ginn, mee datt d'Standarden och tatsächlech méi héich sinn, wuelverstan, dass jidderengem de Choix bleift, och méi wéi just dräi Krittäre pro Kategorie ze erfëllen.

Hei geet et och net dréms, dem Produzent Steng an de Wee ze leeën, mee et geet drëm, dass mer weider Efforte maachen, fir nach méi qualitativ héichwäerteg Produiten am Lëtzebuurger Marché ze hunn, ganz am Sënn vun der Nohaltegkeet, dem Respekt vun eiser Ëmwelt, eise Produzenten a Produzentinnen an dem Bien-être animal.

An hei gouf jo och festgehalen, dass de Produzent eng finanziell Ënnerstëtzung bei der Ëmsetzung vun de Krittäre kritt, plus huet de Minister och zougeséichert, eng administrativ Hëllefstellung unzebidden, fir dass dëst keng Barriär soll sinn, un dëser Zertifizatioun deelzehuelen.

Da géif ech nach gären op den obligatoresche Krittäre vum Glyphosatverbuet agoen, dee mer natierlech begrëissen. Dëst war ënner anerem och eng Fuerderung am gemeinsamen Avis vun de Jongbaueren an dem Mouvement écologique.

Den Agreement, dee mer haut stëmme wäerten, beschränkt sech jo net reng op Produite vum Lëtzebuurger Territoire. Dofir ass et eis e grousst Uleies, dass de Glyphosatverbuet eng Obligatioun gëtt, fir d'Dier net fir Produzenten opzemaachen, déi dësen Totalherbizid ëmmer nach weider benotzen, nieft eise Baueren a Wënzer, déi sech schon op d'mannst säit dem 01.01.2021 un dëse Verbuet halen.

A vu datt den Term vun der Regioun esou vast définiert ass – hei schwätze mer jo vun 250 km ronderëm de Siège social –, schafe mer mam obligatoresche Glyphosatverbuet awer och deels e weidere Regionalitéitskrittäre, dovun ofgesinn, dass Glyphosat näischt an eiser Natur an nach manner op eisen Tellere verluer huet!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Wéi gesot, d'Regioun ass hei mat 250 km ronderëm de Siège social définiert. Opgrond vun de Reegele vum EU-Banmaart war et hei wuel net méiglech, d'Regionalitéit just op de Lëtzebuurger Grenze festzemaachen, an dat wier och net sënnavoll gewiescht, vu eise klengen Territoire. Allerdéngs hätt mer eis awer gewënscht, dass d'Definitioun vun der Regioun méi streng hätt kënnen définiert ginn.

Fir der vaster geograferescher Definitioun vun der Regioun awer iergendwéi entgéintzewierken, si mer, wéi gesot, ganz frou, dass et elo obligatoresch Krittäre pro Kategorie gëtt. Well och béid obligatoresch

Krittäre vun der Kategorie „Régional – Solidaire“, eemol op d'Déierenhaltung bezunn an eemol op d'Agrafäch bezunn, si Krittären, déi u sech och nees probéieren, déi lokal a regional Produiten ze promovéieren an éischer onattraktiv fir Produzenten vu méi wäit ewech sinn.

All Krittär huet natierlech seng Daseinsberechtigung. Trotzdeem géif ech nach gären op ee bestëmmte fakultative Krittär aus der Kategorie „Régional – Solidaire“ agoen, dee mir perséinlech um Häerz läit a wou ech och gären den Appell géif maachen, datt eis Produzenten, ouni datt et eng Obligatioun ass, dee Choix huelen an dese Krittär d'office, wann et méiglech ass, an hir Produktioun matabannen, wa se et net souwisou scho maachen. Ech schwätze vum Choix, Produiten aus dem Fairen Handel ze huelen, wann et se dann am Fairen Handel gëtt. Dat si Produiten, déi aus dem Globale Süde kommen an déi et normalerweis net an eise Regioun gëtt. Klassesch Beispiller sinn hei de Kakao, Kaffi oder Zocker.

E ganz simpelt Beispill: Wann e Produzent bei eis eng Schokolasmëllech op de Marché bréngt, kann en de Choix maachen, den Zocker an de Kakao, deen en a senger Mëllech verschafft, aus dem Fairen Handel ze huelen, wat ënner anerem esou vill heescht, wéi datt d'Produzenten an d'Produzentin sur place eng fair Bezuelung kréien an gewëssen Émwelt- a Sozialkrittären agehale ginn, déi dacks bei anere Produktioun vernoléisseg ginn.

Dann eng grouss Demande, déi ëmmer nees opkënn: méi lokal, regional a Bioproduiten an eise staatlechen an effentleche Kantinnen a Restauratiounen! Dësen Agreement kann a soll eng Dier zu dësem Marché opmaachen. Elo läit de Ball awer och bei der Restauration collective. Wéi eng Krittären hätte se gären, déi de Produit erfëllt? Natierlech, wat hei d'Demande u méi héije Qualitéetskrittäre méi grouss ass, wat de Produzent och éischer Interêt huet, iwwert d'Standardnorme vum Cahier des charges erauszegoen an e Système de qualité errechen ze wëllen.

Da wollt ech nach e leschte Punkt erwänen: Dësen Agreement ass keen Ersatz fir de Biolabel. Allerdéngs hu Produiten, déi bio-zertifizéiert sinn, automatesch d'Urecht op dësen Agreement, well Bioproduiten opgrond vun hirer héijer Qualitéit automatesch op d'mannst deene Qualitéetskrittären entsprechen, déi ee bei dësem Agreement erfëlle muss. An deem Sënn schlësse sech méi Bio an dese Qualitéitssystem net aus, mee completéiere sech. Dësen Agreement bitt also eng Chance, fir d'Produktioun vu Bioproduite virunzibréngen, well d'Demande fir Bioliewensmittel ass a bleift héich.

Am Zesummespill mat dem Cahier des charges an der effentlecher Restauratioun, déi Bio kënnen als Krittär definéieren, kann hei en Ofsazmarkt geschaf ginn, fir de Produzenten a Produzentinnen eng reell Perspektiv an eng gewësse Sécherheet ze bidden, datt hir Produiten och un de Mann an un d'Fra kommen.

Ofschléissend kann ee wuel soen, datt dës Zertifikatioun mat honnertprozentenger grénger Handschrëft nach e bëssen anescht ausgesinn hätt, mee wéi ech elo schonn dacks erwänt hunn, si par rapport zu der éischer Versioun vun dësem Projet de loi am September 2020 wichteg Nobesserunge komm. An da muss mer elo um Terrain kucken, wéi d'Ëmsetzung wäert ausgesinn.

Ech profitéieren, fir zwou Minuten zur éischer Motioun ze schwätzen, déi virduun deposéiert gouf, well datt wier elo mäin nächste Punkt gewiescht, an zwar, datt mer begrëssen, datt de Minister enger Evaluatioun zougestëmmt huet, bei där eeben analyséiert gëtt, wou spezifesch nogebessert misst a kéint ginn.

Zum Schluss géif ech dann natierlech och nach der Rapportrice Tess Burton e grouse Merci soe fir hir Gedold, déi se mat eis an de Kommissiounen hat, an natierlech och fir hire schrëftleche wéi och de ganz detailléierte mëndleche Rapport.

An heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Gary. An nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen. Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Tess Burton fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Erlaabt mer och, eisem Landwirtschaftsminister vun hei aus eng gutt Besse- rung ze wënschen!

Als ADR begrësse mer d'Zilsetzung vun dësem Gesetzesprojet. Mir hunn ëmmer gefuerdert, datt mer d'Vetraue vun de Bierger an déi Lëtzebuurger landwirtschaftlech Produkter stärke sollen. Déi Lëtzebuurger landwirtschaftlech Betriber, ob dës elo biologesch oder konventionell schaffen, produzéieren hir Wuer ënner ganz exigenten an héichwäertege Krittären. D'Bierger sinn och duerfir generell bereet, op de Wee matzegoen, fir regional a lokal Produkter anzekafen.

Och déi dräi Piliere, op déi dëst Gesetz opbaut, begrësse mer ausdrécklech: „Qualité – Saveur“, „Régional – Solidaire“, „Environnement – Bien-être animal“. D'Finalitéit vun engem Gesetzestext, deen dës Krittären an de Vierdergrond stelle wëllt, ass richtig a gutt.

E weidere Punkt, dee mer begrëssen, ass, datt d'Regierung vun hirer urspringlecher Linn ofgeréckelt ass, fir mat enger Zort Punktesystem d'Qualitéit vu regionale Liewensmittel ze bewäerten. Well all eis landwirtschaftlech Acteuren ënner ganz héije Qualitätsstandarde produzéieren, ass et sécherlech dee falsche Wee, eng onnéideg Konkurrenzsituatioun fir eis Produzenten ze schafen an dës visiblement ee géint deen aneren auszespillen.

Wat mer awer allerdéngs manner begrëssen, ass déi konkret Ausaarbechtung an dësem Gesetz. Hei gëtt et eenzel Lücken oder Inkohärenzen, vun deenen ech mer dann elo wëll erlaben, der e puer opzezielen.

D'Motivatioun fir dëst Gesetz war, et fir de Verbraucher méi einfach an transparent ze gestalten, sech an der Hellewull vu Labelen a Qualitéitssigelen zurechtzufannen. Allerdéngs riskéiere mer mat dësem Gesetz, datt d'Vetraue vum Konsument eeben net gestärkt gëtt, well d'Krittäre fir deen neie Qualitéitslabel net kloer genuch definéiert sinn oder deelweis carrement onsënneg sinn.

Fir unzefänke stéiere mer eis un der Definitioun vum Term „Regioun“. Mir fannen et mëssverständlech, datt de Begrëff „Regioun“ net dat bedeit, wat de Konsument sech erwaart. Wéi kann et sinn, datt mer engersäits vun engem Lëtzebuurger Qualitéitslabel schwätzen an op där anerer Säit de Begrëff „Regioun“ sech praktesch net oder bal net kann op Lëtzebuerg bezéien? „Regional“ ass laut dësem Gesetz also, wann e Produzent seng Wuer bis zu 250 km wäit ewech vu sengem Siège social bezitt.

Wéi wëlle mer d'Vetraue vum Konsument an déi Lëtzebuurger Landwirtschaft verstärken, wa mer e Qualitéitssigel schafen, dat eebe seet, datt och nach Produkter zum Beispill wäit hanner Bréissel a Flandern als regional kënnen bezeecht ginn? Dëst ass an eisen Aen eng Ierféierung vum Konsument!

Dobäi stellt sech d'Fro, wéi Lëtzebuerg d'Anhale vun esou Qualitéetskrittären iwwerhaupt iwwerpräiwe soll, wann de Produzent sech emol net um Terrain befënt.

Mir sinn e klengt Land, mat dräi Grenzlänner ronderëm, dat sinn insgesamt véier Länner, an do sinn déi eng oder déi aner Nuancen a Viraussetzungen an de Gesetzgebung ginn. Zum Beispill: De Glyphosat ass jo hei am Land verbueden. Wéi ass dann de Contrôle vun deene Produkter, déi mir aus deene Regiounen bezéien, ob do d'Glyphosatverbuet agehale gëtt oder net? Dat sinn alles Saachen, déi si wichteg an onsen Aen. An de Contrôle vun deem Gesetz ass den A an den O!

Et ass och onverständlech a schreift sech iwwerdeems och net an déi ökologesch Richtlinn an, déi jo wëllt kuerz Weeër promovéieren, wa mer bis op 250 km eropginn.

E weideren Defi vun dësem Gesetzesprojet ass, datt d'Krittäre fir de Label net prezis genuch definéiert sinn. Et ass kloer, datt sech de Qualitéitslabel op eng Panoplie vu landwirtschaftleche Produkter muss bezéien, wat et awer op där anerer Säit schwéier mécht, d'Krittären esou ze definéieren, datt se op déi eenzel landwirtschaftlech Produkter passen.

Mir schlëssen eis an deem Punkt der Landwirtschaftskummer un a fuerderen e besser definéierte Kader, deen et och der Examenkommissioun méi einfach mécht, fir iwwert d'Zouloosse vu Produkter ze entscheeden. Dëst géif fir méi Transparenz suergen. Et ass genau déi feelend Transparenz an de Manktum u Kloeerheet, wat dozou wäert féieren, datt de Konsument eeben net onbedéngt méi Vertrauen an dee Qualitäts- a Labelsystem wäert fannen, wat mer bedauern. De Konsument weess einfach net, woufir dese Label wierklech steet.

Eng weider Fuerderung vun der Landwirtschaftskummer, déi mer ausdrécklech ënnerstëtzen, ass, datt eeben och d'Acteure vun der Landwirtschaftskummer an d'Ëmsetze vun dësem Gesetz missten agebonne ginn. Si hunn de Kontakt zu de Leit um Terrain a kënnen praxismo beurteilen, ob a wéi sënnvoll sech d'Ëmsetze vum Gesetz gestalt.

Et ass wichteg, dass, wann dëst Gesetz a Kraaft trëtt, dëst permanent evaluéiert gëtt, wann néideg och muss ugepasst ginn. Do muss mer flexibel sinn.

D'Landwirtschaftskummer mécht sech dann och Suer- gen, datt warscheinlech eng Rei vu Lëtzebuurger landwirtschaftleche Produkter sech net op déi onkloer definéiert Krittären uwenne loossen an deemno leider de Qualitéitslabel net kënnen beuspochen.

E weidere Kritikpunkt, op deen ech agoe wëll, ass, datt d'Krée vum Qualitéitssigel och riskéiert, eng Rei vun Acteuren, déi am landwirtschaftleche Beräich aktiv sinn, auszuschléissen. Den Agreement, sou ass et virgessinn, soll nämlech un e Gruppement vu Produzente vergi ginn. Kleng Entreprises an Initiative riskéieren, op der Streck ze bleiwen.

Ech rappeléieren hei zum Beispill un d'Initiativ Solawi, also déi Lëtzebuurger Initiativ vun der solidarescher Landwirtschaft, awer och u Kooperativen, kleng Associatiounen oder och nach déi protegéiert Ateliers, wou zum Beispill Persounen mat engem Handicap schaffen oder Persounen, déi op iergendeng Aart a Weis defavoriséiert sinn an eiser Gesellschaft.

Mir sinn der Meenung, datt am Kader vum Ausschaffe vum Agreement an deenen Acteuren, déi ech elo opgezielt hunn, déi néideg Wäertschätzung hätt missen entgéintbruecht ginn, fir hir Produkter ze féieren an och ze valoriséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gutt gemengt Iddi vun dësem Gesetz begréisste mer ausdrécklech. Fir eis als ADR ass d'Ëmsetzung awer lückenhaft a plazeweis inkohärent. Eng wierklech Plus-value, souwuel fir de Lëtzebuerger landwirtschaftlechen Acteur wéi och fir den Ennverbraucher, gesi mir de Moment net hei. Duerfir wäerte mir eis och bei dësem Gesetz enthalten.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst ageschriwwer Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'Globaliséierung, wéi zum Beispill duerch CETA – fir just een Accord ze nennen –, vun de Wueren a Kapitalflëss huet säit de 70er- an 80er-Joren zu déifgräifende Verännerungen an der Economie an an de Liewensweise gefouert. D'Kapital krut e Fräifaartsschäin, fir weltwäit do ze investéieren, wou d'Produktion am bëllegsten an am einfachsten, sprécht ouni nennenswäert sozial an Ëmweltstandarden, organiséiert ka ginn.

D'Konsequenzen dovunner waren de Verloscht vun Aarbechtsplazen an d'Verschwonne vu ganze Wirtschaftsbereicher an Europa, wat eis während der Pandemie schéin ze schafe gemaach huet!

Am Géigenzuch ass d'Palett vu bëllege Wueren, déi dank ville Subventionen a bëllegem Pétrol aus der ganzer Welt an Europa zrëckgefloss sinn, steeteg gewuess an huet de Massekonsum befeiert.

D'Leit, déi opgrond vun dësen Entwécklungen wirtschaftlech den Utschloss verluer hunn, konnte sech privat verschëlden, fir sech un dësem Konsum ze bedeelegen, während se sech mat ëmmer méi prekären Aarbechtskontrakten hu missen duerchschoen.

Zur selwechter Zäit, am Joer 1972 mat der Publikation vum Bericht vum Club of Rome iwwert d'Grenze vum Wuesstum, gouf et éischt Indicien derfir, dass dës globaliséierte Kapitalismus eenorm Schied urriichte wäert.

Spéitstens an de leschte Joren duerch international Berichter iwwert d'Konsequenzen op d'Klima an d'Aarte villfalt ass daitlech ginn, dass d'Richtung, an déi sech d'Wirtschaft weltwäit entwéckelt, an d'Katastrophen féiert.

D'Landwirtschaft ass ganz zentral an dëser Entwécklung. Si ass Spillwies fir Investitiounen an d'Intensivierung, meeschtendeels op Käschten vun Aarbechtsbedingungen an Aarbechtsplazen, vun Ëmwelt a Klima a vum Déierewuel.

Et ass e Secteur mat staarker Konzentratioun bei de Betriber an enger klammender Ofhängegkeet par rapport zu internationale Mäert, fir iwwerschësseg Produktiounen ze verkaufen. Et ass e Secteur mat enorm héijem Präisdrock a schwierere Bedéngunge fir déi kleng Landwiert/innen, déi sech oftmools an den ënneschten Akommesdecilë befannen. Et ass e Secteur, deem immens vulnerabel ass par rapport zu der Klimaverännerung an der Degradatioun vun den Ökosystemer, Phenomeener, déi de Secteur awer selwer matausléist.

D'europäesch Strategie „Farm to Fork“ gräift dës Eraufuerderung deelweis op a gëtt Mesurë fir méi Klima- an Ëmweltschutz vir a setzt verstärkter op eng Regionaliséierung vun der landwirtschaftlecher Produktioun.

D'Gesetz, wat elo hei läit, ziilt och an dës Richtung, och wann et formal näischt mat der genannter Strategie ze dinn huet. Trotzdeem geet et ëm en Aspekt,

deen ech grad elo developpéiert hunn: eng regional Produktioun vun héichwäerteger Produkter, an dat mat Bléck op besseren Ëmweltschutz.

Well dëst natierlech erëm muss iwwert de Marché gereegelt ginn, muss hei e Label erfondt ginn, deem d'Konsument/innen an déi richteg, well nohalteg Richtung beim Akafschoix soll féieren. D'Produzent/innen, déi sech dem Label uschlësse wëllen, kënnen dann och staatlech Hëllef ufroen.

D'Fro ass: Geléngt dat mat dësem Gesetz? Ass mat dësem staatleche Label eng Verännerung vun der Produktioun a Richtung méi ökologesch, sozial a regional méiglech?

Eng Partie Avisen zu dësem Gesetzesvorschlag sinn äusserst kritesch an an eisen Ae sinn dës Analysen och berechtigt.

Den Haaptkritikpunkt betrëfft den Accès zum Label selwer. Dësen ass ageedeelt an en Zertifizéierungssystem an e Qualitätssystem. D'Produzent/inne kënnen selwer wäelen, ob se sech op déi minimal Ufuerderunge vum Zertifizéierungssystem wëlle limitéieren oder ob se zousätzlech och dem Qualitätssystem wëlle bäitrieden, wou zousätzlech Krittäre mussen ausgewielt ginn.

D'Trennung zwëschen béide Systemer ass vu vir era scho schwéier verständlech, mee well all Betrib awer een an dee selwechte Logo op seng Produkter dierf pechen, egal ob en elo de Minimum oder awer daitlech méi wëllt anhalen, ass dat fir déi bewosst Akeeferin oder de bewossten Akeefer am Geschäft awer schonn immens ierféierend. Hei schéngt et Drock vun der konventioneller Bauereobby ginn ze sinn, fir nëmmen net ze wäit ze goen.

Et soll zwar méiglech sinn, iwwer e QR-Code erauszefannen, wéi eng Krittären e Produkt erfüllt, mee si mer elo mol éierlech: E Label, deem Erfolleg soll hunn, dierf net en iwwerméissegt Interessi, ganz gutt Zäit an e Smartphone bei all de Konsument/innen als Grondbedingung viraussetzen. Déi mannste Leit hu Loscht, duerch e Geschäft ze lafen a 15 Produkter ze scannen. Si wëllen eng kloer Indication, dass dat, wat se kafen, och dat ass, wat se am léifste wëlle kafen. Dat ass hei an eisen Aen net de Fall.

Verstärkt gëtt dësen Androck duerch d'Definition vun der Regioun, déi dësem Gesetz zu Grond läit. D'Notioun vun der Regioun spillt erstaunlecherweis eng ganz kleng Roll an dësem Gesetz, e Gesetz wuelverstanen, wat als Haaptzil d'Stärkung vun der Regionalitéit huet. Dass d'Regioun hei awer esou definéiert ass, dass e Betrib mat Sëtz an engem Radius vun 250 km als regional gëlle soll, ass awer kontraproduktiv. D'Gefor besteet, dass grouss auslännesch Produzenten dësem Label kënnen bäitrieden, ouni datt se mat den am Gesetz definéierten Ziler eppes um Hutt hätten. Och wann dës auslännesch Betriber keng staatlech Hëllef kënnen kréien, kënnen se awer iwwert de Label Zougang zu öffentliche Ausschreiwunge kréien. Fir eis ass op alle Fall net kloer, ob dëst vum Minister ka wierklech ausgeschloss ginn.

Bei den ze erfëllende Krittären, fir de Label ze kréien, sinn en cours de route eng Partie Verbesserungen an den Text matagefloss. Dass elo een obligatoresche Krittär a weinstens dräi fakultativ Krittäre pro Sail vum System mussen erfëllt ginn, ass wierklech ze begrëssen, och d'Decision, datt Planzschutzmittel op Basis vu Glyphosat net dierfe benotzt ginn an datt dëst och elo en obligatoresche Krittär ass.

Insgesamt awer feelt et de Krittären an enger gewëssener Uerdnung, besonnesch doduerch, datt et just een obligatoresche Krittär pro Sail gëtt. Jee nodeem kann e Betrib zwar d'Krittären erfëllen, fir an

de Qualitätssystem eranzekommen, ouni awer dobäi Mesurë fir regional Produktioun oder Ëmweltschutz ze ergräifen. Dës Problem entsteeft och doduerch, datt et just ee System mat Krittäre gëtt, dee fir all Produktiounssparten dee selwechten ass. Dat ka bestëmmte Sparten benodeelegen, awer och bestëmmten Zorte Betriber, besonnesch déi méi kleng. Den Här Gusty Graas hat dat scho gesot. Et si grad déi ganz kleng Produzent/innen, Betriber aus der solidarescher Landwirtschaft zum Beispill, déi am meeschte Krittären erfëlle kéinten, mee paradoxerweis hu si awer och déi gréisste Schwiererekeiten, fir dës Label ze kréien, well den administrative respektiv de finanziellen Opwand, dee mat dëser Prozedur zesummenhängt, oft ze grouss ass.

Här President, niewent dës Kritikpunkten um Gesetzestext selwer wëll ech awer och nach op e méi fundamentale Problem hiweisen, deem ech och am Ufank vu menger Ried schonn ugeschnidden hunn: D'regional Produkter, déi no méi strikten Ëmweltkrittären hiergestallt ginn, sinn am Reegelfall och oft méi deier, ze deier oft fir Leit mat engem klengen Revenu ënnerhalb vum Medianloun. Et ass dervunner auszegoen, dass d'Produzent/innen, also d'Aarbechter/innen, déi dëst Produkt hierstellen, ganz oft emol net de Budget hunn, fir sech selwer dës Produkter am Geschäft kënnen ze kafen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence)

D'Deierecht, déi mer huet erliewen, verschäerft dës Situatioun nach méi. D'Akommesongläichheete maachen, dass sech just en Deel vun de Leit bewosst ka verhale bei hiren Akeef. Fir vill anerer ass dat einfach e Luxus. Déi fossill Brennstoffe ginn zum Beispill subventionéiert am Kader vun der Indexmanipulation, mee d'Deierecht vun de Liewensmittel net. Dat ass och schonn hei gesot ginn.

An et huet leider net all Gemeng eng „Eis Epicerie“, wou déi Leit, déi iwwert den Office social akafen ginn, dierfen a kënnen regional, saisonal a biologesch akafen. Esou e Label, deem d'Verantwortung bei d'Konsument/inne leet, fir dës ze guidéieren bei hiren Akeef, kann dowéinst och eppes Exklusives hunn, wou d'Leit d'office ofgeschreckt ginn, well de Label fir eppes steet, wat finanziell einfach onerreechbar bleift. Leider. Soulaang dat awer esou ass an de Kaf vun de meeschte regionale Produkter just enger Minoritéit virbehalen ass, komme mir net eraus aus der destruktiver Spiral, déi ech agangs och beschriwwen hunn, mat all deene Marchéen.

Mir wäerten awer dësem Gesetz zoustëmmen. Mir soen och der Rapportrice e grouss Merci. A mir ginn och dem Minister eis Gesondheetswënsch mat op de Wee. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci un d'Tess Burton fir dee gudden schréfflechen a mëndlechen Rapport. An natierlech eng gutt Besserung fir de Minister.

Prinzipiell sti mir Piraten engem staatleche Label ganz positiv géigeniwwer. De Client soll an aller Transparenz wëssen, wat de Produit mat senger Gesondheet a mat eiser Ëmwelt mécht. Esou stelle mir eis e modernen a faire Label vir.

Fir positiv unzefänken: Mir sinn dann och eigentlech frou doriwwer, dass am Label extra eng Kategorie Déierewuel matabegräff ass. Enger Etüd vum Eurobarometer no ass e Groussdeel vun de Konsumenten sech bewosst, dass hiert Kafverhalen en Afloss op den Déiereschutz huet. Dofir ass et esou wichteg, dass

d'Leit am Supermarché doriwwer informéiert ginn, wéi eng Produite sech fir d'Wuel vum Déier asetzen a wéi eng net. Allerdéngs muss een awer och soen, dass hei am Gesetzestext d'Krittäre vum Déiereschutz net kloer gereegelt ginn, woumat mir Piraten net ze fridde kënnen sinn.

D'ULC, d'Jongbaueren an de Mouvéco kritiséieren de Krittär vun der Regionalitéit. Nom Gesetz géllt alles als regional, wat 250 km ronderëm de Firmesëtz läit. Allerdéngs geet dat an eisen Aen ze wäit, wann eng Firma, déi zu Frankfurt Produiten importéiert, dës Produiten hei zu Lëtzebuerg als regional wäert vermaarte kënnen. Déi Limitt vun 250 km hate mir Piraten eis anescht virgestallt, an zwar mat enger Limitt um Territorium vun der Groussregioun.

Dat nämmlecht hätte mir och beim Déiereschutz agebaut, fir eis kënnen nach méi ëm d'Déierewuel ze këmmere, an zwar bei den Déierentransporter eng Limitt vu 50 km.

D'Jongbauere schreiwen och, dass de Label net verhënnert, dass mer déi Firmen ënnerstëtzen, déi am Ausland Kùke schredderen, obwuel dat eng Praxis ass, déi hei zu Lëtzebuerg verbueden ass. Falls esou eng Firma en nationale Label sollt kréien, fanne mir Piraten dat einfach eekeleg. Dat ass och ee vun de Grënn, firwat mir dese Projet bei all guddem Wëllen haut net wäerte matstëmmen.

An ech mengen, Dir hutt virdrun nach eng Kéier vun der Landjugend, de Jongbaueren an dem Mouvéco déi aktuell Positioun kritt. A si hunn et eigentlech ganz gutt zesummegefaasst: „statt einer bewussten Förderung einer qualitativ hochwertigen regionalen Lebensmittelproduktion eine Mogelpackung!“ Bon, domat hu se Recht. An hir Analys ass genau zoutreffend dat, wat een och aus deenen anerer Avise konnt liesen: Eng gutt Iddi derhannert, mee d'Ëmsetzung vun deem Gesetz ass einfach mangelhaft!

Eng Kritik, déi och opgeworf gouf, ass, dass de Client am Geschäft bei deene ville Labelen, déi et gëtt, oft net den Iwwerbléck an den Duerchbléck huet. An deem Sënn gesi mir et als richtig, dass op all Etikett och e QR-Code wäert agebaut ginn, wou de Konsument méi detailléiert Informatiounen kann zum Produit kucke goen. Wichteg dobäi ass, dass een dofir net eng extra App brauch, mee dass déi Informatiounen fräi ofruffbar sinn ouni eng bestëmmten Hardware oder Software.

Mee mam QR-Code eleng geet et net duer. D'Fro muss sinn, wou de Méiwäert vum neie Label ass, wann e Client dese mam Fairtrade-Logo oder mam EU-Bio-Logo vergläicht.

Och den Nohaltegkeetsrot huet dës Fro a sengem Avis opgeworf. Si hunn eng Propos ausgeschafft, wéi een d'Krittären direkt an de Logo kéint abauen.

Mir Piraten fannen dës Iddi vum Nohaltegkeetsrot flott, well op den éischte Bléck ze gesinn ass, wéi e Produkt ofschneit. Den Nohaltegkeetsrot recommandéiert och, dass een d'Kategorië besser opdeelt, dat heescht d'Déierewuel, d'Équité an d'Ëmwelt eenzel amplaz als zesummegeluechte Kategorien. E Fairtrade-Produkt hätt an deem Sënn direkt op der Etikett déi wuel héchs- te Punktzuel.

Och wann d'Gesetz net esou wäit geet, hoffe mer trotzdem, dass mer de Wee iergendwann fannen, fir de Logo esou auszubauen, dass en och wäert Sënn maachen. Et géif dem Konsument hëllef, well en esou d'Labelen, déi op der Verpackung stinn, besser entschlëssele kann.

Mir Piraten wäerten haut géint dese Projet stëmmen. Et wier an eisen Ae besser gewiescht, déi vill Kritik- punkten, déi an deene verschiddenen Avisen opge- graff goufen, nach hei anzubauen. Da wier de Label

och säin Numm wäert. An dat ass mat deem Projet leider net de Fall.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot als Verrieder vum Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech soen Iech Merci fir den Debat. Och dem Tess Burton merci fir säi ganz gudden Rapport. Ech muss e bëssen oppassen hei, wat ech soen, well e Wirtschaftsminister ass net e Landwirtschaftsminister, ech weess dat och ganz gutt. Gitt och elo hei näischt draninterpretéieren! Ech hu guer keng Ambitiounen, fir dat ze iwwerhuelen. Ech maachen dat hei reng als Service d'ami fir de Claude Haagen, deem ech och eng ganz gutt Besserung wënschen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Ech wollt just op e puer Saachen agoen an op e puer Froen, déi gestallt gi sinn, déi ech mer opgeschriwwen hunn, wou ech och elo scho kann eng Äntwert drop ginn.

D'Martine Hansen huet effektiv de Constat gemaach, dass deen Agreement, dee Logo mam X, effektiv och kéint bei Produiten, déi net aus Lëtzebuerg kommen, ugewannt ginn. Si hutt d'Beispill gi vun engem Produit, deen am Radius vun 250 km vum Siège, a Polen zum Beispill, géif produzéiert ginn. Dat stëmmt. Dat ass effektiv eng Méiglechkeet. Dat ass awer an den Ae vum Landwirtschaftsminister reng theoreeteschen ass jo och dem europäesche Kader hei geschëllt. Dir wësst, dass dat eng Contrainte ass, déi aus dem europäesche Reglement erausgeet. Dee selwechte Problem hunn aner Labeler wéi zum Beispill de Label Rouge a Frankräich ...

(Brouhaha)

... mat de Pouleten. Déi hu genee déi selwecht Contraintë wéi mir hei zu Lëtzebuerg.

Dir hutt och gefrot, ob mer iwwerzeegt wieren, dass elo mat deem Gesetz da méi regional Produite géifen effektiv an de Kantine landen. D'Äntwert do ass, dass mer scho mengen, dass dat wäert kommen, well mer eis do jo och am Kader vum Gesetz iwwert d'Marchés publics situéieren. Dat heescht, mir mengen schon, dass déi Nohaltegkeetskrittäre vun deem Gesetz, wat mer elo haut stëmmen, duerno kënnen zréckgehol ginn an de Marché-publicken iwwer méi streng Qualitéitskrittären an dat dann eeben och derzou géif féieren, dass déi Produiten de préférence géife geholl ginn. De Gusty Graas huet och a senger Interventioun dorop higewisen, dass en fait iwwert den Adjudicateur, dat heescht den Hiewel, deen do beim Adjudicateur ugewannt gëtt, och méi geziilt eeben dann och ka gesot ginn, wat fir Produiten een an de Kantine wëllt hunn. An dat kënnen dann och Bio- a regional Produite sinn.

De Gusty Graas huet och gefrot, ob Labeler wéi „Vins & Crémants“ zum Beispill, oder déi bei de Wäiner, do gëtt et jo verschiddeger wéi „Charta“, oder anerer, och heirënner géife falen. Abee, och dat ass kompatibel. Och déi Labeler kéinten hei en Agreement kréien. D'Finanzéierung gëtt awer net iwwert dëst Gesetz dee Moment ofgewéckelt, mee iwwert de Fonds vitivinicole gemaach. Dat ass hei, wat d'Finanzéierung ugeet, ausgeschloss.

Dem Jeff Engelen wollt ech just soen, nach eng Kéier preziséieren: Dat hei ass keen neie Label! Dat hei ass just eng offiziell Unerkennung fir privat Labelen, also en Agreement vu private Labelen. An do ginn och der Landwirtschaftskummer déi finanziell Mëtelen zur Verfügung gestallt, fir dass si de Produzenten och kënnen hëllef, fir hei Demarchen ze maachen. Mee dat hei muss kee maachen! Dat hei heescht net, dass elo déi Produiten, déi als bio a regional ausgewise si mat hirer Originn, dësen X och mussen hunn. Dat ass reng fakultativ. Also, hei si mer an engem Agreement vun deene Labelen.

Just vläicht nach zu de Motiounen, Här President: Déi éischt Motioun iwwert de Bilan no zwee Joer, dat huet d'Tess Burton jo och schon a sengem Rapport gesot, dat ass ok, och fir de Landwirtschaftsministère, fir dat ze maachen. Dat heescht, do wär vum Point de vue vu mengem Kolleeg Landwirtschaftsminister kee Problem, fir dat ze akzeptéieren.

A wat déi zweet Motioun ugeet iwwert de Matchmaker, do ass et esou, dass de Romain Schneider u sech schon d'Decisioun geholl hat, dass de Landwirtschaftsminister selwer sech géif d'Mëttele ginn, fir och méi Bio- a regional Produkter an d'Kantinnen eranzekréien. Dofir huet en 2020 e Responsabelen noméiert am Ministère, fir do Efforten ze maachen, fir Bio- a regional Produiten eranzekréien iwwer Projet-pilotten, déi ganz villversprechend sinn. An et gesäit een och um Terrain, dass och d'Demande fir déi Produite ganz staark an d'Lucht geet.

De Matchmaker, deen ass net gemaach ginn. Et gëtt och wuel net gemaach, dat wëll ech hei ganz kloer soen. Dofir géif ech proposéieren, fir déi Motioun hei net unzehuelen. Mee et ass effektiv esou, dass ganz vill awer um Terrain geschitt. Och Restopolis mécht ganz vill, fir méi Bio- a regional Produiten an d'Kantinnen ze kréien. Also, do geschitt scho munches.

Voilà. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Fayot. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7672 kommen.

(Brouhaha)

Den Text steet am Document parlementaire 7672²⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7672 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motions

Da kéime mer elo zum Vott vun deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou gefrot gëtt, fir no zwee Jor eng Evaluatioun ze maachen. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Jo. Merci, Här President. Bon, a mengem Rapport war ech schonn drop agaangen, dass de Minister eis jo schonn zougesot huet, dass mer eng Evaluatioun maachen. De Minister hat et och an der Kommissioun gesot. Dofir hu mer hei och guer kee Problem, dat matzestëmmen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier agoen op dee véierte Considerant, eeben dat mat der Regionalitéit. Och do wëll ech nach eng Kéier soen: Mir hate ganz, ganz laang Diskussiounen an der Kommissioun an de Minister huet sech beméit, zu alle Kriticke Léisungen ze fannen. Mee hei ware mer wierklech limitéiert. D'EU-Recht huet eis hei Limite gesat, wou et net machbar war. Dofir wollt ech dat hei nach eng Kéier erwänen. Et ass wuel an den Avisen esou opgefouert ginn, mee, wéi gesot, mir haten dee Sujet och an der Kommissioun a mir haten do keng aner Léisung.

Mee, wéi gesot, déi Motioun hei kënne mer matzestëmmen. De Minister huet et an der Kommissioun gesot an ech a mengem Rapport. Et ass, mengen ech, vu jiddwerengem gesot ginn, dass mer d'Evaluatioun géife maachen. Dofir hu mer kee Problem, déi éischt Motioun hei matzestëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion 1 de Mme Martine Hansen est adoptée.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou soll eng Plattform mat engem Matchmaker agesat ginn. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Jo. Och hei ass den Här Fayot kuerz drop agaangen, dass dat mat deem Matchmaker net gemaach gëtt. Dofir, esou wéi de Minister och proposéiert huet, dass mir dëser Motioun hei net sollen zoustëmmen, géif ech och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Gëtt et zu dëser Motioun nach Wuertmeldungen? Wann dat net de Fall ass, da kënne mer och iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

(Brouhaha)

Um 13.30 Auer! D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 13.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.30 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Coupons de réduction pour des cours de langues	6194	Paul Galles	72	Projets dans le cadre d'Esch2022	6429	Fred Keup	87
Chaudières à gaz dans les bâtiments publics	6214	Marc Goergen	72	Attaque sur agents pénitentiaires	6432	Léon Gloden	87
Formation en artisanat	6224	Fred Keup	72	Sécurité des agents pénitentiaires	6433	Claude Lamberty, Max Hahn	88
Sanctions prévues dans le cadre du Service de transports spécialisés	6226	Myriam Cecchetti	73	Accords dérogatoires en matière de télétravail avec la France	6435	Marc Spautz, Laurent Mosar	88
Impact de la sécheresse sur le secteur agricole	6227	Gusty Graas	74	Prise en charge médicale des personnes fuyant la guerre en Ukraine	6436	Max Hengel, Claude Wiseler, Paul Galles	89
Traitement du mal de dos	6236	Sven Clement	75	Invitation à des conférences de membres du Gouvernement par des entreprises privées	6437	Sven Clement	89
Vaccin contre le HPV (papillomavirus humain)	6242	Mars Di Bartolomeo	75	Transformation de la force de réaction rapide de l'OTAN (Nato Response Force)	6441	Claude Wiseler	89
Chèque-service d'accueil (CSA)	6244	Marc Goergen	76	Communiqué sur l'adaptation de la circulaire relative aux droits et devoirs des agents de l'État dans leurs relations avec la presse	6442	Diane Adehm	90
Timbres postaux	6252	Fred Keup	76	Droits sociaux des bénéficiaires de protection temporaire (BPT)	6448	Paul Galles	90
Délai de prescription	6296	Roy Reding	76	Aide aux devoirs gratuite	6454	Francine Closene	91
Étude Eurostat concernant le nombre de titulaires d'un diplôme d'études supérieures dans l'Union européenne	6320	Sven Clement	77	Matériel à disposition des agents policiers	6456	Fernand Kartheiser, Fred Keup	92
Étude de mobilité en Sarre	6337	Dan Biancalana	77	Cambriolages dans la région de Michelau	6458	Martine Hansen, Léon Gloden	93
Stations à hydrogène	6338	Paul Galles	78	Cambriolages dans la région de Michelau	6461	André Bauler	93
Port franc	6346	Laurent Mosar	78	Pénurie de personnel dans les maisons de soins	6465	Jeff Engelen	93
Rapport concernant la politique en matière de lutte contre le réchauffement climatique	6373	Myriam Cecchetti	78	Produits CBD	6469	Léon Gloden	94
Impact de la crise sanitaire sur le taux d'obésité chez les enfants	6375	Josée Lorsché, Marc Hansen	79	Assises de la coopération	6474	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	94
Sécurité au travail	6376	Sven Clement	80	Installation de distributeurs de cryptomonnaie	6476	Marc Goergen	94
Plages du lac de la Haute-Sûre	6378	Martine Hansen	80	Comité de prévention communal	6479	Marc Goergen	95
Plages du lac de la Haute-Sûre	6382	Carlo Weber	81	Bilan du Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques	6482	François Benoy	95
Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé	6398	Mars Di Bartolomeo	81	Rénovation du parc historique d'Echternach	6484	Marc Goergen	95
Congé de naissance pour couples homosexuels	6399	Fernand Kartheiser	81	Statistiques policières	6488	Fred Keup	96
Introduction d'une aide aux devoirs gratuite	6401	Diane Adehm, Martine Hansen	82	Aides dans le cadre des inondations de 2021	6490	Max Hengel, Léon Gloden, Octavie Modert	96
Réaménagement du parc d'Echternach suite aux inondations de juillet 2021	6403	Carole Hartmann	83	Revenu d'inclusion sociale	6496	Djuna Bernard	96
Situation actuelle à l'Aéroport de Luxembourg	6406	Nancy Arendt épouse Kemp	83	Financement des offices sociaux	6502	Marc Goergen	96
Fausses couches	6409	Nancy Arendt épouse Kemp	84	Vêlosummer 2022	6511	Marc Goergen	97
Congés extraordinaires et spéciaux	6411	Carole Hartmann, Max Hahn	84	Vente de terrains à bâtir par les communes	6512	Nathalie Oberweis	97
Victimes de la route	6415	Jeff Engelen	84	Bilan des objectifs climatiques sectoriels pour l'année 2021	6517	Max Hahn, Claude Lamberty	98
Utilisation de l'intelligence artificielle par les autorités judiciaires	6416	Léon Gloden	85	Section partielle de la queue des porcs	6544	Chantal Gary	98
Candidature pour un prochain « Grand Départ » ou une arrivée du Tour de France	6423	Mars Di Bartolomeo	85	Conflits d'intérêts au niveau communal	6553	Marc Goergen	98
Bureau de la CNS à Ettelbruck	6424	Jean-Paul Schaaf	85	Sommet de l'agriculture	7338	Martine Hansen	99
Emplacements réservés aux voitures électriques	6425	Marc Goergen	85				
Congé parental	6426	Sven Clement	86				
Château de Beaufort	6428	Octavie Modert	86				

Coupons de réduction pour des cours de langues | Question 6194 (16/05/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

L'apprentissage des langues est l'un des éléments fondamentaux de l'intégration des non-Luxembourgeois au Luxembourg, en particulier en ce qui concerne la recherche d'un emploi. Dans un souci de faciliter l'accès aux cours de langues aux demandeurs d'emploi, aux demandeurs de protection internationale et aux signataires d'un contrat d'accueil et d'intégration, l'Agence pour le développement de l'emploi, l'Office national de l'accueil et le Ministère de la Famille et de l'Intégration émettent des « bons » de réduction pour les cours de langues. En plus de l'offre privée de cours de langues et de l'offre du Service de la formation des adultes, l'État offre également des cours de langues, par le biais de l'Institut national des langues (INL). Nonobstant, selon des informations que j'ai reçues, l'INL n'accepterait pas les « bons » émis par l'ADEM et l'ONA. Par contre, les autres « coupons » seraient acceptés. C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

– Les ministres sont-ils en mesure de confirmer les informations mentionnées plus haut ?

– Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles l'INL refuse les bons de réduction de l'ADEM ou de l'ONA ?

– Si tel est le cas, les ministres regrettent-ils que l'INL n'accepte pas les pièces justificatives de l'ADEM et de l'ONA et ont-ils l'intention d'y changer cette situation ?

– Par contre, si l'information est incorrecte et l'INL accepte les « bons » mentionnés, combien de personnes ont bénéficié d'une réduction de tarif les trois dernières années, pour des cours de langues de l'INL, par des bons de l'ADEM, par des bons de l'ONA et par les bons du CAI ?

Réponse (28/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Ces informations sont inexactes.

Les montants des droits d'inscription aux cours organisés par l'Institut national des langues (INL) sont fixés par règlement grand-ducal, en l'occurrence le règlement grand-ducal du 27 juin 2018 fixant le montant des droits d'inscription aux cours organisés par l'Institut national des langues.

Ce règlement grand-ducal prévoit l'octroi d'un droit d'inscription à tarif réduit, dit « tarif C », d'un montant de 10,00 € par cours. Les personnes suivantes sont éligibles pour pouvoir bénéficier de ce tarif réduit, à savoir :

1) les demandeurs d'emploi indemnisés, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une convocation établie par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ;

2) les bénéficiaires du revenu minimum garanti disponibles pour une mesure sociale complémentaire telle que prévue par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une attestation établie au nom du bénéficiaire par le Service national d'action sociale ;

3) les personnes reconnues nécessiteuses, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une attestation

établie au nom du bénéficiaire, par l'Office national de l'accueil (ONA) ou les offices sociaux communaux ;

4) les élèves de l'enseignement secondaire, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une lettre de recommandation dûment motivée du directeur de l'établissement qu'ils fréquentent ;

5) les signataires d'un contrat d'accueil et d'intégration conformément à la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'au règlement grand-ducal modifié du 2 septembre 2011 1. fixant les conditions d'applications et modalités d'exécution relatives au contrat d'accueil et d'intégration 2. modifiant le règlement grand-ducal du 15 mai 2001 fixant le montant du droit d'inscription à payer lors de l'admission à un cours d'éducation des adultes organisé par le Service de la formation des adultes 3. modifiant le règlement grand-ducal du 31 mars 2000 ayant pour objet 1) de fixer les modalités des contrats conventionnant des cours pour adultes et les conditions d'obtention d'un label de qualité et d'une subvention 2) de créer une Commission consultative à l'éducation des adultes 4. modifiant le règlement grand-ducal du 3 août 2010 fixant les montants des droits d'inscription à payer lors de l'admission à un cours organisé par l'Institut national des langues, pour les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg, sur présentation, au moment de l'inscription, de leur contrat d'accueil et d'intégration.

Pour les personnes visées aux points 1) à 4), l'inscription à un cours au « tarif C » ne peut avoir lieu que pour l'apprentissage d'une des trois langues administratives du Luxembourg ainsi que de l'anglais.

Pour les personnes visées au point 5), l'inscription à un cours au « tarif C » ne peut avoir lieu que pour l'apprentissage d'une des trois langues administratives du Luxembourg.

Au cours des trois dernières années (2019-2021), le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MIFA) a émis un total de 6.585 bons pour des cours de langues dans le cadre du Contrat d'accueil et d'intégration (CAI). Ces bons sont acceptés par l'INL et sont valables également auprès d'autres prestataires de cours de langues agréés par le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le nombre de personnes ayant bénéficié du tarif réduit auprès de l'INL, sur présentation d'une attestation établie par de l'ADEM, l'ONA, respectivement le MIFA, pendant les trois dernières années est repris dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Chaudières à gaz dans les bâtiments publics | Question 6214 (18/05/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch déi aktuell geopolitesch, ekologesch an ekonomesch Krise gerode Gebaier, déi mat fossillen Energie wéi Gas gehézt ginn, ëmmer méi an d'Kritik, dëst am Hannergrond vum Paräisser Klimaschutzaccord, deen och Lëtzebuerg 2015 mat ënnerschriwwen huet.

Et ass gewosst, dass Gas keng nohalteg Léisung fir eist Klima an d'Ëmwelt duerstellt. An enger Motioun vun déi gréng am Stater Gemengerot vum 22. Abrëll 2022 gouf gefuerdert, dass Gebaier, déi vun der Stad gebaut ginn, net méi mat Gasheizung sollen equipéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, fir ëffentlech Aarbechten, fir Wunnengsbau

a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gebaier, déi säit 2016 vun der ëffentlecher Hand gebaut goufen, goufe mat enger Gasheizung equipéiert?

Wéi vill Gebaier sinn aktuell nach a Planung a kréien eng Gasheizung?

Falls keng Donnéeë virleien, kënnen d'Ministernen ausschléissen, dass vun de säit 2016 gebaute Gebaier méi wéi 75 % mat Gas gehézt ginn?

2. Wéi vill Wunngebaier, déi vum Staat, vu staatleche Fongen oder vun Etablissements publics gebaut oder matfinanzéiert goufen, si säit 2016 mat Gasheizungen equipéiert ginn?

Falls keng Donnéeë virleien, kënnen d'Ministernen ausschléissen, dass vun de säit 2016 gebaute Gebaier méi wéi 75 % mat Gas gehézt ginn?

Réponse (26/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten huet zënter 2016 insgesamt 9 Gebaier gebaut oder am Bau, déi mat Gas gehézt ginn. Hei handelt et sech ëm 2 Sitte vun der Verwaltung fir Brécken a Stroossen, 3 Projete fir international Flüchtlingen, d'Gebai vun der Wanteraktioun um Findel, e Containerbau vun 2 Gebaier fir de Luxembourg Institute of Health beim Centre hospitalier zu Lëtzebuerg an den neie Prisong um Uerschterhaff. D'Projete fir Flüchtlingen hu misse séier realiséiert ginn a sinn eventuell nëmme fir eng begrenzten Zäit a Betrib. Fir de Site vum Uerschterhaff ass aus Sécherheetsgrënn och keng Produktioun vu Wäermt mat Biomass méiglech, well hei eng grouss Unzuel vu Camionen op de Site misste gelooss ginn.

Zousätzlech zu de genannte Projete sinn och an dräi Fäll Gasheizungen als Spëtzekeessel a Kombinatioun mat Pellet- (Ligue HMC zu Capellen an de CIPA zu Käerjeng) oder Gréngschnëttkesselen (Lycée vun den Natur- an Agrarwëssenschaften zu Gilsdref) installéiert ginn.

Grondsätzlech ass d'Verwaltung fir ëffentlech Baute schonn zënter Laangem beméit, fir de Verbrauch vu fossillen Energien ze limitéieren. Esou sinn zéng Projete geplangt, respektiv schonn ëmgesat ginn, bei deenen d'Gasheizung duerch eng Biomassheizung ersat gëtt.

ad 2. Zënter 2016 si 661 Gebaier mat 2.251 Wunnunitéite vum Fonds du logement an der Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) gebaut ginn, dovunner sinn 52,9 % mat Gasheizungen equipéiert. Am Kader vu senger Renovatiounsstrategie huet de Fonds du logement virgesinn, d'Gasheizungen am Bestand ze ersetzen. Domadder sollen d'Virgäbe vum PNEC a Bezuch op Dreifhausgasen an erneierbar Energien ëmgesat ginn.

Mir wëllen drop hiweisen, dass op Basis vum Règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments, fir nei Gebaier, fir déi eng Baugeneemegung ab dem 1. Januar 2023 ugefrot gëtt, eng Wärmepompe als Referenztechnologie fir d'Heize virgesinn ass, an domat den Asaz vu Gasheizungen (oder aneren Heizungen, déi op fossille Brennstoffe baséieren) praktesch net méi méiglech ass. Lëtzebuerg ass bei fossillfräie Gebaier e Virreider an där Hisiicht.

Formation en artisanat | Question 6224 (19/05/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Roll vum Handwerk an der Gesellschaft an notament der entsprecherender Berufsausbildung souwéi

hir Integratioun an den ëffentleche Schoulsystem ass en Thema, wat zu Lëtzebuerg ëmmer rëm kontrovers diskutéiert gëtt, net zulescht während enger Interpellatioun den 10. Mäerz an der Chamber.

An deem Sënn géif ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, de PII (Projet intégré intermédiaire) net als Module am Lycée ze féieren, virun allem wann een en Apprentissage adulte mécht. Leit, déi en normalen Apprentissage maachen, erliden am Fall vun engem Echec finanziell Aboussen, déi Leit, déi en Apprentissage adulte maachen, allerdéngs net. Wéi gëtt dës Handlung gerechtfäerdigt, wuel wëssend, datt e Léierbouf/Léiermeedche genau déi selwecht finanziell Ausgaben huet?

2. Wéi vill Leit si während de Joren 2010–2020 mat enger ofgeschlossener Berufsausbildung an de Chômage gefall? Wéi stoungen dës Zuelen a Relatioun zu deene Leit, déi mat enger Première oder engem akademeschen Diplom an de Chômage gefall sinn?

3. An der Berufsausbildung si vun 2000 bis 2020 insgesamt 180 verschidden Ausbildungsméiglechkeeten ugebuede ginn. Wéi hunn d'Klasseneffektiver sech iwwert dee genannten Zäitraum pro Branche a Schouljoer zesummegesat?

4. Wéi presentéieren d'Zuelen sech am Sënn vun der Fro virdru fir d'Formatioun Smart Technologies säit hirer Aféierung?

5. Wéi vill Schüler hunn sech fir d'Schouljoer 2021/2022 fir follgend Formatiounen ugemellt: DAP Education, DAP Electro-technologies, Technicien en communication et tourisme, Technicien horticole en paysagisme?

6. Gëllt de CNFPC (Centre national de formation professionnelle continue) dem Gesetz no als offiziell Ausbildungsplaz vum MENJE?

7. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Ursachen dogéint schwätzen, d'Remuneratioun während der Berufsausbildung ze standardiséieren? Besteet hei net d'Gefor vun der Ofwärtung vun eenzele Beruffer?

Réponse (28/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Fait, datt de PII (Projet intégré intermédiaire) net als Module am Lycée geféiert gëtt, geet ervir aus dem Artikel 33 quinquies Paragraph 6 aus dem modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwer d'Reform vun der Berufsausbildung, dee virschreift, datt fir d'Formatiounen ënner Léiervertrag e Projet intégré intermédiaire (PII) virgesinn ass (ausser am CCP). Dës Dispositioun ass onofhängeg dovunner, ob de Léierbouf/d'Léiermeedchen en Apprentissage adulte mécht oder net.

Sou wéi dat groussherzoglecht Reglement vum 6. August 2021 iwwer d'Indemnitéiten am Apprentissage et virgesäit, ginn no der Reussite vum PII dës Indemnitéiten an d'Luucht. Och dës Dispositioun ass onofhängeg dovunner, ob de Léierbouf/d'Léiermeedchen en Apprentissage adulte mécht oder net.

Wat den Apprentissage adulte ugeet, gesäit dat groussherzoglecht Reglement vum 17. Dezember 2010 iwwer d'Organisatioun vum Apprentissage pour adultes vir, datt d'Apprentis adultes eng Indemnitéit (déi virum PII, respektiv nom PII) an e Complement kréien. D'Zomm vu béide Beträg ergëtt dann den onqualifizéierte Mindestloun.

ad 2. D'TEVA-Etude vum Observatoire vum Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC) gëtt Opschluss iwwer

d'Situatioun vun den Diploméierte vun der Berufsausbildung, déi keng weider Studien ugaange sinn, am Joer nodeems se hiren Diplom kruten. Dës Etude erfaasst awer eréischt Diploméierter vun Schouljoer 2012/2013 u bis d'Schouljoer 2018/2019. D'Promotioun 2019/2020 gëtt am Moment analyséiert, deem no sinn do nach keng Donnéeë verfügbär.

Aus der Etude geet ervir, datt an der Moyenne vun den analyséierte Joergäng 91 % vun den Diploméierten op d'mannst eng Aarbechtsplaz haten (min. 89,4 %/max. 93,1 %). Ee Joer nom Ofschluss hunn an der Moyenne 79 % vun den Diploméierten eng Aarbecht (min. 76,4 %/max. 82,8 %). Direkt no der Léier hunn an der Moyenne 58,7 % vun den Diploméierten eng Aarbecht fonnt (min. 52,6 %/max. 67,8 %). Schlussendlech gëllt nach ervirzehiewen, datt all déi genannten Tauxen d'Tendenz haten, sech iwwer déi sechs analyséiert Joergäng ze verbessern.

Am Enseignement secondaire oder am Beräich vun der Héichschoul gëtt et keng esou Analysen.

ad 3. An der Annex fënnt den honorabelen Deputéierten d'Lëschte mat de gefrotten Informatiounen. Ze berücksichtigen ass, datt virum 2006 d'Donnéeën net digital erfaasst gi sinn. Ausserdeem huet d'Reform an der Berufsausbildung, déi duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2008 agefouert gouf, sech iwwer e puer Schouljoren higezunn, bis se an all Formatioun en place war. Och goufen et zanter der Reform vun 2008 zwo weider Reformen an der Berufsausbildung, déi gréisser Verännerungen um Niveau vun der Evaluatioun an der Promotioun bruecht hunn.

ad 4. Déi gefrotten Zuele fir d'Formatioun Smart Technologies ginn aus folgendem Tableau ervir:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5. Déi genannte Formatiounen ginn eréischt ab dem Schouljoer 2022/2023 ugebueden.

ad 6. Laut dem Artikel 16 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwer d'Reform vun der Berufsausbildung kann dës an engem Lycée, engem Organisme de formation wéi och an engem Centre de formation stattfannen.

ad 7. Laut Artikel L. 111-11 aus dem Aarbechtsgesetzbuch ginn dës Indemnitéiten am Apprentissage op Avis vun de Berufskummere jeeweils fir ee Schouljoer per groussherzoglecht Reglement festgeluecht.

Sanctions prévues dans le cadre du Service de transports spécialisés | Question 6226 (19/05/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Concernant le Service de transports spécialisés, dont fait partie le service Adapto, les conditions d'utilisation de l'Administration des transports publics prévoient un catalogue de sanctions en cas de comportement fautif ou inapproprié de la part de l'utilisateur. Les sanctions sont énumérées en six catégories dans une grille allant d'un simple avertissement à une perte de l'accès pendant une période de 10 jours. Par exemple, si l'utilisateur défait sa ceinture de sécurité pendant le trajet, il est d'abord averti et en cas de récidive, il peut être exclu du service pour 3 jours, puis 6 jours.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) Combien d'avertissements et sanctions ont été prononcés pour les différentes catégories depuis l'introduction de la grille de sanctions ?

Si la personne responsable, qui est censée réceptionner l'utilisateur, n'est pas présente au point d'accueil au domicile ou au centre, l'utilisateur est immédiatement

sanctionné avec un retrait de l'accès pour 5 jours et en cas de récidive de 10 jours.

2) Monsieur le Ministre juge-t-il cette sanction appropriée, étant donné que l'utilisateur n'est pas forcément responsable des faits, d'autant plus s'il s'agit de la personne responsable du centre ? Est-ce que la question de la responsabilité est évaluée avant de prononcer des sanctions dans de tels cas ? Existe-t-il la possibilité de contester une telle sanction ?

3) Est-ce que la présence d'éventuelles maladies psychiques ou de troubles comportementaux chez l'utilisateur sont pris en compte avant de prononcer de telles sanctions, notamment en ce qui concerne les sanctions contre des comportements agressifs, obscènes ou exhibitionnistes ?

Réponse (28/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Tout d'abord, il convient de prêter attention à la distinction entre les transports Adapto et CAPABS ; ce sont des services spécialisés et spécifiques suivant les dispositions de l'article 4 point 4° de la loi du 5 février 2021 sur les transports publics. Les sanctions qui font l'objet de la présente question parlementaire s'appliquent au service de transport CAPABS (destiné aux déplacements réguliers vers des centres de compétences, ateliers protégés ou autres structures spécialisées), et non pas au service de transport Adapto (destiné aux transports occasionnels et de loisirs). Plus particulièrement, elles sont liées aux conditions de fonctionnement du transport CAPABS.

Les sanctions, consistant en pratique à une suspension temporaire du transport, ont été publiées avec la remise d'un formulaire aux bénéficiaires du transport CAPABS, en vue de la collecte de leurs coordonnées et des exigences quant aux véhicules à mettre en service, et en vue de leur consentement pour le traitement de ces données ainsi que l'acceptation des conditions de fonctionnement. Cette démarche se trouve en relation avec la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion de ces transports. La collecte des données a été effectuée en collaboration avec les centres fréquentés qui se sont chargés de recueillir les formulaires remplis et de les transmettre à mes services.

La suspension temporaire du transport n'est pas une nouveauté, mais a déjà été appliquée de temps en temps dans le passé, après évaluation au cas par cas et en concertation avec les centres ou structures concernés.

Je me permets d'indiquer que le bon déroulement du trajet d'une personne handicapée ou à besoins spécifiques, pour rejoindre l'établissement fréquenté ou pour en retourner, peut être comparé à une chaîne composée de plusieurs éléments qui se trouvent sous différentes responsabilités. Ce déplacement comprend la sortie du domicile jusqu'au bus, la montée assistée ou non dans le véhicule, la disposition des passagers dans le véhicule (p. ex. dans certains cas il faut veiller à séparer ou éloigner certains bénéficiaires entre eux dans un même véhicule), la fixation des bénéficiaires avec les ceintures appropriées ou parfois spéciales, la fixation dans le véhicule des fauteuils roulants ou autres aides techniques, la sortie assistée ou non des bénéficiaires du véhicule, le transfert du bénéficiaire depuis le véhicule vers la porte d'entrée de l'établissement le cas échéant, etc.

ad 1) Au cours des 6 dernières années, 8 personnes ont été temporairement suspendues du transport; 2 personnes ont reçu un avertissement. Il s'agissait de cas concrets où la sécurité de toutes les personnes concernées, aussi bien celle du bénéficiaire que celle du conducteur ou d'autres personnes, n'était plus garantie.

ad 2) Le système de la présence obligatoire d'une personne responsable pour assurer l'accueil de certains bénéficiaires a été mis en place il y a longtemps afin de garantir un niveau de sécurité élevé pour ces bénéficiaires. L'absence de cette personne accueillante présente en premier lieu un danger pour le bénéficiaire, et peut en deuxième lieu provoquer d'importants retards d'horaire et donc de la dépose des prochains bénéficiaires figurant sur cette ligne de bus.

L'accueil obligatoire ou non d'un bénéficiaire auprès de son domicile à la sortie du bus est une mesure de précaution qui n'est pas évaluée par mes services, mais est indiquée par écrit lors de la demande du centre de prendre en charge le transport d'un nouveau bénéficiaire. Cet accueil peut être demandé également en cours d'année, lorsque le centre fréquenté ou le responsable légal constate que le bénéficiaire n'est plus capable de rentrer à la descente du bus à son domicile en toute indépendance.

Je suis d'avis que l'absence de cet accueil et donc la mise en péril potentielle du bénéficiaire ne doit pas rester sans conséquences. L'annonce d'un retrait temporaire du transport souligne l'importance de cet élément indispensable, et des mesures de prévention doivent être en place. Je suis bien entendu disposé à réévaluer le niveau ou la durée de la suspension du transport.

Je suis conscient que dans certains cas, la responsabilité n'incombe pas au bénéficiaire, mais à la personne responsable de l'accueil. Néanmoins, la mission du conducteur consiste dans la conduite du véhicule et elle s'arrête à l'endroit prévu pour la descente du bénéficiaire ; les parents ou tuteurs doivent également assumer leurs responsabilités par rapport à leur enfant.

Un cas d'absence d'une personne responsable de l'accueil à l'arrivée auprès d'un centre de compétences n'est pas encore arrivé, à ma connaissance. Bien entendu, dans ce cas, ce n'est pas le bénéficiaire qui serait sanctionné, mais le centre qui est tenu responsable.

ad 3) Une procédure interne définit la manière dont les incidents sont réceptionnés et traités par mes services afin de garantir et d'améliorer la qualité du transport. Une distinction est faite entre différents types d'incidents. Pas tous les types d'incidents ont un impact sur la sécurité, mais plutôt sur l'organisation du transport. La situation est évaluée avec les personnes concernées et une alternative pour le transport est éventuellement envisagée ; par exemple en mettant en place un transport individuel de l'enfant (à noter qu'un véhicule et conducteur doit alors être organisé le plus rapidement possible avec une entreprise de transport, ce qui ne peut pas toujours se faire du jour au lendemain) ou la suspension du transport les jours suivants jusqu'à ce que la situation s'améliore ou qu'un transport individuel ait pu être mis en place. Dans un cas de comportement agressif ou d'un incident obscène ou exhibitionniste, tout comme dans tous les cas, le handicap et d'éventuels troubles psychiques sont bien entendu pris en compte ; une décision est toujours prise en concertation avec les personnes et les structures impliquées et en tenant compte des besoins spécifiques de l'enfant et de la situation. Je peux vous assurer que, quelle que soit la décision prise, la sécurité de toutes les personnes concernées est toujours prioritaire.

Pour plus de détails je me permets de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 6126.

Impact de la sécheresse sur le secteur agricole | Question 6227 (19/05/2022) de M. Gusty Graas (DP)

La hausse rapide des températures et le manque de précipitations depuis le début du mois de mai

préoccupent le secteur agricole. En effet, les conditions météorologiques des prochaines semaines joueront un rôle décisif dans la récolte de cette année.

L'observatoire CéréObs fournit des chiffres précis sur l'état des céréales cultivées sur le territoire français. Ainsi, 89 % des cultures de blé tendre sont dans un bon ou très bon état par rapport à 79 % en 2021 à la même période. Pour le blé dur ce taux est de 83 % en 2022 contre 69 % en 2021. Il est important de noter que ces données de terrain ont été publiées avant la forte hausse des températures.

L'État français a rapidement répondu aux préoccupations des agriculteurs sous la forme d'un état des lieux, qui met en évidence les risques de tension hydraulique et de sécheresse, entre autres. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture chiffre à 20 % le déficit de recharge des nappes phréatiques en France entre septembre et mars 2022. Le Gouvernement français est par ailleurs parfaitement conscient que cela aura un impact négatif sur la production de céréales et accorde donc une aide financière pour soutenir les agriculteurs face au changement climatique. Le guichet de soutien créé en avril pour aider les agriculteurs pour soutenir les agriculteurs à faire face au changement climatique va être augmenté de 20 millions supplémentaires, soit un doublement du budget initial.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis du Gouvernement français selon lequel la situation climatique actuelle aura un effet négatif sur les récoltes de cette année ?

2) Alors que les conditions météorologiques extrêmes vont impacter de plus en plus les récoltes, le ministère prévoit-il des aides spécifiques à l'image du guichet de soutien français pour soutenir les agriculteurs à faire face au changement climatique ?

3) Quel est le niveau actuel de recharge des nappes phréatiques au Luxembourg ? Y a-t-il une inquiétude quant au fait que nous soyons confrontés à un déficit en eau en raison des conditions climatiques ?

Réponse (28/06/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) J'invite l'honorable Député à consulter le bulletin météorologique très détaillé du printemps 2022 d'Agri-meteo, le service météorologique de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) <https://agriculture.public.lu/de/actualites/2022/juni-2022/bilan-meteo-printemps-2022.html>. Pour compléter ce bulletin, il convient de préciser que depuis le premier juin jusqu'à la date d'aujourd'hui (16.06.2022) les précipitations du début du mois de juin (source : stations météorologiques de l'ASTA) allant de 22,4 mm à Remich jusqu'à 31,1 mm à Merl, en passant par 28,19 mm à Clémency et 29,56 à Asselborn, ont légèrement amélioré la situation pour les céréales d'hiver. Par contre, les céréales de printemps restent fortement marquées par la sécheresse et la situation demeure critique. La vague de chaleur de mi-juin risque d'aggraver davantage l'impact de la chaleur sur les cultures agricoles et horticoles. En ce moment, il est cependant encore trop tôt pour faire des estimations exactes concernant les rendements et le bilan de la sécheresse printanière.

En viticulture, uniquement les jeunes plantes nécessiteront une irrigation s'il n'y aura pas suffisamment de précipitations en été.

ad 2) Le Ministère de l'Agriculture aide les agriculteurs frappés par la sécheresse en subventionnant les primes des contrats d'assurances spécifiques contre la sécheresse et recommande au secteur de s'assurer. Sont ainsi à disposition des exploitations agricoles :

1) Une assurance contre les pertes de récoltes subies suite, entre autres, à la sécheresse sur les prairies et pâturages à raison de 65 %. Les entreprises agricoles qui ont souscrit à cette assurance ont droit à une compensation de leurs pertes en cas de sécheresse. Cette assurance est indexée et calculée sur base des données météorologiques mesurées par les différentes stations météo du service météorologique de l'ASTA. Pour l'instant il est encore trop tôt pour établir des prévisions et il faudra attendre comment évolue la pluviométrie les prochaines semaines. Une première évaluation de la pluviométrie peut être faite au plus tôt fin juin. À titre d'exemple, en 2021, le ministère a payé 1,2 million d'euros à 200 exploitations.

2) Une assurance contre les pertes de récoltes subies suite, entre autres, à la sécheresse, pour les cultures de céréales, maïs, betteraves, colza, légumineuses et pommes de terre, à raison de 65 %. L'évaluation des pertes de récolte pour ces cultures sera faite au cours de la période de végétation respectivement après la fin de la récolte. À titre d'exemple, en 2021, le ministère a payé 2,0 millions d'euros à 785 exploitations.

Le bilan provisoire des contrats de ce régime d'assurance signés pour l'année en cours montre une légère augmentation dans le secteur des céréales et des prairies et pâturages. Dans le contexte actuel de la flambée des prix de vente des céréales, la valeur de la production assurée par un contrat sécheresse a augmenté d'environ 13 % et couvre 38 % de la surface des céréales et oléagineux.

À ce stade, il est trop tôt pour déterminer les effets définitifs de la sécheresse prononcée jusqu'au mois de mai, la situation est suivie de très près. Un régime d'aide supplémentaire au soutien du système d'assurances n'est pas prévu.

Des informations supplémentaires sur l'assurance sont disponibles sur notre site web : <https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/sonstige-fordermassnahmen/unterstuetzung-ertragsausfallversicherungen.html>

ad 3) Notons que la période de recharge de l'eau souterraine a lieu pendant la période hivernale (octobre à avril) et que des précipitations en été ne contribuent pas à cette recharge. Le début de la période de recharge de l'année hydrologique 2021-2022 se présentait plus sec que la moyenne, de sorte que ce n'est qu'à partir de janvier 2022 qu'on a eu une situation normale avec la saturation d'eau des sols. Les recharges mensuelles d'octobre à décembre 2021 étaient déficitaires et celles de janvier à mars 2022 peuvent être qualifiées tout au plus comme proches de la normale. La recharge des eaux souterraines a dès lors connu (tout comme l'année précédente) un certain retard.

La situation actuelle (du point de vue de la recharge) s'avère moins favorable que celle de l'année passée et les manques de précipitation d'avril et de mai 2022 n'ont pas amélioré la situation. En fin de compte, la recharge cumulée connaît un déficit total calculé de près de 30 % fin mai 2022. Toutefois, l'état quantitatif général des eaux souterraines ne se situe pas à un niveau préoccupant. Suivant les prévisions disponibles, une stabilisation des niveaux d'eau souterraine est à attendre à court terme. Un déficit significatif au niveau de la recharge pendant la prochaine période hivernale entraînerait cependant très probablement une diminution de l'état quantitatif. Ceci notamment au niveau de la principale ressource d'eau souterraine qui est

constituée par les couches géologiques du grès de Luxembourg.

Des températures élevées en été entraîneront bien sûr une augmentation de la consommation en eau potable. Cependant, l'état quantitatif général des eaux souterraines se situe actuellement sur un niveau général satisfaisant et les ressources sont en général suffisantes pour les besoins de la production d'eau potable des mois à venir. En raison de la forte croissance économique et démographique lors des dernières années, les infrastructures d'eau potable au niveau communal ne sont cependant pas toujours adaptées à la forte demande en eau potable pendant les périodes de consommation de pointe. Pour atténuer cet effet et pour éviter au maximum que les communes soient contraintes de déclarer des phases oranges voire rouges, la population est sensibilisée à économiser l'eau potable pendant les mois d'été et de façon générale. Une telle phase de sensibilisation a notamment été adressée en date du 16 juin 2022 par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ainsi que par l'Administration de la gestion de l'eau, dans laquelle les communes et la population ont été appelées à ne pas gaspiller l'eau du robinet et à limiter les consommations aux besoins les plus essentiels.

Traitement du mal de dos | Question 6236 (23/05/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 6037 hunn d'Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung geschriwwen, dass Réckeproblemer zu den heefegste Beruffskrankheete gehéieren. D'Ministeren ergänzen dozou:

Wat d'Reckeproblematik ubelaangt, finanziert de Gesondheitsministère déi national Réckeschoul (Prévendos), déi vum Service de santé au travail multi-sectoriel (STM) bedriwwen gëtt.

Et existéieren nach weider Moossnamen, déi vum Staat oder der Krankekeess finanziert ginn. Esou zum Beispill den David-Health-Programm zu Munneref (fréier DBC genannt) oder d'Seancé mat Kinesithérapien. Dës Moossname gi mat enger Ordonnance vum Dokter vun der Krankekeess rembourséiert.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill Patienten hunn an de vergaangenen zéng Joer (opgeschlësselt pro Joer) Servicer vun engem Kinesitherapeut fir Récken- a Nuqueproblemer an Usproch geholl?

Wéi vill Euro huet d'Krankekeess all Joer heifir ausginn?

2. Wéi vill Patienten hunn an de vergaangenen zéng Joer (opgeschlësselt pro Joer) den David-Health-Programm (fréier DBC) fir Récken- an Nuqueproblemer an Usproch geholl?

Wéi vill Euro huet d'Krankekeess all Joer heifir ausginn?

3. Existéieren nach aner Ulafstellen hei am Land, fir de Programm vun David Health kënnen an Usproch ze huelen ausser deem vu Munneref?

4. Wéi vill Patienten hunn zënter 2013 (opgeschlësselt pro Joer) d'Offer vun der nationaler Réckeschoul an Usproch geholl?

5. Wéi vill Euro huet de Gesondheitsministère heiranner investéiert?

Réponse (29/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Nomenclature vun de Kinesitherapeuten erlaabt net, déi einzel Aktivitéiten no anatomescher Regioun opzedeele. Et ass deemno net méiglech ze

soen, wéi vill Servicer vun engem Kinesitherapeut fir Récken- a Nuqueproblemer an Usproch geholl goufen.

ad 2. Den David-Health-Programm ass een internationalt Netzwierk vun Zenteren, déi eng ëmfaassend Behandlung vu chronesch Péng am Réck a Genéck ubidden. Zu Lëtzebuerg gëtt dës Behandlung exklusiv am Centre thermal et de santé zu Mondorf (CTS) ugebueden.

Déi genee Tariffer, déi sech am Kontext vum David-Health-Programm applizéieren, sinn an der Nomenclature festgehalen, déi d'Gesondheitskeess mam Centre thermal de santé vu Mondorf ënnerschriwwen huet¹.

Den Tableau 1 presentéiert d'Unzuel vu Patienten an déi zesammenhängend Käschte fir d'Gesondheitskeess, déi an dësem Kontext an den administrativen Datebanke vun der sozialer Sécherheet agedroen goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wéi am Tableau 1 duergestallt, kann ee feststellen, dass d'Unzuel vun de Patienten, déi d'Haaptbehandlung vum Réck a Genéck am David-Health-Programm an Usproch huelen, konstant tëscht 500 a 560 Patiente pro Joer bleift. Ee lichte Abroch kann ee fir d'Joren 2020 an 2021 feststellen, wat awer dem Covid-19 bedéngt ass.

Wat d'Käschten ueegt, kann een eng lichte Tendenz no uewe feststelle vu 1,1 Milliounen am Joer 2012 op 1,2 Milliounen am Joer 2019. Am Joer 2020 kann een eng Reduktioun vun de Käschte feststellen, bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie. Am Joer 2021 belafen sech d'Käschten dogéint op 1,3 Milliounen, obwuel ee kloer Réckgang an der Unzuel vun de Patiente feststellen ass. Dës ass zréckzuführen op d'Upassung vun den Tariffer fir de CTS wéinst engem Aktivitéitsverloscht, deen duerch d'Covid-19-Mesurë bedéngt ass, an den zousätzleche Käschten, déi dës Mesurë mat sech bréngen.

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 2.

De Rehazenter huet och David-Health-Maschinen, déi ginn awer am Moment exklusiv am Kader vum Programm Long-Covid agesat.

ad 4. Dem Gesondheitsministère leie follgend Zuele vir iwwer d'Unzuel vun de Leit, déi an deene leschten zéng Joer op d'Offer vun der nationaler Réckeschoul zeréckgegraff hunn:

– 2013: 1.004
– 2014: 828
– 2015: 933
– 2016: 954
– 2017: 768
– 2018: 681
– 2019: 859

ad 5. De Gesondheitsministère kann déi gefroten Zuele bis d'Joer 2017 zeréckverfollegen:

2017: 138.618,70 €
2018: 94.530,02 €
2019: 25.621,27 €
2020: 25.753,43 €
2021: 20.132,09 €

Vaccin contre le HPV (papillomavirus humain) | Question 6242 (24/05/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

À la lumière des dernières données scientifiques, le comité d'experts en matière de politique vaccinale de

l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que désormais une seule dose de vaccin contre le HPV (papillomavirus humain) suffit à protéger les jeunes filles de neuf à 20 ans, au lieu de deux précédemment recommandées.

Les cancers du col de l'utérus sont quasiment toujours provoqués par une infection, sexuellement transmissible, au papillomavirus qui peut engendrer une croissance cellulaire anormale de la peau et des muqueuses. Les HPV à haut risque peuvent provoquer des cancers du col de l'utérus, mais aussi de la bouche et de la gorge, un quart des cancers liés au HPV surviennent ainsi chez les hommes. Les papillomavirus à faible risque sont quant à eux responsables de la majorité des verrues génitales. Ces nouvelles recommandations doivent permettre à un plus grand nombre de filles et de femmes d'être vaccinées, tout en maintenant le niveau de protection nécessaire.

L'objectif de l'OMS est d'arriver à 20 % de filles vaccinées à l'âge de 15 ans d'ici 2030. Les programmes nationaux de vaccination peuvent toutefois continuer à utiliser deux doses s'ils le jugent nécessaire.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé comment les autorités luxembourgeoises se positionnent face à cette nouvelle approche de la part de l'OMS.

– Combien de jeunes filles, respectivement garçons, sont actuellement vaccinés au Luxembourg ?

– Comment a évolué le taux de mortalité par cancer du col de l'utérus au Luxembourg, sachant que ce type de cancer est responsable de la mort de plus de 340.000 femmes dans le monde en 2020 ?

Réponse (28/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Il est vrai que le comité SAGE (Strategic Advisory Group of Experts on Immunization) de l'Organisation mondiale de la santé s'est exprimé lors d'une réunion en avril 2022 sur la possibilité d'administrer le vaccin contre le virus HPV en dose unique, en concluant que la vaccination des adolescents de neuf à 14 ans pourra se faire dorénavant avec un régime à une ou à deux doses. Le régime à une dose aurait un avantage évident dans les pays qui sont limités en ressources et où le circuit de distribution et d'administration des vaccins est souvent difficile².

Dans sa séance du 17 mai 2022, le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) a discuté de l'opportunité de changer de schéma de vaccination HPV au Luxembourg, et est cependant venu à la conclusion qu'en raison du faible nombre d'études démontrant la non-infériorité d'un schéma vaccinal à une seule dose, incluant les filles et les garçons et en l'absence d'un rapport détaillé du SAGE sur la question, il est trop tôt pour se prononcer sur une évolution des recommandations vaccinales existantes vers un schéma à dose unique de vaccin contre le HPV au Luxembourg. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'un schéma à une dose unique améliorerait considérablement le taux de participation à la vaccination dans notre pays, puisque le vaccin est mis gratuitement à disposition de la population-cible depuis 2008 et que l'accès au médecin-vaccinateur n'est pas limité dans notre système de soins.

En attente de l'introduction généralisée du carnet de vaccination électronique (CVE), pour lequel une phase pilote est en cours, le Ministère de la Santé ne possède actuellement pas de statistiques détaillées sur les taux de vaccination des vaccins administrés au Luxembourg. Cependant, une étude réalisée sur la population des filles nées entre 1991 et 2003, résidant au Luxembourg

¹ Règlement grand-ducal du 10 décembre 2015 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1999 concernant la nomenclature des actes et services prestés dans le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains pris en charge par l'assurance maladie.

² World Health Organisation: Meeting of the Strategic Advisory Group of Experts on Immunization, April 2022: Conclusions and Recommendations. Weekly Epidemiological Record, No. 24, 17 June 2022

et vaccinées entre 2008 et 2016, montre un taux de vaccination contre le HPV à hauteur de 62 % pour une première dose. Ce taux est considéré comme modéré et suggère la nécessité de promouvoir davantage cette vaccination³.

Par ailleurs, la Direction de la santé dispose des données générales de commandes de vaccins par les médecins dans le cadre du Programme national de vaccination. Ces chiffres montrent que 8.976 doses de vaccin ont été commandées en 2019, 10.412 doses en 2020 et 13.617 doses en 2021, ce qui permet en moyenne de vacciner complètement (deux doses) environ 5.500 personnes par an. Ceci fait supposer un taux de vaccination en progression de la cohorte annuelle d'adolescents à vacciner.

L'évolution du taux standardisé de mortalité par cancer du col de l'utérus (code ICD-10 C53) pour 100.000 habitants, au Luxembourg et dans une liste de pays voisins, de 2011 à 2019, est présenté dans le graphique ci-dessous.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Considérant les petits effectifs (cinq décès dus au cancer du col de l'utérus en 2019), il est nécessaire d'interpréter cette évolution des taux standardisés de mortalité avec prudence. La courbe de tendance linéaire (en pointillés rouges) évoque une réduction de ce taux de mortalité standardisé entre 2011 (2,61 pour 100.000) et 2019 (1,82 pour 100.000).

Chèque-service d'accueil (CSA) | Question 6244 (24/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Elteren, déi hir Kanner an eng Crèche oder Maison relais ginn, hu jee no hirem Akommes een Urecht op eng finanziell Ennerstützung vum Staat iwwert de Chèque-service accueil (CSA). A menger parlamentarescher Fro N° 6162 sinn ech schonns op d'Fro vun de Fonctionnementskäschten an de Maison-relais an gaangen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung an Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kanner profitéieren aktuell vum CSA? Wéi huet sech dës Zuel vun 2017 bis 2022 entwéckelt?
2. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2419 vun der CSV aus dem Joer 2016 hat de Minister geäntwert, dass am September 2016 364 Contrats d'adhésion gemaach goufe fir Persounen, déi Netresident zu Lëtzebuerg sinn. Wéi huet sech dës Zuel fir d'Joer 2017 bis 2022 entwéckelt, opgeschlüsselt no Joer an no Nopeschland?
3. Wéi hunn sech d'Gesamtkäschte fir de CSA tëschent 2017 an 2022 entwéckelt?
4. Kënnen d'Ministere mir eng Estimatioun ginn, op wéi vill Euro sech d'Fonctionnementskäschte vun enger Crèche am Duerchschnitt belafe – fir eng grouss Crèche (mat méi wéi 30 Kanner), – an enger klenger Crèche (manner wéi 30 Kanner)?
5. Wéi vill Euro leet de Staat an der Moyenne pro Kand an enger Crèche bäi (fir d'Joer 2021)?

Réponse (28/06/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Januar 2022 sinn 56.052 Kanner Bénéficiaires vum Chèque-service accueil (CSA). D'Zuel vun de Bénéficiaires ass am Laf vun de Jore reegelméisseg

an d'Luucht gaangen, ausser während der Covidzäit. Et waren der 46.682 am Januar 2017.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Am Januar 2022 hunn 3.045 Bénéficiaire vum CSA an der Belsch (929), an Däitschland (306) oder a Frankräich (1.810) gewonnen. Dës Zuelen hunn sech zanter 2017 wéi folgend entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. D'Gesamtkäschte vun der Betreiwung vun de Kanner hu sech zanter 2017 wéi folgend entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Laut dem Joresdekong vun 2019 beleeft sech de staatleche Käschtspunkt vun de Fonctionnementskäschten (Personal- a Fonctionnementskäschten) vun enger konventionéierter Crèche (Betreiwungs- a Bildungsstruktur vum Klengkandberäich) mat méi wéi 30 Kanner am Schnëtt op ongeféier 1,2 Milliounen Euro d'Joer.

Laut dem Joresdekong vun 2019 beleeft sech de staatleche Käschtspunkt vun de Fonctionnementskäschten (Personal- a Fonctionnementskäschten) vun enger konventionéierter Crèche (Betreiwungs- a Bildungsstruktur vum Klengkandberäich) mat manner wéi 30 Kanner am Schnëtt op ongeféier 0,6 Milliounen Euro d'Joer.

ad 5. De staatleche Käschtspunkt vun enger Betreiwungsplaz an enger Crèche (konventionéiert an net konventionéiert) läit am Schnëtt bei 14.381 Euro fir d'Joer 2019. Et ass ze bemierken, dass et sech hei ëm eng Moyenne vum konventionéierte Secteur a vum net konventionéierte Secteur handelt, wuel wëssend, dass een déi zwee Käschtspunkten net kann direkt matenee vergläichen, well jee weils aner Dispositiounen spillen, wéi zum Beispill de Kollektivvertrag CCT SAS, dee just am konventionéierte Secteur applizéiert gëtt.

Déi komplett Chiffere vun 2021 kënnen momentan nach net geléiwert ginn.

Timbres postaux | Question 6252 (25/05/2022) de M. Fred Keup (ADR)

D'Postgesetz vun 2012 schreift net vir, dass d'Land op eise Bréiftimberer op Franséisch soll genannt ginn. Trotzdem schéngt et kaum Timberer ze ginn, wou „Lëtzebuerg“ dropsteet. Dat ass bei eise Mënzen a bei eise Pass anescht. Duerfir hunn ech dës Froen un eisen Här Wirtschafts- an eisen Här Schoulminister:

1. Wéi vill Bréiftimberer huet Lëtzebuerg, Sammlerserien ausgeholl, bis haut erausginn? Op wéi vill dovun ass den Numm vum Land drop, op Franséisch oder op Lëtzebuergesch? Wéi ass dat Verhältnis zënter dem Akraaftriede vum Sproochegesetz an der Aféierung vun enger Nationalsprooch?
2. A wéi enge Gremie kann d'Lëtzebuerg Regierung iwwer d'national Bréiftimberer mat decidéieren? Wat sinn d'Grënn, firwat eis Nationalsprooch net systematesch op eise Bréiftimberer gebraucht gëtt?
3. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerg Regierung? Wat déi vum Kommissär fir d'Lëtzebuerg Sprooch?

Réponse (28/06/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Zanter dem Joer 1852 si ronn 2.300 Käppercher opgeluecht ginn, an zanter 1859 steet ëmmer entweeder „Grand-Duché de Luxembourg“ oder „Luxembourg“ drop.

D'Regierung kann a kengem Gremium iwwert d'Bréiwert mat decidéieren, si huet déi komplett Responsabilitéit dem Comité philatélique iwwerdroen. De Comité philatélique, an deem Vertrieber vu POST, Historiker, Kënschtler an och Timbershändler vertrauede sinn, leet de Programm vun den Emissiounen fest.

POST erkläert, dass d'Grënn, firwat déi Lëtzebuerg Sprooch net systematesch gebraucht gëtt, villfälteg sinn. Dacks hänkt et um Thema, un der internationaler Clientèle, un déi sech den Timber riicht, oder un der Organisatioun, fir déi den Timber gemaach gëtt.

De Commissaire fir d'Lëtzebuerg Sprooch ass, op Nofro vun der Regierung, der Meenung, dass op den Timber „Lëtzebuerg“ soll dropstoen, well Lëtzebuergesch déi national Sprooch ass. Dat ass esou zanter dem Sproochegesetz vun 1984, an et gouf kierzlech an der Chamber gestëmmt, dass dës soll an d'Verfassung geschriwwen ginn. Well et awer och wichteg ass ze ennersträichen, dass Lëtzebuerg méisproocheg ass a well et och am Ausland soll kloer sinn, aus wéi engem Land déi Timberer kommen, soll och „Luxembourg“ dropstoen. Franséisch ass déi legislativ Sprooch hei am Land an d'Schreifweis „Luxembourg“ ass déi selwecht am Engleschen, an dofir deene meeschte Leit op der Welt verständlech.

D'Regierung deelt d'Positioun vum Commissaire fir d'Lëtzebuerg Sprooch a plädéiert deemno derfir, an Zukunft den Numm vum Land op Lëtzebuergesch an op Franséisch op d'Timberer ze schreiwen.

Délai de prescription | Question 6296 (03/06/2022) de M. Roy Reding (ADR)

Zu Lëtzebuerg kënnen Verbräicher an der Reegel zéng Joer, nodeems se begaange goufen, net méi strafrechtlech verfollegt ginn. (Bei Verbräicher géint Mannerjäreg fänkt d'Verjäungsfrist réischt un, wann de Betreffene groussjäreg ass.) Am Géigesaz beispillsweis zu Däitschland, wou Mord net verjährt, kënnen zu Lëtzebuerg presuméiert Mäerder also zéng Joer no hirer Dot net méi verurteelt ginn. Just Verbräicher géint d'Mënschlechkeet, Krichsverbräicher, Genozid asw. verjären net.

Onofhängeg dovun plangt d'Regierung ee Gesetz, dass schwéier Sexualstrofdote wéi Vergewaltigung als onverjännbar erkläert. Sait der Ofschaffung vun der Doudesstraf ass Mord an eise Code pénal also reegerecht „deklasséiert“ ginn, während schwéier Sexualdelikter an Zukunft op eng Stuf mat Genozid gestallt solle ginn. An engem Avis vum 3. Mäerz 2022 huet och d'Cour supérieure de justice op dës Diskrepanz higewisen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Op wéi enge sachlechen Iwwerleeunge berout d'Virstellung vun der Regierung, dass Mord éischer verjäre soll wéi schwéier Sexualdelikter?
2. Den „droit à l'oubli“ huet zum Zil, de soziale Friden ze assuréieren a geet vum Prinzip aus, dass de gesellschaftlechen Impakt vun engem Verbräicher sech mat der Zäit estompéiert. Hei geet et also drëms, „al Wonnen net operzäissen“. Dës Argument geet dervun aus, dass no enger gewësser Frist (déi vun der Gravitéit vum Verbräicher ofhänkt) keng Strofnoutwennegkeet méi besteet, eng Bestrofung also weider aus general- nach aus spezialpreventive Grënn ubruucht ass. Kann d'Regierung preziséieren, ob si dervun ausgeet, dass dës „droit à l'oubli“ fir Mord, awer net fir schwéier Sexualdelikter gëlle soll.
3. De „pardon légal“ geet dervun aus, dass ee presuméierten Täter sech mat der Zäit ännere kann an

³ A. Latsuzbaia et al. Human papillomavirus vaccination coverage in Luxembourg – Implications of lowering and restricting target age groups. Vaccine 2018; 36:2411-6.

duerch säi Gewësse geläutert gëtt. Dëst Argument huet zum Zil, déi sozial Integratioun vum presuméierten Täter net ze gefäerdere, bezéiungsweis net réckgängeg ze maachen. De „pardon légal“ baséiert op der Premiss, datt en Täter aus senger Feeler léiert. Kann d'Regierung och hei preziséieren, ob si dervun ausgeet, datt de „pardon légal“ fir Mord, awer net fir schwéier Sexualdelikter gëlle soll?

Réponse (30/06/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

D'Situatioun vu mannerjäregen Affer vu sexueller Strofdote gëllt als eenzegaarteg, an dat aus diverse Grënn.

Als Éischt emol muss bemierkt ginn, dass Kanner besonnesch betraff si vun der sougenannter „loi du silence“. Oft braucht et Joerzëngten, bis se kënnen vun deene Gräueltate schwätzen, déi hinne widderfuersinn. Dëst ass bedéngt duerch hire jonken Alter an déi traumatesch Aspekter, déi en Ugrëff op hir sexuell Integritéit duerstellt. Oft leiden d'Affer och un enger „amnésie traumatique“, déi och vun der WHO unerkannt ass an am DSM-5 (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders) an an der CIM-11 (Classification internationale des maladies) als „trouble de stress posttraumatique“ agestuift ass. Déi Amnésie huet als Resultat, dass dat traumatesch Erleefnis aus der „mémoire consciente“ vum Affer verschwënnt.

Ausserdeem ass et esou, datt dat mannerjäregt Affer oft eng „relation d'ascendance“ huet oder der Autoritéit vun enger Persoun ausgesat ass, déi och am Wee vun enger Denonciatioun oder enger Plainte ka stoen. D'Critère vun der Vulnerabilitéit, bedéngt duerch d'Mannerjäregkeet vum Affer, esouwéi de „caractère sexuel“ vun der Strofdot, sinn also och ausschlaggebend, fir op de Wee vun der Imprescriptibilitéit vun dese Strofdoten ze goen.

D'Moosnamen an den neie Gesetzestexten hu keen onverhältnisméissegen Impakt op den „droit à un procès équitable“ oder den „droit à l'oubli“. D'Ophiewe vun de Verjürungsfristen verhënnert net, dass de Riichter eng „action publique“ als irrecevable erkläert oder e Fräisproch schwätzt, wann duerch den Oflaf vun der Zäit net gëtt Beweiser virleien oder konnte gesammelt ginn oder d'„droits de la défense“ net kënnen garantéiert ginn.

Et sief och nach preziséiert, dass e rezenten Arrêt vum belsche Verfassungsgericht vum 9. Juni 2022 festgehale huet, dass d'Imprescriptibilitéit vu sexueller Strofdoten, déi op Kanner begaange ginn, net géint den „droit à un procès équitable“ verstéisst. D'Verfassungsgericht insistéiert och dorop, dass den duebele Critère, op deem d'Imprescriptibilitéit baséiert, de sexuelle Charakter vun der Strofdot an d'Mannerjäregkeet vum Affer objektiv a pertinent ass.

Étude Eurostat concernant le nombre de titulaires d'un diplôme d'études supérieures dans l'Union européenne | Question **6320** (09/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Dëst Joer waren 3.380 Schüler fir de Premièresexamen ageschriwwen. Laut dem Ministère louch den Taux de réussite fir d'Premièresexamen 2021 bei 76 %. En RTL-Artikel vum 24. Mee 2022 huet iwwert eng Eurostat-Etüd zu der Unzuel u Leit mat Unis- oder Héichschouldiplom bericht: Laut dëser Etüd huet Lëtzebuerg den héchsten Taux an Europa mat ronn 63 %. Et geet aus der Etüd net ervir, ob dës Persounen duerch eise Schoulsystem gaange sinn oder ob si eréischt spéider op Lëtzebuerg komm sinn.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Schüler, déi an deene leschten zéng Joer hir Première gemaach hunn, hunn duerno beim CEDIES eng éischt Hëllef fir eng Unis- oder Héichschoulausbildung ugefrot?

2. Wéi vill Bachelordiplomer goufen an deene leschte fënnf Joer an de Registre des titres de formation ageschriwwen?

Wéi vill Masterdiplomer goufen an deene leschte fënnf Joer an de Registre des titres de formation ageschriwwen?

Wéi vill aner Héichschouldiplomer goufen an deene leschte fënnf Joer an de Registre des titres de formation ageschriwwen?

3. Kann de Minister ofschätzen, wéi vill Schüler aus dem Lëtzebuerg Schoulsystem Deel vun den 63 % an der Eurostat-Etüd sinn?

4. Huet de Minister Zuelen, wéi sech déi 63 % opgedeelt no Geschlecht presentéieren?

Réponse (29/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Fro mat dese Prezisiounen:

ad 1. Am Kader vun der Demande fir eng Studiebaihëllef vun Lëtzebuerg Staat ass d'Origine vum Secondairesofschloss net relevant. An der Optik vun der Minimisiatioun vun der Kollekt vun Donnéeën ginn dowéinst déi Informatiounen net vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung erhuewen an ofgespäichert.

ad 2. An deene leschte fënnf Kalennerjoren (2017–2021) goufen, laut definitiven Zuelen, am Ganzen 9.465 auslännesch Héichschouldiplomer op den Niveau 6 vum lëtzebuergesche Qualifikationskader (CLQ) alignéiert am Kader vun der Aschreiwung an de Registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, woubäi sech den Detail pro Kalennerjoer follgendermoosse presentéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An deene leschte fënnf Kalennerjoren (2017–2021) goufen, laut definitiven Zuelen, am Ganzen 10.527 auslännesch Héichschouldiplomer op den Niveau 7 vum CLQ alignéiert am Kader vun der Aschreiwung an de Registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, woubäi sech den Detail pro Kalennerjoer follgendermoosse presentéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Nieft den Diplomer, déi op d'Niveau 6 a 7 vum CLQ alignéiert gi sinn, wat am Kader vum Bolognaprozess den Niveau vum Bachelor a vum Master entsprécht, goufen an deene leschte fënnf Kalennerjoren (2017–2021), laut definitiven Zuelen, am Ganzen 1.809 auslännesch Diplomer op d'Niveau 5 an 8 vum CLQ alignéiert am Kader vun der Aschreiwung an de Registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur. Hei presentéiert den Detail pro Kalennerjoer sech follgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Etüd baséiert op der Enquête „Labour Force Survey“ (vum Stater fir Eurostat erhuewen; <https://ec.europa.eu/eurostat/en/web/products-eurostat-news/-/DDN-20220524-2>), fir déi am benotzte Questionnaire kee Renseignement iwwert d'Origine vum Secondairesofschloss gefrot gouf. Och de Ministère fir Héichschoul a Fuerschung erhieft am Kader vu senger Prozedur keng Daten doruwer.

ad 4. Laut den Donnéeën, déi vun Eurostat zur Disposition gestallt goufen (Link zu den Daten: <https://gd.lu/N7lv7>), deele sech déi 62,6 % vu Residenten, déi tëscht 25 a 34 Joer al sinn an een Héichschoulofchloss hunn, follgendermoossen op: Vun de Fraen hunn 67,4 % een Héichschoulofchloss a vun de Männer 58 %.

Étude de mobilité en Sarre | Question **6337** (13/06/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le Gouvernement du Land de la Sarre a annoncé récemment de participer pour la première fois à grande échelle à l'étude « Mobilité in Deutschland ». Les résultats sont attendus pour décembre 2024. Étant donné que la Sarre ne disposait pas encore de données complètes et actualisées sur la mobilité, cette étude pourrait également être intéressante pour le Luxembourg, surtout puisque de nombreuses personnes empruntent régulièrement le trajet entre le Luxembourg et la Sarre, notamment pour les déplacements professionnels quotidiens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) De quelle manière les résultats de l'étude peuvent-ils jouer pour le Luxembourg un rôle dans le centre de la planification du trafic transfrontalier ?

2) Existe-t-il des chiffres actualisés sur le nombre de navetteurs réguliers entre la Sarre et le Luxembourg ? Quelle est l'évolution des cinq dernières années ?

3) Existe-t-il à l'heure actuelle des plans visant à renforcer les transports publics avec la Sarre et en particulier avec Sarrebruck ?

Réponse (11/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député Dan Biancalana formule des questions en relation avec l'étude « Mobilité in Deutschland » qui sera lancé en 2023 en Sarre et sur les relations de travailleurs entre le Luxembourg et la Sarre.

ad 1) L'enquête « Mobilité in Deutschland » est une grande enquête mobilité sur l'ensemble de l'Allemagne, similaire à Luxmobil, réalisée au Luxembourg en 2017. D'ailleurs, les dernières données disponibles concernant les comportements de mobilité des frontaliers de la Sarre vers le Luxembourg sont issues de l'enquête Luxmobil de 2017. Bien entendu, vue la dynamique économique et l'évolution de l'offre de transport au Luxembourg, une actualisation de la connaissance de ces comportements est essentielle. Aussi les résultats de l'enquête « Mobilité in Deutschland » permettront de mieux affiner la planification avec la Sarre. D'autant plus que le Conseil des ministres du Land de Sarre a décidé d'augmenter l'échantillon des ménages enquêtés à hauteur de 5.000 (contre 1.800 initialement prévu).

De plus, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics souhaite lancer une grande enquête mobilité dans les prochaines années. Ce type d'enquête permettrait d'actualiser les connaissances des comportements de mobilité à la fois des résidents et des frontaliers.

Enfin, dans le cadre des discussions actuelles avec les Länder de Sarre et de Rhénanie-Palatinat concernant le modèle MMUST, cette enquête est un élément essentiel pour faciliter une potentielle extension du modèle au versant allemand, et participe donc activement à mieux planifier l'offre de transport transfrontalier.

ad 2) Les données proviennent de l'Administration des contributions directes et de l'IGSS. Entre 2017 et

octobre 2021, le nombre de frontaliers de Sarre a augmenté en moyenne d'environ 4 % par an, passant de 8.500 à 9.800 navetteurs.

En ce qui concerne l'évolution du nombre total des usagers empruntant les lignes RGTR Luxembourg-Sarre, je me permets de fournir les chiffres et renseignements suivants :

Le recensement du nombre de voyageurs dans les bus s'effectue grâce à l'installation de compteurs automatiques de voyageurs (CAV) qui enregistrent les entrées et les sorties aux différents arrêts de bus. Étant donné que les bus qui circulent entre le Luxembourg et la Sarre ne sont pas encore tous équipés d'un CAV (uniquement les bus mis en circulation après 2018 en sont systématiquement équipés) je ne peux que donner une estimation concernant l'évolution du nombre de ces voyageurs.

Étant donné que les bus empruntant les trajets entre le Luxembourg et la Sarre n'étaient pas majoritairement équipés d'un CAV lors de la période 2017-2019, je me permets de vous fournir une comparaison entre les périodes du 01.06.2020-31.05.2021 au 01.06.2021-31.05.2022 pour les six lignes RGTR concernées par les trajets transfrontaliers entre le Luxembourg et la Sarre :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) Avec la réorganisation RGTR, la cadence est augmentée sur presque l'ensemble des lignes transfrontalières entre la Sarre et le Luxembourg, toutes à destination de la ville de Luxembourg. La stratégie EOM (Entwicklungskonzept oberes Moseltal) propose également plusieurs projets de collaboration entre communes luxembourgeoises et allemandes dont notamment des hubs multimodaux dans la région frontalière.

Stations à hydrogène | Question 6338 (13/06/2022) de M. Paul Galles (CSV)

Säit laanger Zäit gëtt op ënnerschiddleche Sitten eng Waasserstofftankstell geplangt. Bis ewell ass dës Iddi awer nach net ëmgasat ginn. Sou sinn d'Ministeren zum Beispill an der parlamentarescher Fro N° 5607 vum 28. Januar 2022 op dat Thema agaangen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Här Energieminister an de Mobilitéitsminister stellen:

– Wéini soll d'Waasserstofftankstell fäerdeggestallt ginn? Ass de Site elo definitiv a goufen deementsprechend Verträge schonn ënnerschriwwen?

Réponse (12/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Den zréckbehale Site, wou dës éischt Waasserstofftankstell Enn des Joers a Betrib wäert goen, ass de Site vum Multimodal zu Beetebuerg. No der Summer-vakanz ass eng Pressekonferenz mam Bedriewer geplangt, wou weider Detailler wäerte virgestallt ginn.

Port franc | Question 6346 (14/06/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)

Constituée en juillet 2012 pour gérer et exploiter le Port franc situé dans l'enclave aéroportuaire Luxembourg-Findel, la société « The Luxembourg Freeport Management Company SA », entre-temps rebaptisée « The Luxembourg High Security Hub – Management Company » (LHSH), n'a jamais réellement su décoller et ce malgré les apaisements de l'ancien Ministre de l'Économie renvoyant encore en 2015 au bon fonctionnement du Port franc.

De même, le Gouvernement entendait, de manière proactive, renforcer la zone franche en la dotant d'un régime efficace en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Il s'agissait de faire en sorte que la clientèle internationale ait la confiance nécessaire pour recourir aux services de la zone franche, l'ambition étant d'y établir un « art cluster ».

Malgré donc le support gouvernemental durant toutes ces années, LHSH a accumulé depuis son lancement des pertes de quelque 8,6 millions d'euros (chiffres extraits des derniers comptes annuels publiés au Recueil électronique des sociétés et associations).

S'y ajoute que le réviseur d'entreprises agréé de LHSH se dit dans l'impossibilité d'exprimer une opinion sur les comptes annuels, alors qu'« il existe des incertitudes significatives sur la capacité de [LHSH] à poursuivre son activité sur base de continuité d'exploitation ». Ce dernier précise qu'il n'a pas été en mesure « d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour conclure quant au caractère recouvrable d'une part des créances sur ventes et prestations de services pour un montant de 2.864.322,56 euros sur un total de 3.065.885,59 euros au 31 décembre 2020 ». Selon les comptes annuels 2020, il s'agirait de loyers payés par les locataires sur le compte bancaire de Luxembourg High Security Hub – Real Estate (LHSH RE).

La prédite « impossibilité d'exprimer une opinion » avancée par le réviseur d'entreprises agréé se retrouve dans les comptes annuels de LHSH RE et de Luxembourg High Security Hub – Holding (LHSH H) pour d'autres motifs.

Notons au demeurant que LHSH dispose de créances sur des entreprises liées, en l'occurrence LHSH RE, d'environ 8,5 millions d'euros. En même temps, LHSH a des dettes à hauteur de 17,3 millions à l'égard d'entreprises liées consistant en des loyers dus pour la mise à disposition du bâtiment « Le Freeport » au titre des exercices 2015 à 2020. Notons également que le groupe a une dette envers un consortium de banques luxembourgeoises de plus de 27 millions d'euros.

La presse a enfin relayé l'information que le LHSH aurait dans le cadre des mesures restrictives décidées à l'égard du régime russe bloqué des biens pour une valeur totale de plus 210 millions d'euros.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

– Comment Madame la Ministre entrevoit-elle la tenue financière du groupe LHSH et l'avenir du Port franc ? Existe-t-il un risque financier important pour des établissements de crédit luxembourgeois ayant consenti un prêt audit groupe ?

– Combien d'opérateurs disposent actuellement d'un agrément de la part de l'Administration des douanes et accises ? Combien de recettes fiscales ont été générées par la sortie de biens depuis la création du Port franc ?

– Le Gouvernement est-il toujours convaincu du bon fonctionnement du Port Franc ?

• Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il d'une manière ou d'une autre apporter son soutien audit Port Franc ?

• Toujours dans l'affirmative, via quels moyens ?

• Dans la négative, est-ce que le Gouvernement pense qu'il serait judicieux de diversifier les activités du groupe LHSH pour redresser la situation financière ?

– Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur la valeur globale de biens stockée au sein du Port franc ?

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les modalités de « terminaison » du droit superficiaire consenti par lux-Airport à LHSH RE ? La société LHSH RE a-t-elle toujours honoré ses obligations de paiement des indemnités annuelles au profit de lux-Airport ?

– Le Gouvernement estime-t-il que la situation actuelle du Port Franc affecte la réputation du Luxembourg ?

Réponse (09/08/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Il semble opportun d'emblée de rappeler les réponses déjà fournies au sujet du « The Luxembourg High Security Hub – Management Company » (LHSH) dans la question parlementaire n° 2630 du 12 décembre 2016.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire citée ci-avant, il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter la tenue financière d'une société privée dans laquelle l'État n'a aucune participation, ni d'ailleurs sur le fonds de commerce de sociétés privées, en l'occurrence la valeur globale de biens stockée au sein du LHSH.

À l'heure actuelle, cinq opérateurs disposent d'un agrément délivré par l'Administration des douanes et accises.

Au regard du secret fiscal, il n'est pas possible de fournir des chiffres quant aux recettes fiscales générées par lesdites sociétés ou l'exploitant du LHSH.

Le droit de superficie a été signé le 26 octobre 2012 pour une durée de 30 ans. Le droit expire au terme de cette période. Outre les événements précisés à l'article 14-10 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes ayant pour conséquence la fin du droit de superficie, il expire également avant terme :

– « Par la résiliation, avant terme, par lux-Airport pour cause de non-respect des conditions d'activités ou de toutes autres conditions ou engagements prévus par le présent acte.

– Par la rétrocession volontaire, avant terme, du droit de superficie par Freeport à lux-Airport.

– Dans l'hypothèse où le superficiaire passe un acte d'aliénation auquel l'État et lux-Airport n'ont pas donné leur accord préalable par écrit, lux-Airport peut procéder à la résiliation avant terme du droit de superficie avec effet rétroactif au jour de la passation de l'acte concerné.

– De même, lux-Airport peut résilier avant terme le droit de superficie si le superficiaire procède à une concession de droits réels sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'État et de lux-Airport. »

En ce qui concerne la comptabilité clients d'une société commerciale de droit privé, le Gouvernement estime qu'il ne lui appartient pas de divulguer l'historique de paiement d'un quelconque débiteur individuel.

S'agissant du niveau de diversification de plus en plus poussé de l'économie luxembourgeoise, celle-ci n'est pas susceptible d'être impactée par le développement plus ou moins favorable d'une seule société donnée.

Rapport concernant la politique en matière de lutte contre le réchauffement climatique | Question 6373 (20/06/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Lors des débats sur la loi du 15 décembre 2020 relative au climat le 8 décembre 2020 à la Chambre des Députés, une motion introduite par la sensibilité politique déi Lénk a été votée (avec 56 voix pour) demandant la présentation annuelle à la Chambre des Députés d'un

rapport concernant la politique en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Cette motion rejoignait et précisait une autre motion introduite par les fractions parlementaires de la majorité gouvernementale lors de la même séance plénière qui demandait e. a. un bilan annuel des mesures prises en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.

Pourtant, 18 mois après ces décisions prises par la Chambre des Députés, force est de constater qu'aucun rapport correspondant aux textes votés a été présenté aux députés.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment Madame la Ministre explique-t-elle que de tels rapports n'ont jusqu'à présent pas été présentés à la Chambre des Députés ?

2) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la lutte contre le réchauffement climatique devrait faire l'objet d'une (ré)évaluation régulière par le pouvoir législatif et ceci sur base de données scientifiques actualisées et de paramètres économiques et financiers pertinents, tel qu'il a été demandé dans la motion en question ?

3) Madame la Ministre n'est-elle par ailleurs pas d'accord sur l'importance de la lutte contre le réchauffement climatique et l'envergure ainsi que l'urgence des mesures à prendre dans ce contexte nécessitent un large débat démocratique dont un débat annuel à la Chambre des Députés ?

4) Les rapports tels que demandés par les motions en question sont-ils en préparation ? Dans l'affirmative, dans quels délais pourront-ils être présentés et débattus à la Chambre des Députés ?

Réponse (12/08/2022) de **Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) En automne 2021, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Carole Dieschbourg, et le Ministre de l'Énergie, Claude Turmes, avaient présenté lors d'une conférence de presse un état des lieux de la politique climatique et énergétique du Luxembourg. Bien que cet état des lieux n'ait pas fait l'objet d'une présentation spécifique à la Chambre des Députés, la documentation y relative reste accessible sur le site Internet du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. (<https://environnement.public.lu/fr/actualites/2021/10/klimaenergie-etat-des-lieux.html>)

ad 2) Conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 22 juin 2022 déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2030 des secteurs visés à l'article 5 de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a publié fin juillet 2022 le bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre de l'année 2021 attribuées au Luxembourg au titre du règlement (UE) 2018/842.

De plus, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, ensemble avec le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, élaborera d'ici début octobre 2022 une mise à jour de l'état des lieux de la politique climatique et énergétique du Luxembourg.

Il est prévu de présenter les deux documents début octobre à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

S'y ajoute que l'Observatoire de la politique climatique, instauré par la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat pour entre autres évaluer scientifiquement les mesures réalisées ou envisagées en matière de politique climatique, prévoit d'adresser au Gouvernement son premier rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique climatique au début de l'automne.

ad 3) Il est incontesté que la lutte contre le réchauffement global requiert le concours de l'ensemble des acteurs de la société. Un large débat démocratique, d'ailleurs ancré dans la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, est certainement de mise. C'est ainsi que la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, forum de discussion sur le climat réunissant des représentants des communes, d'organisations de la société civile, du monde des entreprises, des investisseurs et d'autres parties prenantes concernées ainsi que du grand public, sera invitée à émettre des avis relatifs à la politique nationale climatique. De plus, la plateforme climat participera à l'élaboration de l'avant-projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

Par ailleurs, début octobre les recommandations issues du « Klima-Biergerrot » feront également l'objet d'une série d'échanges de vues avec les différentes commissions de la Chambre des Députés.

ad 4) Il est fait référence à la réponse à la question numéro 2 ci-dessus.

Impact de la crise sanitaire sur le taux d'obésité chez les enfants | Question 6375 (20/06/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déli gréng)

Dans les pays voisins du Luxembourg, des recherches ont montré que l'obésité infantile a augmenté depuis le début de la crise sanitaire. En Allemagne, scientifiques et médecins craignent une véritable pandémie imminente d'obésité. Selon un sondage représentatif de la « Deutsche Adipositas-Gesellschaft (DAG) » et du « Else Kröner-Fresenius-Zentrum (EKfZ) für Ernährungsmedizin, 1 enfant sur 6 y aurait pris du poids pendant la pandémie, et même 1 enfant sur 3 dans la catégorie d'âge des 10 à 12 ans. Le manque d'activité physique et l'augmentation de la consommation d'aliments sucrés durant les épisodes de confinement, et surtout la consolidation de ces habitudes après la fin des confinements, sont considérés comme les principales raisons pour expliquer cette augmentation inédite. Les données recueillies en Allemagne montrent également que les enfants issus de familles socioéconomiquement faibles sont deux fois plus concernés par cette évolution.

Il va sans dire que l'obésité est un facteur de risque majeur pour certaines maladies chroniques, comme le diabète, l'hypertension artérielle et les maladies cardiovasculaires. Outre les risques élevés pour la santé, les enfants en particulier subissent déjà aujourd'hui les effets de leur obésité, notamment les difficultés respiratoires, un risque accru de fractures et des problèmes psychologiques.

Dans cet ordre des idées, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelle a été l'évolution du nombre de personnes obèses, et en particulier d'enfants obèses, au cours des cinq dernières années ?

2) Quelle est cette évolution depuis le début du premier épisode de confinement en mars 2020 ?

3) Quelles mesures sont préconisées afin de contre-carrer une éventuelle tendance à la hausse du taux

d'obésité et afin de favoriser une alimentation saine et plus d'activité physique chez les enfants ?

4) Est-ce que Madame la Ministre soutient l'introduction d'une taxe sur les aliments sucrés dans ce contexte, idée déjà lancée par la Ministre de la Santé en 2017 ?

Réponse (02/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

L'étude EHIS concernant l'obésité, la nutrition et l'activité physique au Grand-Duché de Luxembourg (GDL), conduite en 2014 et 2019 sur un échantillon de la population adulte supérieure à 18 ans, permet par auto-déclaration de poids/taille d'avoir un aperçu de l'évolution de l'obésité.

En comparaison avec les années entre 2014 et 2019, la proportion d'obésité avait déjà augmenté au Luxembourg et ce, pour toutes les tranches d'âge à l'exception des 35-44 ans et des 75 ans et plus, sans pour autant être significative. En 2019, la proportion d'obésité était significativement plus élevée chez les hommes (18,4 %) que chez les femmes (16,6 %). La prochaine étude pour les années 2019 à 2024 est prévue en 2025.

Concernant la population des enfants et des adolescents, une tendance croissante du surpoids et de l'obésité a déjà été observée avant la pandémie et le confinement de mars 2020. Selon les données récoltées suite aux visites médico-scolaires dans les années précédant le début du confinement, l'obésité est en augmentation chez les plus de 12 ans (4 % des élèves examinés en 2015-2016 vs 7,48 % en 2019-2020), avec cependant une stabilité chez les enfants de 4 à 11 ans (4,9 % des élèves examinés en 2015-2016 vs 4,37 % en 2019/2020). Cependant on note un nombre croissant d'enfants en surpoids durant les cinq années précédant la pandémie: 16,4% des élèves de 9-10 ans accusaient un surpoids en 2019-2020 et 10,2 % en 2015-2016.

ad 2) Les données concernant l'évolution des taux d'obésité postconfinement ne sont actuellement pas encore disponibles suite à la suspension des activités de la médecine scolaire en 2020-2021. Une première estimation pourra être faite dans le courant de cet été suite à la fin de l'année scolaire.

ad 3) Pour faire face à cette problématique, les Ministères de la Santé, des Sports, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ont renouvelé en 2018 leur collaboration en officialisant le programme „Gesond iessen, Méi beweegen“ (GIMB) dans un plan-cadre national GIMB 2018-2025 visant la promotion de l'alimentation équilibrée et l'activité physique régulière afin de lutter contre la problématique de l'obésité et de la sédentarité pour l'ensemble de la population. Il peut être consulté sous le lien suivant : <https://gimb.public.lu/damassets/publications/2018/plan-cadre-national-gimb-2018-2025-accessible.pdf>.

Par ailleurs, des campagnes de promotion de la santé et des actions de prévention sont organisées conjointement en dehors de l'école avec la collaboration d'associations ainsi qu'avec les établissements scolaires afin de mettre l'accent sur les bonnes habitudes à adopter dès le plus jeune âge.

Au niveau de l'enseignement fondamental, de nombreuses initiatives en faveur de la sensibilisation à un mode de vie sain et à l'activité physique et sportive sont offertes. À titre d'exemple, on peut citer les projets Bicycool, Clever Move ou encore l'organisation

annuelle du Schoulsportdag dans de nombreuses écoles. Des matériels didactiques en relation avec ces projets (Fit a monter – d'Bewegungskëscht, Praxisband « Ballschoul Lëtzebuerg – Bewegungsunterricht am C2-C4 », etc.) sont édités par le SCRIPT en étroite collaboration avec l'ENEPS.

Finalement, de multiples actions en faveur de la promotion de la motricité des enfants entre 0 et 12 ans sont menées par les différents acteurs intervenant dans l'activité physique et sportive, la motricité et l'éducation au mouvement des plus jeunes.

ad 4) La taxe sur les aliments sucrés est une solution envisagée par de nombreux États européens, dont la taxation de l'industrie des boissons sucrées, forçant les producteurs à revoir le taux de sucre dans la composition de certaines boissons par exemple. Différentes approches en la matière sont actuellement à l'étude afin d'analyser leur transposabilité utile dans le contexte luxembourgeois. Au Luxembourg la plupart des produits proviennent en effet des pays limitrophes, de sorte qu'une démarche isolée doit être bien réfléchie.

Sécurité au travail | Question 6376 (20/06/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 10. Juni koom et zu engem trageschen Aarbechtsaccident, bei deem ee Mann vu 55 Joer säi Liewen huet misse loosse. Aarbechtsaccidenter mat déidleche Follge sinn zu Lëtzebuerg opgrond vun eiser Gréisst seelen, mee leider eng Realitéit.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. 2019 waren eng 29 Inspecteurs du travail bei der ITM agestellt. 2021 ass bis op 96 Inspekteren eropgeschraaft ginn.

Denkt de Minister, dass et weider Inspektere braucht, oder sollt éischter gekuckt ginn, fir d'Aarbecht vun den Inspektere weider un den Terrain unzepassen, fir hir Aarbechtszäit esou effektiv ewéi méiglech ze notzen?

2. Wat fir weider Schrëtt sinn an den Ae vum Minister nach méiglech, fir d'Unzuel un déidlechen Aarbechtsaccidenter weider Richtung null ze drécken?

3. Am Rapport vun 2019 vun der Association d'assurance accident kann een Zuele vun den déidlechen Aarbechtsaccidenter tëscht 2013 an 2019 noliesen. Hei koom et 2019 zu 16 Doudesfäll, dovunner 10 op der Aarbechtsplaz, 4 als Accident de trajet an 2 wéinst Maladie professionnelle. Am Rapport vun der ITM vun 2019 liest ee vun „nëmmen“ 9 déidlechen Accidenter. Wann een d'Zuele vun 2020 kuckt, schwätzt d'AAA vu 7 déidlechen Accidenter op der Aarbechtsplaz, d'ITM kënn nëmmen op 4. Dëst sinn nëmmen zwee Beispiller, wou d'Zuelen net iwwerteneestëmmen. Wéi erklären sech d'Ministère dës ënnerschiddlech Zuelen?

Réponse (08/08/2022) de M. Georges Engel, Ministere du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Claude Haagen, Ministere de la Sécurité sociale

ad 1. D'Hauptmissioun vun der ITM ass et ze kucken, dass d'Reegele bezüglech den Aarbechtsbedéngungen, deene vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht an deene vun den Établissements classés (Commodo-Incommodo) agehale ginn. Nieft dëser Hauptmissioun huet d'ITM och nach vill aner Matièreen ze couvréieren, wéi zum Beispill de Seveso, d'Tunnellen, d'Minnen, den Harcèlement, de Sozialdialog, d'Beschäftegung vun den Net-EU-Bierger, d'Sozialwalen, d'Aarbechtsaccidenter asw.

An all dëse Matière mécht d'ITM reegelméisseg Kontrollen a steet den Employeuren an de Salariaé berodend zur Säit.

Enn 2021 hat d'ITM am Ganze 96 Aarbechtsinspekteren, dovunner waren der 69 um Terrain aktiv a 27, déi net um Terrain aktiv waren, mee déi haaptsächlech mam Ausstelle vun de Commodo-Autorisatiounen beschäftegt waren. Dowéinst ass et wichteg, och an der Zukunft weider Aarbechtsinspektere ze rekrutéieren.

Ze bemierken ass, dass d'ITM kontinuierlech amgaangen ass, d'Aarbecht vun den Aarbechtsinspekteren nach méi un den Terrain kënnen unzepassen, fir hir Aarbechtszäit esou effektiv ewéi méiglech kënnen ze notzen. Dëst geschitt ënner anerem duerch d'Formatiounen, déi d'Aarbechtsinspektere musse matmaachen, duerch nei Prozeduren, déi agefuert ginn, an duerch d'Kreatioun vun neie Programmer, Modeller vu Bréiwer a Checklëschten, déi den Aarbechtsinspekteren zur Verfügung gestallt ginn.

ad 2. Fir d'Unzuel vun den déidlechen an net déidlechen Aarbechtsaccidenter weider Richtung null ze drécken, muss och weiderhin an d'Formatioun, d'Preventioun an och d'Kontrollen um Terrain gesat ginn. Dobäi ass et wichteg, dass all déi concernéiert Acteuren zesammen déi Defien uginn an zwar duerch eng concertéiert Strategie.

An deem Kontext ass d'Association d'assurance accident (AAA) amgaangen, déi zweet Phas vun der „Vision Zero“ fir 2023–2030 ze preparéieren.

Fir déi nächst Phas si follgend Haaptobjektiver viséiert:

– Eng Diminutioun vun 20 % um nationale Frequenztaux, all d'Secteure kombinéiert, vun Aarbechtsaccidenter am Verglach zum Joer 2019 (3,73 %), andeems e speziellen Effort op Héichrisiko-Secteure gerichtet gëtt duerch d'Ëmsetzung vun enger Rei vu méi geziilten Aktiounen;

– Kontinuierleche Réckgang vun der Unzuel un schwéieren an déidlechen Accidenter.

ad 3. Follgend déidlech Aarbechtsaccidenter sinn an deene leschte fënnf Joer vun der Association d'assurance accident (AAA) a vun der ITM enregistriert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Den Ënnerscheid tëschent den déidlechen Aarbechtsaccidenter, déi vun der AAA an deenen, déi vun der ITM enregistriert ginn, ass op d'Deklaratiounen, déi vun den Employeuren bei deenen zwou Verwaltungen gemaach ginn, zeréckzuféieren.

Et ass och esou, dass verschidden déidlech Aarbechtsaccidenter, déi bei der AAA deklariert ginn, duerch e Malaise entstanne sinn oder Leit betraff hunn, déi beim Staat schaffen an doduerch net bei der ITM deklariert gi sinn.

Ze bemierken ass och, dass d'AAA fir d'Leeschtungen am Fall vun engem Aarbechtsaccident opkënn an dass den Employeur dowéinst seng Deklaratioun ëmmer bei der AAA mécht, awer d'ITM net ëmmer driwver informéiert, obwuel dat am Artikel L. 614-11 vum Aarbechtsgesetzbuch virgesinn ass.

Et ass virgesinn, fir deem entgéintzewierke mat der Schafung vun enger eenzeger Deklaratioun, déi vum Employeur op enger vum Staat securiséierter elektronischer Plattform fir dës zwou Verwaltungen ze maachen ass.

Plages du lac de la Haute-Sûre | Question 6378 (21/06/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Bedéngt duerch déi aussergewöhnlech héich Temperature vu leschem Weekend hu ganz vill Leit Ofkillung an

de Schwämme respektiv eise Badegewässer gesicht. Virun allem um Stauséi war de Samschden den Undrang esou grouss, dass d'Plagen all iwwerfëllt an d'Parkingen an d'Opfangparkingen iwwerlaascht waren. Dowéinst sinn d'Zoufaartstroosse gespaart ginn an d'Police huet missen op d'Plaz kommen, fir sech ëm de Verkéier an d'Falschparker ze këmmere. Verschidde hater esouguer Rettungsweeër an och een Asazcenter vun de Pompjeeën zougeparkt.

Laut Aussoe vum Buergermeeschter vun Esch-Sauer wier d'Police samschdes komplett ënnerbesat gewiescht, fir dëse Masse vu Leit an Autoe Meeschter ze ginn. No Récksprooch mam Här Minister fir bannenzeg Sécherheet wier d'Situatioun um Sonnden eng besser gewiescht.

Nieft de staarke Park-, Verkéiers- an domadder verbannene Sécherheetsproblemer ass awer vill Offall a Knascht vun de Leit iwwer de Weekend leie gelooss ginn. Dësen Dreck muss vun de Stauséigemengen entsuergt ginn, obwuel d'Plagë ronderëm de Stauséi praktesch zu 100 % dem Staat gehéieren. Well d'Gemengen awer fir d'Sécherheet an d'Propretéit op deene Plagë responsabel sinn, hu si am Summer zousätzlech Käschen ze stemmen, déi déi verschidde Gemengebudgeten zousätzlech belaauchten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Tourismus an den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen.

1. Kann den Här Policeminister d'Informatiounen confirméieren, dass virun allem de Samschden net genuch Police op der Plaz war?

2. Ass fir d'Zukunft garantéiert, dass bei waarem Wieder genuch Police sur place ass, fir d'Sécherheet ronderëm de Stau ze garantéieren?

3. Huet d'Regierung wëlles, de Gemenge ronderëm de Stau finanziell ze hëllefen, fir d'Sécherheet an d'Propretéit ze garantéieren, wëssend, dass de Stau als Drénkwaasserreservoir an Noerhuelungsgebitt mat senge Plagë vun nationaler Bedeitung ass?

Réponse (01/08/2022) de M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure | M. Claude Turmes, Ministere de l'Aménagement du territoire

ad 1. Bedéngt duerch deen aussergewöhnlechen Undrang un Leit bei de Badegewässer am Norde vum Land huet de Minister Henri Kox mam Buergermeeschter vun Esch-Sauer, dem Här Marco Schank, e Samschdeg den 18. Juni perséinlech geschwat, fir mat him zesammen de Point ze maache vun der Situatioun.

Den Dispositif vun der Police am Kontext mam Stauséi ass iwwer déi lescht Joren zesumme mat alle Verantwortlechen ofgeschwat a fir gutt befonnt ginn. Ënner deene Verantwortleche sinn och déi lokal Buergermeeschteren, déi geméiss dem Gemengegesetz responsabel fir den Ordre public op hirem Territoire sinn.

ad 2. D'Sécherheet ass eng gedeelte Responsabilitéit. De Sécherheetsproblem am Fall vum Stauséi kann nëmmen ugaange ginn, wa jidderee sech senger Verantwortung bewusst ass a se och wouer hält.

D'Police wäert weiderhin hiren Deel bäidroen. Duerch eng verstärkt Zesummenaarbecht a Concertatioun mat de lokale Responsabele wäert dee gemeinschaftlechen Offall de Friichten droen.

ad 3. Säit 2021 huet den Naturpark Uewersauer e Ranger agestellt als Ënnerstützung fir d'Gemengen an als Usprichpartner fir d'Visiteure vun de Plagen. De Ranger gëtt zu 70 % iwwer de Budget vum Departement vun der Landesplanung bezuelt. Seng Aufgab ass et

ënner anerem, d'Leit iwwert d'Wichtigkeet vum Stauséi fir eis Drénkwaasserversuergung an iwwert den Naturschutz ze informéieren. Ausserdeem soll hien d'Leit drop opmierksam maachen, wa se géint d'Reegele ronderëm de Stauséi verstoussen (z. B. Grillen op net erlaabte Plazen, wëll campéieren, haart Musek, illegal Entsuegung vun Offall etc.).

Plages du lac de la Haute-Sûre | Question **6382** (21/06/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Le week-end dernier, la région du lac de la Haute-Sûre a été envahie par les baigneurs. Les températures élevées ont poussé un tel nombre de personnes vers l'eau que la police a dû temporairement réguler le trafic et s'occuper des voitures mal garées. Malheureusement, de nombreux visiteurs ont laissé derrière eux des déchets abandonnés en pleine nature.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quel est le poids des déchets collectés à la fin de ce week-end et quel est le coût du nettoyage ?

2) Des contrôles ont-ils été effectués sur le site autour du lac de la Haute-Sûre et, si oui, des amendes ont-elles été délivrées aux pollueurs ?

3) Cette année, le système de réservation en ligne a été supprimé. Celui-ci avait permis de réguler le nombre de visiteurs. Désormais, on mise sur un concept de places de parking gratuites, de navettes en bus et sur une charte de bonne conduite. Cette nouvelle approche permet-elle de limiter le nombre de visiteurs du lac ? Si oui, cette limitation est-elle suffisante compte tenu des débordements du week-end dernier ? Dans ce contexte, j'aimerais également savoir si l'on envisage à nouveau de réintroduire le système de réservation en ligne.

Réponse (12/08/2022) de **Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La brigade d'Esch-sur-Sûre de la Division des ouvrages d'art de l'Administration des ponts et chaussées a récupéré un total d'environ 6.100 kg de déchets ménagers à l'issue du weekend du 18 et 19 juin 2022. La mise en décharge desdits déchets a coûté 1.240 €.

Il est à préciser que les débordements du week-end qui ont entraîné des kilomètres d'embouteillages n'ont pas eu d'impact significatif sur le poids des déchets ramassés sur la chaussée en ces lieux.

ad 2) Le ranger du Parc naturel de la Haute-Sûre était présent sur les plages, cependant il n'a pas de pouvoir de contrôle, mais sensibilise et informe les visiteurs des différents comportements à adopter.

Toutefois, l'Administration des ponts et chaussées peut, de son côté, dresser des procès-verbaux, mais seulement en cas de dégâts causés à la voirie de l'État ou à ses dépendances.

À l'instar des années précédentes, la Police grand-ducale marque toujours une présence renforcée dans la région du lac de la Haute-Sûre durant la période estivale, lors de journées de grande affluence.

Il s'agit en l'occurrence d'un dispositif policier réparti sur la journée et permettant d'assurer :

– surtout le matin une présence renforcée sur les voies d'accès et les parkings ;

– durant toute la journée des contrôles de la circulation et des contrôles dans la zone de protection I qui s'étend du mur du barrage jusqu'à l'entrée de la localité de Lultzhausen ;

– durant la journée et la soirée une présence préventive sur les plages ;

– à chaque moment une réactivité accrue en cas d'incidents ou de problèmes liés au maintien de l'ordre public.

Hormis les infractions au Code de la route, la Police grand-ducale a dressé 24 procès-verbaux pour diverses infractions aux règlements spécifiques à la zone du lac de la Haute-Sûre.

ad 3) La réservation des places sur les plages a été mise en place pendant les années 2020 et 2021 pour limiter le nombre de visiteurs lors de la pandémie Covid-19. Plusieurs problèmes ont été constatés avec le système de réservation en ligne :

– quelques personnes ont réservé beaucoup plus de tickets que nécessaire ;

– les tickets doivent être contrôlés à l'entrée aux plages. Or, les plages du lac de la Haute-Sûre ne peuvent pas être clôturées. Il existe des accès multiples aux plages à travers la forêt – ainsi, il n'est pas possible de contrôler le flux des visiteurs. En outre, il est assez coûteux d'engager du personnel pour contrôler les tickets.

Plusieurs parkings sont disponibles pour les visiteurs des plages. La commune d'Esch-sur-Sûre a introduit un système de management des parkings avec des barrières et compteurs. Les parkings proches du lac sont payants (3 €/heure) tandis que les parkings plus éloignés des plages sont gratuits. Une navette gratuite est mise à disposition des visiteurs par la commune. Il est prévu d'installer prochainement un panneau digital près de la route nationale avec indication en temps réel des parkings libres. Ceci permettra de réguler davantage le flux des voitures et d'éviter du trafic superflu dans les villages avoisinants des plages.

À mentionner que l'ORT Éislek et le Parc naturel de la Haute-Sûre travaillent sur un concept de tourisme spécifique pour les alentours du lac. Une première ébauche de ce concept sera présentée en automne 2022.

Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé | Question **6398** (22/06/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé a été mis en place en 2015. Le service assume une mission d'information, de médiation et de prévention de conflits, axée sur la relation entre le patient, son entourage et les prestataires de soins de santé.

L'activité du service a été fortement marquée par la pandémie et l'activité en présentiel a été suspendue et remplacée par des contacts en ligne.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé si le Service de médiation a pu reprendre son activité en présentiel.

2) Comme le dernier rapport du service couvre l'année 2020, j'aimerais savoir quand le rapport 2021 sera disponible et endéans quels délais il sera présenté.

3) Quel est l'état d'avancement du projet de création d'un « fonds d'indemnisation sans faute » qui pourrait compléter d'une manière significative le Service de médiation ?

Réponse (20/07/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Dès la première phase de confinement en mars 2020, le Service national d'information et de

médiation dans le domaine de la santé a arrêté son activité en présentiel. En même temps, tel que le souligne l'honorable Député, le service est resté disponible par voie téléphonique et par voie électronique avec la mise en place d'outils de conférence en ligne.

En phase avec le déconfinement, le service a progressivement assuré une présence physique dans nos locaux. Des réunions en présentiel ont de nouveau eu lieu dans le respect des règles sanitaires à partir de septembre 2020.

En même temps, de juillet 2020 à décembre 2020, le médiateur de la santé et son personnel sont venus en renfort au sein de l'Inspection sanitaire en besoin d'effectifs. Cela a aussi été le cas d'octobre 2021 à décembre 2021.

L'activité principale du service a été maintenue pendant ces périodes de présence à l'Inspection sanitaire, en assurant une disponibilité en présentiel sur rendez-vous. Durant 2021, les conférences publiques (sur les droits et obligations du patient ; sur la fin de vie) et d'autres activités connexes ont cependant été supprimées.

Depuis mi-février 2022, le service a repris son fonctionnement normal.

ad 2) Le rapport annuel 2021 est en cours de finalisation et sera disponible au courant du mois d'août 2022.

ad 3) La soussignée se permet de faire référence à la réponse à la question parlementaire n° 5627 du 31 janvier 2022 de Monsieur le Député Gusty Graas et Madame la Députée Carole Hartmann. En effet, des groupes de travail chargés des travaux de concertation au sujet d'un fonds d'indemnisation ont été instaurés. Cependant, au vu du calendrier des groupes de travail qui a dû être modifié en raison de la pandémie et des travaux restant à réaliser et les délais liés à la procédure législative, il n'est pas possible de se prononcer quant à une entrée en vigueur d'un fonds d'indemnisation durant la législature actuelle.

Congé de naissance pour couples homosexuels | Question **6399** (22/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi Lëtzebuurger Regierung huet ugekënnegt, de „congé de naissance“ op gläichgeschlechtlech Koppelelen auszewäiten, wat allerdéngs réischt no der Reform vum Filiationsrecht méiglech ass. An engem Interview mat „woxx“ (17.6.2022) weist d'Madamm Familljeminister drop hin, datt eng juristesche Verbindung zum Kand bestoe muss, fir kënnen de „congé de naissance“ unzufroen, an datt bei homosexuelle Koppelen dës Unerkennung just iwwert d'Adoptioun méiglech ass. Bei enger homosexueller Koppel, déi aus zwou Frae besteet, kann d'Kand vun enger vun dësen zwou Fraen zur Welt bruecht ginn. Bei enger homosexueller Koppel, déi aus zwee Männer besteet, kann d'Kand awer an der Reegel just vun enger sougenannter „Leihmutter“ ausgedroe ginn (et ginn Ausnamen, sou de Fall vun engem Wittmann, deen e Kand aus engem heterosexuelle Bestietnis huet an eng nei Beziéung ageet mat engem Mann, dee säi Kand adoptéiere wëllt).

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Familljeminister a Justizminister an den Här Aarbechtsminister:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'GPA-Verbot, wéi et hei zu Lëtzebuerg besteet, kompatibel ass mat der Unerkennung vum „congé de naissance“ fir Leit, déi ee Kand an Optrag ginn hunn?

2. Relativéiert dat Recht, dat hei enger Koppel soll accordéiert ginn, net d'Verbuet vun der GPA?

3. Well dee „congé de naissance“ als Form vu rechtlicher Toleranz géintwiler der GPA kéint interpretéiert ginn, gesäit d'Regierung d'Gefor, datt d'Geschäft mat de GPAen doduerch zousätzlech kéint ugekuerbelt ginn?

Réponse (02/08/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Et gött, Stand haut, kee formelle Verbuet vun der GPA zu Lëtzebuerg. Bei all dëse Froe gött ëmmer den ieweschten Interêt vum Kand als Orientéierung geholl an net de Procreationsmodus.

ad 2. Nee.

ad 3. Nee.

Introduction d'une aide aux devoirs gratuite | Question **6401** (22/06/2022) de **Mme Diane Aehm** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der Emissioun „Background“ huet den Här Bildungsminister den 18. Juni op RTL annoncéiert, datt vu September un eng gratis Hausaufgabenhëllef géif offréiert gi fir d'Kanner an der Grondschoul.

Laut den Informatiounen, déi mir an der Educatiounskommissioun kritt hunn, géif dat iwwer Konventioun mat de Maison-relaise geregelt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Bildung stellen:

1. Kann den Här Minister eis matdeelen, ob déi Responsabel aus de Maison-relaise schonn iwwert d'Ëmsetzung vun der gratis Hausaufgabenhëllef informéiert gi sinn?

2. Wéi soll déi ugeduechte Konventioun ausgesinn?

3. Kréien d'Maison-relaisen an deem Kontext zousätzlech Personal?

4. Wéi eng Qualifikatioun sollen déi Leit hunn, déi d'Hausaufgabenhëllef maache sollen?

5. Wat ännert konkreet fir déi Kanner, déi bis elo schonns an der Maison-relais waren?

6. Kann de Minister eis soen, wéi d'Konzept am Detail wäert ausgesinn?

7. Mat wem ass dëst Konzept ausgeschafft ginn?

8. Wéi soll um Enn déi gratis Hausaufgabenhëllef finanzéiert ginn? Wéi héich ass dee geschatene Käschtepunkt?

Réponse (01/08/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Secteur vun der nonformaler Bildung ass am Virfeld consultéiert ginn. De 7. Dezember 2021 koom de Comité de pilotage (COPIL) Enfance mat de Vertrieeder vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) a vun der nonformaler Bildung eng éischte Kéier zesummen, fir iwwert d'Modalitéite vun der Hausaufgabenhëllef ze diskutieren. An dësem COPIL gouf decidéiert, en Aarbechtsgrupp zum Thema Hausaufgabenhëllef an d'Liewen ze ruffen, deen den 20. Januar 2022 eng éischte Kéier zesumme-koom. Et goufen eng Retsch Visitten organiséiert, fir sech besteeënd Best-Practice-Beispiller anzukucken. De 7. Juni war de Sujet vun der Hausaufgabenhëllef och um Ordre du jour vum COPIL Enfance an de 6. Juli 2022 gouf nach eemol en aussergewéinleche COPIL Enfance zum Thema Hausaufgabenhëllef zesumme-geruff. D'Modalitéiten zu der Ëmsetzung vun der gratis

Hausaufgabenhëllef goufe per Communiqué den 8. Juli 2022 un de Secteur geschéckt.

Et sief drun erënnert, datt d'Hausaufgabenhëllef och elo schonns zu den obligatoresche Prestatiounen gehéiert, déi eng Struktur vun der nonformaler Bildung (SEA) de Kanner muss ubidden. Dëst ass geregelt iwwert den Artikel 2 vum Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 relatif à l'agrément à accorder aux gestionnaires des services d'éducation et d'accueil pour enfants, dee Folgendes seet:

« (...) le service doit fournir les prestations suivantes :

(...)

f) des études surveillées consistant à offrir aux enfants scolarisés un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal. »

D'Zil vun dëser Campagne ass et net, fir eng Hausaufgabenhëllef anzeféieren, mee fir d'Ëmsetzung vun der Hausaufgabenhëllef an de Strukturen vun der nonformaler Bildung national ze harmoniséieren. Ufank dës Joers gouf en Aarbechtsgrupp organiséiert mat de Vertrieeder vum Secteur vun der nonformaler Bildung, an deem déi organisatoresch Modalitéiten definéiert goufen. Dës Modalitéite goufen ajustéiert an dono dem Comité de pilotage vum Secteur vun der nonformaler Bildung presentéiert a mat hinnen duerch diskutéiert. D'Communiquéen zu de Modalitéite vun der Ëmsetzung vun der Hausaufgabenhëllef, déi vun der Rentrée 2022/2023 u gëllen, sinn, wéi gesot, den 8. Juli 2022 verschéckt ginn.

ad 2. De legale Kader fir d'Modalitéiten zu der Ëmsetzung vun der Hausaufgabenhëllef (études surveillées), ass d'Reglement vun 2013, an de Financement ass geregelt iwwert d'Konventiounen. Et muss keng zousätzlech Konventiounen ausgeschafft ginn.

ad 3. An den SEA sinn d'Personalstonne gekoppelt un d'Kannerpresenzen, onofhängeg vun der Prestatioun. Esoulaang d'Kannerstonnen insgesamt net an d'Luucht ginn, falen och keng zousätzlech Personalstonnen un. Sollt d'Zuel vun de Kanner an d'Luucht goen, geet d'Zuel vun de Personalstonnen, déi d'Struktur zegutt huet, automatesch och an d'Luucht.

ad 4. Et ass zu dësem Moment festgehalde ginn, datt eng Personne de référence an der Betreuungs- a Bildungsstruktur designéiert gött, déi muss während der Plage vun der Hausaufgabenhëllef present sinn an déi muss folgend Konditiounen erfüllen:

– eng Qualifikatioun vu Minimum Fin d'études secondaires hunn am psychosozialen, sozioedukativen oder pedagogesche Beräich, déi op den Encadrement vu Kanner virbereet, oder en Diplom vum Niveau secondaire hunn an engem anere Beräich, ënnert der Konditioun, datt d'Persoun eng professionell Erfahrung vun zwee Joer am Secteur vun der nonformaler Bildung huet;

– déi néideg sproochlech Kenntnisser am Franséischen, Däitschen a Lëtzebuergeschen hunn.

D'Dispositiounen betreffend d'Qualifikatiounen wäerte spëitstens vum 1. September 2024 un obligatoresch sinn.

ad 5. Wéi gesot, alleguer d'SEA bidden och elo Hausaufgabenhëllef un, mee vu datt dës Prestatioun net geregelt ass, kann se op ënnerschiddlech Manéieren ëmgesat ginn. Deementspriedend gött et och net eng eenheetlech Äntwert op d'Fro vun den honorabelen Deputéierten, well dat vun engem Haus zum anere ka variéieren.

D'Modalitéiten, déi elo festgeluecht goufen, sinn déi folgend:

– eng fest Zäitfenster vun enger Stonn, wou d'Kanner hir Hausaufgabe kënnen maachen;

– d'Kanner kréien an der SEA pedagogescht Material (Dictionnaire, zousätzlech Übungen, Ecouteuren asw.), dat de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) den Haiser zur Verfügung stellt;

– d'Rolleklärung téschent der Schoul an der SEA huet eng grouss Gewichtung a gött dem Personal iwwer eng Formation continue obligatoire erkläert. D'Personal aus der SEA hëlleft dem Kand, sou gutt et geet, d'Consignen ze verstoen, ass awer net zoustänneg fir Verständnisschwieregkeete par rapport zu der Aufgabestellung. Wann d'Kand net eens ginn ass mat sengen Aufgaben oder se net fäerdeg krut, well et d'Matière, déi ze übe war, nach net gutt genuch verstanen huet, ass et um Enseignant, fir dem Kand weider Erklärungen ze ginn. Hie bleift responsabel fir d'Ënnerriichte vun der Matière;

– d'Kand muss sech kënnen autonom op en Test virbereeden. Den Enseignant gött him Exercier mat dem Corrigé, fir datt et sech ka selbstänneg preparéieren;

– vun der Rentrée 2022/2023 u gött en digitaalt Aufgabebichelchen (E-Bichelchen) agefouert. Den Enseignant hält hei d'Aufgabe fest. D'Elteren an den zoustännegen Educateur hunn och Accès drop. Si kënnen esou de Schüler begleeden, deen d'Aufgaben ofhaakt wann se fäerdeg sinn. Dëst Aufgabebichelchen erlaabt ronderëm d'Hausaufgabe vum Kand ze kommunizéieren, an zwar an aller Transparenz téscht den Enseignanten, den Elteren an den Educateuren, zum Beispill wann d'Kand mat den Aufgaben net fäerdeg gouf oder domadder iwwerfuert war.

ad 6. An de groussen Zich ass d'Zil, d'Kanner duerch materiell Hëllef an en edukative Suivi op hirem schoulesche Parcours ze ënnerstëtzen. Den Dispositif gesäit folgend Elementer vir:

– d'Mise en place vun engem digitalen Aufgabebichelchen, fir den Echange téscht dem Léierpersonal, den Elteren an den Educateuren ze férdere. D'Kand kann déi Aufgaben, déi scho fäerdeg sinn, ënnert der Opsicht vum Educateur ofhaken. D'Elteren oder den Educateur kënnen eng Remarque derbäi setzen, falls d'Kand Schwierigkeete begéint huet, fir seng Aufgaben ze erleedegen;

– d'Organisation vun enger Formation fir d'Encadrementspersonal, déi op d'Ëmsetzung vun dësem neien Dispositif virbereet. D'Konzept grenzt kloer de Rôle vum Encadrementspersonal an de Betreuungs- a Bildungsstrukturen of par rapport zum Rôle vum Léierpersonal. D'Léierpersonal ass a bleift eleng responsabel fir d'Ënnerriichten an d'Vermittlung vun der Matière;

– d'Referenzpersoun an de Betreuungs- a Bildungsstrukture muss engersäits eng Qualifikatioun vu Minimum Fin d'études secondaires hunn an anerersäits déi néideg sproochlech Kompetenzen am Franséischen, Däitschen a Lëtzebuergeschen.

Eng Transitionphas ass definéiert. Bis September 2023 muss jiddereen d'Modalitéite vun der Hausaufgabenhëllef respektéieren, ausser d'Modalitéite betreffend d'Qualifikatiounen an d'Sproochen: Déi muss bis September 2024 respektéiert sinn.

ad 7. Dëst Konzept berout op:

1. enger Virarbecht, déi geleescht gouf am Kontext vun engem Aarbechtsgrupp mat Vertrieeder vum MENJE, vum Secteur vun der nonformaler Bildung (FEDAS, FELSEA) a vum Syicol. Den Optrag vun dësem Aarbechtsgrupp war et, d'Modalitéite vu enger gudder Praxis ze identifizéieren an en éischt Konzept ze erstellen fir eng harmoniséiert Ëmsetzung vun der Prestatioun „études surveillées“;

2. Ukucken, am Kader vu Visitten, vu Best-Practice-Beispiller;

3. enger Evaluatioun duerch den Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire;
4. enger Begleitung duerch de SCRIPT an de Service national de la jeunesse (SNJ).

Réaménagement du parc d'Echternach suite aux inondations de juillet 2021 | Question **6403** (22/06/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Den Iechternacher Park gouf bei de schroen Iwwerschwemmungen am Juli 2021 staark beschiedegt an ass bis haut an engem ganz schlechten Zoustand.

Bal ee Joer nom Héichwaasser huet de Schäfferot vun der Stad Iechternach elo e Panneau am Park opstelle gelooss, wou drop steet: „Aufgrund einer historischen Studie des Kulturministeriums dürfen wir die durch das Hochwasser entstandenen Schäden derzeit nicht beheben.“

Well dës Matdeelung eppes anescht seet wéi dat, wat Dir, Madamm Kulturministeresch, op eng parlamentaresch Fro vum 21. Dezember 2021 geäntwert hutt, géif ech Iech bidden, folgend zousätzlech Froen ze beäntweren:

1. Huet d'Gemeng Iechternach, no Ärer Äntwert op déi uewe genannte parlamentaresch Fro, den Dossier vun de geplangten Aarbechte komplettéiert a vollstänneg um Kulturministère eragereecht? Si säitdeem nei Autorisatioune vum Kulturministère un d'Gemeng Iechternach erausgaangen? Wa jo, firwat konkret?

2. Ass et nach ëmmer esou, dass Aarbechten un de Weeër an un der Belichtung (am ganze Park a speziësch fir d'Vélospist), op den Tennisterrainen an um Minigolf (déi alle béid och en neien Zonk brauchen) iwwer eng Autorisatioun vum Kulturministère kënnen gemaach ginn? Sinn all déi néideg Demandé fir dës Aarbechte vun der Gemeng Iechternach un de Kulturministère eragereecht ginn? Sinn all d'Autorisatioune vum Kulturministère ausgestellt ginn?

3. Wéi eng kleng Aarbechte kënnen ouni Autorisatioun vum Kulturministère gemaach ginn? Kënnen z. B. nei Poubellesbacken an nei Bänke vun der Gemeng en place gesat ginn? Oder këmmert sech de Staat ëm dës kleng Aarbechten? Wie kënn finanziell fir all d'Aarbechten, déi am Park geleescht ginn, op?

4. A wéi fern ass et richtig, dass d'Schied vum Héichwaasser wéinst der annoncéierter historischer architektonesch Etüd net därefer behuewe ginn? Wéi eng Schied a wéi eng Aarbechte sinn heivunneer konkret betroff? Ass et notament effektiv esou, dass keng nei Hecken, Planzen a Blumme kënnen gesat ginn, och wann de Park doduerch weiderhin an engem ganz schlechten Zoustand bleift?

5. Wann esoulaang wéi déi historesch an architektonesch Etüd gemaach gëtt, verschidden Aarbechten net kënnen gemaach ginn, wéi laang wäert dat de Fall sinn? Wéi laang soll déi historesch an architektonesch Etüd daueren? Ass de Kulturministère sech bewusst, dass déi vill Visiteuren an Touristen, déi op Iechternach kommen, den Iechternacher Park während all där Zäit an engem ganz schlechten Zoustand erëmfannen? Wat gedenkt de Kulturministère do dergéint ze maachen?

6. Fir d'Tennisterrainen nees a Betrib ze huelen, mussen och d'Elektrisch- an d'Waasserleitunge kënnen genotzt ginn. Kënnen d'Aarbechten diesbezüglech am Kader vun der Instandsetzung vun den Tennisterrainen gemaach ginn oder brauchen dës eng speziell Autorisatioun? Sinn all dës Autorisatioune vun der Gemeng Iechternach gefrot ginn? Huet de Kulturministère dës Autorisatioune och ginn?

7. Ass d'Gemeng Iechternach mam Kulturministère a Verbindung getrueden, fir zesummen ze beschwätzen, wéi d'Instandsetzung vum Iechternacher Park soll weidergoen? Ginn et reegelméisseg Echanges tëscht der Gemeng Iechternach an dem Kulturministère zu dësem Sujet?

8. Konnten d'Aarbechten um Daach vum Pavillon entre-temps weidergefoert an ofgeschloss ginn, nodeems se hu misse wéinst den onerlaabten Aarbechten, déi d'Gemeng gemaach hat, gestoppt ginn?

9. Wie finanziéiert déi historesch an architektonesch Etüd am Iechternacher Park? Wat ass hire Käschtepunkt? Wie finanziéiert déi konkret Ëmsetzung vun der Etüd? Wéini soll dës ëmgesat ginn?

Réponse (18/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministère de la Culture

Am Januar 2022 huet d'Gemeng Iechternach den Dossier komplettéiert an eragereecht. Zousätzlech Froen sinn nach op der Plaz mat der Gemeng a mam Institut national pour le patrimoine architectural – INPA (anc. Service des sites et monuments nationaux) gekläert ginn. Am Februar sinn d'Autorisatioune erausgaangen, fir de Waasseruschloss vun den Toiletten a vum Pavillon un d'Drénkwaassernetz unzebannen an och fir den Tennisterrain erëm an d'Rei ze setzen.

All gréisser Aarbechten am Park mussen iwwer eng Autorisatioun vum Kulturminister approvéiert ginn. Am Virfeld dovunner soll den INPA ageschalt ginn. Leider sinn am Park vill grouss Aarbechte lassgetrëppelt ginn, ouni déi Prozeduren ze respektéieren. Natierlech wier den INPA d'urgence op d'Plaz komm, wann en da geruff gi wier. An der Tëschenzäit gouf dat Néideg autoriséiert a gemaach, fir déi déif Grief, déi gezu goufen, zouzemaachen. D'Weeër goufen dann och mat engem validéierten Aggregat iwwerzunn. D'Sockele vun de Belichtungen, déi och ouni Kontakt mam INPA an ouni meng Erlabnis agesat goufen, konnten erhalte bleiwen. Ech war dunn och d'accord, fir d'Belichtungen, déi scho vun der Gemeng kaaft goufen, provisoresch drop ze installéieren, dat bis e Gesamtkonzept virläit, deen déi historesch an architektonesch Etüd soll erginn.

De Mobilier vum Park muss mam INPA ofgeschwat a vu mir autoriséiert ginn. Dat Finanziell gëtt gereegelt tëscht der Gemeng Iechternach an der Administration de la nature et des forêts (ANF).

All d'Schied vum Héichwaasser, déi d'Sécherheet vun de Leit betreffen, konnte behuewe ginn. Wat elo nei ugeluecht a geplanzt gëtt, dat soll aus der Etüd, déi leeft, erausgoen. Do spille verschidde Krittäre mat, wéi d'Volumetrie déi de Landschaftsarchitekt Henri Luja a sengem Konzept vun 1947 definéiert huet.

D'Etüd mat engem Masterplang wäert am Oktober presentéiert ginn an de Park kéint am nächste Fréijoer nei beplant an ugeluecht ginn. Nieft dem normalen Ënnerhalt vun dem Bestoende kéint d'Gemeng déi Informatiounen un de Publikum weiderginn.

Et gëtt eng Autorisatioun aus dem Mäerz, fir den Tennisterrain an d'Rei ze setzen.

Den INPA ass a Kontakt mat der Gemeng. D'Etüd mam Masterplang gëtt der Gemeng am Hierscht presentéiert.

D'Aarbechten um Pavillon sinn amgaangen a wäerte bis Enn dës Joer ofgeschloss sinn.

De Kulturministère finanziéiert déi historesch an architektonesch Etüd iwwer den INPA. De Käschtepunkt beleeft sech op 38.000 EUR. Duerno muss gekuckt ginn, tëscht der Gemeng, der ANF an dem INPA, wéi d'Aarbechten am Park finanziéiert ginn.

Situation actuelle à l'Aéroport de Luxembourg | Question **6406** (27/06/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Am Ausland kënn et deelweis zu chaotesche Situatiounen op de Flughäfen, well no dem Stellenofbau an der Folleg vun der Pandemie net méi genuch Personal do ass, fir e korrekte Service beim Checkin a bei de Kontrollen ze garantéieren. Vu datt d'Vekännt heit zu Lëtzebuerg virun der Dier steet, géif ech an deem Kontext gär folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

– Wéi presentéiert sech d'Situatioun zu Lëtzebuerg um Findel?

– Steet genuch Personal zur Verfügung, fir en normale Service ze garantéieren, speziell bei de Sécherheitskontrollen a beim Handling vum Gepäck?

• Wann nee, ginn zousätzlech Mataarbechter rekrutéiert?

– Koum et wéinst der Reprise beim Fluchverkéier an de leschte Wochen zu méi laange Waardezäiten?

– Geet d'Zuel vun den aktuelle Mataarbechter och duer, fir d'Spëtzenzäite korrekt ze couvréieren, och wann et zu weider pandemiebedingten Ausfall beim Personal kënn?

– Wéi vill Leit sinn haut bei lux-Airport a bei der Luxair beschäftegt a wéi vill waren et der virun der Pandemie?

– Um Héichpunkt vun der Pandemie, wéi et zu engem dramateschen Abroch beim Fluchverkéier koum, ware vill Luxair-Mataarbechter an de Contacttracing detachéiert ginn. Wat ass aus dëser Leit ginn, sinn si nees an hirem ale Posten aktiv?

Réponse (05/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

D'Situatioun zu Lëtzebuerg ass net direkt vergläichbar mat där op villen aneren europäesche Flughäfen. Zum Beispill huet d'Fluchhafegesellschaft Lux-Airport d'Personal während der Pandemie net aktiv reduzéiert a konnt all Mataarbechter a Vollzäitbeschäftegung halen, ouni op Kuerzaarbecht oder Chômage partiel missen zréckzegräifen. Déi staark Erhéijung vun de Passagéierzuele féiert awer och zu méi laange Waardezäiten an zu Spëtzenzäiten zu engem Mangel u Parkplazen.

Lux-Airport huet haut méi Personal wéi am Pre-Pandemiejoer 2019, wou dättelech méi Verkéier war wéi elo, soudatt de Flughafen am Fond gutt op de Summertrafic preparéiert ass. Zousätzlech Personal gouf och agesat, fir de Passagéier am Terminal bei der Orientéierung ze hëlfe fir se op d'Sécherheitskontrolle virzubereeden.

Luxair, wéi och aner Handlingagents, hat Problemer, nodeems d'Zuel vun de Flich mam Summerflugplang 2022 erëm séier an d'Luucht gaangen ass. Dës virun allem am Service vum Tri vum Gepäck. Luxair huet dës Joer e bësse manner wéi 100 Persounen rekrutéiert, déi deelweis am Tri vum Gepäck, deelweis an anere Services vu Luxair agestallt sinn.

Am Ablack sti keng Poste méi op, fir ze rekrutéieren.

Méi laang Waardezäite sinn onvermeidbar bei staark klammende Passagéierzuelen. E weidere Phänomen dës Joer ass, datt d'Flich an de Spëtzenzäiten a ganz enk traktéierten Intervallen erausginn. Trotz de wesentlech méi nidderege Gesamtverkéierzuelen am Verglach zum Joer 2019, ass d'Zuel vun de Passagéier aktuell an de Spëtzenzäiten 30–40 % méi héich wéi virun der Pandemie. Dat huet och een entsprechen Impakt op d'Schnellegheet vun der Ofwécklung. Dës féiert dozou, datt et während begrenzte Spëtzeperioden zu méi laange Waardezäiten komme kann. De Rescht vum Dag, wa wéineg Trafic ass, kënnen den

Checkin an d'Sécherheetskonnroll bannent e puer Minutte passéiert ginn.

Pandemiebedéngt Ausfäll kënnen, deemno wéi héich se sinn, en Impakt op d'Schnellegkeet vun den Ofwécklungen hunn. Allerdéngs hunn d'Sécherheetskonnrollen am Terminal déi héchst Prioritéit, soudatt d'Personal vun anere Sécherheetskonnrollen um Flughaf, wann néideg, ofgezu ka ginn.

Am Joer 2019 waren 295 Leit bei lux-Airport SA beschäftegt, aktuell sinn et der 347, wat enger Erhéijung vu 17,6 % entsprécht. Et sinn och nach weider Rekrutementer geplangt.

Bei Luxair waren et am Juni 2019 genau 2.919 „équivalents temps plein“, am Juni 2022 sinn et der 2.831.

Op Basis vun der Ufro vum Gesondheetsministère sinn nach 4 vun den insgesamt 11 Leit am Prêt temporaire de main d'œuvre (PTMO) (4 Persounen, déi sech fräiwëlleg gemellt hunn). All déi aner Leit sinn zréck bei de Fluchaktivitéiten.

Ausserdeem ass e puermol dëst Joer „personnel navigant“ agestallt ginn (Piloten a Cabin Crew). Dat selwecht gëllt och fir d'Buedempersonal (Checkin a Groundhandling).

Fir weider Detailler verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 6208 vum Deputéierte Serge Wilmes.

Fausses couches | Question 6409 (27/06/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Laut enger Studie, déi am Abrëll 2021 an der wëssenschaftlecher Zeitung „The Lancet“ publizéiert gouf, kënn et weltwäit am Joer zu ongeféier 23 Milliounen Fausse-couchen. Déi betraffe Fraen hunn net nëmme mat de medezinnesche Konsequenzen ze kämpfen, mee och ganz dacks mat psychesche Problemer. An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen.

1. Wéi vill Feelgebuerte goufen an de leschte fënnf Joer zu Lëtzebuerg registréiert?

2. Wat sinn d'Hauptursaache vun de Feelgebuerten?

3. Wéi héich ass de Risiko, no enger éischter Feelgebuert nach weider Fausse-couchen ze erliden?

4. Wéi gesäit déi medezinnesch Prise en charge aus?

5. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng Ulafstell fir Fraen, déi no enger Feelgebuert psychesche Problemer hunn, richteg ze encadréieren?

Wa jo, ginn d'Frais vum dëser Prise en charge vun der Gesondheetskeess iwwerhollt?

Réponse (28/07/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen dozou.

ad 2. D'Majoritéit vun de Feelgebuerten entstinn duerch genetesch Anomalien, déi als Konsequenz kënnen hunn, datt d'Entwécklung vum Embryo gestoppt gëtt. Feelgebuerte sinn heiansdo och d'Konsequenz vu gesondheetleche Problemer vun der Mamm oder kënnen duerch Infektioonen oder Consummatioun vu schiedleche Substanzen verursaacht ginn. De Risiko u Feelgebuerte steigt och mam Alter vun der Mamm: Mat 25 Joer läit de Risiko bei 12 % pro Zyklus; mat 42 Joer ass e bei 50 %.⁴

ad 3. Eng Feelgebuert huet keen Afloss op weider Feelgebuerten.

ad 4. Während enger Feelgebuert kann et zu enger kompletter Expulsioun vum Fötus a Plazenta kom

men. Falls dat net de Fall ass, kann den Dokter eng adaptéiert Prise en charge proposéieren.

ad 5. Fraen, déi no enger Feelgebuert e psychologesch Encadrement brauchen, kënnen vum Médecin traitant un e Psychiater, en onofhängege Psycholog oder Psychotherapeut orientéiert ginn. D'Käschte vun der Consultatioun beim Psychiater gi vun der Krankkeess iwwerhollt. D'Maternitéit vun de verschiddene Spideeler bidden och Koppelen, wann néideg, eng psychologesch Prise en charge un.

Ausserdeem ginn et verschidden Ulafstellen, déi dëse Patiente psychologesch Ënnerstützung ubidden (z. B. Initiativ Liewensfank an hire Groupe d'entraide „Eidel Äerm“).

Congés extraordinaires et spéciaux | Question 6411 (28/06/2022) de Mme Carole Hartmann | M. Max Hahn (DP)

Le Code du travail luxembourgeois prévoit, outre le congé annuel général ou le congé parental, une multitude de congés extraordinaires et spéciaux auxquels les salariés ont droit. Que ce soit pour participer à des formations continues ou à des cours de langue, pour s'occuper d'enfants malades ou pour pouvoir participer à des compétitions sportives.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre, combien de fois tous les congés extraordinaires et spéciaux prévus par le Code du travail luxembourgeois ont-ils été demandés par les salariés au cours des cinq dernières années ?

2) Combien de jours ont été demandés pour chaque congé au cours des cinq dernières années ? Combien de fois la durée maximale possible de jours de congé a-t-elle été utilisée ?

3) Durant la même période, combien de fois chaque congé a-t-il été demandé par des femmes et combien de fois par des hommes ?

4) Quel âge ont eu les enfants concernés par le congé pour raisons familiales aux cours des cinq dernières années ?

Réponse (08/08/2022) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 3) Les bases de données de la sécurité sociale permettent uniquement d'identifier les congés spéciaux financés par la sécurité sociale (congé parental, congé de maternité, congé pour raisons familiales, congé d'accueil et congé d'accompagnement), et non pas les congés extraordinaires lesquels sont pris en charge directement par le patron concerné (à l'exception du congé de naissance et du congé d'accueil d'un enfant de moins de seize ans en vue de son adoption pour lesquels une compensation de huit jours est remboursée).

Le tableau n° 1 présente, pour les congés identifiés, l'évolution du nombre de personnes ayant bénéficié d'un congé au cours de l'année, selon le genre, entre 2017 et 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le tableau n° 2.a présente, pour les différents congés spéciaux financés par la sécurité sociale, à l'exception du congé parental, l'évolution du nombre de jours civils pris par année entre 2017 et 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Faute d'être en mesure de déterminer le nombre de jours pris au titre du congé parental, le tableau n° 2.b présente l'évolution du nombre de personnes ayant bénéficié d'un congé parental selon le type de congé entre 2017 et 2021 (situation en décembre).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le tableau n° 3 présente, pour les différents congés spéciaux financés par la sécurité sociale, l'évolution entre 2017 et 2021 du nombre de bénéficiaires dont le congé a atteint la durée maximale légale au cours de l'année, et de la part que cela représente par rapport au nombre de bénéficiaires dont le congé a pris fin au cours de l'année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) La base de donnée sur laquelle l'Inspection générale de la sécurité sociale s'est appuyée pour apporter les réponses à cette question parlementaire ne comporte pas l'information relative à l'âge de l'enfant pour lequel un congé pour raisons familiales a été demandé.

Victimes de la route | Question 6415 (28/06/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

Den 8. Juni war op RTL ze liesen, datt iwwert d'Joer 2021 gekuckt 24 Persounen op eise Stroosse leiebliwwe wieren an 260 „schwéier verwonnt“ goufen. Den Här Minister gëtt am selwechten Artikel mat der Ausso zitéiert, datt d'Zuel vun de Verkéiersdoudegen domat zanter 2013 ëm 49 % gefall wier. Gläichzäiteg ass dovun auszegoen, datt d'Zuel vun den Immatrikulatiounen opgrond vum demographesche Wuesstem staark zougeholl huet, an datt opgrond vum ekonomesche Wuesstem uewendrop nach eng Rei zousätzlech Gefierer op eise Stroossen dobäi koumen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéini eng Persoun no engem Accident als „schwéier blesséiert“ gëllt a preziséieren, säit wéini déi Definitioun applizéiert gëtt?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Autoe während de Joren 2000–2020 jee weils zu Lëtzebuerg immatrikuléiert waren, wéi vill Autoen (approximativ) pro Dag duerchschnëttlech op eise Stroossen ënnerwee waren, wéi vill Leit all Joers op eise Stroosse leiebliwwe sinn a wéi vill der schwéier verwonnt goufen?

Réponse (25/07/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Fir d'Opstelle vun de Statistiken iwwert d'Stroossen-accidenter benotzt Lëtzebuerg d'Definitiounen, déi an den EU-Länner üblech sinn. Als „schwéier blesséiert“ gëllt deemno eng Persoun, déi no engem Accident 24 Stonnen hospitaliséiert ass, respektiv déi dëser Definitioun vum Statec entsprécht:

« Sont considérées comme gravement blessées les victimes qui souffrent d'une fracture quelconque, d'une commotion, de lésions internes, de coupures et déchirures, de contusions ou d'autres lésions entraînant une hospitalisation dont la durée égale ou dépasse un jour. »

A follgendem Tableau ass déi jee weileg Unzuel vun Doudegen, schwéier Blesséierten an ugemellte Gefierer vun de Joren 2000–2020 ugewise. Eng reegelméissge Statistik vun der Unzuel vun den Autoen, déi

⁴ Pathologies – Réagir en cas d'urgence : Fausse couche | ameli.fr | Assuré

dagdeeglech op der Strooss sinn, gëtt an dësem Sënn net erhewen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Déi Donnéeë sinn ëffentlech a kënnen vu jiddwengerem zu all Moment um Site vum Statec operuff ginn (<https://statistiques.public.lu/fr.html>).

Betreffend d'Unzuel un Autoen (approximativ), déi dagdeeglech duerchschnëttlech op eise Stroossen ënnerwee waren, leie mir keng Zuelen oder Schätzung vir, déi op déi gewënschte Statistik schlësse kéinte loosse.

Utilisation de l'intelligence artificielle par les autorités judiciaires | Question 6416 (28/06/2022) de M. Léon Gloden (CSV)

An engem rezenten Artikel aus der „Süddeutsche Zeitung“ iwwerschrifft mat „Sortiermaschinen“ geet rieds vu kënschtlicher Intelligenz (KI), a wéi dës Technologie an Zukunft am Justizberäich kéint agesat ginn. Dat kéint de Richteren hir Tâche erlichteren, biergt awer och Risiken. An Nordrhein-Westfalen géif d'Politik d'Fuerschung op dësem Gebitt „forcéieren“. An den USA kommen haut scho sougenannten „Recommender-Systemer“ an den Asaz, fir zum Beispill d'Reckfallprobabilitéit vu Stroftäter ze berechnen an de Richteren op där Basis Recommandatiounen mat op de Wee ze ginn.

Zu München entwéckelt eng Start-up eng Software, déi, unhand vun Algorithmen, Ausserunge mat strofrechtlechem Charakter aus de soziale Medien erausfiltert. D'Algorithme leeschten eng Aart Viraarbecht.

Ech wéilt duerfir folgend Froen un d'Madamm Justizministeresch stellen:

– Gëtt aktuell zu Lëtzebuerg KI am Justizberäich agesat?

– Gëtt et zu Lëtzebuerg Fuerschung a Saache KI fir de Justizberäich?

- Wa jo, op wéi eng Felder bezitt sech dës Recherche?
- Sollt dat net de Fall sinn, ass d'Justizministeresch der Meenung, dass och zu Lëtzebuerg Fuerschung op deem Gebitt bedriwwen soll ginn?

Réponse (07/07/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Am Kader vum Projet „paperless justice“ gëtt d'kënschtlech Intelligenz (KI) agesat am Kader vum Programm JUANO (anonymisation des décisions de justice), dee scho realiséiert ass.

Am Moment gëtt keng KI agesat am operativen Beräich.

Justizautoritéite suivéiere mat grousser Interesséi Developpementer am Domän KI an anere Länner.

Et ass dem Justizministère keng Fuerschung zu Lëtzebuerg zu deem Sujet bekannt.

Candidature pour un prochain « Grand Départ » ou une arrivée du Tour de France | Question 6423 (29/06/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Il y a cinq ans, le Tour de France, l'une des plus grandes manifestations sportives du monde, a fait escale au Luxembourg. En effet, en 2017 le départ d'une étape fut donné à Mondorf-les-Bains et le « Tour » a traversé notre pays par la suite. Une arrivée d'étape de cette plus grande course cycliste du monde dans notre pays remonte à 2006, à Esch-sur-Alzette. Cette année,

le Tour arrivera à Longwy (F), donc à la frontière du Luxembourg.

– Comme le Tour de France ne représente pas seulement un événement sportif exceptionnel mais une occasion unique de présenter les différents pays et villes traversés par les meilleurs coureurs cyclistes mondiaux, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si le Luxembourg entend poser sa candidature pour un prochain « Grand départ » ou une arrivée du Tour pour les années à venir. Ceci d'autant plus que nous pouvons compter sur le soutien de grands champions cyclistes luxembourgeois dans les démarches nécessaires.

Réponse (01/07/2022) de M. Georges Engel, Ministre des Sports

Depuis ses origines en 1903, le Tour de France a fait huit passages au Grand-Duché de Luxembourg, une arrivée d'étape en 1947, un passage en 1967, une arrivée d'étape en 1968, un grand départ avec prologue et deux étapes en 1989, une étape contre-la-montre en 1992, un 2^e grand départ avec prologue et une étape en 2002, une arrivée et un départ en 2006 et dernièrement, un passage à travers le pays et un départ en 2017.

Il est évident que le Tour de France est le plus grand événement sportif annuel de portée mondiale. Outre l'aspect sportif hautement professionnel, les retombées économiques et financières sont immédiates, notamment celles liées au tourisme dont les effets perdurent encore les années suivantes. Plusieurs études réalisées par des villes étapes ont fait ressortir un retour en investissement certain d'un passage du Tour diffusé dans près de 200 pays du monde entier. Un nouveau passage de la Grande Boucle sur le territoire luxembourgeois aura sans aucun doute un impact sur la promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger et sur la notoriété du pays. Un grand départ, une arrivée ou un départ d'étape assureront un rayonnement économique, culturel, sportif, touristique et politique du Grand-Duché de Luxembourg dans le monde entier.

C'est pourquoi, et compte tenu du fait que le dernier passage du Tour remonte à 2017, je ne manquerai pas de saisir prochainement le Conseil de Gouvernement pour lui demander de me donner mandat à approcher les organisateurs du Tour de France en vue d'un prochain passage du Tour de France au Grand-Duché de Luxembourg.

Bureau de la CNS à Ettelbruck | Question 6424 (29/06/2022) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

Zënter den Iwwerschwemmung vum Juli 2021 ass de Büro vun der CNS zu Ettelbréck zou. Déi nei renovéiert Raimlechkeete waren Affer vum Héichwaasser. Zënterhier si keng Aarbechten un de Raimlechkeete gemaach ginn an de Client muss op d'Agence op Dikrech auswäichen. Well awer all aner Geschäfte, déi och vun den Iwwerschwemmung betraff waren, no e puer Woche respektiv Méint Renovatioun rëm opgemaach hunn, wëll ech gär folgend Froen un den Här Minister fir Soziales stellen:

– Bei der Aweigung zu Ettelbréck huet den deemolege Minister d'Wichtigkeet vun dësem Büro fir d'Salariéieren ënnerstrach. Ass de Minister weiderhin der Meenung, dass dës Büro wichteg ass?

– Ass d'CNS gewëllt, de Büro zu Ettelbréck nees a Bëtreib ze huelen?

- Wa jo, wéini?

– Gi bei der Instandsetzung och déi ugeduechten Héichwaasserprotektiounen mat gebaut, déi bei der éischter Renovatioun net installéiert goufen?

– Fir de Fall, wou d'CNS de Standuert Ettelbréck wëllt opginn, wéi eng Notzung kréien dann déi aktuell Raimlechkeeten zu Ettelbréck, déi an der Propriétéit vun der CNS sinn?

Réponse (02/08/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

D'Ettelbrécker Agence vun der Gesondheetskeess (CNS) ass a bleift och iwwert déi nächst Jore e wichtege Deel vun der Strategie vun der CNS, och wann ëmmer méi op d'Digitalisatioun gesat gëtt, fir d'Déngschter vun der CNS méi einfach a méi no un d'Assuréeen ze bréngen. Dowéinst ass och eng kuerzfristeg Renovatioun geplangt, fir déi grouss Schied, déi duerch d'Héichwaasser entstanen sinn, ze behiewen. No der Renovatioun wäert d'Agence da méi innovativ equipéiert sinn, wéi an de Pläng, déi virun e puer Joer entworfen goufen, virgesi war.

Duerch d'Covid-19-Pandemie sinn d'Renovatiounen vu verschidde Agencë retardéiert ginn, wouduerch verschidde geplangte Baustellen an och déi nei Planung vun der Agence Ettelbréck nach net konnten ugefaange ginn.

Des Weideren hunn déi Ëmstänn awer och vill nei Erkenntnisser mat sech bruecht. D'Agence vun der CNS funktionéieren haut zum gréissten Deel just nach op Rendez-vous an dëst zur grousser Zefriddenheet vun de Versécherter. De Succès vum Teletravail an déi aktuell Energiepräisser féieren iwwerdeems zu den Iwwerleeungen, ob déi lokal Bürouen net deelweis kéinte vun den CNS-Mataarbechter genotzt ginn, fir gréisser Deplacementer ze evitéieren. Och fänkt d'Digitalisatioun, déi d'CNS ustriift, un, ëmmer méi ze gräifen an déi definitiv Aféierung vum „Paiement immédiat direct“ am Laf vum Joer 2023 wäert mat sech bréngen, dass manner Leit den traditionelle Chèque aléise ginn, respektiv hir Dokumenter fir de Remboursement op d'Agence droen.

Heibäi handelt et sech ëm nei Elementer, déi an d'Gestaltung vun der Ettelbrécker Agence, souwéi och an déi vun all den anere Bürouen mat erafléissen.

Méi laangfristeg wäert déi zukünfteg Nordstad fir d'CNS zesumme mat Lëtzebuerg an Esch/Suessem ee vun den dräi wichtegsten urbanen Zentren vu Lëtzebuerg sinn an deemspriechend wäert och d'Präsenz vun der CNS erhale bleiwen, „Guichet unique“ oder och hybrid Konzepter Büro-Agence.

Et ass awer ze berécksiichtegen, dass souwuel d'Agence vun Ettelbréck, wéi och déi vun Dikrech net esou kënnen ausgebaut ginn, wéi et mëttel- a laangfristeg néideg ass. En Zesummekomme mat den zwou concernéierte Gemengen wäert iwwert déi zukünfteg Präsenz vun der CNS an der Nordstad méi Kloerheet schafen, woubäi d'Proximitéit fir den Assuré en iwweraus wichtege Facteur wäert sinn.

Emplacements réservés aux voitures électriques | Question 6425 (29/06/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Parkhaus vun enger Klinik zu Lëtzebuerg ginn et obligatoresch Parkplaze fir Elektroautoen, déi net mat Elektrobussen equipéiert sinn. Dës Parkplaze sinn am Ufank vum Parkhaus ausgezeecht an domat relativ wäit fort vun der Entrée. Hei stellt sech d'Fro, wéi d'Regierung zu Parkplaze steet, wou d'Besëtzer vun Elektroautoen sech mussen histellen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

1. Sinn esou obligatoresch ausgewisen Elektroparkplazen och vum Staat geplangt respektiv scho realiséiert?

2. Wa jo, wéi verhält et sech am Fall, wou eng Persoun mat engem Behënnerteparkausweis an engem Elektroauto op esou engem Parking géif parken?

3. Ginn et Grënn, firwat een Elektroautoe sollt un den Agang vun engem Parkhaus verweisen?

Réponse (11/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Fir öffentlech Parkplaz gesäit de Code de la route iwwert ee speziell Zousatzschëld vir, datt Parkplazen, déi mat enger Luetstatioun equipéiert sinn, nëmme vun elektresche Gefierer kënnen benotzt ginn. Dës ënnert Konditioun, datt dës elektresch Gefierer och un d'Luetstatioun ugeschloss ginn. Wat elo nëmme d'Ofstelle vun engem elektresche Gefier ugeet, esou gesäit de Code de la route keng obligatoresch Parkplaz vir an et ass och net geplangt, esou eng Reglementatioun anzeféieren.

Am, vum honorabelen Deputéierten, evoquéierte Fall, handelt et sech um Parkplaz vun enger privater Klinik, déi fir hir Clienten am Parking Stellplazen ausweist, op deenen Elektroautoe solle geparkt ginn. De Grond firwat dës Parkplazen esou ausgeweise goufen, misst an dësem konkrete Fall beim Bedreiwler nogefrot ginn.

Congé parental | Question **6426** (29/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een zu Lëtzebuerg wëllt de Congé parental ufroen, ginn et verschidde Konditiounen, déi een als Elterendeel muss erfëllen. Esou muss een 12 Méint laang (mat enger Ënnerbriechung vu maximal 7 Deeg an dësen 12 Méint) bei der CNS oder enger anerer Sozialversécherung verséichert sinn, een Aarbechtskontrakt bis un d'geplangtent Enn vum Congé parental hunn a mindestens 10 Stonnen d'Woch schaffen. Salarieën, deenen hir Proufzäit eréischt no dem Congé parental op en Enn geet, dierfen dann och nëmme deesougenannten zweete Congé parental huelen.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a Sozialversécherung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persoune kruten an de Joren 2020 an 2021 hir Indemnités fir den éischte Congé parental vun der Zukunftskeess refuséiert? Wéi vill Prozent heivu ware Fraen?

2. Wéi vill Persoune hunn 2020 an 2021 wéinst engem Refus eng Lettre de contestation un d'Zukunftskeess gemaach?

3. Wéi vill Persoune kruten 2020 an 2021 doropshin nees eng „confirmation du refus“?

4. Wéi vill vun dësen Persoune hunn hiren Dossier nom Refus vun der Zukunftskeess virum de Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) bruecht?

5. Wéi vill vun dësen Persoune krute vum CASS Recht zougesprach?

6. Wéi vill Affäre virum CASS, an deenen d'Zukunftskeess Defenseur ass, lafen am Moment?

7. Wéi héich waren d'Affekotekäschte vum CAE fir Affäre virum CASS déi lescht fënnf Joer (opgeschlësst no Joer)?

8. D'Gesetz vum 15. Dezember 2019 gesäit vir, dass d'Fonctionnaires stagiaires d'Méiglechkeet hunn, esouwuel Vollzäit ewéi och Deelzäit Congé parental ze huelen, sous condition, dass hir Formatioun an der Reegolzäit ofgeschloss gëtt.

Wéi gëtt an der Praxis virgaangen, fir ze garantéieren, dass d'Fonctionnaires stagiaires ouni Verlängerung

hir Formatioun ofschléisse kënnen an da vum Congé parental profitéiere kënnen?

Réponse (29/07/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Am Joer 2020 kruten 183 Persoune e Refus fir d'Indemnisiatioun vum éischte Congé parental, dovunner waren 155 Fraen. Am Joer 2021 waren et 157 Persoune, dovunner 120 Fraen.

ad 2. Am Joer 2020 hunn 23 Leit eng Opposition op de Refus un de Conseil d'administration vun der Zukunftskeess geschéckt, am Joer 2021 waren et 19 Leit.

ad 3. An all de Fäll huet de Conseil d'administration vun der Zukunftskeess de Refus confirméiert.

ad 4. Am Joer 2020 hu 6 Persoune e Recours beim Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) erageerecht, am Joer 2021 waren et 4 Persoune.

ad 5. An deenen 10 Dossieren, déi an de Conseil arbitral agereecht si ginn, si bis elo 2 Urteeler gesprach ginn. An deenen 2 Dossieren huet d'Zukunftskeess verluer; an engem Fall ass d'Zukunftskeess an Appell gaangen, an deem aneren huet si d'Urteil akzeptéiert. An 8 Dossieren steet d'Urteil also nach aus.

ad 6. D'Zukunftskeess ass ëmmer Defenseur um Conseil arbitral de la sécurité sociale, well dës Instanz just vun engem Particulier ka saiséiert ginn, dee mat enger Decisioun vun der Zukunftskeess net d'accord ass. 2020 hunn insgesamt 61 Leit géint eng Decisioun vun der Zukunftskeess e Recours agereecht; 2021 waren et der 88 Leit.

ad 7. Der Zukunftskeess hir Affekotekäschte fir all d'Affaire virum Conseil arbitral, opgeschlësst no Joer:

Année	Dépense affaires CASS
2017	96.420,30 €
2018	118.639,33 €
2019	114.008,31 €
2020	77.575,39 €
2021	99.620,83 €

ad 8. Ob e Fonctionnaire stagiaire seng Formatioun ouni Verlängerung während der Stagezäit kann ofschléissen, läit ënner anerem a senger eegener Responsabilitéit. Des Weidere ginn déi Fäll individuell an au cas par cas vun den zoustännege Servicer analyséiert. Dës Prozedur ass net an der Kompetenz vun der Zukunftskeess.

Château de Beaufort | Question **6428** (29/06/2022) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

D'Beeforter Schlass ass eng gutt erhalte mëttelalterlech Buerg mat Renaissance-Wunngebai a Ställ, Scheieren a Schäpp, déi doduerch eng wichteg touristesch Attraktioun sinn. Den 30. Juli 2021 ass en Deel vun der Baussemauer vum Beeforter Schlass no staarkem Reen agefall. De Kulturministère huet direkt zougesot, datt d'Mauer esou séier wéi méiglech nees opgebaut sollt ginn, no enger Bestands- an Ursachenanalyse.

Haut, bal ee Joer duerno, ass d'Mauer nach ëmmer net gefléckt.

Den INPA, deemools nach de Service des sites et monuments, huet ugangs vum Joer bekannt ginn, datt d'Analysen eng méi komplizéiert Situatioun erginn hunn, déi d'Fléckaarbechten net vereinfachen.

Trotzdeem muss ee feststellen, datt den Zoustand vun der Mauer sech net verbessere wäert, wa se weiderhin dem Wieder an dem Reen ausgesat ass. Ausserdeem verdängt de kulturhistoresche Bijou e besseren Ubléck.

Dofir géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Kulturministesch stellen:

– Wéini sollen d'Aarbechten un der Buergmuer, déi dréngend néideg sinn, ulafen?

– Wat sinn déi detailléiert Konklusioone vun den Analysen, déi vum Denkmalschutzamt maache gelooss gi sinn?

– Wat fir Aarbechte mussen genee gemaach ginn, fir d'Mauer ze stabiliséieren an an en normalen Zoustand ze versetzen?

– Wéini sollen d'Aarbechte fäerdeg sinn?

– Wéi héich soll de Käschtepunkt vun den Aarbechte sinn?

– Si provisoresch Aarbechte gemaach ginn, fir datt d'Situatioun sech net nach weider verschlémmert? Wat ass bis elo scho gemaach ginn?

– Ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt déi definitiv Instandsetzung vun der Mauer dréngend ass?

Réponse (15/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Déi baussecht Mauerschuel vun der ënneschter Baussemauer am Gruet virum der Beeforter mëttelalterlecher Ruin huet sech wéinst dem deelweis schlechten an duerch de ville Reen am Juli 2021 opgeweechten Ënnergrond gesat. Den 30. Juli 2021 huet sech dunn dës Mauerschuel vun den anere Mauerdeeler bannend ass lassgeléist, ass ageknéckt an duerno ënner hirem Eegegewicht a sech zesummegefall. Dat sinn d'Konklusioone vu den Experten.

D'Aarbechten un der Buergmuer, déi eng Urgence am Sënn vun der Stabilitéit a Sécherheet duergestallt hunn, goufen d'lescht Joer vum INPA a mat externen Ingenieuren zesumme geplangt an ufanks 2022 ausgefuert. Weider Sanéierungsarbechte vun der Mauerkroune beim Agang sollten d'Touristesaison vun dësem Joer net stéieren. Dofir ginn dës Aarbechten an den Neibau vun der baussechter Schuel vun der Buergmuer mat den entspreche Verstäerkunge vun der Fundamenter eréischt vun November 2022 u realiséiert.

Am Detail ass nach Folgendes ze maachen: Neimaache vun der Mauerkroune beim Agang vun der Ruin, deelweis Ofbau vum Deeler bis an 1 m Déift an d'Mauer eran, Stabilisatioun a Verstäerkung vun der Fundamenter, Opbau vun der baussechter Mauerschuel a Verbanne mat den ugrenzende Maueren, Neimaache vu Foue bei de betraffene Maueren, Drainage duerch Buerungen aktivéieren. D'Dauer vun dësen Aarbechte gëtt op aacht Méint geschat.

De Käschtepunkt vun den Analysen a Stabilisatiounen beleeft sech op ca. 350.000 EUR. D'Käschte vun den Opbauarbechte ginn duerch eng öffentlech Soumissioun festgeluecht. Si sinn op eng Millioun EUR geschat.

Bis haut goufen all déi Aarbechten duerchgefouert, déi verhënnert hunn, dass weider Deeler afalen. Dës Aarbechte waren awer net just provisoresch, ma gehéieren zum Gesamtkonzept, a waren d'Viraussetzung, dass dës Joer d'Buerg an d'Schlass nees fir d'Visiteuren zougänglech sinn. Dobäi goufen déi Deeler demontéiert, déi riskéiert hätten, erofzefalen an et goufe verschidden Deeler mat Ankerstaangen zesummegehale.

D'Drénglechkeet war vun Ufank un dem INPA a mäin Uleies. Dofir kann dës Touristesaison och elo normal

funktionéieren a soubal se eriwwer ass, geet et mat den Aarbechte virun.

Projets dans le cadre d'Esch2022 | Question **6429** (30/06/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

2022 ass Esch, zesumme mat 18 Nopeschgemengen aus dem Minett („ProSud“) an aus Frankräich, Kulturhaaptstad vun Europa, eng Eier, déi sech eis zweetgréisst Stad mat Kaunas (Litauen) an Novi Sad (Serbien) deelt. D'Attraktivitéit vun dëser 18-Gemenge-Regioun (200.000 Awunner) soll gestärkt ginn, ganz besonnesch op touristeschem a wirtschaftlechem Plang.

De Kulturministère hält sech aus der Programmatik eraus. An der Äntwert vun der Kulturministesch Sam Tanson an der Gesondheitsministesch Paulette Lenert op d'parlamentaresch Fro N° 5317 vum 1. Dezember 2021 vum Georges Mischo liest een: „Iwwerdeems sech d'ASBL Esch2022 fir d'Organisation vun engem Lancement entscheet huet, sief drun erënnert, datt sech de Kulturministère prinzipiell net an d'Gestaltung vu kulturellen an artisteschen Aktivitéiten, respektiv vu Programmationen amëscht.

Onofhängeg dovun ass der Regierung sécher bekannt, datt de Kontrollgremium vun der Europäescher Kommissioun a sengem Dokument „Third Monitoring Meeting Report by the European Capital of Culture Expert Panel Virtual Meeting, October 2021“ schreift: “The panel asked several questions about the large number of projects that had not been selected after the open call and the frustrations this could create, (...) The team reiterated the figures indicated in its previous progress report: i. e. the open call triggered a record number of 1.000 applications, among which approximately 600 were fully finalised. Out of these, 130 projects were selected by the evaluating committee as meeting the quality criteria an will take place next year.”

Op der Pressekonferenz vum 28. Oktober 2021 iwwert déi lescht Virbereedungen op d'Kulturjoer huet d'Françoise Poos, Directrice vum Kulturprogramm vun Esch2022, op d'Fro, fir wat sou vill Projete refuséiert goufen, geäntwert: « Parce qu'il faut faire un choix. » Dës Äntwert bagatelliséiert d'Tatsaach, datt iwwer 800 Kënschtler a Kënschtlergruppen hir Zäit, hir Energie an hir Ressourc fir näischt agesat hunn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Kulturministesch:

1. Kann d'Madamm Kulturministesch confirméieren, datt d'Lëscht vun de Projeten, déi vun Esch2022 ofgeleent goufen, bis elo net publizéiert gouf? Wa jo, aus wéi enge Grënn gouf dës Lëscht bis elo net publizéiert?

2. Verfüügt d'Madamm Kulturministesch iwwer esou eng Lëscht? Wa jo, ass et méiglech, déi Lëscht ze gesinn? Wann nee, ass et méiglech, esou eng Lëscht ze gesinn?

3. Kann d'Madamm Kulturministesch preziséieren, aus wéi enge Grënn déi betreffend Projeten ofgeleent goufen, a wat d'Organisateure vun Esch2022 konkreet ënner „quality criteria“ verstinn, opgrond vun deenen déi Honnerte vu Kënschtler ofgesot kruten?

Réponse (22/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Et ass virop wichteg ze ënnersträichen, datt kreatiiv a kënschtleresch Schafen ni fir näischt ass, an datt all kreativen a kënschtleresche Prozess selwer eng Valeur huet, och wann e Projet am Endeffekt eventuell net realiséiert oder an engem anere Kader oder ënner enger anerer Form realiséiert gëtt. Et ass deemno och evident, datt e Selektiounsprozess am Kader vun engem Appel à projets net doranner besteet, fir eng kreativ

oder kënschtleresch Demarche ze devalidéieren, mee fir ze bewäerten, ob déi virgeschloen Projete mat de Krittäre vum Appell iwwerteneestëmmen, respektiv wéi eng Projeten dës Krittären am beschten ëmsetzen.

Am Kader vum Appel à projets fir Esch2022 waren dës Krittären an engem Dokument „Guidelines“ detailléiert ginn, en Dokument, wat de potentielle Projektpartner, ier en e Projet agereecht huet, konnt op der Plattform consultéieren. Dës Krittäre goufen opgrond vun der spezifescher Zilsetzung vun Esch2022 definéiert an hunn och dat erëmgeholl, wat d'EU mat der Aktioun „Capitales européennes de la Culture“ bezweckt. Dat ass och dat, wat den interinstitutionnelle Gremium an uecht geholl huet, deen als Aufgab huet, de Virbereedungsprozess vun all Kulturhaaptstad berodend ze begleeden.

Op Basis vun deene Krittären huet e Comité de lecture all Projet analyséiert. Dëse Comité bestoung aus eefel Leit, déi verschidden Domainen a Kompetenzen ofgedeckt hunn, woubäi all Member vum Comité sech jee no Kompetenzberäich op präzise Krittäre konzentréiert huet. Esou gouf all Projet aus verschiddene Bléckwénkel gepréift, fir sech op eng Recommandatioun ze eenegen.

Mat deem am Hannerkapp ergi sech folgend Äntwerten op déi gestallte Froen:

ad 1. Iwwerdeems et dem Verwaltungsrot vun Esch2022 seng Entscheedung ass, fir Projetslëschten ze verëffentlechen oder net, sief drun erënnert, datt et net onüblech ass, fir ofgeleente Projeten net ze publizéieren, ënner anerem, fir dës net an anere Kontexter ze prejudiciéieren. Et géif sech och d'Fro stellen, wat mat där Informatioun bezweckt soll ginn, respektiv a wéi fern esou eng Lëscht iwwerhaupt aussokräfteg wier.

ad 2. All d'Membere vum Verwaltungsrot vun Esch2022 kruten d'Lëscht vu sämtlechen Projeten, déi bei Esch2022 eragereecht goufen.

ad 3. Wéi uewen erkläert, gouf all Projet opgrond vun geneeë Krittären evaluéiert. D'Projeten, déi dës Krittären net oder net genuch erfëllt hunn, konnten net vum Verwaltungsrot zréckbehalen ginn. Ze bemierke bleift, datt all Partner vun Esch2022 eng argumentéiert Ofso kritt huet.

Attaque sur agents pénitentiaires | Question **6432** (30/06/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

D'après un communiqué de presse diffusé ce 30 juin 2022 par l'Association des agents pénitentiaires du Grand-Duché de Luxembourg, six agents pénitentiaires ont fait l'objet d'une attaque à mains armées au sein du Centre pénitentiaire du Luxembourg le 29 juin 2022. « Une recrudescence des attaques et des menaces sont constatées sur tout le personnel du CPL depuis plusieurs semaines », explique l'Association des agents pénitentiaires.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Le Gouvernement a-t-il été informé de l'incident qui s'est déroulé au CPL le 29 juin 2022 ? Comment est-ce que la situation a pu déraiper à ce point-là ?

2) Est-ce que les agents pénitentiaires ont été blessés ? Comment est-ce que l'incident a pu être maîtrisé ?

3) Est-ce qu'il y a eu à un moment donné un danger d'évasion de la part des détenus ?

4) L'Association des agents pénitentiaires explique avoir constaté une recrudescence des attaques et menaces sur le personnel du CPL. Combien d'incidents ont

eu lieu ces trois derniers mois ? Quelles sont les raisons expliquant ces incidents ?

5) Comment prévenir les attaques et menaces sur le personnel du CPL ? Comment est-ce que le Gouvernement entend assurer la meilleure sécurité du personnel ?

Réponse (28/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1) Le Gouvernement a été averti le jour même de l'incident qui s'est déroulé au CPL le 29 juin dernier.

Le détenu mineur est arrivé au CPL le 29 juin et a refusé de se soumettre à la fouille prescrite par la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, qui permet de vérifier qu'aucun objet ou substance prohibés ne soient introduits au sein du centre pénitentiaire.

Il a alors été décidé d'effectuer la fouille dans la cellule du mineur. Celui-ci, ne voulant toujours pas se soumettre à la fouille, a saisi une fourchette en matière synthétique et a essayé de piquer les agents pénitentiaires présents sur place.

La réaction du mineur était imprévisible, dans la mesure où il s'agissait d'une admission normale et que le CPL n'a pas eu d'information préalable concernant un éventuel risque particulier. De ce fait, les membres du groupe d'intervention pénitentiaire (GRIP) qui étaient sur place ne portaient pas de tenue de sécurité. Certains agents présents sur place étaient des membres du GRIP, mais il ne s'agissait pas d'une intervention du GRIP.

ad 2) Oui, six agents pénitentiaires ont été victimes de coups de pied ou de poing ou se sont vu cracher au visage. La situation a pu être maîtrisée après très peu de temps par la mise de menottes. Le détenu mineur a été transféré en cellule de sécurité après l'incident.

ad 3) Non, tant la sécurité que la sûreté étaient garanties à tout moment. Les actes du détenu n'avaient aucune incidence sur la situation sécuritaire.

ad 4) Durant ces trois derniers mois, il y a eu en tout quatre incidents au CPL au cours desquels des membres du personnel ont été agressés.

Les causes des incidents sont très variées. L'alcool peut être un facteur car il rend les détenus très agressifs. Le comportement des détenus est parfois le résultat de différends ou de situations conflictuelles qui se présentent dans la vie de tous les jours. Il s'ajoute également que le seuil de tolérance des détenus baisse aussi avec la surpopulation du CPL.

ad 5) Suite aux incidents survenus ces derniers mois, plusieurs mesures ont été mises en place.

Tout d'abord, il été décidé de mettre en place un flux d'information avec le Centre socio-éducatif de l'État et l'Unité de sécurité pour mineurs, de sorte à pouvoir mieux préparer des arrivées potentiellement conflictuelles.

Ensuite, les agents pénitentiaires disposent, dans les bureaux des sections, de menottes qu'ils sont autorisés à utiliser dans des situations d'urgence.

Par ailleurs, chaque détenu qui affiche un comportement agressif fait l'objet de sanctions disciplinaires conséquentes. En cas de récidive, il peut être placé en régime cellulaire. Cette mise en régime cellulaire a lieu dans une unité spéciale, plus petite, ce qui permet aux agents de consacrer davantage de temps aux détenus qui s'y trouvent.

Pour finir, les directions des centres pénitentiaires sont en train d'élaborer, ensemble avec l'administration pénitentiaire une nouvelle note de service permettant aux agents pénitentiaires de recourir, dans des situations

d'urgence à des moyens de contrainte supplémentaires, à savoir des bombes lacrymogènes et des matraques passives. Conformément aux dispositions inscrites dans la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, les agents pénitentiaires appelés à en faire usage recevront une formation spécifique. Cette formation est en train d'être mise en place avec l'aide de l'institut de formation pénitentiaire. L'administration pénitentiaire se charge également de l'acquisition des moyens matériels nécessaires. Cette mesure devrait pouvoir devenir opérationnelle vers octobre 2022.

.....

Sécurité des agents pénitentiaires | Question 6433 (30/06/2022) de **M. Claude Lamberty** | **M. Max Hahn** (DP)

De Mëttwoch den Owend koum et am Prisong zu Schraasseg zu enger brutaler Attack vu Prisonéier op sechs Giischercher. Et wieren och Morddrounge géint d'Gardiéiers an och géint d'Personal aus dem Prisong ausgeschwat ginn. Gewalt a verbal Attacke stinn an engem Prisong oft un der Dagesuerdnung. Allgemeng géif ee säitens vum Personal awer mieren, dass iwwert déi leschte Wochen a Méint souwuel déi kierperlech wéi och déi verbal Attacken a Menacen enorm zouhuelen.

Déi héich Prisongpopulatioun war iwwert déi lescht Joer ëmmer erëm e Sujet. Zudeem versteet sech, dass do, wou vill Prisonéier openee kommen, d'Konfliktpotential erhéicht ass an d'Belaaschtung op béide Säiten zouhélt.

D'Giischercher hätten och nëmme limitéiert Moyene sech ze verdeedegen. Beispillsweis wier d'Immobilisatioun vum engem Prisonéier an och den Ekipement, fir sech am Noutfall oder bei enger Revolt ze schützen, streng reglementéiert. Oft géif et och virkommen, dass Membere vum Personal net informéiert ginn, wa Menacé géint si oder Membere vum hirer Famill géifen ausgeschwat ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Justizministesche an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Wat war den Ausléiser vun den Attacken op d'Giischercher am Prisong Schraasseg de Mëttwoch 29. Juni 2022?

2. Wéi vill Incidente gouf et an de leschte fënnf Joer an de Lëtzebuurger Prisongen, déi d'Sécherheet vun de Prisonéier oder dem Personal gefärdet hunn?

3. Gëtt d'Prisongspersonal ëmmer iwwer Menacé vis-à-vis vun hinnen oder Membere vum hirer Famill informéiert?
Falls nee, wisou net?

4. Wat gëtt de Giischercher am Fall vun enger seriöser Menace géint si oder géint Membere vum hirer Famill geroden ze ënnerhuelen?

5. Wat fir Moyene stinn de Giischercher zur Verfügung, fir sech am Fall vun enger kierperlecher Attack ze wieren?

6. Wisou gëtt d'Immobilisatioun am Prisong anescht gehandhaabt wéi bei Interventiounen baussent dem Prisong?

7. Ginn Ënnerscheeder gemaach, wéi männlech oder weiblech Giischercher op gewalttätig Situatiounen am Alldag virbereet ginn?

Réponse (26/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. E mannerjäregen Detenu ass den 29. Juni 2022 op Schraasseg komm an hien huet d'Fouille corporelle

duerch d'Beamte verweigert. Doropshin ass entscheet ginn, d'Fouille am Detenu senger Zell ze maachen. Den Detenu huet dunn eng Forschett aus Plastik an d'Fanger kritt an hien huet ugefaangen, d'Beamten ze aggresséieren, mat Féiss ze rennen, mat de Fäischte ze schloen an ze bespäitzen.

ad 2. Hei ass d'Unzuel vun den Aggressiounen op e Member vum Personal iwwert déi lescht 5 Joer:

- 2018: 5 Aggressiounen op e Member vum Personal an 3 Tentativen;
- 2019: 7 Aggressiounen op e Member vum Personal an 3 Tentativen;
- 2020: 8 Aggressiounen op e Member vum Personal an 3 Tentativen;
- 2021: 13 Aggressiounen op e Member vum Personal an 2 Tentativen;
- 2022: 10 Aggressiounen op e Member vum Personal.

Hei ass d'Unzuel vun de Bränn an de leschte 5 Joer:

- 2018: 0
- 2019: 0
- 2020: 2
- 2021: 6
- 2022: 1

An d'Unzuel vun de Mouvements collectifs/Streiken:

- 2018: 5
- 2019: 2
- 2020: 1
- 2021: 0
- 2022: 0

ad 3. Jo, d'Prisongspersonal gëtt iwwer all Menace vis-à-vis vun hinnen oder Membere vum hirer Famill informéiert.

Meeschtens ass de Beamte selwer dobäi, wann e Gefaangenen Drounge géint hien oder - vill méi seelen - géint seng Famill ausdréckt. An deene ganz rare Fäll, wou de Beamten net präsent war, kritt hien eng Copie vum „Compte rendu d'incident“ pour information a kann dann déi Schrëtt aleeden, déi hien an deem Fall fir néideg hält.

ad 4. De Giischercher gëtt an deem Fall geroden, eng Plainte bei der Police ze maachen. Den Detenu gëtt op eng aner Abteilung geluecht, soudass hie kee Kontakt méi mat deem Agent huet. Da kann och all Agent en Appui psychologique bei der Fonction publique froen.

ad 5. Am Fall wou am Virus gewosst ass, dass den Detenu aggressiv ass, intervenéiert de Groupe d'intervention pénitentiaire (GRIP), deen dat néidegt Equipement huet. Ausserdeem hunn d'Beamten op den Abteilungen Handschellen, fir am Noutfall ze benotzen. Ab dem Hierscht, wann dat noutwenneg Material ukomm ass an déi virgeschriwwen Formatiounen gemaach gi sinn, wäerten den Agenten zwee zousätzlech Moyens de contrainte matériels zur Verfügung stoen, fir sech géint Menacé vu Säite vun den Detenuen ze wieren.

ad 6. Bei den Immobilisatiounstechniken gëtt et keen Ënnerschied, ob se am Prisong oder ausserhalb vum Prisong ugewannt ginn.

ad 7. Nee, et gi keng Ënnerscheeder gemaach, wéi männlech oder weiblech Giischercher op gewalttätig Situatiounen am Alldag virbereet ginn.

.....

Accords dérogatoires en matière de télétravail avec la France | Question 6435 (01/07/2022) de **M. Marc Spautz** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Tout au long de la pandémie, le Luxembourg et ses pays voisins ont réussi à s'entendre sur des accords

dérogatoires fiscaux pour les frontaliers en télétravail. Ces dispositions dérogatoires ont pris fin le 30 juin 2022.

Tandis qu'un accord définitif avec la Belgique pour porter le nombre de jours en télétravail à 34 jours a trouvé l'approbation de la Chambre des Députés le 17 mai 2022, un accord similaire existerait avec la France, d'après certains articles de presse. Pourtant, pour l'instant et sauf erreur, aucun avenant à la convention de non double imposition avec la République française n'a été soumis à la Chambre des Députés. Pour ce qui est des frontaliers résidant en Allemagne, la fin de l'accord dérogatoire ferait passer le nombre de jours à prester en télétravail par eux à 19 jours. Des pourparlers seraient en cours.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances :

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer qu'un accord fiscal définitif a été trouvé avec la France en matière de télétravail ?

• Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il indiquer quand l'avenant à la Convention de non double imposition avec la République française va être déposé à la Chambre des Députés ?

• Dans la négative, quelles garanties le Gouvernement a-t-il obtenues de la part des autorités françaises pour permettre aux frontaliers français de prester jusqu'à 34 jours de télétravail sans conséquence fiscale ? Dans le cas où un accord a été trouvé, comment est-ce que la limite des jours de télétravail sera calculée pour l'année en cours ?

- Le Gouvernement peut-il nous informer sur les pourparlers en la matière en cours avec ses homologues allemands ? Une augmentation du nombre de jours de télétravail à 34 jours est-elle réaliste ?

- Le Gouvernement peut-il nous expliquer comment sera calculée la limite des jours de travail pour les frontaliers belges en télétravail pour l'année en cours ?

Réponse (05/08/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Comme mentionné par les honorables Députés, un accord avec la Belgique a pu être trouvé l'année dernière afin de porter le nombre du seuil de tolérance en matière fiscale de 24 jours à 34 jours par le biais d'un avenant à la convention fiscale entre le Luxembourg et la Belgique. Si la loi d'approbation de cet avenant a été approuvée par la Chambre des Députés le 17 mai 2022, l'avenant n'a pas encore été ratifié par la Belgique. Dès que cette procédure sera achevée en Belgique, la disposition qui prévoit la hausse du seuil de tolérance entrera en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.

Lors de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière en octobre 2021, un accord de principe a été trouvé entre le Luxembourg et la France afin de prévoir une augmentation du seuil de tolérance en matière fiscale de 29 jours à 34 jours. Les autorités compétentes des deux pays sont en contact quant aux modalités techniques avec l'objectif de présenter et de signer un avenant à la Convention fiscale entre le Luxembourg et la France qui devra par la suite faire l'objet d'un projet de loi d'approbation soumis à la Chambre des Députés. Le seuil de tolérance actuellement applicable pour un frontalier résident en France est donc de 29 jours.

Finalement, en ce qui concerne l'Allemagne, des contacts entre les autorités compétentes luxembourgeoises et allemandes ont eu lieu afin d'initier un processus de négociation de certains éléments de la convention fiscale. Dans ce contexte, les autorités

luxembourgeoises se positionnent en faveur d'une hausse du seuil de tolérance en matière fiscale actuellement fixé à 19 jours afin de promouvoir le télétravail des deux côtés de la frontière.

Prise en charge médicale des personnes fuyant la guerre en Ukraine | Question 6436 (01/07/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Claude Wiseler** | **M. Paul Galles** (CSV)

Aktuell kënnen ukrainesch Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg medezinnesch Consultatiounen an der Maison médicale an der Staat Lëtzebuerg gratis an Usproch huelen, am Fall wou si de Statut de protection temporaire nach net accordéiert kruten. Nodeems se awer de Statut de protection temporaire accordéiert kruten an domadder automatesch an der Caisse nationale de santé ageschriwwen sinn, mussen déi betraffte Persounen hir Dokteschrechnung selwer bezuelen, fir se dono vun der Krankekeess rembourséiert ze kréien. Kuckt ee sech déi limitéiert finanziell Aiden un, déi en ukrainesche Flüchtling mam Statut de protection temporaire hei zu Lëtzebuerg zegutt huet, ass dëst en Ëmstand, dee vill concernéiert Leit a finanziell Problemer bréngen kann. Doriwwer eraus krute mir vu Leit vum Terrain matgedeelt, dass dëst net ëmmer esou gereegelt war, mee op eng rezent Decisioun zeréckzeféieren ass, an nach viru kuerzer Zäit all ukrainesche Flüchtling, egal ob mat oder ouni Statut de protection temporaire, medezinnesch Assistance gratis an der Starter Maison médicale an Usproch huele konnt.

An deem Zesammenhang géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Immigration an Asyl an un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kënnen d'Häre Ministeren déi uewe genannten Informatiounen bestätegen a gouf et eng rezent Decisioun, déi festgehalen huet, dass ukrainesch Flüchtlinge mam temporäre Statut medezinnesch Consultatiounen net gratis an Usproch huelen dierfen, mee se aus hirer eegener Täsch bezuelen?

• Wa jo, mat wat fir enger Motivatioun gouf dëst ëmgeännert?

2. Wéi kréien aktuell Persounen mat engem Statut de protection temporaire gehollef, déi net déi néideg finanziell Moyenen hunn, hir Dokteschrechnung selwer ze bezuelen?

3. Wëssend, dass eng Persoun mam Statut de protection temporaire dacks nëmme limitéiert finanziell Mëttelen zur Verfügung huet an et deemno fir si schwéier ka sinn, eng Dokteschrechnung aus der eegener Täsch ze bezuelen, wéi gedenkt d'Regierung, de betraffende Persounen finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen?

Réponse (28/07/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Bis zum Akrafttriede vum Gesetz vum 10. Mee 2022 iwwer d'Ännerung vun den Artikelen 1 an 32 vum Code vun der sozialer Sécherheet konnt jidder Persoun, déi aus der Ukrain huet misse flüchten, gratis medezinnesch Assistance an der Maison médicale zu Stroossen an Usproch huelen. Zënter dem 10. Mee 2022 ass all Persoun, déi de Statut de protection temporaire huet, duerch d'Gesetzesännerung obligatoresch krankeverséichert an huet Zougang op d'Leeschunge vun der Krankeversécherung ouni Karenzzäit (wat de Fall bei enger volontärer Affiliatioun ass). Aktuell hu 4.158 Persounen de Statut de protection temporaire zu Lëtzebuerg accordéiert krut. All Persoun, déi aus der Ukrain huet misse flüchten an nach net de Statut de protection temporaire krut, huet weiderhin Zougang op gratis medezinnesch Assistance an der Maison médicale.

ad 2. an 3. Den Office national de l'accueil (ONA) gëtt jidder Persoun, déi de Statut de protection temporaire huet, d'Méiglechkeet, sech beim Bezuele vun de medezinnesche Rechnungen ënnerstëtzen ze loosse. All Persoun kann hir medezinnesch Rechnungen op hirem monatleche Rendez-vous beim ONA ofginn. Den ONA iwwerhëlt d'Bezuele vun der Rechnung, wa verschidde Konditiounen erfëllt sinn: (1) D'Persoun huet de Statut de protection temporaire, (2) d'Persoun huet Recht op déi materiell Leeschunge vum ONA an (3) déi fakturéiert Akte sinn eligibel fir e partiellen oder komplette Remboursement duerch d'Krankeversécherung. Déi concernéiert Organisme schaffen awer weiderhin un enger Verbesserung vun den administrativen Prozeduren am Interêt vum Patient.

Invitation à des conférences de membres du Gouvernement par des entreprises privées | Question 6437 (01/07/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi den Ausseministère iwwer Twitter gemellt huet, huet de Minister Jean Asselborn op Invitatioun vun der Volkswagen AG den 30. Juni 2022 am däitsche Braunschweig en Impulsvortrag zum Thema „Paradigmenwechsel in Europa nach dem russischen Angriffskrieg in der Ukraine“ gehalten.

D'Fro, ob an a wéi engem Kader et Deputéierten a Ministere soll erlaabt sinn, Virtrag op Ufro vun der Privatwirtschaft ze halen (an dofir zum Deel och héich Virtragshonorarer ze erhalen), huet an der Vergaangenheet international ëmmer nees fir Kontroverse gesuergt, well finanziell Interëten d'Neutralitéit vun de Politiker ënnergruewe këinten.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass de Minister fir de genannte Virtrag bezuelt ginn?

2. Wien huet d'Käschte fir d'Rees an eventuell fir eng Ënnerkonft am Kader vum genannte Virtrag iwwerhollt?

3. Ass de Premierminister der Meenung, dass d'Lëtzebuurger Gesetzgebung d'Neutralitéit vu politesche Mandatsträger a spezifesche de Regierungsmemberen ausräichend garantéiert?

Wou gesäit de Minister an dësem Beräich nach Verbesserungspotential, wat d'gesetzlech Basis ugeet?

Réponse (05/07/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Nee.

ad 2. Den Ausseministère huet d'Käschte fir den Transport a fir eng Nuecht am Hôtel iwwerhollt, sou wéi dat fir Reese vum Aussen- an Europaminister üblich ass.

De Minister Asselborn hat eng Reunioun mam Ministerpräsident vun Niedersachsen Stephan Weil zu Hannover an huet zu Braunschweig un enger Konferenz deelgeholl vum VW-Konzern iwwer déi geopolitesch Konsequenze vun der russescher Invasioun vun der Ukraine. Dem Minister säin Discours ass un dës Äntwert annexéiert.

ad 3. D'Deontologie-Reegele fir Regierungsmemberen, dorënner och déi fir den Ëmgang mat potentiellen Interessekonflikter souwéi den externen Aktivitéiten, deenen e Regierungsmember am Laf vu sengem Mandat noget, sinn am „arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement“ festgehalen (cf. Artikel 4 a méi spezifesche fir Rieden och den Artikel 11).

Dës Reegele si kloer a ginn och vu kompetenten internationale Gremie wéi dem GRECO gepréift.

Transformation de la force de réaction rapide de l'OTAN (Nato Response Force) | Question 6441 (04/07/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Face à la guerre en Ukraine, les dirigeants de l'OTAN et les ministres de la Défense des États membres de l'Alliance transatlantique se sont mis d'accord lors du sommet à Madrid du 29 juin 2022 pour transformer la Force de réaction rapide de l'OTAN (Nato Response Force) et porter les troupes à haut niveau de préparation opérationnelle bien au-dessus de 300.000 hommes, pour faire face à la menace russe.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense.

– Quelle sera la participation luxembourgeoise à cette augmentation de la capacité de réaction rapide de l'OTAN ?

– Quelles seront les conséquences de cette décision pour la Défense luxembourgeoise, ceci tant quant au matériel et qu'à l'organisation de l'armée ?

– Quel sera l'impact financier de la décision ?

Réponse (12/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

Indépendamment de l'invasion russe en Ukraine et du sommet de Madrid – un rendez-vous dédié depuis longtemps à l'adoption d'un nouveau concept stratégique adapté aux nouvelles réalités géopolitiques, technologiques, sociétales et environnementales – l'OTAN a identifié un besoin accru en forces de réaction rapide, en particulier pour faire face en temps utile aux nouvelles réalités sur ses flancs exigeant une approche 360 degrés. L'invasion russe en Ukraine n'a que confirmé ce besoin. Dès lors il s'agit moins de créer de nouvelles unités, que

– d'augmenter la réactivité des forces existantes, afin qu'elles puissent être engagées plus rapidement, ainsi que

– de structurer et d'équiper ces forces de façon à ce qu'elles puissent affronter des adversaires plus sophistiqués que jamais et ceci dans tous les domaines (terre, air, mer, espace, cyberspace).

Ce sont tout d'abord des efforts de dissuasion.

Dans le cadre de cette transformation, menant à un nouveau modèle des forces (New Force Model ou NFM) incluant la nouvelle Force de réaction rapide, l'OTAN développe un dispositif de défense cohérent incluant les groupements multinationaux établis dans le cadre de la présence avancée rehaussée (enhanced Forward Presence), où le Luxembourg contribue depuis 2017 et ce de manière renforcée depuis l'invasion russe en Ukraine.

En parallèle, en réponse aux besoins capacitaires accrus identifiés par la planification de défense de l'OTAN la défense luxembourgeoise a accepté en 2021 des objectifs ambitieux, qui s'intégreront logiquement dans ce NFM. Le bataillon de reconnaissance de combat binational belgo-luxembourgeois à mettre sur pied durant les prochaines années en représente l'effort principal dans le domaine terrestre. En attendant, les deux compagnies de reconnaissance légères existantes sont prises en considération à tout moment et se retrouveront transformées au sein du futur bataillon binational.

Le volume et le type de matériel nécessaires étant définis par le processus de planification précité, des efforts additionnels seront nécessaires en matière de réactivité néanmoins pour s'intégrer dans le nouveau modèle. Concrètement les unités devront être mieux entraînées et être en mesure d'être déployées plus rapidement qu'actuellement. Fondamentalement, il n'y aura pas de changement majeur à réaliser au niveau de l'organisation de l'armée outre les changements

déjà prévus. À ce stade prématuré, il n'est pas possible de donner des détails sur le volume de forces à affecter aux différentes catégories de réactivité. Tenant compte de la taille réduite de ses forces, le Luxembourg devra se coordonner avec ses partenaires traditionnels.

Au niveau national, un équilibre s'impose entre la continuation des participations à des engagements de gestion de crise, aux éléments de présence avancée sur le flanc oriental de l'OTAN, et aux forces de haute réactivité tant de l'OTAN que de l'Union européenne.

L'impact financier de ces décisions ne sera ainsi moins créé par de nouveaux besoins en ressources matérielles ou humaines, autres ceux déjà prévus, mais surtout par des coûts de fonctionnement accrus (entraînements plus réguliers au niveau multinational, coûts de transport, coûts de rémunération du personnel, coûts d'entretien des matériels et de remplacement des munitions).

.....

Communiqué sur l'adaptation de la circulaire relative aux droits et devoirs des agents de l'État dans leurs relations avec la presse | Question 6442 (04/07/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le 27 juin dernier, le Gouvernement diffusait un communiqué sur l'adaptation de la circulaire relative aux droits et devoirs des agents de l'État dans leurs relations avec la presse (dite « Circulaire Bettel »).

Cette nouvelle circulaire prévoit notamment l'obligation de traiter les demandes d'information endéans 24 heures suivant la demande soit par l'envoi de l'information demandée soit par l'envoi d'un accusé de réception accompagné du délai nécessaire estimé pour le traitement de la demande.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Le nombre d'attachés de presse, qui centralisent et coordonnent les demandes des journalistes, a considérablement augmenté ces dernières années. Combien d'attachés de presse ou communicants ont été engagés ces dix dernières années pour chaque ministère ?

2) Combien de demandes de journalistes ont été introduites ces deux dernières années pour chaque ministère ? Quelle est la durée moyenne de traitement des demandes de journalistes ? Dans combien de cas est-ce que les journalistes ont été obligés de revenir à la charge parce que l'information fournie ne les satisfait pas ?

3) L'accord de coalition 2018-2023 prévoit les dispositions suivantes : « L'accès aux informations des différents ministères et administrations est essentiel pour le travail des journalistes. Ainsi, afin de permettre le traitement dans les meilleurs délais des requêtes journalistiques et de garantir les flux d'informations, les moyens nécessaires seront mis en œuvre en étroite collaboration avec le Conseil de presse et les associations professionnelles des journalistes. » Pour de nombreux journalistes, ces « moyens nécessaires » se traduisent par un droit d'accès aux informations. Est-ce que Monsieur le Ministre entend déposer un projet de loi correspondant à la Chambre des Députés avant la fin de la période législative en cours ? Dans l'affirmative, quand est-ce que ce projet de loi sera déposé ? Dans la négative, pourquoi pas ?

Réponse (01/08/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias

ad 1) L'opération de recensement auprès des ministères du nombre d'agents « attachés de presse » par rapport à 2012 aboutit à 53,5 personnes (cf. tableau du

recensement infra). Si un certain nombre de personnes ont été recrutées après 2012, d'autres déjà en poste ont vu modifier leur tâche. Parmi les agents de l'État qui portent le titre d'« attaché de presse » il y en a qui remplissent une partie de leur temps de travail d'autres fonctions au sein de leur organisation. Les uns travaillent à temps plein, tandis que d'autres ont une tâche partielle, d'autres encore remplacent ponctuellement leurs collègues en cas d'absence ou de congé. En plus, durant la dernière décennie, il y a eu une série de remaniements ministériels ou de réorganisations de portefeuilles ministériels. En effet, différents ministères ont fusionné (comme par exemple en 2013 le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme a fusionné avec le Ministère de l'Économie), tandis que d'autres ont vu le jour (comme la création en 2018 d'un Ministère de l'Énergie). Ainsi, l'évolution du seul nombre d'agents « attachés de presse » depuis 2012 dans les ministères pour centraliser et coordonner les demandes des journalistes ne doit pas mener à des conclusions hâtives alors que le pourcentage de la tâche y dédiée effectivement serait réellement pertinent. Ceci est d'autant plus vrai que le paysage médiatique a fortement évolué depuis 2012.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) À l'heure actuelle, il n'existe aucun moyen de recenser les informations sollicitées par l'honorable Députée. Pour s'assurer de l'efficacité des nouvelles mesures introduites par la circulaire, un formulaire digital permettant aux journalistes de rapporter d'éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de la circulaire sera prochainement mis en ligne. Dans ce même ordre d'idées, un bilan de l'application de la circulaire sera effectué après un délai de six mois qui prendra également en compte les éventuelles remarques et recommandations formulées par les attachés de presse.

ad 3) La nouvelle version de la circulaire relative aux droits et devoirs des agents de l'État dans leurs relations avec la presse (dite « Circulaire Bettel ») est le fruit de consultations menées entre le Conseil de presse, l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels et le Gouvernement et s'inscrit dans l'objectif d'une amélioration continue de l'accès aux informations détenues par les départements ministériels, administrations et services de l'État. Afin d'organiser au mieux le flux d'informations dans le respect des délais de réponse requis pour le travail journalistique, la nouvelle circulaire prévoit une série de mesures visant à uniformiser la procédure à suivre en cas de demandes d'informations de la part de journalistes. La circulaire prévoit l'obligation de traiter les demandes d'information endéans les 24 heures suivant la demande se traduisant soit par l'envoi de l'information demandée soit par l'envoi d'un accusé de réception accompagné du délai nécessaire estimé à la communication de l'information ainsi que l'obligation d'indiquer la justification légale si l'information demandée ne peut être fournie. La circulaire crée donc un accès aux informations.

À ce stade, le Gouvernement n'entend pas déposer de projet de loi. En effet, le Gouvernement s'est engagé à effectuer un bilan de l'application de la circulaire ainsi que de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte avant de procéder à des modifications législatives éventuelles.

.....

Droits sociaux des bénéficiaires de protection temporaire (BPT) | Question 6448 (05/07/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

Zanter dem Ausbroch vum Krich an der Ukrain hu verschidde Länner, wéi Frankräich an d'Belsch, Oouverturé

fir méi Rechter op finanziell an aner Prestatiounen gemaach. A Frankräich gëtt et zum Beispill e Recht op Kannergeld, wéi och an der Belsch, a souguer e gratis Accueil an de Crèchen. An Däitschland kréien d'BPT weider Sozialleeschtungen (Hartz IV). Deemgëintwiler huet Lëtzebuerg all déi genannte Leeschtungen aus eisen Nopeschlänner net agefouert. Et géif awer hëllefen, zousätzlech finanziell Moosnamen ze ënnerhuelen, déi d'Leit aus der Ukrain an hir Familjen hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. Weider gëtt et och nach Onkloerheete bezüglech de Revenu de remplacement bei de BPT.

Am Kontext vum Recht op Kannergeld fir flüchtend Familje géif ech gäre follgend Froen un d'Familljeminstesch, den Aarbechtsminister an den Här Minister fir Immigratioun an Asyl stellen:

– Ass d'Regierung gewëllt, de BPT zousätzlech Hëllefenzoukommen ze loosseren?

– Wa jo, wéini soll dat geschéien an ëm wéi eng Aiden a Montante soll et sech handelen?

– Wann nee, firwat net?

– Kéinten d'Gemengen a leschem Fall sech selwer engagéieren?

– Hunn déi Leit, déi geschwënn sechs Méint hei schaffen, e Recht op Chômage, wann se licenciéiert ginn? A kënnen se vun der bezuelter Offer vun der ADEM profitéieren?

Réponse (08/08/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

All Persoun am Statut de protection temporaire (BPT) huet en Urecht op déi materiell Hëllef vum Nationale Büro fir Opnam (ONA), wann si iwwer keng ausräichend eege Mëttele verfüügt an net vun enger Privatpersoun en charge geholl gëtt. Déi weider Voraussetzung dozou ass eng Attestation de protection temporaire, déi vun der Direction de l'immigration vum Ausseministerium ausgestallt gëtt. D'Hëllef gi vum ONA en nature, a boer oder a Form vu Bongen accordéiert, an dat fir de gesamten Zäitraum vum temporäre Schutz. Si gi fixéiert no der Zesummesetzung vum jeeweilege Stot, dem Alter vun de Memberen am Stot an de finanzielle Ressourcen, déi de BPT zur Verfügung stinn.

All BPT huet en Urecht op d'Ënnerkonft an enger staatlecher Struktur vum ONA. Onofhängeg dovunner, ob eng BPT-Persoun an esou enger Struktur oder privat wunnt, profitéiert si ausserdeem vun dese Leeschtungen:

- finanziellen Zouschoss (monatlech Täschegeld);
- Hëllef fir Kleedung (zweemol am Joer);
- Hëllef fir de Kaf vu Schoulsaachen (eemol am Joer);
- Zougang zur medezinnescher Versuergung a Prise en charge vun de Käschten.

Bei Bedarf kënnen dës Hëllefeng ergänzt ginn duerch eng Hëllef fir Hygiène-Produkt oder besonnesch Liewensmëttel wéi zum Beispill fir jonk Bëbeëen.

BPT-Persounen, déi privat wunnen, kréien ausserdeem eng monatlech Hëllef fir de Kaf vu Liewensmëttelen.

Dës materiell Hëllef si gesetzlech festgeschriwwen duerch d'Loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat. Iwwer dës Hëllefeng eraus kann den ONA keng weider Leeschtungen zoukomme loosseren.

D'Gemenge si schonn haut am soziale Beräich täteg an intervenéiere meeschtens complementaire zum Staat, wéi zum Beispill bei der Allocation de vie chère oder bei der Heizkäschtenzoulag. Wann d'Gemengen intervenéieren, muss dat wéi gewéinlech am Intérêt communal sinn an därëf net contraire zu besteende Gesetzer a Reglementer sinn.

BPT-Persounen, déi zu Lëtzebuerg geschafft hunn, an eng Chômage-Demande bei der ADEM areecheen, hunn en Urecht op Chômage wéi all aner Salarié, wann si d'Konditione vum Artikel L. 521-1. et suivants vum Code du travail erfüllen.

Falls mat „bezuelter Offer vun der ADEM“ Mesurë gemengt si wéi beispillsweis de Stage de professionnalisation oder de Contrat de réinsertion-emploi, dann ass d'Äntwert déi selwecht ewéi virdru beim Chômage.

Aide aux devoirs gratuite | Question 6454 (07/07/2022) de Mme Francine Closener (LSAP)

À l'occasion de la rentrée scolaire 2021-2022, Monsieur le Ministre a annoncé le développement d'un concept d'aide aux devoirs gratuite qui sera introduit à partir de la rentrée scolaire 2022-2023. Le dossier de presse y relatif précise entre autres qu'« [u]ne offre de soutien scolaire cohérente, gratuite et facilement accessible est un élément essentiel de la lutte pour l'équité des chances entre tous les élèves » et que « [d]ans les mois à venir, des discussions seront menées avec les partenaires concernés pour développer le concept d'une offre qualitative d'aide aux devoirs à l'échelle nationale pour les élèves de l'enseignement fondamental ». D'autre part, l'accord de coalition prévoit la mise en place d'une aide aux devoirs par les écoles de l'enseignement fondamental, assurée par du personnel qualifié.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Dans quelle mesure les écoles seront-elles impliquées dans la réalisation du concept vu que l'accord de coalition prévoit que « [l]es écoles de l'enseignement fondamental seront amenées à développer un concept d'aide aux devoirs, avec la possibilité de recourir à des heures supplémentaires prestées volontairement » ? Dans ce contexte, une offre étendue d'aide aux devoirs par du personnel qualifié sera garantie ?
- 2) Quels établissements mettront en place le soutien aux élèves ? Sera-t-il géré par les écoles ou par des structures d'éducation et d'accueil ?
- 3) S'agit-il d'une aide aux devoirs ou bien de cours d'appui ciblés sur des matières spécifiques dans lesquelles les élèves présentent des difficultés ?
- 4) L'offre s'adressera-t-elle à tous les élèves ou bien uniquement aux élèves de l'enseignement fondamental ?
- 5) Est-ce que le soutien aux élèves sera facultatif ou obligatoire ?
- 6) Combien d'élèves pourront profiter de cette offre ?
- 7) Quelles qualifications seront requises du personnel afin d'assurer une offre de qualité ?

Réponse (01/08/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) et 2) Les discussions actuelles autour de l'introduction d'une aide aux devoirs généralisée nécessitent en premier lieu une clarification des termes et des concepts pédagogiques utilisés.

Force est de constater qu'il existe plusieurs niveaux d'apprentissage au sein de l'enseignement fondamental :

- l'enseignement en classe ;
- l'appui pédagogique (en allemand « Schulische Nachhilfe ») et
- les devoirs à domicile et l'aide aux devoirs à domicile (en all. « Hausaufgabenhilfe »).

Le développement des compétences ainsi que l'enseignement de nouveaux contenus sont réservés à l'enseignant pendant les heures de classe. Il donne les explications nécessaires aux élèves, répond aux questions éventuelles, fait faire des exercices et les corrige afin que l'élève développe les compétences définies par le plan d'études et assimile de nouveaux contenus. Pendant les heures de cours, l'enseignant vérifie si ses élèves ont bien compris ce qui a été traité en classe.

L'appui pédagogique décrit par la législation en vigueur est organisé par l'équipe pédagogique et assuré par le personnel enseignant de l'école et comprend des mesures de soutien et de différenciation, afin de soutenir un élève qui a accumulé un retard scolaire, un élève qui a des questions de compréhension ou qui rencontre d'autres difficultés dans l'apprentissage.

L'enseignant assure à la fois l'enseignement direct et l'appui pédagogique dans le cadre des mesures de différenciation discutées et définies au niveau de l'équipe pédagogique. Sa tâche comprend entre autres la conduite des leçons ou de l'appui pédagogique ainsi que la préparation des leçons, respectivement des heures d'appui⁵.

Les devoirs à domicile sont des tâches confiées par l'enseignant à l'élève qui sont à réaliser après les heures de cours. Ce sont des exercices de répétition, des corrections, des approfondissements que les élèves doivent pouvoir effectuer de façon autonome. Ils leur permettent d'assimiler davantage les apprentissages et de développer une autonomie et une capacité de gestion du temps. L'aide aux devoirs à domicile est la mise en place d'un cadre propice à l'exécution de ces tâches. Il va de soi que les élèves reçoivent en classe les explications indispensables à la réalisation des devoirs à domicile et, le cas échéant, les outils contribuant à la réalisation autonome des tâches leur confiées.

Luxembourg un système bicéphale s'est mis en place au niveau institutionnel au cours des dernières décennies, réservant l'enseignement et l'appui pédagogique à l'école et laissant l'organisation de l'aide aux devoirs à domicile aux services d'éducation et d'accueil (SEA). Ainsi, la Ministre de l'Éducation nationale de l'époque tenait déjà à préciser dans la circulaire de printemps pour la rentrée 2005-2006 ce qui suit : « S'il est important que les parents s'intéressent au travail scolaire de leurs enfants et qu'ils accompagnent leur progrès, il n'est en revanche pas indiqué qu'ils doivent suppléer à l'école. C'est dans le souci de rendre l'école plus performante et équitable que [...] je demande aux communes d'offrir une aide aux devoirs. »

Dans cette logique, l'aide aux devoirs à domicile ne se substitue pas au travail de l'école, mais reproduit un milieu favorable à l'accomplissement des devoirs à domicile similaire à celui qu'on pourrait retrouver dans le contexte familial.

La mission des SEA dans le contexte des devoirs à domicile a par la suite été inscrite dans le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 comme élément essentiel afin d'être considéré comme structure d'éducation et d'accueil agréée. L'article 2 du règlement grand-ducal en question dispose : « Pour pou-

voir être considéré comme service d'éducation et d'accueil pour enfants, le service doit fournir au moins les prestations tendant : (...) à des études surveillées consistant à offrir aux enfants scolarisés un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal ».

Le cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes introduit en 2017 dans le contexte de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, comprend également comme mission des SEA d'offrir des mesures favorisant la réussite scolaire, à savoir l'aide et l'accompagnement des travaux à domicile ainsi que des activités d'approfondissement.⁶

C'est dans cette logique que les services de mon ministère ont développé le nouveau concept de la « Hausaufgabenhilfe », en s'appuyant sur le dispositif existant et en développant l'offre d'aide aux devoirs dans les SEA. Chaque SEA (comme chaque assistant parental), est tenu d'offrir aux élèves des cycles 2 à 4 un environnement calme et serein, propice à l'exécution des devoirs à domicile. Le personnel soutient et conseille l'enfant dans l'organisation de son travail. Si l'enfant a des difficultés à cerner la tâche à accomplir, il l'aide à la comprendre. Lorsque l'enfant a terminé, il vérifie avec lui si tous les devoirs sont achevés. Lorsque l'enfant rencontre des difficultés, il en informe l'éducateur (ou l'assistant parental). Celui-ci fait décrire les difficultés par l'enfant et les transcrit dans l'e-Bichelchen (le journal de classe digital) afin d'en informer les parents et l'enseignant. Toutefois, il n'appartient pas au personnel éducatif de corriger les devoirs en question. Si un enfant a des difficultés avec la matière, il revient à l'enseignant de la lui réexpliquer.

Dans le double but de s'assurer que l'aide aux devoirs est une offre de qualité qui profite à tous les enfants, le dispositif sera évalué par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire.

Le nouveau dispositif poursuit essentiellement trois objectifs :

1. assurer une aide aux devoirs généralisée et harmonisée dans tous les SEA ;
2. garantir une formation de base pour le personnel qui intervient dans le contexte de l'aide aux devoirs ;
3. permettre une meilleure mise en réseau et une meilleure communication entre les partenaires scolaires (enseignants, élèves, parents, personnel éducatif).

Les devoirs à domicile font partie intégrante du système scolaire luxembourgeois. Des études internationales démontrent également la valeur ajoutée des devoirs à domicile, en tant que moyen de consolider et d'appliquer les contenus d'apprentissage introduits à l'école. Les résultats de l'étude Pisa 2018⁷ confirment encore l'effet positif des devoirs à domicile, mais formulent également des préoccupations majeures concernant d'éventuels effets négatifs des devoirs à domicile :

- Trop de devoirs à la maison entraînent un effet négatif, car les élèves n'ont pas assez de temps pour des activités extrascolaires importantes qui contribuent également de manière significative au développement des enfants et des adolescents.
- Les devoirs à domicile risquent de renforcer les inégalités sociales, car les élèves issus de milieux défavorisés passent moins de temps à faire leurs devoirs à la maison, sont moins bien équipés matériellement et

⁶ Cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes

⁷ OECD (2020), PISA 2018 Results (Volume V): Effective Policies, Successful Schools, PISA, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/7ca768d40e9n>

⁵ Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental

manquent parfois d'un endroit calme pour faire leurs devoirs en famille.

– Tensions au niveau de la famille.

Au Luxembourg, le fait que les parents issus de milieux défavorisés ne maîtrisent souvent pas les langues de l'école vient encore renforcer l'effet des inégalités sociaux.⁸

Alors que l'honorable Députée semble vouloir accorder plus d'importance aux devoirs à domicile et à l'aide aux devoirs, il y a eu par le passé des moments où les devoirs ont été fondamentalement remis en question en tant que tels. Je voudrais à nouveau renvoyer à la circulaire de printemps pour la rentrée 2005-2006 : « Ce que je demande aux enseignants, c'est de bien mesurer ce qu'ils peuvent exiger de chaque enfant et de ne pas s'adonner à l'illusion qu'une augmentation de la quantité du travail imposé aux élèves conduit nécessairement à une augmentation de la qualité de leurs performances. C'est en fait le contraire qui peut se produire, surtout lorsqu'il s'agit d'élèves en difficulté qui risquent d'être découragés et déstabilisés. »

Je ne peux que me rallier à la position de mon prédécesseur. L'extension de l'aide aux devoirs est souvent justifiée par la volonté de lutter contre les inégalités sociales, mais une « école après l'école » aurait justement l'effet inverse. Elle contribuerait à creuser davantage les inégalités sociales entre les élèves. Ceci est largement démontré par les systèmes scolaires qui ont recours de façon systématique à des structures d'aide et de soutien extrascolaires comme le Japon ou la Corée du Sud. Ce phénomène où les élèves doivent participer à des offres extrascolaires afin d'assurer l'accomplissement de l'apprentissage et la réussite scolaire ouvre grandement la porte à un marché d'offres commerciales et à une privatisation de l'enseignement. Les perdants d'une telle dynamique seraient les élèves déjà en difficulté.

Force est donc de constater que les devoirs à domicile doivent absolument être limités à des exercices de répétition, des corrections, des approfondissements que les élèves doivent pouvoir effectuer de façon autonome. Sinon, ce sont surtout les élèves socialement défavorisés qui risquent d'être désavantagés. Les mesures de soutien et de différenciation, afin de soutenir p. ex. un élève qui a accumulé un retard scolaire doivent être réservées à l'école dans le cadre de l'appui pédagogique. Sinon, l'école publique risque de perdre sa crédibilité dans les yeux des parents et des élèves qui risqueraient de se tourner vers des offres commerciales.

ad 3) Il s'agit d'une prestation « aide aux devoirs » conçue comme un approfondissement ou une répétition des apprentissages en classe et organisée par les SEA selon des modalités bien déterminées.

Je me permets néanmoins de rappeler que la réforme de l'enseignement fondamental a introduit un appui pédagogique qui est presté par le personnel enseignant de l'école fondamentale et qui consiste à offrir des mesures de soutien et de différenciation. Il s'adresse aussi bien à des enfants qui ont besoin d'un

soutien spécifique dans une matière particulière ou qui présentent un retard dans le développement de certaines compétences qu'à des enfants qui veulent davantage creuser un sujet ou l'approfondir. La tâche des enseignants brevetés prévoit 54 heures annuelles d'appui pédagogique, qu'ils effectuent au service des élèves en plus de leur tâche d'enseignement.

L'importance de cet appui pédagogique a entre autres été soulignée dans la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée 2020-2021 : « Un enfant qui a besoin d'un soutien spécifique dans une matière particulière ou qui présente un retard dans le développement de certaines compétences doit pouvoir compter sur le soutien de l'équipe pédagogique ; des mesures spécifiques doivent être organisées dans le cadre de l'appui pédagogique et être prévues, le cas échéant, dans le plan de développement de l'établissement scolaire. Il n'est ni du devoir des parents, ni du devoir de l'équipe socio-éducative de la structure d'éducation et d'accueil de prendre des mesures de remédiation, celles-ci relèvent du domaine de l'école. »

En outre, et en tant qu'offre complémentaire à l'appui pédagogique, la « Summerschool » est une initiative qui aide les élèves à rattraper d'éventuelles lacunes. Cette initiative, qui a été mise en œuvre une première fois durant l'été 2020, a rencontré un vif succès et connaîtra sa troisième édition du 29 août au 9 septembre 2022.

Sans vouloir m'aventurer dans l'interprétation des positions formulées par l'honorable Députée, il me semble qu'elle préconise l'extension de l'appui pédagogique et non pas de l'aide aux devoirs à domicile. Les ressources attribuées à l'appui pédagogique lors de la réforme de l'enseignement fondamental en 2009 ont été substantielles. Voilà pourquoi il me semble opportun d'évaluer le dispositif actuel avant d'y consacrer davantage de ressources.

ad 4) L'offre s'adresse aux élèves des cycles 2 à 4 fréquentant l'enseignement fondamental et étant inscrits auprès d'un SEA. L'inscription d'un enfant pour les plages réservées à l'aide aux devoirs est également possible, tandis que l'application e-Bichelchen sera destinée à tous les élèves de l'enseignement fondamental.

ad 5) Le dispositif mis en place est obligatoire pour les SEA (cf. cadre légal), il est facultatif pour les parents. Les parents peuvent décider que leur enfant ne fait pas ses devoirs au sein du SEA. Il suffit d'en informer préalablement le responsable du SEA.

ad 6) Tous les enfants inscrits auprès d'un SEA peuvent bénéficier de cette offre. À titre d'information, au 31 mars 2022, 35.308 enfants soumis à l'obligation scolaire étaient bénéficiaires du CSA. Dans la mesure des places disponibles, des élèves ne fréquentant pas le SEA jusqu'à présent, peuvent bénéficier uniquement de l'offre « aide aux devoirs » organisée au niveau d'un SEA.

ad 7) Il a été arrêté qu'une personne de référence sera désignée au sein du SEA qui devra être présente lors de la prestation « aide aux devoirs » et qui devra remplir les conditions suivantes :

– Disposer d'une qualification minimum de niveau fin d'études secondaires dans le domaine psycho-social, socio-éducatif ou pédagogique et destiné à l'encadrement des enfants, ou d'un diplôme niveau secondaire dans un autre domaine, à condition de se prévaloir d'une expérience professionnelle de deux ans dans le secteur de l'éducation non formelle.
– Disposer des connaissances linguistiques en français, allemand et luxembourgeois.

Le profil du personnel encadrant sera déterminé au sein d'un groupe de travail regroupant les représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du secteur de l'éducation non formelle pour enfants. Les dispositions relatives à la qualification et aux compétences linguistiques seront obligatoires à partir du 1^{er} septembre 2024 au plus tard.

Matériel à disposition des agents policiers | Question 6456 (07/07/2022) de M. Fernand Kartheiser | M. Fred Keup (ADR)

D'Lëtzebuurger Police huet eleng am Joer 2021 wäit iwwer véier Milliounen Euro ausging, fir Analysen durchzuführen, ewéi een d'Police grand-ducale méi effikass gestalten kann an iwwerdeems och der opkommender Digitalisierung Rechnung droe kann. Leider scheitert et dacks u banale Klenggekeeten, déi verhënnere, datt d'Beamten effikass schaffe kënnen. An deem Kontext huet e Kommissär vun der Police dem zoustännege Service (DTP – Direction des Technologies policières) scho viru Méint matgedeelt, datt seng Imprimante net méi fonctionéiert. Offiziell Bréiwer sinn an deem Kontext onbeäntwert bliwwen. Dëst féiert dozou, datt Beamten iwwert e puer Stäck duerch dat ganz Gebai lafe mussen, fir och nëmmen eng einfach Kopie ze maachen oder eppes auszedrücken. Dacks mussen d'Beamten och op d'Imprimanten aus de Verneemungszëmmeren zeréckgräifen, an, wann dës besat sinn, muss de Policebeamten dacks laang waarden, fir iwwerhaupt kënnen eng Kopie ze maachen oder eppes auszedrücken.

An engem anere Fall huet e Policekommissariat e Laptop, deen un eng Imprimante ugeschloss soll sinn, gebraucht, fir am Kader vun enger Fermeture vun engem Police-Büro senger Aarbecht weiderhi kënnen nozegoen. Bal zwee Joer ass d'Demande vum Kommissariat un d'Verwaltung onbeäntwert bliwwen, soudatt déi zoustännege Beamten de Laptop schlussendlech aus hirer Kaffiskeess bezuelt hunn.

Grad fir eng Police, déi sech no bausse hin effikass opstelle wëll an zudeem iwwert Personalmangel beréicht, schéngt dësen Zoustand ganz bedauerlech ze sinn.

Et ass dach awer evident, datt d'Verwaltung onbedéngt dofir suerge muss, fir datt d'Policebeamten hirer Aarbecht ënner de beschtméigleche Konditione kënnen nogoen an déi uewe beschriwwen Faite stinn deem jo awer diametral géintwärt.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass et an den Ae vun der Regierung net onverantwortlech, datt d'Demande vu Policebeamten, fir eng Imprimante ze kréien, fir esou kënnen normal an ouni onnéidegen Zäitverloscht hirer Aarbecht nozegoen, iwwert Méint vum zoustännege Service onbeäntwert bleift?

2. Ass et an den Ae vun der Regierung net onverantwortlech, datt Policebeamte Material, ewéi zum Beispill e Laptop, wat si onbedéngt brauchen, fir hirer Aarbecht kënnen nozegoen, aus hirer eegener Täsche, respektiv, aus der Kaffiskeess, mussen finanzéieren? Wéi ass et an deem Kontext méiglech, datt den zoustännege Service iwwert Joren d'Demande vun de Beamte fir e Laptop onbeäntwert gelooss huet?

3. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung méiglech, datt d'Police Milliounen Euro ausgëtt, fir Analysen durchzuführen, ewéi een d'Police méi effikass gestalten kann, an op där anerer Säit hir Beamte quasi am Reen stoe léisst, wann et ëm Banalitéit geet, ewéi zum Beispill d'Beschafe vu Material ewéi Imprimanten oder

⁸ Der sozioökonomische und der sprachliche Hintergrund der Schülerinnen und Schüler hat nach wie vor einen entscheidenden Einfluss auf ihre Schullaufbahn (vgl. Hadjar & Backes; Chauvel & Schiele). Schülerinnen und Schüler, die zu Hause weder Luxemburgisch noch Deutsch sprechen und aus sozial benachteiligten Familien kommen, haben sich im Vergleich zum letzten Bildungsbericht vor drei Jahren in allen untersuchten Kompetenzbereichen – auch unabhängig von den Folgen der Covid-19-Pandemie – weiter verschlechtert. Damit geht die soziale Schere im luxemburgischen Bildungssystem auseinander, die Leistungsunterschiede zwischen den Schülergruppen wachsen. vgl. Bereit für die Zukunft? Der dritte Bildungsbericht für Luxemburg Thomas Lenz, Susanne Backes, Sonja Ugen & Antoine Fischbach, S.11–12

engem Laptop, wat d'Beamte onbedéngt brauchen, fir hirer Aarbecht kënnen nozegoen?

4. Wéi wëll d'Regierung elo konkret virgoen, fir dës Mëssstänn ze behiewen an a wéi engem zäitliche Kader ka mam restlose Behiewe vun deenen uewen opgezielte Mëssstänn gerechent ginn?

Réponse (08/08/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Déi ugeschwaten Demande ass der Generaldirektioun bekannt. Déi betreffen Unitéit verfuegt aktuell iwwer fénnef Printer bei engem Effectif vun dräizéng Leit. Opgrund vun engem neie Printer-Projet, deen usteet, gouf matgedeelt, dass defekt Material bis op Weideres net géif ersat ginn. Et ass och ze ennersträichen, dass op all Stack mindestens ee Printer disponibel ass.

D'Erneuerung vum komplette Bestand vun de Printer ass duerch eng „procédure ouverte“ ugangs 2022 ausgeschriwwen ginn.

ad 2. an 3. D'Konzept vum mobile Schaffen ass en Deel vun der Digitalisatioun, déi d'Police amgang ass auszeschaffen. An dësem Kader geet et net duer, fir Hardware zur Verfügung ze stellen, mee den Accès op d'Police-Systemer muss och garantéiert sinn. Dat setzt viraus, dass den Environnement fir e mobilen Accès konfiguréiert ass an dass mobil Applikatiounen an och d'Sécherheet vum Réseau garantéiert sinn. En attendant, dass déi néideg Etüden an d'Konfiguratioun wäit genuch fortgeschritt sinn, mécht et aktuell kee Sënn, Material ze finanzéieren an ze verdeelen, dat net an dat finaalt Konzept passt. Deementspriedend ginn de Moment ausser normale Smartphoné keng mobil Geräter fir de polizeilechen Aussendéngscht vun de Kommissariater virgesinn.

ad 4. Wéi hei uewendriwwer erkläert ass, sinn nei Konzepter an der Ausschaffung oder an der Ëmsetzung.

Wéi bei all aneren informatésche Projete sinn aktuell Verzögerungen an de Liewerzäiten ze erwaarden. Genee Datumen kënnen, Stand haut, leider net genannt ginn.

Cambriolages dans la région de Michelau | Question 6458 (07/07/2022) de **Mme Martine Hansen | M. Léon Gloden** (CSV)

Onsen Informatiounen no kouw et an de leschten Deeg zu enger Rei vun Abréché a privaten Haiser zu Méchela an an der Ëmgéigend.

An deem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister ons confirméieren, dass et an de leschten Deeg, zu a ronderëm Méchela, zu enger Rei vun Abréché komm ass?
2. Wa jo, kann den Här Minister ons konkret Zuelen nennen?
3. Huet den Här Minister weider Informatiounen zum Hannergrond vun dëser repetitive Virfäll an enger bestëmmter Géigend?
4. Gedenkt den Här Minister spezifesch op dës Virfäll ze reagéieren a wa jo, wéi?

Réponse (22/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. Et ass dem Minister bekannt, dass et säit dem 20. Juni 2022 zu enger Rei Abréché am Norde vum Land komm ass. Insgesamt sinn 8 Faiten der Police gemellt, dovunner 6 an den Dierfer Méchela, Bierden an Ierpeldeng. Och Buerschent war betraff. Et gouf

an 3 Eefamilljenhaiser, 3 Weekendhaiser, eng Juegdhütt an an eng Schoul agebrach.

ad 3. De Service de police judiciaire ass mat den Enquêtes befaasst. Et ass net méiglech, Informatiounen zu lafenden Enquêtes effentlech ze maachen.

ad 4. De Policeminister ass net an déi operationell an alldeeglech Polizeiarbecht agebonnen. Déi operationell Reaktioun op spezifesch Virfäll läit an den Hänn vun der Police.

Eng vun de Premisse vun der Policereform vun 2018 ass, dass d'Police hir Dispositiver a Mesuré sou reaktiv wéi nëmme méiglech kann upassen, fir all Zorte vu Phenomeener, déi en Impakt op d'effentlech Uerdnung hunn, entgéintzewierken.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3644 vum 15. Februar 2021 vum honorabelen Deputéierte Léon Gloden erkläert gouf, setzt d'Police weiderhin op präventiv a visibel Policepatrullen an och op weider Präventiounscampagnen, dat bei gréissere generellen Aktiounen („départ en vacances“, europäeschen Dag ouni Abroch, asw.) esou wéi och bei eenzele méi spezifeschen Aktiounen (Präsenz während der Foire du logement, Asaz vun der Präventiounscamionnette vun der Police zum Thema Abrochpräventioun bei gréissere Manifestatiounen mat Berodung op der Plaz asw.).

Donieft huet d'Police d'Initiativ geholl, fir all Gemengen ze invitéieren, fir bei de Baugeneemegung vu Privatwunnengen den Informatiounsflyer vun der Police zum Thema Abrochpräventioun bäizeleeën. Zousätzlech dozou krut all Gemeng eng informatésch Versioun dovunner geschéckt, fir de Flyer an hirem Informatiounsblat ze publizéieren, wat och a ville Gemenge gemaach gouf.

All dës Aktiounen hunn als Haaptschwieerpunkt d'Sensibilisatioun vum Bierger par rapport zu der Thematik Abroch an den eenzele Protektiounsméiglechkeeten.

Cambriolages dans la région de Michelau | Question 6461 (08/07/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient de la population concernée qu'une série de cambriolages s'est produite en ces jours à Michelau, l'un des villages de la commune de Bourscheid. Hélas, la presse n'en a rien rapporté afin de sensibiliser les citoyens.

Dans ce contexte je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- 1) Comment le nombre de cambriolages a-t-il évolué au cours des mois derniers dans la circonscription Nord, en particulier dans le canton de Diekirch ?
- 2) Les cambriolages récents sont-ils probablement le résultat des actions de bandes organisées sur notre territoire ?
- 3) La police envisage-t-elle de sensibiliser le plus vite la population concernée et inquiète ?

Réponse (22/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre total de cambriolages enregistrés statistiquement dans la « Région de police Nord » ces cinq dernières années. Pour 2022, seules les affaires saisies des six premiers mois de l'année sont prises en compte.

Année	Cambriolages
2018	440
2019	381

2020	297
2021	292
2022	140

Au vu de ces chiffres on peut constater que le nombre de cambriolages dans la région Nord a considérablement diminué en 2020 et 2021 par rapport aux années précédentes.

ad 2) Il n'est pas possible de divulguer des informations sur des enquêtes en cours.

ad 3) Une des prémisses de la réforme de la police de 2018 consiste à adapter continuellement et rapidement ses dispositifs et mesures, afin d'endiguer le plus rapidement possible tout phénomène ayant un impact sur l'ordre public. Pour des raisons évidentes, le détail opérationnel de ces dispositifs et mesures ne peut être rendu public.

Hormis une augmentation des patrouilles préventives visibles, la Police grand-ducale porte continuellement un accent tout particulier sur les campagnes de prévention, soit par des actions d'envergure médiatisées (campagne « départ en vacances », journée européenne sans cambriolages, etc.) soit par des actions plus ciblées (présence lors de la Foire du logement, présence de la nouvelle camionnette de prévention avec possibilité de consulter directement nos spécialistes de la prévention du crime lors d'événements locaux, etc.).

La Police grand-ducale continue de promouvoir régulièrement des actions de prévention auprès du grand public, notamment sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram) et à travers des communiqués publiés sur son site Internet.

La police a pris l'initiative de contacter toutes les communes en vue d'annexer aux autorisations de bâtir de maisons privées une brochure d'information sur la prévention de cambriolages. Toutes les communes ont également reçu cette brochure en version électronique, afin de la publier dans leurs magazines communaux, ce que beaucoup de communes ont fait.

Pénurie de personnel dans les maisons de soins | Question 6465 (08/07/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mir ass zougedroe ginn, dass zu Lëtzebuerg Zëmmeren an Alters- a Fleegeheemer eidel stinn, well net genuch Fleegepersonal zur Verfügung steet. Dëst géif natierlech seriö Froen opwerfen, besonnesch wann ee bedenkt, wéi séier d'Populatioun hei am Land wiisst an dass och an Zukunft ëmmer méi Leit op dës Strukture wäerten ugewise sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass zu Lëtzebuerg effektiv Zëmmeren an Alters- a Fleegeheemer eidel stinn, well net genuch Fleegepersonal zur Verfügung steet? Wa jo, wéi eng Alters- a Fleegeheemer sinn heivunner betraff? Wéi vill Zëmmerer genee stinn eidel?
2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze ennerhuelen, fir dësem Mëssstand entgéintzewierken?

3. Ass den Ament – en vue vum aktuellen demographesche Wuesstem – séchergestallt, dass Alters- a Fleegeheemer an Zukunft genuch Capacitéite wäerten hunn, fir déi bedierfteg Leit opzehuelen? Huet d'Regierung an deem Kontext scho Previsiounen a wéi gesinn dës genee aus?

Réponse (04/08/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. an 2. Der Regierung ass net bekannt, dass Zëmmeren an Alters- oder Fleegeheemer eidel stinn, well net genuch Fleegepersonal zur Verfügung stéing.

D'Regierung ass sech awer bewusst, dass nieft der Offer u Strukturen a Servicer och genuch Fleegepersonal noutwendeg ass, fir déi eeler Leit doheem oder an de Wunnstrukture gutt ze versueren.

Aus deem Grond huet de Gesondheitsministère, an Zesummenaarbecht mam Ministère fir sozial Sécherheet, dem Ministère fir Educatioun an Héichschoul an dem Familljeministère den 13. Juli 2022 eng Campagne fir d'Valorisatioun vun de Gesondheitsberuffer lancéiert, fir op dësem Wee jonk Leit fir déi Beruffer begeeschten ze kënnen an hinnen nei Perspektiven opzeweisen.

ad 3. Den aktuelle Previsiounen no wäert d'Liewenserwaardung fir d'Männer, déi aktuell bei 80,3 Joer läit, an den nächste Joerzénge bis an d'Joer 2070 op 86,6 Joer klammen. Bei de Frae gëtt eng Augmentatioun vun aktuell 85 Joer op 90,8 Joer virausgesot.

D'Leit iwwer 65 Joer maachen haut zu Lëtzebuerg 15,5 % vun eiser Gesellschaft aus. Dës Prozentsaz soll bis 2070 op 29,7 % vun der gesamter Gesellschaft klammen. Leit iwwer 80 Joer, déi haut nach 4 % vun eiser Gesellschaft ausmaachen, sollen zu deem Moment 12,3 % vun der Gesellschaft duerstellen⁹.

Weinst dësem méi héijen Undeel un eelere Leit an eiser Gesellschaft kéint och de Besoin u Fleg an d'Luucht goen.

Aktuell ginn et an den Alters- a Fleegeheemer, sou wéi se am groussherzogleche Reglement vum 8. Dezember 1999 definéiert sinn, 6.403 Better, dovun sinn der 3.930 an den Altersheemer (Centres intégrés pour personnes âgées – CIPA) an 2.473 an de Fleegeheemer (Maisons de soins – MS). Donieft sti weider 914 Better an de Strukture fir betreit Wunnen (Logements encadrés) zur Verfügung¹⁰.

De Familljeministère huet Kenntnis vu ronn 3.000 zousätzleche Better (CIPA/MS), déi an der Diskussioun, an der Planung oder am Bau sinn.

Och wann den Impuls, fir Alters- oder Fleegeheemer ze bauen, an der Reegel vun de Gestionnaires ausgeet, sou huet de Staat iwwer d'ASFT-Gesetz d'Méiglechkeet, Bauten- a Renovatiounsprojeten zu engem Deel finanziell ze ënnerstëtzen.

Enger rezenter Ëmfro vun der TNS ILReS iwwert d'Zerfriddenheet vun de Beneficiairë vun der Fleegeversécherung no wëllen 83 % vun de befröte Leit esoulaang wéi méiglech doheem bleiwen¹¹.

Produits CBD | Question **6469** (11/07/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

An de leschte Jore sinn ëmmer méi Butteker bei eis am Land opgemaach ginn, déi Cannabidiolprodukte (CBD) verkafen. Doduerch ass vill CBD, dee jo legal ass, am Ëmlaf an et ass fir d'Beamte vun der Police onméiglech, dës Produite vun de Marihuana-/Cannabisplanzen, déi jo momentan nach illegal sinn, ze ënnerscheeden. Laut mengen Informatiounen ginn et awer Schnelltester, fir den THC-Gehalt ze determinéieren an domat och déi

zwee Produite vuneneen ze ënnerscheeden. Allerdéngs soll just d'Douane sou Tester hunn, d'Police awer net.

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister meng Informatiounen confirméieren? Wa jo – firwat huet d'Police keng sou eng Tester zur Verfügung gestallt?

2. Wa jo – wéi sollen d'Policebeamten tëscht CBD-Produiten a Marihuana ënnerscheede kënnen?

3. Wéi sollen an Zukunft, wann de Cannabiskonsum bis legaliséiert ginn ass, dës Kontrollen assuréiert ginn?

Réponse (02/08/2022) de **M. Henri Kox**, Ministère de la Sécurité intérieure

ad 1. Et ginn aktuell keng Tester, déi et erméiglechen, fir den THC-Gehalt ze determinéieren. Dat, wat et scho gëtt, dat sinn Tester, déi uweisen, ob ee Produkt méi oder manner wéi 0,3 % THC enthält oder net. D'Douane huet esou e Produkt säit Kuerzem eréischt an der Testphas an dofir ass et nach ze fréi, fir kënnen ze soen, ob déi Tester och fiabel sinn. Fir de Moment sinn dës Tester eréischt eemol op enger grousser Kontroll zum Asaz komm.

ad 2. Fir den THC-Gehalt kënnen an engem Produkt ze determinéieren, gëtt de Produkt an de Laboratoire national de santé geschéckt, fir analyséiert ze ginn. Et sief bemierkt, datt déi uewe genannte Schnelltester net duer ginn am Kader vun enger Geriichtsprozedur an an deem Fall ëmmer mat enger kompletter Analyse musse confirméiert ginn.

ad 3. D'Police wäert an Zukunft déi Testphas suivéieren, déi am Moment vun der Douane duerchgefouert gëtt. Deemno wéi dës Testphas dann ausfällt, wäert dann och iwwert ee Konzept nogeduecht ginn, fir de Gebrauch vun esou Schnelltester am Alldag ze definéieren.

Fir de Moment sinn dës Tester eréischt eemol op enger grousser Kontroll zum Asaz komm an dofir gëtt zur Zäit virun allem d'Fiabilitéit vun den Tester iwwerpréift an hire praktesche Wäert analyséiert an evaluéiert.

Assises de la coopération | Question **6474** (12/07/2022) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

De manière générale, les Assises de la coopération luxembourgeoise sont organisées annuellement par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Les assises sont un rendez-vous traditionnel réunissant les représentants.e.s de la société civile nationale et internationale, des pays partenaires, des institutions internationales, du monde de la recherche, du secteur privé, ainsi que des fonctionnaires de différents ministères et des député.e.s. Il s'agit d'une conférence-phare, lors de laquelle les participants.e.s ont l'opportunité de s'échanger sur les principales questions, voire les principaux défis dans le domaine de la coopération, ainsi que sur l'orientation de la coopération luxembourgeoise.

Les dernières Assises de la coopération ont eu lieu en mai 2021 sous format virtuel, les rendez-vous des années 2019/2020 ayant été reportés suite à la crise sanitaire. Les prochaines assises offriront ainsi une importante occasion au secteur de se rencontrer en personne pour discuter des défis auxquels la coopération luxembourgeoise est confrontée.

Pourtant, selon nos informations, les Assises de la coopération n'auront pas lieu cette année.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les Assises de la coopération de l'année 2022 n'auront pas lieu ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour cette décision ?

2) Encore dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre cette année pour assurer que le dialogue avec la société civile et les autres parties prenantes soit maintenu à niveau ?

Réponse (08/08/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Contrairement aux informations dont indiquent disposer les honorables Députés, il est bien prévu d'organiser des Assises de la coopération en 2022. Les parties intéressées seront informées de la date sous peu.

ad 2) Cette question est sans objet.

Installation de distributeurs de cryptomonnaie | Question **6476** (13/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

En Artikel op der Plattform heise.de vum 7. Juli bericht vun engem Bitcoinautomat vun der Volksbank Bayern Mitte an Däitschland. De Kryptowährungsautomat vum Ubidder Kurant steht an der Stad Ingolstadt an erlaabt de Passante mat engem reguläre Geldschäin een Ëmtausch a Bitcoin. Dofir gi beim Automat eng Rei digital Transaktiounen nogefrot. Mëttlerweil goufen och Appen entwéckelt, déi d'Notze vum Cold Wallet an der Bitcoin-Go-Card vun der Volksbank vereinfachen.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Wirtschaft a Finanzen dës Froe stellen:

1. Kéint esou Bitcoinautomaten och hei am Land installéiert an agesat ginn?

– Falls jo, wat fir Ufuerderunge missten esou Automate respektéieren?
– Falls nee, wéi eng gesetzlech Basis verbitt dës?

2. An Däitschland hunn d'Sparkassen sech géint den Handel mat Bitcoin an aneren digitale Wäerungen entscheet. Huet de Minister Kenntnis vu Banken hei am Land, déi Kryptowährungsautomaten ausschléissen?

Réponse (10/08/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère des Finances

Den honorablen Deputéierte bezitt sech an senger parlamentarescher Ufro op een däitschen Artikel aus dem Internet iwwert Bitcoinautomaten a Bayern, a freet op där Basis, ob Kryptowährungsautomaten och zu Lëtzebuerg kéinten installéiert an agesat ginn.

Entitéiten, déi op der Lëtzebuerg Finanzplaz potenzielle Clienten den Handel mat Bitcoin an aneren digitale Wäerungen erméiglechen oder den Ëmtausch tëscht Kryptowäerungen a reguläre Wäerungen (Fiat-Wäerung) erlaben, mussen sech bei der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) als Prestataire de services d'actifs virtuels (PSAV) enregistréieren an ënnerleien dem ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 géint d'Geldwäsch a géint d'Finanzéierung vum Terrorismus. Den Ëmtausch tëscht Kryptowäerungen a Fiat-Wäerungen, wéi dem Euro zum Beispill, ënnerläit zudeem de gesetzleche Virschreften aus dem ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009 iwwer Bezuedéngschtleeschungen.

Et ass an dësem Kontext nach drop hinzeweisen, dass d'Europäesch Unioun sech mam MiCARreglement (Markets in Crypto-Assets) zukünfteg ee komplette Gesetzeskader gëtt, deen eenheetleche Reegelen an der Europäescher Unioun fir Déngschtleeschter am Beräich vu Krypto-Aktive virgesäit.

⁹ The 2021 Ageing Report, Economic & Budgetary Projections for the EU Member States (2019-2070), May 2021

¹⁰ activite/minist-famille-integration-grande-region/2021-rapport-%20activite-mfamigr/2021-rapport-activite-mfamigr.pdf>https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-famille-integration-grande-region/2021-rapport-activite-mfamigr/2021-rapport-activite-mfamigr.pdf

¹¹ enquete-de-satisfaction-aec-2022-vp.pdf>https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2022/06-juin/09-haagen-aec/presentation-enquete-de-satisfaction-aec-2022-vp.pdf

De Finanzministère huet keng Informatiounen doriwwer, ob Banken oder aner reguléiert Entitéiten zu dem Zäitpunkt a Betruecht zéien, zu Lëtzebuerg esou Automaten opzestellen, oder dat prinzipiell ausschléissen.

Comité de prévention communal | Question 6479 (13/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Policegesetz vum 18. Juli 2018 gouf mam Artikel 38 de Comité de prévention communal geschaf. Dëse Comité ass dofir do, fir de permanente Kontakt tëschent der Police an der Gemeng ze verbesseren, fir dass d'Informatiounen tëschent béiden Institutiounen besser fléisse kënnen.

Den Artikel 38 erlaabt, dass nieft dem Buergermeeschter och Schäfte a Gemengeconseillere kënnen am Comité vertruede sinn. Während de Buergermeeschter duerch d'Gesetz een direkt Urecht op ee Sëtz am Comité huet, hânt et bei deenen anere Membere vun de Gemengevertriieder dovunner of, ob dat am Interessi vum Buergermeeschter ass, well de Wuertlaut vum Artikel beseet: „les échevins ou conseillers communaux éventuellement désignés par les bourgmestres“.

Esou kënn et vir, dass verschidde Gemenge guer keng Vertriieder vun der Opposition eraloossen, während aner Gemenge méi demokratesch Verständnis bewisen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Comitées de prévention communaux existéieren zurzäit hei am Land?

2. A wéi ville Comitées si Gemengeconseillere vertrueden a wéi vill sinn et der insgesamt?

3. Wéi vill vun de Gemengeconseillere, déi an an dëse Comitées vertruede sinn, gehéieren net enger Majoritéit an engem Gemengerot un (ausgehend dovunner, dass se aus enger Proporz-Gemeng stamen)?

4. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Membere am Gemengerot, fir kënnen Vertriieder am Comité de prévention communal ze ginn?

5. Hunn d'Membere am Gemengerot een Informatiounsrecht op d'Inhalter a Rapporten, déi am Comité de prévention communal beschwat ginn?

Réponse (08/08/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

ad 1. Am Joer 2021 goufe vun de concernéierte Buergermeeschtere 17 Comitées de prévention organiséiert.

ad 2. an 3. Zu de Froen 2 an 3 hu weeder d'Inneministesch nach de Minister fir bannenzeg Sécherheet Elementer fir ze äntweren.

ad 4. a 5. Den Artikel 38 vum Policegesetz gesäit d'Grënnung vu „comités de prévention communaux“ vir, an dass de Buergermeeschter Membre de droit ass an dësen och presidéiert. Hie kann och Gemengerotsmembere an de Comité designéieren.

De Règlement grand-ducal vum 25. Juli 2018 iwwert de Fonctionnement vun kommunale Preventiounscomité a regionale Concertatiounscomité gesäit vir, dass vun all Reunion ee Procès-verbal gemaach gëtt, deen d'Membere bannent engem Mount musse kréien.

En Informatiounsrecht fir déi Conseillere, déi net Member vum Comité sinn, ass weeder vum Gesetz nach vum Règlement grand-ducal virgessinn.

Bilan du Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques | Question 6482 (14/07/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques, qui a été présenté fin 2017, a l'objectif de parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable.

Parmi les objectifs généraux poursuivis par le plan figurent la réduction de l'utilisation de 50 % des produits phytopharmaceutiques jusqu'en 2030, la réduction de 30 % des « big movers » (les produits phytopharmaceutiques les plus dangereux ou les plus utilisés) jusqu'en 2025 ou encore la mise en place d'indicateurs de suivi de quantités de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques ainsi que de leur utilisation. Le plan inclut également 25 mesures spécifiques qui doivent être mises en place afin d'atteindre les objectifs du plan.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1813, le Ministre de l'Agriculture de l'époque a annoncé qu'un réexamen du plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques aura lieu en 2021 pour être achevé en 2022. Selon la présentation du plan national, le bilan serait tiré sur base d'indicateurs fixés et de données récoltées.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est l'état d'avancement de l'analyse de la mise en œuvre du plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques ? Quel est le calendrier prévu et quelles sont les différentes étapes y relatives ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de mener ou a-t-il mené une consultation du public et/ou des parties prenantes pour l'évaluation du plan d'action national et pour l'identification de mesures additionnelles ou d'adaptations du plan ? Si une telle consultation a eu lieu, Monsieur le Ministre peut-il résumer les principales revendications issues de cette dernière ?

3) Dans la mesure où le bilan a d'ores et déjà été tiré, Monsieur le Ministre peut-il en partager les principaux constats ?

4) Quelles adaptations du Plan d'action national sont actuellement envisagées ?

Réponse (21/07/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Un état des lieux des objectifs et mesures prévues par le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques (PAN PPP) a été réalisé par le groupe de travail interministériel pour le suivi de la mise en œuvre du PAN PPP et transmis au Conseil de Gouvernement. Dans sa réunion du 15 juillet 2022, le Conseil de Gouvernement a décidé de continuer la mise en œuvre du PAN PPP dans sa forme actuelle.

ad 2) Étant donné qu'il a été décidé de continuer la mise en œuvre du PAN PPP dans sa forme actuelle, il n'est actuellement pas prévu d'organiser une consultation du public.

ad 3) Les principaux constats sont :

– les objectifs généraux établis par le PAN PPP sont toujours d'actualité

– selon les dernières statistiques officielles disponibles, entre 2017-2018 et 2019-2020 il y a eu une réduction de 10,2 % pour les substances actives « big movers » et de 9,4 % pour la totalité des substances actives.

15 des 25 mesures spécifiques prévues par le PAN PPP sont finalisées respectivement réalisées en continu, 7 sont en cours d'exécution, 1 mesure a dû être abandonnée, 1 mesure est en attente d'être relancée et 1 mesure est en cours d'élaboration.

ad 4) cf. question 1.

Rénovation du parc historique d'Echternach | Question 6484 (14/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 13. Juli 2022 gouf am „Lëtzebuurger Wort“ en Artikel publizéiert, an deem d'Gemeng Iechternach dem Kulturministère virwerft, no den Iwwerschwemmunge vum leschte Joer net séier genuch reagéiert ze hunn a bis haut wichteg Renovatiounen auszebremen. Konkreet geet et ëm den denkmalgeschützte Park vun der Gemeng, an deem et schwéier Iwwerschwemmungsschied gouf an dee bis haut net konnt a Stand gesat ginn, well de Kulturministère e Baustopp verhaangen huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Bis wéini plangt de Ministère déi fir den Denkmalschutz néideg historesch Etüden am Iechternacher Park ofgeschloss ze hunn?

2. Firwat hëlt dësen Dossier esou vill Zäit an Usproch?

3. Wat fir Elementer ginn an der historescher Etüd vum Park evaluéiert?

4. Wéi erkläert sech d'Regierung déi follgend Ausso vum Iechternacher Buergermeeschter: „Ich bin der Meinung, dass der Luxemburger Staat bei der Beseitigung der Hochwasserschäden katastrophal schlecht gearbeitet hat“?

Wat plangt d'Regierung an Zukunft anescht ze maachen, fir d'Gemenge besser am Fall vu Renovatiounsarbechten no Naturkatastrophen ze ënnerstëtzen?

Réponse (18/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Fir d'éischt ass ze bemierken, datt den Direkter vum deemolege Service des sites et monuments nationaux (haut Institut national pour le patrimoine architectural – INPA) kuerz no dem Héichwaasser alle Buergermeeschtere aus de betraffene Gemenge geschriwwen hat, fir eng direkt Hëllef vu senger Verwaltung unzebidden. Vun Iechternach koum keng Reaktioun. Den INPA gouf net dohinner geruff, mee ass réischt am Hierscht op onerlaabt Aarbechten am Park opmierksam ginn. Vun deem Moment u gouf alles erlaabt, wat konnt erlaabt ginn, virun allem fir Schied ze behiewen, déi d'Sécherheet vu de Leit betreffen.

Och gouf decidéiert, virun enger Neigestaltung vum Park dat opzeschaffen, wat historesch an architektonesch wichteg ass a wat ee muss wëssen, fir e Masterplang ze definéieren. No villen Agréffer, déi dem Park net gutt goeden hunn, sollt elo de Moment sinn, fir grondsätzlech ze kucken, wéi dat landschaftlech a klasséiert Ierwe besser erhalen a versuergt kéint ginn, dat am Sënn vun der Convention de Florence an internationale Krittären.

An der Etüd gëtt gekuckt, wat do war, wat wéini geplangt war a wat verschwonnen ass, respektiv wéi een et nees hierstellen a reinterpreteréiere kann. Et geet ëm den Ursprung vum Park aus dem 16. Joerhonnert an dem Landschaftsarchitekt Henri Lujà seng Pläng aus dem Joer 1947, fir d'Schied nom Zweete Weltkrich ze behiewen. Planzen, Weeër, Sprangbuere, Statuen, Siichtaxen, Buedembeleg, all Zort vu Mobilier vu Bänke bis Dreckskechten: Alles dat soll thematiséiert

ginn, fir datt an dem klengen Wutz, dee vun dem groussen barocken Entwurf nach bleift, elo dat Beschte soll geschéien.

Fir esou eng Aarbecht hu misse Leit fonnt ginn an déi brauchen Zäit, fir eng fundéiert wëssenschaftlech Analyse ze maachen an eng nohalteg Perspektiv vum Park ze zeichnen. Am Oktober wäerten all d'Resultater virleien.

Statistiques policières | Question 6488 (14/07/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Et ass evident, datt, wann ee Kriminalitéit a Gewalt effikass bekämpfe wëllt, een och genee Statistike braucht.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Wéi vill Mënsche sinn am Joer 2021 zu Lëtzebuerg Affer vu Gewalt ginn?
2. Wéi vill vun deenen Affer vu Gewalt ware Fraen? Wéi vill vun deenen Affer vu Gewalt ware Männer?
3. Kann den Här Minister dës Affer vu Gewalt no Alter respektiv Alterskategorie opschlësselen?
4. Kann den Här Minister geographesch, no Gemengen, opschlësselen, wou dës Gewaltdote stattfonnt hunn?
5. Wéi vill vun dësen Affer vu Gewalt waren Awunner vu Lëtzebuerg? Wéi vill vun dësen Affer vu Gewalt koumen aus dem Ausland?
6. Kann den Här Minister d'Nationalitéiten opschlëssele vun deenen auslännesche Persounen, déi Affer vun enger Gewaltdot gi sinn?
7. Gëtt et och Statistiken, wat d'Täter ugeet? Wa jo, wéi eng sinn dat a wéi stellen déi sech duer?
8. Wann net, firwat net?

Réponse (04/08/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. bis 3. Bei den Zuelen aus de Policedatebanken handelt et sech ausschliesslech ëm eng Bestandsopnam aus dem Joer 2021, sou wéi et vum honorebelen Deputéierte gefrot ginn ass. Doraus kann ee keng empiresch Schlussfolgerungen iwwert d'Gewalt géint Persounen zu Lëtzebuerg zéien, zum engen, well een duerfir misst eng déifgräifend Analys vun alle relevanten demographesche Parameter mat abezéien, an zum aneren, well déi néideg Referenzen aus deene viregte Jore feelen.

Fir d'Joer 2021 sinn an de Policestatistiken 6.853 Mënschen als Affer vu physischer Gewalt agegrod. Duvunner waren 59 % Männer an 41 % Fraen. 21 % vun den Affer ware mannerjäreg.

ad 4. Am follgenden Tableau gesäit een d'Zuele vu „vols avec violences“ a „violences envers les personnes“ aus dem Joer 2021, opgelëscht no Heefegkeet (ausgedréckt a Prozent par rapport zum landeswäiten Total vun dësem Typ vu Faiten) pro Gemeng. Bedéngt duerch déi héich Unzuel vu Gemenge sinn hei just déi fënnef éischte Gemengen opgelëscht.

Gewaltdoten 2021 (Vols avec violences a Violences envers les personnes)	
Commune	Faits en % du total national
Luxembourg	23
Esch/Alzette	13

Differdange	5,5
Dudelange	4
Pétange	3

N.B.: Dëse Relevé enthält just „vols avec violences“ a „violences envers les personnes“ aus dem Joer 2021 a ka kengfalls e Gesamtbild vum kompletten Taux vu Kriminalitéit an dësen eenzele Gemengen duerstellen.

ad 5. a 6. Datebanke vun der Police erfaasse just, ob et sech ëm „résidents“ oder „non-résidents“ a „Luxembourgeois“ oder „non-Luxembourgeois“ handelt.

Vun den Affer waren der 86,5 % Residenten a 46,4 % haten déi lëtzebuergesch Nationalitéit.

ad 7. Datebanke vun der Police erfaassen „inculpés“ a keng Täter. Et ass spéiderhin un de Justizautoritéit fir ze tranchéieren, wéi vill vun den „inculpés“ als Täter a Fro kommen. „Inculpés“ ginn no de selwechte statistesche Krittäre wéi d'Affer an eisen Datebanken agegrod.

Fir d'Joer 2021 sinn an de Policestatistike 6.283 „inculpés“ a Fäll vu physischer Gewalt agegrod. Duvunner ware 75 % Männer a 25 % Fraen. 12,5 % vun den „inculpés“ ware mannerjäreg. Vun den „inculpés“ waren der 82 % Residenten an 41,5 % haten déi lëtzebuergesch Nationalitéit.

ad 8. n.a.

Aides dans le cadre des inondations de 2021 | Question 6490 (14/07/2022) de M. Max Hengel | M. Léon Gloden | Mme Octavie Modert (CSV)

Bei de Bähëllef, déi am Kader vun der Héichwasserkatastroph d'lescht Joer sollten ausbezuel ginn, ass laut eisen Informatiounen een Zenario vergiess ginn. Déi Geschäftsleit, déi keng Rechnunge méi hu vun hirem „ale“ Material, well se z. B. e Café iwwerholl hunn, dee schonn éiweg do steet an awer net direkt genuch Suen hunn, fir neit Material anzekafen, sollen deemno keng Hëllef kënnen an Usproch huelen. Dës kënnen entweder réischt lues a lues an neit Material investéieren oder mussen hire Commerce zoumaachen. Fir deem entgéintzewierken, kéint d'Regierung beispillsweis Bähëllef am Virus op Basis vun Devisen ginn.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir der Regierung follgend Froen stellen:

1. Ass d'Regierung vu Geschäftsleit kontaktéiert ginn, déi an deem beschriwwene Fall sinn?
2. Wa jo, ëm wéi vill Fäll handelt et sech?
3. Wéi gedenkt d'Regierung deene Concernéierten ze hëllef? Kéint een eventuell op de Wee goen an Hëllef scho virun der Acquisitioun vun neiem Material ausbezuelen?
4. Bis wéini kënn Geschäftsleit hir Demande d'aide beim Mëtzelstandsministère areeche?

Réponse (18/07/2022) de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

ad 1. Der Generaldirektioun fir Mëtzelstand ass de beschriwwene Fall net bekannt. Dëst léisst sech doduerch erklären, datt am Artikel 9 vun der „Loi modifiée du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises“ Follgendes virgesinn ass: « Les coûts résultant du préjudice subi comme conséquence directe de la calamité naturelle, tels qu'évalués par un expert indépendant agréé, constituent les coûts admissibles. » Deemno ginn déi eligibel Käschte vun engem onofhängegen Expert evaluéiert.

Esou ewéi d'Gesetz et virgesäit, braucht d'Generaldirektioun fir Mëtzelstand also keng „Rechnunge vun alem Material“, mee baséiert sech op de Rapport vum Expert.

ad 2. /

ad 3. Ewéi beschriwwen, baséiert d'Generaldirektioun fir Mëtzelstand sech net op „Rechnunge vun alem Material“, mee op de Rapport vun engem onofhängegen Expert. Op Basis vun dësem Rapport bezitt d'Generaldirektioun fir Mëtzelstand an enger éischter Phas eng Avance vu 50 % aus. De Solde gëtt dono op Basis vun den neien Acquisitiounen respektiv Facturen ausbezuel.

ad 4. D'Geschäftsleit kënnen hir Demande bis zu véier Joer no der Naturkatastroph erareeche, an dësem Fall wier dat bis Juli 2025.

Revenu d'inclusion sociale | Question 6496 (15/07/2022) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Le Revenu d'inclusion sociale, mieux connu sous le nom « REVIS », est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019, et a remplacé, voire redynamisé le Revenu minimum garanti (RMG). Le nouveau REVIS a comme objectif principal de concrétiser une approche d'inclusion sociale en établissant un système cohérent entre les politiques de stabilisation et d'activation sociale et les politiques de (ré)insertion professionnelle.

Considérant qu'il s'agit d'un nouveau dispositif, la Chambre des Députés a adopté une motion le 10 juillet 2018 invitant le Gouvernement à dresser une évaluation des deux composantes du REVIS, notamment de l'allocation d'inclusion et de l'allocation d'activation, après une période de trois années et à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

Dans ce contexte, j'aimerais recevoir les informations suivantes de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

– Est-ce que l'évaluation du dispositif REVIS, prévue pour l'année 2021, a été effectuée ? Quels sont les résultats clés de l'analyse ?

Réponse (02/08/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

La motion dont question, qui a été adoptée par la Chambre des Députés en date du 10 juillet 2018, invite le Gouvernement « à dresser une évaluation du nouveau dispositif REVIS après une période de trois années [...] ». La loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019; l'évaluation du dispositif a été préparée dès 2021 et est effectuée en 2022, donc après une période de trois années.

Le processus d'évaluation, qui comporte un volet quantitatif et un volet qualitatif, est en cours. Le rapport final de l'évaluation sera présenté à la commission de la famille et de l'intégration vers la fin du premier semestre de 2023.

Financement des offices sociaux | Question 6502 (19/07/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter 2009 hunn d'Ongläicheeten an d'Aarmut hei am Land zougeholl. Sou ass den Taux vum Aarmutrisiko, den Donnéeë vun Eurostat no, zënter 2010 bis haut ëm ronn dräi Prozentpunkten an d'Luucht gaangen. Déi selwecht Entwécklung gesäit ee bei den Zuele vum Aarmutrisiko, nodeems Sozialtransferte gemaach goufen. Ee vun den Haaptgrënn ass warscheinlech, dass d'Logementskäschten hautzudaags vill méi an d'Geld schloen, wéi dat nach virun zéng

Joer de Fall war. D'Zuele vun Eurostat weisen och hei eng Erhéijung vun dräi Prozentpunkten, wat d'Part vum Logement am verfügbaren Akommes betrëfft.

Am Artikel 23 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Sozialhëlfele ass virgesinn, dass de Staat an d'Gemengen d'Käschte vum Office social 50/50 iwwerhuelen. Dës Ënnerstützung gouf am Gesetz esou limitéiert, dass d'maximal Bähëllef eng Aarbechtsplaz pro 6.000 Awunner an enger Gemeng fir de Personnel d'encadrement ëmfaasst an eng hallef Aarbechtsplaz fir d'administratiivt Personal.

Zënter 2009 ass awer och d'Bevëlkerung am Land ëm 150.000 Persoune gewuess – also 30 % Bevëlkerungswuesstem.

An deem Zesammenhang wëilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'finanziell Bähëllef vum Artikel 23 vum Gesetz vum 2009, ugeziicht der Zounam vun de sozialen Ongläichheeten, nach ugepasst ass?

2. Wäert d'Regierung dës Legislaturperiod Upassungen um Bättragsschlüssel maachen, fir dass d'Offices sociaux méi Ressourcen zur Verfügung gestallt kréien?

Réponse (11/08/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministère de la Famille et de l'Intégration

Den Artikel 23 vum Gesetz seet, dass de Staat an d'Gemengen sech zu 50 % um Personalschlüssel bedeelegen, dee pro 6.000 Awunner bei engem Poste fir de sozialen Encadrement an 0,5 Poste fir dat administratiivt Personal läit. Wann d'Bevëlkerung wissst, kann den Office social also zousätzlecht Personal beim Ministère ufroen.

Den Artikel 23 gëtt de Gemengen an dem Staat och d'Méiglechkeet, iwwert aner Konventiounen zousätzlecht Personal, fir extra Missiounen ze engagéieren. Am Kader vum Afflux vu Flüchtlingen huet de Staat 2015, iwwert eng Circulaire vum Inneministère, den Offices sociaux d'Méiglechkeet ginn, weidert Personal ze engagéieren, fir d'Prise en charge vun de Bénéficiaires de protection internationale kënnen ze garantéieren. Dës Circulaire fixéiert ee Personalschlüssel vun engem Poste fir de sozialen Encadrement an 0,5 Poste fir dat administratiivt Personal pro 600 BPI Awunner. D'Personal kann och proratiséiert ugefrot ginn. Säitens vum Ministère ass d'Dier op, fir d'Fro vum aktuelle Ratio ze diskutéieren; de Ministère suivéiert d'Situatioun an den Offices sociaux ganz enk a sicht no Méiglechkeeten, fir de genannten Defien ze begéinen.

Vëlosommer 2022 | Question 6511 (20/07/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Fir de Vëlosommer 2022 maachen, ënnert anerem, d'CFL op hirem Site Werbung dofir, dass een de Vëlo problemlos am Zuch ka mathuelen. Extra Zich ginn u verschiddene Weekender agesat an den Transport vu Vëloen an E-Bikes ass – wéi och fir d'Passagéier – gratis. Um Site www.velosommer.lu gëtt erkläert, dass d'Vëloen a speziellen Zuchwaggonen oder Busse transportéiert mussen ginn. D'CFL huet awer am klénggedrëckten Text stoen, dass d'Plaz fir de Vëlo am Zuch zesumme mat de Poussetten a Rollstill gedeelt gëtt.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister garantéieren, dass zu all Zäitpunkt genuch Plaze fir Vëloen, Rollstill a Poussetten an den Zich souwéi an de Busser do sinn?

2. Wou ass festgehalten, wéi vill Vëlo maximal dierfen am Zuch an am Bus matgeholl ginn?

3. Am Fall wou een Zuch oder Bus maximal ausgelascht ass, wéi eng Passagéier kréien d'Prioritéit?

Muss ee Passagéier, deen am Zuch/Bus ass, dësen da verloossen?

4. Sinn all d'Zich a Busser equipéiert, fir Vëloen, Elektrovëloen, Rollstill a Poussette matzehuelen? Falls nee, wéi vill Fuermaterial kann dat net a wéi eng Linne sinn heivunner betraff?

5. Verschidde Persoune fuere jo och mat engem Elektrovëlo, dee mat enger Batterie equipéiert ass.

Wat fir Sécherheetsvirkéierungen hunn d'CFL virgesinn, am Fall wou een E-Bike am Zuch géif ufänke mat brennen?

Réponse (12/08/2022) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Virewech wëll ech drop hiweisen, dass d'Aktioun Vëlosommer soll d'Leit dozou beweegen, mam Vëlo ze fuere. D'Benotze vum öffentliche Transport gratis mam Vëlo ass natierlech erlaabt, souwäit d'Plaz an den Transportmëttel et och zouléisst.

ad 1. Wat d'Busse ugeet, sou ass d'Zort vum Bus pro Linn duerch d'Kontrakter mat den Exploitante fixéiert. Well et sech hei ëm ee Service public handelt, dee fir jidderee fräi zougänglech ass, kann de Volume u Fuergäscht net zu 100 % virausgesot a gesteeert ginn. Esou kann et dann deemno, a villäicht besonnesch zu Spëtzenzäiten, dozou kommen, dass keng Plaz méi am Bus ass fir e Passagéier, ob mat oder ouni Vëlo, matzehuelen.

Et ass normal, dass d'Plaz am öffentliche Transport muss gedeelt ginn, ob mat oder ouni Vëlo, Poussetten oder Rollstill. Et wier awer net glécklech, wann e Passagéier am Rollstill, mat Rollator oder Poussetten net kéint matgeholl ginn an a Konkurrenz mat engem Vëlo misst trieden.

Vu dass d'Zich just iwwert eng limitéiert Unzuel u Plaze fir Vëloen, Rollstill a Poussette verfügen, ka leider net ëmmer garantéiert ginn, dass zu all Zäitpunkt genuch Plaze fir Vëloen, Rollstill a Poussetten disponibel sinn.

Bei groussen Eventer, sou wéi elo während dem Vëlosommer, vergréissere mir och souwäit wéi méiglech d'Kapazität vum den Zich, fir déi gréisst méiglech Unzuel u Vëlo/Rollstill/Poussette kënnen an den Zich opzehuelen, notamment a Richtung Norden op der Stréck tëschent Lëtzebuerg an Dikrech.

An deem Zesammenhang wäert och eng Busnavette fir den Itinéraire H „Regioun Mëllerdall-Tour“ vum Vëlosommer, deen de 6. a 7. August, souwéi den 20. an 21. August 2022 organiséiert gëtt, tëschent der Stad an Iechternach bereetstoen. Dës Navette ass exklusiv fir Clientë mat Vëlo geduecht, a ka bis zu 10 Clientë mat Vëlo pro Wee ophuelen. D'Reservatioun vun dësem Service ass net obligatoresch, mee gëtt awer conseilléiert, fir een optimalen Oflaf vun dësem ze garantéieren.

Ausserdeem wäert och ab dem 20. August 2022, während der Chantiersperiod op der Linn 10 tëschent Ettelbréck an Èlwen, esou eng Busnavette op dësem Streckendeel agesat ginn.

Dës Navette ka bis zu 8 Clientë mat Vëlo pro Wee transportéieren. Och hei ass d'Reservatioun net obligatoresch, mee gëtt awer conseilléiert.

ad 2. E Maximum u Vëloen ass net gesetzlech festgehalten. Allerdéngs ginn et am Règlement ministériel du 6 février 2020 fixant les conditions de transport et les tarifs des transports publics, Artikel 4, follgend Bestëmmungen iwwer d'Mathuele vun esou Géigestänn mat Rieder:

« Les objets à roues tels que voitures d'enfant, buggies d'emplettes, déambulateurs de type rotateur, ainsi que les cycles peuvent être introduits dans les moyens de transport public. Les cycles ne sont admis que suivant les disponibilités techniques du moyen de transport public. »

Dës Bestëmmunge gëlle fir all Transportmëttel: Zuch, Bus an Tram.

Am Moment kënnen d'Zich jee no Baurei tëscht 6 an 18 Vëloen ophuelen, an d'Busser bis 15 Meter, jee no Baurei, tëschent 2 a 4 Vëloen, virausgesat, dass dës Plaze net scho vu Rollstill oder Poussette besat sinn. Fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit (PMR) (z. B. Rollstullfuere oder Leit mat Poussetten) si Plaze reservéiert am Géigendeel zum Vëlo. Am Zuch kann de Vëlo op déi dofir virgesi Kriep agehaangen ginn oder an de Busser op der Plattform ofgestallt ginn. D'Vëloskompartiment ass op der Automotrice mat engem gréngem Logo gekennzeechent.

ad 3. Den öffentliche Transport ass prioritär dofir do, fir Leit ze transportéieren, aus dësem Grond kann et virkommen, dass eng Persoun mat Vëlo sollt erausklammen, fir méi Leit ouni Vëlo Plaz ze maachen. Et gëtt awer keen offiziell Reglement, just de gesunde Mënscheverstand. An der Realitéit kënn dëst och extreem seelen, a wann, a ganz spezielle Fäll, vir, wann zum Beispill eng gréisser Grupp vu Leit mat méi Vëloen an de Bus wëllt klammen; vu dass déi meescht Linnen, egal vu wéi engem Transportmëttel, en zimmlech dichten Takt hunn, wier unzeroden, entweder op den nächste Bus/Zuch/Tram ze waarden oder e Stéck mam Vëlo weiderzufuere.

ad 4. D'Kontrakter vum neien RGTR-Reseau gesi fir, dass all Buskategorie (ausser Minibussen) een niddregen Astig huet an och eng Plattform. Et ginn awer nach Buslinnen, déi ënner alem Kontrakt assuréiert ginn, wou dat net Pflicht ass, bzw. wou Doppeldeckerbusse fuere, wou et technesch net geet; e. a. op staark frequentéierte, grenziwwerschreidende Pendlerlinnen, wéi vun Tréier oder Thionville (Linnen 303, 503 an 505); bei deene kënn nach deelweis dobäi, dass déi och iwwer de Summer verstärkt vun Zuchpendler an Usproch geholl ginn, wéinst den Aarbechten op der Schinn.

All Zich sinn equipéiert, fir Vëloen, Elektrovëloen, Rollstill a Poussetten an der Limit vum hire Kapazität matzehuelen.

ad 5. All Zich verfügen iwwert Feierläsch, déi et erlaben am Fall wou een E-Bike géif brennen, dës Vëlo ze läsche.

Vente de terrains à bâtir par les communes | Question 6512 (20/07/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 5043 des honorables Députés Semiray Ahmedova et François Benoy en relation avec une vente de 55 terrains à bâtir viabilisés par la commune Hesperknapp, Madame la Ministre de l'Intérieur avait indiqué d'avoir approuvé 55 ventes immobilières en 2019 respectivement 56 ventes en 2020 tout en relativisant que ces ventes réalisées par les communes ne porteraient pas toutes sur des terrains à bâtir.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Combien de ventes immobilières ont été transmises au Ministère de l'Intérieur depuis l'entrée en vigueur du Pacte logement, c'est-à-dire entre 2009 et 2022 ? Madame la Ministre peut-elle nous fournir un relevé de toutes ces transactions ventilé par année, par type de terrains et par commune ?

2) Combien de transactions n'ont pas été approuvées par le Ministère de l'Intérieur ? Le ministère a-t-il rejeté des transactions jugées incompatibles avec l'intérêt général ?

3) Quelle est la surface des terrains à bâtir dont la vente a été approuvée par le Ministère de l'Intérieur depuis 2009 ?

4) Quel est le nombre de logements potentiellement réalisables sur les surfaces en question conformément aux PAG en vigueur dans les différentes communes au moment de la transaction ?

5) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'au vu de la pénurie de logements abordables toute vente de terrain à bâtir par une commune à une personne privée ou morale est à considérer comme étant contraire à l'intérêt général ?

Réponse (12/08/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

À l'heure actuelle, il n'existe pas de base de données permettant l'extraction de données statistiques relatives aux transactions immobilières telles que celles demandées par la députée. À noter que les pièces centrales des dossiers concernant des ventes immobilières – les délibérations des communes et les actes notariés – peuvent certes contenir ce type d'informations, mais sont aujourd'hui établies dans un format papier, ce qui rend leur exploitation très fastidieuse.

Un refus d'approbation ministériel d'une délibération communale ayant pour objet la vente de terrains à bâtir en vue de la réalisation de logements, comme tout autre refus d'approbation, n'est prononcé qu'en cas de contrariété à la loi ou à l'intérêt général ce qui est néanmoins rare en pratique.

Les initiatives des communes auxquelles se réfère la députée s'inscrivent dans le contexte de la pénurie de logements au Luxembourg et ont été réalisées dans le but de permettre à davantage de citoyens d'accéder à un logement. Le cadre légal en vigueur n'exclut pas la possibilité de poursuivre cet objectif à travers des ventes de terrains à bâtir.

À noter qu'un certain nombre de communes ont fait le choix de passer par la mise à disposition de terrains à bâtir par le biais de baux emphytéotiques plutôt que par la vente.

Bilan des objectifs climatiques sectoriels pour l'année 2021 | Question **6517** (20/07/2022) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Mam Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 sinn déi sektoriell Klimaziler geschafe ginn, déi duerch e Règlement grand-ducal fir d'Joer 2021–2030 präziséiert goufen. De provisoiresche Bilan fir d'Joer 2021 soll Enn Juli 2022 festgehalen ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

– Wéi gesäit de provisoiresche Bilan fir 2021 aus?

– Ass et méiglech, scho virleefeg Konklusiounen ze zéien?

Réponse (12/08/2022) de **Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De provisoiresche Bilan vun den Zäregasemissiounen fir d'Joer 2021 gouf, esou wéi vum Règlement grand-ducal vum 22. Juni 2022 iwwer déi järelech Emissiounsallokatiounen virgesinn, Enn Juli 2022 publizéiert.

Dëse Bilan weist, datt d'Emissiounen am Joer 2021, mat 8.089.050 Tonnen equivalent CO₂, ronn 20 % ënner dem Niveau vum Referenzjoer 2005 leien. D'Emissiounen sinn 1,1 % (90.000 Tonnen equivalent CO₂) ënner der Emissiounsallokatioun fir 2021 bliwwen. D'Emissiounsreduktiounszil fir 2021 gouf soumat erreicht.

Wat déi eenzel Secteuren ueget, gouf d'Emissiounsallokatioun am Secteur „transports“, deen 61 % vun de Gesamtemissiounen duerstelt, respektéiert. Dat selwecht gëllt fir d'Secteuren „agriculture et sylviculture“ an „traitement des déchets et des eaux usées“, während der Emissiounsallokatiounen an de Secteuren „industries de l'énergie et manufacturières, construction“ an „bâtiements résidentiels et tertiaires“ dépasséiert goufen.

Den détailléierte provisoiresche Bilan vun den Zäregasemissiounen fir d'Joer 2021 ass ënner folgendem Link publizéiert: <https://environnement.public.lu/fr/loft/air/inventaires-emissions/inventaire-ges/proxi-ges.html>.

Section partielle de la queue des porcs | Question **6544** (25/07/2022) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

La directive européenne 2001/88/CE interdit la section partielle de la queue des porcs sur une base de routine. Au Luxembourg, cette directive a été transposée par le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs. Le règlement stipule que « La section partielle de la queue et la réduction des coins ne peuvent être réalisées sur une base de routine, mais uniquement lorsqu'il existe des preuves que des blessures causées aux mamelles des truies ou aux oreilles ou aux queues d'autres porcs ont eu lieu. »

Or, selon la Commission européenne, le Luxembourg n'est pas conforme à la législation européenne. Dans la réponse à une question parlementaire datant d'août 2020, la Commission précise que seulement en Finlande et en Suède, l'interdiction est effectivement appliquée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien de contrôles relatifs à la section partielle de la queue des porcs ont été effectués au cours des cinq dernières années ? Combien d'infractions ont été constatées ?

2) Les infractions sont-elles sanctionnées par une amende ? Dans l'affirmative, à quelle hauteur se situe-t-elle ? Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles les infractions ne sont pas sanctionnées ?

3) Quelles mesures sont proposées dans le plan d'action que le Luxembourg a dû soumettre en la matière à la Commission en 2018 ?

4) Monsieur le Ministre peut-il définir un délai dans lequel il envisage mettre fin à la section partielle de la queue des porcs ?

Réponse (02/08/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Il n'y a pas eu de contrôles spécifiques relatifs à la section partielle de la queue (caudotomie) des porcelets. Les contrôles concernant la problématique de la morsure de queue (caudophagie) sont réalisés dans le cadre des inspections relatives au bien-être des porcs dans les élevages.

ad 2) Les infractions ne sont pas sanctionnées par une amende car il est très difficile de constater les infractions au règlement puisque ce dernier permet une dérogation à l'interdiction de la caudotomie de

routine au cas où tous les efforts menés pour prévenir la caudophagie ont échoué.

ad 3) Suite à la demande de la Commission européenne notre première version du plan d'action a été retravaillée et le plan actuel prévoit une autoévaluation des facteurs influençant le phénomène de la caudophagie (logement des porcs, climat dans les porcheries, alimentation) par l'éleveur en collaboration avec son vétérinaire. Cette autoévaluation sera supervisée à un intervalle régulier par les vétérinaires-inspecteurs de l'Administration des services vétérinaires. Des projets seront initiés en collaboration avec les éleveurs en supprimant la caudotomie au niveau de certains groupes de porcelets et en analysant les effets sur la caudophagie. Au niveau des abattoirs la problématique des lésions dues à la caudophagie sera analysée afin de détecter les élevages à problèmes en vue d'y remédier sur le terrain.

ad 4) Il est très difficile à l'heure actuelle de fixer un délai précis pour la mise en application de l'interdiction de la caudotomie. Les études effectuées dans le cadre du plan d'action jusque fin 2023 fournissent des informations quant à la faisabilité des dispositions de la réglementation au niveau des élevages de porcelets nationaux.

Dans les établissements d'engraissement les porcelets proviennent souvent de l'étranger et à ce niveau il est difficile de trouver des porcelets n'ayant pas subi la caudotomie. La caudotomie chez les porcelets reste une problématique communautaire. Étant donné que la Commission européenne prévoit une réforme de la réglementation relative au bien-être animal, elle va probablement suggérer une solution à cette problématique dans ses propositions législatives prévues pour fin 2023.

Conflits d'intérêts au niveau communal | Question **6553** (26/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Dat aktuellt Gemengegesetz gesäit am Artikel 20 Reegele vir, fir dass déi lokal Volleksvertrieder net an Interessenkonflikter solle verfalen an hiert Mandat am effentlechen Interessi ausféieren. Mir ass ee Fall bekannt vun engem Buergermeeschter, dee gläichzäitig Gerant vun engem Bank ass.

Ee méigleche Fall vun engem Interessenkonflikt betrëfft d'Baugeneemegungen: D'Persoun, de Buergermeeschter, déi d'Baugeneemegungen an enger Gemeng astellt, ass hei déi selwecht Persoun, déi d'Geneemegung fir ee Baukredit mat ënnerschreift oder op d'mannst zu engem groussen Deel mat beaflosst (et kënnen jo och zwee Bankmatarbechter a sengem Numm ënnerschreien op Uerder). Ee weidert Beispill ka sinn, dass den Interessi besteet, dass d'Gemeng Client bei grad där Bank gëtt, wou dës Persoun Gerant ass an iwwert déi dann eng Unzuel u Prëten a Sponsoring-Aktivitéite fir Gemengenaktivitéiten zesummelafen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Ministesch an deem beschriwwene Fall eng Méiglechkeet vun engem potenziellen Interessenkonflikt?

2. Wäert d'Ministesch dësen Observatiounen ee Suivi ginn a falls néideg hire Pouvoir de tutelle iwwert d'Gemengen asetzen?

3. Weist dëst Beispill alt net nees erëm, dass et néideg wier, d'Kompetenz an d'Verantwortung vun de Baugeneemegungen, grad an der aktueller Logementskris, wou de Buedem ee raart a wäertvollt Gutt

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

ass, vum Buergermeeschter op de Gemengerot ze transferéieren?

Réponse (12/08/2022) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur

Et ass net méiglech, eng kloer a fundéiert Äntwert op
dës Fro ze ginn a sech iwwert d'Applikatioun vu lega-
len Texter ze prononcéieren, wann déi exakt Faite vun
engem konkrete Fall net bekannt sinn. Alles anescht
wier Spekulationen a géif riskéieren, zu net fundéiert
ten Accusatiounen ze féieren.

Ech beschränke mech dowéinst drop, fir den De-
putéierten ze informéieren, dass den Artikel 20 vum
ofgeännerte Gemengesetz vum 13. Dezember 1988
de Membere vum Gemengerot an de Membere vum
Schäfferot, dem Gemengesekretär an dem Receveur
verbit:

1° fir ënner verschiddenen Ëmstänn un Delibéra-
tiounen vum Gemengerot a vum Schäfferot deelzehue-
len;

2° fir als Affekot oder Chargé d'affaires an de Ge-
riichtsaffairen ze intervenéieren, déi géint d'Gemeng
ugestrenge gi sinn, ausser et wär onentgeltlech;
3° fir perséinlech oder par personne interposée, un
engem Marché fir d'Gemeng deelzehuelen.

Den Artikel 20 vum ofgeännerte Gemengesetz vum
13. Dezember 1988 zielt Hypotheesen op, déi Aus-
namen zu de gewéinleche Rechter vun de viséierte
Persounen duerstellen, a sinn dofir strikt ze inter-
pretéieren. Et ass deemno kloer, dass d'Ausstelle vu

Baugeneemegungen duerch de Buergermeeschter
net ënner den Artikel 20 falen.

Et gëtt doriwwe eraus och nach den Artikel 245 vum
Code pénal, deen d'Prise illégale d'intérêts ënner
Strof stellt. Do ass et awer un den Autorités judi-
ciaires, fir sech ze prononcéieren, wa se mat engem
konkrete Fall befaasst ginn.

En Transfert vun der Kompetenz fir Baugeneeme-
gungen vum Buergermeeschter op de Gemengerot ass
net virgesinn.

.....
Sommet de l'agriculture | Question urgente **7338**
(07/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

A senger Ried zur Lag vun der Natioun hat de Premier-
minister Xavier Bettel den 11. Oktober en Agrarsom-
met ugekënnegt, fir mat de Baueren iwwert d'Zukunft
vun der Landwirtschaft ze diskutéieren. De Landwirt-
schaftsminister Claude Haagen hat schonn de 24. Sep-
tember am Kader vun der RTL-Emissioun „Background
am Gespréich“ erkläert, dass dat neit Agrargesetz net
ouni Agrarsommet géif gestëmmt ginn. En Datum hat
hien deemools awer net genannt. Och misst nach ge-
kläert ginn, wéi eng aner Ministeren dobäi solle sinn.
Vu dass dat neit Agrargesetz eventuell am Januar zur
Ofstëmmung kënn, wollt ech follgend Drénglech-
keetsfro un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Steet méttlerweil en Datum fir den Agrarsommet
fest?

• Wa jo, wéini a wou soll den Agrarsommet stattfan-
nen?

– Wat fir Ministeren huelen um Agrarsommet deel?

– Wat fir Sujete si konkret zréckbehalde ginn?

Réponse (08/12/2022) de **M. Claude Haagen**, Mi-
nistre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Dévelop-
pement rural

Den Avis vun der Landwirtschaftskammer iwwert de
„Projet de loi concernant le soutien au développement
durable des zones rurales“ ass dem Landwirtschafts-
ministère den 21. November 2022 zougestallt ginn.
Muer ass mat der Baueren-Allianz eng Reunion an
den nächsten Dönschdeg ass mat der Landwirtschafts-
kammer dozou eng Entrevue, fir dësen am Detail ze
diskutéieren. Dono gëtt en fonction vun deenen ze
behandelende Punkten zesumme mat deene concer-
néierte Ministeren een Datum fir den Agrarsommet
gesicht.

D'Landwirtschaftskammer huet mir am Virfeld vun
dëser Reunion schonns follgend Haapttheeme pro-
poséiert:

- Definitioun vum „agriculteur actif“,
- Theema „Jongbaueren“,
- den Art. 6 vum Projet de loi a notamment d'Am-
moniakemissiounen,
- d'Investitiounsbäihëllefen.

Donieft sollt och nach iwwert eng Ännerung vun der
Nitratdirektive an iwwert de „Plan national pour la
protection de la nature“ geschwat ginn.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799